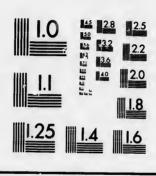
IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503

STILL STATE OF THE STATE OF THE

CIHM/ICMH Microfiche Series.

CIHM/ICMH Collection de microfiches.



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques



C 1987

Technical and Bibliographic Notes/Notes techniques et bibliographiques

Coloured covers/ Couverture de couleur Covers damaged/ Couverture endommagée Covers restored and/or laminated/ Couverture restaurée et/ou pelliculée Cover title missir // Le titre de cover ure manque Coloured meps/ Coloured meps/ Coloured mik (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La re liture serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the taxt. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certainee pages blanches ajoutées lors d'une restauration appraissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible. ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous. 10X 14X 18X 22X 26X 30X	orig copy which repr	Institute has attentinal copy available y which may be bit of may after any of oduction, or which usual method of fill	for filming. Fea bliographicelly u the images in may significan	tures of this inique, the itly chenge	qu de pr un m	'il lui a été cet exem Int de vue le image re	possible plaire qui : bibliograp produite, dans la m	de se prosont peut chique, qui ou qui pr céthode n	ur exempli curer. Les cêtre uniqui ni peuvent euvent exi- cormale de	détails ues du : modifier ger une
Couverture endommagée Covers restored and/or laminated/ Couverture restaurée et/ou pelliculée Cover title missir s/ Le titre de convet, are manque Coloured mpp/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La re liure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.			uleur							
Couverture restaurée et/ou pelliculée Cover title missir / Le titre de convecture manque Coloured meps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations/ Planches et/ou illustrations/ Comprend du matériel supplémentaire Includes supplementary material/ Comprend du matériel supplémentaire Comprend du matériel supplémentaire Seule édition disponible Pages wholly or partially obscured by et slips, tissues, etc., have been refilmed t ansure the best possible intege/ Les pages totalement ou partiellement obscurcies par un feuillet d'erratu, une pette, ont été filmées. Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé at taux de réduction indiqué ci-dessous.						Pages o	iamaged/ indommag	jé e s		
Le titre de convet ure manque Coloured meps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black!/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La re liure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction retio checked below/ Ce document est filmé au teux de réduction indiqué ci-dessous.										
Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ Lare liure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from fillming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.			'		V	Pages of	liscoloured lécolorées,	l, stained tachetée	or foxed/ es ou piqu	ées
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ Lare liure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.			ues en couleur							
Planches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ Lare liure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.					V					
Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ Lare liure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from fillming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.									sion	
along interior margin/ Lare liure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction râtio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.						Includes	suppleme	entary ma ériel sup	aterial/ plémentair	
appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-desspus.		along interior mar La re liure serrée p	gin/ eut causer de l'	ombre ou de la		Seule éc	dition disp	onible artially ol		
Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.		appear within the have been omitted il se peut que cert lors d'une restaura mais, lorsque cela	text. Whenever I from filming/ aines pages bla ition apparaisse	possible, thes inches ajoutées int dans le text	•	ensure to Les page obscurci etc., ont	he best po es totalem es par un été filmée	ssible im ent ou pa feuillet d es à nouv	age/ irtiellemen 'errata, un eau de faç	t e pelure.
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.										
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.	This i	item is filmed at th	e reduction rati	o checked belo	w/					
	Ce do	ocument est filmé a	u taux de rédu	ction indiqué c	i-dessous.		26X		30X	
12X 16X 20X 24X 28Y										

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

Law Library York University Toronto

tails

du

odifier

une mage

rrata o

elure, à The images appearing here are the best quality possible considering the condition end legibility of the original copy and in keeping with the filming contract spacifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with e printed or illustrated impression, or the beck cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or Illustrated impression, and anding on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol → (mesning "CONTINUED"), or the symbol ▼ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, platec, charts, etc., may be filmed et different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure ere filmed beginning in the upper left hend corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:

L'axemplaira filmé fut reproduit grâce à le générosité da:

Law Library York University Toronto

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contret de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier ast imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par le dernière page qui comporte une amprainte d'impression ou d'illustretion, soit per le second plat, selon le cas. Toua les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une amprainte d'impression cu d'illustretion et en tarminant par le darnière page qui comporte une teile empreinte.

Un des symboles suivents apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, seion le caa: le symbole → signifie "A SUIVRE", le symbole ▼ signifie "FIN".

Les cartes, pianches, tabieaux, atc., peuvent être filmés à des taux de réduction différants. Lorsque le document ast trop grand pour êtra reproduit en un seui cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de geuche è droite, et da haut en bas, en prenant la nombra d'images nécasseire. Les diegrammes suivants illustrent la méthoda.

1	2	3		

1	
2	
3	

1	2	3		
4	5	6		

M

AND I

TH

182

MUNICIPAL ACT,

1887.

AND THE ACT RESPECTING THE ESTABLISHMENT OF MUNICIPAL INSTITUTIONS IN THE DISTRICTS OF ALGOMA, MUSKOKA, PARRY SOUND, NIPISSING, THUNDER BAY, AND RAINY RIVER.

TOGETHER WITH

THE MUNICIPAL AMENDMENT ACT,

1888.

WITH INDEX

RV

WILLIAM W. EVATT,
OF OSGODE HALL, BARRISTER-AT-LAW.

Toronto :

HART & COMPANY, MUNICIPAL PUBLISHERS, 31 AND 33 KING ST., WEST.

AN ACT RESPECTING THE REVISED STATUTES OF ONTARIO, 1887.

(Chap. 2, 51 Viet. Ont.)

[Assented to March 23rd, 1888.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Consent of enacts as follows:-

Revised declared in force from 31st December, 1887.

1. The Revised Statutes of Ontario, as printed by the Statutes 1887 Queen's Printer, and declared by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, dated the twentieth day of December last past, to come into force on, from and after the thirty-first day of December last past, have been on, from and after said day, and shall hereafter be in force in this Province, to all intents and purposes as though the same were expressly embodied in, and enacted by, this Act, to come into force and have effect on, from and after said day, subject, however, to the provisions of section 9 and following sections of the Act, chapter two of the Acts passed by the Legislature of this Province in the fiftieth year of Her Majes' 's reign, intituled An Act respecting the Revised Statutes of Intario 1887, and to the Acts passed in the present session of the Legislature.

KF 305 058

A3954

RES

Title

Title

Title

Title

Title I

AN ACT

RESPECTING MUNICIPAL INSTITUTIONS.

(Cap. 184, R. S. O., 1887.)

PRELIMINARY 88. 1, 2.

PART I .- MUNICIPAL ORGANIZATION.

Title I. Incorporation, ss. 3-8.

)F

of io,

he eu-

of

the

nd

ce, sly ınd , to

ct,

his led

ınd

II. New Corporations.

Division I. Villages, ss. 9-17.
"II. Towns and Cities, ss. 18-26.
"III. Townships, ss. 27-34.

IV. Counties, ss. 35-37.
V. Provisional County Corporations, ss. 38-52.

VI. Matters Consequent upon the formation of New Corporations, ss. 53-63.

PART II. - MUNICIPAL COUNCILS, HOW COMPOSED.

Title I. The Members.

Division I. In Counties, ss. 64-67.

II. In Cities, s. 68.

III. In Towns, s. 69.

IV. In Incorporated Villages, s. 70.
V. In Townships, s. 71.
VI. In Provisional Corporations, s. 72.

Title II. Qualification, Disqualification and Exemptions.

Division I. Qualification, ss. 73-76.
II. Disqualification, s. 77.

III. Exemptions, s. 78.

PART III. MUNICIPAL ELECTIONS.

Title I. Electors.

Division I. Qualification, ss. 79-87.

Title II. Elections.

Division

I. Time and place of holding, ss. 88-96.
II. Peturning Officers and Deputy Returning Officers, ss. 97-101.

" III. Oaths, ss. 102-106.

IV. Proceedings Preliminary to the Poll, ss. 107-141.V. The Poll, ss. 142-161. "

VI. Miscellaneous Provisions, ss. 162-176. VII. Vacancies in Council, ss. 177-186. VIII. Controverted Elections, ss. 187-208. " "

IX. Prevention of Corrupt Practices, ss. 209-222.

PART IV. MEETINGS OF MUNICIPAL COUNCILS.

Division I. When and where held, ss. 223-232. II. Conduct of business, ss. 233-242.

PART V. OFFICERS OF MUNICIPAL CORPORATIONS.

Division I. The Head, ss. 243-244. II. The Clerk, ss. 245-248.

"

III. The Treasurer, ss. 249-253. IV. Assessors and Collectors, ss. 254-257. " "

V. Auditors and Audit, ss. 258-268. VI. Valuators, s. 269.

VII. Duties of Officers as to Oaths, &c., ss. 270-277.
VIII. Salaries, Tenure of Office and Security, ss. 278-281

PART VI. GENERAL PROVISIONS APPLICABLE TO ALL MUNICIPALITIES.

Title I. General Jurisdiction of Councils.

Division I. Nature and Extent, ss. 282-287.

Title II. Respecting By-Laws.

I. Authentication of, ss. 288-290. Division

II. Objections by Ratepayers, ss. 291-292.
III. Voting on by Electors, ss. 293-328.

"

IV. Confirmation of, ss. 329-331.
V. Quashing, ss. 332-339.
VI. By-laws creating Debts, ss. 340-356.

VII. By-laws respecting Yearly Rates, ss. 357-368. VIII. Anticipatory appropriations, ss. 369-371.

Title III. Respecting Finance.

I. Accounts and Investments, ss. 372-382.

II. Commission of Enquiry into Finances, ss. 383, 384.

Title IV. Arbitrations.

Division I. Appointment of Arbitrators, ss. 385-396. II. Procedure, ss. 397-404.

V. Debentures and Other Instruments, ss. 405-414.

Title VI. Administration of Justice and Judicial Proceedings.

Division I. Justices of the Peace, ss. 415-419.

II. Penalties, ss. 420-423. III. Witnesses and Jurors, ss. 424-426.

IV. Convictions under By-laws, s. 427.
V. Execution against Municipal Corporations, ss. "

VI. Tender of amends, s. 430. "

66

VII. Contracts with members of Council void, s. 431.
VIII. Police Office and Police Magistrate, ss. 432, 433.
IX. Board of Commissioners of Police and Police Force " in Cities and Towns, ss. 434-451.

X. Court-houses, Gaols, &c., 452-476.

XI. Investigations as to Municipal Officers and Governments, s. 477.

XII. When Mayor may call out posse comitatus, s. 478.

PART VII. POWERS OF MUNICIPAL COUNCILS.

Title 1. Powers Generally.

Division

I. Counties, Townships, Cities, Towns, and Incorporated Villages, ss. 479-488.
 II. Townships, Cities, Towns, and Incorporated Villages, ss. 489-492.

III. Townships, Cities, and Towns, s. 493. IV. Counties and Cities, s. 494.

" "

V. Counties and Unies, S. 495.
V. Counties, Cities, Sep. Towns, s. 495.
VI. Cities, Towns, and Encorporated Villages, ss. 496-503.
VII. Cities, Towns, ss. 504-508.
VIII. Townships, Towns, and Villages, s. 509.
IX. Towns and Incorporated Villages, s. 510.
X. Counties, ss. 511-520.
XI. Townships, ss. 521-523. "

"

"

Title II. Powers as to Highways and Bridges.

Division

I. General Provisions, ss. 524-549.
 II. Counties, Townships, Cities, Towns, and Incorporated Villages, ss. 550-554.
 III. Townships, Cities, Towns, and Incorporated Villages, ss. 555-564.

IV. Counties and Townships, s. 565.

V. Counties, s. 566. " VI. Townships, ss. 567-568.

Title III. Powers as to Drainage and other Improvements paid for by Local Rates.

Division

I. Townships, Cities, Towns and Villages, ss. 569-629.
II. Townships, and Villages, s. 630.

III. Counties, ss. 631-633.

Title IV. Powers as to Railways, ss. 634-637.

PART VIII. POLICE VILLAGES.

Division

Formation of, ss. 638, 639.
 Trustees, and Election there of, ss. 640-660.
 Duties of Police Trustees, ss. 661-670.

CONFIRMING AND SAVING CLAUSES, 88. 671, 672.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:—

PRELIMINARY.

Short title. 1. This Act may be cited as "The Municipal Act." 46 V. c. 18, s. 1.

Interpreta. 2. Where the words following occur in this Act, or in the tion of words, schedule thereto, they shall be construed in the manner hereinafter mentioned, unless a contrary intention appears:

"Municipality."

 "Municipality," shall mean any locality the inhabitants of which are incorporated or are continued, or become so under this Act;

"Local Municipality." 2. "Local Municipality," shall mean a city, town, township, or incorporated village;

"Council."

3. "Council," shall mean the municipal council or provisional municipal council, as the case may be;

" County."

4. "County," shall mean county, union of counties, or united counties, or provisional county, as the case may be;

" Township."

5. "Township," shall mean township, union of townships or united townships, as the case may be;

"County Town," 6. "County Town," shall mean the city, town, or village in which the assizes for the county are held;

"Land."
"Real estate"
"Real property."

 "Land," "Lands," "Real Estate," "Real Property," shall respectively, include lands, tenements and hereditaments, and all rights thereto and interests therein;

"Highway."

8. "Highway," "Road," or "Bridge," shall mean a public highway, road, or bridge, respectively;

"Bridge."
"Electors."

 "Electors," shall mean the persons entitled for the time being to vote at any municipal election, or in respect of any by-law, in the municipality, ward, polling subdivision, or police village, as the case may be;

"Reeve,"

10. "Reeve," shall include the deputy-reeve or deputy-reeves, where there is a deputy-reeve for the municipality, except in so far as respects the office of a Justice of the Peace;

"Next day." 11. The words "next day" shall not apply to, or include Sunday or statutory holidays. 46 V. c. 18, s. 2.

PART I.

MUNICIPAL ORGANIZATION.

TITLE I.—INCORPORATION:
TITLE II.—NEW COPPORATIONS.

TITLE I.—INCORPORATION.—Secs. 3-8.

- 3. The inhabitants of every county, city, town, village, Existing township, union of counties, and union of townships incorpor-municipal ated at the time this Act takes effect, shall continue to be a corporations body corporate, with the municipal boundaries of every such continued. corporation respectively then established. 46 V. c. 18, s. 3.
- 4. The head and members of the conneil, and the officers, Heads, offiby-laws, contracts, property, assets and liabilities of every cers, by-laws, municipal corporation, when this Act takes effect, shall be contracts, deemed the head and members of the council, and the officers, tinued. by-laws, contracts, property, assets and liabilities of such corporation, as continued under and subject to the provisions of this Act. 46 V. c. 18, s. 4.
- 5. The name of every body corporate (not being a provisional Names of corporation, continued, or erected under this Act, shall, be "The municipal Corporation of the County, City, Town, Village, Township, or corporations. United Counties, or United Townships. (as the case may be), of "(naming the same). 46 V. c. 18, s. 5.
- 6. The inhabitants of every junior county, upon a provisional Names of council being or having been appointed for the county, shall be provisional a body corporate under the name of "The Provisional Corcorporations. poration of the County of "(naming it). 46 V.c. 18, s. 6.
- 7. The inhabitants of every county, or union of counties Inhabitants erected by proclamation into an independent county or union of counties, of counties, and of every township or union of townships, townships, erected into an independent township or union of townships cities, towns, and of every locality erected into a city, town, or incorporated etc., to be a village, and of every county or township separated from any body corpoincorporated union of counties or townships, and of every county or township, or of the counties or townships, if more than one, remaining of the union after the separation, being so

it of ario,

ec. 1.

6 V.

the reinants

ome hip,

ovi-

ited

s or

e in

hall lita-

blic ine

et of subves,

exthe

ude

erected or separated after this Act takes effect, shall be a body corporate under this Act. 46 V. c. 18, s. 7.

Corporate powers to be exercised by council.

8. The powers of every body corporate under this Act shall be excercised by the council thereof. 46 V. c. 18, s. 8.

TITLE II.—NEW CORPORATIONS.

I.-VILLAGES.

DIV. II .- TOWNS AND CITIES.

Div. III.-Townships.

DIV. IV.—COUNTIES.
DIV. V.—PROVISIONAL COUNTY CORPORATIONS.
DIV. VI.—MATTERS CONSEQUENT UPON THE FORMATION OF NEW CORPORATIONS.

DIVISION I .- VILLAGES.

When a Village may be incorporated. Sec. 9. Restrictions as to area of Towns and Villages. Sec. 10. Arrangements with respect to assets and debts of Townships. Sec. 11.

Case of Village partly in two Counties provided for. Sec. 12. Arrangements as to debts when Village transferred from one County to another. Sec. 13.

Additions to area. Sec. 14.

Reductions of area. Sec. 15. Annexation of incorporated Village to adjoining Municipality. Sec. 16.

Setting apart unincoporated Village. Sec. 17 (1). Powers of Township in relation thereto. Sec. 17 (2-4).

When population 750. porate as a village, and name the place and returning officer for first election.

9. When the census returns of an unincorporated village, county coun. with its immediate neighbourhood, taken under the direction eil may incor of the council or councils of the county or counties in which the village and its neighbourhood are situate, shew that the same contain over 750 inhabitants, and when the residences of such inhabitants are sufficiently near to form an incorporated village, then, on petition by not less than 100 resident freeholders and householders of the village and neighbourhood, of whom not fewer than one-half shall be freeholders, the council or councils of the county or counties in which the village and neighbourhood are situate shall, by hy-law, erect the village and neighbourhood into an incorporated village, apart from the township or townships in which the same are situate, by a name, and with boundaries to be respectively declared in the by-law, and shall name in the by-law the place for holding the first election, and the returning officer who is to hold the same. 46 V. c. 18, s. 9.

10.-(1) No town or village incorporated after the passing Area of town of this Act, the population of which does not exceed 1000 souls, or village shall extend over or occupy within the limits of the impact limited. shall extend over or occupy within the limits of the incorporation an area of more than 500 acres of land.

(2) No town or village already or hereafter incorporated and Regulations containing a population exceeding 1000 souls, shall make any ment of area, turther addition to its limits or area except in the property of area. further addition to its limits or area, except in the proportion of not more than 200 acres for each additional 1000 souls subsequent to the first 1000.

(3) In the case of towns or villages now incorporated, Existing whenever the area thereof exceeds the proportionate limit lages, area of above prescribed, to wit, in all cases where the area exceeds the which exproportion of 500 acres for the first 1000 souls, and 200 acres ceeds proportion of 500 acres for the first 1000, then in such cases the not to be onsaid towns or villages shall not be permitted to make any larged. further addition to their limits until their population has reached such a proportion to their present area.

(4) But in all cases, the persons then actually inhabiting the How populaland about to be included within the limits of a town or tion and area village, may, for the purpose of such extension, be held and may be reckoned as among the inhabitants of such town or village; and the land occupied by streets or public squares may be excluded in estimating the area of such town or village. 46 V. c. 18, s. 10.

11. In cases where an incorporated village is separated from Disposition of the township or townships in which it is situate, the provisions property and of this Act for the disposition of the property, and payment payment of debts when of debts, upon the dissolution of a union of townships, shall incorporated be applicable as if the localities separated had been two town village is sepships, and the councils of such village and township or town-arated from ships shall respectively perform the like duties as by such are township. ships shall respectively perform the like duties as by such provisions devolve upon the councils of separated townships, the said village being considered as the junior township. 46 V. c. 18, s. 11.

12.—(1) When the newly incorporated village lies within When the vilgo or more counties, the councils of the counties shall by bytwo or more counties, the councils of the counties shall, by by in two or law, annex the village to one of the counties; and if within six more counties months after the petitions for the incorporation of the village it shall be anare presented, the councils do not agree to which county the nexed to one village shall be annexed, the wardens of the counties shall the county memorialize the Lieutenant-Governor in council, setting forth councils or the grounds of difference between the councils; and thereupon in case of the grounds of difference between the councils; the Lieutenant-Governor shall by proclamation, annex the vil-the Lieut. lage to one of such counties.

(2) In case the wardens do not, within one monthnext after the failure of expiration of the six months, memorialize the Licutenant-Gover-councils to nor in Council as aforesaid, then 100 of the freeholders and house-act, freeholdholders on the census list may petition the Lieutenant-Gover-ers, etc., may

petition

rom

body

shall

rici-

age, tion nich the s of ıted ree-, of ncil and age

by the the ne.

om

nor in council to settle the matter, and thereupon the Lieutenant-Governor shall, by proclamation, annex the incorporated village to one of the counties. 46 V. c. 18, s. 12.

Liability of territory detached from one county and annexed to another.

- 13.—(1) In case a locality is, under section 12 of this Act, detached from one county and annexed to another, the council of the county to which the locality is annexed and the council of the village shall agree with the council of the county from which the locality is detached, as to the amount (if any) of the county liabilities which should be borne by the locality so detached and the times of payment thereof.
- (2) If the councils do not agree within three months of the scparation in respect of the said matter, the same shall be determined by arbitration under this Act; and the amount (if any) so agreed or determined shall become a debt of the county to which the locality is attached, and such locality shall, until the said amount has been paid by the proceeds of such rates, continue subject to all rates which had been, prior to the separation, imposed for the payment of county debts or for the payment of bonnses or aids granted by sections of the county to railways, or for the payment of local improvement debts.
- (3) The council of the county or of the village, as the case may require, shall pass such by-laws and take such proceedings as may be necessary for levying the said rates; and shall, unless such conneil has previously paid the amount to the municipality so liable, pay over the same when collected to the municipality which is liable for the debt on account of which the rates were imposed.
- (4) Where the conneils do not agree as aforesaid, the Lientenant-Governor in Conneil may, before proclamation has been made, and upon the petition of a majority of the resident freeholders and honseholders of the village, and with the assent of at least two of the councils of the townships in which the village is situate, annul the incorporation of the village and restore the same to its former position as an unincorporated village, and the same shall thereupon be reinstated to its former position to the same extent as if no proceedings for incorporation had ever been taken. 46 V. c. 18, s. 13.

Addition to villages by Lieutenant-Governor. 14. In case the conneil of an incorporated village petitions the Lientenant-Governor to add to the boundaries thereof, the Lientenant-Governor may, subject to the provisions of section 10 of this Act, by proclamation, add to the village any part of the localities adjacent, which, from the proximity of the streets or buildings therein, or the probable future exigencies of the village, it may seem desirable to add thereto; and in ease the territory so added belonged to another county, it shall thenceforward, for all purposes, cease to belong to such other county, and shall belong to the same county as the rest of the village. 46 V. e. 18, s. 14.

Sec. 16.

Lieuated

Act, ancil ıncil from the y so

the. eterany) y to l the conarapay-

y to

case ings ıless lity lity vere

iencen lent sent the and tedits in-

ous the ion t oť eets the the iceıty, ige.

15.—(1) The county council of any county or union of Reducing the counties, upon the application, by petition, of the corporation area of villages or of any incorporated village or town not withdrawn from the towns. county, and with a population, as ascertained by the last municipal enumeration, not exceeding 2000, whose outstanding obligations and debts do not exceed double the net amount of the yearly rate then last levied and collected therein, may, in their discretion, by by-law in that behalf, reduce the area of such village or town by excluding from it lands used wholly for farming purposes.

(2) The by-law shall define, by metes and bounds, the new New limits to limits intended for such incorporated village or town.

(3) No incorporated village or town shall, by such change of Population boundaries, be reduced in population below the number of 750 duced below

(4) The municipal privileges and rights of the village or Municipal town shall not thereby be diminished, or otherwise interferred lage or town with as respects the remaining area thereof. 46 V. c. 18, s. 15. not to be

16.—(1) In case the council of an incorporated village pass An incorporated village a resolution, by a two-thirds vote of the members thercof, may become declaring that it is expedient that the village should become unincorpounincorporated, and the resolution is approved by the electors rated and in the manner required to be level and may be anin the manner required for by-laws creating debte; and in case nexed to an the council of an adjoining municipality, or two or more of the adjoining adjoining municipalities, pass a resolution or resolutions approv-municipality. ing of the territory comprised in the village being annexed to such municipality or municipalities, the Lieutenant-Governor in Conneil may issue a proclamation annulling the incorporation of the village, and annexing the territory included therein to such municipality or municipalities.

(2) If the said territory is annexed to one municipality, such municipality shall be lia' ie for the debts of the village, and shall be entitled to its assets, but if the territory is annexed to two or more municipalities the conneils of such municipalities shall, before the proclamation issues, agree between themselves, or determine by arbitration, as to the proportion of the debt of the village to be borne by them respectively, and as to the assets, or proportion of the assets, of the said village which the inunicipalities shall respectively receive, and the municipalities shall respectively be liable for the proportion of indebtedness as determined by the agreement or award.

(3) If the award or agreement instead of stating the proportion of the debt to be borne, as aforesaid, states the shares so to be boruc in sums of money, then the fraction which is formed by taking the sum named as the amount borne by any municipality as the numerator, and the aggregate of the sums named as the amounts to be borne by the said municipalities as the denominator, shall be the proportion of the entire debt

to be borne by such municipality, whether or not the debt is accurately stated in the agreement or award.

- (4) It may be part of the arrangement between the village and the municipality or municipalities that the village shall, for a time, be charged with a special rate, or that it shall be relieved of any rate, or part of a rate, imposed upon the rest of the municipality with which the village, or part of it, is to be
- (5) In case the municipalities proposing to receive parts of the territory comprised in the village are in different counties, the provisions of this section may be acted upon with the assent (declared by resolution) of the councils, and unless such councils have previously agreed, or shall within three months of the issue of a proclamation under this section agree, as to the proportions in which the share of the county debt, which is referable to such village, shall be borne by the several counties, the same shall be determined by arbitration under this Act.
- (6) Where part of the village is to be attached to a city or town separated from the county for municipal purposes, such separated city or town shall be deemed a county within the meaning of the next preceding sub-section. 46 V. c. 18, s. 16.

Setting apart

17.-(1) When any unincorporated village or settlement unincorporat- and its immediate neighborhood lie wholly within the limits of a township, and when the residences of its inhabitants are sufficiently near to each other, in the opinion of the council of such township municipality, to render the same desirable, the council of the township in which the same are situate may, on the petition of a majority of the ratepayers within the area to be set off, one-half of whom shall be resident freeholders, by by-law, set the unincorporated village or settlement and neighbourhood apart from the remaining portion of the township in which the same are situate, and with boundaries to be respectively defined and declared in the by-law, for the purposes hereinafter mentioned.

Jurisdiction of township continued.

(2) All the powers given to the council of every township by this Act shall remain in force as respects the portion of the township so set apart, and are hereby continued and extended to the council of every township wherein the portion thereof is so set apart, except so far as the same are or may be inconsistent with the enactments of this section.

Additional powers of township councils.

(3) In addition to the powers given to the council of every township by this Act, the council of every township wherein a portion has been set apart under the provisions of this Act, shall have all the rights and powers conferred on the councils of cities, towns and incorporated villages by this Act, as respects

such portions as shall be so set apart, and may pass by-laws which shall apply exclusively and only to that portion of the township to set apart for the following purposes:

- (a) To compel all persons (resident or non-resident) liable to statute labour within such prescribed limits, to compound for such labour at any sum not exceeding \$1 for each day's labour, and that such sum shall be paid in commutation of such statute labour, and for enforcing the payment of such commutation in money in lieu of such statute labour.
- (b) For all the purposes specified in sections 612 to 630, both inclusive, of this Act. 48 V. c. 39, s. 39 (1-3).
- (4) Whenever in a township two or more portions thereof shall be so set apart as aforesaid, which shall adjoin, or lie contiguous to each other, the council of the township shall have power to pass a by-law uniting such separate divisions, so previously set apart, into one division, whereupon the council shall have all the powers over, and relating to the united divisions, as if the whole area embraced within the limits of the several divisions so united had originally been set apart under the provisions of this Act in one parcel. 49 V. c. 37, s. 36.

DIVISION II.—TOWNS AND CITIES.

Towns and Cities, how formed, and limits. Secs. 18-20.
Restrictions as to area of Towns. Sec. 10.
Wards, and additions to area. Secs. 21-23.
Annexation of Incorporated Villages or Towns to adjacent Villages, Towns or Cities. Sec. 24.
Towns, how withdrawn from and re-united to jurisdiction of County. Secs. 25, 26.

- 18. A census of any town or incorporated village may at Census of any time be taken under the authority of a by-law of the conn-towns and cil thereof, 46 V. c. 18, s. 17.
- 19. In case it appears by the ceusus return taken under such Town conby-laws, or under any statute, that a town contains over 15,000 taining over inhabitants, the town may be erected into a city; and in case 15,000 inhabita appears by the return that an incorporated village contains erected into a over 2,000 inhabitants, the village may be erected into a town; city; and vilbut the change shall be made by means of and subject to the lage containfollowing proceedings and conditions:
- 1. The council of the town or village shall, for three months Notice to be after the census return, insert a notice in some newspaper pub-given. lished in the town or village, or, if no newspaper is published therein, then the council shall, for three months, post up a notice in four of the most public places in the town or village, and insert the same in a newspaper published in the

ets of sties, sent ounis of the

. 17.

ebt is

llage

shall,

ll be est of

to be

y or such the . 16.

s re-

ties,

s of sufil of the on a to

by igho in oecoses

by the ded f is sis-

ery
n a
nall
of
ects

county town of the county in which the town or village is sitnate, or if there is no such newspaper, then in the newspaper published nearest to the said town or village, setting forth in the notice the intention of the council to apply for the erection of the town into a city, or of the village into a town, and stating the limits intended to be included therein;

Census returns to be

2. The council of the town or village shall cause the certified, and census returns to be certified to the Lieuteuant-Governor in publication of council, under the signature of the head of the corporation, notice proved and under the corporate seal, and shall also cause the publication aforesaid to be proved to the Lieutenant-Governor in council; then, in the case of a village, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, erect the village into a town by a proclamation name to be given thereto in the proclamation;

town by Existing debts to be adjusted in case of a town to be

made a city.

Village may

be made a

3. In case the application is for the erection of a town into a city, the town shall also pay to the county of which it forms part, such portion, if any, of the debts of the county as may be just, or the council of the town shall agree with the council of the county, as to the amount to be so paid, and the periods of payment, with interest from the time of the Town may be erection of the new city, or, in case of disagreement, the same shall be determined by Arbitration under this Act; and upon by proclamathe council proving to the Lieutenant-Governor in Council the payment, agreement or arbitration, then the Lieutenant-Governor may, by proclamation, erect the town into a city, by a name to be given thereto in the proclamation. 46 V. c. 18, s. 18.

town or city.

Limits of

such new

20. The Lieutenant-Governor may include in the new town or city such portion of any township or townships adjacent thereto, and within the limits mentioned in the aforesaid notice, as, from the proximity of streets or buildings, or the probable future exigencies of the new town or city, the Lieutenant-Governor may consider desirable to attach thereto. 46 V. c. 18, s. 19.

Wards.

21. The Lieutenant-Governor may divide the new town or city into wards with appropriate names and boundaries, but no town shall have less than three wards, and no ward in such town or city less than 500 inhabitants. 46 V. c. 18, s. 20.

New division of wards in cities and towns.

22. In case two-thirds of the members of the council of a city or town do, in council, before the 15th day of July in any year, pass a resolution affirming the expediency of a new division into wards being made of the city or town, or of a part of the same, either within the existing limits, or with the addition of any part of the localitics adjacent, which, from the proximity of streets or buildings therein, or the probable tuture exigencies of the city or town, it may seem desirable to add thereto respectively, or the desirability of any addition being made to the limits of the city or town, the Lieutenant-Extension of Governor may, by proclamation, divide the city or town or city or town, such part thereof into wards, as may seem expedient, and may

paper

rtlı in

ction

, and

e the

or in tion,

olica-

r in overby a

add to the city or town any part of the adjacent township or townships, which the Lieutenant-Governor in Council, on the grounds aforesaid, considers it desirable to attach thereto, on such terms and conditions, as to taxation and otherwise, as the Lientenant-Governor in Council sees fit, and the council of the city or town may consent to. 46 V. c. 18, s. 21.

23. In case a tract of land so attached to the town or Where land city belonged to another county, the same shall thenceforward, town, etc., for all purposes, cease to belong to such other county, and shall belonged to belong to the same county as the rest of the town or city, another county.

- 24.—(1) In case the council of any incorporated village Annexation or town pass a resolution affirming the expediency of the rated villages annexation of such village or town to an adjacent village, or town to town or city, and the municipal council of such last mentioned adjacent vilvillage, town or city, pass a similar resolution, and in case the or cities by electors of the first mentioned village or town adopt a by-proclamation. law, to be submitted to them, approving of such annexation, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, annex one municipality to the other, upon such terms as may have been agreed upon by the councils, or as may have been determined by arbitration, in case the councils resolve to have the terms settled by arbitration.
- (2) Subject to any variations made by the terms agreed upon or settled in manner aforesaid, the municipality annexed to the other shall be subject to the provisions of this Act having regard to the annexation of territory to a village, town or city.
- (3) In case the population admits thereof, the Lieutenant-Governor may, by the same proclamation, erect the village or town, to which the addition is made, into a town or city, by a name to be given thereto in the proclamation, and may divide or re-divide the city, town or village into wards. 46 V. e. 18, s. 23. For time when incorporation or annexation takes effect, see s. 89.
- 25. The council of any town may pass a by-law to with Town may draw the town from the jurisdiction of the council of the be withdrawn county within which the town is situated upon obtaining from jurisdiccounty within which the town is situated, upon obtaining tion of county the assent of the electors of the town to the by-law in manner by by-law on provided by this Act, subject to the following provisions and ditions. conditions:
- 1. After the final passing of the by-law, the amount which Amount to be the town is to pay to the county for the expenses of the ad-paid by town ministration of justice the use of the goal and the evention to county to ministration of justice, the use of the gaol, and the erection be settled by and repairs of the registry office, and for providing books for agreement or the same, and for services for which the county is liable, as arbitration. required by and under the provisions of any Act respecting the registration of instruments relating to lands, as well as for the then existing debt of the county, if not mutually agreed upon

town hich unty with and the ame

pon the very a . 18.

own cent tice, able ant-⁷. c.

n or but uch of a

uly

of a , or vith oin ıble ıble ion ıntor nay

shall be ascertained by arbitration under this Act; and the agreement or award shall distinguish the amount to be annually paid for the said expenses, and for the then debt of the county, and the number of years the payments for the debt are to be continued;

- Matters to be
- 2. In adjusting their award, the arbitrators shall, among considered by other things, take into consideration the amount previously paid by the town, or which the town is then liable to pay, for the construction of roads or bridges by the county without the limits of the town; and also what the county has paid, or is liable to pay, for the construction of roads or bridges within the town; and they shall also ascertain, and allow to the town, the value of its interest in all county property, except roads and bridges within the town;

Copy of agreement or award to be sent to the Lt. -Gov.

3. When the agreement or award has been made, a copy of the same, and of the by-law, duly verified by affidavit, shall be transmitted to the Lieutenant-Governor, who shall thereupon issue his proclamation, withdrawing the town from the juris-Proclamation diction of the council of the county;

Effect of such

4. After the proclamation has been issued, the offices of proclamation reeve and deputy reeve or deputy reeves of the town shall cease; and no by-law of the council of the county thereafter made shall have any force in the town, except so far as relates to the care of the court house and gaol, and other county property in the town; and the town shall not thereafter be liable to the county for, or be obliged to pay to the county, or into the county treasury any money for county debts or other purposes, except such sums as may be agreed upon or awarded as aforesaid;

New agreement or award after five years.

5. After the lapse of five years from the time of agreement or award, or such shorter time as may be stated in the agreement or award, a new agreement or a new award may be made, to ascertain the amount to be paid by the town to the county for the expenses of the administration of justice, the use of the gaol, erection and repairs of the registry office or offices, the providing books for the same, and for services for which the county is liable, as required by and under the provisions of any Act respecting the registration of instruments relating to lands;

Property after withdrawal.

6. After the withdrawal of a town from the county all property theretofore owned by the county, except roads and bridges within the town, shall remain the property of the county. 46 V. c. 18, s. 25.

Town may after five years from withdrawal pass by-law for re-union with county.

26.—(1) The council of a town which has withdrawn from a county, or union of counties, may, after the expiration of five years from the withdrawal, pass a by-law (to be assented to by the electors in manner provided for by this Act in respect of bylaws for creating debts) to re-unite with such county or union of counties.

(2) The by-law shall have no effect unless ratified and con-By-law to firmed by the council of the county or union of counties, from have effect which the said town had previously withdrawn, within six by council of months after the passing of the by-law, and unless the terms county, etc. and conditions which the town shall pay, perform or be subject to, have been previously agreed upon or settled in manner following, that is to say:

(3) Before the by-law is confirmed by the council of the Before by-law county, the councils of the town and county shall determine ratified, the by agreement the amounts of the debts of the town and county amounts of respectively which shall be paid or borne by the county after town and the re-union, or what amount shall be payable by a special rate county to be imposed upon the ratepayers of the town, over and above respectively all other county rates, and all other matters relating to property, mined. assets, or advantages consequent upon the re-union, and as affecting the county or town respectively, and such other terms or conditions as appear just shall be settled by such agreement; and in default of such agreement being come to within three months after the passing of the by-law by the council of the town, the said matters shall be settled by arbitration, as provided by this Act. 46 V. c. 18, s. 26.

Division III .- Townships.

Townships, how attached to other Municipalities. Sec. 27. When Junior Township may become a separate Corporation. Secs. 28, 29.

Arrangement of joint assets and debts. Sec. 30. New Townships - Union of. Secs. 31, 32. Seniority of Townships. Sec. 33.

Effect of dissolution of union of Counties on united Townships in different Counties Sec. 34.

27. In case a township is laid out by the Crown in territory New townforming no part of an incorporated county, the Lieutenant-ship beyond Governor may, by proclamation, annex the township, or two limits of inor more of such townships lying adjacent to one another, to any county may adjacent incorporated county, and erect the same into an incor-be attached porated union of townships with some other township of such to a county county. 46 V. c. 18. s. 27.

28. When a junior township of an incorporated union of Junior towntownships has 100 resident freeholders and householders on the ships containtownships has 100 resident freeholders and householders of the ing 100 free-assessment roll as last finally revised and passed, such township ing 100 free-holders, etc., shall, upon the 1st day of January next after the passing of the may be sepaproper by-law in that behalf by the county council, become rated from separated from the union. 46 V. c. 18, s. 28.

debt nong ously , for

d the

of the

t the or is n the , the and

by of ll be upon uris-

es of shall after lates unty r be y, or ther rdcd

reethe y be the use ices, nich s of

g to all and the

rom five by bynon

h

in

an

on un

wi

co

is

 G_0

oť

bel

inl

In what case junior township containing 50 free-holders, etc., but less than 100, may be separated from union,

29.--(1) In ease a junior township has at least 50, but less than 100 resident freeholders and householders on the last revised assessment roll, and two-thirds of the resident freeholders and householders of the township petition the council of the county to separate the township from the union to which it belongs, and in ease the council eonsiders the township to be to situated, with reference to streams or other natural obstructions, that its inhabitants cannot conveniently be united with the inhabitants of an adjoining township for municipal purposes, the council may, by by-law, separate the same from the nnion; and the by-law shall name the returning officer who is to hold, and the place for holding, the first election under the same.

and attached to an adjoining munici-pality.

(2) In ease two-thirds of the resident freeholders and householders of one or more junior townships petition the council of the county to be separated from the union to which they belong, and to be attached to some other adjoining municipality, and in ease the council eonsiders that the interest and convenience of the inhabitants of the township or townships would be promoted thereby, they may, by by-law, separate the township or townships from the union, and attach the same to some other adjoining municipality. 46 V. c. 18, s. 29.

Disposition of property upon dissolution of union. Real propertv.

- **30.** After the dissolution of a union of townships, the following shall be the disposition of the property of the union:
- 1. The real property of the union situate in the junior township, shall become the property of the junior township;
- 2. The real property of the union situate in the remaining township or townships of the union shall be the property of the remaining township or townships;

Other assets.

3. The two corporations shall be jointly interested in the other assets of the union, and the same shall be retained by the one, or shall be divided between both, or shall be otherwise disposed of, as they may agree;

Arrangement

4. The one shall pay or allow to the other, in respect of the as to property said disposition of the real and personal property of the union, and debts. and in respect to the debts of the union, such sum or sums of money as may be just;

How to be determined in case of

5. In case the councils of the townships do not, within three months after the first meeting of the council of the junior disagreement township, agree as to the disposition of the personal property of the union, or as to the sum to be paid by the one to the other, or as to the times of payment thereof, the matters in dispute shall be settled by arbitration under this Act;

Amount settled to bear interest.

6. The amount so agreed upon or settled shall bear interest from the day on which the union was dissolved; and shall be provided for by the council of the indebted township like other debts. 46 V. c. 18, s. 30.

e last t freeonncil

ion to

townother iently

ip for te the

urning

31. In case a township is laid out by the Crown in an New town-incorporated county or union of eounties, or in case there is ships, etc., any township therein not incorporated and not belonging to within the an incorporated union of townships, the council of the county corporated or united counties shall, by by-law, unite such townships, for counties, to be municipal purposes, to some adjacent incorporated township, or united to adunion of townships in the same county or union of counties ships, and how.

32. In case of there being at any time in an incorporated Townships county or union of counties two or more adjacent townships not incorporated union of incorporated union united may of townships, and in case such adjacent townships have be formed together not less than 100 resident freeholders and house-into unions. holders within the same, the council of the county or union of counties may, by by-law, form such townships into an independent union of townships. 46 V. c. 18, s. 32.

33. Every proclamation or by-law forming a union of Seniority of townships shall designate the order of seniority of the town-united townships so united; and the townships of the union shall be regulated. classed in the by-law according to the relative number of free-holders and honseholders on the last revised assessment roll, or if there be no such revised assessment roll for any of such townships, then the order of seniority shall be determined by the proclamation or by-law, as the Lieutenant-Governor or county-council may think fit. 46 V. c. 18, s. 33.

34. In case the united townships are in different counties Effect of disthe by-law shall cease to be in force whenever the union of the solution of union of counties is dissolved. 46 V. c. 18, s. 34.

Description:

DIVISION IV .- COUNTIES.

Counties, how formed. Sec. 35.
Seniority of united Counties. Sec. 36.
Laws applicable to union of Counties. Sec. 37.

35. The Lieutenant-Governor may, by proclamation, form New counties into a new county any new townships not within the limits of how formed an incorporated county, and may include in the new county by proclamation or more unincorporated townships or other adjacent nexed or unorganized territory (defining the limits thereof) not being united. within an incorporated county, and may annex the new county to any adjacent incorporated county; or in case there is no adjacent incorporated county, or in case the Lieutenant-Governor in Council considers the new county, or any number of such new counties lying adjacent to one another, and not belonging to any incorporated union, so situated that the inhabitants cannot conveniently be united with the inhabitants

e first
liouseouncil
i they
iunici-

nships parate h the , s. 29.

mion : junior iship ;

aining erty of

in the

ed by otherof the union,

ıms of

three junior operty other, ispute

iterest all be p like

of an adjoining incorporated county for municipal purposes, the Lieutenant-Governor may, by the proclamation, erect the new county, or new adjacent counties, into an independent county or union of counties for the said purposes, and the proclamation shall name the new county or counties. 46 V. c. 18, s. 35.

Seniority of united counties, how regulated.

36. In every union of counties, the county in which the county court house and goal are situate shall be the senior county, and the other county or counties of the union shall be the junior county or counties thereof. 46 V. c. 18, s. 36.

Laws appliof counties.

37. During the union of counties, all laws applicable to cable to union counties (except as to representation in Parliament or the Legislative Assembly, and registration of titles) shall apply to the union as if the same formed but one county. 46 V. c. 18, s. 37.

DIVISION V.—PROVISIONAL COUNTY CORPORATIONS.

Provisional Corporations, formed by separation of Junior County. Sec. 38.

Provisional officers. Secs. 39, 40.

Property may be acquired on which to erect Gaol and Court House. Sec. 41.

Powers of Provisional Council not to interfere with united Corporation. Sec. 42.

Arrangement of joint assets and liabilities. Secs. 43-45.

Appointment of officials. Sec. 46.

Separation, when complete. Secs. 47, 48. Effect of separation on judicial proceedings. Secs. 49-52.

Separation of

38. Where the census returns, taken under a statute, or united coun- under the authority of a by-law of the council of any united counties, shew that the junior county of the union contains 17,000 inhabitants or more, then if a majority of the reeves and deputy-reeves of such county, do, in the month of February, pass a resolution affirming the expediency of the county being separated from the union; and if, in the month of February in the following year, a majority of the reeves and deputy-reeves transmit to the Lieutenant-Governor in council a petition for the separation, and if the Lieutenant-Governor Appointment deems the circumstance of the junior county such as to call for by proclama- a separate establishment of Courts and other county institutions, tion of provi- he may, by proclamation setting forth those facts, constitute the reeves and deputy-reeves in that county a provisional council, and in the proclamation appoint a time and place for First meeting the first meeting of the council, and therein name one of its members to preside at the meeting, and also therein determine

sional council in junior county.

County town the place for and the name of the county town. 46 V. c. 18. s. 38.

poses,
et the until a provisional w
ndent from among the memb

39. The member so appointed shall preside in the council Who to preuntil a provisional warden has been elected by the council side. * from among the members thereof. 46 V. c. 18, s. 39.

- 40. Every provisional council shall from time to time, by Appointment by-law, appoint a provisional warden, a provisional treasurer, warden and and such other provisional officers for the county as the council other officers. deems necessary. The provisional warden shall hold office for Terms of the municipal year for which he is elected, and the treasurer office. and other officers so appointed shall hold office until removed by the council. 46 V. c. 18, s. 40.
- 41. Every provisional council may acquire the necessary Provisional property at the county town of the junior county on which to acquire land, erect a court house and gaol, and may erect a court house and and erect gaol thereon, adapted to the wants of the county, and in con-thereon gaol formity with any statutory or other rules and regulations house. respecting such buildings, and may pass by-laws for such purposes. 46 V. c. 18, s. 41.
- 42. The powers of a provisional council shall not interfere Respective with the powers of the council of the union, and any money powers of raised by the provisional council in the junior county shall council and be independent of the money raised therein by the council of council of the union.

 46 V. c. 18, s. 42.
- 43. After a provisional council has procured the necessary Agreement property, and erected thereon the proper buildings for a court upon dissolutions and gaol, such council, and the council of the senior or joint liabilities and gaol, such council, and the disposition of their assets. It is settlement of their joint liabilities and the disposition of their assets. Joint assets (other than real estate), and for determining the balance or amount that may be due by the one county to the Senior county other, and the times of payment thereof; and in determining to assume the balance the senior or remaining counties shall assume the union. debts of the union, and the junior county be charged with such part thereof as may be just; and the value of the real estate, which upon the separation, becomes the property of the senior or junior county respectively, and any improvement effected by Junior county the union which either county gets the exclusive benefit of, to be charged with just proportion.
- 44. No member of the provisional council shall vote or take When previpart in the council of the union on any question affecting such sional councilagreement, or the negotiation therefor. 46 V. c. 18, s. 44.
- 45. In case the councils, within one month after the period In case of mentioned in section 43, are unable to determine by agreement disagreement, the several matters hereinbefore mentioned with respect to determined their debts, assets and property, such matters shall be settled by arbitrabetween them by arbitration under this Act, and the county tion found liable shall pay to the other county the balance or Payment of amount agreed or settled to be due by such county, and such amounts found due.

ole to r the ply to e. 18,

e. 35.

46 V.

h the

enior

shall

36.

unior

Court

ini**t**ed

52. te, or nited

tains reeves the of the nonth s and ouncil

all for tions, titute tional tee for

of its mine c. 18. amount shall bear interest at six per centum per annum from the day on which the union is dissolved, and shall be provided for, like other debts, by the council of the county liable therefor after separation. 46 V. e. 18, s. 45.

Appointment 46. After the sum, it any, to be paid of the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining county or counties has been paid to the senior or remaining to the senior of the seni oth rofficials, or ascertained, by agreement or arbitration, a Judge may be appointed as provided by The British North America Act, 1867, and the Lieutenant-Governor or Lieutenant-Governor in Council, as the case may be, shall appoint a sheriff, one or more eoroners, a clerk of the peace, a clerk of the County Court, a registrar, and at least twelve Justices of the Peace. and shall provide in the commission or commissions, that the appointments are to take effect on the day the counties become disunited. 46 V. c. 18, s. 46.

Final separa-

Property, how divided.

47. After such appointments are made the Licutenant-Govtion of united ernor, shall, by proclamation, separate the junior county from proclamation, the senior or remaining county or counties, and shall declare such separation to take effect on the 1st day of January next after the end of three months from the date of the proclamation; and on that day the Courts and officers of the union (including Justices of the Peace) shall cease to have any jurisdiction in the junior county; and the real property of the corporation of the union situate in the junior county shall become the property of the corporation of the junior county, and the real property situate in the remaining county or united counties shall be the property of the corporation of the remaining county or united counties; and the other assets belonging to the corporation of the union, shall belong to and be the property of the senior or junior county or union of counties respectively, as agreed upon at the separation; and, if not otherwise disposed of by agreement or arbitration, they shall belong to and be the property of the senior county, or union of counties; and in the case of choses in action, they may be recovered in an action, or other proceeding, instituted or commenced in the name of the senior county or union of counties. 46 V. c. 18, s. 47.

Officers and property, etc., continu-

ed.

48. When a junior county is separated from a union of counties, the head and members of the provisional council of the junior county, and the officers, by-laws, contracts, properly, assets and liabilities of the provisional corporation, shall be the head and members of the council, and the officers, by-laws, contracts, property, assets and liabilities of the new corporation. 46 V. c. 18, s. 48.

Execution and service of process in of separation.

49. The dissolution of a union of counties shall not prevent the sheriff of any senior county from proceeding upon and completing the execution or service within the junior county sheriff at time of any writ of mesne or final process in his hands at the time

m"from ovided there-

eounty n paid nay be a Act, vernor one or County Peace, nat the oecome

it-Govy from declare y next elamaon (inırisdiene corshall ounty. united emainelongbe the unties if not

7 shall

union nay be

ed or

ion of ion of icil of perly, all be -laws. ation.

cvent n and ounty e time

of such separation, or of any renewal thereof, or of any subsequen or supplementary writ in the same cause; or, in the case of executions against lands, from executing all necessary deeds and conveyance: relating to the same, and the acts of all such sheriffs in that behalf shall be and be held and construed to be legal and valid in the same manner and to the same extent as if no separation had taken place, but no further. 46 V. e. 18, s. 49.

- 50. If upon a dissolution of a union of counties, there is Change of pending an action, or other civil proceeding in which the county place of trial town of the union has been named as the place of trial, etc. after the Court in which the action or proceeding is pending, or any separation. Judge who has authority to make orders therein, may by consent of parties, or on hearing the parties upon affidavit, order the place of trial to be changed, and all records and papers to be transmitted to the proper officers of the new county. 46. V. c. 18, s. 50.
- 51. In ease no such change is directed, all such actions and If no order other civil proceedings shall be carried on and tried in the made, where senior county. 45 V. c. 18, s. 51.
- 52. All Courts of the junior county required to be held at Place for a place certain, shall be held in the county town of the junior holding courts county 46 V c 18 a 52 county. 46. V. e. 18, s. 52.

Division VI.-Matters Consequent upon the Formation OF NEW CORPORATIONS.

By-Laws to continue in force. Secs. 53, 54. Debts and Liabilities how affected. Secs. 55-59. Officials and their sureties, how affected. Secs. 60-63.

53. In case a village is incorporated, or village or town By-laws in (with or without additional area) erected into a town or city, force prior to or a township or county becomes separated, the by-laws in formation of force therein respectively shall continue in force until repealed tion to conor altered by the council of the new corporation; but no tinue in force such by-laws shall be repealed or altered unless they could until altered have been or can be legally repealed or altered by the council by council of new corporawhich passed the same. 46 V. e. 18, e. 53.

54. In ease an addition is made to the limits of any munici-What by-laws pality, the by-laws of such municipality shall extend to the bind where additional limits, and the by-laws of the municipality from limits of a which the same has been detached shall cease to apply to the are extended. addition, except only by-laws relating to roads and streets, and these shall remain in force until repealed by by-laws of the municipality to which the addition has been made. 46 V. c. 18, s. 54,

Liability for debts at the time of dissolution.

55. In the case of the erection of a locality into an incorporated village, or of a village into a town, or of a town into a city, the village, town or city shall remain subject to the debts and liabilities to which the locality was previously liable, in like manner, as if the same had been contracted or incurred by the new municipality; and, after the separation of a county or township from a union, each county or township which formed the union, shall remain subject to the debts and liabilities of the union, as if the same had been contracted or incurred by the respective counties or townships of the union after the dissolution thereof. 46 V. e. 18, s. 55.

Adjustment tended.

36. After an addition has been made to a village, town of debts when or city by the annexation of an adjoining village, or town, or adjoining portion of a township, the city, town or village whose limits shall have been so extended, shall pay to the township or county from which the additional territory has been taken such part, if any, of the debts of the township or county as may be just, and shall be entitled to receive from and be paid by the township or county the value of the interest which the added territory had at the time of making such addition in the property and assets of the township or uty, and in case the councils do not, within three months

er the first meeting of the council of the municipality to which the addition has been made, agree as to the sum to be paid or received as aforesaid, or as to the time of payment, the matter shall be settled by arbitration under this Act. 48 V.

e. 39, s. 2.

Debentures to

57. After the formation of a new corporation by the dissobe issued for lution of a union of counties or townships, the council of the debts, and to conic a remaining county or township shall issue its debenbind the old senior or remaining county or township shall issue its debentures or other obligations for any part of any debt contracted municipalities by the union for which debentures or other obligations might have been, but had not been, issued before the dissolution; and the debentures or obligations shall recite or state the liability of the junior county or township therfor under this Act; and the junior county or township shall be liable therefor as if the same had been issued by the union before the dissolution. 46 V. c. 18, s. 57.

Assessments for the year preceding dissolution.

Special rates county.

58. All assessments imposed by the council of the then corporation for the year next before the year in which the new corporation is formed by separation therefrom, shall belong to the then corporation, and shall be collected and paid over accordingly, and after the separation all special rates for debts con. for the payment of debts theretofore imposed upon the locality tinued and to by any by-law of the former corporation shall continue to be be paid over levied by the new corporation; and the treasurer of the new of the junior corporation shall pay over the amount as received to the treasurer of the senior or remaining municipality, and the latter town ect to

iously ed or

ration

town-

debts

acted

f the

shall apply the money so received in the same manner as the money raised under the same by-law in the senior or remaining municipality. 46 V. c. 18, s. 58.

- section provided for, or paid to any creditor of the senior or re-paid over exmaining municipality, in respect of a liability of the former ceeds the just corporation, exceeds the sum which, by the agreement or excess may be award between the councils, the new corporation onght to recovered. pay, the excess may be recovered against the senior or remaining municipality. 46 V. c. 18, s. 59.
- 60. In case a village is incorporated, or a village or Former countown is crected into a town or city, or a township or cil and officers county becomes separated, the council and the members jusisdiction thereof having anthority in the locality or municipality im-over new mumediately previous to the incorporation, crection or separation micipalities, shall, until the council for the corporation is organized, connew councils tinue to have the same powers as before; and all other officers are organized. and servants of the locality or municipality shall, until dismissed, or until successors are appointed, continue in their respective offices, with the same powers, duties and liabilities as before. 46 V. c. 18, s. 60.
- 61. The separation of a junior county or township from a Effect of sepannion of counties or townships, shall not in any case or in any ration upon manner whatever effect the office, duty, power or responsibility public officers of any public officer of the union who continues a public officer sureties. of the senior county or township, or remaining counties or townships after such separation, or the sureties of such officer, or their liability, further than by limiting such office duty, power, responsibility, suretyship and liability to the senior county or township, or remaining counties or townships. 46 V. c. 18, s. 61.
- 62. All such public officers shall, after the separation, be Further prothe officers of the senior county or township or remaining visions as to counties or townships as if they had originally been respectively appointed public officers for such senior county or township, or for such remaining counties or townships only.

 46 V. c. 18, s. 62.
- 63. All sureties for such public officers shall be, and remain Right to reliable, as if they had become the sureties for such public quire new seofficers in respect only of such senior county or township, or curities not of such remaining counties or townships; and all securities affected. which have been given shall, after the separation, be read and construed as if they had been given only for the senior or remaining county or counties, or township or townships; but nothing herein contained shall affect the right of new securities being required to be given by any sheriff, or by any clerk or bailiff, or other public officer, under any statute, or otherwise however. 46 V. c. 18, s 63.

town vn, or illage o the y has nip or from

dissof the ebenacted right tion; the this here-

then
the shall and rates ality o be new trea-

PART II.

MUNICIPAL COUNCILS, HOW COMPOSED.

TITILE I .- THE MEMBERS. TITLE II.—QUALIFICATION, DISQUALIFICATION, AND EXEMPTION.

TITLE I.—THE MEMBERS.

 D_{1V} . I.—In Counties.

DIV. II.—IN CITIES.

DIV. III.—IN TOWNS.

DIV. IV .- IN INCORPORATED VILLAGES.

Div. V.—In Townships.
Div. VI.—In Provisional Corporations.

DIVISION I .- IN COUNTIES,

Councils. Sec. 64. Certificate of Election, etc. Secs. 65-67.

County Coun-

64. The council of every county shall consist of the reeves and deputy-reeves of the townships and villages within the county, and of any towns within the county which have not withdrawn from the jurisdiction of the council of the county, and one of the reeves or deputy-reeves shall be the warden. 46 V. e. 18, s. 64.

to election and number of freeholders and houseand deputyreeves.

Certificates as 65. No reeve or deputy-reeve shall take his seat in the county conneil until be has filed with the clerk of the county eouncil a certificate of the township, village or town clerk, under his hand, and the seal of the municipal eorporation, that holders to be such reeve or deputy-reeve was duly elected, and has made and filed by reeves subscribed the declarations of office and qualification as such reeve or deputy-reeve; nor, in ease of a deputy-reeve, until he has also filed with the clerk of the county an affirmation or declaration of the clerk or other person having the legal cusTION.

tody of the last revised assessment rolls for the municipality which he represents, that there appear upon such rolls the names of at least 500 freeholders and householders in the municipality, possessing the same property qualification as voters, for the first deputy-reeve elected for the municipality, and that no alteration reducing the limits of the municipality, and the number of persons possessing the same property qualification as voters below 500 for each additional deputy-reeve, has taken place since the said rolls were last revised. 46 V. c. 18, s. 65.

66. The certificate in section 65 mentioned may be in the Form of certifollowing form: ficate as to election, etc.

the Township (Town or Village as the case may be) of in the Corporation of County of County of , do hereby, under my hand and the scal of the said Corporation, certify that U. D., of , Esquire, was duly said Corporation, certify that \dot{U} . D., of the said Township (Town or Village as the case may be), and has made and subscribed the declaration of office and qualification as such Reeve (or Deputy Reeve, as the case may be).

Given under my hand and the seal of the said Corporation of t , in the said Township (Town or Village as the case may be), its day of , A. D. 18 at this

Seal of the Municipal Corporation.

Sec. 67.

Township (Town or Village) Clerk. 46 V. c. 18, s. 66.

67. The declaration in section 65 mentioned may be in the Formof declafollowing form: ration as to number of

freeholders holders.

I, A. B., of , Gentleman, Clerk of the Township (Town or and house-Village, as the case may be) of , in the County of do hereby declare and affirm as follows:

- (1) That I am the person having the legal custody of the last revised assessment roll for the said Township (Town or Village as the case may be).
- (2) That there appear upon the said roll the names of at least hundred (500 for each Deputy Reeve) freeholders and householders in the said Township (Town or Village as the case may be), possessing the same property qualification as voters.
- (3) That no alteration reducing the limits of the said Municipality, and the number of persons possessing the same property qualification as voters below hundred (500 for each Deputy Reeve), has taken place since the said roll was last revised.

A. B. 46 V. c. 18, s. 67.

eeves 1 the e not unty, n. 46

ı the unty clerk, , that e and til he

n or l cus-

DIVISION II.-IN CITIES.

Councils. Sec. 68.

68. The council of every city shall consist of the mayor, City Councils. who shall be the head thereof, and three aldermen for every ward, to be elected in accordance with the provisions of this Act. 46 V. c. 18, s. 68.

Division III.—In Towns.

Councils. Sec. 69.

Towa Councils.

69.—(1) The council of every town shall consist of the mayor, who shall be the head thereof, and of three councillors for every ward where there are less than five wards, and of two councillors for each ward where there are five or more wards; and if the town has not withdrawn from the jurisdiction of the council of the county in which it lies, then a reeve shall be added, and if the town had the names of 500 freeholders and householders on the last revised assessment roll, possessing the same property qualifications as voters (notwithstanding that such persons may not be cutitled to be voters), then a deputy reeve shall be added, and for every additional 500 names of persons possessing the same property qualification as voters on such roll, there shall be elected an additional deputy-reeve: Reduction of Provided always that the council of every town, where there are less than five wards, may, upon a petition of not less than 100 municipal electors, pass a by-law reducing the number of councillors for each ward to two; but such by-law, before the final passing thereof, shall receive the assent of the electors of the municipality in the manner provided for in section 293 and following sections of this Act.

number of councillors.

> (2) Any time after two annual municipal elections shall have been held, under a by-law passed as provided for under this section, the council of the municipality shall, upon the presentation to the council of a petition of not less than 100 resident municipal electors, asking the council to submit a by law to a vote of the electors, for the repeal of the by-law so passed, in accordance with section 293 of this Act, without unnecessary delay, submit such repealing by-law to a vote of the electors of the municipality; the proceedings in regard to the submission of such by-laws, both as to enacting and repeal, shall be as provided in this Act in regard to by-laws requiring the assent of the electors. 46 V. c. 18, s. 69.

Sec. 72.

DIVISION IV .- IN INCORPORATED VILLAGES.

Councils. Sec. 70.

70. The council of every incorporated village shall consist of Incorporated one reeve, who shall be the head thereof, and four councillors, Village Counand if the village had the names of 500 freeholders and householders on the last revised assessment roll, possessing the same property qualification as voters (notwithstanding that such persons may not be entitled to vote), then of a reeve, deputy-reeve and three conneillors, and for every additional 500 names of persons possessing the same property qualifications as voters on such roll (notwithstanding that such persons may not be entitled to be voters), there shall be elected an additional deputy-reeve instead of a councillor. 46 V. c. 18, s. 70.

DIVISION V .- IN TOWNSHIPS.

Councils. Sec. 71.

71. The council of every township shall cousist of a reeve, Township who shall be the head thereof, and four councillors, one coun-Councillor being elected for each ward, where the township is divided into wards, and the reeve to be elected by a general vote; but if the township had the names of 500 freeholders and householders on the last revised assessment roll, possessing the same property qualification as voters (notwithstanding that such persons may not be entitled to vote), then the council shall consist of a reeve, deputy-reeve, and three councillors and for every 500 additional names of persons possessing the same property qualification as voters on such roll (notwithstanding that such persons may not be entitled to be voters), there shall be elected an additional deputy-reeve instead of a councillor. 46 V. c. 18, s. 71.

DIVISION VI.—IN PROVISIONAL CORPORATIONS.

Councils. Sec. 72.

72. The reeves and deputy-reeves of the municipalities Provisional within a junior county for which a provisional council is Councils. established, shall, ex-officio, be the members of the provisional council. 46 V. c. 18. s. 72.

ayor, every this

the illors two ards; n of all be and that

puty
es of
es on
eve:
here
than
er of
e the
rs of

shall ader the 100 it a w so lout e of

d to eal, ring

TITLE II.—QUALIFICATION, DISQUALIFICATION, AND EXEMPTIONS.

DIV. I.—QUALIFICATION.
DIV. II.—DISQUALIFICATION.
DIV. III.—EXEMPTIONS.

DIVISION I .- QUALIFICATION.

In each Municipality. Sec. 73.

Nature of Estate to be possessed. Sec. 74.

In new Township where no Assessment Roll. Sec. 75.

Where only one qualified person for each seat. Sec. 76.

Qualification of mayors, aldermen, etc.

73. No person shall be qualified to be elected a mayor, alderman, reeve, deputy-reeve or councillor of any municipality unless such person resides within the municipality, or within two miles thereof, and is a natural born or naturalized subject of Her Majesty, and a male of the full age of twenty-one years, and is not disqualified under this Act, and has, or whose wife has, at the time of the election, as proprietor or tenant, a legal or equitable freehold or leasehold, or partly freehold and partly leasehold, or partly legal and partly equitable, rated in his own name, or in the name of his wife, on the last revised assessment roll of the municipality, to at least the value following, over and above all charges, liens, and encumbrances affecting the same;

In villages;

1. In incorporated villages—Freehold to \$200, or leasehold to \$400;

In towns;

2. In towns—Freehold to \$600, or leasehold to \$1,200;

In cities;

3. In cities—Freehold to \$1,000, or leasehold to \$2,000;

In townships;

4. In townships—Freehold to \$400, or leasehold to \$800;

And so in the same proportions in all municipalities, in case the property is partly freehold and partly leasehold;

But, if within any municipality, any such person is at the time of election in actual occupation of any such freehold, rated in his own name, or in the name of his wife, at the last revised assessment roll of the said municipality he will be entitled to be elected, if the value at which such freehold is actually rated in said assessment roll, amounts to not less than \$2,000, and for that purpose the said value shall not be affected or reduced by any lien, encumbrance or charge existing on or affecting such freehold. 50 V.c. 29, s. 2.

" Leasehold" defined.

74. The term "leasehold" in the last preceding section shall not include a term less than a tenancy for a year, or from year to year; and the qualifications of all persons, where a qualification is required under this Act, may be of an estate, either legal or equitable, or may be composed partly of each. 46 V. c. 18, s. 74.

Nature of estate.

lity

thin

ject

ars,

vife

egal

rtly

wn

ent

and

ne;

ıold

ase

tlie

old,

ast

be

is

an ted or

all

ear ca-

gal

18,

- 75. In ease of a new township erected by proclamation, for In new townwhich there has been no assessment roll, every person who, at ship not having of the first election, has such an interest in real property, ment roll. and to such an amount as hereinbefore mentioned, shall be deemed to be possessed of a sufficient property qualification.

 46 V. e. 18, s. 75.
- 76. In ease in a municipality there are not at least two per-If only one sons qualified to be elected for each seat in the council, no person be qualification beyond the qualification of an elector shall be each seat in the council.

 1. The person is a municipality there are not at least two per-If only one sons qualified for qualified for each seat in the council.

DIVISION II.—DISQUALIFICATION.

Persons Disqualified. Sec. 77.

77. (1) No Judge of any Court of civil jurisdiction, no gaoler Persons disor keeper of a house of correction, no sheriff, deputy sheriff, qualified from sheriff's bailiff, high bailiff or chief constable of any city or bers of countown, assessor, collector, treasurer, or elerk of any municicils. pality, no bailiff of any Division Court, no county crown, no clerk of the County Court, no deputy elerk of the erown, no clerk of the County Court, no clerk of the peace, no innkeeper or saloonkeeper, or shopkeeper licensed to sell spirituous liquors by retail, no license commissioner or inspector of licenses, no police magistrate, and no person having by himself or his partner an interest in any contract with or on behalf of the corporation, and no person who is counsel or solicitor, either by himself or with or through another, in the prosecution of any elaim, action or proceeding against the municipality shall be qualified to be a member of the council of any municipal corporation. 46 V. c. 18, s. 77; 47 V. e. 32, s. 2.

(2) But no person shall be held to be disqualified from being Proviso; as to elected a member of the council of any municipal corporation shareholders by reason of his being a shareholder in any incorporated having deal-company having dealings or contracts with the council of such ings with cormunicipal corporation, or by having a lease of twenty-one years porations and or upwards, of any property from the corporation, but no such leases for 21 leaseholder shall vote in the council on any question affecting corporation. any lease from the corporation, and no such shareholder on any question affecting the company.

46 V. e. 18, s. 77.

Division III.—EXEMPTIONS.

Officials and Persons exempted. Sec. 75.

78. All persons over sixty years of age, all Members and Exemptions. officers of the Legislative Assembly of Ontario, and of the Senate or House of Commons of Canada, all persons in the civil ser-

fa d

tl tl tl

ec

th

sh

eij

vice of the Crown, all Judges not disqualified by the last preceding section, all eoroners, all persons in priests' orders, elergymen and ministers of the Gospel of every denomination, all members of the Law Society of Ontario, whether barristers or students, all solicitors in actual practice, all officers of Courts of Justice, all members of the medical profession, whether physicians ar surgeons, all professors, masters, teachers and other members of any university, college or school in Ontario, and all officers and servants thereof, all millers, and all firemen belonging to an authorized fire company—are exempt from being elected of appointed members of a municipal conneil, or to any other municipa. office. 46 V. c. 18, s. 78. See also as to Firemen, Cap. 188, ss. 2-4.

PART III.

MUNICIPAL ELECTIONS.

TITLE I.—ELECTORS.
TITLE II.—ELECTIONS.

TITLE I.—ELECTORS.

Division I .- QUALIFICATION.

Freehold, Household, Income, or Farmers' Sors. Sec. 79.
Amount of rating requisite. Sec. 80.
Persons in default for non-payment of taxes. Sec. 81.
Elector must be named on voters' list. Sec. 82.
In New Municipality having no Assessment Roll. Sec. 83.
Where new Territory added. Sec. 84.
Joint or several rating on same property. Secs. 85, 86.
Householder, definition of. Sec. 87.

Qualification of electors.

79.—(1) Subject to the provisions of the next following eight sections the right of voting at municipal elections shall belong to the following persons, being men, or unmarried women, or widows, of the full age of twenty-one years, and subjects of Her Majesty by birth or naturalization, being rated, to the amount hereinafter provided, on the revised assessment roll, upon which the voters' list used at the election is based, of the municipality, for real property held in their own right (or, in the case of married men, held by their wives), or for income, and having received no reward and having no expectation of reward for voting:

ergy-

n, all

isters

rs 'ot'

sion,

chers

ol in , and

-are

ıuni-

l8, s.

ight

g to

, or

Her

unt

iich ity,

of

ring

for

Firstly. All persons, whether resident or not, who are, in Freeholders. their own right or whose wives are, at the date of the election, freeholders of the municipality;

Secondly. All residents of the municipality, who have resided Householders therein for one month next before the election, and who are and tenants. or whose wives are, at the date of the election, householders or tenants in the municipality;

Thirdly. All residents of the municipality at the date of the Income election, who have continuously resided therein since the com-voters. pletion of the last revised assessment roll therefor, and who are in receipt of an income from some trade, office, calling or profession, of not less than \$400;

Fourthly. All residents of the municipality at the date of the Farmers' election who are farmers' sons, and have resided in the muni-sons. cipality on the farm of their father or mother for twelve months next prior to the return by the assessors of the assessment roll, on which the voters' list used at the election is based.

- (2) If there are more sons than one so resident, and if the When more farm is not rated and assessed at an amount sufficient, if equally than one son divided between them, to give a qualification to vote to the so resident. father and all the sons, where the father is living, or to the sons alone where the father is dead and the mother is a widow, then the right to vote shall belong to and be the right only of the father and such of the eldest or elder of said sons to whom the amount at which the farm is rated and assessed will, when equally divided between them, give the qualification to vote.
- (3) If the amount at which the farm is so rated and assessed Where father is insufficient, if equally divided between the father, if living, living and as and one son, to give to each a qualification to vote then the sessment not father shall be the only person entitled to vote in respect of qualify more than one.
- (4) Occasional or temporary absence from the farm for a Temporary time or times not exceeding in the whole four months of the absence. twelve hereinbefore mentioned, shall not operate to disentitle a farmer's son to vote.
 - (5) In this section:

Interpreta-

- "Farm" shall mean land actually occupied by the owner tion. thereof, and not less in quantity than twenty acres;
- "Son" or "sons" or "farmer's son" or "farmers' sons" shall mean any male person or persons not otherwise qualified to vote, and being the son or sons of an owner and actual occupant of a farm
 - "Father" shall include stepfather;
- "Election" shall mean an election for a member to a municipal council;
 - "To vote" shall mean to vote at an election; and

r

a

0

W

01

to

tw eq

the

po

str

"Owner" shall mean a person who is proprietor in his own right, or whose wife is proprietor in her own right, of an estate for life, or any greater estate, either legal or equitable, except where the owner is a widow, and in such latter case the word "owner" shall mean proprietor in her own right of any such estate. 46 V. c. 18, s. 79; 47 V. c. 32. s. 3; 50 V. c. 8, sched.

Amount of rating necessary.

80. In order to entitle a person to vote as aforesaid in respect of real property, such property, whether freehold or household or partly each, must be rated at an actual value of not less than the following:

In Townships—\$100.

In Incorporated Villages—\$200.

In Towns—\$300.

In Cities—\$400. 46 V. c. 18, s. 80.

Persons in default for non-payment of taxes not to vote.

81. No person who has been returned by the treasurer or collector under section 119 as in default for non-payment of his taxes on or before the 14th day of December next preceding any election, shall be entitled to vote in respect of income in any municipality or in respect of real property in municipalities which have passed by-laws under sub-section 2 of section 489, but any person who is entitled to vote and who produces and leaves with the deputy-returning officer at the time of the tendering of the vote a certificate from the treasurer of the municipality, or the collector of taxes, shewing that the taxes in respect of which the default had been made have since been paid, shall be entitled to vote; and the deputy-returning officer shall file the certificate, receive the vote and note the same on the defaulters' lists. 46 V. c. 18, s. 81; 50 V. c. 29, s. 3.

Electors must be named in voters' list.

82. Except in the case of a new municipality for which there is no assessment roll, no person shall be entitled to vote at any election, unless he is one of the persons named or purporting to be named in the proper list of voters; and no question of qualification shall be raised at any election, except to ascertain whether the person tendering his vote is the same person as is intended to be designated in the list of voters. 46 V. c. 18, s.

No question of qualification to be raised.

83. At the first election of a new municipality for which erected muni-there is no separate assessment roll, every resident male inhabitant, though not previously assessed, shall be entitled to vote if he possesses the other qualifications above mentioned, and has at the time of the election sufficient property to have entitled him to vote if he had been rated for such property. 46 V. c. 18, s. 83.

In newly cipalities not having any assessment roll.

35

his own n estate except ie word ny such sched.

d in reiold or value of

surer or it of his eceding come in ipalities on 489, ces and of the of the ie taxes cc becn z officer

ch there at any porting stion of scertain on as is c. 18, s.

ame on

· which inliabto vote ed, and ave enty. 46

84. Where any territory is added for municipal purposes to Where new any city, town or village, or where a town with additional ter-added to city, ritory is erected into a town, or in case a new village is formed, town or viland an election takes place before voters' lists including the lage or a new names of persons entitled to vote in such territory are made city, town out for such new or enlarged city, town or village or before or village out for such new or enlarged city, town or village, or before erected such lists are certified by the County Judge, then all persons with added who would have been qualified as electors in such territory is territory, and the same had remained separate from the city, town or village, including or if such town or village had not been erected into a city or such new town, or if such village had not been formed, shall be entitled territory. to vote in the city, town or village at such election. 46 V. c. 18, s. 84.

85. In case both the owner and occupant of any real prop-howner and erty arc rated severally but not jointly therefor, both shall be occupant sev deemed rated within this Act. 46 V. c. 18, s. 85. erally rated both to be

86. Where real property is owned or occupied jointly by When joint two or more persons, and is rated at an amount sufficient, if owners or ocequally divided between them, to give a qualification to each, cupants rated, then each shall be deemed rated. 46 V. c. 18, s. 87. equally divided.

87. Every occupant of a separate portion of a house, such "Houseportion having a distinct communication with a public road or holder" street by an onter door, shall be deemed a householder within this Act. 46 V. c. 18, s. 87.

TITLE II.—ELECTIONS.

DIV. I .- TIME AND PLACE OF HOLDING.

DIV. II .- RETURNING OFFICERS AND DEPUTY-RETURNING OFFICERS.

DIV. III .- OATHS.

DIV. IV .- PROCEEDINGS PRELIMINARY TO THE POLL.

DIV. V .- THE POLL.

DIV. VI.-MISCELANEOUS PROVISIONS.

DIV. VII.—VACANCIES IN COUNCIL. DIV. VIII.—CONTROVERTED ELECTIONS.

DIV. IX .- PREVENTION OF CORRUPT PRACTICES.

DIVISION I .- TIME AND PLACE OF HOLDING.

In Municipalities other than Counties. Sec. 88: In new or altered Municipalities. Sec. 89. Place, how fixed. Sec. 90.

tl

b

fc

co

tl

fo

In separated Townships. Secs. 91, 92. Election of Reeves, etc., in Townships and Villages. Sec. 93. Election Divisions. Sec. 94. Where Elections shall be held. Secs. 95, 96.

Elections to be held annually for members of (except coun-

88. The electors of every municipality (except a county) shall elect annually, on the first Monday in January, the members of the council of the municipality, except such members as have been elected at the nomination; and the persons so municipalities elected shall hold office until their successors are elected or appointed and sworn into office, and the new conneil is Termof office. organized. 46 V. c. 18, s. 88.

First elections where corporations are newly erected or extended.

89. In case of the incorporation of a new township or union of townships; or of the separation of a junior township from a union of townships; or of the eection of a locality into an incorporated village; or of the erection of a village into a town or of a town into a city; or of an additional tract of land being added to an incorporated village, town or city; or in case of a new division into wards of a Time of election, under the proclamation or bylaw by which the change was effected, shall take place on the first Monday in January next after the end of three months from the date of the proclamation, or from the passing of the by-law by which the change is made, and until such day the change shall not go into effect; but the nomination of candidates and the election of such officers as are unopposed, may, and shall be proceeded with at the same time and in the same manner as if such change had gone into effect on the last Monday of the month of December preceding such first election, or on such other day as the nominations may lawfully be held upon. 46 V. c. 18, s. 89.

tions.

Place to be fixed by bylaw of municipalities.

90. The council of every city, town and village municipality (including a village newly erected into a town, and a town newly erccted into a city), shall from time to time, by by-law, appoint the place or places for holding the next ensning municipal election, otherwise the election shall be held at the place or places at which the last election for the municipality or wards or polling subdivisions was held. 46 V. c. 18, s. 90.

County counelection in junior townships after separation.

91. When in any year a junior township of a union has cil to appoint 100 resident freeholders and householders on the then last revised assessment roll, the council of the county shall, by a by-law to be passed before the thirty-first day of October in the same year, fix the place for holding the first annual election of councillors in the township, and appoint a returning officer for holding the same, and otherwise provide for the due holding of the election according to law. 46 V. c. 18, s. 91.

Sec. 93.

county)
e memembers
sons so
cted or
ncil is

hip or townn of a on of a n addivillage, ls of a or byon the months of the day the candil, may, e same st Montion, or

municiand a me, by ensuing at the cipality 3, s. 90.

be held

on has en last l, by a Detober annual turning the duc. s. 91.

92. In case of the separation of a union of townships, the Existing ward existing divisions into wards, if any, shall cease, as if the same divisions in had been duly abolished by by-law, and the elections of counships to cease cillors shall be by general vote, until the township or town-on dissolution ships are divided into polling subdivisions or wards under the of union. provisions of this Act. 46 V. c. 18, s. 92.

93. The election, in townships and incorporated villages, of Election of reeves, deputy-reeves and councillors, shall be by general vote, reeves, etc., in except in the case of deputy-reeves and councillors in townships and incorpordivided into wards, and shall be held at the place or places ated villages where the last meeting of the council was held, or in such other to be by genplace or places as may be from time to time fixed by by-law. eral vote. 46 V. c. 18, s. 93.

94. In case a majority of the qualified electors of a town-Upon petition ship on the last revised assessment roll petition the council of the council the township to divide the township into wards, or to abolish may, by by-law, divide or alter any then existing division into wards, the council townships shall, within one mouth thereafter, pass a by-law to give effect into wards, to such petition; and, if such petition is for division into wards, etc. shall divide such township into wards, having regard to the number of electors in each ward being as nearly equal as may be; and the number of wards for municipal purposes shall be Election of four in all cases; and where the township is divided into deputywards, and is cutilled to one or more deputy reeves, the reeves, etc., councillors shall, at their first meeting, elect from among themselves such deputy-reeve or reeves. 46 V. c. 18, s. 94

95. Every election shall be held in the municipality to which Election to the same relates. 46 V. c. 18, s. 95.

be held in municipality

96. No election of township councillors shall be held with-Election of in any eity, town or incorporated village, nor shall any election township for a municipality, or any ward thereof, be held in a tavern or councillors in a house of public entertainment licensed to sell spirituous or fermented liquors. 46 V. e. 18, s. 96.

Division II.—Returning Officers and Deputy-Returning Officers.

When election by polling subdivisions Sec. 97. When not. Sec. 98.
Death or absence, provision for. Sec. 99.
Authority of. Secs. 100, 101.
Special Constables. Sec. 101.

97.—(1) The council of every municipality in which the By-law for an election is to be made by wards or polling subdivisions, shall, wards or polling subdivisions, by by-law, appoint:

(a) The council of every municipality in which the By-law for an election by election by wards or polling subdivisions, appoint:

an

no

vo

thi

De

pa

ele

to

- (a) The places for holding the nomination for each ward.
- (b) The returning officers who shall respectively hold the nominations for each ward;
- (c) The places at which polls will be opened in the municipality in case a poll is required;
- (d) The deputy returning officers who shall preside at the respective polling places.

Clerk of municipality to be returning officer for pality.

(2) The clerk of the municipality shall be the returning officer for the whole municipality, and in case of a poll being required, the deputy returning officers shall make to him the whole munici-returns for their respective wards or polling subdivisions. 46 V. c. 18, s. 97.

Returning officer for elections not by wards or polling subdivisions.

98. In the case of a municipality in which the election is not to be by wards or polling subdivisions, the clerk shall be the returning officer to hold the nomination of candidates at all elections after the first, and shall also perform all the duties hereinafter assigned to deputy-returning officers. 46 V. c. 18,

The death or absence of officer or ning officer provided for.

99. In any case where a deputy-returning officer refuses or neglects to attend at the time and place he is required by the the returning returning officer to receive his voters' lists, and other election deputy retur. papers, the clerk of the municipality as returning officer shall appoint another person to act in his place and stead, and the person so appointed shall have all the powers and authority that he would have had if he had been appointed by by-law. In case, at the time appointed for holding a nomination or poll, the person appointed to be returning officer or deputyreturning officer has died, or does not attend to hold the nomination or poll within an hour after the time appointed, or in case no returning officer or deputy-returning officer has been appointed, the electors present at the place for holding the nomination or poll may choose from amongst themselves a returning officer or deputy-returning officer, and such returning officer or deputy-returning officer shall have all the powers, and shall forthwith proceed to hold the nomination or poll, and perform all the other duties of a returning officer or deputyreturning officer. 46 V. c. 18, s. 99; 50 V. c. 29, s. 4.

Returning officers and deputy returning offiservators of the peace;

100. Every returning officer and deputy-returning officer shall, during the days of the election, or of the voting of electors upon a by-law, act as a conservator of the peace for cers to be con- the city or county in which the election or voting is held; and he, or any Justice of the Peace having jurisdiction in the their powers, municipality in which the election or voting is held, may cause to be arrested, and may summarily try and punish by fine or imprisonment, or both, or may imprison or bind over to keep the peace, or for trial, any riotous or disorderly person, who assaults, beats, molests or threatens any voter coming to or

Chap. 184.

ı ward . old the

munici-

at the

turning l being \ im the ns. 46

ction is hall be es at all duties . c. 18,

uses or by the election er shall ind the thority by-law. tion or deputyold the ited, or as been ng the elves a urning rs, and ll, and

officer ting of ace for l; and in the y cause fine or o keep n, who

to or

leputy-

remaining at, or going from the election or voting; and, when thereto required, all constables and persons present at the election or voting, shall assist the returning officer, or deputyreturning officer, or Justice of the Peace. 46 V. c. 18, s. 100.

101. Every returning officer, or deputy-returning officer, or Special con-Justice of the Peace may appoint and swear in any number of stables may special constables to assist in the preservation of the peace be sworn in. and of order at an election or at the voting of electors upon a by-law; and any person liable to serve as constable, and required to be sworn in as a special constable by a returning officer or deputy-returning officer, or justice, shall, if he refuses to be sworn in or to serve, be liable to a penalty of \$20, to be recovered to the use of any one who will sue therefor. 46 V. c. 18, s. 101.

DIVISION III.—OATHS.

Of freeholder. Sec. 102.

Sec. 102.

Of householder or tenant. Sec. 103.

Of income voter. Sec. 104.

Of farmer's son. Sec. 105.

Administering. Sec. 106.

102. The only oaths or affirmations to be required of a Oaths, etc., person claiming to vote in respect of a freehold, shall be as of person follows, or to the like effect follows, or to the like effect. vote as a

You swear (or solemnly affirm) that you are the person named, or purporting to be named, in the list (or supplementary list) of voters now shewn to you (shewing the list to the voter);

(In the case of an unmarried woman or widow claiming to vote.) That you are unmarried (or a widow, as the case may be);

That you are in your own right (or your wife is) a freeholder.

That you are a natural born (or naturalized) subject of Her Majesty, and of the full age of twenty-one years;

(In the case of Municipalities not divided into wards.) That you have not voted before at this election, either at this or any other polling place.

(In the case of Municipalities divided into wards.) That you have not voted before at this election, either at this or any other polling place in this Ward and (if the elector is tendering his vote for Mayor, Reeve, or Deputy-Reeve) that you have not voted before or elsewhere in this Municipality at this election for Mayor, (Reeve or Deputy-Reeve as the case may

That you have not directly or indirectly received any reward or gift, nor do you expect to receive any, for the vote which you tender at this

That you have not received anything, nor has anything been promised to you, directly or indirectly, either to induce you to vote at this election, or for loss of time, travelling expenses, hire of team, or any other service connected with this election;

And that you have not directly or indirectly paid or promised anything to any person either to induce him to vote or refrain from voting at this election:

So help you God.

(In the case of a new Municipality in which there has not been any assessmunicipality ment roll, then instead of referring to the list of voters, the person offering to where no as vote may be required to state in the oath the property in respect of which he sessment roll. claims to vote.)

46 V. c. 18, s. 102; 47 V. c. 32, s. 4.

Oath of householder or tenant.

103. The oath or affirmation to be required of a person claiming to vote as householder or tenant, shall be as follows or to the like effect:

You swear (or solemnly affirm) that you are the person named, or purporting to be named, in the list, (or supplementary list) of voters now shewn to you (shewing the list to the voter);

(In the case of an unmarried woman or widow claiming to vote.) That you are unmarried (or a widow, as the case may be);

That on the 18 (the day certified by the day of Clerk of the Municipality as the date of the recurn, or of the final revision and correction of the assessment roll upon which the voters' list used at the election is based) you were actually, truly, and in good faith, possessed to your own use and benefit, as tenant or occupant, of the real estate in respect of which your name is entered on the said list;

That you are (or your wife is) a householder or tenant within this Municipality;

That you have been resident within this Municipality for one month next before this election;

That you are a natural-born (or naturalized) subject of Her Majesty, and of the full age of twenty-one years:

(In the case of municipalities not divided into wards.) That you have not voted before at this election, either at this or any other polling place;

(In the case of municipalities divided into wards.) That you have not voted before at this election, either at this or any other polling place in this Ward, and (if the elector is tendering his vote for Mayor, Reeve, or Deputy Reeve) that you have not voted before or elsewhere in this Municipality at this election for Mayor, (Reeve or Deputy Reeve, as the case may $\bar{b}e);$

That you have not, directly or indirectly, received any reward or gift, nor do you expect to receive any, for the vote which you tender at this

That you have not received anything nor has anything been promised to you directly or indirectly, either to induce you to vote at this election, or for loss of time, travelling expenses, hire of team, or any other service connected with this election;

And that you have not directly or indirectly paid or promised anything to any person either to induce him to vote or refrain from voting at this election;

So help you God.

In new where no as-

(In the case of a new Municipality in which there has not been any assessmunicipality ment roll, then, instead of swearing to residence for one month next before the election, and referring to the list of voters, the person offering to vote may be sessment roll. required to state in the oath the property in respect of which he claims to vote, and that he is a resident of such Municipality.) 46 V. c. 18, s. 103; 47 V. c. 32, s. 4.

nything g at this

ıy assessfering to which he

e, s. 4. person follows

or purers now

) That

ed by the sion and election to your spect of

in this

Iajesty,

ave not ce;

ave not place in eeve, or Municiuse may

or gift, at this comised lection,

service ything at this

t assessfore the may be to vote, 47 V. 104. The oath or affirmation to be required of a person Oath of inclaiming to vote in respect of income shall be as follows:

You swear (or solemnly affirm) that you are the person named (or purporting to be named by the name of) on the list (or supplementary list) of voters now shewn to you (shewing the list to the voter);

(In the case of a widow or unmarried woman claiming to vote.) That you are unmarried (or a widow, as the case may be);

That on the day of 18 (the day certified by the Clerk of the Municipality as the date of the final revision and correction of the assessment roll upon which the voter's list used at the election is based), you were, and thenceforward have been continuously, and still are, a resident of this Township (City, Town or Village as the case may be);

That at the said date, and for twelve months previously, you were in receipt of an income from your trade (office, calling, or profession as the case may be) of a sum of not less than \$400;

That you are a subject of her Majesty by birth (or naturalization, as the case may be); and are of the full age of twenty-one years;

(In the case of Municipalities not divided into Wards.) That you have not voted before at this election, either at this or any other polling place;

(In the case of Municipalities divided into Wards.) That you have not voted before at this election, either at this or any other polling place in this Ward, and (if the elector is tendering his vote for Mayor, Reeve or Deputy Reeve) that you have not voted before or elsewhere in this Municipality at this election for Mayor (Reeve or Deputy Reeve, as the case may be);

That you have not received anything, nor has anything been promised you, either directly or indirectly, either to induce you to vote at this election, or for loss of time, travelling expenses, hire of team, or any other service connected with this election;

And that you have not, directly or indirectly, paid or promised anything to any person, either to induce him to vote or refrain from voting at this election:

So help you God. 46 V. c. 18, s. 104; 47 V. c. 32, s. 4.

105. The oath or affirmation to be required from a farmer's Oath of farmson claiming to be entitled to vote shall be as follows:

er's son.

You swear (or solemnly affirm) that you are the person named (or purporting to be named by the name of in the list (or supplementary list) of voters now shewn to you (shewing the list to the voter);

That on the day of 18 (the day certified by the Clerk of the Municipality, as the date of the return, or of the final revision and correction of the assessment roll upon which the voters' list used at the election is based, as the case requires), A. B. (naming him or her), was actually, truly, and in good faith possessed to his (or her) own use and benefit as owner, as you verily believe, of the real estate in respect of which your name is so as aforesaid entered on said list of voters:

That you are a son of the said A. B.;

That you resided on the said property for twelve months next before the said day, not having been absent during that period, except temporarily, and not more than four months in all;

That you are still a resident of this Municipality, and entitled to vote at this election;

That you are a subject of Her Majesty by birth (or naturalization as the case may be); and are of the full age of twenty-one years;

(In the case of municipalities not divided into wards.) That you have not voted before at this election, either at this or any other polling place;

(In the case of municipalities divided into wards.) That you have not voted before at this election either at this or any other polling place in this Ward, and (if the elector is tendering his vote for Mayor, Reeve or Deputy-Reeve) that you have not voted before or elsewhere in the Municipality at this election for Mayor, (Reeve or Deputy-Reeve as the case may be);

That you have not received anything, nor has anything been promised you, directly or indirectly, either to induce you to vote at this election, or for loss of time, travelling expenses, hire of team, or any other service connected with this election.

And that you have not directly or indirectly paid or promised anything to any person either to induce him to vote or refrain from voting at this election:

So help you God.

46 V. c. 18, s. 105.

When and how oaths are to be administered.

106. Such oaths or affirmations shall be administered by the returning officer or deputy-returning officer as the case may be, at the request of any candidate or his authorized agent, and no inquiries shall be made of any voter, except with respect to the facts specified in such oaths or affirmations. 46 V. c. 18, s. 106.

DIVISION IV .- PROCEEDINGS PRELIMINARY TO THE POLL.

Nomination Meetings. Secs. 107-111.

Presiding Officer. Secs. 108, 110, 114.

Provision for Christmas Day. Sec. 112.

Interval between Nomination and Election in Townships. Sec.

Notice of Nomination. Sec. 115.

Proceedings at Nomination. Sec. 116.

Poll, when and where to be held. Sec. 116.

Resignations—Notifications as to Candidates. Sec. 117.

Votes to be given by Ballot. Sec. 118.

List of Defaulters in payment of Taxes. Sec. 119.

- Ballot Boxes. Scc. 120.

Ballot Papers. Secs. 121-123.

Polling Places. Sees. 124, 125.

Ballot papers, voters' lists, etc., to be furnished to Deputy Returning Officers. Sccs. 124, 126, 129-132, 135.

Directions to Voters. Secs. 126, 127.

Voters' and Defaulters' Lists. Secs. 128-134.

Certificates as to the Assessment Roll. Sec. 135.

In Municipalities not divided into Wards, Clerk to perform

duties of Deputy Returning Officer. Sec. 136.

Where Electors may vote. Secs. 137-141.

Penalty for voting twice for Mayor, etc. Sec. 140.

107. A meeting of the electors shall take place for the nomi-Meeting for nation of, candidates for the office of mayor in cities, and for nomination of mayor, reeve and deputy-reeves in towns, at the hall of the mayor, reeve, mnnicipality, on the last Monday in the month of December, etc. annually, at ten of the clock in the forenoon, and the deputy-reeves shall be designated as first, second, third, etc., according to the number to be elected. 46 V. c. 18, s. 107.

108. The clerk of the municipality shall be the returning The clerk to officer to preside at such meeting, or in case of his absence, the preside. council shall appoint a person to preside in his place; and if Chairman the clerk or the person so appointed does not attend, the electors present shall choose a chairman or person to officiate, from among themselves, and such elerk or chairman shall have all the powers of a returning officer.

46 V. c. 18, s. 108.

109. A meeting of the electors shall take place for the nomi-Meetings in nation for candidates for the offices of aldermen in cities, councities, towns, cillors in towns, and of reeves, deputy-reeves and councillors in townships not divided into wards, and incorporated villages, at dermen, etc. noon, on the last Monday in December, annually, at the town hall of such municipalities, or at such place therein, and in cities and towns at such places in each ward thereof, as may from time to time be fixed by by-law, subject, in the case of townships, to the provisions of section 111; and the deputy-reeves shall be designated as first, second, third, etc., according to the number to be elected.

46 V. c. 18, s. 109.

110. In townships divided into wards, the nomination of In townships candidates for the office of reeve shall be held at ten of the divided into elock in the forenoon on the last Monday in December, at such place in the township as may from time to time be fixed by by-law, and the township clerk shall preside; the nomination of candidates for the office of econneillor, to be elected for each ward, shall take place at noon, at the town hall of the township or at such place in the township or in each ward as may be fixed by by-law; subject, however, to the provisions of section 111. 46 V. c. 18, s. 110.

111. Where a township is so situated that the territory of Place of meetsnch township adjoins the limits of any city, town, or incorporing for nomiated village, such city, town, or village may be designated by nation of by-law as the place of meeting for the nomination of candidates for the offices of reeves, deputy-reeves, and councillors, as the case may be under and in accordance with the provisions of the preceding two sections of this Act. 48 V. e. 39, s. 5.

112. When the last Monday in December happens to be if nomination Christmas day, the nomination of candidates for the offices of day falls on mayor and aldermen in cities, and of mayor, reeve, deputy-day.

thing t this

15.

as the

e not

e not

ce in

ınicimay

nised

n, or

the y be, d no the 106.

Sec.

L.

Re-

form

reeve and councillors in other municipalities, shall take place on the preceding Friday, at the times and places and in the manner prescribed by law. 46 V. c. 18, s. 111.

County counnomination and polling in townships.

113.—(1) Every county council may, by by-law, made on cil may by bylaw lengthen or before the 1st day of July in any year provide that the day time between for the nomination of candidates for reeve, deputy-reeves, and councillors in townships shall be upon the last Monday but one in December, but all the other provisions of law relating to municipal elections shall apply to the elections in such townships.

Copy of bylaw to be sent to townships affected.

(2) Forthwith, after the passing of such by-law, the county clerk shall transmit a copy thereof to the clerks of the townships to which the same relates. 46 V. c. 18, s. 112.

Presiding officer.

114. The returning officer appointed for each ward, as in section 97 mentioned, or the clerk as the case may be, shall respectively preside at the meeting for the nomination of candidates, and in case of the absence of such presiding officer, the meeting may choose a chairman. 46 V. c. 18, s. 113.

Notice of nomination meeting.

115. The clerk or other returning officer whose duty it is to preside at the meeting for the nomination of candidates shall give at least six days' notice of such meeting. 46 V. c. 18, s. 114.

Nomination and proceedings incident thereto.

Poll-when

be held.

and where to

116. At the said meetings, the person or persons to fill each office shall be proposed and seconded seriatin; and if only one candidate for any particular office is proposed, the clerk or other returning officer or chairman shall, after the lapse of one hour from the time fixed for holding the meeting, declare such candidate duly elected for such office. But if two or more candidates are proposed for any particular office, and if a poll is required by them respectively, or by any elector, the clerk or other returning officer or chairman shall adjourn the proceedings for filling such office until the first Monday in Jannary next thereafter, when a poll or polls shall be opened in each ward or polling subdivision, at such place or places respectively as may be fixed by the by-law of the said councils for the election, at nine of the clock in the morning, and shall continue open until five of the clock in the afternoon, and no longer. 46 V. c. 18, s. 115.

Resignation of persons proposed for office at nomination meetings.

117. At the nomination meeting or at any time within two days thereafter, any person proposed for one or more offices may resign, or elect for which office he is to remain nominated; and in default he shall be taken as nominated for the office in respect of which he was first proposed and seconded; the clerk or other returning officer or chairman shall, on the day following that of the nomination, post up in the office of the clerk of the municipality the names of the persons proposed for the respective offices; provided always, that the resignation after

Proviso.

laee

the

on e

day

and

one g to

wn-

ınty

wn-

s in

shall

canicer,

it is

shall

114.

each

only

lerk

se of

lare

ore

poll

lerk

pro-

anueach

vely

the

inne

ger.

two

may

and

e in

lerk low-

k of

the

ıfter

the nomination meeting of any person so proposed shall be in writing, signed by him and attested by a witness, and shall, within said two days, be delivered to the clerk of the municipality; provided, also, that if by reason of such resignation Proviso. only one candidate remains proposed for a particular office, the clerk or other returning officer shall declare such candidate duly elected for such office. 47 V. c. 32, s. 5.

118. In case of a poll at an election of persons to serve in Votes to be municipal councils, the votes shall be given by ballot. 46 V. by ballot. e. 18, s. 117.

List of Defaulters in payment of Taxes.

- 119.—(1) On or before the day of nomination of candidates, Preparation if the collectors' roll has been returned to the treasurer of the of list of demunicipality, the treasurer shall prepare and verify on oath, or if the collector's roll has not been so returned, the collector shall prepare and verify on oath, a correct alphabetical list of—
 - (a) All persons who, being on the voters' list (that is to say the first and second parts thereof) by reason of their income only, have not paid their municipal taxes on such income on or before the 14th day of December preceding the election; and,
 - (b) In municipalities which have passed by-laws under sub-section 2 of section 489 of this Act, all persons on the voters' list (that is to say the first and second parts thereof), who have been assessed for real property, but have not paid their municipal taxes on such property on or before the 14th day of December preceding the election.
- (2) Where a municipality is divided into polling subdivisions, List to be such a list of defaulters shall be made for each polling sub-made for each division.
- (3) The person preparing the said defaulters' lists, shall fur-Certified nish to all person applying for the same, eertified copies thereof copies to be and of the affidavit verifying the same, in the same manner friendshed. and for the same compensation as copies of the voters' list are to be furnished. 46 V. e. 18, s. 118.

Ballot Boxes.

- 120.—(1) Where a poll is required, the elack of the munici-Ballot boxes pality shall procure or cause to be produced as many boxes to be furthereinafter called ballot boxes) as there are wards or polling nished. subdivisions within the municipality.
- (2) The ballot boxes shall be made of some durable material, How made. shall be provided with a lock and key, and shall be so constructed that the ballot paper can be introduced therein, and cannot be withdrawn therefrom unless the box be unlocked.

Delivery of to

46

(3) When it becomes necessary for the purpose of an election deputy retur-to use the ballot boxes, it shall be the duty of the clerk of the municipality, two days at least before the polling day, to deliver one of the ballot boxes to every deputy-returning officer appointed for the purposes of the election.

Clerk to preserve boxes for future elections.

(4) The ballot boxes, when returned to the clerk after the election, shall be preserved by him for use at elections for the municipality; and it shall be the duty of the clerk to have ready for use, at all times, as many ballot boxes as there are wards or polling subdivisions in the municipality.

Penalty on failure to furnish boxes.

(5) If the clerk fails to furnish ballot boxes in the manner herein provided, he shall incur a penalty of \$100 in respect of every ballot box which he has failed to furnish in the manner prescribed.

Deputy returning officers to procure boxes when not supplied.

(6) It shall be the duty of the deputy-returning officer in every ward or polling subdivision not supplied with a ballot box within the time prescribed, forthwith to procure one to be made, and he may issue his order upon the treasurer of the municipality in which such ward or polling subdivision is situate for the cost of the ballot box, and the treasurer shall pay to the deputy-returning officer the amount of the order. 46 V. c. 18, s. 119.

Ballot Papers.

Ballot papers 121.—(1) Where a poll is required, the clerk of the municito be printed, pality shall forthwith cause to be printed, at the expense of the municipality, such a number of ballot papers as will be sufficient for the purposes of the election.

Contents and

(2) Every ballot paper shall contain the names of the duly form of ballot nominated candidates, arranged alphabetically in the order of their surnames; or if there are two or more candidates with the same surname, then in the order of their other names. 46 V. c. 18,

Different sets of ballot papers to be prepared.

122.—(1) The names of the candidates for mayor in cities, and for mayor, reeve and deputy-reeves in towns, shall not be included in the same ballot paper with the names of the candates for aldermen and councillors respectively; but

In cities.

(2) In cities one kind or set of ballot papers shall be prepared for all the wards or polling subdivisions, containing the names of the candidates for mayor, and another kind or set shall be prepared for each ward or polling subdivision containing the names of the candidates for aldermen in the ward; and

In towns.

(3) In towns one kind or set of ballot papers shall be prepared for all the wards or polling subdivisions, containing the names of the candidates for mayor and reeve and deputy-reeve, and another bind or set shall be prepared for each ward or polling subdivision, containing the names of the candidates for councillors in the ward; and.

the

liver

ap-

the

the

eady ls or

nner

et of

nner

very

thin

l he

y in

t of

urn-

(4) In townships divided into wards, one kind or set of ballot In townships papers shall be prepared for all the wards, containing the names wards. of the candidates for reeve, and another kind or set shall be prepared for each ward, containing the names of the candidates for councillors in the ward. 46 V. c. 18, s. 121.

123. The ballot papers shall be in the form of Schedule A to Form of balthis Act. 46 V. c. 18, s. 122.

Polling Places.

124. In case of municipalities which are divided into wards Clerk to furor polling subdivisions, the clerk of the municipality shall, before returning the opening of the poll, deliver or cause to be delivered to every officers with deputy-returning officer the ballot papers which have been pre-ballot papers, pared for the use in the ward or polling subdivision for which etc. such deputy returning officer has been appointed to act, and shall also furnish to the deputy-returning officer or see that he is furnished with the necessary materials for voters to mark the ballot papers; and such materials shall be kept at the polling place by the deputy-returning officer for the convenient use of voters. 46 V. c. 18, s. 123.

125. Every polling place shall be furnished with a compart. Compartment ment in which the voters can mark their votes screened from wherein vo-observation: and it shall be the duty of the clark of the municipaters may mark observation; and it shall be the duty of the clerk of the munici-votes. pality and deputy-returning officers respectively, to see that a proper compartment for that purpose is provided at each polling place. 46 V. c. 18, s. 124.

Directions to. Voters.

126. In case of municipalities divided into wards or polling Clerk to fursubdivisions, the clerk of the municipality shall, before the nish deputy opening of the poll, deliver or cause to be delivered to every officers with deputy-returning officer such number of printed directions for directions for the guidance of voters in voting, as he may deem sufficient, and voters' guidshall so deliver or cause to be so delivered at least ten copies of ance. such printed directions; such directions shall be printed in conspicuous characters, and may be according to the form in Schedule B to this Act., 46 V. c. 18, s. 125.

127. Every deputy-returning officer shall, before the opening Deputy reof the poll, or immediately after he has received the printed turning offidirections from the clerk of the municipality, if he did not re-cers to placeive the same before the opening of the poll gaves the mind of the ceive the same before the opening of the poll, cause the printed directions. directions to be placarded outside the polling place for which he is appointed to act, and also in every compartment of the polling place, and shall see that they remain so placarded until the close of the polling. 46 V. c. 18, s. 126.

iiCi-

the

ient

luly heir ame 18,

ies, be an-

rednes be the

red of ind ing ors

8

d

0

o

ir

de

ro

Voters' and Defaulters' Lists.

Proper voters' list to be used

128. Subject to the provisions of the next following three secat an election tions the proper list of voters to be used at an election shall be the first and second parts of the last list of voters certified by the Judge and delivered or transmitted to the clerk of the peace under The Voters' List Act. 46 V. c. 18, s. 127.

Rev. Stat. c. 8. : For first election in new

municipality.

129. For the first election of a new municipality for which there is no separate assessment roll, the clerk of the municipality shall provide every deputy-returning officer with a poll book, prepared according to the form of Schedule C to this Act, instead of a voters' list, and either the deputy-returning officer or his sworn poll clerk shall therein enter, in the proper column, the name of every person offering to vote, and at the request of any candidate or voter, shall note the property on which the person claims to vote opposite his name. 46 V. c. 18, s. 128.

Voters' lists section 84.

130.—(1) Where any territory is added for municipal purin cases under poses, to any city, town, or village, or where a town with additional territory is erected into a city, or a village with additional territory is erected into a town, or where a new village is formed, and an election takes place before voters' lists including the names of the persons entitled to vote in such territory are made out, or before such lists are certified by the County Judge—in all such cases, the clerk of the new or enlarged city, town, or village shall extract the names of the several persons who would be entitled to vote in the territory composing or added to (as the case may be) the city, town, or village if such territory had remained separate from the city, town, or village, from the last filed or certified voters' list of the municipality or municipalities to which such territory formerly belonged, containing the names of the persons entitled to vote in respect of such territory, and shall place such names in lists or supplementary lists (as the case may be).

Form of supplementary lists.

(2) Such lists or supplementary lists shall be made in the form of Schedule C to this Act, and shall be signed by the clerk, and delivered by him to the proper deputy-returning officers for the purpose of enabling the persons named in such lists to vote at the election. 46 V. c. 18, s. 129.

List of voters.

131.—(1) In any municipality for which there is a separate assessment roll, but for which no voters' list for the municipality has been filed with the clerk of the peace or certified by the County Judge under The Voters' List's Act, the clerk of the municipality shall, before the poll is opened, prepare and deliver to the deputy-returning officer for every or any ward or polling subdivision, a list in the form of Schedule C to this Act, containing the names, arranged alphabetically, of all male persons appearing by the then last revised assessment

Rev. Stat. c. 8.

ee sec-

nall be ied by

peace

which

ipality

k, pre-

nstead

in, the

of any

roll to be entitled to vote in that ward or polling sub-division, and shall attest the said list by his solemn declaration in writing under his hand.

- (2) In the case of-
 - (v) Income voters, and
 - (b) Persons assessed for real property, if the municipality has passed a by-law under sub-section 2 of section 489 of this Act,

the clerk shall exclude from the list such persons as may be Persons in returned to him by the treasurer or collector as being in default arrears for for not having paid their municipal taxes respectively on or be-taxes shall be fore the 14th day of December preceding the election; and every from list list of voters so prepared shall be the proper voters' list to be used at the election. 46 V. c. 18, s. 180.

- wards or polling subdivisions, the clerk of the municipality shall, copies of before the poll is opened, deliver to the deputy-returning officer voter's list for every ward or polling subdivision, a copy, according to the er's list to form of Schedule C to this Act, certified to be correct, of the deputy returproper list of voters for the ward or polling subdivision under ning officers: section 128 and following sections; and also a copy of the proper defaulters' list for the polling subdivision, certified by the treasurer or collector pursuant to section 119 of this Act. 46 V. c. 18, s. 131.
- 133. The copies of the voters' lists in the next preceding sec-Copies may be tion mentioned, may be prepared by the clerk of the municipal-prepared by ity, or may be procured from the clerk of the peace, if filed clerk of municipal transfer of clerk of procured from the voters' Lists Act, and in the latter case the clerk of procured from the peace shall be entitled to receive the sum of six cents for clerk of peace. every ten voters whose names are on the list. 46 V. c. 18, s. 132. Rev. Stat. c.8.
- 134. The defaulters' lists furnished and verified by the trea-Defaulters' surer or collector as aforesaid, shall be the evidence on which the list to be evidence turning officers shall act in ascertaining the payment dence for deport non-payment of taxes by persons claiming to vote in respect officer as to of income, or in respect of real property, in the cases mentioned payment of in section 119 of this Act. 46 V. c. 18, s. 133.

Certificates as to the Assessment Roll.

135.—(1) The clerk of the municipality shall, before the Clerk to give opening of the poll, deliver or cause to be delivered to every certificate deputy-returning officer a certificate (which may be in the form dates of reference of Schedule D to this Act). of (a) the day when the assessment revision of roll upon which the voters' list to be used at the election is based, assessment was returned by the assessor, and also (b) of the day when the roll. said assessment roll was finally revised and corrected.

person

al puraddilitional
ormed,
ng the

e made

ge—in
wn, or
would
(as the
nad rem the
nunicitaining
ch terry lists

e form k, and for the vote at

eparate sipality by the of the deliver polling a Act, l male ssment

Fee for certificate. Penalty for neglect.

(2) The elerk shall also give such certificate upon payment of the sum of twenty-five cents, to any person applying for the same, under a penalty of \$200 in ease of neglect or refusal.

To be evidate at the poll.

(3) The certificate, when delivered to the deputy-returning dence of such officer, shall be the evidence upon which he shall act in inserting in the oath to be administered to voters the date of the return or final revision and correction of the assement roll as the case may

When assessment roll to be considered as finally revised and corrected. Rev. Stat. o. 193.

(4) An assessment roll shall be understood to be finally revised and corrected when it has been so revised and corrected by the court of revision for the municipality, or by the Judge of the County Court in case of an appeal, as provided by The Assessment Act, or when the time during which such appeal may be made has elapsed, and not before. 46. V. e. 18, s. 134.

Municipalities not divided into Wards.

In municipalities not divided into wards or polling subdivisions, clerk to perform duties of deputy rereturning officers.

136. In case of municipalities which are not divided into wards or polling subdivisions, the clerk shall perform the duties which in other eases are performed by deputy-returning officers, and shall provide himself with the necessary ballot papers, and also with the materials for marking ballot papers, printed directions before me ...oned, copies of the voters' list and defaulters' list, and certificate of the dates of the return and final revision of the assessment roll, similar to those required to be furnished to deputy-returning officers; and the clerk shall perform the like duties with respect to the whole municipality as are imposed upon a deputy-returning officer in respect of a ward or polling subdivision. 46 V. c. 18, s. 135.

Where electors may vote.

Voting in towns and cities.

137. In towns and cities, every elector may vote in each ward in which he has been rated for the necessary property qualification, but in ease of mayor of cities, mayor, reeve or deputy reeve of towns, the elector is limited to one vote. 46 V. e. 18, s. 136.

Voting in townships and villages.

138. In townships and incorporated villages divided into wards or polling subdivisions, no elector shall vote in more than one ward or polling subdivision for the same candidate, 46 V. e. 18, s. 137.

Where persons are to vote for mayor, reeve and deputy reeve.

139. Every elector who is entitled to a vote in more than one ward or polling subdivision shall vote for mayor in cities, and for mayor, reeve, and deputy-reeve in towns, and for reeve in townships divided into wards, at the polling place of the ward or polling subdivision in which he is resident, if qualified to vote therein; or when he is a non-resident or is not

nent of for the al.

curning scrting turn or se may

revised
by the
of the
Assessmay be

ed into duties officers, rs, and l directulters' evision rnished he like ed upon ng sub-

n each roperty eve or 46 V.

d into re than 46 V.

e than
cities,
reeve
e ward
ualified
is not

entitled to vote in the ward or polling subdivision where he resides, then where he first votes and there only. 46 V. c. 18, s. 138; 50 V. c. 29, s. 5.

- 140.—(1) Any person who votes for mayor, reeve, or in towns Penalty for or townships for deputy-reeve, after having already voted for voting twice mayor, reeve or deputy-reeve at some other polling place at that for mayor, reeve or election, shall incur a penalty of \$50, to be recovered, with full deputy reeve costs of suit, by any person who will sue for the same in the Division Court having jurisdiction where the offence was committed; and any person against whom judgment is rendered shall be ineligible either as a candidate or elector at the next annual elections. 46 V. c. 18, s. 139.
- (2) The receipt by any voter of a ballot paper within the polling booth shall be prima facie evidence that he has there and then voted, 50 V. c. 29, s. 6.
- 141.—(1) The clerk of the municipality, on the request of Certificate to any elector, entitled to vote at one of the polling places, who has entitle deputy been appointed deputy-returning officer or poll clerk, or who has returning been named as an agent of a candidate to attend at any polling clerks, and place other than the one where he is entitled to vote, shall give agents to vote to such elector a certificate that he is entitled to vote at the where stapolling place where he is to be stationed during the polling day; and the certificate shall also state the property or other qualification in respect of which he is entitled to vote.
- (2) On the production of the certificate, the deputy-returning Right to vote officer, poll clerk, or agent shall have the right to vote at the on production polling place where he is stationed during the polling day, instead of at the polling station where he would otherwise have been entitled to vote; and the deputy-returning officer shall attach the certificate to the voters' list; but no such certificate shall entitle such elector to vote at such polling place unless he has been actually engaged as such deputy-returning officer, poll clerk, or agent during the day of polling; nor to vote for aldermen in cities, or councilors in municipalities divided into wards, except in the ward where he would otherwise be entitled so to vote.
- (3) In case of a deputy-returning officer voting at the polling Who to adstation where he has been appointed, the poll clerk appointed to minister oath. act at the polling place, or in the absence of the poll clerk any elector authorized to be present, may administer to the deputy-returning officer the oath required by law to be taken by voters.

See. 142.

SE

fc ir

В

Chap. 184.

DIVISION V -THE POLL.

Ballot box to be exhibited. Sec. 142. Duty of Deputy Returning-Officer. Secs. 142-145, 155. How votes to be received. Secs. 143-145. How ballot paper to be marked. Sec. 146. Exclusion from balloting compartment. Sec. 147. Ballot papers not to be taken away. Sec. 148. Proceedings in case of incapacity to mark ballot. Sec. 149. Ballot paper inadvertently spoiled. Sec. 150. Who may be present in polling place. Sec. 151. Counting the votes—Objections—Statement. Sec. 152. Who may be present at the counting of the votes. Sec. 153. Certificates of state of poll. Sec. 154. Returns, etc., to be made by Deputy-Returning Officers. Sec. 155. Clerk to cast up votes and declare who is elected. Secs. 156, 160. Right of Clerk, Deputy-Returning Officers and Poll Clerks to wie. Sec. 157. Riots: Secs. 158, 159. Declarations of Office to be made by persons elected. Sec. 161.

Deputy reand seal it.

142. The deputy-returning officer shall immediately before turning officer the commencement of the poll, shew the ballot box to such perempty to per sons as are present in the polling place, so that they may see sons present that it is empty, and he shall then lock the box and place his and then lock seal upon it in such a manner as to prevent its being opened without breaking the seal; and he shall then place the box in his view for the receipt of ballot papers, and shall keep it so locked and sealed. 46 V. c. 18, s. 141.

143. Where a person claiming to be entitled to vote pre-Proceedings by deputy research himself for the purpose of voting, the deputy-returning on tender of officer shall proceed as follows:

Name.

1. He shall ascertain that the name of such person is entered or purports to be entered upon the voters' list for the ward or polling subdivision for which such deputy-returning officer is appointed to act.

Recording.

2. He shall record or cause to be recorded in the proper column of the voters' list, the residence and the legal addition of such person.

Oath.

3. If such person takes the oath or affirmation required to be taken by voters in the manner directed by sections 102 to 105 inclusive of this Act, the deputy-returning officer shall enter or cause to be entered opposite such person's name, in the proper column of the said voters' list the word "Sworn," or "Affirmed," according to the fact.

Objection.

4. Where the vote is objected to by any candidate or his agent, the deputy-returning officer shall enter the objection, or cause the name to be entered in the voters' list, by writing opposite the name of such person in the proper column, the words "Objected to," stating, at the same time, by which candidate or on behalf of which candidate the objection has been made, by adding after the words "Objected to," the name only of such candidate.

- 5. Where such person has been required to take the oath or Refusal to affirmation, and refuses to take the same, the deputy-returning take the oath. officer shall enter or cause to be entered opposite the name of such person, in the proper column of the voters' list, the words "Refused to be Sworn," or "Refused to Affirm," according to the fact; and the vote of such person shall not be taken or received; and if the deputy-returning officer takes or receives such vote, or causes the same to be taken or received, he shall incur a penalty of \$200.
- 6. Where the proper entries respecting the person so claim-Deputy reing to vote have been made in the voters' list in the manner turning officer prescribed, the deputy-returning officer shall sign his name or to sign m initials upon the back of the ballot paper. paper.
 - 7. The ballot paper shall be delivered to such person.

Delivery of 8. The deputy-returning officer may, and upon request shall, Deputy reeither personally or through his sworn poll clerk, explain to the turning officer voter, as concisely as possible, the mode of voting. 46 V. c. 18, to explain woter, as concisely as possible, the mode of voting.

144. Every deputy-returning officer refusing, or wilfully Deputy reomitting to sign his name or initials upon the back of the ballot turning officer paper, as provided for by sub-section 6 of section 143 of this refusing, etc. Act, shall forfeit to any person aggrieved by such refusal, or ballot paper. omission, the sum of \$10, in respect of every ballot paper deposited at his polling subdivision, upon which the said deputyreturning officer has not signed his name or initials as aforesaid; and the same in y be recovered in the manner provided for the recovery of penalties by section 214 of this Act. 46. V. c. 18, s. 143.

- 145. The deputy-returning officer shall place, or cause to be Deputy replaced, in the columns of the voters' list, headed "Mayor," turning officer "Reeve," (or "Mayor and Reeve") "Alderman," and "Coun-voters to cillor," as the case may be, his initials opposite the name of whom ballot every voter receiving a ballot paper, to denote that the voter papers given. has received a ballot paper for mayor, reeve, alderman, or councillor as the case may be. 46 V. c. 18, s. 144.
- 146. Upon receiving from the deputy-returning officer the Marking ballot paper so prepared as aforesaid, the person receiving the ballot paper. same shall forthwith proceed into the compartment provided for the purpose, and shall then and therein mark his ballot paper in the manner mentioned in the directions contained in Schedule B to this Act, by placing a cross, thus X, on the right-hand

161.

. 155. , 160.

rks to

before h pery see ce his pened ox in it so.

preruing

itered ard or cer is

roper dition

red to 02 to enter in the n," or

or his ectiou,

Chap. 184.

side, opposite the name of any candidate for whom he desires to vote, or at any other place within the division which contains the name of such candidate, and he shall then fold the ballot paper across, so as to conceal the names of the candidates, and the marks upon the face of such paper, and so as to expose the initials of the deputy-returning officer, and leaving the compartment, shall, without delay, and without shewing the front to any one or so displaying the ballot paper as to make known to any person the names of the candidates for or against whom he has marked his vote, deliver the ballot paper so folded to the deputyreturning officer, who shall, without unfolding the same, or in any way disclosing the names of the candidates, or marks made by the elector, verify his own initials, and at once deposit the same in the ballot box in the presence of all persons entitled to be present and then present in the polling place; and the voter shall forthwith leave the polling place. 46 V. c. 18, s. 145.

147. While a voter is in a balloting compartment for the Exclusion from balloting purpose of marking his ballot paper, no other person shall be compartment, allowed to enter the compartment, or to be in any position from which he can observe the mode in which the voter marks his ballot paper. 46 V. c. 18, s. 146.

Voter not to take his ballot paper from

148. No person who has received a ballot paper from the deputy-returning officer shall take the same out of the polling polling place, place; and any person having so received a ballot paper, who leaves the polling place without first delivering the same to the deputyreturning officer in the manner prescribed, shall thereby forfeit his right to vote; and the deputy-returing officer shall make an entry in the voters' list, in the column for remarks, to the effect that such person received a ballot paper, but took the same out of the polling place, or returned the same declining to vote, as the case may be; and in the latter case the deputy returning officer shall immediately write the word "Declined" upon such ballot paper, and shall preserve the same; and in case the clerk of the municipality is not himself performing the duties of deputy-returning officer shall return said ballot paper to the clerk of the municipality, as hereinafter directed. 46 V. c. 18, s. 147.

Proceedings in case of incapacity to mark ballot paper.

- 149. In case of an application by a person claiming to be entitled to vote, who is incapacitated by blindness or other physical cause from marking his ballot paper, or in case of a person claiming to be entitled to vote who makes a declaration that he is unable to read, the proceedings shall be as follows:
- 1. The deputy-returning officer shall, in the presence of the agents of the candidates, cause the vote of such person to be marked on a ballot paper in manner directed by such person, and shall place the ballot paper in the ballot box.

pe su A

> off to tio of

> > vei

car to

vo

the bal the " (in the sha her

tha atte ing the assi offic the ing offic pro

be

plac poll ager to c

which retu elect

- 2. The deputy-returning officer shall state or cause to be stated in the voters' list, by an entry opposite the name of such person in the proper column of the voters' list, that the vote of such person is marked in pursuance of this section, and the reason why it is so marked.
- 3. The declaration of inability to read, or of incapacity to mark a ballot paper, may be in the form of Schedule E to this Act, and shall be made by the person claiming to be entitled to vote, at the time of the polling, before the deputy-returning officer, who shall attest the same as nearly as may be according to the form given in Schedule F to this Act, and the said declaration shall be given to the deputy-returning officer at the time of voting. 46 V. c. 18, s. 148.
- vertently dealt with his ballot paper in such a manner that it in ease ballot cannot be conveniently used as a ballot paper, may, on delivering paper cannot to the deputy-returning officer the ballot paper so inadvertently dealt with, and proving the fact of the inadvertence to the satisfaction of the deputy-returning officer, obtain another ballot paper in the place of the ballot paper so delivered up, and the deputy-returning officer shall immediately write the word "Cancelled" upon the ballot paper and preserve the same; and in case the clerk of the municipality is not himself performing the duties of deputy-returning officer, the deputy-returning officer shall return the ballot paper to the clerk of the municipality as hereinafter directed. 46 V. c. 18, s. 149.
- be entitled or permitted to be present in a polling place, other present at than the officers, candidates, clerk, or agents, authorized to polling place, attend at the polling place, and such voter as is for the time being actually engaged in voting; it shall at all times be lawful for the deputy-returning officer to have present or to summon to his assistance in the polling place, any police constable or peace officer, for the purpose of maintaining order, or of preserving the public peace, or preventing any breach thereof, or of removing any person who may, in the opinion of the deputy-returning officer, be obstructing the polling or wilfully violating any of the provisions of this Act. 46 V. c. 18, s. 150.
- 152. Immediately after the close of the poll in every polling Counting the place, the deputy-returning officer shall, in the presence of the votes. poll clerk (if any) and of such of the candidates or of their agents as may then be present, open the ballot box, and proceed to count the votes as follows:
- 1. He shall examine the ballot papers, and any ballot paper Rejected which has not on its back the name or initials of the deputy-ballots. returning officer, or on which more votes are given than the elector is entitled to give, or on which anything, except the

the tled the 3, s.

146

s to

the

per

the

the

any

any

has

uty-

r in

ade

the be rom his

the ling aves uty-rfeit e an ffect out e, as ning such

lerk s of the 18,

o be ther of a tion

n to

initials or name of the deputy-returning officer on the back, is written or marked, by which the voter can be identified, shall be void; and shall not be counted; and any ballot paper on which votes are given for a greater number of candidates for any office than the voter is entitled to vote for, shall be void as regards all the candidates for such office, but shall be good'as regards the votes for any other offices in respect to which the voter has not voted for more candidates than he is entitled to vote for.

Deputy re-2. The deputy-returning officer shall take a note of any objecto note objection made by a candidate, his agent or any elector authorized to tions taken to be present, to any ballot paper found in the ballot box, and shall ballot papers at the count. decide any question arising out of the objection.

3. Every objection shall be numbered, and a corresponding and number objection and number placed on the back of the ballot paper, and initialed by panot paper to correspond. the deputy-returning officer.

Endorsing

4. The deputy-returning officer shall endorse "Rejected" on ballot paper. any ballot paper which he rejects as invalid, and shall endorse "Rejection objected to," if any objection is made to his decision.

Statement.

- 5. The deputy-returning officer shall then count up the votes given for each candidate upon the ballot papers not rejected, and make up a written statement, in words as well as in figures, of the number of votes given for each candidate, and of the number of ballot papers rejected and not counted by him which shall be made under the several heads-
 - (a) Name or number of ward or polling subdivision and of the municipality and the date of election;
 - (b) Number of votes for each candidate;
 - (c) Rejected ballot papers.

Statement to be signed.

6. Upon the completion of the written statement, it shall be forthwith signed by the deputy-returning officer, the poll clerk, if any, and such of the candidates or their agents as may be present, and desire to sign such statement. 46 V. c. 18, s. 151.

Agents entitled to be present.

153. No more than two agents for any candidate shall be entitled to be present at the same time at the counting of the votes. 46 V. c. 18, s. 152.

154. Every deputy-returning officer, upon being requested so Deputy returning officer to do, shall deliver to the persons authorized to attend at his to give certifipolling place, a certificate of the number of votes given at that cate of state polling place, for each candidate, and of the number of rejected of poll. ballot papers. 46 V. c. 18, s. 153.

Deputy re-155.—(1) Every deputy-returning officer shall, at the close turning offiof the poll, certify under his signature on the voters' list in full cer's duties after votes are words the total number of persons who have voted at the counted.

ci ťc de n m fo

to

th th ot hi sh

the ret ack, is
nall be
which
office
rds all
ds the
as not

objeczed to l shall

onding led by

l" on dorse ision.

votes d, and ces, of umber all be

of the

all be clerk, ay be . 151.

all be of the

ted so at his t that jected

close n full t the polling place at which he has been appointed to preside, and at the completion of the counting of votes after the close of the poll, shall, in the presence of the agents of the candidates, make up into separate packets, sealed with his own seal, and the seals of such agents of the candidate as desire to fix their seals, and marked upon the outside with a short statement of the contents of such packet, the date of the day of the election, the name of the deputy-returning officer, and of the ward or polling subdivision and municipality,

- (a) The statement of votes given for each candidate and of the rejected ballot papers;
- (b) The used ballot papers which have not been objected to and have been counted;
- (c) The ballot papers which have been objected to, but which have been counted by the deputy-returning officer;
- (d) The rejected ballot papers;
- (e) The spoiled ballot papers;
- (f) The unused ballot papers;
- (g) A statement of the number of voters whose votes are marked by the deputy-returning officer under the heads "Physical incapacity," and "Unable to read," with the declarations of inability; and the notes taken of objections made to ballot papers found in the ballot-box.
- (2) Before returning the voters' list to the clerk of the muni-Declaration cipality the deputy-returning officer shall make and subscribe be-by deputy retore such clerk, or a Justice of the Peace or the poll clerk, his turningofficer declaration under oath that the voters' list was used in the man-voters' list. ner prescribed by law, and that the entries required by law to be made therein were correctly made; which declaration shall be in form of Schedule G to this Act, and shall thereafter be annexed to the voters' list and such voters' list and declaration may be inspected at any time, in presence of the clerk, by any elector of the municipality.
- (3) If the clerk of the municipality is not himself performing Packets of the duties of deputy-returning officer the deputy-returning officer ballot papers, shall forthwith deliver such packets personally to the clerk of etc., to be dethe municipality; and if he is unable to do so, owing to illness or clerk of municipality; and if he is unable to do so, owing to illness or clerk of municipality, him for the purpose of delivering the same to the clerk; and shall mention on the outside of the cover of each of the packets the name of the person to whom the same had been so delivered, and shall take a proper receipt therefor; he sh.ll also forthwith return the ballot box to the clerk of the municipality.

S

qı

de

de

el€

afi

re

be

da

SO

18

day

offi

ret

pal

and

c. 1

or

her

turi

pac

nun

res

tog

retu

at r

tow elec

sary

acco

Statement to be made by deputy reon return of ballot papers, etc.

(4) The packets shall be accompanied by a statement made by the deputy-returning officer, shewing the number of ballot turning officer papers entrusted to him, and accounting for them under the heads of (1) Counted; (2) Rejected; (3) Unused; (4) Spoiled; (5) Ballot papers given to voters who afterwards returned the same, declining to vote; and (6) Ballot papers taken from the polling place; which statement shall give the number of papers under each head, and is in this Act referred to as the "Ballot Paper Account.

If dispute as be settled.

(5) If the deputy-returning officer and one or more of the arises how to candidates or of the agents of the candidates present at the examination and counting of the ballot papers are unable to agree as to the written statement to be made by the deputyreturning officer the packages of ballot papers shall be broken open by the clerk of the municipality, in the presence of the deputy-returning officer and such of the candidates or of their agents as may be present on the day succeeding the polling day, at an hour and place to be appointed, and of which they have been notified by the deputy-returning officer, unless the distance necessary to be travelled is such that the appointed place cannot be reached on the day following the poll, in which case a reasonable time shall be allowed, and no more, for the purpose of coming before the clerk of the municipality; and the clerk of the municipality, after examining the ballot papers, shall finally determine the matter in dispute, and sign the written statement hereinbefore mentioned; and the clerk of the municipality shall forthwith, in the presence of the deputy-returning officer and such of the candidates or of their agents as may then be present, securely seal up the ballot papers which have been examined by him into their several packages as before. 46 V. c. 18, s. 154.

Clerk to cast declare who

156. The clerk of the municipality, after he has received up votes and the ballot papers and statement before mentioned of the is elected, etc. number of votes given in each polling place, shall, without opening any of the sealed packets of ballot papers, cast up the number of votes for each candidate from such statements; and shall, at the town hall, or, if there is no town hall, at some other public place, at noon on the day following the return of such ballot papers and statements, publicly declare to be elected the candidate or candidates having the highest number of votes, and shall also put up in some conspicuous place a statement under his hand shewing the number of votes for each candidate. 46 V. c. 18, s. 155.

In case of a tie clerk to have a casting vote.

157.—(1) In case it appears, upon the casting up of the votes as aforesaid, that two or more candidates have an equal number of votes, the clerk of the municipality, or other person appointed by by-law to discharge his duties of clerk in his absence or incapacity through illness, and whether otherwise qualified or qualified or not, shall, at the time he declares the result of the poll, give a vote for one or more of such candidates, so as to decide the election.

- (2) Except in such case, no clerk of the municipality shall but otherwise vote at any municipal election held in his municipality. See sec. not to vote. 319.
- (3) All deputy-returning officers and persons employed as Deputy redeputy-returning officers and poll clerks, if otherwise qualified, turning offishall be entitled to vote. 46 V. c. 18, s. 156.

 The deputy-returning officers and persons employed as Deputy redeputy-returning officers, if otherwise qualified, turning officers, etc., may vote if qualified.
- election is not commenced on the proper day, or is interrupted commenced, after being commenced and before the lawful closing thereof, the or interrupted returning officer, or deputy-returning officer, as the case may riot, etc., to be, shall hold or resume the election on the following day at the be resumed. hour of ten o'clock in the forenoon, and continue the same from day to day, if n_cessary, for four days, until the poll has been opened without interruption, and with free access to voters for twelve hours in all, or thereabouts, in order that all the electors so intending may have had a fair opportunity to vote. 46 V. c. 18, s. 157.
- day from the day the same commenced or should have com-prevented for menced, been kept open for the said twelve hours, the returning four days, poll officer or deputy-returning officer, as the case may be, shall not returned and return any person as elected, but shall return his voters' list and a new election ballot papers on the following day to the head of the municipality, certifying the cause of there not having been an election; and a new election shall take place, and the head of the municipality shall forthwith issue his warrant therefor. 46 V. c. 18, s. 158. See also sec. 181.
- or polling subdivisions, and the ballot papers and statements election—hereby directed to be returned to the clerk have been so reduty of the turned to him, the clerk shall, without opening any of the sealed packets of ballot papers, cast up from said statements the number of votes given for each candidate for any office in respect whereof the election has not been previously declared, together with the votes appearing by the statements previously returned for other wards to be given for the candidate, and shall at noon on the next day, at the town hall, or if there is no town hall, at some other public place, publicly declare to be elected the candidate or candidates having the largest number of votes polled. 46 V. c. 18, s. 159.
- 161. The person or persons so elected shall make the neces- Declaration sary declarations of office and qualification and assumption of office and assumption of office.

and n be been l6 V.

made

allot

the

iled ;

l the

n the

Ballot

the

t the le to

puty-

oken

f the

their day,

have

tance annot

ason.

se of

rk of nally

ment

shall

thout p the and some rn of ected er of stateeach

votes mber inted or in60

Se

ma

be

ba

att

saı the

pro cle

afo

do

pap

(b)

bee

bal bal

tha

be

con

for

so 1

six

Du

ball

his

to a

secu

follo

1

2

date

nam

writ

void

are

the

can

for a

for 1

DIVISION VI .- MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Disposition of Ballot Papers. Sec. 162. Inspection of Ballot Papers. Sec. 163. Recount of Votes. Secs. 163-165. Production of documents, how tar evidence, etc. Offences and Penalties. Secs. 167, 168. Secrecy of proceedings at polling places. Secs. 169-171. Candidates may do Agents' duty. Sec. 172. Non-attendance of Agents. Sec. 173. Computation of time. Sec. 174. Technical objections not to prevail. Scc. 175. Expenses of Clerk of Municipality, etc. Sec. 176. .

Ballot papers,

162. The clerk of the municipality shall retain for one how disposed month all ballot papers received by him or forwarded to him in pursuance of this Act by deputy-returning officers, and then, unless otherwise directed by an order of a Court or Judge of competent jurisdiction, shall cause them to be destroyed in the presence of two witnesses, whose declaration that they have witnessed the destruction of such papers shall be taken before the head of the municipality, and filed amongst the records of the municipality by the said clerk. 46 V. c. 18, 3. 161.

ed only by order of a Court or Judge.

Ballot papers 163.-(1) No person shall be allowed to inspect any ballot to be inspect papers in the custody of the clerk of the municipality except under the order of a Court or Judge of competent jurisdiction, to be granted by the Court or Judge on being satisfied by evidence on oath that the inspection or production of such ballot papers is required for the purpose of maintaining a prosecution for an offence in relation to ballot papers, or for the purpose of a petition questioning an election or return; and any such order for the inspection or production of ballot papers shall be obeyed by the clerk of the municipality.

Order may be subject to conditions.

(2) The order may be made subject to such conditions as to persons, time, place, and mode of opening or inspection as the Court or Judge making the order thinks expedient.

Recount of votes by the County Judge.

(3) In case it is made to appear, on the affidavit of a credible person, to the County Judge of the county in which the municipality is situated, at any time within fourteen days from the time the ballot papers are received by the clerk of the municipality, that a deputy-returning officer at any election in such municipality for mayor, alderman, reeve, deputy-reeve, councillor, or water commissioner, in counting the votes has improperly counted or rejected any ballot papers at such election, the County Judge may appoint a time to recount the votes, and shall give notice in writing to the candidates of the time and place at which he will proceed to recount the same.

r one

to him

, and Judge

yed in

they taken

ecords

ballot

except.

dence

papers

for an

order

beyed

as to

as the

edible

unici-

e time

ality,

unici-

or, or

unted

 \mathbf{Judge}

ice in

e will

- (4) At the time of the application for a re-count, the applicant Deposit by shall deposit with the clerk of the County Court the sum of \$25 applicant. as security for the payment of costs, charges and expenses that may become payable by the applicant, and the said sum shall not be paid out by the clerk without the order of the Judge.
- (5) The County Judge, the clerk of the municipality with the Who may be ballot boxes, and each candidate and his agent appointed to present at attend the re-count of votes, and no other person except with the re-count. sanction of the County Judge shall be present at the re-count of the votes.
- (6) At the time and place appointed the County Judge shall Opening of proceed to re-count all the votes or ballot papers received by the packets. clerk of the municipality, and shall in the presence of the parties aforesaid, if they attend, or in the presence of such of them as do attend, open the sealed packets containing (a) the used ballot papers which have not been objected to and have been counted; (b) the ballot papers which have been objected to, but which have been counted by the deputy-returning officer; (c) the rejected ballot papers; (d) the spoiled ballot papers; (e) the unused ballot papers; and in recounting the votes care shall be taken that the mode in which any particular voter has voted shall not be discovered.
- (7) The County Judge shall, as far as practicable, proceed The re-count continuously with the re-count of the votes, allowing only time to be a confor refreshment, excluding only Sundays and on other days (except ceeding. six o'clock in the evening and nine on the succeeding morning. During the excluded time the County Judge shall place the ballot papers and other documents relating to the election under his own seal, and the seals of such other of the parties as desire to affix their seals, and shall otherwise take precautions for the security of the papers and documents.
- (8) The County Judge shall proceed to re-count the vote as Procedure on follows:
 - 1. He shall examine the ballot papers.
- 2. Any ballot paper on which votes are given to more candidates than are to be elected, or on which anything except the name or initials of the deputy-returning officer on the back is written or marked by which the voter can be identified, shall be void and shall not be counted, but a ballot paper on which votes are given for a greater number of candidates for any effice than the voter is entitled to vote for shall be void as regards all the candidates for such office, but shall be good as regards the votes for any other offices in respect to which the voter has not voted for more candidates than he is entitled to vote for.

lia

fo

la

te:

46

sec

an

pe

- 3. The County Judge shall take a note of any objection made by a candidate or by his agent to any ballot paper found in the ballot box, and shall decide any question arising out of the objection, and the decision of the County Judge shall be final.
- 4. The County Judge shall then count up the votes given for each candidate upon the ballot papers not rejected, and make up a written statement, in words as well as in figures, of the number of votes given for each candidate, and of the number of ballot papers rejected and not counted by him, which statement shall be made under the several heads following:
 - (a) Name of municipality;
 - (b) Names of the candidates;
 - (c) Number of votes for each candidate;
 - (d) Papers wanting signature or initials of deputy-returning officer;
 - (e) Papers rejected as voting for more candidates than entitled to;
 - (f) Papers rejected as having a writing or mark by which voters could be identified;
 - (g) Papers rejected as unmarked or void for uncertainty.
- 5. Upon the completion of the re-count, or as soon as he has thus ascertained the result of the poll, the County Judge shall seal up all the ballot papers in separate packets, and shall forthwith certify the result to the clerk of the municipality, who shall then declare to be elected the candidate having the highest number of votes; and in case of an equality of votes, the clerk of the municipality shall have the casting vote as provided in section 157 of this Act. 46 V. c. 18, s. 162.

Existing remedies not affected.

164. Nothing in the preceding section contained shall destroy or prevent any remedy which any person may now have under or by *quo warranto* or otherwise. 46 V. c. 18, s. 163.

Costs of application.

165.—(1) All costs, charges and expenses of, and incidental to an application for a re-count and to the proceedings consequent thereon shall be defrayed by the parties to the application in such manner and in such proportion as the Judge may determine, regard being had to the disallowance of any costs, charges or expenses which may in the opinion of the Judge have been caused by vexatious conduct, unfounded allegations, or unfounded objections on the part of either of the applicant or the respondent, and regard being had to the discouragement of any needless expense by throwing the burden of defraying the same on the parties by whom it has been caused, whether such parties are or arc not on the whole successful.

on made d in the of the final.

iven for nake up ie numnumber which g:

turning

es than

y which

ainty.

s he has ge shall ll forthho shall highest ne clerk vided in

destroy under

cidental
conselication
y detercharges
ve been
founded
ondent,
eedless
on the

(2) The cost may be taxed in the same manner, and according Taxation of to the same principles as costs are taxed between solicitor and costs. client in the County Court.

(3) The payment of any costs ordered to be paid by the Judge Recovery of may be enforced by an execution against goods and chattles, to costs be issued from any County Court, upon filing therein the order of the Judge and a certificate shewing the amount at which the costs were taxed and an affidavit of the non-payment thereof. 46 V. c. 18, s. 164.

166. Where a rule or order is made for the production by the Production of clerk of the municipality, of any document in his possession documents relating to a specified election, the production of the document and endorsements on the clerk, in such a manner as may be directed by the rule lot papers or order, shall be conclusive evidence that the document relates evidence for to the specified election; and any endorsement appearing on any posses. of such papers being what they are stated to be by the endorsement. 46 V. c. 18, s. 165.

167.—(1) No person shall—

Sec. 168.

Offences.

- (a) Without due authority supply any ballot paper to any person; or
- (b) Fraudulently put into any ballot box any paper other than the ballot paper, which he is authorized by law to put in; or
- (c) Fraudulently take out of the polling place any ballot paper; or
- (d) Without due authority destroy, take, open, or otherwise interfere with any ballot box or packet of ballot papers then in use for the purposes of the election.
- (2) No person shall attempt to commit any offence specified in this section.
- (3) A person guilty of any violation of this section shall be Penalty by liable, if he is the clerk of the municipality, to imprisonment imprison for any term not exceeding two years, with or without hard ment. labour; and if he is any other person, to imprisonment for a term not exceeding six months, with or without hard labour. 46 V. c. 18, s. 166.
- 168. Every officer and clerk who is guilty of any wilful mis-Money penfeasance, or any wilful act or omission in contravention of alty for ofsections 119 to 167, inclusive, of this Act, shall, in addition to fences. any other penalty or liability to which he may be subject, forfeit to any person aggrieved by such misfeasance, act or omission, a penal sum of \$400. 46 V. c. 18, s. 167.

e.

f٤

b al

de

St

an

da

ne

tio

me

lor

1101 tak

any

to t

trib

was

this

lari

s. 1'

mur

prov

balle

requ allo

to t

mun

mun 18. s

1

Maintaining secrecy of proceedings at polling places.

- 169.—(1) Every officer, clerk and agent in attendance at a polling place shall maintain and aid in maintaining the secrecy of the voting at the polling place.
- (2) No officer, clerk or agent, and no person whosoever shall interfere with or attempt to interfere with a voter when marking his vote, or otherwise attempt to obtain at the polling place information as to the candidate or candidates for whom any voter at such polling place is about to vote or has voted.
- (3) No officer, clerk, agent or other person shall communicate at any time to any person any information obtained at a polling place as to the candidate or candidates for whom any voter at such polling place is about to vote or has voted.
- (4) Every officer, clerk and agent in attendance at the counting of the votes, shall maintain and aid in maintaining the secrecy of the voting, and shall not communicate or attempt to communicate any information obtained at such counting as to the candidate or candidates for whom any vote is given in any particular ballot paper.
- (5) No person shall, directly or indirectly, induce a voter to display his ballot paper after he has marked the same, so as to make known to any person the name of any candidate or candidates for or against whom he has marked his vote.

Penalty for contravening this section.

(6) Every person who acts in contravention of this section shall be liable, on summary conviction before a Stipendiary Magistrate, Police Magistrate, or two Justices of the Peace, to imprisonment for any term not exceeding six months, with or without hard labour. 46 V. c. 18, s. 168.

Statutory secrecy.

170. The clerk of the municipality, and every officer, clerk declaration of or agent, authorized to attend a polling place or at the counting of the votes, shall, before the opening of the poll, make a statutory declaration of secrecy in the presence, if he is the clerk of the municipality, of a Justice of the Peace, and if he is any other officer, or clerk, in the presence of a Justice of the Peace or of the clerk of the municipality; and if he is an agent of a candidate, in the presence of a Justice of the Peace or of the clerk of the municipality, or of the deputy-returning officer at whose polling place he is appointed agent; and such statutory declaration of secrecy shall be in the form mentioned in Schedule H to this Act, or to the like effect. 46 V. c. 18, s. 169.

No one compellable to disclose his

171. No person who has voted at an election shall in any legal proceeding to question the election or return, be required to state for whom he has voted. 46 V. c. 18, s. 170.

Candidates

172. A candidate may himself undertake the duties which may under-take duties of any agent of his, if appointed, might have undertaken, or may assist his agent in the performance of such duties, and may be

e at a

crecy

shall nark-

place

any

ricate

poll-

voter

ount-

the the

pt to as to

any

er to

andi-

ction

diary e, to th or

elerk

onnt-

ike a

s the

if he

f the

igent

or of fficer

sneh

men-

6 V.

any

ai**r**ed

hich may y be present at any place at which his agent may in pursuance of this Act be authorized to attend, but no candidate shall be present at the marking of a ballot by an incapacitated voter, or a voter mable to read, under section 149. 46 V. c. 18, s. 171.

173. When in the sections of this Act numbered from 119 to Expressions 172 inclusive expressions are used, requiring or authorizing any in s. 119-172, act or thing to be done, or inferring that any act or thing is to referring to be done in the presence of the agents of the candidate, such expressions shall be deemed to refer to the presence of such agents of the candidates as are authorized to attend, and as have in fact attended, at the time and place where such act or thing is being done; and the non-attendance of any agent at such time and place shall not, if the act or thing is otherwise duly done, invalidate in anywise the act or thing done. 46 V. c. 18, s. 172.

174. In reckoning time for the purposes of the said sections, Non-attend-Sunday and any day set apart by any act of lawful authority ance of for a public holiday, fast or thanksgiving shall be excluded; agents, and where anything is required by this Act to be done on a days, etc., exday which falls on such days, such things may be done on the cluded in next juridical day; but nothing in this section contained shall reckoning extend or apply to the days fixed by this Act for the nomina- 119-172, extion or election of candidates for the offices of mayor and alder-eept for nominen in citics, and mayor, reeve, deputy-reeves and council-nation and lors in other municipalities. 46 V. c. 18, s. 173.

175. No election shall be declared invalid by reason of a No election to non-compliance with the rules contained in this Act as to the be invalid for taking of the poll or the counting of the votes, or by reason of want of comany mistakes in the use of forms contained in the schedules pliance with to this Act, or by reason of any irregularity, if it appears to the act where retribunal having cognizance of the question that the election sult not was conducted in accordance with the principles laid down in this Act, and that such non-compliance or mistake or irregularity, did not effect the result of the election. 46 V. c. 18,

176. The reasonable expenses incurred by the clerk of the Expenses inmunicipality and by the other officers and clerks for printing, curred by providing ballot boxes, ballot papers, materials for marking officers to be ballot papers, polling compartments, transmission of the packets required to be transmitted by this Act, and reasonable fees and allowances for services rendered under this Act, shall be paid to the clerk of the municipality by the treasurer of the municipality, and shall be distributed by the clerk of the municipality to the several persons entitled thereto. 46 V. c. 18. s. 175.

n

in

fre

the the

ha.

me

me

app

ple

tion if e

DIVISION VII.—VACANCIES IN COUNCIL.

By Crime, Insolvency, or Absence. Sec. 177. Quo Warranto proceedings. Sec. 178. By Resignation. Secs. 179, 180. How filled—New Elections. Secs. 180-182, 185. Seat held for residue of term. Sec. 183. Not to prevent organization of Council. Sec. 184. In certain cases Council to fill. Sec. 186.

Seats to become vacant by crime, insolvency, absence, etc.

177. If after the election of a person as member of a council he is convicted of felony or infamous crime, or becomes insolvent within the meaning of the Insolvent Acts, or applies for relief as an indigent debtor, or remains in close custody, or assigns his property for the use of his creditors, or absents himself from the meetings of the council for three months without being authorized so to do by a resolution of the council entered in its minutes, his seat in the council shall thereby become vacant, and the council shall declare the seat vacant and order a new election. 46 V. c. 18, s. 176.

Quo warranto proceedings on ommitting to vacate seat.

178. In the event of a member of a municipal council forfeiting his seat at the council or his right thereto, or of his becoming disqualified to hold his seat, or of his seat becoming vacant by disqualification or otherwise, he shall forthwith vacate his seat, and in the event of his omitting to do so at any time after his election, proceedings by quo warranto to unseat such member, as provided by sections 187 to 208, both inclusive, of this Act, may be had and taken, and such sections shall, for the purposes of such proceedings, apply to any such forfeiture, disqualification or vacancy. 46 V. c. 18, s. 177.

Any member may resign with consent council.

179. Any mayor or other member of a council may, with the consent of the majority of the members present, to be of majority of entered on the minutes of the council, resign his seat in the conneil. 46 V. c. 18, s. 178.

Resignation of warden provided for.

Vacancies, how filled.

180. The warden of a county may resign his office by verbal intimation to the council while in session, or by letter to the county clerk if not in session, in which cases, and in case of vacancy by death or otherwise, the clerk shall notify all the members of the council, and shall, if required by a majority of the members of the county council, call a special meeting to fill such vacancy. 46 V. c. 18, s. 179.

and mode of conducting same.

181. In case no return is made for one or more wards or provided for, polling subdivisions, in consequence of non-election owing to interruption by riot or other cause, or in case a person elected to a conneil neglects or refuses to accept office, or to make the necessary declarations of office within the time required, or in case a vacancy occurs in the council caused by resignation, death, judicial decision or otherwise, the head of the council for the time being, or in case of his absence, or of his office being vacant, the clerk, or in case of the like absence or vacancy in the office of the clerk, one of the members of the council, shall forthwith, by warrant, under the signature of such head, clerk or member, if procurable, require the returning officers and deputy-returning officers appointed to hold the last election for the municipality, ward and polling subdivision respectively, or any other persons duly appointed to those offices, to hold a new election to fill the place of the person neglecting or refusing as aforesaid, or to fill the vacancy.

- 182. In case the office of mayor of a city or town becomes Election of vacant after the first day of December in any year, and an mayor on election to fill the vacancy has not been of level by the Court vacancy after or a Judge, the council may either direct that an election be let Dec. held to fill the vacancy, or may elect one of their number to fill the office during the residue of the term. 48 V. c. 39,
- 183. The person thereupon elected shall hold his seat for Seat to be the residue of the term for which his predecessor was elected, held for resion for which the office is to be filled.

 46 V. c. 18, s. 181.
- 184. In case such non-election, neglect or refusal as afore-Warrant for said, occurs previous to the organization of the council for the new election year, the warrant for the new election shall be issued by the head or a member of the council for the previous year, or by the clerk, in like manuer, as provided by section 181, but such neglect or refusal shall not interfere with the immediate organ-but neglect ization of the new council, provided a majority are present of not to prevent the full number of the council. 46 V. c. 18, s. 182.
- 185. The returning officers and deputy-returning officers Time for hold-shall hold the new election at furthest within fifteen days after ing new elections the warrant, and the clerk shall appoint a day and tion. place for the nomination of candidates, and the election shall, in respect to notices and other matters, be conducted in the same manner as the annual elections. 48 V. c. 39, s. 7.
- 186. In case, at an annual or other election, the electors, Mode of apform any cause not provided for by sections 158 or 159, neglect pointing recordecline to elect the members of council for a municipality on quisite number day appointed, or to elect the requisite number of members, ber of members of the council, if they equal or exceed the cilif election half of the council when complete, or a majority of such new neglected, members, or if a half of such members are not elected, then the etc. members for the preceding year, or a majority of them,—shall appoint as many qualified persons as will constitute or complete the number of members requisite; and the persons so appointed shall accept office and make the necessary declarations, under the same penalty, in case of refusal or neglect, as if elected. 46 V. c. 18, s. 184.

a counomes inapplies cody, or its himwithout entered become d order

heil forhis beecoming orthwith o at any o unseat i incluns shall, uch for-7.

t, to be

y verbal r to the n case of all the jority of seting to

wards or owing to delected nake the ed, or in gnation, council

DIVISION VIII.—CONTROVERTED ELECTIONS.

How validity or right of election determined. Sces. 187-197. Writ for removal, etc. Sec. 198. If election of whole Council invalid. Sec. 199. Disclaimer. Secs. 200-205. Costs. Secs. 203, 205, 206. Sec. 207. Decision of Judge final—Enforcing Judgment. Judges may settle forms and practice. Sec. 208.

Trial of contested elections or right to elect.

187. In case the right of a munnicipality to a reeve or deputy-reeve or reeves, or in case the validity of the election or appointment of mayor, warden or reeve, or deputy-reeve, alderman, or councillor is contested, the same may be tried by a Judge of the High Court, or the senior or officiating Judge of the County Court of the county in which the election or appointment took place; and when the right of a municipality to a reeve or deputy-reeve or reeves is the matter contested, any municipal elector in the county may be the relator, and when the contest is respecting the validity of any such election as aforesaid, any candidate at the election, or any elector who gave or tendered his vote thereat, or if respecting the validity of any such appointment, any member of the council or any elector of the ward, or, if there is no ward, of the municipality for which the appointment was made, may be the relator for the purpose. 46 V. c. 18, s. 185.

Time within instituted, and security and proof required.

188. If within six weeks after the election, or one month which pro-which pro-after acceptance of office by the person elected, the relator ceedings to be shews by affidavit to such Judge, reasonable ground for instituted supposing that the election was not legal, or was not conducted according to law, or that the person declared elected thereat was not duly elected, and if the relator enters into recognizance before the Judge or before a Commissioner for taking affidavits, in the sum of \$200 with two sureties (to be allowed as sufficient by the Judge upon affidavit of justification) in the sum of \$100 each, conditioned to prosecute the writ with effect, or to pay the party against whom the same is brought any costs which may be adjudged to him against the relator, the Judge shall direct a writ of summons in the nature of a quo warranto to be issued to try the matters contested. 46 V. c. 18, в. 186.

Writ in nature of quo warranto.

Evidence to turn of writ may be taken vivu voce by leave of judge, etc.

189. The Judge of the High Court before whom the writ be used on re- of summons is returnable, may order the evidence to be used on the hearing of the summons to be taken viva voce before the Judge of the County Court, in the presence of counsel for, or after notice to, all the parties interested, and such Judge shall return the evidence to the Registrar at Toronto of the Division from which the writ of summons was issued, and every party shall be entitled to a copy thereof. 46 V. c. 18, s. 187.

Cha at a com day to b

whie or o

as h

 \mathbf{S}

ag

va.

ree

ret

Ju

up

s. 1

the

De

tion

19 or is writ retur there

19 any p may venin party

19 ment the va reeve collec electio 7-197.

- 190. In case the relator alleges that he himself or some When the recother person has been duly elected, the writ shall be to try the lator claims validity, both of the election complained of and the alleged to be elected. election of the relator or other person. 46 V. c. 18, s. 188.
- 191. In case the grounds of objection apply equally to two When several or more persons elected, the relator may proceed by one writ elections comagainst such persons. 46 V. c. 18, s. 189.
- 192. Where more writs than one are brought to try the Where more validity of an election, or the right to a reeve or deputy-writs than reeve or reeves as aforesaid all such writs shall be made one all to be returnable before the Judge who is to try the first, and the same judge may give one judgment upon all, or a separate judgment upon each one or more of them, as he thinks fit. 46 V. c. 18, s. 190.
- 193. The writ shall be issued by the Clerk of the Process of Writ, who to the said High Court, or by the Local or Deputy Registrar, or issue, and Deputy Clerk of the Crown in the county in which the electhereof. Chambers at Toronto, or before the Judge of the County Court at a place named in the writ, upon the eighth day after service, computed exclusively of the day of service, or upon any later day named in the writ. 46 V. c. 18, s. 191.
- *194. The writ shall be served personally, unless the party Service of to be served keeps out of the way to avoid personal service, in writ. which case the Judge upon being satisfied thereof, by affidavit or otherwise, may make an order for such substitutional service as he thinks fit. 46 V. c. 18, s. 192.
- 195. The Judge before whom the writ is made returnable Returning or is returned, may, if he thinks proper, order the issue of a officer of depwrit of summons at any stage of the proceedings to make the uty returning returning officer or any deputy-returning officer a party made a party thereto. 46 V. c. 18, s. 193.
- any person entitled to be a relator to intervene and defend, and may allow may grant a resonable time for the purpose; and an inter-certain pervening party shall be liable or entitled to costs like any other sons to interparty to the proceedings. 46 V. c. 18, s. 194.
- 197. The Judge shall, in a summary manner, upon state-Judge shall ment and answer, without formal pleadings, hear and determine try sumthe validity of the election, or the right to a reeve or deputy-marily. reeve or reeves, and may, by order, cause the assessment rolls, collectors' rolls, list of electors, and any other records of the Evidence, election to be brought before him, and may inquire into the

• 207.

eve or ection reeve, led by stating the the at of a list the nay be of any or any

ing the

council

muni-

e the

inonth relator id for ducted chereat cogniztaking llowed in the

effect,

nt any or, the

a quo

e write used ore the for, or e shall ivision

7 party

(4)E

el

ti

cil

al

re

be

as

his

for

cla

to

wh

in

im

wit

-Div

as a

req

wri the

2 ma orar

late

of s

any

the

of s ther sucl

resc

Trial.

facts on affidavit or affirmation, or by oral testimony, or by issues framed by him, and sent to be tried by jury by writ of trial directed to any Court named by the Judge, or by one or more of these means, as he deems expedient; subject, however, to the provisions of section 212. 46 V. c. 18, s. 195.

If election shall remove person not duly elected, and admit person elected, or cause new election.

198. In case the election complained of is adjudged invalid, invalid, judge the Judge shall forthwith, by writ, cause the person found not to have been duly elected to be removed; and in case the Judge determines that any other person was duly elected, the Judge shall forthwith order a writ to issue causing such other person to be admitted; and in case the Judge determines that no other person was duly elected instead of the person removed, the Judge shall by the writ cause a new election to be held. 46 V. c. 18, s. 196.

If all the members ousted, etc., writ for new

199. In case the election of all the members of a council is adjudged invalid, the writ for their removal, and for the election of new members in their place, or for the admission of election to go others adjudged legally elected, and an election to fill up the to the sheriff remaining seats in the council, shall be directed to the sheriff of the county in which the election took place; and the sheriff chall have all the powers for causing the election to be held which a municipal council has in order to supply vacancies therein. 46 V. c. 18, s. 197.

Defendant tain cases.

200. Any person whose election is complained of may, unmay disclaim, less such election is complained of on the ground of corrupt except in cer-practices on the part of such person, within one week after service on him of the writ, transmit, post paid, through the post office, directed to "The Clerk in Chambers, at Osgoode Hall, Toronto," or to "The Judge of the County Court of the " (as the case may be), or County of may cause to be delivered to such clerk or Judge a disclaimer signed by him, to the effect following:

Mode of proceeding.

Form

"I, A. B., upon whom a writ of summons, in the nature of a quo warranto, has been served for the purpose of contesting my right to the office of Township Councillor (or as the case may be) for the Township of in the County of (or as the case may be), do hereby disclaim the said office, and all defence of any right I may have to the same.

"Dated

day of (Signed)

46 V. c. 18, s. 198.

"A. B."

Posting and registry of disclaimer.

201. The disclaimer, or the envelope containing the same, shall moreover be endorsed on the outside thereof with the word "Disclaimer," and be registered at the post office where mailed. 46 V. c. 18, s. 199.

202. Where there has been a contested election, the person Person elected may at any time after the election, and before his elected may distion is complained of, deliver to the clerk of the municipality time before his election is complained of

cillor, (or as the case may be) for the Township of as the case may be), and all defence of any right I may have to the same."

46 V. c. 18, s. 200.

203. Such disclaimer shall relieve the party making it from Disclaimer to all liability to costs, and where a disclaimer has been made in operate as accordance with the preceding sections, it shall operate as a resignation resignation, and the candidate having the next highest num-Who to be ber of votes shall then become the councillor, or other officer, deemed as the case may be. 46 V. c. 18, s. 201.

204. Every person disclaiming shall deliver a duplicate of Duplicate dishis disclaimer to the clerk of the council, and the clerk shall claimer to be forthwith communicate the same to the council. 46 V. c. 18, clerk.

205. No costs shall be awarded against a person duly dis-Costs against claiming, unless the Judge is satisfied that such party consented person disto his nomination as a candidate, or accepted the office, in claiming. which case the costs shall be in the discretion of the Judge. 46 V. c. 18, s. 203.

206. In all cases not otherwise provided for, costs shall be Costs in the discretion of the Judge. 46 V. c. 18, s. 204. generally.

207. The decision of the Judge shall be final, and he shall, Judgment to immediately after his judgment, return the writ and judgment, be final, and with all things had before him touching the same, into the to the court. Division from which the writ issued, there to remain of record as a judgment of the High Court; and he shall, as occasion requires, enforce the judgment by a writ in the nature of a Mode of writ of peremptory mandamus, and by writs of execution for enforcing the costs awarded.

46 V. c. 18, s. 205.

208. The Judges of the High Court, or a majority of them The judges to may, by rules, settle the forms of the writs of summons, certi-make rules, orari, mandamus and execution under this Act, and may reguete. late the practice respecting the suing out, service and execution of such writs, and the punishment for disobeying the same, or any other writ, or order of the Court or Judge, and respecting the practice generally, in hearing and determining the validity of such elections or appointments, and respecting the costs thereon; and may from time to time rescind, alter, or add to such rules; but all existing rules shall remain in force until rescinded or altered as aforesaid. 46 V. c. 18, s. 206.

the 46 cil is elector of the heriff

heriff

e held

ancies

r by

rit of ne or ever,

alid, i not udge

udge

erson

other

y, unprrupt
after
e post
goode
of the

be), or

aimer

a quo to the wnship (or as of any

. B." 198.

same,* th the where

е

O)

at

re

ot

co fra

by

otl

fro

of

of

or

ens

thr

per

tise due

011

vot

wis

vot

sub

fide

shal pay

2

ran

any

210

offci

befo

2 exp

DIVISION IX.—PREVENTION OF CORRUPT PRACTICES.

Bribery and undue influence defined. Secs. 209, 210. Certain payments lawful. Sec. 211. Evidence to be viva voce. Sec. 212. Effect of the conviction of candidate for bribery. Sec. 213. Penalties. Sec. 214. How penalties recoverable. Sec. 215. Report and record of convictions. Secs. 216, 217. Witnesses, how procured—Self-crimination or privilege not to excuse from giving evidence. Secs. 218, 219.

Proceedings, within what time to be taken. Sec. 220. When penalties not recoverable. Sec. 221. Publication of the law against corrupt practices. Sec. 222.

Certain per-

72

209. The following persons shall be deemed guilty of brideemed guilty bery, and shall be punished accordingly:

of bribery. Giving money

Procuring

offices, etc., for voters.

1. Every person who, directly or indirectly, by himself or to voters, etc. by any other person in his behalf, gives, lends or agrees to give or lend, or offers or promises money or valuable consideration, or gives or procures, or agrees to give or procure, or offers or promises, any office, place or employment, to or for any voter, or to or for any person on behalf of any voter, or to or for any person in order to induce any voter to vote or refrain from voting at a municipal election, or upon a by-law for raising money or creating a debt upon a municipality or part of a municipality for any purpose whatever, or who corruptly does any such act as aforesaid, on account of such voter having voted or refrained from voting at such election, or upon such by-law;

Or for persons influencing

voters.

2. Every person who, directly or indirectly, by himself or by any other person in his behalf, makes any gift, loan, offer, promise or agreement as aforsaid, to or for any person, in order to induce such person to procure, or endeavour to procure, the return of any person to serve in any municipal council or to procure the passing of any by-law as aforesaid, or the vote of any voter at a municipal election, or for such by-law;

Corruptly influencing voters.

3. Every person who, by reason of any such gift, loan, offer, promise, procurement or agreement, procures or engages, promises or endeavours to procure the return of any person in a municipal election, or to procure the passing of any by-law as aforesaid, or the vote of any voter at a municipal election, or for such a by-law;

Advancing, etc., money for bribery,

4. Every person who advances or pays, or causes to be paid, money to or to the use of any other person with the intent that such money, or any part thereof, shall be expended in bribery at a municipal election, or at any voting upon a by-law as aforsaid, or who knowingly pays, or causes to be ot to

` bri-

lf or

es to

e, or

r for or to

or rew for

y or

cor-

voter

n, or

lf or

offer,

n or-

cure,

il or

te of

offer,

pro-

in a

w as

n, or

paid,

in-

nded

on a

to be

paid, any money to any person in discharge or repayment of any money wholly or in part expended in bribery at such election, or at the voting upon such by-law.

- 5. Every voter who, before or during a municipal elec-Votes receivtion, or the voting on such by-law, directly or indirectly, ing money, by himself or any other person in his behalf, receives, agrees etc., for vote, or contracts for any money, gift, loan, or valuable consider-money to ation, office, place or employment, for himself or any other ner-vote, etc. son, for voting or agreeing to vote, or refraining or agreeing to refrain from voting at such election, or upon such by-law;
- 6. Every person who, after such election, or the voting Receiving upon such by-law, directly or indirectly, by himself or any money, etc., other person on his behalf, receives any money or valuable tion for votconsideration on account of any person having voted or re-ing, or inducfrained from voting, or having induced any other person to ing, etc., to vote or refrain from voting at such election, or upon such vote.
- 7. Every person who hires horses, teams, carriages or Hiring teams, other vehicles for the purpose of conveying electors to or etc. from the pells, and every person who receives pay for the use of any horse, teams, carriages, or other vehicles, for the purpose of conveying electors to or from any polls as aforsaid. 46 V. c. 18, s. 207.
- 210. Every person who, directly or indirectly, by himself Persons using or by any other person on his behalf, makes use of or threat-violence or ens to make use of any force, violence or restraint, or inflicts, or threatens the infliction, by himself or by or through any other undue influperson, of any injury, damage or loss, or in any manner pracence. tises intimidation upon or against any person, in order to induce or compel such person to vote or refrain from voting, or on account of such person having voted or refrained from voting at any election, or who in any way prevents, or otherwise interferes with, the free exercise of the franchise of any voter shall be deemed to be guilty of undue influence, and be subject to the penalty hereinafter mentioned. 46 V. c. 18, s. 208.
- 211. The actual personal expenses of a candidate, his Expenses of expenses for actual professional services performed, and bona candidates. fide payments for the fair cost of printing and advertising, shall be held to be the expenses lawfully incurred, and the payment thereof shall not be a contravention of this Act. 46 V. c. 18, s. 209.
- 212. Where, in an application in the nature of a quo war-Evidence of ranto, a question is raised as to whether the eandidate or corrupt pracany voter has been guilty of any violation of section 209 or tices on 210 of this Act affidavit evidence shall not be used to prove the application in offence, but it shall be proved by viva voce evidence taken quo warranto before the Judge of any County Court, upon a reference to to be taken viva voce.

Chap. 184.

C ti Ίa

tl

p

CI al

b

if tl

ill

26

tu se

W

to

VC

A co

tic

pe cit

th

suc

bu

wh

fie

toc

cha 46

cle

ing

nu

of' pła

he

him by the Judge of the High Court for that purpose, or upon an appointment granted by him in cases pending in such County Court. 46 V. c. 18, s. 210.

Penalty on candidates guilty of bribery, etc.

213. Any candidate elected at a municipal election, who is found guilty by the Judge, upon a trial upon a writ of quo warranto, of any act of bribery, or of using undue influence as aforesaid, shall forfeit his seat, and shall be ineligible as a candidate at any municipal election for two years thereafter. 46 V. c. 18, s. 211.

Penalty for ss. 209, 210,

214. Any person who is adjudged guilty of any offence offences under within the meaning of sections 209 or 210 of this Act, shall incur a penalty of \$20, and shall be disqualified from voting at any municipal election or upon a by-law for the next succeeding two years. 46 V. c. 18, s. 212.

Recovery of penalties,

215. The penalties imposed by the preceding section shall be recoverable, with full costs of suit, by any person who sues for the same in the Division Court having jurisdiction where the offence was committed; and any person against whom judgment is rendered, shall be ineligible, either as a candidate or a municipal voter, until the amount which he has been condemned to pay is fully paid and satisfied. 46 V. c. 18, s. 213,

Judge tomake return.

216. It shall be the duty of the Judge who finds any candidate guilty of a contravention of section 209 or 210 of this Act, or who condemns any person to pay any sum in the Division Court for any offence within the meaning of this Act, to report the same forthwith to the clerk of the municipality wherein the offence has been committed. 46 V. c. 18, s. 214.

Clerk to keep names of of offences, etc.

217. The clerk of every municipality shall duly enter in a book shewing book, to be kept for that purpose, the names of all persons persons guilty within his municipality who have been adjudged guilty of any offence within the meaning of section 209 or 210 of this Act, and of which he has been notified by the Judge who tried the case. 46 V. c. 18, s. 215.

Attendance

218. Any witness shall be bound to attend before the Judge of witnesses. of the County Court upon being served with the order of the County Court Judge directing his attendance and upon payment of the necessary fees for his attendance, in the same manner as if he had been directed by a writ of subpœna so to attend, and he may be punished for contempt, and shall be liable to all the penalties for such non-attendance in the same manner as if he had been served with a subpoena. 48 V.c. V. c. 18, s. 216.

pon

such

io is

quo

ence

as a

fter.

ence

shall

etion

rson

urisrson

ther

h he

6 V.

ındithis

the

this -uni

7. c.

in a sons

any

Act,

the

udge

the paysame so to ll be the V.c.

g at .

219. No person shall be excused from answering any ques-Witnesses not tion put to him in any action or other proceeding in any excused from Court or before any Judge, touching or concerning any electronals of tion or by-law, or the conduct of any person thereat, or in reself criminaliation thereto, on the ground of any privilege, or on the ground tion or that the answer to the question will tend to criminate such privilege. person; but no answer given by any person claiming to be ex-Proviso. cused on the ground of privilege, or on the ground that such answer will subject him to any penalty under this Act, shall be used in any proceeding under this Act, against such person, if the Judge gives to the witness a certificate that he claimed the right to be excused on either of the grounds aforesaid, and made full and true answer, to the satisfaction of the Judge.

6 V. c. 18, s. 217.

220. All proceedings other than an application in the na-Limitation of three of quo warranto against any person for any violation of actions. section 209 or 210 of this Act, shall be commenced within four weeks after the municipal election at which the offence is said to have been committed, or within four weeks after the day of voting upon a by-law as aforesaid. 46 V. c. 18, s. 218.

221. No pecuniary penalty or forfeiture imposed by this No statutory Act or any other Act of the Legislature of Ontario, shall be repenalty for coverable for any act of bribery or corrupt practice at an election, in case it appears that the person charged and another tions, where person or other persons were together guilty of the act charged, the party either as giver and receiver, or as accomplices or otherwise, and first prosecuted the person charged has previously bona fide prosecuted cuted a party such other person or persons or any of them for the said act; jointly liable, but this provision shall not apply in case the Judge before Proviso, whom the person claiming the benefit thereof is charged, certifies that it clearly appears to him that the person so charged took the first step towards the commission of the offence charged, and that such person was in fact the principal offender.

46 V. c. 18, s. 219.

222. The clerk of every municipality shall, prior to any Copies of ss. election, or voting on any by-law furnish every deputy-return-209-222 to be ing officer with at least two copies of the sections of this Act, posted up numbered from 209 to 222 inclusive, and it shall be the duty tion of the deputy-returning officer to post the same in conspicuous places at the polling place of the polling subdivision for which he is deputy-returning officer. 46 V. c. 18, s. 220.

m

aı

and but

exc

imį

by.

quo

PART IV.

MEETINGS OF MUNICIPAL COUNCILS.

DIV. I .- WHEN AND WHERE HELD. DIV. II.—CONDUCT OF BUSINESS.

DIV. I.—WHEN AND WHERE HELD.

First and subsequent meetings. Secs. 223-230. Remuneration of members. Secs. 231, 232.

First meetings of councils.

223. The members of every municipal council (except county councils) shall hold their first meetings at eleven o'clock in the forenoon, on the third Monday of the same January in which they are elected, or on some day thereafter; and the members of every county council shall hold their first meeting at two o'clock in the afternoon, or some hour thereafter, on the fourth Tuesday of the same month, or on some day thereafter. 46 V. c. 18, s. 221.

No business before deelarations of office, etc.

224. No business shall be proceeded with at the first meeting of the council, until the declarations of office and qualification have been administered to all the members who present themselves to take the same. 46 V. c. 18, s. 222.

eil of a warden.

225. The members elect of every county council, being at council coun least a majority of the whole number of the council when full, shall at their first meeting after the yearly elections, and after making the declarations of office and qualification when required to be taken, organize themselves as a council by electing one of themselves to be warden. 46 V. c. 18, s. 223.

Who to preside at eleetion.

226. At every such election the clerk of the council shall preside, and if there be no clerk, the members present shall select one of themselves to preside, and the person selected may vote as a member. 46 V. c. 18, s. 224.

Who to have the casting vote in the

227, In case of an equality of votes on the election of the head of any county council, or provisional county council, event of equa- then those present, the reeve, or in his absence the deputylity of votes. reeve of the municipality which for the preceding year had the greatest equalized assessment shall have a second and casting vote. 50 V. c. 29, s. 7.

23.

ept

ock

in

he

ng he

er.

etca⊸ ent

at ıll,

ter

ed

ne

all

all

ed

he

:il, ty-

ad

nd

- 228. The members of every county council shall hold their Place of first meeting at the county hall if their is one, or otherwise meeting at the county court house. 46 V. c. 18, s. 226.
- 229. The subsequent meetings of the county council, and Place of suball the meetings of every other council shall be held at such sequent meetplace, either within or without the municipality, as the council ing of county from time to time, by resolution on adjourning, to be entered on the minutes, or by by-law, appoints. 46 V. c. 18, s. 227.
- 230. The council of any county or township in which any Place of meetcity, town, or incorporated village lies, may hold its sittings, ing may be in keep its public offices and transact all the business of the cities, etc. council and of its officers and servants within such city, town or incorporated village, and may purchase and hold such real property therein as may be convenient for such purposes.
- 231, The council of every township and county may pass Remuneraby-laws for paying the members of the council for their tion to conattendance in council, or any member while attending on comcillors and mittee of the council, at a rate not exceeding \$3 per diem, men limited and five cents per mile necessarily travelled (to and from), for such attendance. 46 V. c. 18, s. 229.
- 232. The head of the council of any county, city, town Remunerator incorporated village may be paid such annual sum or other tion of mayor, remuneration as the council of the municipality may determine. etc. 46 V. 2. 18, s. 230.

DIVISION II.—CONDUCT OF BUSINESS.

Ordinary meetings to be open to the publio. Sec. 233. Quorum. Secs. 234, 235.
Who to preside. Secs. 236, 238-240.
Special meetings. Secs. 236-238.
Presiding officers may vote. Sec. 241.
Equality of votes negatives question. Sec. 241.
Power to adjourn. Sec. 242.

- 233. Every council shall hold its ordinary meetings openly, Ordinary and no person shall be excluded except for improper conduct, meetings to but the head or other chairman of the council may expel and be open. exclude from any meeting, any person who has been guilty of improper conduct at such meeting. 46 V. c. 18, s. 231.
- 234. A majority of the whole number of members required Quorum. by law to constitute the council shall be necessary to form a quorum. 46 V. c. 18, s. 232.

In councils of five, three must concur.

78

235. When a council consists of only five members, the concurrent vote of at least three shall be necessary to carry any resolution or other measure. 46 V. c. 18, s. 233.

The heads of conncils to preside.

236.—(1) The head of every council shall preside at the meetings of council, and may at any time summon a special meeting thereof, and it shall be his duty to summon a special meeting whenever requested in writing by a majority of the members of the council. 46 V. c. 18, s. 234.

Special meetings.

(2) In the absence or death of the mayor or head of the council, a special meeting may be summoned at any time by absence of the the clerk upon a special requisition to him, signed by a majormayor, etc. ity of the members of the council. 47 V. c. 32, s. 6.

meetings in Special meet-

be held.

open or

elosed.

Summoning

of special

237. In case there is no by-law of a council fixing the ing, where to place of meeting, any special meeting of the council shall be held at the place where the then last meeting of the council May be either was held, and a special meeting may be open or closed as in the opinion of the council, expressed by resolution in writing, the public interest requires. 46 V. c. 18, s. 235.

When reeve deputy reeve to preside.

238. In case of the death or absence of the head of a town council, the reeve, and in case of the absence or death of both of them, the deputy reeve, and in case of the death or absence of the head of a village or township council, the deputy reeve shall preside at the meetings of the council, and may at any time summon a special meeting thereof; but if there be more than one deputy reeve, the council shall determine which of them shall preside at their meeting. 46 V. c. 18, s. 236.

Absence of head, etc., provided for.

239. In the absence of the head of the council, and in the case of a town, village or township, in the absence also of the reeve, if there be one, and also of the deputy reeve or depnty-reeves, if there be one or more, by leave of the council or from illness, the council may, from among the members thereof, appoint a presiding officer, who, during such absence, shall have all the powers of the head of the council. 46 V. c. 18, s. 237.

Casual absence provided for.

240. If the person who ought to preside at any meeting does not attend within fifteen minutes after the hour appointed, the members present may appoint a chairman from amongst themselves, and such chairman shall have the same authority in presiding at the meeting as the absent person would have had if present. 46 V. c. 18, s. 238.

Head may vote.

Question negatived in ease of equality of votes.

241. The head of the council, or the presiding officer or chairman of any meeting of any council, may vote with the other members on all questions, and any question on which there is an equality of votes shall be deemed to be negatived. 46 V. c. 18, s. 239.

Adjournment.

242. Every council may adjourn its meetings from time to time. 46 V. c. 18, s. 240.

PART V.

OFFICERS OF MUNICIPAL CORPORATIONS.

Div. I.—THE Leve ..

Sec. 245.

DIV. III.—THE TIME TO ASURER.

DIV. IV.—ASSESSORS AND COLLECTORS.

Div. V .- Auditions and Audit.

DIV. VI.—VALUATORS.

DIV. VII .- DUTIES OF OFFICERS RESPECTING OATHS AND DECLARATIONS.

DIV. VIII.—SALARIES, TENURE OF OFFICE AND SECURITY.

DIVISION I .- THE HEAD.

Who to be. Sec. 243. Duties. Sec. 244.

243. The head of every county and provisional corpora who to be tiou shall be the warden thereof, and of every city and town head of the mayor thereof, and of every township and incorporated council. village the reeve thereof. 46 V. c. 18, s. 241.

244. The head of the council shall be chief executive officer Duties of of the corporation; and it shall be his duty to be vigilant and head of active at all times in causing the law for the government of council. the municipality to be duly executed and put in force; to inspect the conduct of all subordinate officers in the government thereof, and, as far as may be in his power, to cause all negligence, carelessness and positive violation of daty, to be duly prosecuted and punished, and to communicate from time to time to the council all such information, and recommend such measures within the powers of the council as may tend to the improvement of the finances, health, security, cleanliness, comfort and ornament of the municipality. 46 V. c. 18, s 242.

DIVISION II .- THE CLERK.

Appointment and duties of. Sec. 245. Absence of. Sec. 246. Records and papers may be inspected. Sec. 247. Return af statistics. Sec. 248.

245. Every council shall appoint a clerk; and the clerk Appointment shall truly record in a book, without note or comment, all reso of clerk, and

g the all be ouncil as in riting,

s, the ryany

at the pecial pecial

of the

of the

ne by

najor-

town both sence leputy nay at ere be which 36.

in the of the r depncil or iereof, l have . 237.

eeting pointnongst hority have

cer or th the which atived.

ime to

lutions, decisions and other proceedings of the council, and, if required by any member present, shall record the name and vote of every member voting on any matter submitted, and shall keep the books, records and accounts of the council, and shall preserve and file all accounts acted upon by the council, and also the originals or certified copies of all by-laws, and of all minutes of the proceedings of the conneil, all of which he shall so keep in his office, or in the place appointed by by-law of the eouncil. 46 V. c. 18, s. 243.

Provision for of clerk.

246. The council may by resolution provide that, in case absence, etc., the clerk is absent, or incapable through illness of performing his duties of ejerk, some other person to be named in the resolution, or to be appointed under the hand and seal of such clerk, shall aet in his stead, and the person so appointed shall, while he so acts, have all the powers of the clerk. 46 V. e. 18.

Minutes, etc., inspection.

Copies to be furnished, and charges therefor, etc.

247. Any person may inspect any of the particulars aforeto be open to said, as well as the assessment rolls, voters' lists, poll books, and other documents in the possession of or under the control of the clerk, at all seasonable times, and the clerk shall, within a reasonable time, furnish copies thereof to any applicant at the rate of ten cents per hundred words, or at such lower rates as the council appoints, and shall, on payment of the proper fee therefor, furnish within a reasonable time, to any elector of the municipality, or to any other person interested in any by-law, order or resolution, or to his solicitor, a copy of such by-law, order or resolution, certified under his hand, and under the corporate seal. 46 V. c. 18, s. 245.

Returns to be ean of Industries.

248.—(1) The clerk of every municipality shall in each year, made to Bur- within one week after the final revision of the assessment roll, under a penalty of \$20 in ease of default, make a return to the secretary of the Bureau of Industries, Toronto, on schedules or forms furnished by the said secretary, and approved by the Lieutenant-Governor in Council, of such statisties or information as the assessment roll or other records of his office afford, and as such schedules or forms call for.

Tabulated statement of returns to be made by secretary of Bureau.

(2) The secretary of the Bureau of Industries shall, as soon as may be, after the opening of every Session of the Legislature, report to the Minister of Agriculture for the purpose of being laid before the Legislative Assembly, a tabulated statement of all the returns hereby required to be made.

Moneys payretained.

(3) The Treasurer of the Province shall retain in his hands able to muniany moneys payable to any municipality, if it is certified to cipalities in default to be him by the secretary of the Bureau of Industries, that the clerk of such municipality has not made the returns hereby required. 50 V. c. 29, ss. 13-15.

ma tre giv for and yea sucl

2 mor

sain Proof t no n treas the mon tion the made

(2)for t

appo: poses until by hi ing as vided appoi treasu and e mone enteri interfe treasu s. 253.

251 counci credit towns. by-law

DIVISION III .- THE TREASURER.

His appointment, security, duties, etc. Secs. 249-252. Powers of successor, when Treasurer is dismissed or absconds. Sec. 253.

249. Every municipal council shall appoint a treasurer, who Treasurer to may be paid either by salary or by a percentage, and every be appointed. treasurer, before entering upon the duties of his office, shall To give secugive such security as the council directs for the faithful per-rity. formance of his duties, and especially for duly accounting for and paying over all moncys which may come into his hands; and it shall be the duty of every council, in each and every Annual inyear, to inquire into the sufficiency of the security given by quiry as to such treasurer, and report thereon. 46 V. c. 18, s. 252. sufficiency of. such treasurer, and report thereon. 46 V. c. 18, s. 252.

250.—(1) Every treasurer shall receive, and safely keep, all To receive moneys belonging to the corporation, and shall pay out the and take care came to such persons and in such manner as the laws of the of and dis; same to such persons and in such manner as the laws of the bursemoneys, Province, and the lawful by-laws or resolutions of the council etc. of the municipal corporation, whose officer he is, direct; but no member of the council shall receive any money from such treasurer for any work performed or to be performed; and His liability the treasurer shall not be liable to an action for any limited. moneys paid by him in accordance with any by-law or resolution passed by the council of the municipality of which he is the treasurer, unless where another disposition is expressly made of such moneys by statute.

(2) In case of the death of a county treasurer the warden Appointment for the time being may, by warrant under his hand and seal, of treasurer appoint a treasurer pro tempore for such special purpose or pur-pro tem. poses as the warden may deem necessary, who shall hold office until the next meeting of the council, and all acts performed by him, authorized by said warrant, shall be as valid and binding as if performed by a treasurer regularly appointed: pro-Proviso. vided always that the warden shall, in and by such warrant of appointment, direct what security shall be given by such treasurer pro tempore for the faithful performance of his duties, and especially for duly accounting for, and paying over, all moneys which may come into his hands, and he shall before entering upon his duties, give such security, but he shall not interfere with the books, vouchers, or accounts of the deceased treasurer until a proper audit shall be made. 46 V. c. 18, s. 253.

251. E. J treasurer shall also prepare and submit to the Half-yearly council, hair-yearly, a correct statement of the moneys at the statement of credit of the corporation whose officer he is; and in cities, assets. towns, incorporated villages and townships which have passed by-laws requiring this to be done, the treasurer shall, on or

and and and ncil, d of ı he

·law

245.

i, if

case ning the uch ıall, . 18,

oreoks, trolritht at ates · fec the law, law,

cor-

ear, roll, urn on ved s or ffice

n as ure, eing t of inds

the eby

Annual list of before the 20th day of December in each year, prepare and transmit to the clerk of the municipality a list of all persons in default for persons who have not paid their municipal taxes on or before taxes. the 14th day of said month of December. 46 V. c. 18, s. 254. See secs. 82, 489 (2).

Return to be made to Bureau of Industries.

252.—(1) The treasurer of every municipality shall, on or before the first day of May in each year, under a penalty of \$20 in case of default, furnish to the secretary of the Bureau of Industries, Toronto, on schedules or forms furnished by said secretary and approved by the Lieutenant-Governor in Council, such information or statistics regarding the finances or accounts of the municipality, as such schedules or forms call for.

Tabulated statement of return to be made by secretary of Bureau.

- (2) The secretary of the Bureau of Industries shall, as soon as may be, after the opening of every Session of the Legislature, report to the Minister of Agriculture for the purpose of being laid before the Legislative Assembly, a tabulated statement of all the returns hereby required to be made.
- Moneys pay cipalities in default to be retained.
- (3) The Treasurer of the Province shall retain in his hands able to muni- any moneys payable to any municipality, if it is certified to him by the secretary of the Bureau of Industries, that the treasurer of such municipality has not made the returns hereby required. 50 V. c. 29, ss. 12, 14, 15.

Provision on dismissal from office.

253. In case any treasurer is dismissed from office, or absconds, it shall be lawful for his successor to draw any moneys belonging to the municipality. 46 V. c. 18, s. 255.

DIVISION IV .- ASSESSORS AND COLLECTORS.

(See also Cap. 193, ss. 12, 13.)

Appointment of. Secs. 254, 255. Assessment Commissioner—Board of Assessors. Township Collectors to act for Provisional Corporations— Disposal of Monies. Secs. 256, 257.

Assessors and pointment and qualification of.

- 254.—(1) The council of every city, town, township, and incollectors, ap corporated village, shall, as soon as may be convenient after the annual election, appoint as many assessors and collectors for the municipality as the assessment laws from time to time authorize or require, and shall fill up any vacancy that occurs in the said offices as soon as may be convenient after the same occurs; but the council shall not appoint as assessor or collector a member of the council.
 - (2) The same person may, in a city, town or township, be appointed assessor or collector for more than one ward or polling subdivision.

(; taxe

Sec

it s Dec the taxe Dec

unde miss being valua sors, shall appo: shall collec any any e at the paliti matte

250 count such t collect c. 18,

the as

257 the un suretie corpora shall ii retaini

> AppcPubl

Coun Coun

A udi Specie pare f all

efore

254.

n or

ty of ireau

said

ıncil,

ounts

soon

ture, being

nt of

iands

ed to

t the

ereby

e, or

any

. 255.

nd iner the rs for

time

occurs

same r col-

ip, be

ard or

ons-

55.

all

(3) In municipalities which have passed by-laws requiring taxes to be paid on or before the 14th day of December, it shall be the duty of the collectors, on the 15th day of December in each year, upon oath, to return to the treasurer the names of all persons who have not paid their municipal taxes on or before the 14th day of the said month of December. 46 V. c. 18, s. 256.

255. In cities, the council, instead of appointing assessors In cities, asunder the preceding section, may appoint an assessment com-sessment commissioner, who, in conjunction with the mayor for the time missioner may being, shall, from time to time, appoint such assessors and be appointed being, shall, from time to time, appoint such assessors and instead of valuators as may be necessary, and such commissioner, assess such assess sors, and valuators shall constitute a board of assessors, and sors, etc. shall possess all the powers and perform the duties of assessors appointed under the last preceding section; and the council shall also have power, by by-law, to determine the number of collectors to be appointed, and prescribe their duties, and. any commissioner, assessor or collector to be appointed by Tenure of any city need not be appointed annually, but shall hold office office of comat the pleasure of the council; and all notices, in other municipality in sessors, etc. palities required to be given to the clerk of the municipality in matters relative to assessment shall in such city be given to the assessment commissioner. 46 V. c. 18, s. 257, part.

256. The collectors of the several townships in a junior Collector of county of a union of counties shall, ex-officio, be collectors in provisional such townships for the provisional council, and the collectors council. shall pay over to the provisional treasurer the money they Payments. collect under any by-law of the provisional council. 46 V. c. 18, s. 258.

257. The money so collected shall be deemed the money of Moneys, how the union, so far as necessary to make the collectors and their to be disposed sureties responsible to the union therefor; and in case the of. sureties responsible to the union therefor; and in case the corporation of the union receives the same, such corporation shall immediately pay the amount to the provisional treasurer, retaining the expenses of collection. 46 V. c. 18, s. 259.

DIVISION V .- AUDITORS AND AUDIT.

Appointment and duties. Secs. 258-264. Publication of abstract and statement of receipts and expenditure. Sec. 265. Council to finally audit. Sec. 266. County Council to regulate and audit County moneys. Sec. 257. Audit, how often to be made. Sec. 268. Special provisions relating to Toronto. Sec. 259.

Auditors.

Disqualifica-

258. Subject to the provisions of the next two sections as to cities, every council shall at the first meeting thereof in every year after being duly organized, appoint two auditors, one of whom shall be such person as the head of the council tion for office nominates; but no one who, at such time, or during the preceding year, is or was a member, or is or was clerk, or treasurer of the council, or who has, or during the preceding year had, directly or indirectly, alone or in conjunction with any other person, a share or interest in any contract or employment with or on behalf of the corporation, except as auditor, shall be appointed an auditor. And in the event of an auditor so appointed to audit the accounts of the county refusing, or being unable to act, then the head of the council shall nominate another person to act in his stead. 46 V. c. 18, s. 260; 50 V. c.

259.—(1) The council of the corporation of the city of Appointment of auditors by Toronto shall, during the month of December in each year, the city of appoint two auditors. 46 V. c. 18, s. 268 (1). Toronto.

(2) The auditors for the said city shall discharge the duties Annual report by audi- imposed upon auditors by sub-section 2 of section 263 of this tors of city of Act, within one month, after the 31st day of December in each Toronto. year. 46 V.c. 18, s. 270.

260.—(1) The conneil of any city which shall pass a by-law Time for apdeclaring that it is expedient to appoint its auditors in the month pointment of of December in each year, shall, while such by-law remains in anditors in cities. force, and in the month of Decemner in each year, instead of at its first meeting after being duly organized, appoint two auditors. 47 V. c. 32, s. 7 (1).

(2) Notwithstanding this section, or any such by-law, the Application provisions of section 258 of this Act, as to the appointment of of existing laws as to ap auditors, shall apply to the audit of the accounts of the year pointment of in which such by-law takes effect. 47 V. c. 32, s. 7 (5). auditors.

> 261. The auditors appointed under the next preceding two sections shall, every month, commencing at the end of the first month in the year following the said month of December, and so on to the end of such year, examine and report upon all accounts affecting the corporation, or relating to any matter under its control, or within its jurisdiction. 46 V. c. 18, s. 269; 47 V. c. 32, s. 7 (4).

262. The council of a city, in the event of a vacancy in the office of auditor happening by death, resignation or otherwise, may, by by-law, fill such vacancy, and the person so appointed shall hold office for the remainder of the year for which the original appointment was made. 46 V. c. 18, s. 268 (2); 47 V. c. 32, s. 7 (2).

Duty of auditors.

Filling vacancies.

acco und on 46

Sec

the ation the c audi made of th Toro state withi inhal same at his 50 V

c. 18, 26port (such 1 cipalit cil a c kept l

26

the a

266 finally lectors and in allow v

office.

267 have th of the 18, s. 2

268 auditor cil, exa ation, i cil; and or quar account s. 8.

- 263.—(1) The auditors shall examine and report upon all Duties of accounts affecting the corporation, or relating to any matter auditors. under its control or within its jurisdiction for the year ending on the 31st day of December preceding their appointment.

 46 V. c. 18, s. 261.
- (2) The auditors shall prepare in duplicate an abstract of To prepare the receipts, expenditure, assets and liabilities of the corpor-abstract and ation, and also a detailed statement of the same in such form as detailed the council directs. They shall make a report on all accounts receipts and audited by them, and a special report of any expenditure expenditure, made contrary to law. The auditors shall transmit one copy of the abstract to the secretary of the Bureau of Industries, Toronto, and shall file the other, together with the detailed statement and reports in the office of the clerk of the council within one month after their appointment; and thereafter any inhabitant or ratepayer of the municipality may inspect the same at all reasonable hours, and may by himself or his agent at his own expense take a copy thereof or extracts therefrom.
- 264. The council of any city may, by by-law, provide that Accounts the auditors shall audit all accounts before payment. 46 V. may be c. 18, s. 268 (3); 47 V. c. 32, s. 7 (2, 3).
- 265. The clerk shall publish the auditors' abstract and re-Clerks to pubport (if any), and shall also publish the detailed statement in lish abstracts such form as the council directs, and in case of a minor muniand state-cipality the clerk shall transmit to the clerk of the county council a copy of such abstract and statement, and the same shall be kept by the clerk of the county council as a record of his office. 46 V. c. 18, s. 263.
- 266. The council shall, upon the report of the auditors The council to finally audit and allow the accounts of the treasurer and col-audit finally, lectors, and all accounts chargeable against the corporation; etc. and in case of charges not regulated by law, the council shall allow what is reasonable. 46 V. c. 18, s. 265.
- 267. Unless otherwise provided, every county council shall Audit of have the regulation and auditing of all moneys to be paid out moneys to of the funds in the hands of the county treasurer. 46 V. c. be paid by 18, s. 266.
- 268. In cities and towns, the council may also appoint an Audit of acauditor, who shall daily or otherwise as directed by the councounts of the corportation, in conformity with any regulation or by-law of the council; and in other municipalities the auditors shall also, monthly In other muor quarterly, if directed by by-law, examine into and audit the nicipalities. accounts of the corporation. 46 V. c. 18, s. 267; 48 V. c. 39, s. 8.

y of year,

258.

8.8

in

ors,

ncil

reayear

any

nent hall

r so

eing

nate

V. c.

pre-

ities this each

r-law onth ns in of at itors.

, the ut of year

eding f the ober, on all atter 269;

cancy on or on so or for 5. 268

DIVISION VI.-VALUATORS.

Appointment and Duties. Sec. 269.

County council may ap-point valuators, their duties, etc.

269. The council of every county may appoint two or more valuators for the purpose of valuing the real property within the county whose duty it shall be to ascertain, in every fifth year at furthest, the value of the same in the manner directed by the county council; but the valuators shall not exceed the powers possessed by assessors; and the valuation so made shall be made the basis of equalization of the real property by the county council for a period not exceeding five years; and the equalization of personal property shall be as heretofore. 46 V. c. 18, s. 271.

Equalization of real property.

> DIVISION VII.-DUTIES OF OFICERS RESPECTING OATHS AND DECLARATIONS.

Declarations of office and qualification. Secs. 270-272. Before whom made. Sec. 273.

Certificate of declaration. Sec. 273.

Persons to administer oaths and declarations. Sec. 274.

Record and deposit of. | Sec. 275.

Ooths respecting matter before Council. Sec. 276.

Penalty for refusing office, or not making, or refusing to administer, declarations. Sec. 277.

Declaration of office by certain officers.

270.—(1) Every person elected or appointed under this Act to any office requiring a qulification of property in the incumbent shall, before he takes the declaration of office, or enters on his duties, make and subscribe a solemn declaration to the effect following:

Declaration of

I, A. B., do solemnly declare that I am a natural born (or naturalized) qualification. subject of Her Majesty; and have had to my own use and benefit, in my own right (or have and had in right of my wife, as the case may be), as proprietor (or tenant, as the case may be), at the time of my election (or appointment, as the case may require) to the office of

Form of.

hereinafter referred to, such an estate as does qualify me to act in the office of (naming the office) for (naming the place for which such person has been elected or appointed), and that such estate is (the nature of the estate to be specified, as an equitable estate of leasehold or otherwise, as the case may require, and if land, the same to be designated by ite local discription, rents or otherwise) and that such estate at the time of my election (or appointment, as the case may require) was of the value of at least (specifying the value) over and above all charges, liens and incumbrances affecting the same.

- (2) Where any person has been elected as reeve, deputyreeve, or councillor of any township council he may, instead of the foregoing declaration, make and subscribe a solemn declaration to the effect following:
- I A. B., do solemnly declare that I am a natural born (or naturalized) subject of Her Majesty; and have and had to my own use and benefit, in

my proj refe the . that desi elec last not !

Sec

and may $oth \epsilon$ on t tion

I and office appoi recei for th of the or inc Corpo

> shall IA

pal Co declar the be had no tract o on bel appoir that o

27 subor clarat Police dictio officer the m fore w certifi 46 V.

deput cipalit affirma ness of my own right (or have and had in right of my wife, as the case may be) as proprietor at the time of my election to the office of hereinafter referred to, such an estate as does qualify me to act in the office of (naming the office) for (naming the place for which such person has been elected), and that such estate is (the nature of the estate to be specified and the land to be designated by its local description) and that such estate at the time of my election was in my actual occupation, and was actually rated in the then last revised assessment roll of this Township (naming it) at an amount not less than \$2,000. 46 V. c. 18, s. 272; 49 V. c. 37, s. 4.

- 271. Every returning officer, deputy-returning officer Declaration and poll clerk, every member of a municipal council, every of office by mayor and every clerk, assessor, collector, constable and officers other officer appointed by a council, shall also, before entering on the duties of his office, make and subscribe a solemn declaration to the effect following:
- I A. B., do solemnly promise and declare that I will truly, faithfully Form of deand impartially, to the best of my knowledge and ability, execute the claration of office of (inserting the name of the office), to which I have been elected (or office appointed) in this Township (or as the case may be), and that I have not received, and will not receive, any payment or reward, or promise of such, for the exercise of any partiality or malversation or other undue execution of the said office, and that I have not by myself or partner, either directly or indirectly, any interest in any contract with or on behalf of the said Corporation.

46 V. c. 18, s. 273.

- 272. The solemn declaration to be made by every auditor Auditors' shall be as follows:
- I A. B., having been appointed to the office of Auditor for the Munici-Form of pal Corporation of , do hereby promise and declare, that I will faithfully perform the duties of such office according to the best of my judgment and ability; and I do solemnly declare, that I had not directly or indirectly any share or interest whatever in any contract or employment (except that of Auditor, if reappointed) with, by, or on behalf of such Municipal Corporation, during the year preceding my appointment, and that I have not any such contract or employment except, that of auditor, for the present year.

46 V. c. 18, s. 274.

- 273. The head and other members of the council, and the Before whom subordinate officers of every municipality, shall make the dedeclaration of office and qualification before some Court, Judge, Police Magistrate, or other Justice of the Peace having jurisdiction in the municipality for which such head, members or officers have been elected or appointed, or before the clerk of Certificate of the municipality; and the Court, Judge, or other persons before whom such declarations are made, shall give the necessary certificate of the same having been duly made and subscribed.
- 274. The head of any council, any alderman, reeve or Certain offi-deputy-reeve, any Justice of the Peace or clerk of a muni-cers may adcipality may, within the municipality, administer any oath, minister ceraffirmation or declaration under this Act, relating to the busi-etc., within ness of the place in which he holds office, except where other-municipality.

e as

tion pro-

five

erty very dinot

AND

ng to

cumnters o the

lized)
ofit, in
be), as
on (or

tate as ing the t such tate of the to be estate was of s, liens

putyistead olemn

ralized) refit, in wise specially provided, and except where he is the party required to make the oath, affirmation or declaration. 46 V. c. 18, s. 276.

Oath, affirmasubscribed municipality. s. 277.

275. The deponent, affirmant, or declarant shall subscribe tion or declar- every such oath, affirmation, or declaration, and the person administering it shall duly certify and preserve the same, and and deposited within eight days deposit the same in the office of the clerk of with clerk of the municipality to the affairs of which it relates. 46 V. c. 18,

Head of council may administer

276. The head of every council, or in his absence the chairman thereof, may administer an oath or affirmation to any person concerning any account or other matter submitted to the certain oaths, council. 46 V. c. 18, s. 278.

Penalty for cept office or administer declaration, etc.

277. Every qualified person duly elected or appointed to be refusing to ac-a mayor, alderman, reeve or deputy-reeve, councillor, police trustee, assessor or collector of or in any municipality, who refuses such office, or does not within twenty days after knowing of his election or appointment, make the declarations of office and qualification where a property qualification is required, and every person authorized to administer such declaration, who, upon reasonable demand, refuses to administer the same, shall, on summary conviction thereof before two or more Justices of the Peace, forfeit not more than \$80, nor less than \$8, at the discretion of the Justices, to the use of the municipality, together with the cost of prosecution. 46 V. c. 18, s. 279.

DIVISION VIII.—SALARIES, TENURE OF OFFICE AND SECURITY.

Appointment and remuneration of officers. Tenure of office and duties. Sec. 279. Gratuities to retiring officers. Sec. 280. Security to be given by officers. Sec. 281.

Salaries of officers.

278.—(1) In case the remuneration of any of the officers of the municipality has not been settled by Act of the Legislature, the council shall settle the same, and the council shall provide for the payment of all municipal officers, whether the remuneration is settled by statute or by by-law of the council.

Mode of . appointment.

(2) No municipal council shall assume to make any appointment to office, or any arrangement for the discharge of the duties thereof, by tender or to applicants at the lowest remuneration.

(3) Where a solicitor or counsel, is employed by a When muniploying solici municipality, whose remuneration is wholly or partly by tor at a salary salary, annual or otherwise, the municipality shall, notwithmay recover costs.

un dut req the

Se

all

80 CO

sol

to

cou of t in s disc agg of 46

2

or j or p

offic

in a of a of t such hims part acce appr prov. giver to the afore any

afore

delive

be

on

nd of

18,

ir-

er-

be

ice

re-

ing

fice

ind ho,

all,

of

the

her

TY.

s of

are,

ride

mu-

intthe re-

by ithstanding, have the right to recover and collect lawful costs in all actions and proceedings in the same manner as if the solicitor or counsel, was not receiving a salary, when the costs are, by the terms of his employment, payable to the solicitor or counsel as part of his remuneration in addition to his salary. 46 V. c. 18, s. 280.

- 279. All officers appointed by a council shall hold office Tenure of until removed by the council, and shall, in addition to the office. duties assigned to them in this Act, perform all other duties Duties. required of them by any other statute, or by the by-laws of the council. 46 V. c. 18, s. 281.
- 280. Any municipal council, other than a provisional A gratuity council, may grant to any officer who has been in the service may be given of the municipality for at least twenty years, and who has, while cases. in such service, become incapable through old age of efficiently discharging the duties of his office, a sum not exceeding his aggregate salary or other remuneration for the last three years of his service, as a gratuity upon his removal or resignation.
- 281. The bonds or policies of guarantee of any incorporated Corporations, or joint stock company, empowered to grant guarantees, bonds etc., may ac-or policies for the integrity and faithful accounting of public cept security or policies for the integrity and faithful accounting of public of certain officers and other like purposes, may be accepted instead of, or companies for in addition to, the bond or security of any officer or scrvant their officers. of a municipal corporation, in all cases where, by the provisions of this or any other Act, or of any by-law of such corporation, such officer or servant is required to give security, either by himself, or by himself and a surety or sureties, and where the parties directed or authorized to take such security see fit to Provisions reaccept the bond or policy of such company as aforcsaid, and specting such approve the terms and conditions thereof; and all the security to provisions in such Act relating to such security to be apply. provisions in such Act relating to such security, to be given by such officer or servant, or his suretics, shall apply to the bonds and policies of guarantee of such company as aforesaid, which may be taken instead of, or in substitution of, any existing securities, if the parties directed or authorized as Existing aforesaid see fit, whereupon such existing securities shall be bonds may be delivered up to be cancelled. 46 V. c. 18, s. 283.

fe

pe

811

th in

ex or

th

th

pa an

wh

cor

 $^{
m of}_{
m Pr}$

 Λc

PART VI.

GENERAL PROVISIONS APPLICABLE TO ALL MUNICIPALITIES.

TITLE I.—GENERAL JURISDICTION OF COUNCILS.

H.-RESPECTING BY-LAWS.

III.—RESPECTING FINANCE.

IV.—ARBITRATIONS.

V,—DEBENTURES AND OTHER INSTRUMENTS VI.—ADMINISTRATION OF JUSTICE AND JUDICIAL PROCEEDINGS.

TITLE I.—GENERAL JURISDICTION OF COUNCILS.

DIVISION I .- NATURE AND EXTENT.

Confined to Municipality—How exercised. Sec. 282. General Powers. Secs. 283, 284. Traders' license fees. Sec. 285. May not grant monopolies—except as to Ferries. Secs. 286,

287.

Jurisdiction of councils.

282. The jurisdiction of every conneil shall be confined to the municipality the council represents, except where authority beyond the same is expressly given; and the powers of the conneil shall be exercised by by-law, when not otherwise authorized or provided for. 46 V. c. 18, s. 284.

General power to make regulations;

To repeal alter, etc., by-laws. 283. Every council may make regulations not specifically provided for by this Act, and not contrary to law, for governing the proceedings of the council, the conduct of its members, the appointing or calling of special meetings of the council, and generally such other regulations as the good of the inhabitants of the municipality requires, and may repeal, alter and amend its by-laws, save as by this Act restricted. 46 V. c. 18, s. 285.

Council a continuing body.

284. A municipal council shall be deemed and considered as always continuing and existing, notwithstanding any annual or other election of the members composing the same, and upon and after the annual or other election of the members thereof, and their having organized and held their first meeting as a council, every council may take up and carry on to completion all by-laws, reports and proceedings which had

TS

S.

86,

to

ity

the

or-

dly rners,

uid uts

nd

85.

red

ual

und

ers

on ad been begin or have been under consideration by the council, either in the then next preceding year or subsequent or prior thereto, and it shall not be necessary to begin *de novo* with any by-law, proceeding, report, matter or thing entertained by the council in such preceding year, or subsequent or prior thereto, as aforesaid. 49 V. c. 37, s. 43.

285 In all eases where, under the provisions of this Act, or Traders' of any other Act, any council or the board of commissioners license fees of police, in any city, or either of them, is or are authorized to pass by-laws for licensing any trade, calling, business, or profession, or the person carrying on or engaged in any such trade, calling, business, or profession, the council and the board of commissioners of police, respectively, shall have the power to pass by-laws for fixing the sum to be paid for such license, for exercising any such trade, calling, business, or profession, in the municipality, and enforcing the payment of the license fee, and determining the time the license shall be in force. 46 V. c. 18, s. 286.

286. No conneil shall have the power to give any person an Granting exclusive right of exercising, within the municipality, any trade monopoles or calling, or to impose a special tax on any person exercising prohibited the same, or to require a license to be taken for exercising the same, unless anthorized or required by statute so to do; but Proviso, the council may direct a fee, not exceeding \$1, to be paid to the proper officer for a certificate of compliance with any regulations in regard to such trade or calling. 46 V. e. 18, s. 287.

287. A council may grant exclusive privileges in any ferry Privileges of which may be vested in the corporation represented by such ferry. council, other than a ferry between a Province of the Dominion Exception as of Canada and any British or foreign country, or between two to certain Provinces of the Dominion. 46 V. c. 18, s. 288. See B. N. A. ferries. Act, 1867, s. 91, (13); cap. 117; and sec. 495 (4), post.

TITLE II.—RESPECTING BY-LAWS.

DIV. I .- AUTHENTICATION OF BY-LAWS.

DIV. II.—OBJECTIONS BY RATEPAYERS.

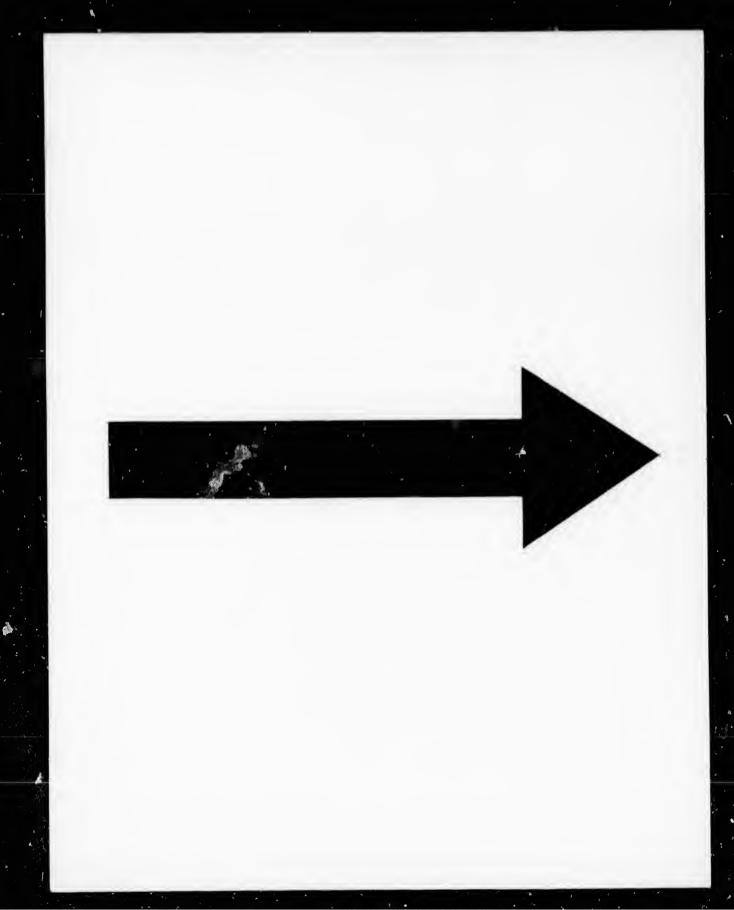
DIV. III.—VOTING ON BY ELECTORS.
DIV. IV.—CONFIRMATION OF BY-LAWS.

Div. V.—Quashing Br-Laws.

DIV. VI.—BY-LAWS CREATING DEBTS.

DIV. VII.—BY-LAWS RESPECTING YEARLY RATES.

DIV. VIII.—ANTICIPATORY APPROPRIATIONS.



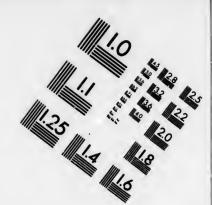
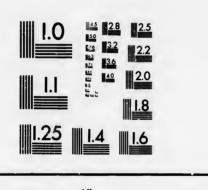


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MarN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503

BIN STATE OF THE S



pυ

at

sh

po

pu

cip

DIVISION I.—AUTHENTICATION OF BY-LAWS.

Original. Sec. 288. Evidence of. Sec. 289. Proof of facts for Lieutenant-Governor. Sec. 290.

How by-laws

288. Every by-law shall be under the seal of the corporato be authen tion, and shall be signed by the head of the corporation, or by the person presiding at the meeting at which the by-law has, been passed, and by the clerk of the corporation. 46 V.c. 18, s. 289.

Evidence of.

289. A copy of any by-law, written or printed, without erasure or interlineation, and under the seal of the corporation, and certified to be a true copy by the clerk, and by any member of the council, shall be deemed authentic, and be received in evidence in any Court of Justice without proof of the seal or signatures, unless it is specially pleaded or alleged that the seal or one or both of the signatures have been forged. 46 V. c. 18, s. 290.

By-laws requiring assent of the Lieut. Gov.

290. The facts required by this Act to be recited in any bylaw which requires the approval of the Lieutenant-Governor in Council, shall, before receiving such approval, be verified by solemn declaration, by head of the Council, and by the treasurer and clerk thereof, and by such other person, and on such other evidence, as to the Lieutenant-Governor in Council satisfactorily proves the facts so recited; or in case of the death or absence of such municipal officer, upon the declaration of any other member of the council, whose declaration the Lieutenant-Governor in Council may accept. 46 V. c. 18, s. 291.

DIVISION II .- OBJECTIONS BY RATEPAYERS.

When and how made. Sec. 291. When Council shall act on objections. Sec. 292.

Opposition to by-laws.

291. In case a person rated on the assessment roll of a municipality, or of any locality therein, objects to the passing of a by-law, the passing of which is to be preceded by the application of a certain number of the rateable inhabitants of such municipality or place, he shall, on petitioning the council, be at liberty to attend in person, or by counsel or solicitor, before the council at the time at which the by-law is intended to be considered, or before a committee of the council appointed to hear evidence thereon, and may produce evidence that the necessary notice of the application for the by-law was not given, or that any of the signatures to the application are not genuinc, or were obtained upon incorrect statements, and that

How to be made.

the proposed by-law is contrary to the wishes of the persons whose signatures were so obtained, and that the remaining signatures do not amount to the number, nor represent the amount of property, necessary to the passing of the by-law, 46 V. c. 18, s. 292.

292. If the council is satisfied upon the evidence that the When application for the by-law did not contain the names of a suffi-by-laws shall cient number of persons, whose names were obtained without not pass. fraud and in good faith, and who represent the requisite amount of property, and are desirous of having the by-law. passed, or if the council is satisfied that the notice required by law was not duly given, the council shall not pass the by-law. 46 V. c. 18, s. 293.

DIVISION III .- VOTING ON BY ELECTORS.

Proceedings preliminary to the Poll. Secs. 293-304.
The Poll. Secs. 305-319.
Who to Vote. Secs. 308, 309.
Freeholders. Sec. 308.
Leaseholders. Sec. 309.
Oath of Freeholder. Sec. 310.
Oath of Leaseholder. Secs. 311, 312.
Proceedings after close of Poll. Secs. 313-319.
Requisites of certain bonus by-laws. Sec. 320.
Secrecy of proceedings. Secs. 321, 322.
Scrutiny. Secs. 323-326.
Passing by-laws by Council. Secs. 327, 328.

- 293. In case a by-law requires the assent of the electors of If a by-law a municipality before the final passing thereof, the following requires the proceedings shall be taken for ascertaining such assent, except electors mode in cases otherwise provided for:

 of obtaining
- 1. The council shall, by the by-law, fix the day and hour for Time and taking the votes of the electors, and such places in the munici-place of vot-pality as the council shall, in their discretion, deem best for the ing to be purpose, and where the votes are to be taken at more than one by-law.

 Place, shall name a deputy returning officer to take the votes at every such place; and the day so fixed for taking the votes shall not be less than three, nor more than five, weeks after the first publication of the proposed by-law.
- 2. The council shall, before the final passing of the pro-Publication posed by-law, publish a copy thereof in some public newspaper of by-law. published either within the municipality or in the county town, or in a public newspaper published in an adjoining local municipality, as the council may designate by resolution, and the publication shall, for the purpose aforesaid, be continued in at

by has

88.

eraon, emved seal the V.

bynor by the on noil eath tion the

f a sing aps of acil, beded ated

the

not

not

that

şı

V

ti

in

th

at of

Wa

sha de

div

tai

least one number of such paper each week for three successive weeks, and the council shall put up a copy of the by-law at four or more of the most public places in the municipality. 46 V. c. 18, s. 294 (1, 2).

Notice.

3. Appended to the copy so published and posted shall be a notice, signed by the clerk of the council, stating that the copy is a true copy of a proposed by-law which has been taken into consideration, and which will be finally passed by the council in the event of the assent of the electors being obtained thereto, after one month from the first publication in the newspaper, stating the date of the first publication, and that at the hour, day and place or places therein fixed for taking the votes of the electors, the polls will be held. 49 V. c. 37, s. 25.

Ballot papers

294. Forthwith after the day has been fixed as aforesaid, to be printed for taking the votes of electors with respect to the by-law, the clerk of the municipal council which proposes the by-law, shall cause to be printed, at the expense of the municipality, such a number of ballot papers as will be sufficient for the purposes of the voting. 46 V. c. 18, s. 295.

Form of.

295. The ballot papers shall be according to the form of Schedule J to this Act. 46 V. c. 18, s. 296.

ing places, and for summing up votes.

296. The council shall, by the by-law, fix a time when, and a day for ap a place where, the clerk of the council which proposed the bypointment of law shall sum up the number of votes given for and against tend at poll- the by-law, and a time and place for the appointment of persons to attend at the various polling places, and at the final summing up of the votes by the clerk respectively, on behalf of the persons interested in, and promoting or opposing the passage of, the by-law respectively. 46 V. c. 18, s. 297.

Selection of agents.

297. At the time and place named, the head of the municipality shall appoint, in writing signed by him, two persons to attend at the final summing up of the votes, and one person to attend at each polling place on behalf of the persons interested in and desirous of promoting the passing of the by-law, and a like number on behalf of the persons interested in and desirous of opposing the passing of the by-law. 46 V. c. 18, s. 298.

Agent to

298. Before any person is so appointed he shall make and make declara subscribe, before the head of the municipality, a declaration in the form of Schedule K to this Act, that he is interested in, and desirous of promoting, or opposing (as the case may be), the passing of the by-law. 46 V. c. 18, s. 299.

Admission of ing places,

299. Every person so appointed before being admitted to agents to poll the polling place or the summing up of the votes, as the case may be, shall produce to the deputy-returning officer, or clerk of the municipality, as the case may be, his written appointment. 46 V. c. 18, s. 300.

300. In the absence of any person authorized as aforesaid Appointment to attend at a polling place, or at the final summing up of in absence of the votes, any elector in the same interest as the person so absent may, upon making and subscribing, before the deputy-returning officer at the polling place, or the clerk of the municipality, a declaration in the from of Shedule K to this Act, be admitted to the polling place to act for the person so absent.

46 V. c. 18, s. 301.

- 301. During the time appointed for polling no person shall Exclusion be entitled or permitted to be present in any polling place, other from polling than the officers, clerks and persons or electors authorized to place. attend as aforesaid at the polling place. 46 V. c. 18, s. 302.
- any elector entitled to vote at one of the polting places, who has turning been appointed deputy-returning officer or poll clerk, or who officers, poll has been named as the person to attend at a polling place, agents may other than the one where he is entitled to vote, shall give to vote at pollsuch elector a certificate that such deputy-returning officer, where they poll clerk, or person is entitled to vote for or against the by-are employed, the polling place where such elector is stationed during the polling day, and the certificate shall also state the property or other qualification in respect to which he is entitled to vote.
- (2) On the production of the certificate, the deputy-re-on certificate turning officer, poll clerk or person shall have the right to from the clerk vote at the polling place where he is stationed during the polling place of the ward, or polling subdivision where he would otherwise have been entitled to vote; and the deputy-returning officer shall attach the certificate to the voters' list; but no such certificate shall entitle such elector to vote at such polling place, unless he has been actually engaged as deputy-returning officer, poll clerk or person during the day of polling.
- (3) In case of a deputy-returning officer voting at the poll-Who to ading place at which he is appointed to act, the poll clerk, or in minister oath the absence of the poll clerk, anyone authorized to be present in such case. at the polling place, may administer to the deputy-returning officer the oath required to be taken of voters qualified to vote on the by-law. 46 V. c. 18, s. 303.
- 303. In the case of municipalities which are divided into Who to conwards or polling subdivisions, the clerk of the municipality duet the poll shall, before the poll is opened, prepare and deliver to the in municipal-deputy-returning officer for every ward or polling sub-ities divided division, a voters' list in the form of Schedule C to this Act, containing the names, arranged alphabetically, of all persons appearing by the then last revised assessment roll to be

25. aid, aw,

(2)

ive

at

46

be the

ken

the

the

t at

the

aw, ity, our-

n of

and by-

inst ons umf of pas-

s to s to ted d a

and in and the

l to ease erk intentitled, under the provisions of sections 808 and 309 of this Act, to vote in that ward or polling subdivision, and snall attest the said list by his solemn declaration in writing under his hand. 46 V. c. 18, s. 304.

In municipalities not divided into wards.

Chap. 184.

304. In the case of municipalities which are not divided into wards or polling subdivisions, the clerk shall provide himself with the necessary ballot papers, the materials for marking ballot papers, printed directions to voters, and a list of electors for the municipality similar to the list mentioned in the preceding section; and the clerk shall perform the like duties. with respect to the whole municipality as are imposed upon a deputy-returning officer in respect of a ward or polling subdivision. 46 V. c. 18, s. 305.

The Poll.

Voting to be by ballot.

305. At the day and hour fixed as aforesaid, a poll shall be held and the vote shall be taken by ballot. 46 V.c. 18, s. 306.

Proceedings to be as at municipal elections.

306. The preceedings at the poll, and for and incidental to the same, and the purposes thereof, shall be the same, as nearly as may be, as at municipal elections, and all the provisions of sections 120 to 176 inclusive, of this Act, so far as the same are applicable, and except so far as is herein otherwise provided, shall apply to the taking of votes at the poll, and to all matters incidental thereto. 46 V. c. 18, s. 307.

Form of directions for guidance to voters.

307. The printed directions to be delivered to the deputyreturning officers shall be in the form of Schedule L to this Act. 46 V. c. 18, s. 308.

Freeholders on by-laws.

308.—(1) Every ratepayer, being a man, unmarried woman who may vote or widow, shall be entitled to vote on any by-law requiring the assent of the electors, who, at the time of tender of the vote, is of the full age of twenty-one years, and a nature born or naturalized subject of Her Majesty, and who has neither directly nor indirectly received, nor is in expectation of receiving, any reward or gift for the vote which he tenders, and who is at the time of the tender a freeholder, in his own right, or whose wife is a freeholder of real property within such municipality, of sufficient value to entitle him to vote at any municipal election, and is rated on the last revised assessment roll as such freeholder, provided such person is named or purported to be named in the voters' list of electors.

In case of new where there has been no assessment

(2) In case of a new municipality in which there has not been municipality any assessment roll, the qualification of being named on the list and of being rated on the roll shall be dispensed with, but in such case the person offering to vote shall not be entitled to vote, unless he possesses the other qualifications above men-

per mo app 625

(

any

list

mor

n di

ar is

m m

ses

of

to

the

of

offe: the the and he h he n depu list, to vo

31 on s office to ma or to

tioned, and has, at the time of tender of his vote, sufficient property to have entitled him to vote if he had been rated for such property, and unless at such time he names such property to the deputy-returning officer; and the deputy-returning officer shall note such property in the voters' list opposite the voter's name, at the request of any one entitled to vote on such by-law. 46 V. c. 18, ss. 309, 311.

309.—(1) Every ratepayer shall be entitled to vote on any Leaseholders by-law requiring the assent of the electors, who is a man, un-who may vote married woman or widow, and at the time of tender of the vote on by-laws. is of the full age of twenty-one years, and a natural born or naturalized subject of Her Majesty, and who has neither directly nor indirectly received, nor is in expectation of receiving, any reward or gift for the vote which he tenders, and is resident within the municipality for which the vote is taken for one month next before the vote, and who is, or whose wife is, a leaseholder of real property within the municipality of sufficient value to entitle him to vote at a municipal election, and who is rated on the last revised assessment roll therefor, and which lease extends for the period of time within which the debt to be contracted or the money to be raised by the by-law is made payable; in which lease the lessee has covenanted to pay all municipal taxes in respect of the property leased, and which person is named, or purported to be named, in the voters' list.

- (2) The said provisions as to the lease extending for the Leaseholders period of time within which the debt to be contracted or the who may vote money to be raised by such by-law is made payable, shall not provement apply to a by-law respecting local improvements, under section by-laws.
- (3) In case of a new municipality in which there has not been In case of any assessment roll, the qualification of being named on the new municilist and of being rated on the roll, and of residence for one pality where month, shall be dispensed with, but in such case the person been no offering to vote shall not be entitled to vote unless possessing assessment the other qualifications above mentioned, and unless he is at the time of tender of his vote a resident of the municipality, and then has sufficient property to have entitled him to vote if he had been rated for such property, and unless at such time he names the property to the deputy-returning officer; and the deputy-returning officer shall note the property in the voters' list, opposite the voter's name, at the request of any one entitled to vote on such by-law. 46 V. c. 18, ss. 210, 511.
- 310. Any ratepayer offering to vote in respect of a freehold Oath of freehon such by-law, may be required by the deputy-returning holder voting officer, or any ratepayer entitled to vote on such by-law, on by-law. to make the following oath or affirmation, or any part thereof, or to the effect thereof, before his vote is recorded:

into
nself
king
etors
the
uties

303.

this

mall

nder

on a sub-

poll V. c.

ental
e, as
rovis the
wise
and

uty-Act.

man the vote, n or ther ceivwho ight, such any nent pur-

been the but itled nen-

You swear that you are of the full age of 21 years, and a natural born (or naturalized) subject of Her Majesty:

That you are a freeholder in your own right (or your wife is a freeholder), within the Municipality for which this vote is taken;

That you have not voted before on the by-law in this Township (or Ward, as the case may be);

That you are, according to law, entitled to vote on the said by-law;

That you have not, directly or indirectly, received any reward or gift, nor do you expect to receive any, for the vote which you tender;

That you are the person named, or purporting to be named, in the voter's list of electors;

(In the case of an unmarried woman or widow claiming to vote). That

you are unmarried (or a widow as the case may be);

That you have not received anything, nor has anything been promised. to you directly or indirectly, either to induce you to vote on this by-law, or for loss of time, travelling expenses, hire of team, or any other service connected therewith;

And that you have not, directly or indirectly, paid or promised anything to any person, either to induce him to vote, or refrain from voting;

(In case of a new Municipality in which there has not been any assessment roll, then instead of referring to being named in the voters' list, the person offering to vote may be required to name, in the oath, the property in respect of which he claims to vote;)

And no enquiries shall be made of any voter, except with respect to the facts specified in such oath or affirmation. 46 V. c. 18, s. 312.

311. Any ratepayer offering to vote in respect of a leasehold, Oath of leaseholder voting on such by-law, other than a by-law respecting local im provements, under section 625, may be required by the deputyon by-law returning officer or any ratepayer entitled to vote on such other than one local improve- by-law, to make the following oath or affirmation, or any part thereof, or to the effect thereof, before his vote is recorded: ments under section 625.

You swear that you are of the full age of 21 years, and a natural born or naturalized subject of Her Majesty;

That you have been a resident within the Municipality for which this

vote is taken for one month next before the vote;

That you are (or your wife is), a leaseholder within this Municipality, and the lease extends for the period of time within which the debt to be contracted or the money to be raised by the by-law now submitted to the ratepayers is made payable, and that you have (or the lessee in said lease has) covenanted in such lease to pay all municipal taxes;

That you have not before voted on the by-law in this Township (or

Ward, as the case may be);

That you are, according to law, entitled to vote on the said by-law;

That you have not directly or indirectly received any reward or gift, nor do you expect to receive any, for the vote which you tender;

That you are the person named, or purporting to be named, in the voters'

(In the case of an unmarried woman or widow claiming to vote). That

you are unmarried (or a widow as the case may be;)

That you have not received anything, nor has anything been promised to you directly or indirectly, either to induce you to vote on this by-law, or for loss of time, travelling expenses, hire of team, or any other service connected therewith;

ti 01 tl ef

vo ane

(01

Ί vote you

Т to y or fe conr A to a

(Iroll, and e may to vo \mathbf{A} nd

pect c. 18 31

retni nnde 310.

born

free-

) (or

gift,

ı the

That

nised. -law,

rvice

thing

ment

erson

espect

ı re-

6 V.

hold,

outy-

such

part

born

h this

cality,

to be to the

l lease

ip (or w;

ft, nor

voters'

That

omised y-law.

service

1:

And that you have not directly or indirectly paid or promised anything to any porson, either to induce him to vote or refrain from voting;

(In case of a new Municipality in which there has not been any assessment roll, then instead of swearing to residence for one month next before the vote, and of referring to being named in the voters' list, the person offering to vote may be required to name in the outh the property in respect of which he claims to vote, and that he is a resident of such Municipality;)

And no enquiries shall be made of a voter, except with respect to the facts specified in the oath or affirmation. 46 V. c. 18, s. 313.

312. A ratepayer offering to vote in respect of a leasehold, Oath of leaseon a by-law respecting local improvements, under sec-holder voting tion 625, may be required by the deputy-returning officer, respecting or any rate payer entitled to vote on the by law to make local improvements. or any ratepayer entitled to vote on the by-law, to make local improvethe following oath or affirmation, or any part thereof, or to the ments under section 625. effect thereof, before his vote is recorded;

You swear that you are of the full age of 21 years, and a natural born (or naturalized) subject of Her Majesty;

That you have been a resident within the Municipality for which this vote is taken, for one mouth next before the vote;

That you are (or your wife is) a leaseholder within this Municipality, and that you have (or the lessee in said lease has) covenanted in such lease to pay all municipal taxes;

That you have not before voted on the by law in this Township (or Ward, as the case may be);

That you are, according to law, entitled to vote on the said by law;

That you have not directly or indirectly received any reward or gift, nor do you expect to receive any, for the vote which you tender;

That you are the person named, or purporting to be named, in the voters' list;

(In the case of an unmarried woman or widow claiming to vote.) That you are unmarried (or a widow as the case may be;)

That you have not received anything, nor has anything been promised to you directly or indirectly, either to induce you to vote on this by-law, or for loss of time, travelling expenses, hire of team, or any other service connected therewith;

And that you have not directly or indirectly paid or promised anything to any person, either to induce him to vote or refrain from voting;

(In case of a new Municipality in which there has not been any assessment roll, then instead of swearing to residence for one month next before the vote, and of referring to being named in the voters' list, the person offering to vote may be required to name in the oath the property in respect of which he claims to vote, and that he is a resident of such Municipality);

And no enquiries shall be made of a voter except with respect to the facts specified in the oath or affirmation. c. 18, s. 314.

- 313. The written statement to be made by every deputy-form of statereturning officer at the close of the polling shall be made ment to be under the following heads: made by deputy returning
 - (a) Name or number of ward or polling subdivision, and officers of result of the of the municipality, and the date of the polling; polling.

- (b) Number of votes for and against the by-law;
- (c) Rejected ballot papers. 46 V. c. 18, s. 315.

Objections to

To be num-

bered. .

314. The deputy-returning officer shall take a note of any ballot papers, objection made by any person authorized to be present, to any ballot paper found in the ballot box, and shall decide any question arising out of the objection. Each objection to a ballot paper shall be numbered, and a corresponding number placed on the back of the ballot paper, and initialed by the deputy-returning officer. 46 V. c. 18. s. 316.

Deputy returning officer's duties after

votes are

counted.

- 315. Every deputy-returning officer, at the completion of the counting of votes after the close of the poll shall, in the presence of the persons authorized to attend, make up into separate packets, sealed with his own seal, and the seals of such persons authorized to attend as desire to affix their seals, and marked upon the outside with a short statement of the contents of such packet, the date of the day of polling, the name of the deputy-returning officer, and of the ward or polling subdivision and municipality-
 - (a) The statement of votes given for and against the bylaw and rejected ballot papers;
 - (b) The used ballot papers which have not been objected to and have been counted;
 - (c) The ballot papers which have been objected to, but which have been counted by the deputy-returning
 - (d) The rejected ballot papers;
 - (e) The spoiled ballot papers;
 - (f) The unused ballot papers;
 - (g) The voters' list, with the oath in the form of Schedule G annexed thereto; a statement of the number of voters whose votes are marked by the deputy returning officer, under the heads "Physical Incapacity" and "Unable to Read," with the declarations of inability; and the notes taken of objections made to ballot papers found in the ballot box. 46 V. c. 18, s. 317.

Certificate and declaration of deputy returning officer and return of voters' list box.

316. Every deputy returning officer shall, at the close of the poll, certify, under his signature, on the voters' list, in full words, the total number of persons who have voted at the polling place at which he has been appointed to preside, and shall before placing the voters' list in its proper packet as aforesaid and of ballot make and subscribe before the clerk of the municipality, a Justice of the Peace or the pell clerk, his solemn declaration that the voters' list was used in the manner prescribed by law, and that the entries required by law to be made therein were

ea th sea the

col

vo

by.

hi

th

or cas

gra

mai lene of : to : or I sucl of a maj

(2

sect vote whe: men vote (3

shall

has i

(4 the (cisio a scr any any

any

to a

mber

7 the

etion

ll, in

e up

seals

seals,

f the

the d or

e by-

ected

o, but rning

redule

ber of

ty recity"

of in-

ade to

c. 18,

lose of

in full e poll-

l shall

oresaid

lity, a aration

by law,

n were

correctly made, which declaration shall be in the form of Schedule G to this Act, and shall, thereafter be annexed to the voters' list: he shall also forthwith return the ballot box to the clerk of the municipality. 46 V. c. 18, s. 318.

317. Every deputy-returning officer, upon being requested Deputy reso to do, shall deliver to the persons authorized to attend at turning officer his polling place, a certificate of the number of votes given at to number of the polling place for and against the by-law, and of the number votes and of rejected ballot papers. 46 V. c. 18, s. 319.

318. The clerk, after he has received the ballot papers and Clerk to cast statements before mentioned of the number of votes given in up votes and each polling place, shall at the time and place appointed by declare result, each polling place, shall, at the time and place appointed by the by law, in the presence of the persons authorized to attend or such of them as may be present, without opening any of the sealed packets of ballot papers, sum up from such statements the number of votes for and against the by-law, and shall then and there declare the result, and forthwith certify to the council under his hand, whether the majority of the electors voting upon the by-law have approved or disapproved of the by-law. 46 V. c. 18, s. 320.

- 319. Where the assent of the electors or of the ratepayers, Clerk not to or a proportion of them, is necessary to the validity of a have casting by-law, the clerk or other officer shall not be entitled to give a tain by-laws. casting vote. 46 V. c. 18, s. 321.
- 320.—(1) To render valid a by-law of a municipality for Requisites to granting a bonus in aid of a railway, or for promoting any validity of manufacture, or for taking stock in a railway company or for certain bonus manufacture, or for taking stock in a railway company, or for by-laws. lending money to such company, or for guaranteeing the payment of money borrowed by such company, or for lending money to any other company or person on condition of such company or person establishing or continuing a manufactory in or near such municipality, the assent shall be necessary of two-fifths of all ratepayers who were entitled to vote, as well as of a majority of the ratepayers voting on the by-law.

- (2) In such case, in addition to the certificate required by section 318 of this Act, the clerk, in case of the majority of votes being in favor of the by-law, shall further certify whether or not, as far as shewn by the voters' list and assessment roll, such majority appears to be two-fifths of all the voters who were entitled to vote on the by-law.
- (3) In case of dispute as to the result of the vote, the Judge shall have the same powers for determining the question as he has in any case of a scrutiny of the votes.
- (4) The petition to the Judge may be by any elector, or by the Council; and the proceedings for obtaining the Judge's decision shall be the same, as nearly as may be, as in the case of a scrutiny. 46 V. c. 18, s. 322.

di

se

be

Secrecy of Proceedings.

Maintaining secrecy of proceedings at polling.

321.—(1) Every officer, clerk and person in attendance at a polling place shall maintain and aid in maintaining the secrecy of the voting at the polling place.

Voter not to be interfered with.

(2) No officer, clerk or other person whosoever, shall interfere with or attempt to interfere with a voter when marking his vote, or otherwise attempt to obtain, at the polling place, information as to the manner in which any voter at such polling place is about to vote or has voted.

No information to be given as to how any one voted.

(3) No efficer, clerk, or other person shall communicate at any time, to any person, any information obtained at a polling place as to the manner in which any voter at such polling place is about to vote or has voted.

Secreey to be counting

(4) Every officer, clerk and person in attendance at the countmaintained at ing of the votes shall maintain, and aid in maintaining, the secrecy of the voting, and shall not communicate, or attempt to communicate, any information obtained at such counting as to the manner in which any vote is given in any particular ballot paper.

Voters not to be induced to disclose votes.

(5) No person shall, directly or indirectly, induce any voter to display his bailot paper after he has marked the same, so as to make known to any person the manner in which he has marked his vote.

Penalty for contravening this section.

(6) Every person who acts in contravention of this section shall be liable, on summary conviction before a Stipendiary Magistrate, Police Magistrate, or two Justices of the Peace, to imprisonment for any term not exceeding six months, with or without hard labour. 46 V. c. 18, s. 328.

olaration of secrecy to be made by officers, etc., before a poll.

Statutory de 322. The clerk of the municipality, and every officer, clerk or person authorized to attend a polling place, or at the counting of the votes, shall, before the opening of the poll, make a statutory declaration of secrecy in the presence, if he is the clerk of the municipality, of a Justice of the Peace, and if he is any other officer, or a clerk or an agent, in the presence of a Justice of the Peace, or the clerk of the municipality, or a deputy-returning officer; and such statutory declaration of secrecy shall be in the form given in Schedule M to this Act, or to the like effect. 46 V. c. 18, s. 324.

Scrutiny.

Judge.

323. If within two weeks after the clerk of the council application to which proposed the by-law has declared the result of the votafter giving such notice of the application, and to such persons as the Judge directs, and shews by affidavit to the Judge reasonable grounds for entering into a scrutiny of the ballot papers, at a

recy

nter-

king lace.

poll-

te at

lling place

ount-

, the

pt to

as to

allot

voter

80 AS

e has

ection

diary

ce, to

clerk

count-

ake a is the

if he

, or a

on of Act,

ouncil

e vot-Judge

ersons

eason-

apers,

and the petitioner enters into a recognizance before the Judge in the sum of \$100, with two sureties (to be allowed as sufficient by the Judge upon affidavit of justification) in the sum of \$50 each, conditioned to prosecute the petition with effect, and to pay the party against whom the same is brought any costs which may be adjudged to him against the petitioner, the Judge may appoint a day and place, within the municipality, for entering into the scrutiny. 46. V. c. 18, s. 325.

- 324. At least one week's notice of the day appointed for Notice of time the scrutiny, shall be given by the petitioner to such persons as of scrutiny. the Judge directs, and to the clerk of the municipality. 46
- 325. On the day and at the hour appointed, the clork shall Proceedings. attend before the Judge with the ballet papers in his custody, and the Judge upon inspecting the ballet papers, and hearing such evidence as he may deem necessary, and on hearing the parties, or such of them as may attend, or their counsel, shall, in a summary manner, determine whether the majority of the votes given, is for or against the by-law, and shall forthwith certify the result to the council. 46 V. c. 18, s, 327.
- 326. The Judge shall on the scrutiny possess the like Powers of powers and authority, as to all matters arising upon the scru Judge tiny, as are possessed by him upon a trial of the validity of the election of a member of a municipal council; and in all cases Costs. costs shall be in the discretion of the Judge, as in the ease of applications to quash a by-law, or he may apportion the costs as to him seems just. 46 V. c. 18, s. 328.

Passing by-laws by Council.

- 327. A by-law which is duly carried by the vote of the By-law carqualified electors, shall within six weeks thereafter be passed ried by others by the council. 46 V. c. 18, s. 329; 49 V. c. 37, s. 6.
- 328. In case of a petition being presented, the by-aw shall The passing not be passed by the council until after the petition has been of the by-law disposed of; and the time which intorvenes between the pre-stayed on presenting of the petition and the final disposal thereor shall not petition. be reckoned as part of the six weeks within which the by-law is to be passed. 46 V. c. 18, s. 330.

Division IV .- Confirmation of By-Laws.

By publication. Sec. 329.
Notice. Sec. 330.
When not moved against. Sec. 331.

8

C

01

CC

in

is

811

ra

ma

pr to

thr tio

upo

visi

the

in p

pea

exis

mal the

cour situ

agai

cros

evid Hig

and may.

prop

grou

Promulgation of by laws.

329. Every promulgation of a by-law shall consist in the publication, through the public press, of a true copy of the bylaw, and of the signature attesting its authenticity, with a notice appended thereto of the time limited by law for applications to the Courts to quash the same or any part thereof, and the publication aforesaid shall be in such public newspaper, published either within the municipality or in the county town, or in a public newspaper published in an adjoining local municipality, as the council may designate by resolution, and the publication shall, for the purpose aforesaid, be continued in at least one number of such paper, each week, for three successive weeks. 46 V. c. 18, s. 331.

Form of nolished with by-law.

330. The notice to be appended to every copy of the by-law tice to be pub- for the purpose aforesaid, shall be to the effect following:

> Notice.—The above is a true copy of a by-law passed by the municipal council of the A. D. 18 and day of the approved by His Honour the Lieutenant-Governor in Council, on the day of (where such approval is required to give effect to the by-law): And all persons are hereby required to take notice that any one desirous of applying to have such by-law, or any part thereof, quashed, must make his application for that purpose to the High Court at Toronto, within three months next after the publication of this notice once a week for three successive weeks, in the newspaper called the he will be too late to be heard in that behalf.

46 V. c. 18, s. 332.

If not moved the time limited, to be valid.

331. In case no application to quash a by-law is made against within within three months next after the third publication thereof and notice as aforesaid, the by law, or so much thereof as is not the subject of any such application, or not quashed upon such application, so far as the same ordains, prescribes or directs anything within the proper competence of the council to ordain, prescribe or direct, shall, notwithstanding any want of substance or form, either in the by-law itself, or in the time or manner of passing the same, be a valid by-law. 46 V. c. 18, s. 333.

DIVISION V .- QUASHING BY-LAWS.

How to proceed. Sec. 332. Time limited for applications. Secs. 333, 334. Motion against for corrupt practices. Secs. 335, 336. Staying proceedings upon the by-law. Sec. 337. Liability of Municipality for acts under illegal by-law, Sec. 338. Tender of amends. Sec. 339.

Quashing by laws.

332. In case a resident of a municipality, or any other person interested in a by-law, order or resolution of the ouncil thereof, applies to the High Court, and produces to the Court a copy of the by-law, order, or resolution. certified under the hand of the clerk, and under the corporate seal, and shews by affidavit that the same was received from the clerk and that the applicant is resident or interested as aforesaid, the Court, after at least four days service on the corporation of a rule to shew cause in this behalf, may quash the by-law, order, or resolution, in whole or in part, for illegality, and, according to the result of the application, award costs for or against the corporation. 46 V. c. 18, s. 334.

333. No application to quash a by-law, order or resolution, Time within in whole or in part, shall be entertained unless the application which application must or resolution, except in the case of a by-law requiring the assent of electors or ratepayers, when the by-law has not been submitted to, or has not received the assent of, the electors or ratepayers, and in such case an application to quash the by-law may be made at any time.

46 V. c. 18, s. 335.

334. In case a by-law, by which a rate is imposed, has been Time after promulgated in the manner hereinbefore specified, no application which by-law to quash the by-law shall be entertained after the expiration of imposing a three months from the promulgation. 46 V. c. 18, s. 336.

225.

promulgated. through, or by means of, any violations of the provisions of sec. laws obtained tions 209 and 210 of this Act shall be liable to be quashed by bribery, upon an application to be made in conformity with the provisions hereinbefore contained. 46 V. c. 18, s. 337.

336.—(1) Before determining an application for the quash-Procedure in ing of a by-law, upon the ground that any of the provisions of such case. the said sections 209 and 210 of this Act have been contravened in procuring the passing of the sar e, and if it is made to appear to a Judge of the High Court that probable grounds exist for a motion to quash the by-law, the Judge may Inquiry by make an order for an inquiry to be held, upon such notice to County the parties affected as the Judge may direct, concerning the said grounds, before the Judge of the County Court of the county in which the municipality which passed the by-law is situate, and require that upon the inquiry all witnesses, both against and in support of the by-law, be orally examined and cross-examined upon oath before the County Court Judge.

(2) The County Court Judge shall thereupon return the Return of evidence so taken before him, to one of the Registrars of the evidence. High Court at Toronto; and after the return of the evidence, and upon reading the same, a Judge of the High Court Judgment. may, upon notice to such of the parties concerned as he thinks proper, proceed to hear and determine the question; and if the grounds therefor appear to him to be satisfactorily established

d all oplyhis hree

hree

29.

the

by-

h a

ica-

and

per,

wn,

ocal

and lin

сез-

·law

cipal

on

and the

2. nade reof not such

to vant time

law,

perincil

n

tŀ

cł

to

fo

da tra

be

an

the

nu

wil

me

be

car

rais the

if 1

the the

6

asse

Costs.

he may make an order for quashing the by-law, and he may order the costs attending the proceedings to be paid by the parties or any of them who have supported the by-law; and if it appears that the application to quash the by-law ought to be dismissed, the Judge may so order, and in his discretion award costs, to be paid by the persons applying to quash the by-law. 46 V. c. 18, s. 338.

Stay of pro-ceedings on the by-law.

337 After an order has been made by a Judge directing an inquiry, and after a copy of the order has been left with the clerk of the corporation of which the by-law is in question, all further proceedings upon the by-law shall be staid until after the disposal of the application in respect of which the inquiry has been directed; but if the matter is not prosecuted to the satisfaction of the Judge he may remove the stay of proceedings. .46 V. c. 18, s. 339.

Municipality to be liable for acts done by-law.

338. In case a by-law, order or resolution is illegal, in whole or in part, and in case anything has been done under it which, under illegal by reason of such illegality, gives any person a right of action, no such action shall be brought until one month has elapsed after the by-law, order or resolution has been quashed or repealed, nor until one month's notice in writing of the intention to bring the action has been given to the corporation, and every such action, shall be brought against the corporation alone, and not against any person acting under the by-law, order or resolution. 46 V. c. 18, s. 340.

Notice of action.

Tender of amends.

339. In case the corporation tenders amends to the plaintiff or his solicitor, if such tender is pleaded and (if traversed) proved, and if no more than the amount tendered is recovered, the plaintiff shall have no costs, but costs shall be taxed to the defendant, and set off against the verdict, and the balance due to either party shall be recovered as in ordinary cases. 46 V. c. 18, s. 341. See sec. 430.

DIVISION VI.—BY-LAWS CREATING DEBTS.

Requisite formalities. Secs. 349-342. Principal may be repayable by annual instalments. Sec. 342. Special rates a charge on property. Sec. 343. Assent of electors, when required. Sec. 344. When special Council meeting requisite. Sec. 345. When repealable and when not. Secs. 346, 347. Illegal repeal to be ignored by Municipal Officers. Sec. 348. Purchase of Public Works, etc., by Councils. Sec. 349. Rates to be imposed therefor. Sec 350. Registration of By-laws. Secs. 351-356.

By-laws for contracting debts.

340. Every municipal council may, under the formalities required by law, pass by-laws for contracting debts, by borrowing money or otherwise, and for levying rates for payment of such may

r the

and

at to

debts upon the ratable property of the municipality for any pur-Terms of. pose within the jurisdiction of the council, but no such by-law shall be valid, which is not in accordance with the following restrictions and provisions, except in so far as is otherwise provided in the next following two sections of this Act:

- 1. The by-law, if not creating a debt for the purchase of When to public works, shall name a day in the financial year in which take effect. the same is passed when the by-law is to take effect; and if no day is named shall take effect on the day of the passing thereof;
- 2. If not contracted for gas or water-works, or for the pur-When debt to chase of public works, according to the statutes relating there-be redeemed. to, the whole of the debt and the obligations to be issued therefor shall be made payable in twenty years at furthest, from the If for gas or day on which such by-law takes effect; and if the debt is con-waterworks, tracted for gas or water-works, the same shall, in like manner, etc. be paid in thirty years at furthest from the day on which the by-law takes effect;
- 3. The by-law shall settle a certain specific sum to be raised Yearly rate. annually for the payment of interest during the currency of the debentures; also, a certain specific sum to be raised annually for the payment of the debt; such sum to be such as will be sufficient with the estimated interest on the investments thereof, to discharge the debt when payable;
- 4. In settling the sum to be raised annually for the pay-Interest on ments of the debt, the rate of interest on investments shall not investments, be estimated at more than five per cent. per annum, to be mated.
- 5. The by-law shall provide that such annual sum shall be Property on raised and levied in each year by a special rate, sufficient which rate to therefor, on all the ratable property in the municipality; or, if the by-law is for a work payable by local assessment, on all the property ratable under the by-law or per foot frontage as the ease may be;
- 6. The by-law, unless it is for a work payable by local Recitals: assessment, shall recite:
 - (a) The amount of the debt which the new by-law is Amount and intended to create, and, in some brief and general object of terms, the object for which it is to be created;
 - (b) The total amount required by this Act to be raised Amount to be annually by special rate for paying the new debt raised annually;
 - (c) The amount of the whole ratable property of the The value of municipality according to the last revised, or retheratable vised and equalized assessment roll;
 - (d) The amount of the existing debenture debt of the Amount of municipality, and how much (if any), of the prin-existing debt. cipal or interest is in arrear, 46 V. c. 18, s. 342.

etion
the
ag an
the
after
quiry

o the

lings.

whole hich, ction, apsed od or ntenation,

ation

r-law,

nintiffersed)
ered,
o the
e due
46 V.

342.

3*.*

alities owing such

u

le

a

p

n

lo

cc

th

ti

ce

re

te

co

ele

CO

be

ho

toı

nie

her

tin

mit

or ·

as I

as :

deb

upo

ent

341.—(1) If the by-law is for a work payable by local By-law for a work payable assessment, it shall recite:

sessment must recite : Amount and object of debt :

(a) The amount of the debt which the by-law is intended to create, and, in some brief and general terms, the object for which it is to be created;

Amount to be raised annually;

(b) The total amount, required by this Act to be raised annually by special rate for paying the debt and interest under the by-law;

Value of real property rateable;

(c) The value of the whole real property ratable under the by-law, as ascertained and finally determined as aforesaid;

That debt created on security of special rate. (d) That the debt is created on the security of the special rate settled by the by-law, and on that security only. 46 V. c. 18, s. 343.

Power to guarantee local improvement debentures.

(2) In the matter of by-laws passed, or to be passed for works payable by local assessment, in order to facilitate the negotiation of debentures issued thereunder, and add to their commercial value, the council of any township, city, town, or incorporated village, may declare that the debt to be created on the security of the special rate settled by the by law is further guaranteed by the municipality at large, anything contained in sub-section (d) of this section to the contrary notwithstanding. 49 V. c. 37, s. 39; 50 V. c. 29, s. 48.

Municipal council may make princiby equal an-nual instalments.

342.—(1) In any case of passing a by-law for contracting a debt, by borrowing money for any purpose, the municipal council pal repayable may, in its discretion make the principal of the debt repayable by annual instalments, during the currency of the period (not exceeding thirty years, if the debt is for gas or water works, and not exceeding twenty years, if the debt is for any other purpose), within which the debt is to be discharged; such instalments to be of such amounts that the aggregate amount payable for principal and interest in any year shall be equal, as nearly as may be, to what is payable for principal and interest during each of the other years of such period; and may issue the debentures of the municipal corporation for the amounts, and payable at the times, corresponding with such instalments, together with interest, annually or semi-annually, as may be set forth and provided in the by-law.

What by-law

(2) The by-law shall set forth a certain specific sum, to be shall set out raised in each year during the currency of the debt, which annual sum shall be sufficient to dischaage the several instalments of principal and interest accruing due on such debt, as the said instalments and interest become, respectively, payable according to the terms of the by-law; and in cases within this section it shall not be necessary that any provision be made for a sinking fund. 46 V. c. 18, s, 844.

41.

cal

 \mathbf{ded}

the

sed

and

the

cial rity

for

the

heir

· in-

the

ther

ned

ith-

ng a

ncil

able

(not

and

ose),

ts to

for

y as

ring

e deand

, to-

e set

o be

an-

ents said

cord-

ction

sink-

343. Every special assessment made, and every special rate Special rates imposed and levied, under any of the provisions of this Act, and a charge on all sewer rents and charges for work or services done by the property. corporation, on default of the owners of real estate, under the provisions of any valid by-law of the council of the said corporation, shall form a lien and charge upon the real estate upon, or in respect of which, the same shall have been assessed and rated or charged, and shall be collected in the same manner, and with the like remedies, as ordinary taxes upon real estate are collectable, under the provisions of The Assessment Act. Rev. Stat. c. 193.

344.—(1) Every by-law (except for drainage, as provided for By-laws for under section 569 of this Act, or for a work payable entirely by raising money local assessment) for raising, upon the credit of the municipality, not for ordinary money not required for its ordinary expenditure, and not must (with payable within the same municipal year, shall, before the final certain exceppassing thereof, receive the assent of the electors of the municipality in the manner provided for in section 293 and foltors. lowing sections of this Act; except that in counties the county Exception as council may raise, by by-law or by-laws, without submitting to by-laws for the same for the assent of the electors of such county or councontacting ties, for contracting debts or loans, any sum or sums not ex-not exceeding in any one year \$20,000 over and above the sums in any year required for its ordinary expenditure.

(2) Provided always, that where a county and city are uni-Exception as ted for judicial purposes the council of the county or city to erecting may, by by-law or by-laws passed at any meeting of such courthouses council, without submitting the same for the assent of the electors of such county or city, as the case may be, for contracting such debt, raise such sums of money as may be required for erecting, building and furnishing a court house and offices, to be used in connection therewith, and tor acquiring such land as may be necessary or convenient for the purposes of such court house and offices. 46 V. c. 18, s. 346.

(3) And provided always that the council of a town Exception as heretofore or hereafter withdrawn from the county, and contopayment tinuing so withdrawn pursuant to the provisions hereof, or of town of share city heretofore or hereafter erected, may, by by-law or of county by-laws passed at any meeting of such council, without sub-debt. mitting the same for the assent of the electors of such town or city as the case may be, raise such sum or sums of money as may be required to liquidate their share of the county debt as awarded or agreed upon pursuant to this Act, and to issue debentures for that purpose at such rates, for such times and upon such terms as they may theretofore have done, or be entitled to do for meeting any other liability of said town or city as the case may be. 49 V. c. 37, s. 7.

Certain bylaws of county council not to be valid unless passed at meeting speeially called and held three months after notice,

Chap. 184.

345. No such by-law of a county council for contracting any such debt or loan for an amount not exceeding in any one year \$20,000 over and above the sums required for its ordinary expenditure, other than a by-law to raise money for erecting, building and furnishing a court house and offices aforesaid, or for acquiring land as provided in sub-section 2 of the last preceding section, shall be valid, unless the same is passed at a meeting of the council specially called for the purpose of considering the same, and held not less than three months after a copy of the by-law, as the same is ultimately passed, together with a notice of the day appointed for the meeting, has been published in some newspaper issued weekly or oftener within the county (as constituted for judicial purposes) or if there is no such public newspaper, then in a public newspaper published nearest to the county, which said notice may be to the effect following:

Form of notice.

The above is a true copy of a proposed by-law, to be taken into consideration by the Municipality of the County (or United Counties) of , in the said County (or United Counties), on the o'clock in the , 18 , at the hour of which time and place the members of the Council are hereby required to attend for the purpose aforesaid.

Clerk.

46 V. c. 18, s. 347.

When part may be repealed as to residue.

346. Where part only of a sum of money provided for by only of money a by-law has been raised, the council may repeal the by-law raised, by law as to any part of the residue, and as to a proportionate part of the special rate imposed therefor, provided the repealing bylaw recites the facts on which it is founded, and is appointed to take effect on the 31st day of December in the year of its passing, and does not affect any rates due, or penalties incurred before that day, and provided the by-law is first approved by the Lieutenant-Governor in Council. 46 V. c. 18, s. 348.

Proviso.

Until debt paid certain by-laws cannot be repealed,

Nor altered.

Exceptions.

347. After a debt has been contracted, the council shall not, until the debt and interest have been paid, repeal the by-law under which the debt was contracted, or any by-law for paying the debt or the interest thereon, or for providing therefor a rate or additional rate, or appropriating thereto the surplus income of any work or of any stock or interest therein, or money from any other source; and the council shall not alter a by-law providing any such rate, so as to diminish the amount to be levied under the by-law, except in the cases herein authorized, and shall dot apply to any other purpose any money of the corporation which, not having been previously otherwise appropriated by any by-law or resolution, has been directed to be applied to such payment. 46 V. c. 18, s. 349.

to la lev

the

bu to in wh cov ma WO sol mu obs afor and ann yea

3 the bon Maj sett the wha prop char or s the the s as a mon as st

by a

said

46 V

c. 1

35 tract than debts there 345.

ing

onc

ary

ng,

the

sed

e of

fter

to-

ing,

ner

r if

per

e to

der-

day

i, at

by

law

t of

by-

ited

ear

lties

ap-

18,

not,

-law

ying

rate

ome

rom pro-

vied and

ora-

ated l to 348. No officer of the municipality shall neglect or refuse No officer to to carry into effect a by-law for paying a debt under color of neglect, etc., a by-law illegally attempting to repeal such first mentioned by-by-law for law, or to alter the same so as to diminish the amount to be payment unlevied under it. 46 V. c. 18, s. 350.

349. Any council may contract a debt to Her Majesty in Municipal the purchase of any of the public roads, harbours, bridges, councils may buildings or other public works in Ontario, whether belonging hurchase public works, to this Province or to the Dominion of Canada, or of any claim etc., and conin respect of such works, or of any right to collect tolls on tract debts to such road or bridge, or for the making such road or bridge, Crown, wholly or partly free from tolls, and may execute such bonds, deeds, covenants, and other securities to Her Majesty, as the council may deem fit, for the payment of the price of such public work or claim already sold or transferred, or which may be sold or transferred, or agreed to be sold or transferred to the municipal corporation, and for securing the performance and observance of all or any of the conditions of sale or transfer; and may also pass all necessary by-laws for any of the purposes aforesaid; and all such by-laws, debts, bonds, deeds, covenants and other securities shall be valid, although no special or other annual rate has been settled or imposed, to be levied in each year, as provided by sections 340 to 342 of this Act. 46 V. c. 18, s. 351; 49 V. c. 37, s. 8.

350. The council may, in any by-law to be passed for although no the creation of such debt, or for the executing of such special or bonds deeds coverents or other acquities as aforesaid to Ham other annual bonds, deeds, covenants, or other securities as aforesaid, to Her rate settled. Majesty, or in any other by-law to be passed by the council, settle and impose a special rate per annum, of such amount as the council may deem expedient, in addition to all other rates whatsoever, to be levied in each year upon the assessed ratable Rates may be property within the municipality, for the payment and dis-imposed for charge of such debts, bonds, deeds, covenants or other securities, the payment or some part therof, and the by-laws shall be valid, although tracted with the rate settled or imposed thereby is less than is required by the Crown for the sections last mentioned; and the said sections shall, so far such works. as applicable, apply and extend to every such by-law and the moneys raised or to be raised thereby, as fully in every respect as such provisions would extend or apply to any by-law enacted by any council for the creation of any debt as provided in the said sections, or to the moneys raised or to be raised thereby. 46 V. c. 18, s. 352.

Registration of By-Laws.

351. Every by-law passed by any municipality for con By-laws cretracting any debt, by the issue of debentures for a longer term ating debts to than one year, and for levying rates for the payment of such be registered. debts on the ratable property of the municipality, or any part thereof, shall be registered by the clerk of the municipality,

Chap. 184.

sh

en

of ha

ord

I

if a county, in the registry office for the county in which the county town is situate, or in case of local municipalities in the registry office of the registry division in which the local municipality is siguate, within two weeks after the final passing thereof. 46 V. c. 18, s. 353.

Applications to set aside registration.

352.-(1) Every such by-law so registered, and the debentures issued thereunder, shall be absolutely valid and binding upon the municipality, according to the terms thereof, and shall not be quashed or set aside on any ground whatever, unless an application or action to quash or set aside the same be made to some Court of competent jurisdiction within three months from the registry thereof, and a certificate under the hand and seal of the clerk of the Court, stating that such action or proceeding has been brought or application made, shall have been registered in said registry office within the period of three months.

When by-law or so much thereof as is not quashed to be valid.

Certificate of

(2) If the action or proceeding be dismissed, in whole or in part, then the by-law, or so much thereof as is not the subject of the application, or not quashed upon the application, shall be absolutely valid and binding, according to the terms thereof, on the expiration of three months from the date of the registration of the by-law; upon the dismissal of such action or proceeding, a certificate to that effect may be registered in the said registry office.

dismissal of action.

notice.

(3) Notice of the passing of every by-law to which this and Publication of the preceding section refer, and which has not been submitted to the ratepayers, shall immediately after the registration of the by-law be published in some public newspaper, published either within the municipality, or in the county town, or in a public newspaper in an adjoining local municipality, as the council may designate by resolution, and the publication shall, for the purpose aforesaid, be continued in at least one number of such paper each week for three successive weeks. 46 V. c. 18, s. 354. See sec. 408.

Exception as to local improvement by-laws.

353. Nothing in the last preceding two sections contained shall make it obligatory upon any city, town, or incorporated village to register any by-laws providing for the issue of debentures, passed under the provisions of this Act relating to local improvements, but the same may be so registered at the option of the municipality. 46 V. c. 18, s. 355.

Form of notice.

354. The notice required to be published by section 352 shall be in the form following, or to the like effect:

Notice is hereby given that a by-law was passed by the day of on the of , providing for the issue of debentures to the amount of \$ A.D. 18 and that such by-law was registered in for the purpose of the county of the registry office of A.D. 18 day of

51.

the

the

cal

ASS-

en-

ing

nall

ន្តម

to to om

seal

oroeen

ree

r in

iect

be

on tion ing,

stry

and

tted

ı of

hed

n a

the ıall,

ber

18,

ned ated en-

ocal tion

352

ed in

Any motion to quash or set aside the same, or any part thereof, must be made within three months from the date of registration, and cannot be made thereafter.

Dated the

day of

46 V. c. 18, s. 356.

Clerk.

355. The by-laws shall be registered in the way and man-Manner of ner provided by The Debentures Registration Act, and the reg. registration. istrar shall be paid the sum of \$2 for registration thereof. 186. 46 V. c. 18, s. 357.

356.—(1) The certificate first referred to in section 352 Form of cershall be in the form or to the effect following:

(name of Court)

action.

This is to certify that in a certain action or proceeding in this Court, entitled the validity of by-law No. entitled a by-law has been called in question (if a portion only of the by-law is called in

question, state the fact). Dated,

(Signed), A. B., Clerk of (2) The certificate of dismissal of the action or proceeding Form of cer-

shall be in the form or to the effect following:

tificate of dismissal of

(name of Court) I hereby certify that the action or proceeding in this Court, entitled

calling in question the validity of by-law No. of the been dismissed (or if dismissed in part and granted in part, set out the order made, verbatim).

(Signed), A. B., Clerk of

Seal.

(3) The registrar shall be entitled to the sum of fifty cents Fee for regisfor registering either of said certificates. 46 V. c. 18, s. 358.

Division VII.—By-Laws respecting Yearly Rates.

Amount and Limit of Rates. Sec. 357.

How estimated. Sec. 358.

Estimates and By-laws to be annual. Secs. 359, 360.

In case of deficiency. Secs. 361, 362.

In case of excess. Sec. 363.

Date from which Taxes imposed. Sec. 364.

Priority of Debentures. Sec. 365.

Power to Exempt from taxation. Sec. 366.

Reduction of Special Rate. Sec. 367.

Formalities in By-law therefor. Sec. 368.

Yearly rates to be levied, in the year. Aggregate rate limited to two cents

357.-(1) The council of every municipal corporation, and of every provisional corporation, shall assess and levy on the pay all debts whole ratable property within its jurisdiction, a sufficient sum payable with in each year to pay all valid debts of the corporation, whether of principal or interest falling due within the year, but no such council shall assess and levy in any one year, more than an aggregate rate of two cents in the dollar on the actual value, in the dollar. exclusive of school rates.

Provision sufficient to pay debts payable within the year.

(2) If in a municipality the aggregate amount of the rates aggregate not necessary for the payment of the current annual expenses of the municipality, and the interest and the principal of the debts contracted by the municipality on the 29th day of March, 1873, exceed the said aggregate rate of two cents in the dollar on the actual value of such ratable property, the council of the municipality shall levy such further rates as may be necessary to discharge obligations up to that date incurred, but shall contract no further debts until the annual rates required to be levied within the municipality are reduced within the aggregate rate aforesaid: but this shall not affect any special provisions to the contrary contained in any special Act now or hereafter in force. 46 V. c. 18, s. 359.

Proviso.

How rates to

358. In counties and local municipalities the rates shall be be calculated. calculated at so much in the dollar upon the actual value of all the real and personal property liable to assessment therein. 46 V. c. 18, s. 360.

Estimates to be made annually.

359. The council of every county or local municipality shall every year make estimates of all sums which may be required for the lawful purposes of the county or local municipality, for the year in which such sums are required to be levied, each municipality making due allowance for the cost of collection, and of the abatement and losses which may occur in the collection of the tax, and for taxes on the lands of nonresidents which may not be collected. 46 V. c. 18, s. 361.

By-1aws for by rate.

360. The council of every municipality may pass one byraising money law, or several by-laws, authorizing the levying and collecting of a rate or rates of so much in the dollar upon the assessed value of the property therein as the council deems sufficient to raise the sums required on such estimates. 46 V. c. 18, s. 362.

361. If the amount collected falls short of the sums re-If the amount collected falls quired, the council may direct the deficiency to be made up from any unappropriated fund belonging to the municipality. short. 46 V. c. 18, s. 363.

Estimates may be reduced.

362. If there is no unappropriated fund, the deficiency may be equally deducted from the sums estimated as required or from any one or more of them. 46 V. c. 18, s. 364.

the the pro are Jar

law

at 1 pric

186

at pr

CO

lo

46

be

ben pro duc valu the payr acco issue (2 eithe rate

36 the n factu in wh than not ex A_{ℓ}

ments

rate.

inten

367 previo from t or on assessn

impose

363. If the sums collected exceed the estimates, the balance When sums shall form part of the general fund of the municipality, and be collected exceed estimates at the disposal of the council, unless otherwise specially approappropriation priated; but if any portion of the amount in excess has been of the collected on account of a special tax upon any particular balance. locality, the amount in excess collected on account of such special tax shall be appropriated to the special local object.

- 364. The taxes or rates imposed or levied for any year shall Yearly taxes be considered to have been imposed, and to be due on and from to be come the 1st day of January of the then current year, and end with puted from the 31st day of December thereof, unless otherwise expressly unless otherwise expressly unless otherwise of the the same wise ordered are directed to be levied. 46 V. c. 18, s. 366.
- January, 1867, by municipal corporations, under any by debentures. law, and based upon the yearly value of ratable property at the time of passing such by law, shall hold the order of priorty which they occupied on the said 1st day of January, 1867; and each municipal corporation (having so issued de-How rates for bentures) shall levy a rate on the actual real value of the ratable paying them property within the municipality represented sufficient to prolated. To be calculated a sum equal to that leviable or produced on the yearly value of such property as established by the assessment roll for the year 1866; and such rates shall be applied solely to the To be applied payment of such debentures, or interest on such debentures, solely to such according to the terms of the by-law under which they were issued.
- (2) In cases where a sinking fund is required to be provided, Rate for sink-cither by the investment of a specific rate or amount, or on a ing fund. rate on the increase in value over a certain sum, then such a rate shall be levied as shall at least equal the sum originally intended to be set apart. 46 V. c. 18, s. 367.
- 366. Every municipal council shall by a two-thirds vote of Exemption of the members thereof have the power of exempting any manumanufactories facturing establishment or any water works or water company works from in whole or in part, from taxation, for any period not longer taxation. In the pears, and to renew this exemption for a further period not exceeding ten years. 47 V. c. 32, s. 8.

[As to granting aid by bonus to manufacturing establishments, see sec. 479 (10)].

367.—(1) If on account of a sum being on hand from a When the previous year, or a sum being on hand which has been derived rate imposed from the work, or from the investment of the sinking fund, by a by-law or on account of the increased value of property liable to reduced. assessment, it is found to be unnecessary to levy the full rate imposed by the by-law in order to raise the instalment of the

ates
of
the

and

the

um

her

han

the ncil y be but ired the cial y or

l be fall rein.

ality
e renicibe
st of
ir in

byeting essed cient 362.

s rele up ality.

may d or sinking fund and interest required to be raised for any year, or to raise such instalments for any future years of the then enexpired time which the debentures have to run, the council may pass a by-law reducing the rate for such year or for any such future years, so that no more money may be collected than the amount required. 50 V. c. 29, s. 16.

(2) No such by-law shall be passed unless, having regard to the time the debentures have to run, a proper proportion of sinking fund and interest has been levied, according to the intention of the original by-law. 46 V. c. 18, s. 369 (2).

By-law to be approved by Lieutenant-Governor.

368. No by-law passed under the preceding section shall be valid unless, after it is passed, it is approved by the Lieutenant-Governor in Council; and the facts which authorize the passing of such by-law shall, on its submission for approval, be verified in the manner provided by section 290 of this Act. 46 V. c. 18, s. 370.

DIVISION VIII .- ANTIGIPATORY APPROPRIATIONS.

When and how made. Secs. 369, 370. On Separation of Municipalities. Sec. 371.

Anticipatory appropriations may be made.

369. In case any council desires to make an anticipatory appropriation for the next ensuing year in lieu of the special rate for such year, in respect of any debt, the council may do so, by by-law, in the manner and subject to the provisions and restrictions following:

1. The council may carry to the credit of the sinking fund What funds account of the debt, as much as may be necessary for the purmay be so ap- pose aforesaid; propriated.

- (a) Of any money at the credit of the special rate account of the debt beyond the interest on such debt for the year following that in which the anticipatory appropriation is made;
- (b) And of any money raised for the purpose aforesaid by additional rate or otherwise;
- (c) And of any money derived from any temporary investment of the sinking fund;
- (d) And of any surplus money derived from any corporation work or any share or interest therein;
- (e) And of any unappropriated money in the treasury;

Such moneys respectively not having been otherwise appropriated.

(2 Liei

fr

m

46

sen for sect mur ır,

en

cil

ny

an

ırd

of the

all

cu-

the be

ct.

tory

ecial

y do

and

fund

pur-

ount

t for

tory

d by

y in-

pora-

y ; ppro-

- 2. The by-law making the appropriations shall distinguish The sources the several sources of the amount, and the portions thereof to and applicable respectively applied for the interest and for the sinking fund stated.
- 3. In case the moneys so retained at the credit of the special Whenmoneys rate account, and so appropriated to the sinking fund account, retained sufficient all or any of the sources above mentioned, are sufficient to yearly rate meet the sinking fund appropriation and interest for the next may be suscessing year, the council may then pass a by-law directing pended for that the original rate for such next ensuing year be not levied. year.

 46 V. c. 13, s. 371.
 - 370.—(1) The by-law shall not be valid unless it recites—By-law must
 - (a) The original amount of the debt, and in brief and The original general terms, the object for which the debt was object;
 - (b) The amount, if any, already paid of the debt; The amount
 - (c) The annual amount of the sinking fund appropriation The annual amount for required in respect of such debt;

 (d) The Art by sinking fund
 - (d) The total amount, then on hand, of the sinking fund The amount appropriations, in respect to the debt, distinguishing for sinking the amount thereof in each in the treasury from the fund in hand; amount temporarily invested;
 - (e) The amount required to meet the interest of the debt The amount for the year next after the making of such anticipa-required for tory appropriation; and
 - (f) That the council has retained at the credit of the And that it is special rate account of the debt a sum sufficient to reserved, etc. meet the next year's interest (naming the amount of it), and that the council has carried to the credit of the sinking fund account a sum sufficient to meet the sinking fund appropriation (naming the amount of it) for such year.
- (2) No such by-law shall be valid unless approved by the By-law to be Lieutenant-Governor in Council. 46 V. c. 18, s. 372.

 Approved by the Lieut.
- 371. After the dissolution of any municipal union, the Anticipatory senior municipality may make an anticipatory appropriation appropriation for the relief of the junior municipality, in respect of any debt of municipalisecured by the by-law, in the same manner as the senior ties. municipality might do on its own behalf. 46 V. c. 18, s. 373.

Chap. 184.

TITLE III.—RESPECTING FINANCE.

DIV. I .- ACCOUNTS AND INVESTMENTS. DIV. II.—COMMISSION OF INQUIRY INTO FINANCES.

DIVISION I .- ACCOUNTS AND INVESTMENTS.

Accounts for Special Rate and Sinking Fund. Sec. 372. Surplus on Special Rate, Application of. Secs. 373, 374. Surplus on Special Rate, Investment of. Sec. 375. General Surplus-Application of. Secs. 376-379. Members of Corporations not to be parties to investments Liability for loss Sec. 380. Yearly Returns to Government. Secs. 381, 382.

Two special kept: (1) of the special rates; (2) of the sinking fund or instalments of principal.

372. The conneil of every municipal corporation shall keep accounts to be in its books two separate accounts, one for the special rate, and one for the sinking fund or for instalments of principal of bt, to be both distinguished from all other accounts in the h ks by some prefix designating the purpose for which the debt was contracted, and shall keep the said accounts, with any others that are necessary, so as to exhibit, at all times, the state of every debt, and the amount of moneys raised, obtained and appropriated for payment thereof, 46 V. c. 18, s. 374.

When surplus may be apyear's interest and to sinking fund.

373. If, after paying the interest of a debt and appropriating the necessary sum to the sinking fund of such debt, or plied to next in payment of any instalment of principal, for any financial year, there is a surplus at the credit of the special rate account of such debt, such surplus shall so remain, and may be applied, if necessary, towards the next year's interest; but if such surplus exceeds the amount of the next year's interest, the excess shall be carried to the credit of the sinking fund account, or in payment of principal of such debt. 46 V.e. 18, s. 375.

Application of moneys with consent of Lieut. Governor in council.

374. The Lieutenant-Governor in Council may, by order, direct that such part of the produce of the special rate levied, and at the credit of the sinking fund account or of the special rate account as aforesaid, instead of being so invested as hereinafter provided, shall from time to time, as the same accrues, be applied to the payment or redemption, at such value as the said council can agree for, or of any part of such debt or of any of the debentures representing or constituting such debt, or any part of it, though not then payable, to be selected as provided in such order, and the municipal council shall thereupon apply, and continue to apply, such part of the produce of the special rate at the eredit of the sinking fund, or special rate accounts, as directed by such order. 46 V. c. 18, s. 376.

to oth sha sucl deb and

le fu

in

p٤ tiı de or

811 by

of

an

tin

tie

of

3 mon pria fund the the s prec 37

of an pora ing t in th any i sinki accru

37 derive other tional held l ents

eep

ate.

l of

s in

the

vith th**c**

ned

pri-

or

eial

unt ied.

sur-

cess

r in

der.

ied.

cial

ere-

ues, the

r of

cbt, I as

erc-

e of

ratc

375.—(1) If any part of the produce of the special rate Investment of levied in respect of any debt, and at the credit of the sinking surplus fund account, or of the special rate account thereof, cannot be on special immediately applied towards paying the debt, by reason of no rates. part the gof being yet payable, the council shall, from time to time, invest the same in government securities, municipal debentures, or in first mortgages on real estate held and used for farming purposes, and being the first lien on such real estate. or in local improvement debentures of the municipality, or in such other manner as the Lieutenant-Governor in Council may by general or special order direct, or in any other debentures of the municipality which may be approved of by the Lieutenant-Governor in Council by such order; and from time to time, as such securitics mature, may invest in other like securities; no sum so invested in mortgages shall exceed two-thirds of the value of the real estate on which it is secured according to the last revised and corrected assessment roll at the time it is invested.

(2) The council of such municipality may regulate, by by-law, the manner in which such investments shall be made.

(3) It shall not be necessary that any local improvement or Sinking fund other debentures of the municipality referred to in this section may be used shall have been disposed of by the council, but the council in purchasing may apply the sinking fund to an amount equal to the amount debentures. of such debentures for the purposes to which the proceeds of such debentures may be properly applicable, and shall hold the debentures as an investment on account of the sinking fund, and deal with the same accordingly. 47 V. c. 32, s. 9.

376. Any conneil may direct, by by-law, that any surplus Investment of moncys in the hands of the treasurer, and not specially appro-sinking fund. priated to any other purpose, shall be eredited to the sinking fund account of any debenture debt of the municipality, and the council may invest such sinking fund account in any of the securities named in, and according to the provisions of, the preceding section. 46 V. c. 18, s. 378.

377. Every such council may appropriate to the payment Council may of any debt the surplus income derived from any public or corporation work, or from any share or interest therein, after paying the annual expenses thereof, or any unappropriated money in the treasury, or any money raised by additional rate; and any money so appropriated shall be earried to the credit of the sinking fund of the debt, or in payment of any instalment accruing due. 46 V. c. 13, s. 379.

378.—(1) A municipal corporation having surplus moneys Certain derived from "The Ontario Municipalities Fund," or from any be set apart other source, may, by by-law, set such surplus apart for educa-for educational purposes, and invest the same, as well as any other moneys tional purheld by such municipal corporation for, or by it lawfully appropriate investment.

tic

thi

a c

fina

wit

in (

mis

as t

to 8

thei

has

sion tario

3

propriated to, educational purposes, in public securities of the Dominion, municipal deber tures, or in first mortgages on real estate held and used for farming purposes, and being the first lien on such real estate, and from time to time, as such securities mature, may invest in other like secutities, or in the securitics already authorized by law, as may be directed by such by-law, or by other by-laws passed for that purpose.

Proviso as to investment.

(2) No sum so invested shall exceed two thirds of the value of the real estate on which it is secured, according to the last revised and corrected assessment roll, at the time it is so invested. 46 V. c. 18, s. 380.

Loans to

379 Any municipal corporation having surplus moneys schooltrustees set apart for educational purposes, may, by by-law, invest the same in a loan or loans, to any board of school trustees within the limits of the municipality, for such term or terms, and at such rate or rates of interest as may be agreed upon by and between the parties to such loan or loans respectively, and may be set forth in such by-law; or may by by-law grant any portion of such moneys, or other general funds, by way of gift to aid poor school sections within the municipality. 46 V. c. 18, s. 381.

Aid to poor school sections.

No members to be party to investment.

380. No member of a municipal corporation, shall take of corporation part in, or in any way be a party to, the investment of such moneys as are mentioned in this Act, by or on behalf of the corporation of which he is a member, otherwise than is authorized by this Act, or by any other law in that behalf made and provided, and such person so doing shall be held personally liable for any loss sustained by the corporation. 46 V. c. 18, s. 382.

Liability for

Municipalities indebted returns to Provincial Treasurer.

381. The treasurer of any municipality for which any sum of money has been raised on the credit of the Consolidated Loan Fund to Municipal Loan Fund, shall, so long as any part of such sum. make annual or of the interest thercon, remains unpaid by the municipality, transmit to the Treasurer of Ontario, on or before the 15th day of January in every year, a return, certified on the oath of the treasurer before some Justice of the Peace, containing the amount of taxable property in the municipality according to the then last assessment roll or rolls; a true account of all the debts and liabilities of the municipality, for every purpose, for the then last year; and such further information and particulars, with regard to the liabilities and resources of the municipality, as the Lieutenant-Governor in Council may from time to time require, under a penalty, in case of neglect or refusal to transmit the return, account, information of particulars, of \$100, to be recovered, with costs, as a debt due to the Crown. 46 V. c. 18, s. 383.

Penalty for default.

real

first.

eurieuri-

such

alue

last

382. Every eouncil shall, on or before before the 31st day Every council of January in each year, under a penalty of \$20 in ease of de-to make a fault, to be paid to the Treasurer of Ontario, transmit to the yearly report Lieutenant-Governor, through the Provincial Secretary, an ation debts to account, in such form as may be preseribed from time to time the Lieut. by the Lieutenant-Governor in Council, of the several debts of Governor, etc. the corporation, as they stood on the 31st day of December preceding, specifying in regard to every debt of which a balance remained due at that day:

1. The original amount of the debt;

What such report must * shew.

- 2. The date when it was contracted;
- 3. The days fixed for its payment;
- 4. The interest to be paid therefor;
- 5. The rate provided for the redemption of the debt and interest;
- 6. The proceeds of such rate for the year ending on such 31st day of December;
- 7. The portion (if any) of the debt redeemed or paid during such year;
- 8. The amount of interest (if any) unpaid on such last mentioned day; and
- The balance still due of the principal of the debt. 46 V.
 18, s. 384.

DIVISION II.—Commission of Inquiry into Finances.

When granted. Sec. 383. Expenses of. Sec. 384.

383. In case one-third of the members of any council, or When a comthirty duly qualified electors of the municipality, petition for mission of a commission to issue under the Great Seal, to inquire into the issue. In the sissue a commission and things connected therewith, and if sufficient cause is shewn, the Lieutenant-Governor in Council may issue a commission accordingly, and the commissioner or the commissioners, or such one or more of them as the commission empowers to act, shall have the same power to summon witnesses, enforce their attendance, and compel them to produce documents and to give evidence, as any Court has in civil cases. 46 V. c. 18, s. 385.

384. The expenses to be allowed for executing the commis-Expenses of sion shall be determined and certified by the Treasurer of On-such commistario, and shall thenceforth become a debt due to the commis-sions.

reed speclaw by

lity.

nevs

take such the is chalf held tion.

sum lated sum, palie the d on eace, sality le acy, for inforid reor in

y, in

ntor-

as a

sioner or commissioners by the corporation, and shall be payable within three months after demand thereof, made by the commissioner or by any one of the commissioners, at the office of the treasurer of the corporation. 46 V. c. 18, s. 386.

Chap. 184.

re

aj

ar

ar an th

Sec. 385.

DIVISION I.—APPOINTMENT OF ARBITRATORS.

How appointed. Secs. 385-389, 394. Failure of parties to appoint. Secs. 389, 390. Respecting real property taken by Corporations. 391, 392. Several interests in the same property. Secs. 393, 394. Award, when to be made. Sec. 395. Persons disqualified from acting as arbitrators. Sec. 396.

Compensation for lands taken or injured. See Secs. 483-488.

Appointment how made.

385. The appointment of all arbitrators shall be in writing under the hands of the appointers, or in case of a corporation, under the corporate seal, and authenticated in like manner as a by-law. 46 V. c. 18, s. 387.

Council, or may appoint for corpora-

386. The arbitrators on behalf of a municipal corpora head thereof shall be appointed by the council thereof, or by the head thereof, if authorized by a by-law of the council. 46 V. c. 18, s. 388.

Either party may appoint an arbitrator and give nosite party.

387. In cases where arbitration is directed by this Act, either party may appoint an arbitrator, and give notice thereof in writing to the other party, calling upon such party to tice to oppo- appoint an arbitrator on behalf of the party to whom such notice is given. A notice to a corporation shall be given to the head of the corporation. 46 V.c. 18, s. 389.

388. The two arbitrators appointed by or for the parties Third arbitrator to be ap- shall, within seven days from the appointment of the lastly pointed. named of the two arbitrators appoint, in writing, a third arbitrator. 46 V. c. 18, s. 390.

389. In cases where more than two municipalities are in-When more than two mu-terested, each of them shall appoint an arbitrator, and in such nicipalities case, if there is an equality of arbitrators, the arbitrators so interested.

po ar G_0 or rec

pol

este

por

affe inte hea teri hea day othe the desc

3

on t prop unde occu nam coun arbit to th shall, behal

39terest desire under appointed shall appoint another arbitrator, or in default, at the expiration of twenty-one days after such arbitrators have been appointed, the Lieutenant-Governor in Conncil may, on the application of any one of the municipalities interested, appoint such arbitrator. 46 V. c. 18, s. 391.

390. In ease of an arbitration between municipal corpora-Provision in tions, if for twenty-one days, or in ease the arbitration is case of neglect respecting drainage works, then, if for twenty days after having received such notice, the party notified omits to appoint an arbitrator; or if, for seven days after the second arbitrotor has been appointed, the two arbitrators omit to appoint a third arbitrator, then, in ease the arbitration is between townships or between a township and a town or an incorporated village, the Judge of the County Court of the county within which the townships, town or incorporated village are or any of them is situate, or in case the arbitration is between other municipalities, the Lieutenant-Governor in Council may appoint an arbitrator for the party or arbitrators in default, or a third arbitrator, as the ease may require. 46 V. c. 18, s. 392.

391. In ease of an arbitration between a municipal corporation and the owners or occupiers of, or other persons inter-as to real ested in, real property entered upon, taken or used by the corproperty poration in the exercise of any of its powers, or injuriously taken or inaffected thereby, if, after the passing of the by-law, any person nicipal continuous or interested in the property appoints, and gives due notice to the head of the conneil of his appointment of, an arbitrator to determine the compensation to which such person is entitled, the head of the council shall, if authorized by by-law, within seven days appoint a second arbitrator, and give notice thereof to the other party, and shall express clearly in the notice what powers the council intends to exercise with respect to the property, describing it. 46 V. c. 18, s. 393.

392. In such last mentioned arbitration, if after service Provision if on the owner or occupier of, or person so interested in, the owner of property, of a copy of a by-law, certified to be a true copy, property fails under the hand of the clerk of the council, the owner or trator. occupier, or person so interested, omits for twenty-one days to name an arbitrator, and give notice thereof, as aforesaid, the council or the head, if authorized by by-law, may name an arbitrator on behalf of the council, and give notice thereof to the owner, occupier or person so interested, and the latter shall, within seven days thereafter, name an arbitrator on his behalf. 46 V. c. 18, s. 394.

393. In ease there are several persons having distinct in-Where sevterests in property in respect of which the corporation is eral parties desirous of exercising the powers referred to in section 391 have distinct under a by-law in that behalf passed, whether such persons are same property

Secs.

385.

pay-

the

ffice

96. 488. ting

r as

ead V.

Act, nerey to such n to

rties istly irbi-

insuch s so Chap. 184.

all interested in the same piece of property, or some or one in a part thereof, and some or one in another part thereof, and in case the by-law or any subsequent by-law provides that the claims of all should, in the opinion of the eonneil, be disposed of by one award, such persons shall have twenty-one (instead of seven) days to agree upon, and give notice of, an arbitrator jointly appointed in their behalf before the County Court Judge shall have power to name an arbitrator for them. 46 V. e. 18, s. 395.

County Court

394. If such owner, occupier or person so interested, or the head of such council, whether from want of authority tor in certain in that behalf, or otherwise, omits to name an arbitrator within seven days after receiving notice to do so, or if the persons having distinct interests as aforesaid omit to name an arbitrator within twenty-one days after receiving notice to do so, or if the two arbitrators do not within seven days from the appointment of the lastly named of the two arbitrators agree on a third arbitrator, or if any of the arbitrators refuse or neglect to act, the Judge of the County Court of the county in which the property is situated, on the application of either party, shall nominate as an arbitrator a fit person, resident without the limits of the municipality in which the property in question is situated, to aet for the party failing to appoint, or as such third arbitrator, or in the stead of the arbitrator refusing or neglecting to act, and such arbitrators shall forthwith proceed to hear and determine the matters referred to them. 46 V. e. 18, s. 396.

Time for making award.

395. In any of the eases herein provided for the arbitrators shall make their award within one month after the appointment of the third arbitrator. 46 V. e. 18, s. 397.

acting as arbitrators.

396.—(1) No member, officer or person in the employment qualified from of any corporation which is concerned or interested in any arbitration, nor any person so interested, shall be appointed or act as an arbitrator in any ease of arbitration under this Act. 46 V. c. 18, s, 398.

Rev. Stat. c. 36.

(2) Nothing in this section contained shall prevent the appointment of or disqualify as an arbitrator any person by reason merely that such person is a ratepayor of or within any municipality concerned or interested in the arbitration unless the arbitration relates to drainage under the provisions of this Act, or The Ontario Drainage Act. 48 V. c. 39, s. 9. of (01 ťol

ref

pre

ap ma wi aw wo one tio

reg

are

me tra pay Cor the and Re one

cisi

mai

e in eof,

prothe

hall

and chalf

an

, or

rity

thin

sons ator

or if oint-

on a

glect hich

shall

the

stion

such g or

pro-46

itra-

oint-

ment

arbi-

r act

46

t the

n by

any

ınless

ns of

. 9. į

DIVISION II.—PROCEDURE.

Oath of Arbitrator. Sec. 397.

Time of Meeting. Sec. 398.

Form of Award. Secs. 398, 404.

Registration of Award. Sec. 398.

Costs. Sec. 399.

Majority to decide. Sec. 400.

Evidence. Sec. 401.

Award, when adoption by By-law required. Sec. 402.

Award, power of Courts to review after adoption. Sec. 403.

Award, how made, and jurisdiction of Courts. Sec. 404.

397. Every arbitrator before proceeding to try the matter Arbitrators to of the arbitration shall take and subscribe the following oath be sworn. (or, in case of those who by law affirm, make and subscribe the following affirmation) before any Justice of the Peace:

"I (A.B.) do swear (or affirm) that I will well and truly try the matters Form of oath referred to me by thr parties, and a true and impartial award make in the or affirmapremises, according to the evidence and my skill and knowledge. So help tion. me God."

46 V. c. 18, s. 399.

398. The arbitrators shall, within twenty days after the Time of meetappointment of the third arbitrator, meet at such place as they ing, etc. may agree upon, to hear and determine the matter in dispute, with power to adjourn from time to time, and shall make their award in writing, and, if the arbitration is respecting drainage works, in triplicate, which shall be binding on all parties, and one copy thereof shall be filed with the clerk of each of the municipalities interested, and one shall, in case the arbitration is respecting drainage works as aforesaid, be filed with the registrar for the registry division in which the lands affected are situate. 46 V. c. 18, s. 400.

399. The arbitrators shall have power to award the pay-Costs. ment by any of the parties to the other of the costs of the arbitration, or of any portion thereof, and may either direct the payment of a fixed sum, or that the costs should be taxed on either the scale of the High Court, or of the County Courts, in which case the costs shall be taxed by the officer, in the county, of the proper Court, without any further order, and the amount shall be payable one week after taxation. Revision by the principal officer at Toronto may be had upon one week's notice and an appeal to a Judge in the usual manner. 46 V. c. 18, s. 401.

400. In case of a difference between the arbitrators, the de-Majority to cision of the majority of them shall be conclusive. 46 V. c. 18, decide. s. 402.

e

21

de

in

W.

to b less the

or b

saın

duty

moi

payı

V. c

40

any

by tl

with other direc

40

law

Act,

stand

law,

Provi

Notes of the evidence adduced to be taken and CAROS.

401. In case of an award under this Act, which does not require adoption by the council, or in case of an award to which a municipal corporation is a party, and which is to be filed in certain made in pursuance of a submission containing an agreement that this section of this Act should apply thereto, the arbitrator or arbitrators shall take, and immediately after the making of the award shall file, with the clerk of the council, for the inspection of all parties interested, full notes of the oral evidence given on the reference, and also all documentary evidence or a copy thereof; and in case they proceed partly on a view, or any knowledge or skill possessed by themselves or any of them, they shall also put in writing a statement thereof, sufficiently full to allow the Court to form a judgment of the weight which should be attached thereto. 46 V. c. 18, s. 403.

Arbitrators acting on their own knowledge, etc., to put statement thereof in writing.

Award to be binding in certain cases, must be adopted by by-law within a certain time.

402. In case the award relates to property to be entered upon, taken or used as mentioned in section 391, and in case the by-law did not authorize or profess to authorize any entry or use to be made of the property before an award has been made, except for the purpose of survey, or in case the by-law did give or profess to give such authority, but the arbitrators find that such authority had not been acted upon, the award shall not be binding on the corporation unless it is adopted by by-law, within six weeks after the making of the award; and if the same is not so adopted, the original by-law shall be deemed to be repealed, and the property shall stand as if no such by-law had been made, and the corporation shall pay the costs of the arbitration. 46 V. c. 18, s. 404.

Power of courts to review awards adopted by councils, etc.

- 403.—(1) An award not binding upon the council until adoption, as mentioned in the last preceding section, shall, if adopted, be subject to the jurisdiction of the Court, and to review on the merits, at the instance of the person whose property is affected or taken, in the same manner as is provided by the next following section of this Act, in respect of any award not requiring adoption, and the provisions of sections 401 and 404 shall hereafter extend to every such award.
- (2) The award may be moved against within one month (exclosing vacations) next after the adoption thereof. 47 V. c. 32, s. 10 (1-2).

Award to be made by at least two arbitrators, and subject to jurisdiction of High Court. Powers of the Court in such matters.

404. Every award made under this Act shall be in writing under the hands of all or two of the arbitrators, and shall be subject to the jurisdiction of the High Court, as if made on a submission by a bond containing an agreement for making the submission a rule or order of such Court; and in the cases provided for by section 401, the Court shall consider not only the legality of the award but the merits as they appear from the proceedings so filed as aforesaid, and may call for additional 101.

not

to

be

ent

tor

g of the

nce

r a

of

eof, of 18,

red ease

try cen

law

tors

ard

oted

rd;

bé no

the

lop-

ted,

the

eted

ıext

not 404

(ex-

. c.

ing l be

n a

ting;

ases

only

rom

onal

evidence, to be taken in any manner the Court directs, and may, either without taking such evidence or after taking such evidence, set saide the award, or remit the matters referred, or any of them, from time to time, to the consideration and determination of the same arbitrators, or to any other persons whom the Court may appoint, as prescribed in The Act respect. Rev. Stat. c. ing Arbitrations and References, and fix the time within which such further or new award shall be made, or the Court may itself increase or diminish the amount awarded or otherwise modify the award, as the justice of the case may seem to require. 46 V. c. 18, s. 405.

TITLE V.—DEBENTURES AND OTHER INSTRU-MENTS.

To be under seal and bear signature of head. Sec. 405. Railway and Bonus Debentures. Sec. 406. Defects in form. Secs. 407, 408. Local Improvement Debentures. Sec. 409. Transfer of Registered Debentures. Secs. 410-412. Councils borrowing for current Expenses. Sec. 413. No issue under \$100. Sec. 414.

- 405. All debentures and other instruments duly authorized Debentures, to be executed on behalf of a nunicipal corporation shall, un-bonds, etc., less otherwise especially authorized or provided, be sealed with how to be the seal of the corporation, and be signed by the head thereof, or by some other person authorized by by-law to sign the same, otherwise the same shall not be valid, and it shall be the duty of the treasurer of the municipality to see that the money collected under the by-law is properly applied to the payment of the interest and principal of the debentures. 46 V. c. 18, s. 406.
- 406. Debentures issued in aid of any railway, or for In certain any bonus, signed or endorsed and countersigned as directed cases, debenby the by-law, shall be valid and binding on the corporation tures valid without the corporate seal thereto, or the observance of any porate seal, other form with regard to the debenture than such as may be etc. directed in the by-law. 46 V. c. 18, s. 407.
- 407. Debentures issued under the authority of any by-Debentures law promulgated under this Act, or any former Municipal valid not-Act, shall be valid and binding upon the corporation, notwith-withstanding standing any insufficiency in form or otherwise of such by-form. law, or in the authority of the corporation in respect thereof; Provided that the by-law has received the assent of the Provise.

Chap. 184.

electors where necessary, and no successful application has been made to quash the same within the time limited in the notice of promulgation. 46 V. c. 18, s. 408.

Debentures years, to be valid.

408. Where debentures were issued prior to the first issued before day of February, 1883, by any municipality under a by-law Feb. 1, 1883, passed by such municipality, and the interest on such debenon which payment has been tures, and the principal of such thereof (if any) as shall have made for two fallen due, has been paid for the period of two years or more, by the municipality, the by-law and the debentures issued thereunder, or such thereof as may yet be unpaid, shall be valid and binding upon the corporation, and shall not be quashed or set aside on any ground whatever. 46 V. c. 18, s. 409. See sec. 352.

Form of local improvement debentures.

409. Every debenture issued under section 612 of this Act, or under the provisions of any other Act relating to the issue of debentures for local improvement purposes, shall bear on its face the words "Local Improvement Debenture," and shall contain a reference by date and number to the by-law under which it is issued:

Consolidation

Provided always, that (in order to obviate a difficulty which has been found to prevail in negotiating such local improvement debentures, in consequence of many of the same having to be issued for small and broken amounts), councils may, from time to time after the passage of the several by-laws covering the several amounts required for particular local improvements as therein specified, and without in any way affeeting the liens on the lands therein named and to be improved thereby, further pass a collective or cumulative by-law consolidating such several amounts, and issue the required debentures in a general consecutive issue under such consolidated by-law, apportioning, nevertheless, the amount raised thereby, and crediting each service with the amount previously estimated and named for the same under the individual by-law passed in the first instance;

And for the purpose of more readily carrying this proviso into effect, councils desiring to avail themselves of the same shall insert a clause in such individual by-laws, intimating that the amount of debentures to be issued thereunder is subject to consolidation, and in such case it shall be sufficient to state in said individual by-laws that the said amount of debentures to be issued therenuder shall be issued at so many years from the date of issue of the same without defining a specific date; and provided further that no consolidated debentures shall be issued covering any debentures which may have been issued or sold under any original by-law. 46 V. c. 18, s. 410.

de

bei

m

OW

sha wh suc wri the traf be 8. 4

as entr such such his l

41 head tion, requ tion, lecte to be or a s. 41

41 make ing, f bill, r tion c 08.

een

tice

first law ben-

ave

sued

l be

be

8, 8.

Act,

ssue

n its

shall nder

hich

rove-

ving

nay, laws

imy afoved

con-

eben-

lated

reby,

esti--law

oviso same

that

ct to

ebenmany ining dated which 410. Debentures to be issued by any municipal council Mode of may contain a provision in the following words:

"This debenture or any interestable in the following words:

"This debenture or any interest therein, shall not, after a certificate of ownership has been endorsed thereon by the Treasurer of this Municipal corporation, be transferable, except by entry by the Treasurer or his deputy in the Debenture Registry Book of the said Corporation at the Town (or Village) of ", or to the like effect."

46 V. c. 18, s. 411.

411. The treasurer of every municipality issuing any de-Debenture bentures containing the provision in the last section mentioned, registry book, shall open and keep a debenture registry book, in which he shall enter a copy of all certificates of ownership of debentures, which he may give, and also every subsequent transfer of such debenture; such entry shall not be made except upon the written authority of the person last entered in such book as the owner of such debenture, or of his executors or administrators, or of his or their lawful attorney, which authority shall be retained by the treasurer and duly filed. 46 V. c. 18, s. 412.

- 412. After the certificate of ownership has been endorsed Registered as aforesaid, the debentures shall only be transferable by debentures entry, by the treasurer of the municipality or his deputy, in transferred such debenture registry book, from time to time, as transfers of by entry, etc. such debentures are authorized by the then owner thereof, or his lawful attorney. 46 V. c. 18, s. 413.
- 413. The council of every municipality may authorize its Council may head, with the treasurer thereof, under the seal of the corpora-outhorize the tion, to borrow from any person or bank such sums as may be sums to pay required to meet the then current expenditure of the corpora-current extion, until such time as the taxes levied therefor can be col-penses. lected, and the council shall, by by-law, regulate the amounts to be so borrowed, and the promissory note or notes, covenant, or agreement to be given in security therefor. 46 V. c. 18, s. 414.
- 414. No council shall, unless specially authorized so to do, Without spenake or give any bond, bill, note, debenture or other undertaking, for the payment of a less amount than \$100; and any bond, to be given bill, note, debenture or other undertaking issued in contraven for less than tion of this section shall be void. 46 V. c. 18, s. 415.

TITLE VI.—RESPECTING THE ADMINISTRATION OF JUSTICE AND JUDICIAL PROCEEDINGS.

DIV. I.—JUSTICES OF THE PEACE.

DIV. II .- PENALTIFS.

DIV. III.-WITNESSES AND JURORS.

DIV. IV.—CONVICTIONS UNDER BY-LAWS.

DIV. V.—EXECUTION AGAINST MUNICIPAL CORPORATIONS.

DIV. VI.—TENDER OF AMENDS.

DIV. VII.—CONTRACTS WITH MEMBERS OF COUNCIL VOID.

DIV. VIII.—POLICE OFFICE AND POLICE MAGISTRATE.

Div. IX.—BOARD OF COMMISSIONERS OF POLICE AND POLICE FORCE IN CITIES ATD TOWNS.

DIV. X.—COURT HOUSES, GAOLS AND PLACES OF IMPRISONMENT.
DIV. XI.—INVESTIGATION OF CHARGES OF MISCONDUCT IN RELA-

TION TO MUNICIPAL MATTERS. See p. 146.
DIV. XII.—WHEN MAYOR MAY CALL OUT Posse Comitatus.

DIVISION I. JUSTICES OF THE PEACE.

Justices of the Peace, Who are ex officio. Sec. 415.
Jurisdiction of Mayors of Cities and Towns. Sec. 416.
Qualification and Oath of ex officio Justices. Sec. 417.
Jurisdiction of Justices in Cases under By-laws. Secs. 418,
419.

Certain persons to be expensed at 15. The head of every council, and the reeve of every officio justices of the Peace for the whole county, or union of counties, in which their respective municipalities lie, and aldermen in cities shall be Justices of the Peace for such cities. 46 V. c. 18, s. 416.

Jurisdiction of mayors over certain offences. 416. The mayor of a town or city where there is no Police Magistrate, shall have jurisdiction, in addition to his other powers, to try and determine all prosecutions for offences against the by-laws of the town or city, and for penalties for refusing to accept office therein or to make the necessary declarations of qualification and office. 46 V. c. 18, s. 417.

Qualification of certain officials.

417. No warden, mayor, reeve or alderman, after taking the oaths or making the declarations as such, shall be required to have any property qualification, or to take any further oath to enable him to act as a Justice of the Peace. 46 V. c. 18, s. 418.

aut spe by cou mit mit

vi

th

thir fine mitt

hou for

with or p the and more seal costs

42 the

c. 18

VOF

418. Every Justice of the Peace for a county shall have Jurisdiction jurisdiction in all cases arising under any by-law of any muni-of justices uncipality in the county, where there is no Police Magistrate. der by-laws. 46 V. e. 18, s. 419.

419. In case any offence is committed against a by-law of Jurisdiction a council, for the prosecution of which offence no other pro-in cases not vision is made, any Justice of the Peace having jurisdiction in specially prothe locality where the offender resides, or where the offence was committed, whether the Justice is a member of the council or not, may try and determine any prosecution for the offence.

46 V. c. 18, s. 420.

DIVISION II .- PENALTIES.

Recovery and enforcement thereof. Sec. 420-422. On offences against By-Laws. Sec. 421. Application of Penaltres. Sec. 423.

420. Every fine and penalty imposed by or under the Recovery and authority of this Act may, unless where other provision is enforcement specially made therefor, be recovered and enforced with costs, of penalties. by summary conviction, before any Justice of the Peace for the county or of the municipality in which the offence was committed; and in default of payment the offender may be com-Imprisonmitted to the common gaol, house of correction, or lock-up ment in dehouse of the county or municipality, there to be imprisoned payment. for any time, in the discretion of the convicting Justice, not exceeding (unless where other provision is specially made) thirty days, and with or without hard labour, unless such fine and penalty, and costs, including the costs of the committal, are sooner paid. 46 V. c. 18, s. 421.

421. The Justice or other authority before whom a prose-Penalties cution is had for an offence against a municipal by-lay, may imposed by convict the offender on the oath or affirmation of any credible by-laws. witness, and shall award the whole or such part of the penalty or punishment imposed by the by-law as he thinks fit, with Award of the costs of prosecution, and may by warrant, under the hand penalty and and seal of the Justice or other authority, or in case two or more Justices act together therein, then under the hand and seal of one of them, cause any such pecuniary penalty and costs, or costs only, if not forthwith paid, to be levied by distress and sale of the goods and chattels of the offender. 46 V. c. 18, s. 422.

422. In case of there being no distress found out of which Commitment the penalty can be levied, the Justice may commit the offender in default of distress.

OLICE

ment. Rela-

16.

8. 418,

every icio, be ion of e, and r such

Police s other against refusing arations

taking required er oath 7. c. 18,

to the common gaol, house of correction, or nearest lock-up house, for the term, or some part thereof, specified in the bylaw. 46 V. c. 18, s. 423.

Fines, how applied.

423. Unless otherwise provided, when the pecuniary penalty has been levied under this Act, one moiety thereof shall go to the informer or prosecutor, and the other moiety to the municipal corporation, unless the prosecution is brought in the name of the corporation, in which case the whole of the pecuniary penalty shall be paid to the corporation. 46 V. c. 18, s. 424.

[As to summary method of enforcing by-laws. See sec. $48\bar{2}.$

DIVISION III.—WITNESSES AND JURORS.

Who may be witnesses. Secs. 424, 425. Ratepayers, members, officers, etc., of Corporations liable to challenge as jurors. Sec. 425. Compelling attendance of witnesses. Sec. 426.

Who may be witnesses.

424. Upon the hearing of any information or complaint exhibited or made under this Act, the person giving or making the information or complaint shall be a competent witness, notwithstanding such person may be entitled to part of the pecuniary penalty on the conviction of the offender, and the defendant, and the wife or husband of such persons opposing or defending, shall also be competent witnesses; and all the said persons shall be compellable to give evidence on the hearing. 46 V. c. 18, s. 425.

Ratepayers, competent witnessesmay be challenged as jurors.

425. In any prosecution, action or proceeding in any members, offi-civil matter to which a municipal corporation is a party, no cers, etc., officer or servant of the corporation shall on account of his being such, be incompetent as a witness; but they, and every of them, shall be liable to challenge as a juror, except where the corporation, the party to the prosecution, action or proceeding, is a county. 46 V. c. 18, s. 426.

Compelling witnesses to attend, etc.

426. In prosecuting under any by-law, or for the breach of any by-law, witnesses may be compelled to attend and give evidence in the same manner, and by the same process, as witnesses are compelled to attend and give evidence on summary proceedings before Justices of the Peace in cases tried summarily, under the statutes now in force, or which may be hereafter enacted. 46 V. c. 18, s. 427.

an m ev. suc

said mit of day by-l pay in th or b the: said to b days

the s

Gi

 D_{I}

42 tion the a

then

1 ' ment ing-h sherif tion, day,

DIVISION IV .- CONVICTIONS UNDER BY-LAWS.

Form of Conviction. Sec. 427.

427. It shall not be necessary in any conviction made under Form of conany by-law of any municipal corporation, to set out the infor-viction under mation, appearance or non-appearance of the defendant, or the evidence or by-law under which the conviction is made but all such convictions may be in the form following:

PROVINCE OF ONTARIO, that on the BE IT REMEMBERED day of To Wit. , in the County of , A. B. is convicted before the undersigned, one of Her Majesty's Justices of the Peace in and for the said County, for that the said A. B, (stating the offence, and time and place, and when and where committed), contrary to a certain by-law of the Municipality of the , in the said County of , passed on the day of , A.D. , and intituled (reciting the title of by-law); and I adjudge the said A. B., for his said offence, to forfeit and , to be paid and applied according to law, and pay the sum of also to pay to C. D., the complainant, the sum of , for his costs in this behalf. And if the said several sums are not paid forthwith (or on day of as the case may be), I order that the same be levied by distress and sale of the goods and chattels of the said A. B., and in default of sufficient distress, I adjudge the said A. B. to be imprisoned in the Common Gaol of the said County of (or, in the public Lock-up at) for the space of days, unless the said several sums, and all costs and charges of conveying the said A. B. to such Gaol (or Lock-up), are sooner paid.

Given under my hand and seal, the day and year first above written at , in the said County.

(L.S.)

J. M.,

J. M., J.P. 46 V. c. 18, s. 428.

DIVISION V.—EXECUTION AGAINST MUNICIPAL CORPORATIONS.

Proceedings on Writs of Execution. Sec. 428.

Municipal Officers, also Officers of Court. Sec. 429.

428. Any writ of execution against a municipal corpora-Proceedings tion may be endorsed with a direction to the sheriff to levy on writs of the amount thereof by rate, and the proceedings thereon shall execution then be the following:

1. The shall execution against municipalities.

1 The sheriff shall deliver a copy of the writ and endorse-Sheriff to dement to the treasurer, or leave such copy at the office or dwell-liver copy of ing-house of that officer, with a statement in writing of the writ and sheriff's fees, and of the amount required to satisfy the execucian to tion, including in such amount the interest calculated to some treasurer. day, as near as is convenient to the day of the service;

-22.

-up

by-

alty

o to

uni-

ame

ary

124.

sec.

le to

aint king notecuefeng or said ring.

any
y, no
shall
; but
uror,
tion,

ch of give wit-mary sum-here-

If claim not paid rate to be struck by Sheriff.

Chap. 184.

2. In case the amount, with interest thereon from the day mentioned in the statement, is not paid to the sheriff within one month after the service, the sheriff shall examine the assessment rolls of the corporation, and shall, in like manner as rates are struck for general municipal purposes, strike a rate sufficient in the dollar to cover the amount due on the execution, with such addition to the same as the sheriff deems sufficient to cover the interest, his own fees, and the collector's percentage, up to the time when the rate will probably be available:

Sheriff's pretor, etc., to levy rate.

3. The sheriff shall thereupon issue a precept or precepts, cept to collec- under his hand and seal of office, directed to the collector or respective collectors of the corporation, and shall annex to every precept the roll of such rate, and shall by the precept, after reciting the writ, and that the corporation had neglected to satisfy the same, and referring to the roll annexed to the precept, command the collector or collectors, within their rcspective jurisdictions, to levy such rate at the time and in the manner by law required in respect of the general annual

Rate rolls.

4. In case at the time for levying the annual rates next after the receipt of such precept, the collectors have a general rate roll delivered to them for such year, they shall add a column thereto, headed " Execution rate in A. B. vs. The Township" (or as the case may be, adding a similar column for each execution if more than one), and shall insert therein the amount by such precept required to be levied upon each person respectively, and shall levy the amount of such execution rate as aforesaid, and shall, within the time they are required to make the returns of the general annual rate, return to the sheriff the precept with the amount levied thereon, after deducting their percentage;

Surplus.

5. The sheriff shall, after satisfying the execution and all fees thereon, pay any surplus, within ten days after receiving the same, to the treasurer, for the general purposes of the corporation. 46 V. c. 18, s. 429.

Clerk, assessors and collectors to be officers of the court from which writ issues.

429. The clerk, assessors and collectors of the corporation shall, for all purposes connected with carrying into effect, or permitting or assisting the sheriff to carry into effect, the provisions of this Act, with respect to such executions, be deemed to be officers of the Court out of which the writ issued, and as such shall be amenable to the Court, and may be proceeded against by attachment, mandamus or otherwise, in order to compel them to perform the duties hereby imposed upon them. 46 V. c. 18, s. 430.

ing on t as t com

Sec

of t amo and amo be a whic 431.

Cc43 eithe alone kind,

a par

void

18, s.

 D_{Γ}

InCle

432

therei absen the to such t posal Peace town (his ste

DIVISION VI.—TENDER OF AMENDS.

Tender and payment into Court in actions for negligence. Sec. 430.

430. The council of any municipality, upon any claim be-Tender of ing made or action brought for damages for alleged negligence compensation on the part of the municipality, may tender, or pay into court, in actions for as the case may be, such amount as they may consider proper compensation for the damage sustained, and in the event of the non-acceptance by the claimant of such tender or the amount paid into court, and the action being proceeded with, and a verdict being obtained for no greater amount than the amount so tendered or paid into court, the costs of suit shall be awarded to the defendants, and set off against any verdict which shall have been obtained against them. 46 V. c. 18, s.

DIVISION VII.—CONTRACTS WITH MEMBERS OF COUNCIL VOID.

Contracts with Members of Council. Sec. 431.

431. In case a member of the council of any municipality, Contracts by either in his own name or in the name of another, and either members with alone or jointly with another, enters into a contract of any the corporakind, or makes a purchase or sale in which the corporation is void in any void in any action thereon against the corporation. 46 V.c.

DIVISION VIII.—POLICE OFFICE AND POLICE MAGISTRATE.

(See Cap. 72.)

In cities and towns. Sec. 432. Clerk of. Sec. 433.

432. The council of every town and city shall establish Police offices therein a police office; and the Police Magistrate, or in his in cities and absence, or where there is no Police Magistrate, the mayor of the town or city, shall attend at such police office daily or at such times and for such period as may be necessary for the disposal of the business brought before him as a Justice of the Peace; but any Justice of the Peace having jurisdiction in a town or city may, at the request of the mayor thereof, act in his stead at the police office. 46 V. c. 18, s. 433 (1).

to ept, ted the re-

ual

2).

ay nin

he

ate

cuffi-

r's

be

ots,

or

fter
rate
ip"
ecuount
son
rate
l to

all all cor-

the

de-

tion
t, or
promed
d as
eded
r to
nem.

tl

ci

qı to

cit

cit

an

liv

on

the

ve

wh

the

sai

rat

sar

con

all

sec

sha

cha

suc

cop

and

pro

alle

forg

poli

othe laws

Clerk of pohis duties.

433. The clerk of the council of every city or town, or lice office and such other person as the council of the city or town appoints for that purpose, shall be the clerk of the police office thereof, and perform the same duties and receive the same emoluments as clerks of Justices of the Peace; and in case the said clerk is paid by a fixed salary, the emoluments shall be paid by

It paid by salary, fees to him to the municipality, and form part of its funds, and such be paid over clerk shall be the officer of and under the Police Magistrate. to munici-46 V. c. 18, s. 434. pality.

> DIVISION IX.—BOARD OF COMMISSIONERS OF POLICE AND POLICE FORCE IN CITIES AND TOWNS.

Board, members of. Sec. 434. Powers of Commissioners as to witnesses. Sec. 435 (1, 2). Quorum. Sec. 435 (3). Meetings of Board in Cities to be public. Sec. 435 (4). Licensing, etc., livery stables, cabs, etc. Sec. 436. By-laws of, how authenticated and proved. Sec. 437. Penalties, how recoverable. Sec. 438. High Bailiffe. Sec. 439. Police Force, appointment of. Secs. 440, 441. Police Regulations. Sec. 442. Duties of Constables. Sec. 443. Remuneration and Expenses of Police Force. Sec. 444. Constables in Towns where no Police Commissioners. Sec. 445. Constables in Incorporated Villages. Sec. 445. Dissolution of Boards in Towns. Scc. 446. Constables in Counties and Townships. Sec 447. Right of Salaried Constables to Fees. Sec. 448. Arrests without warrant. Sec. 449. Suspension from office. Secs. 450, 451.

Board of comwhom com. posed.

434. In every city there is hereby constituted a board of missioners of commissioners of police, and in every town having a Police police in cities Magistrate the council may constitute a like board, and such and towns, of Magistrate the council may board shall consist of the mayor, the Judge of the County Court of the county in which the city or town is situate, and the Police Magistrate; and in case the office of County Judge or that of Police Magistrate is vacant, the council of the city shall, and the council of the town may, appoint a person resident therein to be a member of the board, or two persons so resident to be members thereof, as the case may require, during such vacancy; but the council of such town may at any time, by by-law, dissolve and put an end to the board, and thereafter the council shall have and exercise all powers and duties previously had or exercised by the board. 46 V. c. 18, s. 435.

435.—(1) The commissioners shall have power to summon Board may and examine witnesses on oath on all matters connected with examine witnesses on oath on all matters connected with examine witnesses on power to enforce the attendance of such witnesses, and to compel them to give evidence as is vested in any Court of law in civil cases. A notice to attend before the board shall be sufficient, if signed by the chairman of the board, or any one of the commissioners.

(2) No party or witness shall be compelled to answer any Privileges of question by his answer to which he might render himself liable witnesses. to a criminal prosecution.

(3) A majority of the board shall constitute a quorum, and Quorum. the acts of a majority shall be considered acts of the board. 50 V. c. 8, Sched.

(4) All meetings of the board of police commissioners in Meetings in cities shall be open to the press and the public, unless otheropen to pubwise decided by the board. 46 V. c. 18, s. 436 (2).

436.—(1) The board of commissioners of police shall, in Licensing cities, license and regulate second-hand stores and junk-stores, livery stables, and shall also, in cities, regulate and license the owners of cities. livery stables, and of horses, cabs, carriages, carts, trucks, sleighs, omnibuses and other vehicles used for hire, and shall establish the rates of fare to be taken by the owners or drivers of such vehicles, for the conveyance of goods or passengers either wholly within the limits of the city, or from any point within the city to any other point not more than three miles beyond said limits, and may provide for enforcing payment of such rates, and for such purposes shall pass by-laws and enforce the same in the manner, and to the extent in which any by-law to be passed under the authority of this Act may be enforced.

(2) The council of a city in which there is no board of commissioners of police, shall have and may exercise by by-law, all the powers conferred upon the board of commissioners by this

section 49 V. c. 37, s. 9.

437. All by-laws of the board of commissioners of police How by-laws shall be sufficiently authenticated by being signed by the of board chairman of the board which passes the same; and a copy of authenticated such by-law, written or printed, and certified to be a true copy by any member of the board, shall be deemed authentic, and be received in evidence in any Court of Justice without proof of such signature, unless it is specially pleaded or alleged that the signature to such original by-law has been forged. 46 V. c. 18, s. 438.

438. In all cases where the board of commissioners of May be enpolice are authorized to make by-laws, either under this or any forced by penother Act or law, they shall have power in and by such by-laws, to attach penalties for the infraction thereof, to be recovered.

AND

or ints

eof.

ents

lerk . bv

such

ate.

445.

rd of Police such ounty e, and Judge e city ersons quire,

may coard, owers V. c. ered and enforced by summary proceedings before the Police Magistrate of the city for which the same are passed, or, in his absence, before any Justice of the Peace having jurisdiction therein, in the manner and to the extent that by-laws of city councils may be enforced under the authority of this Act; and the convictions in such proceedings may be in the form hereinbefore set forth. 46 V. c. 18, s. 439.

High bailiffs. 439. The council of every city shall appoint a high bailiff, but may provide, by by-law, that the offices of high bailiff and chief constable shall be held by the same person. 46 V. c. 18, s. 440.

Police force in cities and towns. 440. The police force in cities and towns having a board of commissioners of police, shall consist of a chief constable, and as many constables and other officers and assistants as the council from time to time deem necessary, but, in cities, not less in number than the board reports to be absolutely required; but this section shall not effect or apply to a city in which by the special Act of incorporation thereof, provision is made for the appointment, control and management of the police by the council. 46 V. c. 18, s. 441.

Appointment 441. The members of the police force shall be appointed of members of by and hold their offices at the pleasure of the board, and shall police force. take and subscribe the following oath:

Oath of office.

I, A. B., do swear that I will well and truly serve our Sovereign Lady the Queen in the office of Police Constable for the of without favour or affection, malice or ill-will; and that I will, to the best of my power, cause the peace to be kept and preserved, and will prevent all offences against the persons and properties of. Her Majesty's subjects; and that while I continue to hold the said office, I will, to the best of my skill and knowledge, discharge all the duties thoreof faithfully according to law.

46 V. c. 18, s. 442.

Board tomake 442. The board shall, from time to time, make such regulations. lations as they may deem expedient for the government of the force, and for preventing neglect or abuse, and for rendering the force efficient in the discharge of all its duties. 46 V.c. 18, s. 443.

Constables to be subject to be subject to the government of the board, and shall be charged with the special duties of preserving the peace, preventing robberies and other felonies and misdemeanors, and apprehending offenders; and shall have generally all the powers and privileges, and be liable to all the duties and responsibilities, which belong by law, to constables duly appointed. 46 V. c. 18, s. 444.

Remuneration and contingent extion for and to the respective members of the force, as may be nesses. of tui tut by

 $th\epsilon$

bos the

re

pi

bo

th

se

sp ar

co

po

me

po

46

whi by app to con the

be sin con c. 3

mur kee requ trea

to a havi belie not required by the board of commissioners of police, and shall provide and pay for all such offices, watch-houses, watch-boxes, arms, accountements, clothing and other necessaries as the board may from time to time deem requisite and require for the payment, accommodation and use of the force; but this section shall not affect or apply to any city in which by the special Act of incorporation thereof provision is made for the appointment, control and management of the police by the council. 46 V. c. 18, s. 445.

- 445. The corneil of every town not having a board of Constables in commissioners of police shall, and the council of every incortowns and porated village, may appoint one chief constable, and one or villages. more constables for the municipality; and the person so appointed shall hold office during the pleasure of the council.

 46 V. c. 18, s. 446.
- 446. Where, in a town, there was on the 24th day Dissolution of March, 1874, a board of commissioners of police, constituted under the Acts then in force respecting Municipal Institutions in this Province, the council of the said town may, by towns. by-law, dissolve and put an end to the board, and thereafter the council shall have and exercise all powers and duties which might, under said Acts, have been had or exercised by the board; and unless and until so dissolved and put an end to, the board shall have and exercise all the powers and duties which, but for this section, would have been exercised or had by the board. 46 V. c. 18, s. 447.
- 447. The council of every county and township may County and appoint one or more salaried constables for the municipality, township to hold office during the pleasure of the council; every such constable, and any city, town or village constable shall have the same powers and privileges and be subject to the same liability and to the performance of the same duties, and shall Their powers be subject also to suspension by the Judge of the County Conrt in the same manner, and may act within the same limits, as a constable appointed by the Court of General Sessions. 47 V. c. 32, s. 23 (1).
- 448 Where any salaried constable is appointed for any Rights of municipality, whether by the municipal conneil or by police salaried concommissioners, the council may agree that such constable shall stables to keep, for his own use, his fees of office, or the council may require that the said fees shall be paid to the municipal treasurer for the use of the municipality. 47 V. c. 32, s. 23 (2).
- 449. In case any person complains to a chief of police, or Arrests by to a constable in a town or city, of a breach of the peace constables for having been committed, and in case such officer has reason to alleged believe that a breach of the peace has been committed, though the peace not not in his presence, and that there is good reason to apprehend committed in their presence.

iff, nd

 $_{
m in}$

on

 $_{
m id}$

·e·

rd ole, the ot re-

ity ion the

ted nall

rill; and ties said the

guthe ing 18,

and ged robling rivihich 444.

erabe

ĥ

tŀ

of

k

aı

he

th

an

ho

fu

tra

for

cor reg

of i

day for

any

aut

and

ated for

ahd

and

duti

the

Sec. 449.

that the arest of the persons charged with committing the same is necessary to prevent his escape or to prevent a renewal of a breach of the peace, or to prevent immediate violence to person or property, then, if the person complaining gives satisfactory security to the officer that he will without delay appear and prosecute the charge before the Police Magistrate or before the mayor or sitting Justice, such officer may, without warrant, arrest the person charged, in order to his being conveyed as soon as conveniently may be before the Magistrate, mayor or Justice, to be dealt with according to law. 46 V. c. 18, s. 448.

Until a board of police is organized. mayor, etc., may suspend chief constable, etc., from office, etc.

450. Until the organization of a board of police, every mayor or Police Magistrate may, within his jurisdiction, suspend from office, for any period in his discretion, the chief constable, or any constable of the town or city, and may if he chooses, to appoint some other person to the office during such period: and in case he considers the suspended officer deserving of dismissal, he shall, immediately after suspending him, report the case to the council, and the council may dismiss such officer, or may direct him to be restored to his office after the period of his suspension has expired; and the city council shall have the like powers as to the high bailiff of the city. 46 V. c. 18, s. 449.

act. Salary to cease.

Incapacity of 451. During the suspension of such officer he shall such officer to capable of acting in his office, except by the written permission of the mayor or Police Magistrate who suspended him, nor during such suspension shall he be entitled to any salary or remuneration. 46 V. c. 18, s. 450.

> DIVISION X .- COURT HOUSES, GAOLS AND PLACES OF IMPRISONMENT.

Erection and care of. Sec. 452-469, 472-475. Furniture. Sec. 470. Insurable interest of Corporations. Sec. 471. Expense of prisoners. Sec. 476.

County counby-laws as to county buildings;

452. Every county council may pass by-laws for erecting, cil may pass improving and repairing a court house, gaol, house of correction, and house of industry, upon land being the property of the municipality, and shall preserve and keep the same in repair, and provide the food, fuel and other supplies required for the same. 46 V. c. 18, s. 451.

And for acquiring land for courthouses in cities.

453. Every county council may, when a court house is required to be erected within the limits of a city, pass by-laws for ent ring upon, taking, using, and acquiring such land as may be necessary or convenient for the purposes of such court house. 46 V. c. 18, s. 452.

4 54. The gaol, court house and house of correction of the Gaols and county in which a town or city, not separated for all pur-court-houses poses from a county, is situate, shall also be the gaol, court in counties house, and house of correction of the town or city, and shall, etc., not sepain the case of such city, continue to be so until the council of rated. the city otherwise directs; and the sheriff, gaoler and keeper of the gaol and house of correction shall receive and safely keep, until dully discharged, all persons committed thereto by any competent authority of the town or city. 46 V. c. 18, s, 453.

- 455. The council of any city may erect, preserve, improve City councils and provide for the proper keeping of a court house, gaol, may erect, house of correction and house of industry, upon lands being public build-the property of the municipality, and may pass by-laws for ings. all or any of such purposes. 46 V. c. 18, s. 454.
- 456. The council of every county may establish and main-Lock-up tain a lock-up house, or lock-up houses, within the county, houses may and may establish and provide for the salary or fees to be paid by county to the constable to be placed in charge of every such lock-up councils. house, and may direct the payment or the salary out of the funds of the county. 46 V.c. 18, s. 455.
- 457. Every lock-up house shall be placed in the charge of A constable a constable specially appointed for that purpose by the magis- to be placed trates of the county at a General Sessions of the Peace therefor. 46 V. c. 18, s. 456.
- 458. The council of every city, town, township, and in-Lock-up corporated village may, by by-law, establish, maintain and houses. regulate lock-up houses for the detention and imprisonment of persons sentenced to imprisonment for not more than ten days under any by-law of the council; and of persons detained for examination on a charge of having committed any offence; and for persons detained for transmission to any common gaol or house of correction, either for trial or in the execution of any sentence; and such councils shall have all the powers and authorities conferred on county councils in relation to lock-up houses. 46 V. c. 18, s. 457.
- 459. Two or more municipalities may unite to establish Joint lock-up and maintain a lock-up house. 46 V. c. 18, s. 458.
- 460.—(1) The council of every county, city or town separ-Land may be ated from a county may acquire an estate in landed property acquired for for an industrial farm, and may establish a house of industry farm, house and a house of refuge, and provide, by by-law, for the erection of industry, and repair thereof, and for the appointment, payment and refuge, etc. duties of inspectors, keepers, matrons and other servants for the superintendence, care and management of such houses of

very
suschief
ay if
such
ving
eport
such
the

uncil

city.

184.

ame

of a

rson

tory

and

the

ant.

d as

r or 448.

be ssion , nor or re-

eting, orrecty of n reed for

se is v-laws nd as such industry or refuge, and in like manner make rules and regulations (not repugnant to law) for the government of the same.

Proviso as to tiguous coun-

(2) Two or more united counties, or two or more conunited or con-tiguous counties, or a city and one or more counties, or a town and one or more counties, may agree to have only one house of industry or refuge for such united or contiguous counties, or city and counties, or town and counties, and maintain and keep up the same in the manner herein provided.

Power to compel person? sent to industrial farms, etc., to work thereon.

(3) The council may provide, by by-law, for requiring such persons as may be sent to such industrial farm or other place, to work on the said farm, or at any work or service for the said municipality, at such times, and for such hours, and at such trade or labour as they may appear to be adapted for respectively, and for buying and selling material therefor, and for applying the earnings, or parts thereof, of such persons for their maintenance or the maintenance of the wife or child or. wife and children (if any) of such persons or for the general maintenance of the farm or other places as aforesaid, or for aiding such persons to reach their friends (if any) or any place to which it may be deemed advisable to send them. 46 V. c. 18, s. 459.

Inspectors to keep and render accounts of expenses,

461. The inspector of a house of industry or refuge apf pointed as aforesaid, shall keep an account of the charges of erecting, keeping, upholding and maintaining the house of industry or refuge, and of all materials found and furnished therefor, together with the names of the persons received into the house, as well as those discharged therefrom, and also of the earnings; and such account shall be rendered to the county council every year, or oftener when required by a bylaw of the council; and a copy thereof shall be presented to the Legislature. 46 V. c. 18, s. 460.

By-laws may be passed establishing workhouses and houses of correction.

- 462. The council of every city and town may respectively pass by-laws:
- 1. For erecting and establishing within the city or town, or on such industrial farm, or on any ground held by the corporation for public exhibitions, a workhouse or house of correction, and for regulating the government thereof.

Who liable to thereto.

2. For committing and sending, with or without hard labour, be committed to the workhouse or house of correction, or to the industrial farm, house of industry, house of refuge, or house for the poor, aged, and infirm, or lock-up, or to any work or service for the municipality as aforesaid, by the mayor, Police Magistrate, or Justice of the Peace, while having jurisdiction in the municipality, such disorderly persons, drunkards, vagrants, indigent persons, and such description of persons as

r to

b

th

je

pe no ce

co

the COL the pro tin

the of vid get wit On

fue

assi

are set forth or referred to in section 369 of chapter 48 of 36 V. c. 48, s. the Acts passed in the 36th year of Her Majesty's reign, 369. and as may by the council be deemed, and by by-law be declared, expedient; and such farm, house of correction, house of industry, house of refuge, or house for the poor, aged, or infirm, lock-up house, or ground held as aforesaid, shall, for the purposes in this sub-section mentioned, be deemed to be within the municipality and the jurisdiction thereof. 46 V. c. 18, s. 461.

- 463 Until separated houses of correction are erected in the Until houses several counties in Ontario, the common gaol in each county of correction respectively shall be a house of correction; and every idle erected, the and disorderly person, or rogue and vagabond, and incorrigible common gaber rogue, and any other person by law subject to be committed are constituted a house of correction, shall, unless otherwise provided by law, correction be committed to the said common gaols, respectively. 46 V. c. 18, s. 462.
- 464.—(1) The sheriff shall have the care of the county gaol, Custody of gaol offices and yard, and gaoler's apartments, and the appoint gaols. ment of the keepers thereof, whose salaries shall be fixed by Keepers. the county council, subject to the revision or requirement of the Inspector of Prisons and Public Charities.
- (2) Every appointment, or dismissal, of a gaoler shall be sub-Appointment ject to the approval of the Lieutenant-Governor. 46 V. c. 18, and dismissal s. 463.
- 465. The salary of the gaoler shall be in lien of all fees, Gaoler to perquisites or impositions of any sort or kind whatever; and salary in place no gaoler or officer belonging to the gaol shall demand or re-of all fees, ceive any fee, perquisite or other payment from any prisoner perquisites or confined within the gaol or prison. 46 V. c. 18, s. 464.
- 466. The county council shall have the care of the court County counhouse and of all offices and rooms and grounds connected cil to have therewith, whether the same forms a separate building or is care of court-connected with the gaol, and shall have the appointment of the keepers thereof, whose duty it shall be to attend to the proper lighting, heating and cleaning thereof; and shall from time to time provide all necessary and proper accommodation, fuel, light and furniture for the Courts of Justice other than the Division Courts, and for the library of the law association of the county (such last mentioned accommodation to be provided in the court house), and shall provide proper offices together with fuel, light and furniture, for all officers, connected with such Courts other than (1) officers of the Maritime Court of Ontario (not being in the county of York) and (2) official assignees. 46 V. c. 18, s. 465; 48 V. c. 39, ss. 11, 13.

and ed. such ace, said

and

of

con-

r a

only

ious

for for d or eral aide to 18,

apf
es of
e of
shed
into
o of
the
byd to

own, the

vely

oour, trial the rvice olice ction ards, City gaols to city council.

467. In any city not being a separate county for all purbe regulated poses, but having a gaol or court house separate from the county gaol or court house, the care of such city gaol or court house shall be regulated by the by-laws of the city council. 46 V. c. 18, s. 467.

Upon separation of union of counties, gaol and continue.

468. In case of a separation of a union of counties, all rules and regulations, and all matters and things in any statute for the regulation of, or relating to court houses or gaols, in court-house force at the time of the scparation, shall extend to the court regulations to house and gaol of the junior county. 46 V. c. 18, s. 468.

Liability of cities and ties for ereccourt-house,

469. Cities and towns separated from counties shall, as parts of their respective counties for judicial purposes, bear towns separa and pay their just share or proportion of all charges and exted from coun. penses from time to time as the same may be incurred in erecttion and main-ing, building and repairing and maintaining the court house tenance of gaol of their respective counties, and of the proper lighting, cleansing and heating thereof, and of providing all necessary and proper accommodation, fuel, light, and furniture for the gaol and Courts of Justice, other than the Division Courts, and for the library of the law association of the county and of providing proper offices, together with fuel, light, and furniture for officers connected with such Courts, where the same are required to be provided by the county council; and all other charges relating to criminal justice, payable by the county in the first instance, except constables' fees and disbursements, and charges connected with coroners' inquests, and such other charges as the counties are entitled to be repaid by the Province; and in case the council of the city or town separate as aforesaid, and the council of the county in which such city or town is situate for judicial purposes cannot, by agreement from time to time, settle and determine the amount to be so payable by such city or town respectively, then the same shall be determined by arbitration, according to the provisions of this Act. 46 V. c. 18, s. 469; 48 V. c. 39, s. 12.

Reference to case of disagreement.

470. The council shall not be liable to pay for any furniture Liability for furniture for which they are required to provide under the provisions of use of county sections 466 and 469 of this Act, unless the same has been ordered by the council or by some person duly authorized by them so to do. 46 V. c. 18, s. 470.

Insurable in-

officials.

471. The corporation of any county and city or town terests of cor-separated from the county, are hereby declared to have, respeccertain cases tively, insurable interests in the court house and gaol of the county and the furniture thereof, in the proportions in which they shall, for the time being, be liable to contribute towards the erection, building, repairing, and maintaining the same, and towards providing necessary accommodation and furniture for

CO ha of se th se. by

to

su

th

pa car agi

thi

car

tra tak of t san mu mai of : sion of t any

49

sati sett! this Couof t Ord

shall the o unde the o

the said gaol and Courts of justice, and for the officers connected with such Courts, and any such corporation may insure its said interest accordingly. 46 V. c. 18, s. 471.

472. In all cases in which any city is required to contribute Liability of to the cost of erecting or building a court house or gad, not city to contricommenced before the 5th day of March, 1880, the council of erecting such city shall not be bound to pay for any part of the expenditure court-houses thereafter incurred in respect thereof, unless the same has been and gaols. concurred in by the council of the city, or, in case of dispute, has been determined by arbitration, according to the provisions of this Act, and the council of the city shall have a voice in the selection of the site of the court house and gaol; and in case the council of the county and city shall fail to agree upon the selection of such site, the same shall be settled and dermined by arbitration, according to the provisions of this A et. 46 V. c. 18, s. 472.

473.—(1). While a city or town uses the court house, gaol Compensaor house of correction of the county, the city or town shall town for use pay to the county such compensation therefor, and for the of courtcare and maintenance of prisoners, as may be mutually house, etc. agreed upon, or settled by arbitration under this Act. 46 V. c. 18, s. 473.

(2) In case of arbitration under the preceding provisions of Matters to be this section, in determining the compensation to be paid for the considered in care and maintenance of prisoners confined in the goal, the orbit care and maintenance of prisoners confined in the gaol, the arbi-compensatrators shall, so far as they deem the same just and reasonable, tion. take into consideration the original cost of the site and erection of the gaol buildings, and of repairs and insurance, so far as the same may have been borne or sustained by one or other of the municipalities, and shall also take into consideration the cost of maintaining and supporting the prisoners, as well as the salaries of all officers and servants connected therewith; but the provisions of this subsection shall apply only to the determining of the compensation to be paid for the care and maintenance of any such prisoners subsequent to the first day of January, 1886. 49 V. c. 37, s. 10.

474. In case, after the lapse of five years from such compen-When the sation having been so agreed upon or awarded, or having been amount of settled by statute, and whether before or after the ressing of compensation settled by statute, and whether before or after the passing of may be reconthis Act, it appears reasonable to the Lieutenant-Governor in sidered. Council, upon the application of either party, that the amount of the compensation should be reconsidered, he may, by an Order in Council, direct that the then existing arrangement shall cease after a time named in the order, and after such time the councils shall settle anew, by agreement or by arbitration under this Act, the amount to be paid from the time so named in the order. 46 V. c. 18, s. 474.

re for

d by town

467

pur-

the

or

city

all

tute

s, in

court

as

bear

l ex-

rect-

ousc

ighteces-

e for

urts,

unty

and

the

and the

, and

epaid

town

vhich

t, by

ount

then

g to V. c.

iture

s of been

specfthe vhich wards , and Chap. 184.

475. Nothing herein contained shall affect any lock-up Existing lockhouse heretofore lawfully established, but the same shall conup houses to tinue to be a lock-up house as if established under this Act. continue. 46 V. c. 18, s. 475.

Expense of 476. The expense of conveying any prisoner to, and of conveying and maintain keeping him in a lock-up house, shall be defrayed in the same ing prisoners manner as the expense of conveying him to and keeping him in the common gaol of the county. 46 V. c. 18, s. 477.

> DIVISION XI.-INVESTIGATION OF CHARGES OF MISCONDUCT IN RELATION TO MUNICIPAL MATTERS.

> > Investigation of County Judge. Sec. 477.

Investigation by county judge of charges of officers.

477.-(1) In case the council of any municipality at any time passes a resolution requesting the Judge of the County Court c the county in which the municipality is situate to investigate any matter to be mentioned in the resolution, and reby municipal lating to a supposed malfeasance, breach of trust or other misconduct on the part of any member of the council or officer of the corporation, or of any person having a contract therewith, in relation to the duties or obligations of the member, officer, or other person, to the municipality, or in case the council of any municipality sees fit to cause inquiry to be made into or concerning any matter connected with the good government of the municipality, or the conduct of any part of the public business thereof, and if the council at any time passes a resolution requesting the Judge to make the inquiry, the Judge shall inquire into the same, and shall for that purpose have all the powers which may be conferred upon commissioners under The Act respecting Inquiries concerning Public Matters, and the Judge shall, with all convenient speed, report to the council the result of the inquiry and the evidence taken thereon. 46 V. c. 18, s. 480.

Judges to have powers mentioned in Rev. Stat. c. 17.

Fees payable to county judge.

(2) The Judge of the County Court, holding such investigation, shall be entitled to receive, and shall be paid by the municipality requesting him to hold the investigation, the same fees as he would be entitled to receive if the matter had been referred to him as a referee under the provisions of The Judicature Act. 49 V. c. 37, s. 11.

Rev. Stat. c. 44.

DIVISION XII .- WHEN MAYOR MAY CALL OUT Posse Comitatus.

Mayor may call out posse comitatus. Sec. 478.

Mayor may call out posse comitatus.

478. The mayor of any city or town may call out the posse comitatus to enforce the law within his municipality should exigences require it, but only under the same circumstances in which the sheriff of a county may now by law do so. 46 V. c. 18, s. 481.

TIT TIT TIT

TIT

Pa

Div.

Div.

Div. Div. Div.

Div. Div. Div. Div.

> Div. Div.

Divis

Respect

"

c-up con-Act.

d of ame him

T IN

any unty

to ind remis-

er of

with.

er, or

anv

con-

of the

siness n re-

all in-

ll the

under

d the

ouncil

stiga-

y the i, the

r had

f The

itatus.

posse

should

tances

0. 46

PART VII.

POWERS OF MUNICIPAL COUNCILS.

I.—IN GENERAL. TITLE TITLE II.—AS TO HIGHWAYS AND BRIDGES.
TITLE III.—AS TO WORKS PAID FOR BY LOCAL RATE. TITLE IV -AS TO RAILWAYS.

TITLE I.—POWERS IN GENERAL.

- I .- OF COUNTIES, TOWNSHIPS, CITIES, TOWNS, AND Drv. INCORPORATED VILLAGES.
- Div. II .- OF TOWNSHIPS, CITIES, TOWNS, AND INCORPOR-ATED VILLAGES.
- III.—OF TOWNSHIPS, CITIES AND TOWNS. Div.
- IV .- OF COUNTIES AND CITIES. Drv.
- V.—OF COUNTIES, CITIES, AND SEPARATED TOWNS. Div.
- DIV. VI.-OF CITIES, TOWNS, AND INCORPORATED VILLAGES. DIV. VII .- OF CITIES AND TOWNS.
- DIV. VIII .- OF TOWNSHIPS, TOWNS AND VILLAGES.
- DIV. IX .-- OF TOWNS AND INCORPORATED VILLAGES.
- Div. X.-OF COUNTIES ONLY. DIV. XI.-OF TOWNSHIPS ONLY.
- Division I .- Powers of Councils of Counties, Townships, CITIES, TOWNS, AND INCORPORATED VILLAGES.

Respecting the obtaining of property. Sec. 479 (1).

- Appointment of certain officers. Sec. 479 (2, 3).
- ." Harbours, Docks, etc. Sec. 479 (4, 8). 46 Aid to Agricultural, etc., Societies. Sec. 479 (9).
- Manufacturing Establishments. Sec. 479 (10). "
- Road Companies, etc. Sec. 479 (11). "
- Indigent persons and Charities. Sec. 479 (12). " Census. Sec. 479 (13).
- " Driving and Riding. Sec. 479 (14).
- " Drainage. Sec. 479 (15).
- " Mode of Egress from Buildings. Sec. 479 (16). "
- Fines and Penalties. Sec. 479 (17-19). Ornamental Trees. Sec. 479 (20).

Sec

or

wha

the

occ

are

6 mai rive

7

enci

sary

othe

vess

anv

harl

orde

beac

whet

town

pay

cal

term

9.

and A

corpo

within

50 V.

8.

Respecting Seizure of Bread of short weight. Sec. 479 (21).

Acquisition of land for Parks, etc. Sec. 479 (22, 23).

Contracts for supply of Gas and Water. Sec. 480.

" Discovery of Crimes. Sec. 481.

Summary Remedy if By-laws not obeyed. Sec. 482.
Compensation for lands taken. Secs. 484-488.
Powers in relation to Roads and Bridges. See sec. 550 et seq.

Councils may make by-laws. 479. The council of every county, township, city, town, and incorporated village may pass by-laws:

Obtaining Property.

For obtaining 1. For obtaining such real and personal property as may be property, real required for the use of the corporation, and for erecting, imand personal, proving and maintaining a hall, and any other houses and buildings required by and being upon the land of the corporation, and for disposing of such property when no longer required;

Appointing certain Officers.

May appoint certain officers.

2. For appointing such-

Pound-keepers, Road Surveyors, Fence-viewers, Road Commissioners, Overseers of Highways, Game Inspectors,

and other officers as are necessary in the affairs of the corporation, for carrying into effect the provisions of any Act of the Legislature or by-law of the corporation, or for the removal of such officers; but nothing in this Act shall prevent any member of a corporation from acting as commissioner, superintendent or overseer, over any road or work undertaken and carried on, in part or in whole, at the expense of the municipality; and it shall be lawful for the municipality to pay to such member of the corporation acting as such commissioner, superintendent or overseer; 49 V. c. 45, s. 15; 50 V. c. 29, s. 18. See Cap. 210, s. 5.

May fix fees and securities. 3. For regulating the remuneration, fees, charges and duties of such officers, and the securities to be given for the performance of such duties; See sec. 278.

Harbours, Docks, etc.

Cleanliness of 4. For regulating or perventing the encumbering, injuring, wharves, docks, etc.

4. For regulating or perventing the encumbering, injuring, or fouling, by animals, vehicles, vessels or other means, of any public wharf, dock, slip, drain, sewer, shore, bay, harbour, river or water;

- 5. For directing the removal of door steps, porches, railings Removal of or other erections, or obstructions projecting into or over any door steps, wharf, dock, slip, drain, sewer, bay, harbour, river or water, or ing wharves, the banks or shores thereof, at the expense of the proprietor or etc. occupant of the property connected with which such projections are found;
- 6. For making, opening, preserving, altering, improving and Making, etc., maintaining public wharves, docks, slips, shores, bays, harbours, of wharves, rivers, or waters and the banks thereof;
- 7. For regulating harbours; for preventing the filling up or Regulating encumbering thereof; for erecting and maintaining the neces-harbors, sary beacons, and for erecting and renting wharves, piers and wharves, electors, derricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc. other machinery suitable for loading, discorricks, cranes and vators, etc.
- 8. For granting aid by way of bonus, for or towards the Granting aid construction of harbours, wharves, docks, slips, and necessary by way of beacons on any river, lake, or navigable water passing in, bonus to harthrough, or forming any part of the boundary of a county whether such bonus be given by such county or by a city town, township, or incorporated village situated therein and to pay such bonus either in one sum, or in annual or other periodical payments, with or without interest, and subject to such terms, conditions and restrictions as the municipality may deem expedient;
 - (a) No such by-law shall be passed until the assent of the Assent of electors has been obtained in conformity with the electors neprovisions of this Act in respect of by-laws for creating debts;
 - (b) Any municipality granting such aid may take and Security may receive of and from such person or body corpor-betaken. ate, receiving any such aid, security for the compliance with the terms and conditions upon which such aid is given.

Aiding Agricultural and other Societies.

9. For granting money or land in aid of the Agricultural Granting aid and Arts Association of Ontario, or of any duly organized to agricultural agricultural or Horticultural Society in Ontario, or of any incorporated Mechanics' Institute or free library, established under The Free Libraries Act, within the municipality, or Rev. Stat. c. within any adjoining municipality. 45 T. c. 18, s. 482 (1-9); 189. 50 V. c. 29, s. 19. See also Cap. 39, s. 81 (1).

own,

(1).

3).

ay be and orpoer re-

corpoct of r the l presioner, indernse of ipality com-

duties rform-

5; 50

juring, of any r, river

Aiding Manufacturing Establishments.

Granting aid by way of bonus to manufactures.

10. For granting aid by way of bonus for the promotion of manufactures within its limits, by granting such sum or sums of money to such person or body corporate, and in respect of such branch of industry as the said municipality may determine upon; and to pay such sum, either in one sum or in annual or other periodical payments, with or without interest, and subject to such terms, conditions and restrictions as the said municipality may deem expedient;

Assent of electors nenessary. (a) No such by-law shall be passed until the assent of the electors has been obtained, in conformity with the provisions of this Act in respect of by-laws for creating debts. See sec. 320.

Persons interested in company not to vote on bylaw aiding (b) No property owner or lessee interested in, or holding shares or stock in, any company shall be qualified to vote on a by-law for the purpose of granting a bonus to the company in which he is so interested as aforesaid.

Security may be taken. (c) Any municipality granting such aid, may take and receive security for the compliance with the terms and conditions upon which such aid is given.

(See section 366 as to exempting manufacturing establishments from taxation.)

Aiding Road Companies, etc.

Aid for roads, bridges and harbours.

11. For taking stock in or lending money, or granting bonuses to any incorporated company, in respect of any road, bridge or harbour, within or near the municipality, under and subject to the respective statutes in that behalf, or for granting aid by way of bonus to any incorporated road or bridge company;

Assent of electors necessary.

(a) No such by-law granting such aid by way of bonus shall be passed until the assent of the electors has been obtained in conformity with the provisions of this Act in respect of by-laws for creating debts.

Aiding Indigent Persons and Charities.

Aiding indigent persons and charities.

12. For aiding in maintaining any indigent person belonging to or found in the municipality, at any workhouse, hospital or institution for the insane, deaf and dumb, blind or other public institution of a like character; or for granting aid to any charitable institution or out-of-door relief to the resident poor; See sec. 504 (11).

de

otl rac

dra cot any pos

the ship gate hall sche the and port

1' ing

sucl

sucl

18 sale on of

sums ect of deter-

or in

terest.

as the

of the

th the

olding

alified

ting a

erested

nd re-

terms given.

cturing

canting

y road.

ler and

ranting

ge com-

bonus

electors ne pro-

ws for

belong-

se, hos-

olind or

ranting

to the

151

Census.

13. For taking a census of the inhabitants, or of the resi-Local census. dent male freeholders and householders in the municipality;

Driving or Riding on Roads and Bridges.

14. For regulating the driving and riding of horses and To regulate other cattle on the highways and public bridges, and for preventing driving on racing, immoderate or dangerous driving or riding thereon; bridges.

Drainage.

15. For opening, making, preserving, improving, repairing, Opening or widening, altering, diverting, stopping up and pulling down, drains and drains, sewers or water-courses, within the jurisdiction of the water-council, and for entering upon and breaking up, taking or using courses, etc. any land in any way necessary or convenient for the said purposes, subject to the restrictions in this Act contained; 46 V. c. 18, s. 482 (10-15).

Egress from Buildings.

16. For regulating the size and number of doors in churches. Doors, etc., of theatres, halls, or other buildings used for places of wor public buildship, public meetings or places of amusement, and the street gates leading thereto; and also the size and number of doors, halls, stairs and other means of egress from all hospitals, schools, colleges and other buildings of a like nature, and also the structure of stairs and stair-railings in all such buildings; and the strength of the walls, beams and joists and their supports, and for compelling the production of the plans of all such buildings for inspection and for enforcing observance of such regulations. 50 V. c. 29, s. 20.

Fines and Penalies.

(See also secs. 420-423.)

- 17. For inflicting reasonable fines and penalties not exceed-Fines and ing \$50 exclusive of costs,—
 - (a) Upon any person for the non-performance of his duties For neglect of who has been elected or appointed to any office duty, or rein the corporation, and who neglects or refuses office. to accept such office, unless good cause is shewn therefor, or to take the declaration of office, and afterwards neglects the duties thereof; and
- (b) For breach of any of the by-laws of the corporation.

 18. For collecting such penalties and costs by distress and collecting sale of the goods and chattels of the offender:

Imprisonment, when allowed and time of 19. For inflicting reasonable punishment, by imprisonment with or without hard labour, either in a lock-up house in some town or village in the township, or in the county-gaol or house of correction, for any period not exceeding twenty-one days, for breach of any of the by-laws of the council, in case of non-payment of the fine inflicted for any such breach, and there being no distress found out of which such fine can be levied: except for breach of any by-law in cities, and of any by-law for the suppression of houses of ill-fame in any municipality, in which cases the imprisonment may be for any period not exceeding six months, with or without hard labour in case of the non-payment of the costs and fines inflicted, and there being no sufficient distress as aforesaid; 46 V. c. 18, s. 482 (18-20).

Ornamental Trees.

Regulations as to trees, shrubs, etc., in public places.

20. For causing any tree, shrub or sapling, growing or planted on any public place, square, highway, street, lane, alley or other communication under its control, to be removed, if and when such removal is deemed necessary for any purpose of public improvement; but no such tree, shrub or sapling shall be so removed until after one month's notice thereof is given to the owner of the adjoining property, and he is recompensed for his trouble in planting and protecting the same; nor shall such owner, or any pathmaster or other public officer, or any other person, remove or cut down or injure such tree, shrub, or sapling, on pretence of improving the public place, square, highway, street, road, lane, alley or other communication or otherwise, without the express permission of the municipal council having the control of the public place, square, highway, street, road, lane, alley, or other communication; and any council may expend money in planting and preserving shade and ornamental trees upon any public place, square, highway, street, road, lane, alley or other communication within the municipality, and may grant sums of money to any person or association of persons to be expended for the same purposes. 46 V. c. 18, s. 482 (22).

Seizing Bread, etc.

Light weight and short measure.

21. For seizing and forfeiting bread or other articles when of light weight or short measurement. 46 V. c. 18, s. 482 (24). See also secs. 489 (52); 503 (9).

Acquiring land for Parks, etc.

Acquiring land for parks, etc.

22. For entering upon, taking and using and acquiring so much real property as may be required for the use of the corporation, for public parks, squares, boulevards, and drives in the municipality and adjoining local municipalities, without the consent of the owners of such real property, making due compensation therefor to the parties entitled thereto, to be determined under the provisions of this Act, by arbitration, where the parties do not agree.

sta fo an an rep for the 50

pr

so

tra
wa
pul
adv
of y
ing
exc
cou
for
sam
wise

ten

so is palling included and plyis V. o

gas
or w
shall
wate
lying
upor

(4) build same for the or for 23. In every case in which any municipality shall expro-Provisions priate lands in an adjoining municipality, the municipality where land so expropriating such lands shall put the same in an efficient is in an adstate to be used as, and open the same to the general public, joining munifor the purposes of such public parks, squares, boulevards cipality. and drives within a reasonable time after such expropriation, and shall maintain and keep the same in an efficient state of repair; and shall provide and maintain such police protection for such public parks, squares and drives as shall be necessary for the safety of the public frequenting and using the same and the residents whose lands adjoin the lands so expropriated.

50 V. c. 29, s. 21.

GAS AND WATER.

480.—(1) Every municipal council shall have power to con-Council may tract with any water-works or water company for a supply of contract with water within the municipality for fire purposes and other supply of public uses, from hydrants or otherwise as may be deemed water. advisable and for the renting of such hydrants for any number of years not, in the first instance, exceeding ten, and for renewing such contract from time to time for such period, not exceeding ten years, as the council may desire, and every council shall also have power to purchase hydrants necessary for any of the purposes or uses aforesaid, and also to erect the same; and to purchase or rent for a term of years or otherwise, fire apparatus of any kind, and fire appliances and appurtenances belonging thereto respectively. 46 V. c. 18, s. 483.

- (2) Subject to the provisions of this Act, or any special Act Powers in reso far as the same may be applicable, the powers of a municispect of light-pal corporation for lighting the municipality, or for constructing and coning gas works, whether by this or by any special Act, shall gas works include the powers conferred on gas companies by sections 54 and 55 of The Act respecting Joint Stock Companies for sup-Rev. Stat. c. plying Cities, Towns, and Villages with Gas and Water. 42 164.
- (3) Where any municipal corporation has constructed any Municipal gas or water works for supplying the municipality with gas corporation or water, and where there is a sufficient supply thereof, it constructing shall be the duty of the corporation to supply with gas or supply with water all buildings within the municipality situate upon land gas or water lying along the line of any supply pipe of the said corporation, buildings on upon the same being requested by the owner, occupant, or on request. other person in charge of such building.
- (4) The corporation before supplying gas or water to any Corporation building or as a condition to its continuing to supply the may require same, may require any consumer to give reasonable security security for the payment of the proper charges of the company therefor consumer. or for carrying the gas or water into such building.

gaol one e of here led: law ity, not

19).

ent

in

in ted, 18,

nted

ther heu blic e so the his such ther saphigh-her-uncil

reet, may mencoad, lity, on of . 18,

when (24).

g so the rives shout due o be

iı

ti

af

p

w

th Jı

as

fo

no

wi

no

da

to

the

Liability for porting not affected.

(5) Nothing in the preceding two sub-sections contained shall failure of sup- be construed in any way to affect the liability of any corporation in respect of damages on account of any failure of supply through mischance, accident or mismanagement, but the position of the corporation in respect thereto shall remain as if such two sub-sections had not been enacted. 47 V. c. 26, ss. 1, 3, 4.

DISCOVERY OF CRIMES.

Rewards for apprehension of criminals.

481. The council of any municipality in which a flagrant crime is believed to have been committed, may offer and pay a reward for the discovery, apprehension, or conviction of the criminal, or of any person who is suspected to be the criminal. 46 V. c. 18, s. 484.

SUMMARY REMEDY IF BY-LAWS NOT OBEYED.

Mode of compelling performance of matters directed to be

482. Whenever any municipal council has any authority to direct, by by-law or otherwise, that any matter or thing should be done by any person or corporation, such council may also, by the same or another by-law, direct that in default of its done by coun-being done by the person, such matter or thing shall be done at the expense of the person in default, and may recover the expense thereof with costs by action or distress; and, in case of non-payment thereof, the same shall be recovered in like manner as municipal taxes. 46 V. c. 18, s. 485.

COMPENSATION FOR LANDS TAKEN OR INJURED.

Owners of lands taken by corporation, etc., to be compensated.

483. Every council shall make to the owners or occupiers of, or other persons interested in, real property entered upon, taken or used by the corporation in the exercise of any of its powers, or injuriously affected by the exercise of its powers, due compensation for any damages (including cost of fencing when required) necessarily resulting from the exercises of such powers, beyond any advantage which the claimant may derive from the contem-Differences to plated work; and any claim for such compensation, if not bedetermined mutually agreed upon, shall be determined by arbitration under this Act. 46 V. c. 18, s. 486. See sec. 385 et seq.

How title acwhen owned by corporain tail, vested in trustees,

etc.

fly arbitration.

484.—(1) In the case of real property which a council has quired to land authority under this Act to enter upon, take or use, without the owner's consent, corporations, tenants in tail or for life. tions, tenants guardians, committees, and trustees, shall, on behalf of themselves, their successors and heirs respectively, and on behalf of those they represent, whether infants, issue unborn, lunatics, idiots, married women or others, have power to act, as well in reference to any arbitration, notice and action under this Act. as in contracting for and conveying to the council any such real property, or in agreeing as to the amount of damages arising from the exercise by the council of any power in respect thereof.

(2) In case there is no such person who can so act in respect If there be no to such real property, or in case any person interested in respect Party who can to any such real property is absent from this Province, or is convey, etc. unknown, or in case his residence is unknown, or he himself cannot be found, the Judge of the County Court for the county in which such property is situate may, on the application of the council, appoint a person to act in respect to the same for all or any of the said purposes. 46 V. c. 18, s. 487.

485. In case any person acting as aforesaid has not the Application, absolute estate in the property, the council shall pay to him etc., of purthe interest only at six per centum per annum on the amount where party to be paid in respect of such property, and shall retain the has not an principal to be paid to the person entitled to it whenever he absolute esclaims the same and executes a valid acquittance therefor, property. unless the High Court, or other Court having jurisdiction in such cases, in the meantime directs the council to pay the same to any person or into Court; and the council shall not be bound to see to the application of any interest so paid, or of any sum paid under the direction of such Court. 46 V. c. 18, s. 488.

486. All sums agreed upon, or awarded in respect of such Purchase real property, shall be subject to the limitations and charges to money subwhich the property was subject. 46 V. c. 18, s. 489.

487. (1) No. 11.

487.—(1) Notwithstanding any of the provisions contained Tender of in this Act, in all cases where claims are made for compensation for damages by the owners or occupiers of, or other perton. When lands sons interested in lands entered upon, taken or used by the taken or corporation of any city, or alleged to have been injuriously injured by affected by such corporation in the exercise of any of its of the compensation in the exercise of any of its of the claimant or claimants on the amount of compensation to be made, and the amount claimed does not exceed \$1,000, the same shall be settled and determined by the award of the Judge of the county within which the city is situate, (sitting as sole arbitrator,) or at the option of either party, by such other sole arbitrator as the said Judge on application made by either party to him, upon notice to the other party, may appoint for the purpose.

(2) Either party shall be entitled to at least seven days' notice exclusive of the day of the service of the notice, of the wish of the other party to have an arbitration, and seven days' notice, exclusive of the seven days above mentioned an 1 of the day of the service of the notice, shall be given of any application to the Judge to appoint any sole arbitrator as aforesaid.

(3) The fees to be paid to the arbitrator shall be the same as those payable to referees under the provisions of The Act res-Rev. stat. c. pecting Arbitrations and References. 49 V. c. 37, s. 41 (1-3). 53.

y to

ilso,

(5).

all

ra-

ply

the

as

26.

ant

y a

the

nal.

its e at exe of nner

s of,
aken
vers,
penired)
yond
temnot
nder

has
chout
life,
hemlf of
atics,
ll in
Act,
such
aris-

spect

th

an

ev

di

m

sh

Sec. 488.

"

Reference of claims for compensation in respect of lands.

488. The council of any municipality in all cases where claims for compensation or damages are made against them which under the provisions of this or any other Act, are deelared to be the subject of arbitration in the event of the parties not being able to agree, may tender to any person making such claim, such amount as they may consider proper compensation for the damage sustained or lands taken, and in the event of the non-acceptance by the claimant or claimants of the amount so tendered, and the arbitration being proceeded with, and if an award is obtained for an amount not greater than the amount so tendered, the costs of the arbitration and award shall, unless otherwise directed by the arbitrator, be awarded to the corporation and set off against any amount which shall have been awarded against them. 49 V. e. 37, s. 42.

DIVISION II.—POWERS OF COUNCILS OF TOWNSHIPS, CITIES, Towns, and Incorporated VILLAGES.

Respecting Polling Subdivisions. Sec. 489 (1). Disqualification of Electors for non-paymnet of

Taxes. Sec. 489 (2). Water and Water Works. Sec. 489 (3, 4).

Reduction of Sinking Fund. Sec. 489 (5). Billiard or Bagatelle Tables. Sec. 489 (6). 66 Victualling Houses, etc. Sec. 489 (7, 8). "

Licensing Transient Traders. Sec. 489 (9). 66

" Schools. Sec. 489 (10). 46 Cemeteries. Sec. 489 (11, 12).

46 Graves. Sec. 489 (13).

Cruelty to Animals. Sec. 489 (14). "

" Dogs. Sec. 489 (15, 16). Fences. Sec. 489 (17). "

" Division Fences. Sec. 489 (18, 19).

Snow Fenses. Sec. 489 (20). " Water-courses. Sec. 489 (21).

" Weeds. Sec. 489 (22).

Filth in Streets. Sec. 489 (23). "

Burning Stumps, Brush, etc. Sec. 489 (24). " "

Exhibitions, Shows, etc. Sec. 489 (25, 26).

44 Trees. Sec. 489 (27).

Injury to property and notices. Sec. 489 (28, 29). "

Gas and Water Companies. Sec. 489 (30, 31). 44

Giving Intoxicating Liquors to Minors, etc. " 489 (32).

66 Public Morals. Sec. 489 (33-40).

Nuisances. Sec. 489 (41-46).

Sewerage and Drainage. Sec. 489 (47-49). " "

Inspection of Meat, Milk, ctc. Sec. 489 (50-53).

0

n

·e

e

n

er

n

ts

0-

ot

a-

of

Respecting Licensing Milk Dealers. Sec. 489 (54).

" Contagious Discases. Sec. 489 (55).

Establishment of Boundaries. Secs. 489 (56) 491.

"Acquisition of Land outside the limits. Sec. 489 (57).

" Weighing Machines. Sec. 489 (58).

Pounds. Sec. 490.

" Extension of Sewers. Secs. 492. " Lock-up Houses. Secs. 458, 459.

Tavern and Shop Licenses. See Cap. 194.

489. The council of every township, city, town or in-By-laws may corporated village may pass by-laws—

be made for—

Polling Subdivisions.

1. For dividing the wards of such city or town, or for dividing Dividing city such township or incorporated village into two or more con-or town into venient polling subdivisions, and for establishing polling places wards, etc. therein, and for repealing or varying the same from time to time; ships and viland such polling subdivisions shall be made or varied when-lages into ever the electors in any ward, township, village or polling subdivisions, etc. manner that the number of electors in any polling subdivision shall not exceed at any time 200:

- (α) Where a municipality is divided into polling subdivi-Polling subsions, the same polling subdivisions shall be used divisions to be both for the election of members of the Legislative elections to Assembly and for municipal elections; and the Legislative polling subdivisions for elections to the Legislative Assembly and municipal elections shall hereafter elections. be made the same in all cases, except that the mu-Adjoining nicipal council of every city, town or incorporated sub-divisions village, may by by-law unite, for the purpose of may be united municipal elections, any two adjoining polling sub-elections.
 46 V. c. 18, s. 490 (1).
- (b) Where a polling place has been fixed by by-law for the holding of any election, or the taking of any vote in any city, town or village, and it is afterwards found that the building named as such polling place cannot be obtained, or is unsuitable for the purpose, the clerk of the municipality shall have the power to choose in lieu thereof as a polling place the nearest available building suitable for the purpose, and shall post up and keep posted up a notice on the building fixed by the by-law, and in two other conspicuous places near by, directing the voters to the place chosen as aforesaid. 50 V. c. 29, s. 22.

vi

 $^{
m th}$

an inc wh

rol

cui

des

duc

but the

the

the

1

the

pub

long

sup

1 terie

with

here

man chas

expr

tery altho

and

merl trust

fer 1

same

buria

grou

Disqualification of Electors not paying Taxes.

2. For disqualifying any elector from voting at municipal Disqualifying electors in ar- elections who has not paid all municipal taxes due by him on rear for taxes. or before the 14th day of December next preceding the election; 46 V. c. 18, s. 490 (2). See also sec. 251.

Water and Waterworks.

Constructing

3. For constructing, building, purchasing, improving, extendwater-works, ing, holding, maintaining, managing and conducting waterworks and all buildings, materials, machinery and appurtenances thereto belonging in the municipality and in the neighbour-Rev. Stat. c. hood thereof, subject to the provisions contained in The Muni-192. cipal Water-works Act; 46 V. c. 18, s. 496 (2).

4. For compelling the use of water, supplied by the waterworks of the city, town, township or village, for drinking and domestic purposes within certain areas to be defined by by-law, and for prohibiting the use of spring or well water within such areas for such purpose. 49 V. c. 37, s. 38 (1); 50 V. c. 29, s. 48.

Reduction of Sinking Fund.

Reduction of

5. For authorizing the reduction of the annual sinking fund sinking fund. rate, or amount required to be collected under local improvement by-laws passed by the council prior to the Act passed in the 42nd year of the reign of Her Majesty, chaptered 31, and for making allowance for the interest accrued from the investment of the amounts of sinking fund heretofore collected under such by-laws; provided always that in settling the sum to be raised annually for the remaining years which any such by-law has to run for the payment of the debt, in lieu of the sinking fund rate, fixed by the original by-law, the rate of interest on future investments shall not be estimated at more than five per cent. per annum, to be capitalized yearly; provided also that no by-law reducing the sinking fund rates, fixed by any such local improvement by-law, shall become valid or effectual until the same shall have been assented to by the Lieutenant-Governor in Council. 49 V. c. 37, s. 38 (2); 50 V. c. 29, s. 48.

Billiard or Bagatelle Tables.

Licensing and tables.

6. For licensing, regulating and governing all persons who regulating the for hire or gain, directly or indirectly, keep, or have in their use of billiard possession, or on their premises, any billiard or bagatelle table, and bagatelle or who keep or have a billiard or bagatelle table in a house or place of public entertainment or resort, whether such billiard or bagatelle table is used or not, and for fixing the sum to be paid for a license so to have or keep such billiard or bagatelle table, and the time such license shall be in force;

Victualling Houses, etc.

7. For limiting the number of and regulating victualling Victualling houses, ordinaries, and houses where fruit, oysters, clams, or number and victuals are sold to be eaten therein, and all other places for regulation of reception, refreshment or entertainment of the public;

8. For licensing the same when no other provision exists License and therefor, and for fixing the rates of such licenses not exceeding fees for same.

\$20:

al 110

ec-

d-

eres

ır-

ıi-

er- $^{\mathrm{nd}}$

by er

50

nd

vein

 $\mathbf{n}\mathbf{d}$

est-

ed

ım

eh

he of

ore

у;

es,

lid

the V.

7ho

eir

ole,

or

 \mathbf{rd}

be

elle

Licensiny Transient Traders.

9. For licensing, regulating and governing transient traders, Regulating and other persons who occupy premises in the city or town, transient incorporated village, or township, for temporary periods, and traders. whose names have not been duly entered on the assessment roll in respect of income or personal property for the then current year; and who may offer goods or merchandise of any description for sale by auction, or in any other manner condueted by themselves or by a licensed auctioneer or otherwise; but no such by-law shall affect, apply to, or restrict the sale of the stock of an insolvent estate which is being sold or disposed of within the county in which the insolvent carried on business therewith at the time of the issue of a writ of attachment or of the execution of an assignment;

Schools.

10. For obtaining such real property as may be required for Acquiring the erection of public school houses thereon, and for other lands for pub-public school nurposes, and for the disposal thereof when no lic schools, public school purposes, and for the disposal thereof when no etc. longer required; and for providing for the establishment and support of public schools according to law;

Cemeteries.

11. For accepting or purchasing land for public eeme-Acquiring teries as well within as without the municipality, but not lands for within any city, town, or incorporated village, except as cemeteries, hereinafter provided, and for laying out, improving and managing the same; but no land shall be accepted or purchased for such purpose except by a by-law declaring in express terms that the land is appropriated for a public eemetery, and for no other purpose; and thereupon such land, although without the municipality, shall become part thereof, Proviso. and shall cease to be a part of the municipality to which it formerly belonged; and such by-law shall not be repealed; and the trustees of any burying ground may agree for the sale or transfer thereof to the municipality which desires to acquire the same; and in cases where such grounds have not been used for burials, the municipality may dispose thereof, and acquire other ground instead thereof;

Chap. 184.

- (a) For selling or leasing portions of such land for the purpose of interment, in family vaults or otherwise, and for declaring in the conveyance the terms on which such portion shall be held; 46 V. c.'18, s. 490 (2-9).
- (b) Provided, however, that the municipal council of an incorporated village may pass a by-law for accepting or purchasing land for a public cemetery within the territorial limits of the village upon the by-law being first approved of by the Local Board of Health, and ratified by the Provincial Board of Health; and the by-law shall thereupon be as valid and effectual as if the land were situated without the municipality;
- (c) All expenses incurred by the Provincial Board of Health, in respect of and incidental to the by-law, and whether the by-law be ratified by the board or not, shall be paid by the village municipality to the secretary of the board. 50 V. c. 29, s. 23. See Caps. 175, 176.

Enlargement of Cemeteries.

Councils may pass by-laws for enlarging any existing public cemetery or burying ground, for taking lands.

12. For the acquiring and expropriation of lands to be used for taking but no expropriation of any land within the limits of a city shall be authorized, and as to any such enlargement in a village or town the consent of the Provincial Board of Health shall be first obtained;

Reference to

- (a) In case the owner of the land required refuses to sell the same, or refuses to take the price the council of the municipality is willing to pay, then in either of such cases the matter in dispute shall be referred to arbitration, and shall be proceeded with under the provisions of this Act, respecting arbitrations, as to compensation for lands taken.
- (b) The arbitrators shall decide whether it is necessaay in the public interests that the lands should be expropriated for the aforesaid purposes or any of them, and if so decided they shall award as to the price to be paid to the owner of said lands, but the costs shall be in the discretion of the arbitrators;
- (c) If the arbitrators award that the lands shall be taken for such cemetery or burying ground, one copy of the award shall be deposited with the registrar of the county or city, as the case may be, in which the lands are situate, and shall be a valid title to the said lands.

tom

the bein

dogs bour 16 laws

1

and manualong compauire fence

ful di shall appoint not o but un and munic (a).

pur-

rise.

s on 490

an

ting the

eing

alth.

lth;

the

l of

law, l or the

laps.

used

und.

city

llage

all be

o sell cil of

er of

ed to

r the

as to

ay in

xprothem,

ice to

costs

taken

copy

istrar

which

to the

- (d) No lands used as an orchard, pleasure ground, or gar-Certain lands den, nor any lands within two hundred yards of not to be any dwelling-house, shall be expropriated without with consent the consent of the owner or owners of such dwelling- of owner.
- (e) The award shall be in writing, and the boundaries of Boundaries to the lands or premises taken shall be fully described be described therein.
- (f) All the provisions of sub-sections 11 and 13 of this Sub-ss 11 and section shall, as far as applicable, apply to the 13 to apply. lands acquired under this sub-section. 48 V. c. 38, ss. 1-5.

Protection of Graves.

13. For preventing the violation of cemeteries, graves, tombs, Protecting tombstones, or vaults where the dead are interred;

Cruelty to Animals.

14. For preventing cruelty to animals; and for preventing Preventing the destruction of birds; the by-laws for these purposes not cruelty to animals, and destruction of birds.

Dogs.

- 15. For restraining and regulating the running at large of Regulations dogs, and for imposing a tax on the owners, possessors, or har-as to dogs.
- 16. For killing dogs running at large contrary to the by-Killing dogs.

Fences.

17. For settling the height and description of lawful fences, Fences. and for regulating and settling the height, description and manner of maintaining, keeping up and laying down fences along highways or any part or parts thereof, and for making compensation for the increased expenses, if any, to persons required so to maintain, keep up or lay down such last-mentioned fences or any part thereof; See sec. 511 (3).

Division Fences.

18. For regulating the height, extent and description of law-Division ful division fences; and for determining how the cost thereof fences, and shall be apportioned; and for directing that any amount so cost thereof. apportioned shall be recovered in the same manner as penalties not otherwise provided for may be recovered under this Act; but until such by-laws are made, the Acts respecting Line Fences Provision and Ditching Water-courses shall continue applicable to the until by-laws municipality;

11

Rev. Stat. cc. 219, 220.

Barbed wire fences.

19. For providing proper and sufficient protection against injury to persons or animals by fences constructed wholly or in part of barbed wire or any other material;

Snow Fences.

20. For requiring owners or occupiers of lands bordering Snow fences. upon any public highway, to take down, alter, or remove any Rev. Stat. c. fence or fences, subject to the provisions of The Act respecting 198. Snow Fences. See see. 511 (3).

Water-courses.

Watercourses.

21. For compelling the owners of lands through which any open drain or water course passes to erect and keep up water gates where fences cross such drain or water-course, and for preventing persons obstructing any drain or water-course;

Weeds.

Prevention of growth of thistles and weeds.

22. For preventing the growth of Canada thistles and other weeds detrimental to husbandry, and compelling the destruction thereof; for the appointment of an inspector with power to enforce the provisions of such by-law; for regulating his duties, and determining the amount of remuneration, fees or charges he is to receive for the performance of such duties. See also Cap 202.

Filth in Streets.

Preventing throwing of dirt, etc., in streets, etc.

23. For preventing persons from throwing any dirt, filth, careasses of animals, or rubbish, on any street, road, lane, or highway;

Burning Stumps, Brush, etc.

Regulating stumps, trees, brush, etc.

24. For regulating the times during which stumps, wood, the burning of logs, trees, brush, straw, shaving, or refuse, may be set on fire or burned in the open air, and for prescribing precautions to be observed during such times, and for preventing such fires being kindled at other times. 46 V. c. 18, s. 490 (10-21). See Cap. 213.

Exhibitions, Places of Amusement, etc.

Regulating public shows and licensing same.

25. For preventing or regulating and licensing exhibitions of wax work, menageries, circus-riding, and other such like shows usually exhibited by showmen, and for regulating and licensing roller skating rinks and other places of like amusement; and for requiring the payment of license fees for authorizing the same, not exceeding \$500 for every such license; and for imposing fines on such persons infringing such bylaws; and for levying the same by distress and sale of the goods and chattels of such showman or belonging to or used in such exhibition, whether owned by such showman or not, or for the imprisonment of such offenders for any term not exceeding one month.

Fines for infraction. held ot a

2 or t any labo five

28 shru defa notie 29

board

30. to lay gas u as the

31. comp rowed the co eleeto any co of \$10 additi to vot inst or in

19).

ering any eting

any vater d for

other strucsower g his ses or s. See

filth, ne, or

wood, n fire s to be being c Cap.

pitions
h like
g and
museor aucense;
ch byof the
used in
or not,

m not

(a) It shall not be lawful for the council of any municipal Licences not corporation, or the commissioners of police in any to be granted city, to grant licenses or license certificates to per-times and sons having exhibitions of any work or circus-places. riding, or other shows of a like character, or places of gambling, or to those engaged in traffic in truits, goods, wares, or merchandise of whatever description, for gain on the days of the exhibition of the Agricultural Association of Ontario, or of any electoral district or township agricultural society, either on the grounds of such society, or within the distance of 300 yards from such grounds. 46 V. c. 18, s. 490 (22); 49 V. c. 37, s. 12; 50 V. c. 29, s. 24.

26. For preventing or regulating and licensing exhibitions Exhibitions, held or kept for hire or profit, bowling alleys and other places etc.

of amusement. 46 V. c. 18, s. 490 (32);

Trees.

27. For allowing to any person who plants fruit trees, Encouraging or trees, shrubs or saplings, suitable for affording shade on planting of any highway within the municipality, in abatement of statute etc. labour or out of the general fund, a sum of not less than twenty-five cents for every tree so planted. See Cap. 201.

Injuries to Property and Notices.

- 28. For preventing the injuring or destroying of trees or Ornamental shrubs planted or preserved for shade or ornament; and the trees. defacing of private or other property by printed or other notices.
- 29. For preventing the pulling down or defacing of sign-Signs. boards, or of printed or written notices lawfully affixed.

Gas and Water Companies.

- 30. For authorizing any corporate gas or water company Authorizing gas under streets or public squares, subject to such regulations companies to as the council sees fit.
- 31. For acquiring stock in, or lending money to, such Taking stock company; and for guaranteeing the payment of money bor-in gas and rowed by, or of debentures issued for money so borrowed by water comthe company; provided the by-law is consented to by the panies. electors, as hereinbefore provided. In such case the head of Proviso. any corporation holding stock in such company to the amount Head of corof \$10,000 shall be, ex officio, a director of the company in poration to be addition to the other directors thereof, and shall also be entitled a director in to vote on such stock at any election of directors.

Se

of ma

go

the

ing

poc

for

clea

clea

yar

that

mea

(1-9,

of a

the 1

51

52

maki of bi

46 V

inspe

ducts

street

part)

54.

the fe

for on

53

Giving Intoxicating Liquors to Minors, etc.

Sale of intoxicating drink to children, etc.

32. For preventing the sale or gift of intoxicating drink to children, a child, apprentice or servant, without the consent of a parent, master or legal protector;

Public Morals.

Indecent pla33. For preventing the posting of indecent placards, writings or pictures, or the writing of indecent words, or the making of indecent pictures or drawings, on walls or fences in
streets or public places;

Vice, drunkenness, etc. 34. For preventing vice, drunkenness, profane swearing, obscene, blasphemous or grossly insulting language, and other immorality and indecency;

Lewdness. 35. For suppressing disorderly houses and houses of ill-fame;

Gaming.

36. For suppressing gambling houses, and for seizing and destroying faro-banks, rouge et noir, roulette tables, and other devices for gambling found therein;

Racing. 37. For preventing horse racing;

Vagrants.

38. For restraining and punishing vagrants, mendicants, and persons found drunk or disorderly in any street, highway or public place;

Indecent exposure.

39. For preventing indecent public exposure of the person and other indecent exhibitions;

Bathing.

40. For preventing or regulating the bathing or washing the person in any public water in or near the municipality; 46 V. c. 18, s. 490 (23-31, 33-37).

Nuisances.

Nuisances. 41. For preventing and abating public nuisances;

By-laws for cleansing wells, ctc.

42. For establishing, protecting, regulating and cleansing public and private wells, reservoirs and other public and private conveniences for the supply of water, and for closing public and private wells; for preventing the fouling of the same and the wasting of water therein or therefrom; for procuring an analysis of such water, and providing for the payment of the expense thereof, and for making reasonable charges for the use of public water;

Closing and filling up cess- property within any defined area to fill up or close any wells, water-closets, privies, privy-vaults, or cesspools the continuance of which may, in the judgment of the council, be dangerous to health;

- 44. For preventing or regulating the erection or continuance Slaughterof slaughter houses, gas works, tanneries, distilleries or other houses, gasmanufactories or trades which may prove to be nuisances; works, distilleries, etc.
- 45. For preventing or regulating the keeping of cows, Limits in goats, pigs and other animals, and defining limits within which which animals the same may be kept;
- 46. For regulating or preventing the ringing of bells, blow-Ringing of ing of horns, shouting and other unusual noises, or noises bells, etc. calculated to disturb the inhabitants.

Sewerage and Drainage.

- 47. For regulating the construction of cellars, sinks, cess-Construction pools, water-closets, earth closets, privies and privy vaults, and of cellars, for compelling and regulating the manner of draining, cleaning, drains, etc. clearing, and disposing of the contents of the same;
- 48. For compelling or regulating the filling up, draining, Filling up, cleaning, clearing, altering, relaying or repairing of any grounds, draining, etc., yards, vacant lots and private drains;
- 49. For making any other regulations for sewerage or drainage Regulations that may be deemed necessary for sanitary purposes.

Inspection of Meat, Milk, etc.

- 50. For seizing and distroying all tainted and unwholesome Tainted promeat, poultry, fish, or other articles of food. 47 V. c. 32, s. 13 visions. (1-9, 12).
- 51. For preventing or regulating the buying and selling Regulating of articles or animals exposed for sale or marketed, subject to sales, etc. the restrictions contained in sections 497-502. 46 V. c. 18, s. 503 (4); 47 V. c. 32, s. 15 (1).
- 52. For preventing the use of deleterious materials in making bread; and for providing for the seizure and forfeiture of bread made contrary to the by law. 47 V. c. 32, s. 15 (2); 46 V. c. 18, s. 503 (13 part). See sec. 479 (21).
- 53. For appointing inspectors, and for providing for the Inspection of inspection of milk, meat, poultry, fish and other natural pro-milk and products offered for sale for human food or drink, whether on the visions. streets or in public places, or in shops. 47 V. c. 32, s. 13 (10 part).

Licensing Milk Dealers.

54. For licensing and regulating milk vendors, and for fixing Licensing the fee to be paid for such license at a sum not to exceed \$1 milk dealers. for one year. 47 V. c. 32, s. 13 (10, part).

maks in ring,

writ-

(32).

k to

ent.

f ill-

other

and other

cants, hway

erson

shing y; 46

ansing and priclosing of the proor the consble

of real wells, nuance rous to

Contagious Diseases.

Contagious diseases.

55. For making provision for supplying blanks for the notification and recording of cases of contagious or infectious disease, for giving public notice of houses wherein such cases exist, and for taking such measures as by any Act respecting the public health or any other Act, are required to be taken in that behalf, and such other measures as may be necessary for preventing the spread of such diseases. 46 V. c. 18, s. 496 (13); 47 V. c. 32, s. 13 (11).

Establishing Boundaries.

Regulating municipali-

56. For procuring the necessary estimates, and making the boundaries of proper application for ascertaining and establishing the boundary lines of the municipality, according to law, in case the same has not been done; and for erecting and providing for the preservation of the durable monuments required to be erected for evidencing the same. 46 V. c. 18, s. 490 (38).

Acquiring Land outside the limits for public Purposes.

Acquiring land outside of municipality.

57. For acquiring and holding, by purchase or otherwise for the public use of the municipality, lands situate outside the limits of such township, city, town or incorporated village; but such lands so acquired shall not form part of the municipality of such township, city, town, or incorporated village, but shall continue and remain as of the municipality where situate; and all by-laws passed by township councils for the purpose of acquiring land as provided by this subsection, are hereby declared as legal and binding where the by-laws have not been contested or impeached before the 23rd day of April, 1887, as if the lands were within the limits of the municipality the council of which passed the by-law.

Weighing Machines.

Erecting and maintairing weighing machines.

58. For erecting and maintaining weighing machines in villages or other convenient places, and charging fees for the use thereof, not being contrary to the limitations provided by sub-section 8 of section 497 of this Act. 50 V. c. 29, s. 25.

Pounds, etc.

By-laws may be made for.

490. The council of every township, city, town and incorporated village, may also pass by-laws (not inconsistent with the Statutes of Canada respecting Cruelty to Animals)-

Providing pounds.

1. For providing sufficient yards and enclosures for the safe keeping of such animals as it may be the duty of the poundkeeper to impound;

tre the cla and

Se

tar vice res pos

or i

one

ani

upo nior par of t Gos The sucl plac Lan ingl

at th

afore (as t

and

the s

said

villa there for, t such shall video tigue

unite scwe cond tive such unde 55).

notiious

eases

ting

n in

for (13);

the

oun-

tlie g for

o be

rwise

tside

lage ; unieillage,

vliere

the

n, are

have

April,

uniei-

ies in

or the

led by 25.

nd in-

sistent

ıals)—

ie safe

ound-

8.

2. For restraining and regulating the running at large or Animals runtrespassing of any animals, and providing for impounding ning at large, them; and for causing them to be sold, in case they are not claimed within a reasonable time, or in case the damages, fines and expenses are not paid according to law;

3. For appraising the damages to be paid by the owners of Appraising animals impounded for trespassing, contrary to the laws of On-the damages. tario or of the minicipality;

4. For determing the compensation to be allowed for ser-Compensation vices rendered, in carrying out the provisions of any Act, with with respect respect to animals impounded or distrained and detained in the ing animals. possession of the distrainer. 46 V. e. 18, s. 492. See Cap. 215.

491.—(1) In case the council of any township, city, town Placing land-or incorporated village adopts a resolution on the application of marks and one-half of the resident landholders to be affected thereby, or monuments, upon its own motion, that it is expedient to place durable boundaries of monuments at the front or rear of any concession or range or concessions, part thereof in the manicipality, or at the front or rear angles lots, etc. of the lots therein, the council may apply to the Lientenant-Governor, in the manner provided for in sections 38, 39 and 40 of The Act respecting Land Surveyors and the Survey of Lands, praying him to cause a survey of such concession or range or Rev. Stat. c. such part thereof, to be made, and such monuments to be 152, ss. 38-40. placed under the authority of the Commissioner of Crown Lands.

(2) The person or persons making the survey shall accord-Cost of ingly plant stones or other durable monuments at the front or survey. at the rear of such concession or range, or such part thereof as aforesaid, or at the front and rear angles of every lot therein (as the case may be), and the limits of each lot so ascertained and marked shall be the true limits thereof; and the costs of the survey shall be defrayed in the manner prescribed by the said statute. 46 V. c. 18, s. 491.

Extension of Sewers.

492.—(1) In ease any township, eity, town, or incorporated Extension of village, shall be so situated that in the construction of any sewer sewers into therein it becomes necessary in order to procure an outlet thereadjoining for, to extend the same into orthrough a contiguous municipality, such townships, city, town, or incorporated village so situated, shall be permitted and have power, subject as hereinafter provided, to so extend such sewer into or through such contiguous municipality, and shall be permitted and have power to unite and conucet the same to any already existing sewer or sewers of such contiguous municipality, upon such terms and conditions as shall be agreed upon between the respective municipalities, and in case of a difference, then upon such terms and conditions as shall be determined by arbitration, under the provisions of this Act in that behalf.

fro

the

eng

ind

ins rer

oth cha

be. 46

3

pet

wh

or v me

cra sale

cisi

 $_{
m tim}$ I

cou

cler

this

app seri

(2) In any case where the council of any municipality shall object to allow an adjoining municipality to connect a sewer with any existing sewer or extend a sewer through its territory. as above provided, then and in every such case the arbitrators shall not only determine the terms and conditions upon which the connection or extension shall be allowed to be made; but also whether the connection or extension should, under the circumstances, be permitted or allowed to be made, but nothing in this section contained shall authorize the making of an open drain or sewer, nor shall anything herein affect the provisions of The Ditches and Water-courses Act.

Rev. Stat. c. 220.

> (3) Nothing in this section contained shall be construed as limiting or abridging any of the powers conferred on township councils by this Act. 48 V. c. 39, s. 39 (4).

> For powers of Cities, Townships, Towns and Villages as to Lock-up Houses, see secs. 458, 449; and as to Tavern and Shop Licenses, see Cap. 194.

> DIVISION III .- POWERS OF COUNCILS OF TOWNSHIPS, CITIES AND TOWNS.

Respecting Plumbers. Sec. 493 (1). Accidents by Fire. Sec. 493 (2).

493. The council of every township, city and town may pass by-laws:

Plumbers.

1. For licensing and regulating plumbers.

Prevention of Accident by Fire.

2. For making better provision for securing the inmates and employees in all factorics, hotels, boarding and lodging houses, warehouses, theatres, music halls, opera houses and other public buildings and places of amusement, against accident by fire, and providing for the adoption and erection of proper fire escapes upon all such buildings more than two stories in height. 49 V. c. 37, s. 37; 50 V. c. 29, s. 48.

DIVISION IV .- POWERS OF COUNCILS OF COUNTIES AND CITIES. Horse Thieves. Sec. 494.

of persons guilty of horsestealing.

494. The council of every county or city shall provide by apprehension by-law, that a sum not less than \$20 shall be payable as a reward to any person or persons who shall pursue and apprehend, or cause to be apprehended, any person or persons guilty of stealing any horse or mare within the said county or city, and such reward shall be paid out of the funds of the corporation on the conviction of the thief, on the order of the Judge before whom the conviction is obtained. 46 V. c. 18, s. 494.

(2).

hali wer

ory,

tors

nich

ade:

ider

but

g of

the

d as

ship

is to

Shop

ITIES

may

nates dging

and ident

roper

ics in

CITIES.

de by

as a

appre-

guilty

r city,

rpora-

Judge

194.

DIVISION V.-POWRRS OF COUNCILS OF COUNTIES, CITIES AND SEPARATED TOWNS.

Respecting Engineers, Inspectors, Gaol Surgeons, etc. Sec. 495 (1).

" Auctioneers. Sec. 495 (2).

.. Hawkers and Pedlars. Sec. 495 (3). "

Ferries. Sec. 495 (4).

" High Schools. Sec. 495 (5, 6).

,, Support of pupils at High Schools, Toronto University and U. C. College. Sec. 495 (7, 8). Endowment of Fellowship. Sec. 495 (9). c

" Public Fairs. Sec. 495 (10).

Junk Stores. Sec. 495 (11).

495. The council of any county, city and town separated By-laws may from the county for municipal purposes, may pass by-laws for be made forthe following purposes:

Engineers-Inspectors-Gaol Surgeons, etc.

1. For appointing, in addition to other officers, one or more Appointing engineers, and also one or more inspectors of the house of engineers, industry; also one or more surgeons of the gaol and other inspectors, institutions under the charge of the municipality; and for the gaol surgeons, removal of such officers.

Auctioneers.

2. For licensing, regulating and governing auctioneers and Licensing, other persons selling or putting up for sale, goods, wares, mer-etc., auctionchandise or effects by public auction; and for fixing the sum to eers. be paid for every such license, and the time it shall be in force; 46 V. c. 18, s. 495, (1, 2).

Hawkers and Pedlars.

3. For licensing, regulating and governing hawkers or Hawkers, petty chapmen, and other persons carrying on petty trades, or petty chapwho go from place to place or to other men's houses, on foot, men, etc. or with any animal, bearing or drawing any goods, wares, or merchandise for sale, or in or with any boat, vessel, or other craft, or otherwise carrying goods, wares, or merchandise for sale, and for fixing the sum to be paid for a license for exercising such calling within the county, city or town, and the time the license shall be in force:

In case of counties for providing at the discretion of the council, either the treasurer or clerk of the county, or the clerk of any municipality within the county with licenses, in this and the previous sub-section mentioned, for sale to parties applying for the same under such regulations as may be prescribed in such by-laws:

th

th

re

ot.

Ca

hig

and

Up

pu

you

tors

moi

froi

Proviso.

Provided always that no such license shall be required for hawking, peddling or selling from any vehicle or other conveyance any goods, wares or merchandise to any retail dealer, or for hawking or peddling any goods, wares or merchandise, the growth, produce, or manufacture of this Province, not being liquors within the meaning of the law relating to taverns or tavern licenses, if the same are being hawked or peddled by the manufacturer or producer of such goods, wares or merchandise, or by his bona fide servants or employees having written authority in that behalf; and such servant or employee shall produce and exhibit his written authority when required so to do by any municipal or peace officer:

Proviso.

And provided also that nothing herein contained shall affect the powers of any council to pass by-laws, under the provisions of section 496 of this Act. 46 V. c. 18, s. 495 (3); 47 V. c. 32, s. 11.

Interpretation "Hawkers."

- (a) The word "hawkers" in this sub-section shall include all persons who, being agents for persons not resident within the county, sell or offer for sale tea, dry goods or jewellery, or carry and expose samples or patterns of any of such goods to be afterwards delivered within the county to any person not being a wholesale or retail dealer in such goods, wares or merchandise.
- (b) The provisions of any by-law passed or enacted by any municipal council prior to the first day of October, 1885, shall not be held as extending to any persons who by this sub-section are to be held as included within the meaning of the word "hawkers." 48 V. c. 40, ss. 1, 2.

Ferries.

Licensing, etc., ferries, etc. Rev. Stat. c. 117, s. 14.

4. For licensing and regulating ferries between any two places within the municipality, under the provisions of The Act respecting Ferries, and establishing the rate of ferriage to be taken thereon; but no such law as to ferries shall have effect until assented to by the Lieutenant-Governor in Council, but the powers by this sub-section conferred on county councils shall not extend to a ferry between any two places within the same township. 46 V. c. 18, s. 495 (4); 48 V. c. 39, s. 15.

Until by-law passed Lieut.-Governor in Council to regulate. (a) Until the council passes a by-law regulating such ferries, and in the case of ferries not between two places in the same municipality, the Lieutenant-Governor, by Order in Council, may, from time to time, regulate such ferries respectively, and establish the rates to be taken thereon, in accordance with the statutes in force relating to ferries. 46 V. c. 18, s. 495 (4 a). (3).

for

ey-, or

the

ing

or by

ıan-

tten

hall o do

ffect

ions 32,

lude not

tea,

ards eing s or

any

ber,

sons

uded 8 V.

two

The

e to

effect

t the l not own-

such

1 two

nant-

mc to

 \mathbf{blish}

with

V. c.

Lands for High Schools.

5. For obtaining in such part of the county, or of any city or Acquiring town separated within the county, as the wants of the people lands for may most require, the real property requisite for creeting high High Schools, school houses thereon and for other high school purposes, and for preserving, improving and repairing such school houses, and for disposing of such property when no longer required;

Aiding High Schools.

6. For making provisions in aid of such high schools as may Aiding High be deemed expedient.

Supporting Pupils at High Schools, Toronto University and Upper Canada College.

- 7. For making a rermanent provision for defraying the ex-Supporting penses of the attendance at the University of Toronto, and at certain High the Upper Canada College in Toronto, of such of the pupils of School pupils the public high schools of the county as are unable to incur of Toronto the expense, but are desirous of, and in the opinion of the and U. C. respective masters of such high schools, possess competent attainments for competing for any scholarship, exhibition or other similar prize offered by such University or College; Sec Cap. 226, s. 36 (4).
- 8. For making similar provision for the attendance at any Similar prohigh school, for like purposes, of pupils of public schools of the vision for attendance at municipality; See Cap. 226, s. 36 (5).

Endowing Fellowships.

9. For endowing such fellowships, scholarships or exhibitions, Endowing feland other similar prizes, in the University of Toronto, and in the lowships, etc., Upper Canada College at Toronto, for competition among the in University pupils of the public high schools in the county, as the council and U. C. deem expedient for the encouragement of learning amongst the College. youth thereof; See Cap. 226, s. 36 (6).

Public Fairs.

- 10. For authorizing, on petition of at least fifty qualified elec-Authorizing tors of the municipality, the holding of public fairs at one or the holding, more of the most public and convenient places not separated fairs and from the municipality for municipal purposes; regulating
 - (a) The purpose for which such fairs may he held shall be Purpose of restricted to the sale, barter and exchange of cattle, such fairs rehorses, sheep, pigs and articles of agricultural prostricted. duction or requirement.

Rules to be made for governing the same. (b) The by-law to authorize the establishment of any such fair shall establish rules and regulations for the government of the same, and appoint a person whose duty it shall be to have them carried out, and shall also fix the fees to be paid him by persons attending the said fair.

Public notice of by-law establishing same. (c) The council authorizing the establishment of a public fair shall, immediately after the passing of a by-law for that purpose, give public notice of the same.

Junk Shops.

Licensing and regulating "junk" stores or shops, and regulating "Junk" for fixing the sum to be paid for a license so to have or keep such "junk" store or shop. 46 V. c. 18, s. 495 (5-11).

For powers of Counties, Cities and Towns as to Houses of Refuge, see Sec. 460.

DIVISION VI.—POWERS OF COUNCILS OF CITIES, TOWNS AND INCORPORATED VILLAGES.

Respecting Light and Heat. Sec. 496 (1). Begging in the Streets. Sec. 496 (2). " Fire-Arms, Fire-Works. Sec. 496 (3). " Enclosure of Vacant Lots. Sec. 496 (4). Driving upon Sidewalks. Sec. 496 (5). Importuning Travellers. Sec. 496 (6). " " 46 Interments. Sec. 496 (7, 8). " Gunpowder. Scc. 496 (9). " Wooden Buildings. Sec. 496 (10). Prevention of Fires. Sec. 496 (11-24). 46 Removal of Snow, Ice, Dirt. - Sec. 496 (25). 101 Removal of obstructions to Wharves, Waters, etc. Sec. " 496 (26). Obstruction of Roads and Streets. Sec. 496 (27, 28). " 66

" Numbering Houses and Lots—Record of Streets. Sec. 496 (29, 30).

Naming Streets. Sec. 496 (31).

Cellars. Sec. 496 (32, 33). Sewerage and Drainage. Sec. 496 (34, 35).

" User of Streets. Sec. 496 (36, 37).

"

"

" Cab Stands. Sec. 496 (88).
" Telegraph Poles. Sec. 496 (39).

"Children riding behind waggons. Sec. 496 (40).

" Sale of Tobacco. Sec. 496 (41).

"Inspection of Bathing and Boat Houses Sec. 496
(42).

" Markets, etc. Secs. 497-502, 503 (1-11).

Assize of Bread. Sec. 503 (12).

ť

in

fir

cr

lik

or

.

cat

imp

80

ven 8 mor

defa

9

pow regu vi.

ich

the

ose

iall

blic law

and

eep

of

AND

Sec.

496

496. The council of every city, town and incorporated village By-laws may pass by-laws:

Light and Heat.

1. For manufacturing and supplying light and heat under Rev. Stat. c. The Municipal Light and Heat Act. 46 V. c. 21, s. 2 (1).

Legging in the Streets.

2. For preventing common begging, or persons in the streets Prevention of from importuning others for help or aid in money, or deformed, begging, etc. or malformed, or diseased persons, from exposing themselves, or being exposed in the public streets to excite sympathy or induce help or assistance from general or public charity;

Fire-arms-Fireworks.

3. For preventing or regulating the firing of guns or other Firing of fire-arms; and the firing or setting off of fire balls, squibs, guns, etc. crackers or fire-works, and for preventing charivaries and other like disturbances of the peace;

Enclosure of Vacant Lots.

For causing vacant lots to be properly enclosed;

Vacant lots.

Driving upon Sidewalks.

5. For preventing the leading, riding or driving of horses or Driving, etc., cattle upon sidewalks or other places not proper therefor; upon sidewalks

Importuning Travellers.

6. For preventing persons in streets or public places from Importuning importuning others to travel in or employ any vessel or vehicle, travellers. or go to any tavern or boarding house, or for regulating persons so employed;

Interments.

- 7. For regulating the interment of the dead, and for pre-Interments. venting the same taking place within the municipality;
- 8. For directing the keeping and returning of bills of $_{\rm Bills}$ of mortality; and for imposing penalties on persons guilty of tality.

Gunpowder.

9. For regulating the keeping and transporting of gun-Gunpowder, powder and other combustible or dangerous materials; for care of, regulating and providing for the support, by fees, of magazines

Chap. 184.

W

ha

sp

bu

for fir

ab]

obo

pul

wh

of

2

the

rem

tion

pre

stre

and

clea

ice,

the

and

in 1

(17-

for storing gunpowder belonging to private parties; for compelling persons to store therein; for acquiring land, as well within as without the municipality, for the purpose of erecting powder magazines, and for selling and conveying such land when no longer required therefor; 46 V. c. 18, s. 496 (5, 9-12, 14-16).

Wooden Buildings.

Regulating fences.

Establish-

limits.

ment of fire

10. For regulating the erection of buildings and preventing erection of the erection of wooden buildings, or additions thereto, and buildings and the erection of wooden buildings and wooden fences in specified parts of the city, town or village; and also for prohibiting the erection or placing of buildings, other than with main walls of brick, iron or stone, and roofing of incombustible material within defined areas of the city, town or village; and for regulating the repairing or alteration of roofs or external walls of existing buildings within the said areas, so that the said buildings may be made more nearly fire-proof; and for authorizing the pulling down or removal, at the expense of the owner thereof, of any building or erection which may be constructed, repaired or placed in contravention of any by-law; 47 V. c. 32, s. 16.

Preventing Fires.

Fire companies, etc.

11. For appointing fire wardens, fire engineers and firemen, and promoting, establishing, and regulating fire companies, hook-and-ladder companies, and property-saving companies;

Medals and rewards. Aid to widows.

12. For providing medals or rewards for persons who distinguish themselves at fires; and for granting pecuniary aid or otherwise assisting, the widows and orphans of persons who are killed by accident at such fires;

Fire in stables, etc.

13. For preventing or regulating the use of fire or lights in stables, cabinet makers' shops, carpenters' shops, and combustible places;

Dangerous manufactories.

14. For preventing or regulating the carrying on of manufactories or trades dangerous in causing or promoting fire;

Chimneys, stoves, etc.

15. For preventing, and for removing or regulating, the construction of any chimney, flue, fire-place, stove, oven, boiler, or other apparatus or thing which may be dangerous in causing or promoting fire;

Regulating construction, etc., of chimneys.

16. For regulating the construction of chimneys as to dimensions and otherwise, and for enforcing the proper cleaning of the same, and for compelling manufacturers and others to have such chimneys or other apparatus as shall consume the smoke or prevent the same from fouling the atmosphere or being carried by the wind or otherwise to other shops, houses, or premises, to the inconvenience or injury of the neighbouring premises or residents therein;

- 17. For regulating the mode of removal and safe keeping of Ashes.
- 18. For regulating and enforcing the erection of party Party walls.
- 19. For compelling the owners and occupants of houses to Scuttles, have scuttles in the roof thereof, with approaches; or stairs or ladder, etc., ladders leading to the roof;
- 20. For causing buildings and yards to be put in other re-Guarding spects into a safe condition to guard against fire or other dan-buildings gerous risk or accident;
- 21. For requiring the inhabitants to provide so many fire Fire buckets. buckets, in such manner and time as may be prescribed; and for regulating the examination of them, and the use of them at fires;
- 22. For authorizing appointed officers to enter at all reason-Inspection of able times upon any property subject to the regulations of the premises. council, in order to ascertain whether such regulations are obeyed, or to enforce or carry into effect the same;
- 23. For making regulations for suppressing fires, and for Preventing pulling down or demolishing adjacent houses or other erections, spreading of when necessary to prevent the spreading of fire;
- 24. For regulating the conduct and enforcing the assistance Enforcing of the inhabitants present at fires, and for the preservation of assistance at property at fires;

Removal of Snow, Ice, Dirt.

- 25. For compelling persons to remove all snow and ice from Removal of the roofs of the premises owned or occupied by them; and to snow, etc. remove and clear away all snow, ice and dirt, and other obstructions from the sidewalks, streets and alleys adjoining such premises; and also to provide for the cleaning of sidewalks and streets adjoining vacant property, the property of non-residents, Cleaning of and all other persons who, for twenty-four hours, neglect to sidewalks, clean the same; and to remove and clear away all snow and streets, at the expense of the owner or occupant in case of his default; and in case of non-payment, to charge such expenses as a special assessment against such premises, to be recovered in like manner as other municipal rates; 46 V. c. 18, s. 496 (17-31).
 - (c) The council may, in the by-law passed for the purposes of this sub-section, define certain areas or streets within the municipality, within or upon which the by-law shall be operative. 48 V. c. 39, s. 17.

ting and ge; ngs, fing

(9).

om-

well ting

and -12,

own
of
eas,
of;
ense
y be
aw;

nen, nies,

stin-

are ts in

ıfac-

bus-

conr, or g or

menf the
such
e or
rried
s, to
s or

Chap. 184.

Removal of obstructions from wharves, waters, etc.

By-laws to regulate the cleanliness of wharves, docks, etc.

26. For regulating and compelling the removal from any public wharf, doek, slip, drain, sewer, shore, bay, harbour, river or water, of all sunken, grounded or wrecked vessels, barges, craft, eribs, rafts, logs or other obstructions or ineumbrances, by the owner, charterer or person in charge, or any other person who ought to remove the same; 47 V. c. 32, s. 12.

Obstruction of Roads or Streets.

Preventing streets, etc.

27. For regulating or preventing the encumbering, injuring obstruction and fouling of or fouling, by animals, vehicles, vessels or other means, of any road, street, square, alley, lane, bridge or other communication;

Removal of door-steps, etc.

28. For directing the removal of door-steps, porches, railings or other erections, or obstructions projecting into or over any road or other public communication, at the expense of the proprietor or occupant of the property connected with which such projections are found;

Numbering Houses and Lots.

Numbering houses, etc.

29. For numbering the houses and lots along the streets of the municipality, and for affixing the numbers to the houses, buildings, or other erections along the streets, and for charging the owner or occupant of each house or lot, with the expense incident to the numbering of the same;

Record of streets, uumbers, etc.

30. For keeping (and every such council is hereby required to make and keep) a record of the streets and numbers of the houses and lots numbered thereon respectively, and entering thereon, and every such council is hereby required to enter thereon a division of the streets with boundaries and distances for public inspection; 46 V. e. 18, s. 496 (32-35).

Naming Streets.

For marking the boundaries of and naming streets, etc.

31. For surveying, settling, and marking the boundary lines of all streets, roads, and other public communications, and for giving names thereto, and affixing such names at the corners thereof, on either public or private property; but no by-law for altering the name of any street, square, road, lane, or other public communication, shall have any force or effect unless passed by a vote in favour thereof of at least three-fourths of the whole council, nor unless and until the by-law has been registered in the registry office of the registry division; and the registrar shall be entitled to a fee of \$1 for every bylaw so registered, and for the necessary entries and certificates in connection therewith; 46 V. c. 18, s. 496 (36); 48 V. e. 39, s. 18.

3 ocei here or c to b

33 nam bu.l. leve line

whie law c with lating be p

34

- (a) Every by-law changing the name of a street in a city or town shall state the reasons for the change, and shall be expressed to be subject to the approval of the County Judge, and the same shall not take effect unless afterwards so approved.
- (b) The Judge, on an application by cr on behalf of the municipal council, shall name a day, hour and place for considering the same, and for hearing the advocates of the change, and persons who may deem themselves agrieved thereby and may desire to be heard, and any other persons the Judge may think fit.
- (c) A copy of the by-law and of the Judge's appointment shall be served on the registrar or deputy registrar of the registry division at least two weeks before the time named, and shall be published once in the Ontario Gazette at least two weeks before the time so named, and at least weekly for four weeks in such other newspaper or newspapers as the Judge directs.
- (d) If the Judge approves of the change he shall certify to that effect, and his certificate shall be filed with the by-law in the registry office of the registry division in which the territory lics. The change shall take effect from the date of the registration of the certificate and not before. 50 V. c. 29, s. 26.

Levels of Cellars-Plans.

- 32. For ascertaining and compelling owners, tenants and Ascertaining occupants to furnish the council with the levels of the cellars levels of heretofore dug or constructed, or which may hereafter be dug cellars, etc. or constructed along the streets of the municipality, such levels to be with reference to a line fixed by the by-laws:
- 33. For compelling to be deposited with an officer, to be Compelling named in the by-law, before commencing the erection of any the furnishing building, a ground or block plan of such building, with the block plan of levels of the cellars and basements thereof, with reference to a buildings to line fixed by the by-laws; 46 V. c. 18, s. 496 (37, 38).

Sewerage and Drainage.

34. For charging all persons who own or occupy property charging rent which is drained into a common sewer, or which by any by-for sewers. law of the council is required to be drained into such sewer, with a reasonable rent for the use of the same; and for regulating the time or times and manner in which the same is to be paid;

16

ing auy

on;

26).

any

iver

ges, ces,

oer-

ings any prouch

s of ses, sing

the the ring nter nces

ines
for
ners
law
ther
dess
s of

and byatcs . 39, Acquiring land in another municiposes.

35. For accepting or purchasing any land in any other municipality which may be required for preventing such city, town or incorporated village, or any part thereof, being flooded pality for town of incorporated vinage, of any property from such other municidrainage pur-by the surface or other waters flowing from such other municidrainage pur-by the surface or other waters flowing from such other municidrainage pur-by the surface or other waters flowing from such other municidrainage pur-by the surface or other waters flowing from such other municidrainage pur-by the surface or other waters flowing from such other municidrainage pur-by the surface or other waters flowing from such other municidrainage pur-by the surface or other waters flowing from such other municidrainage pur-by the surface or other waters flowing from such other municidrainage pur-by the surface or other waters flowing from such other municidrainage pur-by the surface or other waters flowing from such other municidrainage pur-by the surface or other waters flowing from such other municidrates flowing flowing flowing from such other municidrates flowing flowin pality into such city, town, or incorporated village, and for providing an outlet for such waters through any other municipality, and for opening, making, preserving and improving drains, sewers, and water-courses in the lands so acquired; Provided always that the consent of the municipality in which the lands to be taken are situate shall be obtained before the powers conferred by this sub-section shall be exercised; 46 V. c. 18, s. 496 (42, 43).

User of Streets.

Regulating traffic on streets and width of wheels.

Proviso.

36. For regulating the conveyance of traffic in the public streets and the width of the tires and wheels of all vehicles used for the conveyance of articles of burden, goods, wares or merchandise, and for prohibiting heavy traffic, and the driving of cattle, sheep, pigs and other animals in certain public streets and places to be named in the by-law; 47 V. c. 32, s. 14.

37. For prohibiting or regulating the practice of coasting or tobogganing on the public strects; 48 V. c. 39, s. 19.

Cab Stands.

Cab stands.

38. For authorizing, and for assigning stands for vehicles kept for hire on the public streets and places, and for authorizing the erection and maintenance of covered stands or booths on the streets, highways and public places for the protection and shelter of the drivers of such vehicles: Provided that no such booth or covered stand shall be placed upon any sidewalk without the previous consent of the owner or lessee of the property fronting, abutting or adjoining such stand or booth;

Proviso.

Telegraph Poles.

Telegraph poles.

39. For regulating the erection and maintenance of telegraph and telephone poles and wires within their limits;

Children Riding behind Vehicles.

40. For preventing children from riding on the platform of Preventing children from cars, or behind waggons and other vehicles, and for preventing riding behind accidents arising from such causes; 46 V. c. 18, s. 496 (46-48). wagons, etc.

Sale of Tobacco.

Regulating sale of tobacco. Rev. Stat. c.

41. For licensing and regulating the owners and keepers of storcs and shops (other than taverns and shops holding licenses under The Liquor License Act) where tobacco, cigars or cigarcttes are sold by retail, and for preventing the sale of

4 pre pre

Sec

tob

tee

or e

mar otho or sl or c brou posa same

or in upor place prov mer, wint

(3)mun of, p conti wher levy the v (4)

previ colle muni nor c broug the n (5)

to be vendo measi (6)

of A in th 1st d er

 $_{
m ed}$

oior .

cing

ı;

ch

he

lic

les

or

ets

or

les

or-

ths

ion

no

alk

ro-

aph

of

ing

48).

s of

ases

or

of

tobacco, cigars or cigarettes to children under the age of fourteen years, except on the written order of the parent, guardian or employer of the child.

Inspection of Bathing and Boat Houses.

42. For inspecting public bathing houses and boat-houses, or Inspection of premises wholly or partly used for boat-house purposes, and for bathing and preventing the use thereof for illegal or immoral purposes; 50 boat-houses. V. c. 29, s. 28.

Markets, etc.

- 497.—(1) No municipality shall impose, levy or collect a Market fees market fee upon any wheat, barley, rye, corn, oats, or upon any on certain other grain, or upon any hay or other seed, or wool, lumber, lath products abolor shingles, or cordwood or other firewood, or upon dressed hogs, or cheese, or upon hay, straw or other fodder, that may be brought to market, or to the market place, for sale or other disposal, or upon the person bringing, or the vehicle in which the same is or shall be brought.
- (2) No market fee shall be charged, levied, or imposed upon When fees or in respect of butter, eggs or poultry brought to market, or may be upon the market place for sale, unless a convenient and fit butter, etc., place in which to offer or expose the same for sale shall be brought to provided by the municipality, which shall a ford shelter in summarket. mer, and shelter and reasonable protection from the cold in winter.
- (3) When the vendor of any article brought within the Fees not to be municipality in pursuance of a prior contract for the sale there-charged on of, proceeds directly to the place of delivery thereof, under such articles deliv-contract, without hawking the same upon the streets or else-ered in purwhere in the municipality, it shall not be lawful to impose, prior levy or collect a market fee thereon, or in respect thereof, or on contract. the vehicle in which the same is so brought.
- (4) Where there is no prior contract as mentioned in the When fees previous sub-section, no market fee shall be imposed, levied or not to be collected upon or in respect of any article brought into any charged, municipality after the hour of ten o'clock in the forenoon, prior nor on or in respect of any vehicle in which such article is so contract, brought, unless such article is offered or exposed for sale upon the market place of the municipality.
- (5) No by-law shall require hay, straw or other fodder Restriction as to be weighed, or wood to be measured, where neither the requiring weighed or articles to have the same so weighed or articles to be weighed or
- (6) After nine o'clock in the forenoon, between the 1st day Limit of the of April and the 1st day of November, and after ten o'clock for enforced in the forenoon, between the 1st day of November and the sale of good 1st day of April, no person shall be compelled to remain on at market.

Chap. 184.

tic

in

thi

an

rei

str

10 suc

por

gro

art

tho

mei

lev

veh

or . on 1

any any esta of a this imm now

498.

palit

10th

appl

ther

vent

char,

artic

migh

alwa

shall

furth

5

any market place with any article which he may have been exposing or offering for sale in such market place, but may, after the expiration of such hour, proceed to sell such article elsewhere than in or on said market place; Provided that such person has paid the market fee on or in respect of such article, or the vehicle in which the same is contained.

(7) No market fees shall be imposed by any municipality Scale of market fees. higher then those contained in the following scale:

> Upon articles brought to the market place in a vehicle drawn by two horses, upon which fees may be imposed, not more than 10 cents. Upon articles brought to the market place in a vehicle drawn by one horse, not more than 5 cents. Upon articles brought to the market place by hand or in any basket or vessel, not more than 2 cents. Upon or in respect of live stock driven to or upon the market place for sale, as follows: . Every horse, mare, or gelding, not more than 10 cents. Every head of horned cattle, not more than 5 cents. Every sheep, calf, or swine, not more than 2 cents.

(8) No fee shall be imposed or levied by any municipality Scale of fees or measuring for weighing or measuring greater than as follows:

For weighing a load of hay
For weighing slaughtered meat, or grain, or other
articles exposed for sale, under one hundred
pounds
pounds 5 cents.
Over one thousand pounds
For weighing live animals, other than sheep or pigs,
per head 3 cents.
Sheep or pigs, if more than five, per head 1 cent.
If less than five, for the lot 4 cents.
For measuring a load of wood 5 cents.

Regulation of sale and traffic.

(9) Subject to the other provisions of this section, the municipality may regulate the sale by retail in the public streets, or on vacant lots adjacent thereto, of any of the articles herein mentioned, and may regulate traffic in the streets, and prevent the blocking up of the same by vehicles or otherwise. 46 V. c. 18, s. 497.

Preceding secapply where

498.-(1) The preceding section shall not apply to any municipality which shall pass, and so long as it shall keep in force, a by-law providing that the vendors of any articles in respect of force allowing which a market fee may, under this Act be lawfully imposed, sale, except at may, without paying market fees, offer for sale and sell or otherthe market, wise dispose of any such articles, at any place within the without pay. Wise dispose of any such articles, at any place within the without pay. ment of fces; mudicipality, excepting only at and upon the market place or places thereof.

6).

en

ıy,

cle hat

ıch

ity

nts.

ats.

ats.

nts.

nts.

nts.

lity

nts.

nts.

ents.

nts.

ents.

ent.

ents.

ents.

nici-

s, or

erein

vent

6 V.

auni-

ce, a

ct of

osed, ther-

the

ce or

- (2) Such by-law may, nevertheless, provide for the imposi-but such bytion and collection of market fees from such vendors of articles law may imin respect of which a market fee may now be imposed, under persons volthis Act, as shall voluntarily use the market place for the puruntarily using pose of selling such articles.
- (3) The by-law may also provide for the imposition upon and on others and collection of market fees from any person who shall taking advancemain, or cause his vehicle to remain upon that part of any tage of market immediately adjoining or surrounding or being within 100 yards of the market place, for the purpose of selling upon such street or streets such articles, so as to obtain the advantages of the said market place, but driving through or across such portions of streets shall not of itself be deemed sufficent ground for the imposition of any fee; but this sub-section shall not apply to grain, seeds, dressed hogs or wool.
- (4) The by-law shall not prevent the sale of any such By-law not to articles to any person carrying on business and having an actual interfere with and bona fide store, shop or other similar place of business, on sales to perthose portions of the streets in the next preceding sub-section on business in mentioned; nor shall the by-law authorize the imposing or vicinity of levying of any fee in respect of any article so sold, or of any market. vehicle in which the same is contained.
- (5) It shall not be lawful for any municipality passing such Restriction on by-law to impose a higher tariff or greater fee upon any article fees. or vehicle than was in force or imposed by the municipality on the 1st day of March, 1882.
- (6) No market fee shall be levied, collected or imposed by Fees not to be any municipality in respect of any market place or market, or charged on any portion of any such market place or market hereafter are established, declared or made in, or out of any street or part of any street within said municipality: Provided always that this sub-section shall not apply to so much of any street as immediately adjoins and abuts upon any market square, either now or hereafter established as a market place. 46 V. c. 18, s. 498.
- 499. The preceding section shall not apply to any munici-Precedingsec-pality where no market fees were charged or imposed on the tion not to 10th day of March, 1882, but sections 497, 500 and 501 shall apply when apply to such municipality in the event of market fees being charged. thereafter charged or imposed therein. 46 V. c. 18, s. 499.
- 500. Nothing in the preceding sections contained shall pre-Power to vent any municipality wherein no market fees are imposed or regulate sales charged from regulating the sale and the place of sale of any when no fees articles within the municipality to the same extent as it might do before the 10th day of March, 1882: Provided always that market fees within the meaning of this section shall not include fees for weighing or measuring; Provided further, that after nine o'clock in the forenoon, between the

Chap. 184.

1st day of April and the 1st day of November, and after ten o'clock in the forenoon, between the 1st day of November and the 1st day of April, no person shall be compelled to remain on, or resort to, any market place with any articles which he may have for sale, but may, after the expiration of such hour, sell or dispose of such articles elsewhere than in or on said market places. 46 V. c. 18, s. 500.

Inconsistent

501. When and so long as section 497 shall be in force and enactments to apply to any municipality, so much of any Act or law as may be of no effect bc contrary to, and as shall conflict with the same, shall not be in force in or apply to such municipality; and when and as long as section 498 shall be in force in and apply to any municipality, so much of any Act or law as may be contrary to, and as shall conflict with the same, shall not be in force in or apply to such municipality. 46 V. c. 18, s. 501.

Right to lease

502. Subject to the provisions of the last preceding five secmarket fees. tions, every municipality shall have the power to sell, assign, or lease its market fees. 46 V. c. 18, s. 502.

Market bylaws.

503. The council of every city, town and incorporated village may, subject to the restrictions and exceptions contained in the last preceding six sections, also pass by-laws:

Establishing markets. Regulating markets.

1. For establishing markets;

2. For regulating all markets established and to be established; the places, however, already established as markets in the municipality shall continue to be markets, and shall retain all the privileges thereof until otherwise directed by competent authority; and all market reservations or appropriations heretofore made in any such municipality shall continue to be vested in the corporation thereof;

continued. Regulating vending in streets, etc.,

Old markets

3. For preventing or regulating the sale by retail in the public streets, or vacant lots adjacent thereto, of any meat, vegetables, grain, hay, fruit, beverages, small-ware, and other articles offered for sale. 46 V. c. 18, s. 503 (1-3).

Sale of grain, meat, farm ware, etc.

4. For regulating the place and manner of selling and weighing grain, meat, vegetables, fish, hay, straw, fodder, wood, lumproduce, small ber, shingles, farm produce of every description, small-ware and all other articles exposed for sale, and the fees to be paid therefor; and also for preventing criers and vendors of small-ware from practising their calling in the market place, public streets and vacant lots adjacent thereto;

Regulating

5. For granting annually, or oftener, licenses for the sale of fresh meat in quantities less than by the quarter carcase, and for regulating such sale, and fixing and regulating the places where such sale shall be allowed, and for imposing a license fee not exceeding \$50 in cities and \$25 in towns and incorporated villages to be paid for such license, and for

unl ize pov 50 (ma try

use

Di

enf

sal

this occ qua cipa Act 7 thir

s. 5

1 in w posi

shoi

1 train

(13)

DIVI

0.

en

 $^{\mathrm{nd}}$

in

he

ır, id

nd

ay

be

ng

ıll

eh

ee-

or

ge he

ıbin

in ent

to-

ted

lic

es, ed

ghimind reare

ets

ale

se,

the

a

ind

for

enforcing the payment of the same, and for preventing the sale of fresh meat in quantities less than by the quarter carcase, unless by a person holding a valid license and in a place authorized by the council, but nothing herein contained shall affect the powers conferred in the preceding sub-section. 46 V. c. 18, s. 503 (5, 6).

- 6. For preventing the forestalling, regrating or monopoly of Preventing market grains, wood, meats, fish, fruits, roots, vegetables, poul-etc. try and dairy products, eggs, and all articles required for family use, and such as are usually sold in the market; Provided that this sub-section shall not be qualified as respects shops or stalls occupied by butchers or others for the sale of fresh meat in quantities less than by the quarter carcase within the said municipality by anything contained in sections 497 or 500 of this Act. 46 V. c. 18, s. 503 (7); 50 V. c. 29, s. 29.
- 7. For preventing and regulating the purchase of such Regulating things by hucksters, grocers, butchers or runners; 46 V. e. 18, hucksters, s. 503 (8).
- 8. For regulating the measuring or weighing (as the case Measuring, may be) of lime, shingles, laths, cordwood, coal and other fuel; etc., certain 46 V. c. 18, s. 503 (9) 49 V. c. 37, s. 13.
- 9. For imposing penalties for light weight or short count or Penalties for short measurement in anything marketed; See sec. 479 (21).
- 10. For regulating all vehicles, vessels, and all other things Regulating in which anything is exposed for sale or marketed and for im-vehicles used posing a reasonable duty thereon, and establishing the mode in in market which it shall be paid;
- 11. For selling, after six hours' notice, butchers' meat dis-Sale of meat trained for rent of market stalls; 46 V. c. 18, s. 503 (10-12). distrained.

Assize of Bread.

12. For regulating the assize of bread. 46 V. c. 18, s. 503 Assize of (13 part). See sec 479 (21).

DIVISION VII .- POWERS OF COUNCILS OF CITIES AND TOWNS.

Respecting Intelligence Offices. Sec. 504 (1-5).

" Police. Sec. 504 (6, 7).

" Industrial Farms—Exhibitions. Sec. 504 (8-10).

"Almshouses—Charities. Sec. 504 (11). Corporation Surveyor. Sec. 504 (12).

" Gas and Water. Sec. 504 (13), 505-508.

504. The council of every city and town may pass by-By-laws may be made forlaws:

Intelligence Offices.

Licensing intelligence offices.

1. For licensing and regulating snitable persons to keep intelligence offices, for registering the names and residences of, and giving information to, or procuring servants, labourers, workmen, clerks or other employees for employers in want of the same, and for registering the names and residences of, and giving information to, or proenring employment for domestic servants and other labourers and any other class of servant, workman, clerk or person seeking employment, and for fixing the fees to be charged and recovered by the keepers of such offices; 50 V. c. 29, s. 30.

2. For the regulation of such intelligence offices; Regulation of.

Duration of license.

3. For limiting the duration of or revoking any such license;

Prohibition. without lieense.

4. For prohibiting the opening or keeping of any such intelligence office within the municipality without license;

Fees.

5. For fixing the fee to be paid for such license, not exceeding \$10 for one year. 46 V. e. 18, s. 504 (2-5).

Police.

Police.

6 For establishing, regulating and maintaining a police; but subject to the other provisions of this Act;

Superannuaforce.

7. For aiding and assisting by annual money grant or othertion and bene- wise, as the conneil may deem expedient, the establishment nt tund for fire and maintenance of superannuation and benefit funds for the benefit of the members of the police force and fire brigades, and of their families respectively, where police forces and fire brigades are established;

Industrial Farm-Exhibitions.

Industrial

8. For acquiring any estate in landed property within or farms, parks, without the city or town for an industrial farm, or for a public park, garden or walk, or for a place for exhibitions, and for the disposal thereof when no longer required for the purpose; and for accepting and taking charge of landed property, within or without the city or town, dedicated for a public park, garden or walk for the use of the inhabitants of the eity or town. See secs. 460, 462.

Buildings thereon.

9. For the erection thereon of buildings and fences for the purposes of the farm, park, garden, walk or place for exhibitions as the council deems necessary;

10 or pl

See.

11 town exhit the r tutio Work

12. the co

13. an an expen fund f ing th (14).

50: section

Firs been p for tak been p by-law notice in con newspa lished the mu

Nor. at the s tions fo poll, vo

Nor, months

506. by-law: during 8.

of

ıd

ic it,

eh:

n-

d-

3;

r-

nt

ıe

38,

re

or

а

ıd

y, ic

ty

he

10. For the management of the farm, park, garden, walk Managing the or place for exhibitions and buildings;

Almshouses-Charities.

11. For establishing and regulating within the city or Almshouses, town, or on the industrial farm or ground held for public etc. exhibitions, one or more almshouses or houses of refuge for the relief of the destitute, and also for aiding charitable institutions within the city or town. See sec. 479 (12), and as to Workhouses, sec. 462.

Corporation Surveyor.

12. For appointing any provincial land surveyor to be Corporation the corporation surveyor. 46 V. c. 18, s. 504 (7-13).

Gas and Water.

13. For constructing gas and water works, and for levying Construction an annual special rate to defray the yearly interest of the of gas and expenditure therefor, and to form an equal yearly sinking water works. fund for the payment of the principal within a time not exceeding thirty years, nor less than five years. 46 V. c. 18, s. 504 (14).

505. No by-law under the last sub-section of the preceding Estimate to section shall be passed—

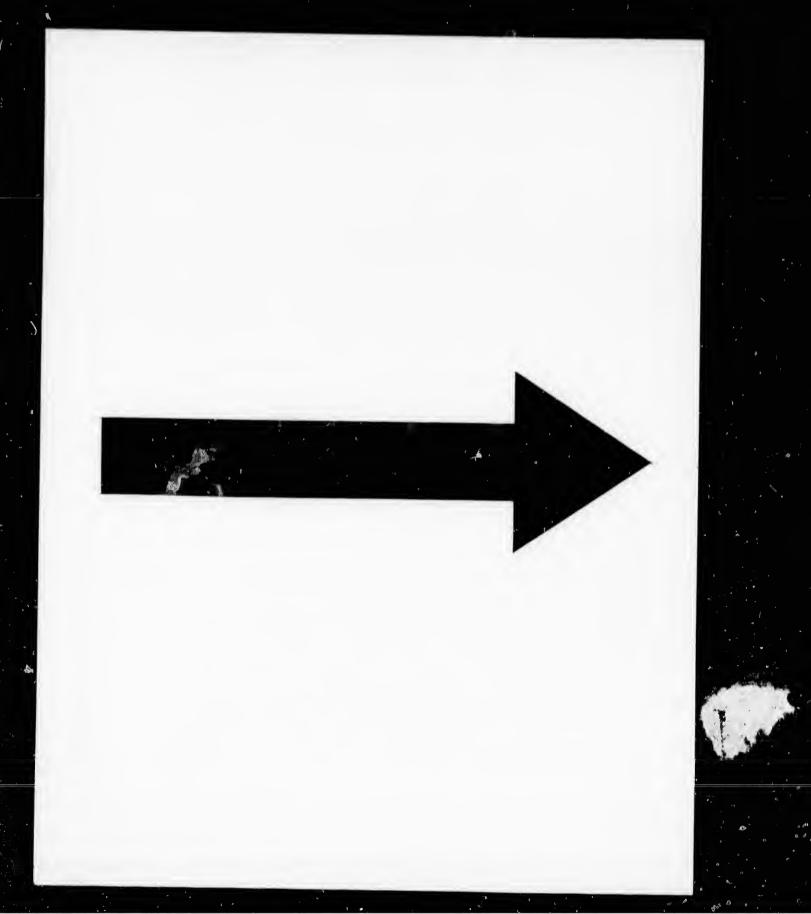
Einstein J. H. C. and notice of and notice of

Firstly:—Until estimates of the intended expenditure have taking poll on been published for one month, and notice of the time appointed for taking a poll of the electors on the proposed by-law has been published for two months, and a copy of the proposed by-law at length, as the same may be ultimately passed, and a notice of the day appointed for finally considering the same in council, have been published for three months, in some newspaper in the municipality; or if no newspaper is published therein, then in some newspaper in the county in which the municipality is situate;

Nor, secondly:—Until, at a poll held in the same manner and Poll to be at the same places and continued for the same time as at elec-held and mations for councillors, a majority of the electors, voting at the be in favour. poll, vote in favour of the by-law;

Nor, thirdly:—Unless the by-law is passed within three By-law to be months after holding the said poll. 46 V. c. 18, s. 505.

506. If the proposed by-law is rejected at such poll, no other if by-law by-law for the same purpose shall be submitted to the electors rejected. during the current year. 46 V. c. 18, s. 506.



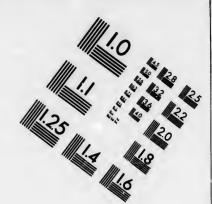
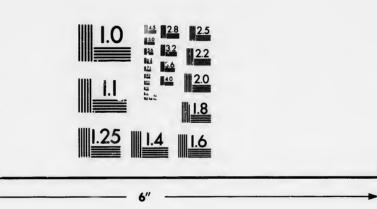


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

22 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503

STATE OF THE STATE



of

Provisions a water company incorporated for the municipality.

507. In case there is any water company incorporated for where there is the municipality, the council shall not levy any water rate until such council has, by by-law, fixed a psice to offer for the works or stock of the company; nor until after thirty days have elapsed after notice of such price has been communicated to the company without the company's having accepted the same, or having, under the provisions of this Act as to arbitrators, named and given notice of an arbitrator to determine the price, nor until the price accepted or awarded has been paid, or has been secured to the satisfaction of the company. 46 V. c. 18. s. 507.

Proviso as to provisions in special Acts.

508. The foregoing clauses or any of them shall not be construed to apply to, or affect the provisions contained in, any special Act obtained, or to be obtained, by any company or municipal corporation. 46 V. c. 18, s. 508.

DIVISION VIII.—Powers of Councils of Townships, Towns and VILLAGES.

Drainage.

509. The council of every township, town or village may pass by-laws-

Borrowing Money for Drainage Purposes.

For borrowing money and issuing debentures therefor, for Rev. Stat. c. the purposes and subject to the provisions of The Tile, Stone 38. and Timber Drainage Act. 46 V. c. 18, s. 509.

> DIVISION IX .- POWERS OF COUNCILS OF TOWNS AND INCOR-PORATED VILLAGES.

510. The council of every town and incorporated village may By-laws may be made for- pass by-laws:

Licensing Vehicles, etc.

For regulating and licensing the owners of livery stables, and Regulating and licensing of horses, cabs, carriages, omnibuses and other vehicles for hire; and licensing of horses, cabs, carriages, omnibuses and other vehicles for hire; for establishing the rates of fares to be taken by the owners or drivers, and for enforcing payment thereof. 46 V. c. 18, s. 510. livery stables, cabs, etc.

er rate

for the

ated to

e same.

trators.

e price,

, or has

c. 18. s.

be con-

nany or

DIVISION X.—EXCLUSIVE POWERS OF COUNCILS OF COUNTIES.

Respecting Protection of Booms. Sec. 511 (1).

Guaranteeing Debentures. Sec. 511 (2).

" Fences. Sec. 511 (3).

Livery Stables, etc. Sec. 512.

" Board of Audit—Criminal Justice Account. Secs. 513, 514.

" Improvements by either County of a Union. Secs. 515-519.

" Support of Destitute Insane Persons. Sec. 520.

" Roads and Bridges. See sec. 565.

511. The council of every county may make by-laws:

By-laws may be made for-

Protecting Booms.

1. For protecting and regulating booms on any stream or Proteeting river for the safe keeping of timber, saw-logs and staves within bonus. the municipality;

Guaranteeing Debentures.

2. For guarnteeing debentures of any municipality within Guaranteeing the county, as the council may deem expedient; 46 V. c. 18, s. debentures.

Fences.

- 3. For the exercise, in respect of fences along highways, or Powers of parts thereof, which it is the duty of the council to maintain, county council the powers conferred upon the councils of townships, cities, cities in respect town and incorporated villages, by sub-sections 17 and 20 of section 489 of this Act. 48 V. 39, s. 14.
 - (a) The council of every county shall be deemed and held to have had, and possessed on, from, and since the first day of February, 1883, the powers conferred by this sub-section, and also the power to assist, aid, and compensate, either by payment of money or otherwise, any owner or occupier of land bordering upon any public highway within the county for the taking down, altering or removing any fence or fences, which in the opinion of the council, would be likely to cause such an accumulation of snow or drift as would impede or obstruct travel on such highway or any part thereof, or for the erection and construction of some other discription of fence, approved cf, or designated by the council, and subject to such terms and conditions in that behalf as by such council have been or shall be fixed and prescribed. 49 V. c. 37, s. 35.

HPS.

ge may

efor, for le, Stone

NCOR-

age may

bles, and for hire; wners or 8, s. 510.

sn

Tires

Livery Stables, etc.

Regulating livery stables,

512. The council of every county, having county gravel and licensing or macadamized roads within its jurisdiction, and under its immediate control, such roads being kept up and repaired by municipal taxation, and upon which no toll is collected, shall have power to pass a by-law or by-laws for regulating and licensing the owners of livery stables, and of horses, cabs, carriages, omnibuses, and all other vehicles used or kept for hire; and for issuing and regulating teamsters' licenses; for Rates of fare. regulating the width of tire used on such vehicles; for establishing the rates of fare that may be collected or taken by the owners or drivers; for enforcing the payment of such licenses, regulating rates of fares for the conveyance of goods or passengers; and for enforcing the width of tire that may be . used on such vehicles, when travelling on the aforesaid county gravel or macadamized roads. 46 V. c. 18, s. 512.

Board of Audit-Criminal Justice, etc.

County boards of audit.

513. Every county council shall appoint at its first meeting in each year two persons, not more than one of whom shall belong to the council, to be members of the board of audit, for auditing and approving accounts and demands preferred against the county, the approving and anditing whereof previous to the 19th day of December, 1868, belonged to the General Quarter Sessions. 46 V. c. 18, s. 513.

Payment of members of board.

514. The council may pay the members of the said board of audit any sum not exceeding \$4 each per day for their attendance at such audit, and five cents for each mile necessarily travelled in respect thereof in going to and from such audit. 46 V. c. 18, s. 514.

Improvements by either County of a Union.

Enabling either county of a union to make improvements therein.

515. The councils of united counties may make appropriations and raise funds to enable either county, separately, to carry on such improvements as may be required by the inhabitants thereof. 46 V. c. 18, s. 515.

Reeves, etc., interested alone to vote. Exception . -

516. Whenever any such measure is brought before the of the county council of any united counties, none but the reeves and deputy reeves of the county to be affected by the measure shall vote; except in case of an equality of votes, when the warden, whether a reeve or deputy reeve of any portion of the county to be affected by the measure or not, shall have the casting vote. 46 V. c. 18, s. 516.

517. In all other respects, all the provisions of this Act Provisions of making provisions for the payment of the amounts approthis Act for repayment to priated, whether to be borrowed upon a loan or to be raised to apply. directly by taxation, shall be adhered to. 46 V. c. 18, s. 517.

gravel its imired by

d, shall ng and

s, cabs,

ept for

ses; for

r estab-

by the

icenses,

oods or

may be

foresaid

meeting m shall

f audit,

referred

eof pre-

to the

d board or their e necesom such

appro-

ately, to

inhabi-

fore the

ves and

measure

hen the

ortion of have the

this Act

appro-

oe raised

3, s. 517.

12.

518. The treasurer of the united counties shall pay over Treasurer to all sums so raised and paid into his hands by the several col-pay over lectors, without any deduction or percentage.

46 V. c. 18, s. out deduction of the counties of t

519. The property to be assessed for the purposes contem-The property plated in the last preceding four sections of this Act, shall be to be assessed the same as the property assessed for any other county purpose, except that any sum to be raised for the purposes of one county only, or for the payment of any debt contracted for the purposes of one county only, shall be assessed and levied solely upon property assessed in that county, and not upon property in any other county united with it, and any debenture that may be issued for such purposes may be issued as the debenture of the said one county only, and shall be as valid and binding upon that county as if that county were a separate municipality, but such debentures shall be under the seal of the united counties, and be signed by the warden thereof. 46 V. c. 18, s. 519.

Support of Destitute Insane Persons.

520. The county council of each county shall, from time County count to time, make provision for the whole or partial support either cil to make in the county gaol or some other place within the county, provision for of such insane destitute persons as cannot properly be admitted insane. to the Provincial asylums, and shall determine the sum to be paid for such support, and also the parties to whom such sums shall be paid by the county treasurer. 46 V. c. 18, s. 520.

DIVISION XI.—EXCLUSIVE POWERS OF COUNCILS OF TOWNSHIPS.

Respecting Statute Labour. Sec. 521 (1-8).

" Town Halls. Sec. 521 (9, 10)."

" Ferries. Sec. 521 (11).

" Purchasing Wet Lands. Sec. 521 (12).

Boundaries of Marsh Lands. Sec. 521 (13).

" Nuisances. Sec. 521 (14).
" Dry Earth Clouds Sec. 521

"Dry Earth Closets. Scc. 521 (15).

" Obstructions to Streams and Water-Courses. Sec. 521 (16-18), 522.

" Repair of Roads. Sec. 523.

521. The council of every township, may pass by laws—By-laws may be made for—

1. For empowering any person (resident or non-resident) Commutation liable to statute labour within the municipality, to compound of statute for such labour, for any term not exceeding five years, at any labour. sum not exceeding \$1 for each day's labour;

Rate of 2. For providing that a sum of money, not exceeding commutation. \$1 for each day's labour, may or shall be paid in commutation of such statute labour;

Fixing number of days' statute labour. 3. For increasing or reducing the number of days' labour, to which the persons rated on the assessment roll or otherwise shall be liable, in proportion to the statute labour to which such persons are liable in respect of the amounts at which they are assessed or otherwise, respectively;

Enforcing statute labour. 4. For enforcing the performance of statute labour, or payment of a commutation in money in lieu thereof, when not otherwise provided by law;

Regulating performance, etc.

5. For regulating the manner and the divisions in which statute labour or commutation money shall be performed or expended;

Reducing or abolishing.

- 6. For reducing the amount of statute labour to be performed by the ratepayers or others within the municipality, or for entirely abolishing such statute labour; 46 V. c. 18, s. 521 (1-6).
- 7. For providing for the making and keeping open of township roads during the season of sleighing in each year, and for appointing overseers of highways or pathmasters to perform that duty, and such overseers and pathmasters shall have full power to call out persons liable to perform statute labour within their respective municipalities, to assist in keeping open such roads, and may give to such persors as may be employed in so doing, certificates of having performed statute labour to the amount of the days' work done, and such work shall be allowed for to such persons in their next season's statute labour;
- 8. For providing for the application of so much of the commutation of the statute labour fund as may be necessary for keeping open such roads as last presaid within such respective municipalities. 48 V. c. 39, s. 20, part.

Town Halls.

Acquiring land for a town hall in a town or village.

9. For acquiring lands in any town or in corporated village within, or partly within, the original boundaries of the townaship, for the purpose of erecting thereon a town Hall, or for renting or acquiring a hall, within such town or village, for the purpose of a town hall;

Township and other meetings may be held and notice posted at such hall.

10. Any township owning, renting or otherwise acquiring a town hall in any such town or village may hold at such town hall, any meeting, nomination, or election, or post at such town hall, any notice, assessment roll or voters' list, or do thereat any other act required by law to be held, posted or done in the township at the town hall, and any meeting

dar;

S

in

u

th

as

th

Li

the line with ing of any mutual insurance company, or upon the formation thereof, which is required by any statute to be held in the municipality may lawfully be held in such hall. 46 V.c. 18, s. 521 (7, 8).

Ferries.

11. For licensing and regulating ferries between any two Powers of places within the township with the same rights and powers townships as in respect thereof, and as to establishing rates as are conferred to ferries. upon county councils by sub-section 4 of section 494 of this Act, and upon the same terms and conditions as are provided by said sub-section 4; but this shall not apply to any ferry for which a license has been granted prior to the 30th day of March, 1885, and was then running, until the expiry of such license. 48 V. c. 39, s. 16.

Purchasing Wet Lands.

- 12. For purchasing from the Government or any corpora-Purchasing of tion or person, at a price (in case of Crown Lands, to be fixed wet lands by the Lieutenant-Governor in Council, and which price the from Govern-Lieutenant-Governor in Council is hereby authorized to fix), all the wet lands at the disposal of the Crown or such corporation or person in such township; and such lands may be sold accordingly to the corporation of such township;
 - (a) The purchase and draining of such lands shall be one Raising of the purposes for which any such corporation money for may raise money by loan or otherwise, or for which purchasing they may apply any of their funds not otherwise same.
 - (b) The corporation of a township may possess and May hold or hold the land so purchased, and may, whenever dispose of they deem it expedient, sell or otherwise depart with or dispose of the same by public auction, in like manner as they may by law sell or dispose of other property, and upon such terms and conditions, and with such mortgages upon the land so sold, or other security for the purchase money or any portion thereof, as they may think most advantageous.
 - (c) The proceeds of the sale of such lands shall form part Proceeds of of the general funds of the municipality. 46 sale. V. c. 18, s. 482 (21).

Boundaries of Marsh Lunds.

13. For declaring that in the case of any lands, the boun Boundaries of dary line, or any part of the boundary line whereof passes marsh lands. through a marsh or swamp, or any land covered with water, the same shall, so far as respects that part of such boundary line which so passes through a marsh or swamp, or land covered with water, be deemed to be wholly enclosed within the mean-Rev. Stat. c. ing of section 1 of The Act respecting petty trespasses, if posts 101.

which med or

eeding

nmuta-

labour, herwise which

which

or pay-

en not

be percipality, c. 18, s.

pen of th year, sters to rs shall statute in keepmay be I statute ch work season's

of the ecessary hin such

d village he townl, or for lage, for

quiring a
at such
post at
list, or
d, posted
meeting

vey or l

any

exp

has

Ind unle

here

Cap

are put up and maintained along such part of such line at distances which will permit of each being clearly visible from the adjoining post. 50 V. c. 29, s. 50.

Nuisances.

14. For relating slaughter houses and manufactures or trades which may prove to be nuisances. 49 V. c. 37, s. 14.

Dry Earth Closets.

15. For regulating the construction of dry earth closets and compelling the use of the same within such limits within the municipality as may be defined by the by-law. 50 V. c. 29, s. 31.

Obstructions to Streams and Watercourses.

Preventing obstruction of streams, etc.

16. For preventing the obstruction of streams, creeks and watercourses, by trees, brushwood, timber or other materials, and for clearing away and removing such obstructions at the expense of the offenders or otherwise;

Levying expenses.

17. For levying the amount of such expense, in the same manner as taxes are levied;

Penalties.

18. For imposing penalties on parties causing such obstructions. 46 V. c. 18, s. 521 (9-11).

When stream served on pality.

- 522.-(1) Whenever any stream or creek in any township is in any town-cleared of all logs, brush or other obstuctions to the town line ship cleared of between such township and any adjoining township into which obstructions, notice may be such stream or creek flows, the council of the township in which the creek or stream has been cleared of obstruction may council of ad- serve a notice in writing on the head of the council of the adjoining township into which the stream or creek flows, cipality re- adjoining township into which the stream or creek through quiring them requesting such council to clear such stream or creek through to clear such their municipality; and it shall be the duty of such last named stream within their municipality; their municic council, within six months after the service of the notice as aforesaid, to enforce the removal of all obstructions in such creek or stream within their municipality, to the satisfaction of any person whom the council of the county, in which the municipality whose council has served the notice it situate, shall appoint to inspect the same. 46 V. c. 18, s. 522.
 - (2) When a river or stream which forms a boundary line between two municipalities becomes obstructed with driftwood or fallen timber, any one of the councils of such municipalities may cause the removal of such driftwood or fallen timber, and may pay the costs of such removal out of the general funds of the municipality. 50 V. c. 29, s. 32.

Repair of Roads .

523. No stone, gravel or other material shall be put upon the roads for repair during the winter months so as to interfere with sleighing. 48 V. c. 39, s. 20 part.

at disrom the

ares or 14.

closets within 0 V. c.

eks and

aterials,

at the

he same

obstruc-

nship is

wn line

to which

nship in

ion may

l of the

k flows,

through

t named

otice as in such

isfaction hich the te, shall

ary line

riftwood

cipalities

ber, and

funds of

ut upon

to inter-

TITLE II.—POWERS AND DUTIES OF COUNCILS AS TO HIGHWAYS AND BRIDGES.

DIV. I .-- GENERAL PROVISIONS.

DIV. II.—Counties, Townships, Cities, Towns and VILLAGES.

Div. III .- Townships, Cities, Towns and VILLAGES.

DIV. IV .- COUNTY AND TOWNSHIP COUNCILS.

DIV. V.—COUNTY COUNCILS.

DIV. VI.-TOWNSHIP COUNCILS.

Division I.—General Provisions.

Highways defined. Sec. 524. Freehold in Crown. Sec. 525.

Jurisdiction of Councils. Sec. 526.

Possession in Municipalities. Sec. 527.

Acquiring Roads for Public Avenues. Sec. 528.

Assumption of County Bridges by Villages. Sec. 529.

Liability for Repairs. Secs. 530, 531.

County Roads and Bridges. Secs. 532, 533.

Improving and Maintaining County Roads. Secs. 534, 535.

Maintaining Township Roads. Secs. 536, 537. Roads under Joint Jurisdiction. Secs. 538-540.

Transfer of former Powers of Justices in Sessions to County Councils. Sec. 541.

Roads vested in Her Majesty. Sec. 542.

Roads on Dominion Lands. Sec. 543.

Roads necessary for ingress and egress. Sec. 544.

Width of Roads. Sec. 545.

Notices of By-laws affecting Public Roads. Sec. 546.

Registration of Road By-laws. Sec. 517.

Disputes respecting Roads-Administration of Oaths.

Mistakes in opening Road Allowaness. Sec. 549.

Highways Defined,

524. All allowances made for roads by the Crown sur-What shall veyors in any town, township or place already laid out constitute or hereafter laid out; and also all roads laid out by virtue of public any statute, or any roads whereon the public money has been highways. expended for opening the same, or whereon the statute labour has been usually performed, or any roads passing through the Indian lands, shall be deemed common and public highways, unless where such roads have been already altered, or may hereafter be altered according to law. 46 V.c. 18, s. 524. See Cap. 152, secs. 44, 45, 62 (1). 13

Sec. 525.

b

re

of

m

or

tic

tic by

นร

to

an do

wi or

rep

per

brc

sus

exc

plac

any

por

ove

pay

the corp

tion

corp

(tion

Freehold in the Crown.

Certain highways, etc., vested in the Crown.

525. Unless otherwise provided for, the soil and freehold of every highway or road altered, amended or laid out according to law, shall be vested in Her Majesty, Her Heirs and Successors. 46 V. c. 18, s. 525.

Jurisdiction of Municipal Councils.

Jurisdiction of councils over roads, etc.

526. Subject to the exceptions and provisions hereinafter contained, every municipal council shall have jurisdiction over the original allowances for roads and highways and bridges within the municipality. 46 V. c. 18, s. 526.

Possession in Municipalities.

Streets in cities, townships, towns and incorporated villages subject to certain rights.

527. Every public road, street, bridge or other highway, in a city, township, town or incorporated village, shall be vested in the municipality, subject to any rights in the soil which the individuals who laid out such road, street, bridge, or highway reserved, and except any concession or other road within the municipalities city, township, town or incorporated village, taken and held possession of by an individual in lieu of a street, road or highway laid out by him without compensation therefor. 46 V. c. 18, s. 527.

Acquiring Roads for Public Avenues.

Acquiring reads and lands for public avenue or

528. The council of every city and town may respectively pass by-laws for acquiring and assuming possession of and control over, any public highway or road in an adjacent municipality by and with the consent of such municipality, the same being signified by a by-law passed for that purpose, for a public avenue or walk;

And for acquiring from the owners of the land adjacent to such highway or road, such land as may be required on either side of such highway or road to increase the width thereof to the extent of 100 feet or less, subject to the provisions of section 483 of this Act. 46 V. c. 18, s. 528.

Assumption of County Bridges by Villages.

 Assumption by village of bridges under control of county.

529. The councils of every county and incorporated village may pass by-laws for carrying out any arrangement between them for the assumption, by the village municipality, of any bridge within its limits, under the jurisdiction of the county council, and for such bridge being toll free; and for the payment by the village municipality to the county municipality of any part of the cost of the construction of such bridge;

After the passing of such by-laws the bridge shall be, and remain, under the exclusive jurisdiction of the village munihold cord-

and

after

ction

and

ıy, in

ested

n the hway

ı the

held

high-V. c.

ively

con-

icipa-

same pub-

nt to

either

eof to

f sec-

orated

ement pality,

of the

ad for

muni-

f such

cipality; and the village municipality shall be subject to all the liabilities in the premises, which but for the transfer would have devolved on the county municipality; and the bridge shall be and remain toll free. 46 V. c. 18, s. 529.

Liability for Repairs.

- 530. The approaches for 100 feet to and next adjoining Approaches each end of all bridges belonging to, assumed by, or under the to bridges. jurisdiction of any municipality or municipalities, shall be kept up and maintained by such municipality or municipalities: the remaining portion or portions of such approaches shall be kept up and maintained by the local municipalities in which they are situate. 46 V. c. 18, s. 530.
- 531 .- (1) Every public road, street, bridge and highway Liability for shall be kept in repair by the corporation, and on default of the repair of corporation so to keep in repair, the corporation shall, besides public roads, being subject to any punishment provided by law, be civilly responsible for all damages sustained by any person by reason Limitation of of such default, but the action must be brought within three actions. months after the damages have been sustained.
- (2) This section shall not apply to any road, street, bridge To what roads or highway laid out by any private person, and the corpora-applicable. tion shall not be liable to keep in repair any such last mentioned road, street, bridge or highway, until established by by-law of the corporation, or otherwise assumed for public user by such corporation. 46 V. c. 18, s. 531.
- (3) The corporation shall, in the absence of an agreement Repair of to the contrary, keep in repair all crossings, sewers, culverts crossings, etc., and approaches, grades, sidewalks, and other works made or made by leave done by the council of any municipality, or by any person its most done by the council of any municipality, or by any person ity on toll with the permission of the said council, upon any toll road in roads. or through the said municipality, and on default so to keep in repair shall be responsible for all damages sustained by any person by reason of such default, but the action must be brought within three months after the damages have been sustained. 47 V. c. 32, s. 17; 48 V. c. 39, s. 21.
- (4) In case an action is brought against a municipal corpora-Remedy in tion to recover damages sustained by reason of any obstruction, case of damexcavation or opening in a public highway, street or bridge agesfor injury placed, made, left or maintained by another corporation or by parties other any person other than a servant or agent of the municipal cor-than the corporation, the last mentioned corporation shall have a remedy poration sued. over against the other corporation or person for and may enforce payment accordingly of the damages and costs, if any, which the plaintiff in the action may recover against the municipal corporation; provided nevertheless that the municipal corporation shall only be entitled to the said remedy over if the other corporation or person shall be or be made a party to the action

e, and muni-

vi

ro

th

pa

in

lir

18

and if it shall be established in the action as against the other corporation or person that the damages were sustained by reason of an obstruction, excavation or opening as aforesaid placed, made, left or maintained by the other corporation or person; and the municipal corporation may in such action have the other corporation or person added as a party defendant or third party for the purposes hereof if the same is not already a defendant in the action jointly with the municipal corporation and the other corporation or person may defend such action as well against the plaintiff's claim as against the claim of the municipal corporation to a remedy over; and the Court or Judge upon the trial of the action may order costs to be paid by or to any of the parties thereto or in respect of any claim set up therein as in other cases. 50 V. c. 29, s. 33.

County Roads and Bridges.

Jurisdiction of county councils over roads and bridges.

532. The county council shall have exclusive jurisdiction over all roads and bridges lying within any township, town or village in the county, and which the council by by-law assumes with the assent of such township, town or village municipality as a county road, or bridge, until the by-law has been repealed by the council, and over all bridges across streams separating two townships in the county, and over all bridges crossing streams or rivers over 100 feet in width, within the limits of any incorporated village in the county, and connecting any main highway leading through the county, and over all bridges over rivers forming or crossing boundary lines between two municipalities. 46 V. c. 18, s. 532; 50 V. c. 29, s. 34.

Boundary lines may be maintained by county.

533. Any county council may assume, make and maintain any township or county boundary line at the expense of the county, or may grant such sum or sums from time to time for the said purposes as they may deem expedient. 46 V. c. 18, s. 533.

Improving and Maintaining County Roads.

Roads or bridges assumed by county councils.

534. When a county council assumes, by by-law, any road or bridge within a township as a county road or bridge, the council shall, with as little delay as reasonably may be, and at the expense of the county, cause the road to be planked, gravelled or macadamized, or the bridge to be built in a good and substantial manner; and further the county council shall cause to be built and maintained in like manner, all bridges on any river or stream over 100 feet in width, within the limits of any incorporated village in the county, necessary to connect any main public highway leading through the county. 46 V. c. 18, s. 534; 50 V. c. 29, s. 35.

Maintenance of certain, bridges in villages.

1 (4). 535 .- (1) It shall be the duty of county councils to erect Bridges other and maintain bridges over rivers forming or crossing boundary between mulines between two municipalities (other than in the case of a nicipalities. eason lines between two municipalities (other than in the case of a aced, city or separated town) within the county; and in case of a rson : bridge over a river forming or crossing a boundary line bee the tween two or more counties, or a county, city or separated it or town, such bridge shall be erected and maintained by the ready councils of the counties, or county, city and separated town rporrespectively; and in case the councils fair to agree as to the respective portions of the expense to be borne by the municisuch claim palities interested, it shall be the duty of each to appoint Court arbitrators as provided by this Act, to determine the propaid portionate amount to be paid by each, and the award made claim shall be final.

> (2) A road which lies wholly or partly between two municipalities shall be regarded as a boundary line within the mearing of this section, although such road may deviate so that it is in some place or places wholly within one of the municipalities, and a bridge built over a river crossing such road where it deviates as afore aid shall be held to be a bridge over a river crossing a boundary line within the meaning of this section. 48 V. c. 39, s. 22.

Maintaining Township Roads.

536. All township boundary lines not assumed by the Boundary county council shall be opened, maintained and improved by lines not asthe township councils, except where it is necessary to erect sumed by or maintain bridges over rivers forming or crossing boundary councils. lines between two municipalities. 46 V. c. 18, s. 536.

537 Township boundary lines forming also the county Township boundary lines, and not assumed or maintained by the respec-boundaries, tive counties interested, shall be maintained by the respective being also townships hordering on the same except where it is necessary county bountownships bordering on the same, except where it is necessary daries. to erect or maintain bridges over rivers forming or crossing boundary lines between two municipalities. 46 V. c. 18, s. 537.

Roads under Joint Jurisdiction.

538. In case a road lies wholly or partly between a county, Joint jurisdiccity, town, township and incorporated village, and an adjoining tion over cercounty or counties, city, town, township or incorporated tain roads. village, the councils of the municipalities between which the road lies shall have joint jurisdiction over the same although the road may so deviate as in some places to be wholly or in part within one or either of them; and the said road shall not include a bridge over a river forming or crossing the boundary line between two municipalities, other than counties. 46 V. c. 18, s. 538.

liction *own y-iaw rillage w has across

ver all width, ounty, ounty, ındary V. c.

aintain of the me for . c. 18,

y road ge, the and at lanked, a good il shall lges on mits of connect 6 V. c.

Sec. 539.

Both councils must concur in by-laws respecting

Chap. 184.

539. No by-law of the council of any one of such municipalities with respect to such last mentioned road or bridge, shall have any force until a by-law has been passed in similar terms, as nearly as may be, by the other council or councils having joint jurisdiction in the premises. 46 V. c. 18, s. 539.

Arbitration if they do not concur.

540. In case the other council, or councils, for six months after notice of the by-law, omit to pass a by-law or by-laws in similar terms, the duty and liabilities of each municipality in respect to the road or bridge shall be referred to arbitration under the provisions of this Act. 46 V. c. 18, s. 540.

Transfer of former Powers of Justices in Sessions to County Councils.

Certain pow- 541. All powers, duties and liabilities which at any time ers of justices before the 1st day of January, 1850, belonged to the magisin sessions trates in Quarter Sessions, with respect to any particular road county count or bridge in a county, and are not conferred or imposed upon my other municipal corporation, shall belong to the council of the county, or in case the road or bridge lies in two or more counties, to the councils of such counties; and the neglect and disobedience of any regulations or directions made by such council or councils shall subject the offenders to the same penalties and other consequences as the neglect or disobedience of the like regulations of the magistrates would have subjected them to. 46 V. c. 18, s. 541.

Roads vested in Her Majesty.

Roads, etc., provincial works vested in Her Majesty, etc., not to be interfered with. Proclamation. by Lieut. Gov. as to roads, etc., under control of Commislic Works.

542. No council shall interfere with any public road or bridge vested as a Provincial work in Her Majesty, or in any public department or board, and the Lieutenant-Governor shall by order in Council have the same powers as to such road and bridge as are by this Act conferred on municipal councils with respect to other roads and bridges: but the Lieutenant-Governor may, by proclamation, declare any public road or bridge, under the control of the Commissioner of Public Works, to be no longer under his control, and in that case after a day named in the proclamation, the road or bridge shall cease to be under sioner of Pub the control of the Commissioner, and no tolls shall be thereafter levied thereon by him, and the road or bridge shall thenceforth be controled and kept in repair by the council of the municipality. 46 V. c. 18, s. 542.

Roads on Dominion Lands.

543. No council shall pass a by-law-

Ordnance roads, lands, etc.,

1. For stopping up or altering the direction or alignment of any street, lane or thoroughfare made or laid out by Her Majesty's Ordnance, or the Principal Secretary of State in whom the Ordnance Estates became vested under the Statute

of the Province of Canada passed in the 19th year of Her 19 V. c. 45; Majesty's reign, chapter 45, or the Consolidated Statute of Con. Stat. Canada, chapter 24, respecting the Ordnance and Admiralty See R. S. C. lands, or by the Dominion of Canada; or c. 55.

- 2. For opening any such communication through any lands Dominion held by the Dominion of Canada; or
- 3. Interfering with any bridge, wharf, dock, quay or other Bridges, etc., work vested in the Dominion of Canada; or
- 4. Interferring with any land reserved for military purposes, Military or with the integrity of the public defences,—
 without the consent of the Government of the Dominion of Not to be inCanada; and a by law for any of the purposes aforesaid shall terfered with be void unless it recites such consent. 46 V. c. 18, s. 543.

 without consent of

Roads necessary for Ingress and Earess.

- 544.—(1) No council shall close up any public road or highway, Council not whether an original allowance or a road opened by the Quarter to close road Sessions or any municipal council, or otherwise legally estab-required for lished, whereby any person will be excluded from ingress and egress, etc. egress to and from his lands or place of residence over such road, unless the council, in addition to compensation, also pro-Proviso. vides for the use of such person some other convenient road or way of access to the said lands or residence. 46 V. c. 18, s. 544.
- (2) If the compensation offered by the council, to the owner of the lands, or the road provided for the owner in lieu of the original road, as a means of egress and ingress, is not mutually agreed upon between the council and the owner or owners, (as the case may be), then in such case, the matters in dispute shall be referred to arbitration, under the provisions of this Act respecting arbitration. 49 V, c. 37, s. 15.

Width of Roads.

545. No council shall lay out any road or street more than Width of 100 nor less than 66 feet in width, except where an existing roads. road or street is widened, or unless with the permission of the council of the county in which the municipality is situate; but any road when altered, may be of the same width as formerly, and no highway or street shall be laid out by any owner of land of a less width than 66 feet, without the consent of the council of the municipality. 46 V. c. 18, s. 545.

Notices of By-laws affecting Public Roads.

546. No council shall pass a by-law for stopping up, alter-Conditions ing, widening, diverting or selling any original allowance for precedent to road, or for establishing, opening, stopping up, altering, widen-passing bying, diverting or selling any other public highway, road, street to affect public roads.

County

nonths

aws in lity in

tration

c. 539.

y time
magisr road
d upon
council
r more
ct and
y such
e same
edience
bjected

oad or in any or shall ad and ils with Goverbridge, s, to be named c under creafter ceforth

ment of by Her tate in Statute

munici-

ti

of

se

we

no

all

co

th

op act sar

the

per

per

san

wit

sess

par

in t tern

the

rela

Notice to be posted up.

1. Until written or printed notices of the intended by-law have been posted up one month previously in six of the most public places in the immediate neighbourhood of such original allowance for road, street or other highway, road, street or lane;

And pub-lished in a newspaper.

2. And published weekly for at least four successive weeks in some newspaper (if there be any) published in the municipality; or if there be no such newspaper, then in a newspaper published in some neighbouring, municipality; and, in either case, in the county town, if any such there be;

Parties prejudicially affeeted to be heard.

3. Nor until the conncil has heard, in person or by counsel or solicitor, any one whose land might be prejudicially affected thereby, and who petitions to be so heard;

Clerk to give payment of expenses.

4. And the clerk shall give such notices at the request of the notices on the applicant for the by-law, upon payment of the reasonable expenses attendant on such notices. 46 V. c. 18, s. 546.

Provision' where price settled by agreement.

5. In case the council of a township or an incorporated village, and property owners interested in lands required to be taken possession of, for establishing a public road, mutually agree as to the recompense or price of such lands, the council may accept a deed or deeds for the same, which shall be registered as provided by section 547 of this Act, and in such case the publication of any by-law in the manner required by sub-section 2 shall be dispensed with. 50 V. c. 29, s. 37.

Registration of Road By-laws.

By-laws under which roads are opened on private property to be registered.

547.—(1) Every by-law passed since the 29th day of March, 1873, or hereafter to be passed by any municipal council, under the authority of which any street, road or highway has been, or is, opened upon any private property, shall, before the same becomes effectual in law, be duly registered in the registry office of the registry division in which the land is situate; and for the purpose of registration a duplicate original of the by-law shall be made out, certified under the hand of the clerk and the seal of the municipality, and shall be registered without any further proof.

As to by-laws 29th March, 1873.

(2) Every by-law passed before the said day and every passed before order and resolution of the Quarter or General Sessions, passed before said day, under the authority of which any street, road or highway has already been opened upon any private property, may, at the election of any party interested, and at the cost and charges of such party or municipality, be also duly registered, upon the production, to the registrar, of a duly certified copy of the by-law under the hand of the clerk of the municipality and the seal of the municipality, or by a duly certified copy of such order or resolution of the Quarter or

General Sessions, given under the hand of the clerk of the peace, as the case may be. 46 V. c. 18, s. 547. See also Cap. 114, s. 75.

Disputes respecting Roads-Administration of Oaths.

548. In case of disputes in any municipality concerning Power to adroads, allowances for roads, side lines, boundaries or concessions, minister oaths within the cognizance of and in the course of investigation cases. before a municipal council, the head of the council may administer an oath or affirmation to any party or witness examined upon the matters in dispute. 46 V. c. 18, s, 548.

Mistakes in Opening Road Allowances.

549.—(1) In case any municipality in whose jurisdic-Municipality tion an original road, or allowance for road is situate, shall and officers, open that which they take and believe to be the true site tected from of the same, and in case the municipality, their officers and actions arising servants, shall act in good faith, and shall take all reasonable from mistakes means to inform themselves of the correctness of their line and road allowance, and in case it appears that the road being opened, although ances. not or not altogether upon the true line of the original road, or allowance for road, is nevertheless, from any difficulty in discovering correctly the true line, as near to, or as nearly upon the true line as under the circumstances could the be ascertained, no action shall be brought by any person against the municipality, their officers or servants, for or in respect of the opening of such road, or allowance for road, or for any other act or matter whatsoever connected with or arising from the same.

(2) The municipality shall, however, in any case respecting Municipality the opening of an original road, or road allowance, make to any to make comperson having title to or interest in the same, reasonable compensation. pensation in full of all claims, and as a final settlement of the same: Provided the claims for such compensation shall be made provise. within one year from the time of the laying out or taking possession of such road by the municipality or its officers, or the part thereof in respect of which compensation is claimed, and in the event of the parties not agreeing as to the amount or terms of such compensation, the same shall be ascertained and the payment thereof enforced, under the provisions of this Act relating to arbitrations. 46 V. c. 18, s. 549.

est of onable

. 184.

y-law

most

such road.

weeks

unici-

spaper either

ounsel fected

to be tually ouncil all be such ed by

ay of hicipal high-shall, red in a land plicate er the shall

every passed, road e pront the o duly duly of the

duly ter or

b

as

tl

be th se

ex

οť

8116

pe

the

vis

9

nex

roa and and

DIVISION II .- POWERS OF COUNTIES, TOWNSHIPS, TOWNS AND INCORPORATED VILLAGES IN RELATION TO ROADS AND BRIDGES.

General Powers. Sec. 550 (1, 2). Respecting Tolls. Scc. 550 (3-5).

Timber, Stone, etc., on Road Allowances. Sec. 550 (6).

Privileges to Road or Bridge Companies. 550 (7).

Procuring Materials for Constructing or Repairing Roads. Sec. 550 (8).

Road Allowances. Secs. 550 (9), 551-553.

Aid to adjoining Municipalities in Making Roads or Bridges. Sec. 554.

550. The council of every county, township, city, town By-laws may be made for and incorporated village may pass by-laws-

General Powers.

Opening or stopping up roads, etc.

1. For opening, making, preserving, improving, repairing, widening, altering, diverting or stopping up roads, streets, squares, alleys, lanes, bridges, or other public communications within the jurisdiction of the council, and for entering upon, breaking up, taking or using any land in any way necessary or convenient for the said purposes, subject to the restrictions in this Act contained; and for preventing and removing any obstruction upon any roads or bridges within its jurisdiction, and also for permitting sub-ways for cattle under any high-

Roads across

2. For establishing, opening, making, preserving, improving, railway lands. maintaining, widening, enlarging, altering, diverting or stopping np, within the limits of the municipality, any highway through, over, across, under, along, or upon the railway and lands of any · railway company, and for entering upon, breaking up, taking or using any such land in any way necessary or convenient for the said purpose; but subject to the provisions contained in The Railway Streets and Drains Act, and provided that the high-

Rev. Stat. c. 199.

Tolls.

3. For raising money by toll on any bridge, road or other Raising money by toll. work, to defray the expense of making or repairing the same;

way is within the jurisdiction of the council;

4. For making regulations as to pits, precipices and deep Making regulations as to waters, and other places dangerous to travellers; dangerous places.

5. For granting to any person, in consideration or part right to take consideration of planking, gravelling or macadamizing a road, tolls.

or of building a bridge the tolls find by the following the tollowing th

LATION

on the work for a period of not more than twenty-one years after the work has been completed, and after such completion has been declared by a by-law of the council authorizing tolls to be collected; and the grantee of the tolls shall, during the period of his right thereto, maintain the road or bridge in repair;

Timber, Stone, etc., on Road Allowances.

6. For preserving or selling timber, trees, stone, sand or For preservagravel, on any allowance or appropriation for a public road; tion of trees, but this shall be subject to the provisions of The Act respecting stone. etc. Timber on Public Lands relative to Government road allow-Rev. Stat. c. and the granting of Crown timber licenses;

Granting Privileges to Roads or Bridge Companies.

7. For regulating the manner of granting to road or bridge Granting pricompanies permission to commence or proceed with roads or vileges to bridges within its jurisdiction, and for regulating the manner road or bridge of ascertaining and declaring the completion of the work, so companies to entitle such companies to levy tolls thereon, and for regulating the manner of making the examinations necessary for the proper exercise of these powers by the council. 46 V. c. 18, s. 550 (1-7). See Cap. 159.

Procuring Materials for Constructing or Repairing.

- 8. For searching for and taking such timber, gravel, stone, Power to take or other material or materials (within the municipality) as may materials for be necessary for keeping in repair any road or highway within roads. the municipality; and, for the purpose aforesaid, with the consent of the council of an adjoining municipality (by resolution expressed), for searching for and taking gravel within the limits of such adjoining municipality; and the right of entry upon such lands, as well as the price or damage to be paid to any person for such timber or materials, shall, if not agreed upon by the parties concerned, be settled by arbitration under the provisions of this Act;
 - (a) But no such gravel shall be taken or removed from the premises of any person in an adjoining municipality until the price or damage has been agreed upon between the parties, or settled by arbitration. 48 V. c. 39, s. 23.

Selling Road Allowances.

9. For selling the original road allowance, to the parties When the next adjoining whose lands the same is situated, when a public council may road has been opened in lieu of the original road allowance, stop up or sell and for the site or line of which compensation has been paid, a road allowand for selling, in like manner, to the owners of any adjoining

Sec.

pairing

.

Roads

, town

pairing, streets, ications g upon, ssary or ctions in ng any sdiction, ny high-

proving, stopping through, s of any aking or t for the d in *The* he high-

or other ne same; and deep

or part g a road, be levied Chap. 184.

land, any road legally stopped up or altered by the council; and in case such parties respectively refuse to become the purchasers at such price as the council thinks reasonable, then for the sale thereof to any other person for the same or a greater price. 46 V. c. 18, s. 550 (9).

551.—(1) In case any one in possession of a concession road When a road is substituted or side line has laid out and opened a road or strect in place thereof without receiving compensation therefor, or in case a for an original allowance without new or travelled public road has been laid out and opened in compensation lieu of an original allowance for road, and for which no comto person whose land is pensation has been paid to the owner of the land appropriated as a public road in place of such original allowance, the owner, taken, such person, if he if his lands adjoin the concession road, side line, or original owns land allowers a shall be entitled thereto in lieu of the road so laid allowance, shall be entitled thereto, in lieu of the road so laid be entitled to out, and the council of the municipality, upon the report in original road writing of its surveyor, or of a deputy provincial land surveyor, that such new or travelled road is sufficient for the purposes of a public highway, may convey the said original allowance for road, in fee simple, to the person or persons upon whose land the new road runs.

(2) When such original road allowance is, in the opinion of the council, useless to the public, and lies between lands owned by different parties, the municipal council may, subject does not own to the conditions aforesaid, sell and convey a part thereof to land adjoining each of such parties, as may seem just and reasonable; and in original road case compensation was not paid for the new road, and the person through whose land the same passes does not own the land adjoining the original road allowance, the amount received from the purchaser of the corresponding part of the road allowance when sold shall be paid to the person who at the time of the sale owns the land through which the new road passes. 46 V. c. 18, s. 551.

Possession of Unopened Road Allowances.

552. In case a person is in possescion of any part of a Original algovernment allowance for road, laid out adjoining his lot and lowances for enclosed by a lawful fence, and which has not been opened for roads when to be deemed legally posses public use by reason of another road being used in lieu thereof, or is in possession of any government allowance for road parsed till a bylaw is passed allel or near to which a road has been established by law in lieu for opening thereof, such person shall be deemed legally possessed thereof, as against any private person, until a by-law for opening such allowance for road has been passed by the council having jurisdiction over the same. 46 V. c. 18, s. 552.

Notice of By-laws for Opening such Allowances.

553. No such by-law shall be passed until notice in writing has been given to the person in possession, at least eight days before the meeting of the council, that an application will be made for opening such allowance. 46 V. c. 18, s. 553.

Compensation to party whose land is taken who

them.

Notice of by-

law to be

given.

any exec wor!

sucl

ing mui

Se

gra

ma

Dі

ship same the s more joint s. 55 5

5

negl manı for a on e coun road e the

or a

n road

place case a ned in comcriated

Aiding in making Roads and Bridges.

554. The council of any municipality may pass by-laws for By-laws to aid granting aid to any adjoining municipality in making, opening, adjoining maintaining, widening, raising, lowering, or otherwise improv-to open roads, ing any highway, road, street, bridge, or communication pass etc. ing from or through an adjoining municipality. 46 V. c. 18, s. 554.

DIVISION III.—POWERS OF TOWNSHIPS, CITIES, TOWNS, AND VILLAGES IN RELATION TO ROADS AND BRIDGES.

Aiding Counties in opening New Roads. Sec. 555 (1). Joint works with other Municipalities. Sec. 555 (2). Repair of Township Roads, how enforced. Secs. 556-564.

555. The council of every township, city, town and incor-By-laws may porated village may pass by-laws—

be made for—

be made for—

New Roads.

1. For granting to the county or united counties in which Aiding counsuch municipality lies, aid, by loan or otherwise, towards open-ties in making ing or making any new road or bridge on the bounds of such bridges.

Joint Works with other Municipalites.

2. For entering into and performing any arrangement with Joint works any other council in the same county or united counties for with other executing, at their joint expense and for their joint benefit, any ties. work within the jurisdiction of the council. 46 V. c. 18, s. 555.

Repair of Township roads-how enforced.

556. Whenever township councils fail to maintain township boundary lines not assumed by the county council, in the council failing
same way as other township roads, by mutual agreement as to to perform
the share to be borne by each, it shall be competent for one or their duty.
more of such councils to apply to the county council to enforce
joint action on all township councils interested. 46 V. c. 18,
s. 556.

557. In cases where all the township councils interested Resident rate-neglect or refuse to open up and repair such lines of road in a payers may manner similar to the other local roads, it shall be competent by council to for a majority of the ratepayers resident on the lots bordering enforce open on either or both sides of such line, to petition the county ingup of road. council to enforce the opening up or repair of such lines of road by the township councils interested. 46 V. c. 18, s. 557.

owner, riginal so laid out in d surfor the riginal supon

pinion lands subject reof to and in nd the wn the ant reof the who at ne new

rt of a lot and ned for hereof, ad parin lieu thereof, ag such having

writing at days will be Action by county council on petition.

558. A county council receiving such petition either from township councils or from ratepayers, as in the preceding section mentioned, may consider and act upon the same at the session at which he petition is presented. 46 V. c. 18, s. 558.

Amount, etc., to be furhished by each township.

559. The county council may determine upon the amount which each township council interested shall be required to apply for the opening or repairing of such lines of road, or to direct the expenditure of a certain portion of the statute labour, or both, as may seem necessary to make the said lines of road equal to other roads. 46 V. c. 18, s. 559.

560. It shall be the duty of the county council to appoint

ers to enforce a commissioner or commissioners to execute and enforce their order of coun- orders or by-laws relative to such roads. If the representato such roads, tives of any or all of the townships interested intimate to the council or to the commission or commissioners so appointed, their intention to execute the work themselves, then the commissioner or commissioners shall delay proceedings for a reasonable time; but if the work is not proceeded with during the favourable season by the township officers, then the commissioners shall undertake and finish it themselves. 46 V. c. 18, s. 560.

Proviso.

Sums determined upon to be paid by townships.

561. Any sum of money so determined upon by the county council, as the portion to be paid by the respective townships shall be paid by the county treasurer on the order of the com missioner or commissioners, and the amount retained out of any money in his hands belonging to such township; but if there are not, at any time before the striking of a county rate, any such moneys belonging to such township in the treasurer's hands, an additional rate shall be levied by the county council against such township sufficient to cover such advances. 46 V. c. 18 s. 561.

When the several townships interest. ed cannot agree. Wardens to be arbitrators.

562. Whenever the several townships interested in the whole or part of any county boundary line road are unable mutually to agree as to their joint action in opening or maintaining such line road, or portion thereof, one or more of such township councils may apply to the wardens of the bordering counties to determine jointly the amount which each township shall be required to expend, either in money or statute labour, or both, and the mode of expenditure, on such County judge road; the County Judge of the County in which the township first making the application is situate, shall in all cases be the third arbitrator. 46 V. c. 18, s. 562.

563. It shall be the duty of the wardens of the counties interested to meet within twenty-one days from the time of receiving such application for the determination of the matter

Meetings of wardens.

lin cor lab

fi

th

th m

an

th

or ap

pa

ap

lat

Dr

5 wheauc und have

(2 noti the: road sider

lesse road right

(3

in dispute. The warden of the county in which the township Who to confirst making the application is situated, shall be the convener of vene, etc. the meeting; and it shall be his duty to notify the warden of the other county and County Judge of the time and place of meeting within eight days of the time of his receiving such application. 46 V. c. 18, s. 568.

564. At such meeting the wardens and County Judge, or What the any two of them, shall determine on the share to be borne by wardens and the respective townships, of the amount required on the part county judge or parts to be opened or repaired by each or both, and shall mine, etc. appoint a commissioner or commissioners to superintend such work, and it shall be the duty of the township treasurer to pay the orders of the commissioners to the extent of the sum apportioned to each; and pathmasters controlling the statute labour on the lots adjoining such line, on the portion of such line to be opened or repaired, shall obey the orders of the commissioner or commissioners in performing the statute labour unexpended. 46 V. c. 18, s. 564.

DIVISION IV.—POWERS OF COUNTY AND TOWNSHIP COUNCILS IN RELATION TO ROADS.

Sale or Lease of Minerals on or under Roads.

- 565.—(1) The corporation of any township or county, Sale or lease wherever minerals are found, may sell or lease, by public of mineral auction or otherwise, the right to take minerals found upon, or rights under under any roads over which the township or county may have jurisdiction, if considered expedient so to do.
- (2) No such sale or lease shall take place until after due No sale or notice of the intended by-law has been posted up it six of lease till after road, for at least one month previous to the time fixed for considering the by-law.
- (3) The deed of conveyance or lease to the purchaser or Sale or lease lessee under the by-law, shall contain a proviso protecting the not to interroad for public travel, and preventing any uses of the granted fere with public sinterfering with public travel. 46 V. c. 18, s. 567.

ppoint their esentato the ointed, e comeason-

from

ection

ession

mount ed to

or to

abour,

c. 18,

ng the

e com
of any
f there
te, any
surer's
council
46 V.

in the unable mainof such bordern each ney or n such winship be the

ounties time of matter

la

vil

su:

ass

the

roa

and

any

wh

par

pas

cer

ties

roa

suc mu

48

DIVISION V.—POWERS OF COUNTY COUNCILS IN RELATION TO ROADS AND BRIDGES.

Respecting the closing of Road Allowances. Sec. 566 (1).
"The opening and altering of Roads. Sec. 566 (2).

" Trees obstructing highways. Sec. 566 (3).

Double tracks in Snow Roads. Sec. 566 (4).

" Aid to Townships. Sec. 563 (5).

" Repair of County roads in local Municipalities. Sec. 566 (6, 7.)

By-laws for— 566. The council of every county shall have power to pass by-laws for the following purposes:

Closing Road Allowances.

Disposing of original allow- allowance for roads or parts thereof within the county, which ance for roads is subject to the sole jurisdiction and control of the council, and not being within the limits of any village, town or city within or adjoining the county; but the by-law for this purpose shall be subject to section 546 of this Act;

Opening and Altering Roads.

2. For opening, making, preserving, improving, repairing, Opening, etc., roads, etc., within or bewidening, altering, diverting and stopping up roads, streets, tween several squares, alleys, lanes, bridges or other public communications, running or being within one or more townships, or between municipalitwo or more townships of the county; or any bridge required to be built or made across any river over 100 feet in width within any incorporated village in the county connecting any public highway leading through the county, and which is in continuation of a county road, or between the county and any adjoining county or city or separated town, or on the bounds of any town or incorporated village, within the boundaries of the county, as the interests of the inhabitants of the county, in the opinion of the council, require to be so opened, made, preserved and improved; and for entering upon, breaking up, taking or using any land in any way necessary or convenient for the said purposes, subject to the restrictions herein contained; 46 V. c. 18, s. 565 (1, 2).

Trees obstructing Highways.

May direct
the trees to be under the jurisdiction of the council, passing through a wood, cleared on each side of highways.

3. For directing that, on each and either side of a highway, the trees (under the jurisdiction of the council, passing through a wood, the trees (unless such as are reserved by the owner for ornament or shelter) shall, for a space not exceeding twenty-five feet

566

N TO

lities.

iginal

which

ouncil,

r city

urpose

airing, treets,

ations, etween

quired width

ig any

ich is ty and

on the bound-

of the

pened,

break-

ary or

ghway, wood, or ornaive feet on each side of the highway, be cut down and removed by the proprietor, within a time appointed by the by-law, or, in his default, by the county surveyor or other officer in whose division the land lies; and in the latter case, for authorizing the trees to be used by the overseer or other officer for any purpose connected with the improvement of the highways and bridges in his division, or to be sold by him to defray the expenses of carrying the by-law into effect; and the council may further pay such expenses out of county funds;

Double Tracks on Snow Roads.

4. For providing for the making and keeping open of double Double tracks tracks in snow roads, according to the provisions of The Act in snow roads.

Respecting Double Tracks in Snow Roads;

107.

Aiding Townships, etc.

5. For granting to any town, township or incorporated vil-for aiding the lage in the county, aid, by loan or otherwise, towards opening making of or making any new road or bridge in the town, township or bridges. village, in cases where the council deems the county at large sufficiently interested in the work to justify such assistance, Guaranteeing but not sufficiently interested to justify the council in at once debentures of assuming the same as a county work, and also for guaranteeing the debentures of any municipality within the county, as the council may deem expedient;

Repair of County Roads in local Municipalities.

- 6. For requiring that the whole or any part of a county Opening roads road within any local municipality shall be opened, improved in local municipality; 46 V. c. 18, s. 565 cipalities. (3-6).
- 7. For abandoning or otherwise disposing of the whole or Disposing of any portion of a toll road owned by a county, whether situated roads wholly within the county or partly within the county and partly within an adjoining county or counties, and on the passing of such by-law the clerk shall forthwith forward a certified copy thereof to the local municipality or municipalities through or along which any portion of said abandoned road shall run or border upon: Provided, however, that no such by-law shall take effect until assented to by the local municipality or municipalities affected, or until the same shall have been approved by the Lieutenant-Governor in Council. 48 V. c. 39, s. 24; 49 V. c. 37, s. 18.

h

in

of

fe pa

pl

DIVISION VI.—POWERS OF TOWNSHIP COUNCILS IN RELATION TO ROADS AND BRIDGES.

Aiding Counties. Scc. 567 (1). Closing Road Allowances. Sec. 567 (2). Trees obstructing highways. Sec. 567 (3). Footpaths. Sec. 567 (4). Sale of Roads in Villages and Hamlets. Sec. 568.

By-laws for-567. The council of every township may pass by-laws—

Aiding Counties.

Aiding adty in making roads, etc., and granting aid to county for roads assumed by county.

1. For granting to any adjoining county, aid in making, joining coun- opening, maintaining, widening, raising, lowering or otherwise improving any highway, road, street, bridge or communication lying between the township and any other municipality, and for granting like aid, to the county in which the township lies, in respect of any highway, road, street, bridge, or communication, within the township, assumed by the county as a county work; or agreed to be so assumed on condition of such grant;

Closing Road Allowances.

Stopping up, 2. For the stopping up, leasing or sale of any original alleasing or sale lowance for road, or any part thereof, within the municipality, of original and for fixing and declaring therein, the terms upon which the road allowance. same is to be leased, sold and conveyed;

Proviso.

But no such by-law shall have any force—

- (a) Unless passed in accordance with section 546 of this Act, nor
- (b) Until confirmed by a by-law of the council of the county in which the township is situate, at an ordinary session of the county council, held not sooner than three months nor later than onc year next after the passing thereof;

Trees obstructing Highways.

Ordering trees to be cut down on each side of a road.

3. For directing that, on each or either side of a highway, under the jurisdiction of the council, passing through a wood, the trees (unless such as are reserved by the owner for ornament or shelter) shall, for a space not exceeding twenty-five feet on each side of the highway, be cut down and removed by the proprietor within a time appointed by the by-law, or, on his default, by the overseer of highways, or other officer in whose di sion the land lies; and, in the latter case, for authorizing the trees to be used by the overseer or other officer for any purpose connected with the improvement of the highways and bridges in his division, or to be sold by him to defray the expenses of carrying the by-law into effect; and the council may grant, out of township funds, any money that may be necessary to pay for cutting down and removing such trees;

Footpaths.

4. For setting apart so much of any highway as the coun-Footpaths. cil may deem necessary for the purposes of a footpath, and for imposing penaltics on persons travelling thereon on horseback or in vehicles. 46 V. c. 18, s. 566.

Sale of Roads in Villages or Hamlets.

568.—(1) In case the trustees of any police village, or fif-when roads teen of the inhabitant householders of any other unincorportated village or hamlet consisting of not less than twenty lages and condended in the council of the township in which the village or up, sold, etc., hamlet is situate, and in case the petition of such unincorporated village or hamlet, not being a police village, is accompanied by a certificate from the registrar of the registry division within which the township lies, that a plan of the village or hamlet has been duly deposited in his office according to the registry laws, the council may pass a by-law to stop-up, sell and convey, or otherwise deal with any original allowance for road lying within the limits of the village or hamlet, as the same shall be laid down on the plan, but subject to all the restrictions contained in this Act with reference to the sale of original allowances.

(2) The preceding sub-section shall apply to a village or When village hamlet situate in two townships, whether such townships are is partly in in the same or different counties, and in such case the council each of two of each of the townships shall have the power thereby conferred as to any original allowance for road lying within that part of the village or lamflet which, according to the registered plan, is situate within such township. 46 V. c. 18, ss. 568, 569.

aking, erwise cation y, and p lies, unicacounty

nal alcality, ch the

of this

at an ld not e year

shway, wood, r ornave feet by the on his whose

m

sai

 $th\epsilon$

sto

as

TITLE III.—POWERS OF MUNICIPAL COUNCILS AS TO DRAINAGE AND OTHER IMPROVMENTS PAID FOR BY LOCAL RATE.

DIV. I .- Townships, Cities, Towns and Villages.

DIV. II .- TOWNSHIPS AND VILLAGES.

DIV. III .- COUNTIES.

DIVISION I .- LOCAL IMPROVEMENTS IN TOWNSHIPS, CITIES, TOWNS AND VILLAGES.

Local Drainage By-laws, and fund for. Secs. 569, 570. Complaints respecting assessments, how tried. Sec. 569 (10-15). Quashing by-laws, limitations respecting. Secs. 571-574. Extension of works to other Municipalities. Sec. 575. Mode of apportioning cost. Secs. 576-582. Who to keep in repair. Secs. 583-590. Damage done by works. Sec. 591, 592. Drainage by private persons. Sec. 593. Earth, etc., may be spread on road. Sec. 594. Part of cost payable by Municipality. Sec. 595. Construction of ditch on town line between two Municipalities. Secs. 596, 597. Construction of works affecting several Municipalities in same County. Secs. 598, 599.

Construction of works affecting several Municipalities in different Counties—Procedure. Secs. 600-611. Cost of local improvements. Secs. 612-628.

Sweeping, watering and lighting streets. Sec. 629.

Drainage Works.

pass by-laws

569. In case the majority in number of the persons, as councils may shewn by the last revised assessment roll, to be the owners (whether resident or non-resident) of the property to be benefor deepening fited in any part of any township, city, town or incorporated drainage, etc. village, petition the council for the deepening or straightening of any stream, creek, or water-course, or for draining of the property (describing it), or for the removal of any obstruction which prevents the free flow of the waters of any stream, creek or water course, as aforesaid, or for the lowering of the waters of any lake or pond, for the purpose of reclaiming flooded land or more easily draining any lands, the council may procure an engineer or provincial land surveyor to make an examination of the stream, creek or water-course proposed to be deepened or straightened, or from which it is proposed to remove obstructions, or of the lake or pond, the waters of which it is proposed to lower, or of the locality proposed to be drained, and may procure plans and estimates to be made of the work by such engineer or surveyor, and an assessment to be made by such

Examination by engineer.

Plane and estimates.

engineer or surveyor of the real property to be benefited by such work, stating as nearly as may be, in the opinion of such engineer or surveyor the proportion of benefit to be derived therefrom by every road and lot, or portion of lot; and if the council is of opinion that the proposed work, or a portion thereof, would be desirable, the council may pass by-laws:

1. For providing for the proposed work, or a portion thereof, For deepening being done, as the case may be. 46 V. c. 18, s. 570 (1).

2. For borrowing, on the credit of the municipality, the funds Forborrowing necessary for the work, although the same extends beyond the requisite limits of the municipality (subject in that case to be reimbursed funds, etc. as hereinafter mentioned), and for issuing the debentures of the municipality to the requisite amount, including the costs of arbitration, if any, in sums of not less than \$100 each, and payable within twenty years from date, with interest at a rate of not less than four per centum per annum:

(a) Any council issuing debentures under the provisions Payment of of this section may include the interest on the de-interest on bentures in the amount payable, in lieu of the interdebentures est being payable annually in respect of each debenture, and any by-law authorising the issue of debentures for a certain amount and interest shall be taken to authorize the issue of debentures, in accordance with this sub-section, to the same amount with interest added, if the council, by subsequent resolution, direct the treasurer to issue debentures in accordance with this section, as aforesaid; 46 V. c. 18, s. 570 (2); 49 V. c. 37, s. 20; 50 V. c. 6, s. 1.

3. For assessing and levying in the same manner as taxes Levying rate are levied, upon the real property to be benefited by the work, or payment, a special rate sufficient for the payment of the principal and interest of the debentures, and for so assessing and levying the same as other taxes are levied, by an assessment and rate on the real property so benefited (including roads held by joint stock companies or private individuals), in proportion, as nearly as may be, to the benefit derived by each lot or portion of lot and road in the locality;

(a) The cost of any arbitration held in connection with the What cost to construction of any works under this section, the be deemed cost of the publication of by-laws, and all other cost of works expenses incidental to the construction of the works and the passing of the by-laws shall be deemed part of the cost of such works, and included in the amount to be raised by local rate;

(b) Any person whose property has been assessed for such work may pay the amount of such assessment, less the interest, at any time before the debentures are issued, in which case the amount of debentures shall be proportionably reduced; and

TIES,

le iii•

AS

 \mathbf{NTS}

ES.

0. 0-15). 4.

ipali-

es in ies in

ons, as wners beneorated tening of the uction creek

ers of and or are an nation ned or ostrucoposed

l may y such y such

iı

fi

d

d

sl

of

to

th

ar

an

868

the

mı

Ju

of 1

and

and

upo

Proviso.

(c) Any agreement on the part of any tenant to pay the rates or taxe of the demised property shall not apply to or include the charges or assessments for any works under this section, unless such agreement in express terms mentions or refers to such charges or assessments, and as payable in respect of drainage works; but in cases of contracts of purchase or of leases giving the lessee a right of purchase, the said charges or assessments shall be added to the price, and shall be paid (as the case may be) by the purchaser, or by the lessee in case he exercises such right of purchase;

For providing

4. For regulating the times and manner in which the assessment be paid, ment shall be paid;

For ascertainthe rate.

5. For determining what real property will be benefited by the works, and the proportion in which the assessment should perty liable to be made on the various portions of lands so benefited, and subject in every case of complaint by the owner or person interested in any property assessed, (whether of overcharge, or undercharge of any other property assessed, or that property which should be assessed has been wrongfully omitted to be assessed,) to proceedings for trial of such complaint and appeal therefrom, in like manner, as nearly as may be, as on proceedings for the trial of complaints to the Court of Revision under

Rev. Stat. c. 193, ss. 64, 65. The Assessment Act;

Mode of as-sessing property.

6. The engineer or surveyor in assessing the real property to be benefited by any works to be executed under this section, need not confine his assessment to the part of a lot actually drained, but, in order that the portion to be rated may be conveniently ascertained, may make such assessment on the whole lot, or on the half, quarter, or other described part of the lot, if the person owning the part actually drained owns the whole lot, or owns such half, quarter, or other described part of the lot;

shewn.

7. The proportion of benefit to be derived from any works, How proportion of benefit to be defined as the by different parcels of land or roads may be shewn by the engineer or surveyor by placing sums of money opposite such parcels and roads, and it shall not be decined to have been necessary to state the fraction of the cost to be borne by each parcel or road;

Petition for by embanking, etc.

8. The council shall have the like power, and the providraining lands sions of this section shall apply in cases where the work can be effectually accomplished only by embanking, pumping or other mechanical operations, but in such cases the council shall not proceed except upon the petition of two-thirds of the owners above mentioned in this section. 46 V. c. 18, s. 570 (2, part, 3-8).

9. In cases provided for in the next preceding sub-section, Injury to low the council may pass by-laws for assessing and defraying the

annual cost of maintaining the necessary works upon the lands and roads to be benefited thereby, according to the provisions of this Act; and may do all things necessary, and pass all requisite and proper by-laws, and enter into all proper contracts for maintaining and giving full effect to said works; and all the provisions of this and the following sections to section 632 inclusive, shall be applicable, so far as possible to the draining of lands under sub-section 8 of this section; Section 597 except that the council of the municipality may, on the only to apply petition of two-thirds of the owners appearing by the last during the revised assessment roll to be assessed for work montioned in will of the revised assessment roll to be assessed for work mentioned in will of to council. said sub-section, pass a by-law relieving the municipality from all liability under the provisions of section 586; and after such last mentioned by-law shall have been passed, the provisions of said section 586 shall not apply to any of the works mentioned in said sub-section and set forth and designated in said last mentioned by-law. 46 V. c. 18, s. 570 (9); 49 V. c. 37, s. 21.

10. Trial of such complaints shall be had in the first in-Court of stance by and before the Court of Revision of the municipality Revision to in which the lands or roads lie, which Court the council shall, have primary from time to time as the conscion may require held an interest to time as the conscion may require held and the conscion may require held an interest to time and the conscion may require the conscion may be a supplication of the conscion of the conscion may be a supplication of the conscion of the conscion may be a supplication of the conscion of the co from time to time as the occasion may require, hold on some day not earlier than twenty nor later than thirty days from the day on which the by-law was first published, notice of which shall be published with the by-law during the first three weeks of its publication; and all notices of appeal shall be served upon the clerk of the municipality at least eight days prior to such Court of Revision; but the Court of Revision may though such notice be not given permit the appeal to be heard on such conditions as to giving notice to all persons interested and otherwise as may seem just. 46 V. c. 18, s. 570 (10); 50 V. c. 29, s. 38.

- 11. Such Court shall be constituted in the same manner Power of. and have the same power as Courts of Revision under The As-Rev. Stat. c. 193, ss. 55-63.
- 12. In case of any such complaint, the clerk with whom Transmission the roll is deposited shall transmit to the Court of Revision a of assessment certified copy of so much of the said roll as relates to such roll. municipality;
- 13. The appeal from the Court of Revision shall be to the Appeal to Judge, or junior or acting Judge, of the County Court of the county judge. county within which such municipality is situate;
- 14. In case of appeal to the Judge, junior or acting Judge Powers of of the County Court, he shall have the same powers and duties judge on and the clerk of the municipality shall have the same powers appeal. and duties, as nearly as may be, as they have respectively and duties, as nearly as may be, as they have respectively upon appeals from the Court of Revision under *The Assessment Rev. Stat. c.* 193, ss. 68-74.

and rson e, or erty e as-

3 c).

the

not

for

reesuch

pect s of

t of l be

case

e he

sess-

d by

ould

peal ceednder

perty seca lot may t on part SE WO ribed

orks, y the such been each

orovik can ng or shall of the s. 570

ction g the

le

tl

d

vis by Co

the

the

wat

pro

and

Variations in complaint or appeal.

15. In case, on any such complaint or appeal, the assessassessment on ment is varied in respect of the property which is the subject of the complaint or appeal, the Court or Judge, as the case may be, shall vary pro rata the assessment of the said property, and of the other lands and roads benefited as aforesaid, without further notice to the persons interested therein, so that the aggregate amount assessed shall be the same as if there had been no appeal; and the Judge, or in case there is no appeal to the Judge, the Court of Revision, shall return the roll to the municipal clerk from whom it was received, and the asessorss shall prepare and attest a roll in accordance with their original assessment as altered by such revision;

Works to which this section applies.

16. The provisions of this section shall be deemed to extend to the re-execution or completion of any works which have been executed or have been partly or insufficiently executed under any provision of any Act of this Legislature, or of the Parliament of the Province of Canada, and to any works which it may be deemed expedient to dig, construct, or make for the purposes aforesaid, or any of them, provided that the stream, lake, or pond is, for the purposes hereof, within the jurisdiction of this Legislature; 46 V. c. 18, s. 570 (11-16).

Appointment of commissioners to carry out works.

17. In order the better to maintain and operate works constructed under the provisions of sub-section 8 of this section, the council may pass by-laws appointing one or more commissioners from among those whose lands are assessed for the construction of such works, and the commissioners so appointed shall have full power to enter into all such necessary and proper contracts for the purchase of fuel, repairs of buildings and machinery, and may do all other things necessary to facilitate the successful operation of such works as may be set forth in the by-law appointing such commissioners; 48 V.c. 39, s. 25.

Provision where obstruction is situate outside of

18. Where any obstruction within the meaning of the provisions of this section, is wholly situate or existing beyond the limits of the municipality, the same shall for all purposes, and with respect to every provision of this Act, be deemed and municipality, taken to be an obstruction, situate and existing partly within and partly without the limits of the municipality, and as if the proposed work or operations in connection therewith, or with the removal thereof, were to be done and performed in part within the limits of the municipality, and in part to be continued and extended beyond such limits, and all the provisions of this Act, shall be held and deemed to apply and operate accordingly;

Removal of artificial structures.

19. Where such obstruction is occasioned by or is a dam or other artificial structure, the council shall be deemed to have full power to acquire, with the consent of the owner thereof, and upon payment of such purchase money as may be mutually agreed upon, the right and title to remove the same, wholly or ubject

e case

perty, , with-

iat the

e had

appeal

to the essorss

riginal

extend

ı have ecuted of the

which

for the

tream,

diction

works his sec-

r more

sed for

so ap-

cessarv build-

sary to

be set 8 V. c.

he proand the

es, and

ed and

within d as if

vith, or

ned in

t to be

provi-

ly and

a dam

to have

hereof.

utually

olly or

'in part; and any amount so paid or payable as purchase money, shall be deemed part of the cost of the works under this section in connection with the removal of such obstruction, and shall be dealt with and provided with accordingly;

- 20. The two preceding sub-sections are to be taken as Application applying only to cases where the obstruction is actually situate of sub-ss. 18 or existing in a municipality next adjoining to the municipality and 19. mentioned in such sub-sections; 49 V. c. 37, s. 22.
- 21. To remove doubts it is hereby declared and enacted Removal of that where the obstruction referred to in this section is obstructions occasioned by, or is a dam or other artificial structure, and is in rivers. situate wholly within the municipality, the council shall be deemed to have full power to acquire, with the consent of the owner thereof, and upon payment of such purchase money as may be mutually agreed upon, the right to remove the same, wholly or in part; and any amount so paid or payable as purchase money, shall be deemed part of the cost of the works under this section in connection with the removal of such obstruction, and shall be dealt with and provided for accordingly, and where the lands benefited are situated partly in the said municipality and partly in the next adjoining municipality, the special rate sufficient for the payment of the principal and interest of the debentures and the assessment and levying of the same shall be made, levied, and paid over by the said municipality, and the said next adjoining munici-. pality, in such proportions as the said engineer or surveyor may determine and charge upon the lands aforesaid, and in like manner and to the same extent, as nearly as may be, as is provided for by this Act where the lands benefited are situated wholly within the municipality. 50 V. c. 29, s. 54.
- 570 .- (1) The by-law shall, mutatis mutandis, be in the Form of byform or the effect following:

A BY-LAW to provide for draining parts of (or, for deepening of in or as the case may be) the Township of , and for borrowing, on the credit of the municipality, the sum of for completing

Provisionally adopted the

day of

, A.D. Whereas a majority in number of the owners, as shewn by the last revised assessment roll, of the property hereinafter set forth to be benefited by the drainage (or deepening, or as the case may be), have petitioned the Council of the said Township of Council of the said Township of , praying that (here set out the purport of the petition, describing generally the property to be benefited.)

And whereas, thereupon the said Council procured an examination to be made by , being a person competent for such purpose, of the said locality proposed to be drained (or the said stream, creek, or water-course proposed to be deepened, or as the case may be), and has also procured plans and estimates of the work to be made by the said and an assessment to be made by him of the real property to be benefited by such drainage (or deepening, or as the case may be), stating, as nearly as he can, the proporiion of benefit which, in his opinion, will be derived in

Chap. 184.

consequence of such drainage (or deepening, or as the case may be), by every road and lot, or portion of lot, the said assessment so made, being the assessment hereinafter by this by-law enacted to be assessed and levied upon the lots and parts of lots hereinafter in that behalf specially set forth and described, and the report of the said in respect thereof, and of the said drainage (or deepening, or as the case may be), being as follows: (here set out the report of the Engineer or Surveyor employed.)

And whereas, the said Council are of opinion that the drainage of the locality described (or the deepening of such stream, creek, or water-course, or as the case may be) is desirable:

Be it therefore enacted by the said Municipal Council of the said Town-. pursuant to the provisions of The Municipal Act.

1st. That the said report, plans and estimates be adopted, and the said drain (or deepening, or as the case may be) and the works connected therewith be made and constructed in accordance therewith.

2nd. That the Reeve of the said Township may borrow on the credit of the Corporation of the said Township of the sum of being the fund necessary for the work, and may issue debentures of the Corporation to that amount, in sums of not less than \$100 each, and payable within years from the date thereof, with interest at the per centum per annum, that is to say, in (insert the manner rate of of payment, whether in annual payments or otherwise), such debentures to , and to have attached to them coupons for the be payable at payment of interest.

3rd. That for the purpose of paying the sum of \$475, being the amount charged against the said lands so to be benefited as aforesaid, other than lands (or roads, or lands and roads) belonging to the Municipality, and to cover interest thereon for (ten) years at the rate of (five) per cent. per annum, the following special rates, over and above all other rates, shall be assessed and levied (in the same manner and at the same time as taxes are levied) upon the undermentioned lots and parts of lots; and the amount of the said special rates and interest assessed as aforesaid against each lot or part of lot respectively shall be divided into equal parts, and one such part shall be assessed and levied as aforesaid, in each year, for years after the final passing of this by-law, during which the said debentures have to run.

Concession.	Lotor Part of Lot.	Acres.	Value of Improve- ment.	To cover Interest for (10) years at (5) per cent.	Total Special Rate.	Annua Assess ment dur ing each year for (10) years
			\$ cts.			
10	5	200	75 00		1	
"	S. ½ 6	100	50 00			
66	N. 4 6		30 00			
6.6	S.W. 18	100	80 00			
66	9	200	150 00	1		
6.6	S. 1 and N. 1 10	150	90 00			
Channa	ble to Municipal	iter for	475 00			
Chargeable to Municipality for roads (or lands, or roads and lands)						
			595 00			

to h tha writ of t pur nex (1);

> (2 publ the

of

an

of

of

pa

the

 $th\epsilon$

app

and

ing

pul

nev

cou joir

luti

part lesse ers, mem own the 1 the the passe

of su statu maki same y every ing the levied t forth hereof, eing as l.)

70 (1).

of the course,

Townal Act. he said there-

of the nd pay-

redit of

t at the manner ures to for the

mount er than and to ent. per shall be xes are amount ach lot ts, and ear, for nich the

Annual Assessent during each year for) years.

4th. For the purpose of paying the sum of \$120, being the total amount assessed as aforesaid against the said roads (or lands, or roads and lands) of the said Municipality, and to cover interest thereon for (ten) years at the rate of (five) per cent. per annum, a special rate of dollar shall, over and above all other rates, be levied (in the same manner and at the same time as taxes are levied) upon the whole ratable property in the said Township of in each year for the period years, after the date of the final passing of this by law, during which the said debentures have to run.

- (2) In the event, of the assessment being altered by the Court Amendment of Revision or Judge, the by-law shall, before being finally of by-law. passed, be amended so as to correspond with such alteration by the Court of Revision or Judge (as the case may be). 46 V. c. 18, s. 571; 49 V. c. 37, s. 24.
- (3) In case the council shall finally pass the by-law before Provision the time for appealing to the Judge has expired, or while an where by law the time for appealing to the Judge nas expired, or while an passed before appeal is pending before him, the Judge shall, notwithstanding appeal detersuch by-law has been passed, proceed and determine the appeal; mined. and if he varies the assessment, the council shall by an amending by-law alter the by-law in accordance with the variation in the assessment made by the Judge. 49 V. c. 37, s. 23.
- 571.—(1) Before the final passing of the by-law it shall be Publication of published, once, or oftener, in every week for four weeks in such drainage bynewspaper published either within the municipality or in the laws. county town, or in a public newspaper published in an adjoining local municipality, as the council may designate by resolution, together with a notice that any one intending to apply to have the by-law or any part thereof quashed, must, not later than ten days after the final passing thereof, serve a notice in writing upon the reeve or other head officer, and upon the clerk of the municipality, of his intention to make application for that purpose to the High Court, at Toronto, during the six weeks next ensuing the final passing of the by-law. 46 V. c. 18, s. 572 (1); 49 V. c. 37, s. 25.
- (2) The council may, at their option, instead of such By-law may publication in a newspaper, direct by resolution that a copy of be served on the by-law and notice, written or printed, or partly written and ers, instead of partly printed, be served upon each of the several owners, their published. lessees or occupants, or upon the agent or agents of such owners, to be left at their places of residence with some grown up member of the family, or where the land is unoccupied and the owner or owners, or their agent or agents do not reside within the municipality, may cause to be sent by registered letter to the last known address of such owner or owners, a copy of the by-law and notice, and the by-law shall not be finally passed until after the expiration of three weeks from the last of such services, and the clerk shall keep on file in his office a statutory declaration or declarations by the party or parties making the service or services, and the manner in which the same were effected. 46 V. c. 18, s. 572 (2). See sec. 622.

a

la

cc

ti

ar

or

an

sti

an

sh str

pro

ing

tin

 $th\epsilon$

rep

eng

app the

wit

por

in t suc

app

in t

hay

taxe

If no applicamade in time specified, by-law to be valid, notwithstanding the facts.

- 572,-(1) In case no notice of the intention to make applition to quash cation to quash a by-law is served within the time limited for that purpose in the preceding section, or if the notice is served, then, in case the application is not made or is unsuccessful the by-law shall, notwithstanding any want of substance or form, either in the by-law itself or in the time and manner of passing the same, be a valid by-law.
 - (2) Where the application is made, and is successful in part, so much of the by-law as is not quashed upon the application shall be valid, notwithstanding any want of substance or form aforesaid. 46 V. c. 18, s. 573.

Power to amend bylaw when not sufficient means prowork.

573.—(1) In case a by-law already passed, or which may be hereafter passed by the council of any municipality, for the construction of drainage works, by assessment upon the real property to be benefited thereby, and which has been acted vided for com-upon by the construction of such works in whole or in part, pletion of the does not provide sufficient means, or provides more than sufficient means for the completion of the works, or for the redemption of the debentures authorized to be issued thereunder as the same become payable, the said council may, from time to time, amend the by-law in order fully to carry out the intention thereof, and of the petition on which the same was founded, and to refund the surplus (if any) to the then owners of the land pro rata according to the original assessment. 46 V. c. 18, s. 574 (1); 49 V. c, 37, s. 26.

Provisions respecting bylaws passed ceding section.

(2) Where a by-law which has been heretofore passed, or which may be hereafter passed under the provisions of the under the pre- preceding sub-section, has been or shall hereafter be published in the manner required by section 571 of this Act, or in case of a city, town or incorporated village, has been or shall be notified in the manner required by section 622, section 572 shall apply to such by-law, and any by-law passed under the said preceding sub-section need not be published unless the council sees fit; and the provisions of The Municipal Drainage Aid Act shall apply to any debentures issued under the authority of the said sub-section which have heretofore been or shall hereafter be purchased by the direction of the Lieutenant-Governor in Council. 46 V. c. 18, s. 574 (2).

Rev. Stat. c. 37.

574. No debenture issued or to be issued under any by-law When debentures not inaforesaid shall be held invalid on account of the same not being not in accord- expressed in strict accordance with such by-law, provided that ance with by the debentures are for sums not in the whole exceeding the amount authorized by the by-law. 46 V. c. 18, s. 575. law.

575. Where it is necessary to continue the works afore-When work said beyond the limits of any municipality, the engineer or may be exyond limits of surveyor employed by the council of such municipality may municipality. continue the survey and levels into the adjoining municipality, or that

crved,

cessful

nce or

ner of

until he finds fall enough to carry the water beyond the limits of the municipality in which the work was commenced, and until he obtains a sufficient outlet for the water, and in every such case he may charge the lands and roads to the same extent and in the same manner as is provided by the next succeeding section. 46 V. c. 18, s. 576; 49 V. c. 37, s. 27.

- 576. Where the works do not extend beyond the limits of When lands, the municipality in which they are commenced, but, in the etc., in adjoin-opinion of the engineer or surveyor aforesaid, benefit lands in ity may be an adjoining municipality, or greatly improve any road lying charged within any municipality or between two or more municipality or though works ties, then the engineer or surveyor aforesaid shall charge the into such mulands to be so benefited, and the corporation, person or nicipality. company whose road or roads are improved, with such proportion of the costs of the works as he may deem just; and the amount so charged for roads, or agreed upon by the arbitrators, shall be paid out of the general funds of such mufficipality or company. 46 V. c. 18, s. 577.
- 577. The engineer or surveyor aforesaid shall determine Reports as to and report to the council by which he was employed, whether which municipate works shall be constructed and maintained solely at the pality to bear expense of such municipality, or whether they shall be constructed and maintained at the expense of both municipalities, and in what proportion. 46 V. c. 18, s. 578.
- 578. The engineer or surveyor aforesaid, where necessary Plans, etc. shall make plans and specifications of the works to be constructed, and charge the lands to be benefited by the work as provided herein. 46 V. c. 18, s. 579.
- 579. The council of the municipality in which the deepen-Council of ing or drainage is to be commenced, shall serve the head of the municipality council of the municipality into which the same is to be consisted wherein work tinued, or whose lands or roads are to be benefited without to notify muthe deepening or drainage being continued, with a copy of the nicipality to report, plans, specifications, assessment and estimates of the engineer or surveyor aforesaid; and unless the same is appealed from as hereinafter provided it shall be binding on the council of such municipality. 46 V. c. 18, s. 580.
- 580. The council of such last mentioned municipality shall, Municipality within four months from the delivery to the head of the corse on notified poration of the report of the engineer or surveyor, as provided required to in the next preceding section, pass a by-law or by-laws to raise sary amounts. Such sum as may be named in the report, or in case of an appeal, for such sum as may be determined by the arbitrators, in the same manner and with such other provisions as would have been proper if a majority of the owners of the lands to be taxed had petitioned as provided in section 569 of this Act. 46 V. c. 18, s. 581.

ful in on the of sub-

h may

for the real acted a part, in suffior the thereor, from out the me was owners as ment.

passed,
of the
pe pubt, or in
r shall
on 572
der the
unless
nicipal
l under
retofore
he Lieu-

by-law of being ed that ing the

aforeneer or y may cipality,

iı

ti

tl

SI

de

of

no

ex

ful

m

wi

the

cor

Di

Di wo

Dr

sha

or i

dra

ties

ma

and tion

und

the

V. (

29,

Chap. 184.

Proceedings thereon.

may appeal.

581.—(1) The council of the municipality into which the municipality work is to be continued, of whose lands, road or roads are to be benefited without the work being carried within its limits, may, within twenty days from the day in which the report was served on the head of the municipality, appeal therefrom, in which case they shall serve the head of the corporation from which they received the report, with a written notice of appeal; such notice shall state the ground of appeal, the name of an engineer or other person as their arbitrator, and shall call upon such corporation to appoint an aribitrator in the matter on their behalf, within ten days after the service of such notice.

- (2) When it is proposed to continue the deepening or drainage from the municipality in which the same is to be commenced into another municipality, and when through misapprehension or mistake the council served with the report, plans and specifications of the engineer or surveyor, omits to appeal therefrom within twenty days, the Judge of the County Court of the county in which the municipality so sevred as aforesaid is situated may, upon application at any time before the drainage works have been already commenced or the contract let for the same, or the debentures have been actually issued under the said by-law, after the said twenty days have elapsed, by order, grant permission to appeal, upon such terms and conditions, as to costs and otherwise, as he deems just and reasonable, within a time to be limited by him in the order; or the other council or councils interested may, by resolution waive the lapse of the said time, and in either of such cases the proceedings for appeal shall be the same as would have been required if the appeal had been gone on with in the proper time.
- (3) The summons to shew cause why an appeal should not be allowed shall not be returnable in less than seven days from the service thereof, and the council or councils shall have power to amend any by-law or by-laws which may have been passed as shall become necessary or proper, by reason of the appeal or the result thereof. 46 V. c. 18, s. 582 (1-3).

Arbitrators shall be appointed, etc.

582. The arbitrators shall be appointed by the parties in manner hereinbefore provided by the sections of this Act with reference to arbitration, and shall proceed as therein directed; but in no case shall the engineer or surveyor employed to make surveys, plans and specifications, nor any ratepayer or person interested in the construction of any such works be appointed or act as abitrator. 46 V. c. 18, s. 583.

Each municitribute to maintaining the work in proportions fixed by engineer.

583.—(1) After such work is fully made and completed, it pality to con-shall be the duty of each municipality, in the proportion determined by the engineer or arbitrators (as the case may be), or until otherwise determined by the engineer or arbitrators, under the same formalities, as nearly as may be, as provided in the preceding sections, to preserve, maintain and keep in repair the same within its own limits, either at the expense of the municipality, or parties more immediately interested, or at the joint expense of such parties and the municipality, as to the council upon the report of the engineer or surveyor may seem just. 46 V. c. 18, s. 584 (1).

- (2) Any such municipality neglecting or refusing so to do Compelling upon reasonable notice in writing being given by any person municipalities interested therein, and who is injuriously affected by such compelled by such compelled by mandamus, to be age repairs. issued by any Court of competent jurisdiction, to make from time to time the necessary repairs to preserve and maintain the same; and shall be liable to pecuniary damage to any person who, or whose property is injuriously affected by reason of such neglect or refusal. 47 V. c. 32, s. 18.
- (3) The deepening, extending or widening of a drain in Repair and order to enable it to carry off the water it was originally maintenance, designed to carry off, shall be deemed to be a work of preservation, maintenance, or keeping in repair within the meaning of this section; provided the cost of such extension does not exceed the sum of \$200, and in every case when it exceeds that amount, proceedings shall be taken under the provisions of section 585. 48 V. c. 39, s. 26 (2); 50 V. c. 29, s.
- 584. After any works undertaken under section 598 are Duty of minor fully made and completed, it shall be the duty of each minor municipalities municipality to preserve, maintain and keep in repair the same as to repair within its own limits, in accordance with the requirements of the preceding section, which shall be applicable thereto. 46 V.
- 585. In any case whercin the better to maintain any drain Power to constructed under the provisions of this Act, or of The Ontario change course Constructed under the provisions of this Act, of of The Ontario of drain, Drainage Act and amendments thereto, or of The Ontario of drain, make new Drainage Act of 1873, or of any other Act respecting drainage outlet, etc. works and local assessment therefor, or of The Municipal Rev. Stat. Drainage Aid Act or to prevent damages to adjacent lands, it caps. 36, 37. shall be deemed expedient to change the course of such drain, or make a new outlet, or otherwise improve, extend or alter the drain, the council of the municipality, or of any of the municipalities whose duty it is to preserve and maintain the said drain, may on the report of an engineer appointed by them to examine and report on such drain, undertake and complete the alterations and improvements or extensions specified in the report, under the provisions of sections 569 to 582 inclusive, without the petition required by section 569. 46 V. c. 18, s. 586; 47 V. c. 32, s. 19; 48 V. c. 39, s. 27; 49 V. c. 37, s. 28, 50 V. c. 29, s. 39.

oresaid
ore the
ne connetually
ys have
n terms
ms just
in the
nay, by
ither of
s would

581 (1).

ich the

e to be

limits,

ort was

om, in

n from

e of an

ll upon

tter on

drain-

nenced

prehen-

ins and I there-

ourt of

otice.

ould not ys from e power passed opeal or

in the

rties in ct with rected; byed to ayer or s be ap-

leted, it n deterbe), or trators, vided in

b

l٤

tl

cı

of

01

th

ei

th

bcne

pr

 $^{\mathrm{th}}$

sh

Works not extended beyond municipality commencing other municicommencing

same. for out of may be charged on property benefited.

586.—(1) In any case wherein after such work is fully made and completed, the same has not been continued into any other municipality than that in which the same was commenced, or same, etc., or wherein the lands or roads of any such other municipality which do not are not benefited by such work, it shall be the duty of the municipality making such work to preserve, maintain and keep pality, to be in repair the same at the expense of the lots, parts of lots and maintained by roads, as the case may be, as agreed upon and shewn in the bymunicipality. law when finally passed.

(2) In any case where similar work has been constructed out when work has been paid of the general funds of the municipality, the council may, without petition, on the report of an engineer or surveyor, pass a funds of muni- by-law for preserving, maintaining and keeping in repair the cipality repair same at the expense of the lots, parts of lots and roads, as he case may be, benefited by such work, and may assess such lots. parts of lots and roads so benefited, for the expense thereof, in the same manner, by the same proceedings, and subject to the same right of appeal as is provided with regard to works made and completed under the provisions of this Act. 46 V c. 18, s. 587 (1, 2); 50 V. c. 29, s. 40.

Assessment may be changed.

(3) The council may, from time to time, change such assessment on the report of an engineer or surveyor appointed by them to examine and report on such work and repairs, subject to the like rights of appeal as a person charged would have in the case of an original assessment; and the said council shall appoint a Court of Revision to consider such appeals in the manner heretofore provided. 50 V. c. 29, s. 41, part.

Repair and maintenance. what deemed.

(4) The deepening, extending, or widening of a drain in order to enable it to carry off the water it was originally designed to carry off, shall be deemed to be a work of preservation, maintenance, or keeping in repair within the meaning of this section; provided the cost of such extension does not exceed the sum of \$200, and in every case where it exceeds that amount, proceedings shall be taken under the provisions of section 585. 48 V. c. 39, s. 26 (2); 50 V. c. 29, s. 47.

Repayment of advances.

(5) In any of the cases referred to in this and the preceding sections, any moneys that have been or nay hereafter be advanced by the council of any municipality out of its general funds in anticipation of the levies to be made for the purposes of the said sections, shall be recouped to the municipality so soon as the moneys derived from the assessment shall have been made. 50 V. c. 29, s. 41, part.

ss. 583, 586 and 589. Rev. Stat. Caps. 36, 37.

Application of . 587. The provisions of sections 583, 586 and 589 of this Act shall extend to drains constructed under the provisions of The Ontario Drainage Act, and amendments thereto, or of The Ontario Drainage Act, 1873, or of The Municipal Drainage Aid Act, the word "assessors" being substituted as to such drains for the word "engineer" in the third line of section 583. 48 V. c. 39, s. 26 (1).

made other ced, or ipality of the d keep ts and the by-

86 (1).

ed out withравз а air the as lie ch lots. reof. in to the s made c. 18, s.

assessted by subject nave in il shall in the

in order gned to , mainof this execed ds that sions of

he preereafter t of its for the municient shall

of this isions of o, or of l Drainto such tion 583.

588 .- (1) In the event of any ditch, drain, ereek or water-Drains to be course that has been constructed or opened up under the pro-kept free from obstruction visions of The Ontario Drainage Act, or any of the amendments tions, thereto, or under the provisions of any Act respecting drainage Rev. Stat. c. to be paid by local rate, becoming obstructed, so that the free 36. flow of the water is impeded thereby, if the aforementioned obstructions have been wilfully or through negligence placed in such ditch, drain, creek, or water course, by any party or parties through whose land, or between whose lands, such ditch, drain, creek, or water-course is situate, the party or parties causing the same shall, upon notification in writing by the council of the municipality, or an officer appointed by the council of the municipality, or an officer appointed by the council for the inspection or care of drains, remove such obstructions, and if not so removed within the time specified, the council shall, without further delay, have the same removed at the cost of the said party or parties. 46 V. c. 18, s. 588 (1); 49 V. c. 37, s. 29, part.

(2) If such cost is not paid by the party or parties to the person performing the same when the work is completed, the council shall pay the amount to the party performing the work; and the clerk of the municipality shall place such amount upon the collector's roll against the party or parties, as the case may be, with ten per cent. added thereto, and the same shall be collected like other taxes, subject, however, to an appeal by the said party or parties, in respect of the cost of the work, to the Judge of the County Court of the county in which the lands are situate in the same manner as is provided by section Rev. Stat. c. 11 of The Ditches and Watercourses Act. 46 V. c. 18, s. 588 (2). 1220.

(3) Any person or persons who shall wilfully and intention-Penalty for ally obstruct, fill up or injure, any drains constructed under obstructing the provisions of any of said Acts, or wilfully or intentionally drain. cut, destroy or injure any embankment or other drainage work connected therewith, shall upon the complaint of the council of the municipality, liable to keep such drain, embankment or work in repair, and upon conviction thereof before a Justice of the Peace, be liable to a fine of not less than \$1 nor more than \$50. 49 V. c. 37, s. 29 part.

589 .- (1) Where the repairs, required to be made under Power to boreither section 583 or section 586, are so extensive that the row funds for municipal council does not deem it expedient to levy the cost repairs to thereof in one year, the said council may need a bullet drainage thereof in one year, the said council may pass a by-law to works. borrow upon the debentures of the municipality the funds necessary for the work, and shall assess and levy upon the property benefited a special rate sufficient for the payment of the principal and interest of the debentures: the by-law shall not require the assent of the electors.

(2) The provisions of The Municipal Drainage Aid Act Rev. Stat. c. shall apply to any debentures issued under the authority 37. of any such by-law, if such by-law, before it was finally passed,

di

ju

co

tit

to the

in

 $th\epsilon$

mu

the

agr

was published or notified in the manner provided by section 571 of this Act, or, after it was passed, was promulgated in the manner authorized by section 329 of this Act. 46 V. c. 18, s. 589.

Case of drain used by another municipality.

590. If a drain already constructed, or hereafter constructed by a municipality, is used as an outlet by another municipality, company or individual, or if any municipality, company or individual by any means causes waters to flow upon and injure the lands of another municipality, company or individual, the municipality, company or individual using such drain as an outlet or otherwise, or causing waters to flow upon and injure such land, may be assessed in such proportion and amount as may be ascertained by the engineer, surveyor, or arbitrators, under the formalities, except the petition, provided in the foregoing sections, for the construction and maintenance of the drain so used as an outlet as aforesaid; or for the construction and maintenance of such drain or drains as may be necessary for conveying from such lands the waters so caused to flow upon and injure the same. 46 V. c. 18, s. 590; 49 V. c. 37, s. 30.

591. If any dispute arises between individuals, or between Disputes as to damage done individuals and a municipality or company, or between a company and municipality, or between municipalities, as to by works to be referred to damages alleged to have been done to the property of any arbitration. municipality, individual or company, in the construction of drainage works, or consequent thereon, then the municipality, company or individual complaining may refer the matter to arbitration, as provided in this Act; and the award so made shall be binding on all parties. 46 V. c. 18, s. 591.

Damages caused by cost of drainage. Rev. Stat. c. 36.

592. Where, on account of proceedings taken under this Act, or The Ontario Drainage Act, or other Acts respecting drainage to be charged on drainage works and local assessments therefor, damages are land liable for recovered against the corporation or parties constructing the drainage work, or other relief is given by any judgment or order of any Court, or any award made under this Act, all such damages, or any sum of money that may be required to enable the corporation to comply with any such judgment, order or award, made in respect thereof, shall be charged pro rata upon the lands and roads liable to assessment for such drainage works; provided always, that if to enable the corporation to comply with any such judgment, order or award, it shall be necessary or expedient to change the course of any drain, or to make a new outlet or otherwise improve or alter any drain or drainage works, the same shall for all purposes, and in all respects be dealt with and carried out, and all works and operations in respect thereof shall be executed and performed as if the same were alterations and improvements within the meaning of section 585, and all provisions of this ection

in the c. 18.

ructed

pality, ny or

n and · indi-

such v upon

ortion

veyor,

, pro-

main-

d; or

drains waters

. 590;

etween

a comas to

of any

tion of

ipality,

tter to

o made

ler this

pecting

ges are

ing the nent or

Act, all

equired

dgment,

ged pro

or such

the cor-

ward, it

of any

or alter

urposes,

works nd per-

vements

of this

Act applying to, or in respect of any work, alteration or improvement provided for by the said section, shall apply to any work, alteration or improvement intended to be provided for by this section. 49 V. c. 37, s. 31.

593. In case any person finds it necessary to continue an Carrying underdrain into an adjoining lot or lots, or across or along any drains into public highway, for the purpose of an outlet thereto, and in or across case the owner of such adjoining lot or lots, or the council of highways. the municipality refuses to continue such drain to an outlet, or to join in the cost of the continuation of such drain, then the firstly mentioned person shall be at liberty to continue his said drain to an outlet, through such adjoining lot or lots, or across or along such highway; and in case of any dispute as to the proportion of cost to be borne by the owner of any adjoining lot or municipality the same shall be determined under the provisions of and in the same manner as is provided for the determination of similar disputes by The Ditches and Water-Rev. Stat. c. courses Act. 48 V. c. 39, s. 28.

594. Where, under the provisions of sections 569 to 632 Power to conboth inclusive, of this Act, a ditch is being constructed for tract to drainage purposes along a road allowance, contracts may be etc., on makmade, by the municipal council so constructing, for spreading ditch for ing the earth taken from the ditch on the road; and if the drainage. road or any part thereof is timbered, or if stumps are in the way, the timber may be removed; and not less than twelve feet of the centre of the road shall be grubbed before the earth is spread upon it. 46 V. c. 18, s. 594.

595. The removal of the timber, grubbing and spreading Payment by of the earth, together with such portion of the cost of the municipality. ditch as the engineer or provincial land surveyor may deem just and proper, shall be charged to the municipality and paid out of its general funds. 46 V. c. 18, s. 595.

596. When it is necessary to construct such a ditch along Construction a town line between two or more municipalities, the municipal of ditch on council of either of the adjoining municipalities may, on peti-town line be-tition, as provided for in section 569 of this Act cause the ditch tween municitition, as provided for in section 569 of this Act, cause the ditch palities. to be constructed on either side of the road allowance between the municipalities, and make the road in manner as provided in the last preceding two sections of this Act, and shall charge the lands and roads benefited in the adjoining municipality or municipalities with such proportion of the cost of constructing the said ditch as the engineer or surveyor aforesaid deems just and proper; and the amount so charged for roads, or agreed upon by the arbitrators, shall be paid out of the general funds of such municipality or municipalities. 46 V. c. 18, s. 596. F

597. The provisions of sections 569 to 632, both inclusive, Secs. 569-632 of this Act, shall apply, as far as applicable, to such ditch. to apply. 46 V. c. 18, s. 597.

Where more than one municipality in pass by-law.

598.—(1) Where any works proposed to be constructed in any locality under section 569 affect more than one municipality, either on account of such works passing, or partly passing, affected coun through two or more municipalities, or on account of the tycouncil may lowering or raising of the waters of any stream or lake, which is contemplated in the proposed scheme of drainage, either draining or flooding lands in two or more townships, the county council of the county to which such municipalities belong, upon the application of the council of any of the municipalities affected, and without any preliminary petition from the owners of the property to be benefited may pass bylaws for the purposes authorized by the said section. 46 V. c. 18, s. 598 (1).

Sections 569. 574, 576, 590 under this section.

(2) Unless where contrary to this Act the provisions of sections 569 to 574, 576, 590, and 591 shall apply to any apply to work works constructed under this section; but the Court to be held for the trial of complaints in the first instance shall be composed of three or more persons, nominated by the county council for that purpose, who may or may not be members of the council as the council may deem expedient, and any three or more of the persons nominated who are present at the sittings of such Court may proceed and adjudicate upon any complaints notwithstanding the absence of one or more of the members of the Court. The engineer or surveyor who made the assessment shall not be a member of the Court of Revision. 46 V. c. 18, s. 598 (2); 49 V. c. 37, s. 33.

Where court for trial of complaints shall sit.

(3) The sittings of such Court shall be held in the county town, or in such other place or places as the county council or the majority of the said Court may name. All complaints against the assessment shall be lodged with the clerk of the county. 46 V. c. 13, s. 598 (3).

County to raise necessary funds, but townships to be liable for same.

599. The county shall raise the money necessary for the construction of the said works, but each township shall be liable to the county for the amount payable in respect of all the lands within such township, and each township shall pass such by-laws as may be requisite for collecting the amount assessed against the lands or roads within its jurisdiction. 46 V. c. 18, s. 599.

Construction of works in several counties.

600.—(1) In case the municipalities upon which the cost of the works would fall are in several counties, any of the countics may procure an examination to be made by an engineer or Provincial land surveyor of the lands affected by the proposed works, and may procure plans of the work, and estimates to be made of the cost thereof, including an estimate of the amount ditch.

ed in

icipalssing, f the

which

either

s, the alities

of the

etition

iss by-

3 V. c.

of sec-

to any

to be

all be

county bers of

y three

at the

n any

of the

ınade

evision.

county

council

plaints of the

to be paid for damages, if any, and an assessment to be made by such engineer or Provincial land surveyor of the real property to be benefited, stating as nearly as may be in the opinion of such engineer or surveyor, the proportion of benefit to be derived from such works by every road and lot or portion of

- (2) Any municipality may agree to idemnify the county, in Municipality respect of the expenses incurred in the case of the works not may agree to being proceeded with 46 V a 18 c 600 being proceeded with. 46 V. c. 18, s. 600.
- 601. The council shall thereupon, if it considers it desirable If work apto proceed with the work, pass a resolution to this effect, and proved by shall eanse a copy of the said report to be published at least to be pubonce in newspapers published in the county towns of the lished, and several counties affected, or in newspapers published in such of copies of the said county towns as have newspapers, but it shall not be plans, etc., necessary that such report shall be published in property. necessary that such report shall be published in more than one denof each paper in one county town, and shall cause to be served a copy county. of the report, plans, specifications, estimates and assessment upon the warden of each of the other counties affected. 46 V. c. 18, s. 601.
- 602.—(1) In case ten of the owners of the property assessed, When votes within ten days of the first publication of the report in a of persons asnewspaper published in the county town of the county the county sessed to be cil of which procured the examination to be made netition and cil of which procured the examination to be made, petition such eouncil not to proceed with the work, such council shall, if it desires to proceed therewith, pass a by-law for taking the votes of the persons assessed, upon the question whether or not the work shall be proceeded with; such by-law shall provide for holding a polling place in each municipality affected, whether within or without the county passing the by-law; and every person whose lands are assessed, or if the lands of a married woman are assessed, then the husband of such married woman, Proviso. shall be entitled to vote upon the question: Provided the person proposing to vote is of the full age of twenty-one years, and shall, if required, name the lands in respect of which he elaims to be entitled to vote; and shall also, if required take the oath or affirmation following:

You swear that you are of the full age of 21 years, and a natural born (or Form of oath. naturalized) subject of Her Majesty.

That you have not voted before in the township on the question now being voted upon.

That you are the owner (or as the case may be) of the lands in respect of which you claim to vote, namely (here mention the lands).

That you are, according to law, entitled to vote on the said question.

That you have not directly or indirectly, received any reward or gift, nor do you expect to receive any, for the vote which you tender.

for the hall be t of all p shall amount on. 46

cost of e counineer or roposed es to be amount

to th

th

W

to

m

bу

or

by

tor

 $_{
m the}$

mii

That you have not received anything, nor has anything been promised to you, directly or indirectly, either to induce you to vote on the said question, or for loss of time, travelling expenses, hire of team, or any other service connected therewith.

That you have not directly or indirectly, paid or promised anything to any person, either to induce him to vote or to refrain from voting.

So help you God.

Deputy cers and proceedings at poll.

(2) The clerk of each municipality shall act as deputy rereturning offi-turning officer at the polling place in such municipality, and the proceedings for taking the poll shall be the same, as nearly as may be, as the proceedings upon voting upon a by-law.

Who to be returning officer.

(3) The clerk of the county council which passed the by-law shall act as returning officer. 46 V. c. 18, s. 602.

Service of " requisition of appeal," and effect thereof.

603.—(1) If a vote of the owners has been taken, and they have decided in favour of proceeding with the work, or if such a vote has not been taken, then after the time for presenting a petition as aforesaid has elapsed, in case the conneil or councils of the county or counties upon which two-thirds of the cost of such work fall, shall have passed a resolution or resolutions to the effect that it is desirable to proceed therewith, the council which eaused the survey to be made may serve upon the warden of the other county, or each of the other counties, a notice (hereinafter called a requisition of appeal) requiring such county to state whether or not it is content to accept the assessment made, as shewing the proper proportion to be borne by such county, and notifying such council that if dissatisfied with such assessment they must, within thirty days from the receipt of such notice by their warden, appeal therefrom.

Time within which notice of appeal to be served.

Proviso.

(2) If the council whose warden is served with a requisition of appeal do not, within thirty days of such service, serve the warden of the council from which they received the requisition with a written notice of appeal, they shall be deemed to have accepted the assessment: Provided that the High Court, or a Judge thereof, if it be shown that the omission to serve the notice of appeal was through mistake, oversight or misadventure, may upon such terms, as to the Court or Judge seems just, relieve them, and permit them to appoint an arbitrator.

Parties on whom notice of appeal to be served.

(3) In case a council whose warden is served with a requisition of appeal is dissatisfied with the proportion assessed against the county, or with the proportion assessed against any other county, they shall, within thirty days of the receipt of the requisition by their warden, serve the warden of the eounty from which they have received the requisition with a written notice of appeal, and shall also serve each of the other counties affected with a like notice.

omised (4) The notice shall state the grounds of appeal, and the name Particulars of an arbitrator appointed by such council, and shall call upon which notice the council served to appoint an arbitrator on their behalf is to contain, within ten days after service of such notice.

(5) In default of an appointment, within the said term, the Appointment Judge of the County Court of the county in default shall of arbitrator appoint an arbitrator for such county.

- (6) Neither the engineer or surveyor who made the assess-Who may not ment, nor any officer or member of any council concerned, shall be arbitrators. be appointed an arbitrator.
- (7) In case, after such council has appointed an arbitrator, Provision in there is an even number of arbitrators, such arbitrators shall case there is select an additional arbitrator, or in case of the arbitrators an even not agreeing in such selection within thirty days after the com- arbitrators, pletion of their number, the Lieutenant-Governor in Council may appoint such additional arbitrator. 46 V. c. 18, s. 603.
- 604. The arbitrators shall, by their award, determine the Arbitrators to proportion of the cost of such work that is to be borne by each apportion cost of the minor municipalities whose lands are affected thereby. of work. 46 V. c. 18, s. 604.
- 605. In case of a difference between the arbitrators, the decision of the majority shall be conclusive, and the arbitrators majority to be shall make their award in so many parts as may be necessary binding. to permit of one thereof being filed with the clerk of each of the counties interested, and one shall be filed with the clerk of each such county accordingly. 46 V. c. 18, s. 605.
- 606. In case a majority of the arbitrators are unable within Application six months of their appointment, to agree, or in case, prior to to High Court the expiration of the said term they, by and instrument in of Justice writing, signed by the majority of them, declare their inability tors unable to agree upon a complete award, any of the counties interested agree. may apply to a Judge of the High Court to appoint an umpire, and the umpire may make an award upon hearing the points in difference between the arbitrators stated by them, or may, if he deems necessary, re-hear the entire case, or such particular parts thereof as he considers requisite. 46 V. c. 18, s. 606.
- 607. Any of the minor municipalities interested may appear, Right of by their head, or by their counsel or agent, before the arbitra-minor municitors, in support of the assessment, or of any variations which palities interested to they contend should be made in the proportions in which the appear on minor municipalities are assessed.

 46 V. c. 18, s. 607.

nearly v. oy-law

ty re-

, and

02(1).

hing to

d they
if such
ting a
ouncils
cost of

ouncil
e warnotice
county
sment
y such
h such

eipt of

isition ve the isition o have Court, nission ersight

urt or

oint an

requissessed against receipt of the

of the a writother Where several counties interested, bylaws for assessment not to be passed pending appeal.

608. In case more counties than one are concerned, no bylaws for assessing the cost of the work upon the various parcels and roads shall be passed until it is ascertained that there is not to be an appeal, or until after the award is made, where an appeal is had. 46 V. c. 18, s. 608.

After award time for appeal expired, each by-laws for raising sum required.

609. Immediately upon an award being made, or in case made or after there is no appeal, immediately after the time for appealing has elapsed, each county interested shall pass a by-law or bylaws to raise the sum chargeable against such county, and for county to pass assessing and levying the same, in accordance with the proportions fixed by the report of the engineer or surveyor, upon real property within the county to be benefited by the said works, and for the appointment of a court for the trial, in the first instance, of complaints against such assessment, in the same manner and be subject to the same conditions as is hereinbefore provided in respect of a county which is solely interested. 46 V. c. 18, s. 609.

Application 599.

610. Sections 584, 592 and 599, and sub-sections 2 and 3 of of ss. 584, 592, section 598 shall apply to drainage works, in which several counties are interested, as well as to works which only affect one county. 46 V. c. 18, s. 610.

Powers of municipalities to be subject to cap. 199.

611. In case any of the drainage works hereinbefore referred to, are to be carried through, across, under or along the railway of any railway company, in respect of which this Legislature has authority in this behalf, the powers of the municipal councils are, so far as regards the railway, to be exercised, subject as nearly as may be to the terms and restrictions contained in The Railway Streets and Drains Act. 46 V. c. 18, s. 611.

Cost of Local Improvements. Secs. 612-628.

612. The council of every township, city, town, and incor-Councils may make by-laws porated village may pass by-laws for the following purposes:

Manner of ascertaining real property benefitted by ments.

Appeal.

1. For providing the means of ascertaining and determining what real property will be immediately benefited by any proposed improvement, the expense of which is propsed to be local improve assessed as hereinafter mentioned, upon the real property benefited thereby; and of ascertaining and determining the proportions in which the assessment is to be made on the various portions of real estate so benefited; and there shall be the same right of appeal from any such assessment, to the Court of Revision, and from the Court of Revision to the County Judge, as is provided for by section 569 of this Act, and the proceedings thereon shall, except as otherwise provided in section 622 of this Act, be the same respectively as in the case of appeals from ordinary assessments under The Assessment Act,

Rev. Stat. c. 47 V. c. 32, s. 20; 50 V. c. 29, s. 48.

no bys parhere is ere an

in case pealing or bynd for e pror, upon ie said in the in the hereininter-

nd 3 of several y affect

fore reng the ch this of the 7, to be restricct. 46

d incorses: rmining

ny prod to be property ing the on the shall be ne Court County and the l in sece case of rent Act, (a) It shall be deemed to have been and to be a sufficient General bycompliance with the provisions of the preceding law for paragraph of this sub-section, if the Council shall property have passed or shall pass a general by-law or benefited by general by-laws, providing the means of ascertaining improvements and determining what real property will be improvement. and determining what real property will be immediately benefited by any proposed improvement, the expense of which is proposed to be assessed upon the real property immediately benefited thereby, and of ascertaining and determining the proportions in which the assessment is to be made on the various portions of real estate so benefited, and it shall not be deemed to have been, or to be, necessary to pass a special by-law for the purposes above mentioned in each particular instance; but nothing in this paragraph shall affect any litigation pending on the 30th day of March, 1885, or the rights of the parties thereto; 48 V. c. 39, s. 36.

- 2. For assessing and levying by means of a special rate, the Assessing and cost of deepening any stream, creek, or water-course, and levy g upon draining any leastity or making enlarging any leastity or making enlarging any polanging any real property draining any locality, or making, enlarging or prolonging any benefited the common sewer, or opening, widening, prolonging, or altering, cost of certain macademizing, grading, levelling, paving, or planking any public works. street, lane, alley, public way or place, or any sidewalk, or any bridge forming part of a highway therein, or curbing, sodding, or planting any street, lane, alley, square, or other public place, or reconstructing, as well as constructing any work hereby provided for;
- 3. Nothing contained in the preceding sub-sections shall Preceding be construed to apply to any work of ordinary repair or mainte-sub-sections nance; but all works constructed under the said preceding sub-sec-notto apply to tions shall thereafter be kept in good and sufficient and sub-sec-certain works. tions shall thereafter be kept in good and sufficient state of repair at the expense of the township, city, town, or village generally; 46 V. c. 18, s. 612 (2-3); 50 V. c. 29, s. 48.
- 4. The special rate to be so assessed and levied shall be an Rate to be annual rate according to the frontage thereof, upon the real sessed on property fronting or abutting upon the street or place frontage. property fronting or abutting upon the street or place whereon or wherein such improvement or work is proposed to be done or made, subject to the provisions following, namely:
 - (a) Unless the majority of the owners of such real property, representing at least one 1 ... in value thereof, petition the council ag inst such assessment, within one month after the last publication of a notice of such proposed assessment, in at least two newspapers published in such township, city, town, or incorporated village, if there are two newspapers published therein; and if there are not, then in a newspaper published nearest to the proposed improvement or work, such publication to be once in each week for

aı

tr

it di

in

an

vi

dr

 $d\mathbf{r}$

se

sec

po

tri

int

siti

wit

pre

any

oth

the

the

613

shi

the spec

corr

of :

law

two weeks; any leaseholder, the term of whose lease (including any renewals therein provided for) is not less than twenty-one years, shall be deemed an owner within the meaning of this sub-section if the lessee has therein covenanted to pay all municipal taxes on the demised property during the term of said lease; 46 V. c. 18, s. 612 (4a); 49 V. c. 37 s. 32; 50 V. c. 29, s. 48.

- (b) In the event of any such petition against any such proposed assessment, sufficiently signed, being presented to the council, no second notice of assessment for the same proposed improvement shall be given by the council within two years thereafter;
- (c) The number of the owners petitioning against the assessment and the value of the real property which they represent, may be ascertained and finally determined in such manner and by such means as are provided by by-law in that behalf. 46 V. c. 18, s. 612 (4 b, c.);

5. If in any case the first assessment for any local improve-Provision in case of insuffi-ment proves insufficient, the conneil shall make a second in cient or excesthe same manner, and so on until sufficient moneys shall have sive assessbeen realized to pay for such improvements or works, and if ment. too large a snm shall at any time be raised, the ex refunded ratably to those by whom it was paid;

Regulating time and manner of levying assessments, etc.

- 6. For regulating the time or times and manner in which the assessments to be levied under this section are to be paid, and for arranging the terms on which parties assessed for local improvements may commute for the payment of their proportionate shares of the cost thereof in principal snms;
- 7. For effecting any such improvement as aforesaid with If funds furnished by par-funds provided by parties desirons of having the same effected; ties. 46 V. c. 18, s. 612 (5-7).

Construction in part to be provided by council.

8. If the contemplated improvement is the construction of a of sewers, etc. common sewer having a sectional area of more than four feet, one-third of the whole cost thereof shall be provided for by the council; the council of any municipality which has not passed a by-law within and under the provisions of section 625 of this Act shall also provide, in connection with all sewers, the cost of all culverts and other works necessary for street surface drainage, and shall also provide the cost of that part of every such work improvement or service which is incurred at and is chargeable in respect of street intersections, and also that part thereof done or made opposite real property which by any general or special Act is exempt from special or local assess-

Council to . Upon the receipt of a petition praying for any of the undertake works on petiworks, improvements or services mentioned in this section, tion of owners signed by at least two-thirds in number of the owners of any to be benefited.

d for)

eemed

ion if

muni-

g the

h propresment

given

st the

operty

d and

such

ehalf.

eal property to be benefited thereby, such owners representing at least one-half in value of such real property, the council may make the necessary assessment, pass the necessary by-laws, and take all proper and necessary proceedings for the execution and completion of such work, improvement or service, with as little delay as possible; 47 V. c. 32, s. 21.

10. If the contemplated works or improvements relate to Lands beneany stream, ereek or watercourse, or to draining any locality, fited to be and in the opinion of the engineer or surveyor benefit any lands charged with lying within the municipality, or any road or roads lying there cost of certain in, then the engineer or surveyor aforesaid shall charge the local improvelands to be so benefited, and the corporation, person or com-ments. pany whose road or roads are improved, with such proportion of the cost of the work or improvement as he may deem just; and the amount so charged for roads or agreed upon by arbitration shall be paid out of the general funds of the municipality or company, and the provisions of this Act relating to drainage, so far as applicable, shall apply to any such work or improvement constructed under this section. 48 V. c. 39, s. 29.

613. In ascertaining and determining the cost of draining Cost of sewers any locality or making and laying or prolonging any common sewer, the council of any township, city, town or incorporated village, may estimate the eost of the construction of branch drains to the line of street, and include the cost of such branch drains in making the assessment for such drains or common sewers, as a local improvement pursuant to the last preceding section. 50 V. c. 29, ss. 48, 49.

614. The council of every township, city, town, and incor-Assessment of porated village may, by by-law, provide an equitable mode of corner lots, assessing for local improvements works and services corner lots etc., for local assessing for local improvements works and services, corner lots, improvetriangular or other irregular shaped pieces of land situate at the ments. intersections or junctions of streets, having due regard to the situation, value and superficial area of such lots, as compared with adjoining lots and pieces of land assessable for such improvements, works and services, and may charge the amount of any allowance, made on any such lot or piece of land, on the other real property fronting on the improvements, or assume the same as a portion of the municipality's share of the work or improvements; the said matters to be subject to appeal to the County Court Judge as already provided. 46 V. c. 18, s. 613; 50 V. c. 29, s. 48.

615. It shall and may be lawful for the council of any town-Refunder part ship, city, town, or incorporated village by a two-thirds vote of of special rate the council to pass by-laws to remit and refund so much of the for local im-special rates imposed prior to the 30th day of March 1985, on provements special rates imposed prior to the 30th day of March 1885, on imposed on corner lots and irregular pieces of land for the construction corner lots, of pavements and sidewalks under local improvement by-etc. laws as may be necessary to equalize the assessment made

proveond in l have and if all be

whieh e paid, r local propor-

d with fected;

on of a ır feet, by the passed of this ie cost surface f every and is at part y any assess-

of the ection. of any

tl

tl

tl

0

OI

b

st

po

th

an

OΝ

sh

46

on such property with the assessment made on adjoining properties for the same improvement or work, and to provide the amount of all rates so remitted or refunded by passing by-laws for borrowing money by the issue of debentures, or by including said amounts in the rate bills for the year; provided that no such remission or refund shall be made in any case where the Work or improvement shall have been made or constructed more than four years before the passage of the by-law authorizing the refund or remission. 48 V. c. 39, s. 35; 50 V. c. 29, s. 48.

Completion of ments.

46 V. c. 18.

616. In any case when notice of a proposed improvement, local improve- work or service, to be paid for by special assessment as a local improvement, has been given by any council of any municipality pursuant to the provisions of chapter 174 of the Revised Statutes of Ontario, 1877, or of The Consolidated Municipal Act, 1883, or any amending Act or Acts, and no petition sufficiently signed has been presented to the said council or to the succeeding council against such proposed improvement, work or service and assessment within the time limited in that behalf by the said Acts, it shall be lawful for the said council, in the same or any succeeding year, to carry on the proposed work, improvement or service to completion, before making the assessment therefor; and such notice, so given, shall stand good as authority for undertaking any such work, improvement or service, and making such assessment or assessments, and passing all necessary by-laws, whether the same shall have been or shall be undertaken and completed by the council giving such notice, or by the council in any succeeding year. 49 V.c. 37, s. 40.

617. Where the lands, on either side of a street, lane, or How proportion of cost of alley in a city, town or incorporated village, in the opinion of local improve the council, are from any cause unfit for building purposes, and determined in the council deem it inequitable to assets the same for local imspecial cases. provements at as high a rate as the building lots fronting on said street, lane or alley, the council shall, in all such cases, determine in what proportion the cost of any such improvement shall be borne by the lands on each side of said street, lane, or alley, respectively. 46 V. c. 18, s. 614.

Cost of opening and extending streets.

618.—(1) Where it shall, in the opinion of the council of any township, city, town or incorporated village, be deemed expedient and necessary to construct or repair bridges or culverts on any street, lane or alley, or to open up and extend any street, lane or alley within the limits thereof for the more immediate convenience or benefit of any locality within such limits, and the council is of opinion that from any cause it is inequitable to charge the whole of the cost of the improvement on the lands fronting thereon, the council shall determine what lands are benefited by the extension, opening up and improving such street, lane, or alley, and the proportion in which the cost thereof shall be djoining
to proided by
dobenfor the
be made
ave been
assage of
39, s. 35;

ovement, s a local icipality Revised pal Act, fficiently the sucwork or at behalf il, in the ed work, king the and good ement or d passing been or ing such 37, s. 40.

lane, or pinion of loses, and local imonting on ich eases, improveid street,

e council lllage, be r repair y, or to thin the or benefit ceil is of large the s fronting benefited eet, lane, f shall be assessed against the lands so benefited, and also the proportion, if any, of the cost of the improvement, which shall be assumed by the township, city, town or incorporated village as its share thereof: provided always that the share or proportion of the cost of such improvement assumed by the municipality may be provided for by the issue of debentures upon the credit of the municipality at large in like manner as in the case of the share of the municipality of other local improvements: provided, also that all assessments made under the above provisions shall be subject to an appeal to the Judge of the County Court in like manner as in the ease of other special assessments for local improvements, under the provisions of this Act. 48 V. c. 39, s. 33; 50 V. c. 29, ss. 43, 48.

(2) In any case when the council affirms by a two-thirds vote thereof that the constructing, erecting, or making of any bridge, culvert or embankment, benefits the municipality at large, and that it would be inequitable to raise the whole cost of such improvement or work by local special assessments, the council may pass a by-law for borrowing monoy by the issue of debentures upon the eredit of 'he municipality at large to provide as the corporation's share of the cost of such improvement or work an amount not exceeding one-balf of the whole cost thereof; and no such by-law shall require the assent of the electors before the final passing thereof. 50 V. c. 29, s. 43,

or culvert, or the opening up and extension of any street, lane, lands benefited, the council shall determine what real property other fited by improvements and the cost of the improvement is made, or to be made, does not front the cost of the improvement shall determine the proportion in which provement the cost of the improvement shall be assessed against the lands made. So benefited, the council shall assess and levy the proportion of the cost of the improvement ehargeable against the lands benefited, but not fronting or abutting upon such street, lane, or alley, by a frontage rate, in like manner as the same would be assessed and levied in the case of lands fronting or abutting upon the street, lane, or alley, whereon or wherein the improvement is made or to be made. 48 V. c. 39, s. 34.

620. The council may permit the owner or owners to build Council may or improve the sidewalk in front of his or their lands, and any permit owners street, lane, or alley, within a township, city, town, or incort to build or porated village, under the directin of the council or an officer walks in front thereof appointed for that purpose, and according to such plans of their lands. and regulations as the council may prescribe, in which case the owners or occupants. Council lands shall be exempt from all taxes for improvements of a like nature so long as he or they shall keep the same in repair to the satisfaction of the council.

46 V. c. 18, s. 616; 50 V. c. 29, s. 48.

Power to borlocal improvements.

621.—(1) For the purpose of enabling councils to avoid the row funds for necessity of making supplementary assessments, or refunding in case of over assessments, and of ascertaining the exact cost of any work or improvement, done or constructed, as a local improvement under the provisions of this Act, they may and they are herchy authorized and empowered to make agreements with any bank, or any person or body corporate for temporary advances and loans until the completion of the work or improvement, for meeting the cost thereof, and they may and they are hereby authorized and empowered in their option to make the special assessments for the cost thereof, after the work or improvement, as the case may be, shall have been completed, and to pass the necessary by-law authorizing the issue of debentures to repay the amount of the temporary loan or advance.

Time for repayment of loans.

(2) Every by-law for borrowing money shall provide for the repayment of the loan and the maturing of debentures to be issued pursuant to such by-law, within the probable life of the work or improvement for which such debt has been incurred, as certified by the engineer, or other proper officer, to be appointed by the council for that purpose.

Where special assessments are irregular, new assessmade.

- (3) If, in any case a debt has been incurred by the municipality for any work or improvement done or constructed under the provisions of this Act, and after the incurring of the said ments may be debt the special assessment for such work or improvement or the by-law providing for borrowing money therefor, be set aside or quashed, either wholly or in part, on the ground of any irregularity or illegality in the making of such assessment or passing such by-law, it shall be lawful for the council, and they are hereby authorized, to cause a new assessment or assessments to be made, and to pass a new by-law, so often as may be necessary to provide funds for the payment of the debt so incurred for such work or improvement: Provided always that nothing herein contained shall be construed as authorizing any assessment to be made, or work or improvement to be undertaken, except the same be initiated in some one of the three methods by law provided, namely:
 - (a) Either on the report of the engineer or other sanitary officer, and of a committee of the council, recommending the proposed work or improvement for sanitary or drainage purposes adopted by the council; or
 - (b) On a petition of the owners of the real property benefited, or
 - (c) After due notice, as above provided, of the proposed assessment, and no petition of the owners of the real property benefited, against the proposed assessment, sufficiently signed, being presented to the council within the time limited therefor.

su

an

pa

an

f

ir

of tot pie for en for

be cire Co me c.]

tion spe sha tioı sect oid the funding cost of a local ay and agreete for e work y may option ter the e been ing the y loan

for the to be of the curred, to be

municiunder he said nent or be set of any ent or council, nent or aw, so ayment t: Pronstrued nproveme one

anitary recoment for by the

y bene-

roposed the real ssment. counc l

(4) Any real property specially assessed by any council for Property any local improvement or work under this Act, and real pro-charged with perty where such improvement or work has been done with local improveperty where such improvement or work has been done with ments to be moneys provided by the owners of such real property, and real exempt from property the owners of which have constructed their own general rates works and improvements, which would otherwise have been purpose. constructed by the municipality as local improvements, shall be exempted by the council from any general rate or assessment for the like purpose, except the cost of works and improvements at the intersection of streets, and except such portion of the general rate as may be imposed to meet the cost of works and improvements opposite real property which is exempt from such special assessments, and the general rate which may be imposed to meet the cost of maintenance and repairs on works and improvements constructed under local improvement bylaw. 46 V. c. 18, s. 617.

- 622 .- (1) No by-law passed by the council of a y township, By-laws need city, town or incorporated village, under the provisions of sections not be adver-569, 570, or 612 of this Act, shall require to be advertised or notice of the published by the said council in any newspaper, but a written or sitting of the printed, or partly written and partly printed, notice of the court of revisiting of the Court of Revision for the confirmation of overy sorved on such special assessment shall be given to the owners, lessees owners, lesand occupants, or the agents of the owners, lessees and occu-sees, etc. pants, of each parcel of real estate included in such by-laws and assessment. 46 V. c. 18, s. 618 (1); 50 V. c. 29, s. 48.
- (2) Every such notice shall contain a general description of the property in respect of which the same is given, the nature of the proposed improvements, work or service, the estimated total cost thereof, the amount of the assessment on the particular piece of property, and the time and manner in which the same is payable, and shall be signed by the clerk, or the assessment commissioner, or other officer to be appointed by the council for the purpose, and be mailed to the address of the person entitled to notice, at least fifteen days before the day appointed for the sittings of the said Court, and ten days' notice shall also be given by publication in some newspaper, having a general circulatian, of the time and place of the meeting of the said Court, which notice shall specify generally what such assessment is to be for and the total amount to be assessed. 46 V. c. 18, s. 618 (2); 50 V. c. 29, s. 44.
- 623.—(1) Where a by-law passed under the provisions of sec-General tion 612 of this Act provides, or is intended to provide, that the description in special rate assessed thereunder shall be a frontage rate, it my-laws under s. 612, shall not be necessary to comply with the provisions of sub-sec-sufficient tion 1 of the said soction, or to advertise or publish the where special by-law, or to comply with the provisions of the next preceding rate is a section of this Act but it shall be sufficient if the help frontage rate. section of this Act, but it shall be sufficient if the by-law describe the street or place or part thereof, whereon or wherein

Chap. 184.

the local improvement is to be made by a general description thereof, stating the points between which it is to be made, and it shall not be necessary for such by-law to state the value of the real property ratable thereunder, or to impose a rate upon such real property, by any description other than that hereinbefore mentioned.

(2) In cases to which the next preceding sub-section applies, the council shall procure a measurement of the frontage liable to the rate mentioned therein, and of the frontages exempt from taxation, and of the frontages of the several lots or parcels of land liable to such rate, and shall keep a statement of the same open for inspection in the office of the clerk of the municipality for at least ten days before the final passing of the by-law, and the council shall also cause to be inserted in a public newspaper published within the municipality, or in the county town, or in a public newspaper published in the nearest municipality in which a public newspaper published, once a week for two successive weeks, a notice in the form following or to the like effect:

Take notice that a by-law is intended to be passed by the Municipal Council of the Corporation of the of for levying a frontage rate to pay for the (describing the work) constructed (or made) or to be constructed (or made) (as the case may be) on street, between (describing the points between which the work has been or is to be made or constructed) and that a statement shewing the lands liable to pay the said rate and the names of the owners thereof, so far as they can be ascertained from the last revised assessment roll, is now filed in the office of the Clerk of the Municipality, and is open for inspection during office hours.

The cost of the work is \$ of which \$ provided out of the general funds of the Municipality.

is to be

fo

A Court of Revision will be held on at for the purpose of hearing complaints against the proposed assessment or accuracy of the frontage measurements or any other complaint which persons interested may desire to make, and which is by law cognizable by the Court.

Dated Clerk.

(3) There shall be the same right of appeal from any such assessment to the Court of Revision, and from the Court of Revision to the County Judge, as is provided in section 569 of this Act, and the proceedings thereon shall, except as otherwise provided by this Act, be the same (as nearly as practicable) as in the case of appeals from ordinary assessments under The Assessment Act, and the Court of Revision and the County Judge shall respectively have the like jurisdiction, rights and powers in respect to every such appeal as in the case of such last mentioned appeals.

(4) The said statement, or the same as altered or varied by the Court of Revision or the County Judge upon appeal, shall be final and conclusive as to all matters therein contained. 48 V. c. 39, s. 38.

Rev. Stat. c.

cription de, and e value a rate an that

applies, e liable exempt lots or tement elerk of passing to be municiper pubwspaper otice in

Iunicipal

he work)the case en which statement ne owners ssessment y, and is

is to be

for the ment or int which ognizable

Clerk.

ny such Court of n 569 of s otherpractic-ts under e County ghts and of such

aried by eal, shall ontained.

624.—(1) Any real property specially assessed by any coun-Property special for any local improvement or work under this Act, shall be cislly assessed by the council from any general rate or assessment to be exempt exempted by the council from any general rate or assessment from general for the like purpose, except the cost of works at the intersec-assessment for tion of streets, and except such portion of the general rate as same purpose. may be imposed to meet the cost of like works opposite real property which is exempt from such special assessment.

- (2) Where a local improvement or service is petitioned for, and the petition is by two-thirds in number of the owners of the real property fronting or abutting upon the street or place wherein or whereon such improvement or work is proposed to be done or made, the exemption may be for a specified period named in the petition and agreed to by the council.
- (3) Or if, either with or without naming any period for such exemption, the petition requests an arbitration, the council may accede to the proposal for an arbitration.
- (4) In case the matter is to be determined by arbitration, a sole arbitrator shall be chosen for the purpose by the county Court Judge, unless some person or persons is or are agreed to in that behalf by the petitioners and the council.
- (5) Where, by reason of a special assessment, the owners are exempted from a general rate, for the like purpose, as aforesaid, the council, shall, from year to year, by by-law directing the general rate of assessment, or by some other by-law, state what proportion of the general rate is for purposes for which there is such special assessment in any part of the municipality, and shall state the same in such manner as may give effect to this section.
- (6) Until a by-law is passed containing such statement, none of the money raised by general rate on real property specially assessed or rated for any work or service hereafter executed shall be applied to any work or service of the same character in any part of the Lunicipality. 46 V. c. 18, s. 619.
- 625.—(1) The council of any township, city, town or incorpor- By-laws ated village may, by by-law, passed with the assent of the elec-directing imtors according to the provisions of this Act, direct that all future provements to expenditure in the municipality for the increase of the provision of the pro expenditure in the municipality for the improvements and local assessservices, or for any class or classes of improvement or service, ment. for which special provisions are made in sections 612 and 629 shall be by special assessment on the property benefited, and not exempt by law from assessment.
- (2) After such a by-law has been passed in manner aforesaid, Repeal of it shall not be repealed without the like assent of the electors; by laws. and, in case of such repeal, the preceding section, with respect to freedom from any general rate or assessment of property which is subject to a special rate, shall apply to all property which had been specially rated or assessed for such improve-

m m

ar

ra

GI,

la

by

pa

de

pet

ers

ment or service, while the repealed by-law was in force. The time the exemption is to cease, is to be determined by arbitration, and the arbitrator is to be appointed by the County Judge, on the application of the council. 46 V. c. 18, s. 620; 50 V. c. 29. s. 48.

Repairing and cleaning streets.

(3) Notwithstanding anything contained in sub-section 3 of section 612, after such a by-law has been passed in manner aforesaid, the council may pass a by-law or by-laws dividing the municipality into certain areas, districts or sections within which the streets or parts of streets may be maintained, repaired, cleaned, cleared of snow and ice, watered, swept, lighted and the grass therein cut and trees therein trimmed, and may impose a special rate upon the assessed real property therein, according to the frontage thereof, in order to pay any expenses incurred in maintaining, repairing, cleaning, clearing of snow and ice, watering, sweeping and lighting such streets or parts of streets, and cutting grass and trimming trees therein, or for any one or more of such services. 48 V. c. 39, s. 30.

Assessment of ship for local improvements.

- 626. With respect to land on which a place of worship is places of wor erected, and land used in connection therewith, the municipal council may, by the by-law to be passed in that behalf, require the corporation, trustees, and other persons in whom is vested any such property, and the said property, to be assessed for any local improvement in the same manner, and to the same extent, as the other owners and land benefited by the improvement, in the following cases, namely:
 - 1. In case a by-law is passed under the preceding section;
 - 2. Or in case no such by-law is passed, but two-thirds of the owners of the real property to be benefited by the proposed improvement (excluding such corporation, trustees, or other persons aforesaid), representing at least one-half in value of the remaining property, petition the council to undertake the said improvement;
 - 3. Or in case no such by-law is passed as aforesaid, but the said corporation, trustees or other persons, and two-thirds of the owners of the real property to be benefited by the proposed improvement (including the said corporation, trustees, or other persons), representing at least one-half in value of the property, including the said property so invested in the corporation, trustees, or other persons aforesaid, petition the council for the said improvement 46 V. c. 18, s. 621.

Certain part of improvements may be charged on general rates.

627.—(1) In case of a special assessment on property benefited by local improvement, the council of the municipality (if they think fit) may, by by-law, provide for constructing, at the expense of the general funds of the municipality, such part of the local improvement as is situate upon or in that part of any street, lane, alley, public place, or square, which is intersected by any other street, lane, alley, public place, or square, or as

arbitra-

Judge,

50 V. c.

ion 3 of

manner dividing within

ned, re-

lighted

nd may

therein. xpenses

of snow

or parts

n, or for

orship is

unicipal require

would otherwise fall on property exempt from assessment: and the council may provide for the cost in the general rates or taxes for the year, or by the issue of debentures, or in such other manner not inconsistent with the provisions of this Act, or any special Act, as to said council may seem best, and subject to such by-laws as the council may pass in that behalf.

(2) The by-law authorizing the issue of the debentures Provisions as need not be submitted for the assent of the electors of the Improvement municipality; and the debentures being issued to pay for that Debentures." part of the work payable by local assessment may, if the council thinks fit, be issued as a series distinct from those required to pay for that part which is to be borne by the general funds of the municipality, or all the debentures required for the work may be issued in one series, as "Local Improvement Debentures." This sub-section shall be deemed declaratory of the law on and from the 5th day of March, 1880. 46 V. c. 18, s. 622.

628 .- (1) The council of any township, city, town, or incor-Assentof elecporated village may pass all by-laws necessary, from time to tors not retime, to raise loans and borrow moneys required for its share laws for raise of any local improvements and works, on the credit of such ing municipality and township, city, town, or incorporated village at large; and it Pality's share shall not be necessary to obtain the assent of the electron of t shall not be necessary to obtain the assent of the electors of local improvesuch township, city, town, or village to the passing of any ments. such by-law under the provisions of this Act, any special or private Act in that behalf to the contrary notwithstanding; provided always that nothing in this section contained shall be construed as authorizing an extension of the general debt of such township, city, town, or village beyond the limits thereof fixed by any Act limiting the same.

(2) It'is hereby declared that the debentures issued under local improvement by-laws on the security of special assessments therefor form no part of the general debt of any such municipality, within the meaning of any such last abovementioned Act, and it shall not be necessary to recite the amount of such local improvement debt so secured by special rates or assessments in any by-law for borrowing money on the credit of the township, city, town, or incorporated village at large as aforesaid, but it shall be sufficient to state in any such by law, that the amount of the general debt of the municipality as therein set forth is exclusive of local improvement debts, secured by special Acts, rates or assessments. 46 V. c. 18, s. 623; 50 V. c. 29, s. 48.

Sweeping, Lighting and Watering Streets.

629 .- (1) The council of every township, city, town and Sweeping, incorporated village may pass by-laws for raising, upon the lighting and petition of at least two-thirds of the freeholders and household-watering streets. ers resident in any street, square, alley or lane, representing in value one-half of the assessed real property therein, such

s vested for any extent, ment, in

ction; ls of the pesogoro or other ie of the

the said

, but the thirde of proposed or other property, ion, trus-· the said

rty benepality (if ig, at the h part of rt of any tersected re, or as

11

vi

b€

th

slı

sums as may be necessary for sweeping, watering or lighting the street, square, alley or lane, by means of a special rate on the real property therein, according to the frontage thereof, or according to the assessed value thereof when only such latter system of assessment shall have been adopted by a three-fourths yote of the full council; but the council may charge the general corporate funds with the expenditure incurred in such sweeping, watering or lighting as aforesaid. 46 V. c. 18, s. 624 (1); 50 V. c. 29, ss. 45, 48.

Special rate may be imposed there-

(2) The council may also, by by-law, define certain areas or sections withir the municipality, in which the streets should be watered, swept and lighted, and may impose a special rate upon the assessed real property therein, according to the frontage thereof, in order to pay any expenses incurred in watering, sweeping or lighting such streets. 46 V. c. 18, s. 624 (2).

Cutting grass, etc.

(3) The council may also include in either of the foregoing by-laws, the cutting of grass and weeds, and trimming the trees or shrubbery on any such street, square, alley or lane, and otherwise cleaning the same. 48 V. c. 39, s. 31.

(4) The council may also by by-law define certain areas or Removal of snow, ice, etc. sections within the municipality in which all snow, ice and dirt and other obstructions shall be removed from the sidewalks, streets, lanes or alleys, in such area or sections, and may impose a special rate upon the real property therein, according to the frontage thereof, in order to pay any expenses incurred in removing such snow, ice, dirt, or, other obstruction. 50 V. c. 29, s. 46.

DIVISION II .- TOWNSHIPS AND VILLAGES. /

Light and Water. Sec. 630.

Lighting and

- 630.—(1) In addition to the powers conferred upon the water-works. councils of townships and incorporated villages by sections 612 to 628, both inclusive, of this Act, the council of any such township or village, under and subject to the provisions of the said sections, may pass by-laws providing for lighting, or for the construction of water works for the purpose of fire protection.
 - (?) The said council may, by the same or any subsequent bylaw, define by mctes and bounds, or otherwise, what real property will be immediately benefited by the proposed improvement, and is to be charged with the cost thereof and may also, by such by-law, make provision for assessing and levying on the property so defined the cost of managing and maintaining the said works.
 - (3) Sub-section 3 of section 612 of this Act shall not apply to any works constructed under the powers by this section conferred. 46 V. c. 39, s. 32; 50 V. c. 29, s. 48.

DIVISION III .- COUNTIES.

Special rates by County Councils for local improvements in Townships. Secs. 631-633.

631. The council of every county shall have power to Special rates pass by-laws for levying, by assessment on all ratable property for local imwithin any particular part of one or parts of two townships to provements. be described by metes and bounds in the by-law, in addition to all other rates, a sum sufficient to defray the expenses of making, repairing or improving any road, bridge or other public work, lying within one township or between parts of such two townships, and by which the inhabitants of such parts will be more specially benefited, but this section shall not apply to any road, bridge or other public works within the limits of any town or incorporated village. 46 V. c. 18, s. 625.

632. No by-law under the last preceding section shall be Proceedings to obtain by law for such

1. Upon a petition signed by at least two thirds of the improve-

1. Upon a petition signed by at least two-thirds of the improvelectors who are rated for at least one half of the value of the property within those parts of such township which are to be affected by the by-law; nor

2. Unless a printed notice of the petition, with the names Notice to be of the signers thereto, describing the limits within which the posted up and by-law is to have force, has been given for at least one month, three weeks. by putting up the same in four different places within such parts of the township, and at the places for holding the sittings of the council of each township, whether it be within such parts or not, and also by inserting the same weekly for at least three consecutive weeks in some newspaper (if any there be), published in the county town, or if there is no such newspaper, then in the two newspapers published nearest the proposed work. 46 V. c. 18, s. 626.

633.—(1) A county council may, by by-law, assume or ac-Power to pass quire any road, bridge or other public work, lying within or by-laws ac-adjacent to one or more townships or incorporated towns or quiring roads, villages, and may, by by-law, raise by way of loan, a sum of within one or money for the improvement of such road, bridge or public more townwork, to be repaid by a special assessment on all the ratable ships, etc., property within the municipalities which shall be immediately special rate benefited by such road, bridge or public work.

46 V. c. 18, s. for improvement thereof.

(2) Such by-law shall state the amount to be raised for such Particulars work, and shall define the municipalities forming the portion which are to of the county municipality to be affected by the by-law, and be stated in the portion of work to be performed in each municipality, and shall provide for the raising of the said amount by the issue

atering, 2). regoing he trees ne. and

ighting rate on

therecf.

h latter fourths

general

reeping,

(1); 50

reas or

ial rate Frontage

areas or ice and he sidens, and therein, expenses ruction.

pon the ons 612 ch town-the said for the otection.

hat real sed imand may and levyand main-

hall not by this 8.

tł

as

in

ın

th

of debentures of the county, payable in twenty years, or by equal annual instalments of principal, with interest, and shall provide for assessing and leyying upon all the ratable property, lying within the section defined in such by-law, an annual special rate sufficient for the payment of the principal and interest of the debentures.

By-law to be submitted to electors in portion of county interested.

(3) The hy-law shall, if approved by a majority of the representatives in the county council of the municipalities which are defined in the said by-law, be submitted to the vote of the qualified ratepayers in the portion of the said county to be affected by said by-law who are entitled to vote on money by-laws.

By-lawonlyto (4) In case there should be a majority of votes cast against apply to those the by law in any one or more of the municipalities men-municipalities tioned therein, although the by-law be carried, then the has a majority same shall only apply to those municipalities in which it has in which it received a majority of the votes cast, and shall not affect the other municipalities mentioned, in any way, and the amount of money mentioned in the by-law to be raised by way of loan, shall be reduced by the proportionate amount which the said municipality or municipalities, giving a majority of votes against the by-law, would have been required to pay under the by-law.

By-law, if carpassed or dropped.

(5) In case there should be a majority of votes cast against ried in some the by-law in any one or more municipalities mentioned only, may be therein, although the by-law be carried, then upon the approval of the majority of the representatives in the county council of the municipalities which have given a majority of votes in favour of the by-law, the same may be read a third time and passed by the county council, or dropped altogether; but in case the by-law is finally passed, only the representatives in the county council of those municipalities giving a majority in favour of the by-law, and to be affected by the same, shall have any voice in reference to the expenditure of the money to be raised thereby.

General provisions to apply to voting, etc.

- (6) In all other respects the voting on the by-laws, and the passing and subsequent proceedings thereon, shall be in accordance with the provisions of this Act. 46 V. c. 18, s. 627 (2-6).
- (7) Cities and towns separated from the county may, with the approval of the ratepayers qualified to vote on money bylaws, pass similar by-laws to assist in the purchase of any toll roads, in which the cities or separated towns may be interested, or may pass by-laws abolishing the market fees charged by them, on condition that certain toll roads therein named are made free. 49 V. c. 37, s. 34, part.

ad shall

le proaw, an

rincipal

he rep-

s which

affected

Sec. 635.

TITLE IV.—POWERS OF MUNICIPAL COUNCILS AS TO RAILWAYS.

Aiding railways by taking stock, etc. Sec. 634.

When head of Council to be a Director ex-officio. Sec. 635.

Townships may permit Railways to be constructed on highways, etc. Sec. 636.

Grouping clauses repealed. Sec. 637.

634. The council of every county, township, city, town and By-laws may incorporated village may pass by-laws—

be made for—

be made for—

1. For subscribing for any number of shares in the capital Taking stock stock of, or lending to, or guaranteeing the payment of any in certain rail-sum of money borrowed by, an incorporated railway company ways or guarto which section 18 of the statute 14 and 15 Victoria, bentures. chapter 51, or sections 75 to 78 inclusive of chapter 66 of 14, 15 V. c. the Consolidated Statutes of Canada, or the equivalent sections 51, s. 12. of The Railway Act of Ontario, have been or may be made ss. 75-78. applicable by any special Act;

2. For endorsing or guaranteeing the payment of any de- For guaranteenture to be issued by the company for the money by them teeing the borrowed, and for assessing and levying from time to time, debentures, upon the whole ratable property of the municipality, a sufficient etc. sum to discharge the debt or engagement so contracted;

3. For issuing, for the like purpose, debentures payable at For issuing such times, and for such sums respectively, not less than \$20, debentures, and bearing or not bearing interest, as the municipal council etc. thinks meet.

4. For granting bonuses to any railway company in aid of Bonuses. such railway, and for issuing debentures, in the same manner as is in the preceding sub-section provided, for raising money to meet such bonuses;

5. For directing the manner and form of signing or endors-Form of ing any debenture so issued, endorsed or guaranteed, and of debenture. countersigning the same, and by what officer or person the same shall be so signed, endorsed or contersigned respectively;

But no municipal corporation shall subscribe for stock, or Assent of incur a debt or liability, for the purposes aforesaid, unless the electors neces-by-law, before the final passing therof, receives the assent of sary. the electors of the municipality in manner provided by this Act. 46 V. c. 18, s. 628. See also Cap. 170, s. 39 (3), and sec. 320 ante.

635. In case any municipal council subscribes for and In certain holds stock in a railway company under the next preceding cases, head of section to the amount of \$20,000 or upwards, the head of the council to be council shall be ex-officio one of the directors of the company, director. in addition to the number of directors authorized by the special

against
against
as menien the
it has
ffect the
amount
way of
nich the
of votes
under

against entioned approval council of votes ird time er; but atives in ority in e, shall noney to

ws, and l be in c. 18, s.

ay, with oney byany toll terested, rged by med are

ro

sh46

Act, and shall have the same rights, powers and duties as the other directors of the company. 46 V. c. 18, s. 629. See also Cap. 170, s. 39 (4).

By-laws authorizing branch railhighways. Rev. Stat. c. 170.

636. The council of every township may pass by-laws for authorizing any railway company, in case such authority is ways, tram necessary to make a branch railway on property and other rail-tion, or on highways, under such conditions as the council and other rail-tion, or on highways, under such conditions as the council and other rail-tions contained in The Railnecessary to make a branch railway on property of the corporasees fit, and subject to the restrictions contained in The Railway Act of Ontario, and any other Acts affecting such railway; and may also pass by-laws to authorize the companies or individuals to construct tramways and other railways, along any highway, on such terms and conditions as the council sees fit 46 V. c. 18, s. 630.

Grouping way Acts 5, 1880, repealed.

637. So much of any enactment in private and other Acts, clauses in rail-passed on or before the 5th day of March, 1880, as authorizes or provides for the grouping or joining together of municipalipassed on or before March ties or a municipality, or part of any municipalities or municipality with part of another municipality or parts of other municipalities for the purpose of granting municipal aid to any railway or railway company, is hereby repealed and declared to be inoperative. 46 V. c. 18, s. 631.

PART VIII.

POLICE VILLAGES.

DIV. I .-- FORMATION OF.

DIV. II .- TRUSTEES, AND ELECTION OF.

DIV. III.—DUTIES OF POLICE TRUSTEES.

DIVISION I .- FORMATION OF.

Existing Villages continued. Sec. 638. New Police Villages—how formed. Sec. 639.

Existing 638. Until otherwise provided by police villages shall continue to be a police police villages shall continue to be a police police village shall continue to be a police police villages every existing police village shall continue to be a police police villages at a police villages. village with the boundaries now established. 46 V. c. 18, s. 632. ities as

9. See

laws for ority is corporacouncil he Rail-

railway; or indi-

ong any

sees fit

er Acts,

thorizes

nicipali-

r muni-

of other

aid to

ed and

639. On the petition of any of the inhabitants of an unin-New police corporated village, the council or councils of the county or villages. counties within which the village is situate may, by by-law, erect the same into a police village, and assign thereto such limits as may seem expedient. 46 V. c. 18, s. 633.

DIVISION II .- TRUSTEES, AND ELECTIONS THEREOF.

Existing Trustees continued. Sec. 640.
Trustees three in number. Sec. 641.
Qualification required for. Secs. 642, 643.
Electors, who are. Sec. 644.
Election, where to be held. Secs. 645-647.
Returning Officer, how appointed. Sec. 645.
Election not to be held in a tovern. Sec. 647.
Nomination, how conducted. Secs. 648-650.
Polling, how conducted. Secs. 651-655.
Powers of Returning Officer. Sec. 656.
Tenure of office. Sec. 657.
Return of Voters' lists, etc. Sec. 658.
Vacancies, how filled. Sec 659.
Inspecting Trustees, how appointed. Sec. 660.

- 640. The trustees of every police village existing when Present trusthis Act takes effect, shall be deemed the trustees respectively tees continuously such village as continued under this Act. 46 V. c. 18, ued. s. 634.
- 641. The trustees of every police village shall be three in Number of number. 46 V. c. 18, s. 635.
- 642. The persons qualified to be elected police trustees Qualification shall be such persons as reside within the police village or of trustees. within two miles thereof, and are eligible to be elected township councillors, and are qualified in respect of property for which they are rated in such police village to the amount required so to qualify them. 46 V.c. 18, s. 636.
- 643. If there are not six persons qualified under the pre-Deficiency in ceding section, any person entitled to vote at the election may number of qualified persons elected. 46 V. c. 18, s. 637.
- 644. Any township elector, rated on the last assessment Qualification roll for such property in a police village as entitles him to vote of electors. in respect thereof at the municipal election for the township, shall be entitled to vote at the election for police trustees.

 46 V. c. 18, s. 638.

uthority, a police 8, s. 632.

n

d

re

ce

th

cle

do

shi

lie

ve

the

vil

Place for holding first election, etc.

645. The council by which a police village is established shall, by the by-law establishing the same, name the place in the village for holding the first election of police trustees, and the returning officer therefor. 46 V. c. 18, s. 639.

Place for holding subsequent elections, etc.

646. In a police village, after the first election, the trustees thereof, or any two of them, shall, from time to time, by writing under their hands, appoint the returning officer, and the place or places within such village for holding nominations and elections. 46 V. c. 18, s. 640.

No election to be held in a tavern.

647. No election of police trustees shall be held in a tavern, or in a house of public entertainment licensed to sell spirituous liquors. 46 V. c. 18, s. 641.

Nomination meeting.

648.—(1) A meeting of the electors shall take place for the nomination of candidates for the offices of police trustees, in each police village, at noon on the last Monday in December, annually, at such place therein as is from time to time fixed by the trustees.

Provision for Christmas day.

(2) When the last Monday in December happens to be Christmas day, the meeting shall be held on the preceding Friday. 46 V. c. 18, s. 642.

Who to preside.

649. The returning officer (or, in his absence, a chairman to be chosen) shall preside at such meeting, of which the police trustees shall give at least six days' notice. 46 V. c. 18, s. 643.

If no more candidates than offices.

650. If only three candidates are proposed and seconded, the returning officer or chairman shall, after a lapse of one hour, declare such candidates duly elected. 46 V. c. 18, s. 644.

If more, and poll demanded.

Election.

651. If more than the necessary number of candidates are proposed, the returning officer or chairman shall adjourn the proceedings until the first Monday in January, when a poll or polls shall be opened for the election, at nine o'clock in the morning, and shall continue open until five o'clock in the afternoon, and no longer. 46 V. c. 18, s. 645.

652. The returning officer or chairman of the meeting sons proposed shall, on the day following that of the nomination, post up in the office of the clerk of the township, if it is situated in such police village, and if not, then in some other public place in such police village, the names of the persons nominated at List of voters such meeting; and shall, if a poll is necessary, demand in to be obtained. writing from the clerk of the township, or clerks of the townships, a list of the names of the persons appearing by the assessment roll to be entitled to vote in the said police village, such as is required to be furnished under the next succeeding section. 46 V. c. 18, s. 646.

Notice of perto be posted.

Sec. 659.

olished ace in s, and

trusne, by er, and nations

avern, ituous

for the ees, in ember, ked by

to be ceding

irman police s. 643.

onded, of one s. 644.

tes are rn the poll or in the e after-

t up in ated in c place ated at and in of the ing by police e next

ships in which any police village is situated, shall, at latest township to on the day previous to the day for opening the poll, deliver to betical list of the returning officer of such police village a list of the voters. names, according to the form by law prescribed in the case of other munpicial elections, of the persons entitled to vote at township municipal elections, in respect of real property situate, or income received in the said police village, or in the portion thereof in the municipality of such clerk, and shall attest the said list by his solumn declaration in writing under his hand. 46 V. c. 18, s. 647.

654. The various sections of this Act relating to the pro-Except where ceedings at the nomination and election of township councillors, including those relating to the questions to be put and same proceedoatles to be administered to electors, and as to the appointment ings, etc., to
of a chairman or returning officer, in case the person appointed is absent, and also the provisions respecting contro-etc., of counverted elections and for the prevention of corrupt practices, cillors, etc.
shall apply and be acted on, unless where a different provision
is herein made, in the election of police trustees. 46 V. c. 18,
s. 648.

655. In case a casting vote is required to determine an Casting vote election, the returning officer, whether otherwise qualified or not, shall give a casting vote for one or more of such candidates, so as to decide the election, and except in such case the returning officer shall not vote at such election. 46 V. c. 18, s. 649.

- 656. The returning officer shall have the like powers for Powers of the preservation of the peace as are given to returning officers and deputy returning officers at municipal elections.

 46 V. c. 18, s. 650.
- 657. The persons elected shall hold office until their suc-Term of cessors are elected or appointed and sworn into office and hold office. their first meeting. 46 V. c. 18, s. 651.
- 658. Every returning officer shall, on the day after the Returning close of the poll, return the ballot papers, voters' list and other officer to redocuments relating to the election, to the clerk of the town-papers, etc., ship in which the village is situated, or in case the village to clerk of lies in several townships, then to the clerk of the county, township, verified under oath before such clerk, or before any Justice of verified under the Peace for the county or union of counties in which the village lies, as to the due and correct taking of the votes. 46 V c. 18, s. 652.
- 659. In case of a vacancy in the office of a police trustee Filling by death or otherwise, the remaining trustee or trustees shall, vacancies. by writing to be filed with such clerk as aforesaid, appoint a trustee or trustees to supply the vacancy. 46 V. c. 18, s. 653.

ar

no

se

ou

or

ou

660. The trustees of every police village, or any two of A ppointment such trustees, shall, by writing under their hands, to be filed of inspecting with the clerk of the township, or in case the village lies in several townships, with the clerk of the county, appoint one of their number to be inspecting trustee. 46 V. c. 18, s. 654.

DIVISION III .- DUTIES OF POLICE TRUSTEES. .

Oaths of office and Qualification. Sec. 661. First Meeting of. Sec. 662. Expenses of, how provided for. Secs. 663-666. Regulations to be enforced by Trustees. Sec. 667. Prevention of Fire. (1-12) Gunpowder. (13, 14) Nuisances. (15). Penalties. Secs. 668-670. Neglect of duty by Trustees, how punishable. Sec. 669. Limitation of actions for penalties. Sec. 670.

661. Every police trustee shall take oaths of office and Oath of office and qualification in the same manner and within the time prescribed tion. for township councillors, under like penalties in case of default. 46 V. c. 18, s. 655.

662. The trustees of every police village shall hold their When first meeting to be first meeting at noon on the third Monday of the same January held. in which they are elected, or on some day thereafter at noon. 46 V. c. 18, s. 656.

663. The trustees, at any time previous to the first day of Expenditure, how provided June, may require the council of the township or townships in which the police village is situated to cause to be levied along with the other rates, upon the property liable to assessment in such village, such sums as they may estimate to be required to cover the expenditures for that year in respect of matters coming within their duties, and to cover any balance for expenditures incurred during the year then last past, such sum not to exceed one cent in the dollar on the assessed value of such property. 46 V. c. 18, s. 657.

664. In case the village is situated in two or more townships, the trustees shall require a proportionate amount from each, according to the value of the property of the village in ships. each township, as shewn by the last equalized assessment rolls. 46 V. c. 18 s. 658.

Where village in two or more town-

253

two of e filed lies in nt one s. 654.

665. The township treasurer shall from time to time, if Payment of 665. The township treasurer shall from time to time, it will be he has moneys of the municipality in his hands not otherwise orders given he has moneys of the municipality in his hands not otherwise by trustees, appropriated, pay any order given in favor of any person by etc. the inspecting trustee, or by any two of the trustees, to the extent of the amount required to be levied as aforesaid, although the same may not have been then collected. 46 V. c. 18, s. 659.

666. No trustee shall give such order in favour of any When orders person except for work previously actually performed, or in may be given. payment of some other executed contract. 46 V. c. 18, s. 660.

667. The trustees of every police village shall execute and Following enforce therein the regulations following: be enforced:

Prevention of Fire.

- 1. Every proprietor of a house more than one story high For providing shall place and keep a ladder on the roof of such house near to or against the principal chimney thereof, and another ladder reaching from the ground to the roof of such house, under a Penalty. penalty of \$1 for every omission; and a further penalty of \$2 for every week such omission continues.
- 2. Every householder shall provide himself with two buckets Fire buckets. fit for carrying water in case of accident by fire, under a penalty Penalty. of \$1 for each bucket deficient.
- 3. No person shall build any oven or furnace unless it ad-As to furjoins and is properly connected with a chimney of stone or naces, etc. brick at least three feet higher than the house or building in which the oven or furnace is built, under a penalty not exceed-Penalty. ing \$2 for non-compliance.
- 4. No person shall pass a stovepipe through a wooden or Stove pipes, lath partition or floor, unless there is a space of four inches etc. between the pipe and the woodwork nearest thereto; and the pipe of every stove shall be inserted in to a chimney; and there shall be at least ten inches in the clear between any stove and any lathed partition or woodwork, under a penalty of \$2. Penalty.
- 5. No person shall enter a mill, barn, outhouse or stable, Lights in with a lighted candle or lamp, unless well enclosed in a lantern, stables, etc. nor with a lighted pipe or cigar, nor with fire not properly Penalty. secured under a penalty of \$1.
- 6. No person shall light or have a fire in a wooden house or Chimneys. outhouse, unless such fire is in a brick or stone chimney, or in a stove of iron or other metal, properly secured, under a pen-
- 7. No person shall carry fire or cause fire to be carried into Securing fire or through any street, lane, yard, garden or other place, with carried or through any street, lane, yard, garden or other place, with through out having such fire confined in some copper, iron or tin streets, etc.

669.

ce and escribed default.

ld their January at noon.

day of wnships e levied assesste to be spect of balance st, such ed value

re townint from illage in ent rolls.

vessel, under a penalty of \$1 for the first offence, and of \$2 for Penalty. every subsequent offence.

8. No person shall light a fire in a street, lane or public place. Lighting fires on streets. under a penalty of \$1. Penalty.

9. No person shall place hay, straw or fodder, or cause the Hay, straw, same to be placed, in a dwelling-house, under a penalty of \$1 etc. for the first offence, and of \$5 for every week the hay, straw or Penalty. fodder is suffered to remain there.

10. No person, except a manufacturer of pot or pearl ashes, Ashes, etc. shall keep or deposit ashes or cinders in any wooden vessel, box or thing not lined or doubled with sheet-iron, tin or copper, so as to prevent danger of fire from such ashes or Penalty. cinders, under a penalty of \$1.

11. No person shall place or deposit any quick or unslacked Lime. lime in contact with any wood of a house, outhouse or other building, under a penalty of \$1, and a further penalty of \$2 a day until the lime has been removed, or secured to the satis-Penalty. faction of the inspecting trustee, so as to prevent any danger of fire.

12. No person shall erect a furnace for making charcoal of Charcoal furnaces. wood, under a penalty of \$5. Penalty.

Gunpowder.

13. No person shall keep or have gunpowder for sale, ex-Gunpowder, cept in boxes of copper, tin or lead, under a penalty of \$5 how to be for the first offence, and \$10 for every subsequent offence. kept. Penalty.

14. No person shall sell gunpowder, or permit gunpowder Not to be sold at night to be sold in his house, storehouse or shop, outhouse or other building, at night, under a penalty of \$10 for the first offence, and of \$20 for every subsequent offence. Penalty.

Nuisances.

M

li

S

В

80

re

of h٤

tie

tiı fo:

15. No person shall throw, or cause to be thrown, any filth Certain or rubbish into a street, lane or public place, under a penalty of nuisances \$1, and a further penalty of \$2 for every week he neglects or prohibited. refuses to remove the same after being notified to do so by the inspecting trustee, or some other person authorized by him. 46 V. c. 18, s. 662.

Penalties.

668. The inspecting trustee, or in his absence, or when he Who to sue for penalties is the party complained of, one of the other trustees, shall sue for all penalties incurred under the regulations of police herein established, before a Justice of the Peace having jurisdiction And before in the village and residing therein, or within five miles there-whom. of; or if there be no such Justice then before any Justice of the Peace having jurisdiction in the village; and the Justice shall hear and determine such complaint in a summary manner, and Conviction may convict the offender, upon the oath or affirmation of a and levy of credible witness, and cause the penalty, with or without costs, as he may see fitting, to be levied by distress and sale of the goods of the offender, to be paid over to the path-master or path-masters of the division or divisions to which the village belongs, or to such of the said path-masters as the trustees may direct; and such path-master or path-masters shall apply the penalty to the repair and improvement of the streets and lanes of the village, under the direction of the trustees: 46 V. c. 18, s. 663.

669. Any police trustee who wilfully neglects or omits to Penalty for prosecute an offender at the request of any resident householder breach of of the village offering to adduce proof of an offence against the duty by regulations of police herein established, or who wilfully neglects trustees. or omits to fulfil any other duty imposed on him by this Act, shall incur a penalty of \$5. 46 V. c. 18, s. 664.

670. The penalties prescribed by the next preceding section, When proseor by that for the establishment of regulations of police, shall be cutions to be sued for within ten days after the offence has been committed commenced. or has ceased, and not subsequently. 46 V. c. 18, s. 665.

CONFIRMING AND SAVING CLAUSES.

671. Nothing herein contained shall be taken or construed Exceptions to affect or repeal so much of the schedules in either of the from repeal. Municipal Corporation Acts of 1849 and 1850 as defines the limits or boundaries of any cities or towns, being Schedule B of the Act of 1849, numbers 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10 and 11, and Schedule C of the same Act, numbers 1, 2 and 3, and Schedule Boundaries of B of the Act of 1850, numbers 1, 5, 12, 13, 14 and 15; and also cities and so much of Schodule D of said Act of 1840 and 1850 towns. so much of Schedule D of said Act of 1849 and 1850 as relates to Amherstburgh, and also so much of section 203 of the Amherstsaid Act of 1849, and so much of any other sections of either burgh. of the said Acts relating to any of the schedules thereof as have been acted upon, or as are in force and remain to be acted upon at the time this Act takes effect, and all proclama-Proclamations and special statutes by or under which cities and other tions. municipalities have been erected, so far as respects the con-Special Acts. tinuing the same and the boundaries thereof, shall continue in force. 46 V. c. 18, s. 666.

\$2 for place,

use the of \$1 traw or

l ashes, vessel, tin or shes or

slacked r other of \$2 e satisdanger

coal of

sale, exy of \$5 e.

powder or other offence,

any filth nalty of glects or by the im. 46

vhen he shall sue e herein Chap. 184.

Rev. Stat. c. 185, not affected.

672. Nothing herein contained shall affect The Act respecting the establishment of Municipal Institutions in the Districts of Algoma, Muskoka, Parry Sound, Nipissing, Thunder Bay and Rainy River. 46 V. c. 18, s. 667.

SCHEDULE A.

(Section 123.)

FORM OF BALLOT PAPER.

(1. In the case of Cities.)

FORM FOR MAYOR.

Election for the Members of the Municipal Courcil of the Gifty of Vard No. Subdivision No. , day of January, 18
lection for the Meror of the Municipal Colored Ward No. Subdivision No. dey of January, 18
lection for the of the Municipa of the City of Ward No. Subdivision No day of January
d S A of Elec

Cit

FOR MAYOR.

ALLAN.

Charles Allan, King Street, City of Toronto, Merchant.

BROWN.

William Brown, City of Toronto, Banker.

FORM FOR ALDERMAN.

Election for the Members of the Municipal Council of the City of Ward No., Polling Subdivision No. day of January, 18

ARGO.

James Argo, City of Toronto, Gentleman.

BAKER.

Samuel Baker, City of Toronto, Baker.

DUNCAN.

Robert Duncan, City of Toronto, Printer.

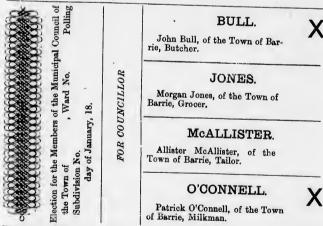
ec. 672

respect-istricts

er Bay

(2. In the case of Towns divided into Wards.) FORM FOR MAYOR, REEVE AND DEPUTY REEVE.

Election for the Members of the Municipal Council of the Town of Ward	, Ward			Annary, 18	THOMPSON. Jacob Thompson, of the Town of Barrie, Merchant.	X
	the Town of	Members of the Municipal Council of the Town of Polling Subdivision No.			WALKER. Robert Walker, of the Town of Barrie, Physician.	-
	pal Council of				BROWN. John Brown, of the Town of Barrie, Merchant.	
	of the Municip		day of Jannary, 18		ROEINSON. George Robinson, of the Town of Barrie, Merohant.	X
	, Polling Suday of J	TY REEVE	ARMOUR. Jacob Armour, of the Town of Barrie, Pumpmaker.			
	Election for	Election for No.		FOR DEPUTY REEVE (if any).	BOYD. Zachary Boyd, of the Town of Barrie, Tinsmith.	X



(3. In the case of Townships divided into Wards.)

FORM FOR REEVE.



BARDELL.

Thomas Bardell, of the Township of Peel, Yeoman.

SNODGRASS.

Alfred Snodgrass, of the Township of Peel, Yeoman.

FORM FOR COUNCILLORS.



John Bull, of the Township of York, Doctor of Medicine.

COUNCILLOR.

JONES.

BULL.

Morgan Jones, of the Township of York, Farmer.

McALLISTER.

Allister McAllister, of the town-ship of York, Farmer.

O'CONNELL.

Patrick O'Connell, of the Township of York, Lumber Merchant.

RUAN.

Malachi Ruan, of the Township of York, Farmer.

SCHULTZE.

Gottfried Schultze, of the Township of York, Farmer.

WASHINGTON.

George Washington, of the Township of York, Gentleman.

Ree

(4. In the case of Incorporated Villages and Townships not divided into Wards.)

, in the County of	FOR REEVE.	BROWN. John Brown, of the Village of Weston, Merchant. ROBINSON. George Robinson, of the Village of Weston, Physician.
	"Y REEVE	ARMOUR. Jacob Armour, of the Village of Weston, Pumpmaker.
томпенть от	FOR DEPUTY REEVE	BOYD. *Zachary Boyd, of the Village of Weston, Tinsmith.
n No.		BULL. John Bull, of the Village of Weston, Butcher.
Polling Subdivision No. day of January, 18	CILLOR.	JONES. Morgan Jones, of the Village of Weston, Grocer.
, Polling Subdivision No. day of January, 18	FOR COUNCILLOR	Mcallister. Allister Mcallister, of the Village of Weston, Tailor.
		O'CONNELL. Patrick O'Connell, of the Village of Weston, Milkman.

Note.—In any case where there are two or more Deputy Reeves, the ballot paper will make provision accordingly, naming them as first Deputy Reeve, second Deputy Reeve, etc.

46 V. c. 18, Sched. A.

SCHEDULE B.

(Sections 126 and 146.)

DIRECTIONS FOR THE GUIDANCE OF VOTERS IN VOTING.

The voter will go into one of the compartments, and with the pencil provided in the compartment, place a cross, thus ×, on the right hand side, opposite the name or names of the candidate or candidates for whom he votes, or at any other place within the division which contains the name or names of such candidate or candidates.

The voter will then fold up the ballot paper so as to shew the name or initials of the Deputy Returning Officer (or Returning Officer, as the case may be) signed on the back, and leaving the compartment will, without shewing the front of the paper to any person, deliver such ballot so folded to the Deputy Returning Officer (or Returning Officer, as the case may be) and forthwith quit the polling place.

If the voter inadvertently spoils a ballot paper, he may return it to the Deputy Returning Officer (or Returning Officer, as the case may be) who will, if satisfied of such inadvertence, give him another ballot paper.

If the voter votes for more candidates for any office than he is entitled to vote for, his ballot paper will be void so far as relates to that office, and will not be counted for any of the candidates for that office.

If the voter places any mark on the paper by which he may afterwards be identified, his ballot paper will be void, and will not be counted.

If a voter takes a ballot paper out of the polling place, or deposits in the ballot box any other paper than the one given to him by the officer, he will be subject to imprisonment for any term not exceeding 6 months, with or without hard labour.

In the following forms of Ballot Paper, given for illustration, the Candidates are, for Mayor, Jacob Thompson and Robert Walker; for Reeve, John Brown and George Robinson; for Deputy Reeve, Jacob Armoul and Zachary Boyd; and for Councillors, John Bull, Morgan Jones, Allister McAllister and Patrick O'Connell; and the elector has marked the first paper in favour of Jacob Thompson for Mayor, George Robinson for Reeve, and Zachary Boyd for Deputy Reeve, and has marked the second paper in favour of John Bull and Patrick O'Connell for Councillors:

pencil ht hand

r whom to name

name or

the case without ofolded

may be)

it to the

be) who

entitled t office,

terwards

posits in e officer, eding 6

the Can-

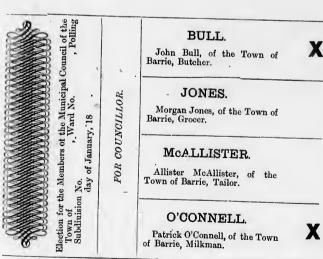
or Reeve,

ARMOUR N JONES, ctor has GEORGE Is marked

NELL for

er.

THOMPSON. Jacob Thompson, of the Town of Barrie, Merchant. Election for the Members of the Municipal Council of the Town of WALKER. Robert Walker, of the Town of Barrie, Physician. BROWN. FOR REEVE (if any). Polling Subdivision John Brown, of the Town of Barrie, Merchant. ROBINSON. George Robinson, of the Town of Barrie, Merchant. ij ARMOUR. FOR DEPUTY REE Jacob Armour, of the Town of Barrie, Pumpmaker. any). Ward No. Ę. BOYD. X Zachary Boyd, of the Town of Barrie, Tinsmith.



(Sections 129, 130, 131, 132 and 303).

FORM IN WHICH THE VOTERS' LIST TO BE FURNISHED TO DEPUTY RETURNING OFFICERS IS TO BE PREPARED.

•	
REMARKS.	
Councillor.	-1
Mayor and Reeve.	
Refusal to swear or	
Sworn or affirmed.	•
Anotions,	-1
Residence of voter.	
Freeholder, House- holder, Tenant, Farmers' Son, or Income Voter.	١.
Description of Property in respect of which the voter is entitled to vote.	. /
NAMES OF THE VOTERS.	
Column for mark indicating that the toto of the toto o	

Norg.—In Cities, the column above headed "Mayor and Reeve," will be headed "Mayor," and the column above headed "Councillors" will be headed "Aldermen." In Townships and Villages, the column above headed "Mayor and Reeve" will be headed "Reeve."

46 V. c. 18, Sched. C.

T lis fo

poli and (or read as t

For

I, ing s here been sence 7.

Nore. —In Cittes, the column above neaded "mayor and receve," will be headed "Mayor and Reeve" will be headed "Reeve" will be headed "Aldermen." In Townships and Villages, the column above headed "Mayor and Reeve" will be headed "Aldermen." A6 V. c. 18, Sched.

SCHEDULE D.

(Section 135.)

CERTIFICATE AS TO ASSESSMENT ROLL.

Election to the Municipal Council of the

I, A. B., Clerk of the Municipality of of , do hereby certify that the assessment roll for this Township (or as the case may be) of upon which the voters' list to be used at this election is based, was returned to me by the Assessor for said Township (or as the case may be) on the , 18 , and that the same was finally revised and corrected on the day of , 18 .

Dated this

day of

, 18 .

A. B., Clerk.

46 V. c. 18, Sched. D.

SCHEDULE E.

(Section 149.)

FORM OF DECLARATION OF INABILITY TO READ, ETC.

I, A. B., of , being numbered on the voters' list for polling sub-division No. , in the City (or as the case may be) of and County of , being a legally qualified elector for the said City (or as the case may be) of , do hereby declare that I am unable to read (or that I am from physical incapacity unable to mark a voting paper, as the case may be)

The

day of

- , A. D. 18

(A. B. His × mark.)

46 V. c. 18, Sched. E.

SCHEDULE F.

(Section 149.)

FORM OF ATTESTATION CLAUSE TO BE WRITTEN UPON OR ANNEXED TO THE DECLARATION OF INABILITY TO READ, ETC.

I, C. D., the undersigned, being the Deputy Returning Officer for poll-g subdivision No. , for the City (or as the case may be) of , do ing subdivision No. hereby certify that the above (or as the case may be) declaration, having been first read to the above named A. B., was signed by him in my presence with his mark.

(Signed) (Signed) C. D.,
Deputy Returning Officer for Polling Sub-Division No. , in the City (or as the case may be) of

Dated this day of A. D., 18 .

46 V. c. 18, Sched. F.

SCHEDULE G.

(Sections 155, 315 and 316.)

OATH OF DEPUTY RETURNING OFFICER AFTER THE CLOSING OF THE POLL.

1, C. D., the undersigned Deputy Returning Officer for polling subdivision No.

, of the City (or as the case may be) of , in the County of , do solemnly swear (or if he is a person permitted by-law to affirm, do solemuly affirm) that to the best of my knowledge the annexed voters' list used in and for the said polling subdivision No. of the said City (or as the case may be) was so used in the manner prescribed by-law, and that the entries required by law to be made therein were correctly made.

(Signed). C. D., Deputy Returning Officer.

Sworn (or affirmed) before me at A. D. 18 .

, this

day of

(Signed)

X. Y., Justice of the Peace,

Or A. B., Clerk of the Municipality of

Note.—The foregoing oath is to be annexed to the voters' list used at the election.

46 V. c. 18, Sched. G.

SCHEDULE H.

(Section 170.)

FORM OF STATUTORY DECLARATION OF SECRECY.

I, A. B., solemnly promise and declare that I will not at this election of members of the Municipal Council of the City (or as the case may be) of , disclose to any person or persons the name of any person who has voted, and that I will not in any way whatsoever unlawfully attempt to ascertain the candidate or candidates for whom any elector shall vote or has voted, and will not in any way whatsoever aid in the unlawful discovery of the same; and I will keep secret all knowledge which may come to me of the person for whom any elector has voted.

Made and declared before me at

, this

day of,

A. D. 18 .

C. D.,

Justice of the Peace (or Clerk of the Municipality of

46 V c. 18, Sched. H.

HE POLL.

ling sub-

, in the ed by-law e the an-

Officer.

Peace.

ised at the

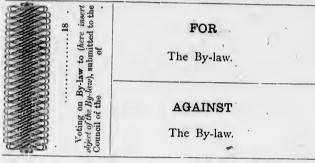
ed. G.

of rescribed were cor-

SCHEDULE J.

(Section 295.)

FORM OF BALLOT PAPER.



46 V. c. 18, Sched. J.

SCHEDULE K.

(Sections 298 and 300.)

I, the undersigned, A. B., solemnly declare that I am a ratepayer of the Township (or as the case may be) of (The Municipality the Council of which proposed the By-law), and that I am desirous of promoting (or opposing, as the case may be) the passing of the By-law to (here insert object of the By-law), submitted to the Council of said Township (or as the case may be).

(Signature)

Made and declared before me this A. D. 18 .

day of

C. D., Head of Municipality.

46 V. c. 13, Sched. K.

SCHEDULE L.

(Section 307).

DIRECTIONS FOR THE GUIDANCE OF VOTERS IN VOTING.

The voter will go into one of the compartments, and with the pencil provided in the compartment, place a cross (thus ×) on the right hand side, in the upper space if he votes for the passing of the by-law, and in the lower space if he votes against the passing of the by-law.

The voter will then fold up the ballot paper so as to shew the name or initials of the Deputy Returning Officer (or Returning Officer, as the case

is election may be) of erson who ly attempt shall vote lawful dis-

may come

day of,

hed. H.

may be) signed on the back, and leaving the compartment will, without showing the front of the paper to any person, deliver such ballot so folded to the Deputy Returning Officer (or Returning Officer, as the case may be) and forthwith quit the polling place.

If the voter inadvertently spoils a ballot paper, he may return it to the Deputy Returning Officer (or Returning Officer, as the case may be), who will, if satisfied of such inadvertence, give him another ballot paper.

If the voter places on the paper more than one mark, or places any mark on the paper by which he may be afterwards identified, his ballot paper will be void, and will not be counted.

If the voter takes a ballot paper out of the polling place, or deposits in the ballot box any other paper than the one given to him by the Deputy Returning Officer (or Returning Officer, as the case may be), he will be subject to imprisonment for any term not exceeding six months, with or without hard labour.

In the following form of Ballot Paper, given for illustration, the Elector has marked his ballot paper in favour of the passing of the By-law:

	,	
3y-law to (here the by-law) salb- Council of the	FOR The By-law.	X
Voting on E insert object of t mitted to the of	AGAINST The By-law.	

46 V. c. 18, Sched. L.

SCHEDULE M.

(Section 322.)

FORM OF STATUTORY DECLARATION OF SECRECY.

I, A. B., solemnly promise and declare that, at the voting on the bylaw submitted to the electors by the Council of the Township (or as the case may be) of (and the voting on which has been appointed for this day), I will not attempt in any way whatsoever unlawfully to ascertain the manner in which any elector shall vote or has voted, and will not in any way whatsoever aid in the unlawful discovery of the same; and I will keep secret all knowledge which may come to me, of the manner in which any elector has voted.

which any elector has voted.

Made and declared before me at
, A.D. 18

, this

day of

Hens

dist

per

and

shi

100

mur Sch

Dis

inha

mun

C. D.,

Justice of the Peace (or Clerk of the Municipality of

46 V. c. 18, Sched. M.

AN ACT

RESPECTING THE ESTABLISHMENT OF MUNICIPAL INSTITUTIONS IN THE DISTRICTS OF ALGOMA, MUSKOKA, PAPPY SOUND, NIPISSING, THUNDER BAY AND RAINY BUTER.

(C) 185, R. S. O., 1887.)

ORGANIZATION OF TOWNSHIPS:
Area and population required,

s. 1. Preliminary meeting, ss. 2-5.

Election of first Council, ss. 6-16.

Appointment of Clerk etc.

Appointment of Clerk, etc., s. 17.

POWERS OF COUNCIL:

General powers, ss. 18, 19.
As to assessment, ss. 20, 21.
Assessment appeals, ss. 22, 28.
Assessments after the first, s.
29.

Collection of taxes, ss. 30, 31. Arrears of taxes, s. 32. Sale of lands, s. 33. Liquor licenses, s. 34.

Licensing auctioneers, etc., s. 35.
Constables s. 36.

Constables s. 36. Lock-up houses, s. 37. Other powess, s. 38. ELECTIONS AND COUNCILS AFTER THE FIRST:

Voters' qualification, s. 39.
Councillors' qualification, s. 40.
Election how conducted, s. 41.
Nomination meeting, ss. 42-44.
Polling, s. 45.
Tenure of office, s. 46.
Controverted elections, s. 47.
Vacancies in Council, s. 48.
Conduct of business, s. 40.

Vacancies in Council, s. 48.
Conduct of business, s. 49.
Reeve to be a justice of the
Peace, s. 50.

Peace, s. 50.

Police villages: Formation of, ss. 51, 52. Electors, s. 53. Trustees. s. 54.

POWERS OF LIEUTENANT-GOVERNOR AS TO ANNEXATION OR UNION, S. 55 SPECIAL PROVISIONS AS TO ALGOMA

AND THUNDER BAY, 8. 56.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:—

1.—(1) The inhabitants of any township in any of the Municipalidistricts of Algoma, Muskoka, Parry Sound, Nipissing, Thunder ties may be Bay and Rainy River, having a population of not less than 100 organized. persons, may organize themselves into a township municipality, and the inhabitants of any locality in any of the said districts not exceeding in area 20,000 acres not surveyed into a township or townships, and having a population of not less than 100 persons, may likewise organize themselves into a township municipality. 47 V. c. 33, s. 1; 48 V. c. 20, s. 7, Preamble and Sched.

(2) Provided always that any number of townships in the Union town-District of Rainy River, having in the aggregate at least 100 ship munici-inhabitants, may organize themselves into a union township palities may municipality, although the population of any one of the said

without

may be)

t to the

e), who

ces any

posits in Deputy will be

with or

Elector

l. L.

the byor as the
pointed
y to asand will
ne; and
anner in

day of

M.

townships may not amount to one hundred persons, and the proceedings for the purposes of such organization, and all other purposes mentioned in this Act, shall, as nearly as may be practicable, be the same as are hereinafter provided for in respect of the organization of an individual township municipality, and all rights, privileges. and powers conferred upon or granted to individual inunicipalities organized thereunder shall extend and be applicable to such union township municipality, provided that any township forming part of such union municipality having at any time after the formation thereof a population of not less than one hundred persons may withdraw from such union, and the inhabitants thereof may organize themselves into an individual township municipality in the same manner and for all purposes under this Act, as if such township had not formed part of a union township municipality, and on such withrawal the assets and liabilities of such township shall be determined, borne and paid in like manner as is directed by the provisions of The Municipal Act in regard to the withdrawal or separation of municipalities. 50 V. c. 30, s. 1.

Rev. Stat. c. 184.

Judge or meeting to form Munici-

pality.

2. In order to constitute and establish a municipality as Supendiary Above provided, it shall be lawful for the District Judge in upon petition, Algoma and in that part of Thunder Bay not included within tocall a public Rainy River, and in Rainy River or any other of the said districts, for the Stipendiary Magistrate of the district in which such locality is situate, upon the receipt of a petition in which the limits of the proposed municipality are defined, and signed by not less than thirty inhabitants of such locality, to call a meeting by public notice of said inhabitants, to consider the expediency of erecting a municipality. R. S. O. 1877, c. 175, s. 2; 50 V. c. 8, Sched.

to

ar

th

m

ela

in

an

cal

no da

18

the

Petitioners to make a deposit to meet expenses of thelmecting

3. Before the Judge or Stipendary Magistrate calls said meeting, it shall be the duty of those petitioning for the municipality, to deposit with him a sum sufficient to meet the expense of the meeting, as also of the election to be held, as and election. hereinafter provided. R. S. O. 1877, c. 175, s. 3.

Judge or appoint chairman.

4. The Judge or Stipendiary Magistrate shall name some fit Magistrate to and competent person to preside at the meeting, who shall forthwith report the result of the same, with the votes given thereat, to the Judge or Stipendiary Magistrate, under oath, which may be administered by any Justice of the Peace. R. S. O. 1877, c. 175, s. 4.

Judge or provide for first election.

5. Upon receiving the report of the meeting for the estab-Magistrate to lishment of a municipality, the Judge or Stipendiary Magistrate for trate shall fix a time and place for holding the first election in the proposed municipality, and shall, in the notice providing for the election, name the returning officer who shall preside and all

as may

d for in munici-

ipon or

er shall

ipality,

n muniereof a y with-

f may

cipality

ct, as if muniities of

in like

pal Act

palities.

thereat; but no such municipality shall be established unless at such meeting at least thirty freeholders or householders have voted in favour thereof. R. S. O. 1877, c. 175, s. 5.

- 6. The officers to be elected at the said election shall be one Council, of reeve and four councillors, who shall have the same qualifica what officers tion as voters, and shall constitute the council of the town-composed. ship, the reeve being the head thereof. R. S. O. 1877, c. 175. s. 6.
- 7. The persons qualified to vote at the election shall be qualification male British subjects of the full age of twenty-one years, being of voters. householders resident in the locality proposed to be organized into a municipality. R. S. O. 1877, c. 175, s. 7.
- 8. At the time and place appointed by the Judge or Nomination. Stipendiary Magistrate under section 5 of this Act, the nomination of candidates shall be made in the manner provided in respect to the nomination of candidates at municipal elections. R. S. O. 1877, c. 175, s. 8.
- 9. In case no more persons are nominated than are required Election by to be elected, the returning officer shall declare such persons acclamation to be elected. R. S. O. 1877, c. 175, s. 9.
- 10. In case a poll is required the returning officer shall ad-Notice of time journ the proceedings until the same day of the following week and place of and shall declare the place at which a poll will be opened in holding poll. the locality, and shall forthwith post up in at least six of the most public and conspicuous places in the locality, a notice declaring that a poll will be held at such time and place. R.S.O. 1877, c. 175, s. 10.
- 11. The returning officer shall, previous to the opening of Poll book and the poll, procure a poll book, and he shall enter in such book, how filled up. in separate columns, the names of the candidates proposed and seconded at the nomination, and shall, opposite to such columns, write the names of the electors offering to vote at the election and shall, in each column in which is entered the name of a candidate voted for by a voter, set the figure "1" opposite the voter's name. R. S. O. 1877, c. 175, s. 11.
- 12. In case a casting vote is required to determine an Casting vote. election, the returning officer, whether otherwise qualified or not, shall give a casting vote for one or more of the candidater, so as to decide the election, and except in such case, the returning officer shall not vote at any such election. R.S.O. 1877, c. 175, s. 12.
- 13. The persons elected shall hold office until their succes-Term of office sors are elected, or appointed and sworn into office, and hold of first members of their first meeting. R. S. O. 1877, c. 175, s. 13.

ality as
udge in
within
the said
trict in
ition in
defined,

locality,

to con-

R. S. O.

lls said for the neet the held, as

some fit all forthn thereh, which R. S. O.

ne estaby Magiselection roviding preside Oath of voters.

14. The following shall be the oath to be administered to voters at such election:

You swear (or solemnly affirm) that you are A. B.:

That you are a subject of Her Majesty by birth (or naturalization);

That you are of the full age of twenty-one years :

That you are a householder in the locality now proposed to be organized into a Municipality :

That you have not received anything nor has anything been promised you directly or indirectly, either to induce you to vote at this election, or for loss of time, traveling expenses, hire of team, or any other service connected with this election ;

That you have not directly or indirectly paid or promised anything to any person either to induce him to vote or refrain from voting at this election :

So help you God.

R. S. O. 1877, e. 175, s. 14.

Declaration of election.

15. After the election, the returning officer shall return to the Judge or Stipendiary Magistrate the result of the same, and the Judge or Stipendiary Magistrate shall, as soon as may be convenient thereafter, by public notice, declare, the names of the persons so elected, who shall forthwith enter upon the duties of their office; and the municipality shall from thenceforth be known as "The Corporation of the Municipality ;" and the said , in the District of reeve and conneillors shall hold and continue in office until their successors are elected, as hereinafter provided. R. S. O. 1877, e. 175, s. 15.

municipality. Tenure of office of councillors.

of council.

Name of

16. The first meeting of the council shall be held at a First meeting time and place to be fixed by the Judge or Stipendiary Magistrate. R. S. O. 1877, e. 175, s. 16.

Appointment collector.

17. The council shall at their first meeting, or as early and remuner as possible thereafter, appoint a clerk, treasurer and collector, ation of clerk, who shall hold office until removed or dismissed by the countreasurer and who shall hold office until removed or dismissed by the countreasurer and who shall hold office until removed or dismissed by the countreasurer and who shall hold office until removed or dismissed by the countreasurer and who shall hold office until removed or dismissed by the countries of eil; and the council shall also fix the remuneration to be paid said officers, by by-law to be passed for that purpose. The elerk shall, within six days after his appointment, transmit to the Provincial Treasurer notice of the formation of the municipality with a description of its boundaries or limits. R. S. O. 1877, c. 175, s. 17; 50 V. e. 29, s. 55.

POWERS OF COUNCILS.

18. The conneil of every municipality in any of the said Power of districts, whether incorporated under this Act or otherwise, councils to pass by-laws. shall have power to pass by-laws for such purposes as are from time to time authorized to be passed by the conneils of townships; and the provisions relating to townships and their

οť

res

011

or na sta

un an abo

1009

me

law

asse reti gro

2

fixe hear asse the ered to

on):

ganized

romised etion, or service

thing to

. 14.

return
of the
soon as
are, the
er upon
l from
cipality
he said
e until
c. S. O.

ld at a endiary

s early ollector, e country to be arpose. ransuit of the limits.

the said nerwise, as are neils of id their officers of any Municipal Act from time to time in force, shall apply to such municipalities except where inconsistent with the special provisions of the Act under which the municipality was incorporated or this Act. 48 V. c. 41, s. 1.

- have power to pass by-laws in respect of the several mat-by-laws as to ters named in sub-sections 47 to 49 of section 489, and in matters sub-sections 5, 11 to 25, 27, 28 and 34 of section 496 of The Rev. Stat. c. Municipal Act. Any such by-law may, at the option of the 184, s. 489, council be operative throughout the municipality, or only 47-49) and s. within certain defined parts thereof. 48 V. c. 41, s. 2. 27, 28 and 34).
- 20. The council shall, as early as convenient after their Assessors to first meeting, appoint one or more assessors, who shall enter to enter in assessment
- 1. The names of all the freeholders and householders in the Freeholders municipality, stating at the same time on the roll the amount and houseful all the real and personal property owned by such persons holders. respectively, and the actual value thereof, and whether the owners are resident or not;
- 2. The names of all persons liable to taxation for income, Persons or who, though exempt from taxation, have required their taxable for names to be entered on the said roll, in respect of such income, income, stating at the same time the amount of such income;
- 3. The names of all farmers' sons entitled to be assessed Farmers' sons, under the provisions of The Assessment Act;

 and the said assessor or assessors shall duly notify the person Notice of or persons so assessed by leaving a notice at his or her place of assessment. abode, or if non-resident, by leaving the same at the nearest post-onice, stating in such notice the particulars of said assessment. R. S. O. 1877, c. 175, s. 19.
- 21. The said roll shall be returned to the clerk of the muni-Rolls to be cipality within such time as may be provided for by any by-returned to law passed by the council. R. S. O. 1877, c. 175, s. 20.
- 22. The person or persons so assessed, if he complains of his Appeal assessment, shall within one month after the time fixed for against returning the roll, give to the clerk written notice of his sessment. grounds of complaint. R. S. O. 1877, c. 175 s. 21.
- 23. The council shall, within two months after the time Council to fixed for returning the roll, appoint a time and place for hear and deing said complaints as a Court of Revision, and shall, after peals hearing the parties complaining, as well as the assessor or assessors, and such evidence as may be adduced, alter or amend the roll accordingly. R. S. O. 1877, c. 175, s. 22.

Magistrate.

24.-(1) An appeal may be had from the decision of the Appeal from 24.—(1) An appeal may be near from the Council to council in that behalf upon any complaint in respect of the said assessment or any subsequent assessment in the same manner as to the County Judge in other municipalities, and the decision of the Stipendiary Magistrate shall be final, and this appeal shall extend to any assessment for the municipality as well as to the first assessment. R. S. O. 1877, c. 175, s. 23; 46 V. c. 23, s. 1.

Appeals under Assessment. Act. Rev. Stat. c. 193.

(2) Subject to the provisions of section 76 of The Assessment Act, such appeals in respect of an assessment in any municipality in the district of Algoma, or in that part of the district of Thunder Bay, not included in the Rainy River district. shall be to the District Judge, and in any municipality in any of the districts of Muskoka, Parry Sound, Nipissing and Rainy River, shall be to the Stipendiary Magistrate of the district, and such appeal shall lie whether the municipality was organized under any general Act relating to municipal institutions in the said districts, or was incorporated otherwise. 49 V. c. 19, s. 5.

Time for appealing where decision of Court of Revision delayed.

- 25.—(1) If for any reason the decision of the Court of Revision is not given six weeks before the time limited for the return of the roll by the Judge or Stipendiary Magistrate in case of an appeal to him, then the time for the return of such roll by the Judge or Stipendiary Magistrate shall be six weeks from the day when the decision of the Court of Revision is given.
- (2) The Judge or Stipendiary Magistrate may, note upon the roll that any assessment in respect of which an appeal is pending before him is undecided, and may return such roll to be acted upon in respect of the assessments which are concluded; and the said Judge or Magistrate shall thereafter certify to the clerk of the municipality his decision as to such appeal; and such certificate, whether given before or after the expiration of the said six weeks, shall have the like effect as if his decision were entered upon the roll by the said Judge or Magistrate. 46 V. c. 23, s. 2.

Notice of appeal.

26. Notice of appeal shall, in all cases of appeal, be left with the clerk of the Division Court of the division in which such municipality is situated, and copies thereof shall also be left with the clerk of the municipality; and such notice shall be so given and left within the time, and the said clerks respectively shall, with regard to such appeal, perform all the duties and matters in the manner in that behalf required by law in the case of a like appeal to the County Judge as aforesaid. R. S. O. 1877, c. 175, s. 24.

Powers of Stipendiary Magistrate.

27. The Judge or Stipendiary Magistrate shall have the like powers and shall perform the like duties in respect of such appeals as are performed by the County Judge in like case in other municipalities. R. S. O. 1877, c. 175, s. 25.

no th

t.h

th pe th mι

in Ri of sar kin

and cip: col $_{\rm mal}$

as a 187 3 said

trea duti cou and arre wise to sa deed

6 b such of J f the same lities, final, unici-

185.

sment in uniciistrict, strict, n any Rainy strict, organutions
V. c.

Revireturn of an by the m the

on the ending acted acted; and e clerk d such of the n were e. 46

eal, be livision thereof; and e time, so such aner in to the

ve the spect of ke case 28. The said roll when finally revised by the council, or by Revised roll the Judge or Stipendiary Magistrate in case of appeal, shall to be the roll be taken and held as the roll of the municipality, for all pality. purposes, until a new roll has been made as hereinafter provided. R. S. O. 1877, c. 175, s. 26.

29. The council shall, by by law, fix the time for making Council to fix the subsequent assessments in the municipality at periods of time for making the less than one nor more than three years: and the year for ing assess the purposes of this Act shall be considered as commencing on the 1st day of January thereof. R. S. O. 1877, c. 175, s. 27.

30. The council may, in each year after the final revision of Council to the roll, pass a by-law for levying a rate on all the real and levy rates. personal property on said roll, of not more than two cents on the dollar, to provide for all the necessary expenses of the municipality, and also such sum or sums as may be found expedient for the purposes mentioned in section 19 of this Act. R. S. O. 1877, c. 175, s. 28.

31.—(1) All municipal taxes except for debenture debt levied Expenditure in any township in a union formed in the District of Rainy of taxes in River shall, excepting ten per centum thereof, and the costs unions in of collection, be expended within the township in which the Rainy River. same are levied, on roads, bridges, and other works of the same kind, necessary for opening up and settling the said township.

(2) The council of the said union shall be at liverty to retain Ten per cent and appropriate for the general and other expenses of the munitobe forgenecipality the reservation of ten per centum and the expense of ral purposes. collection. 50 V. c. 30, s, 2.

32. The council shall, by by-law, fix the time for the collector The Collector, making his return, and the collector shall have the same powers his returns as are conferred on collectors by *The Assessment Act.* R. S. O. Rev. Stat. c. 193

33. Arrears of taxes due to any municipality in any of the Collection of said districts, shall be collected and managed in the same way arrears of as like arrears due to municipalities in counties; and the taxes and treasurer and reeve of such municipality shall perform the like for taxes in duties in the collection and management of arrears of taxes as in certain discounties are performed by the treasurers and wardens thereof; tricts, etc., and the various provisions of law relating to sales of land for arrears of taxes or to deeds given therefor, shall, unless otherwise provided by this Act, apply to the said municipalities and to sales of land therein for arrears of taxes due thereon and to deeds given therefor. 43 V. c. 28, s. 1.

34. No sale of any lands for taxes shall take place in any Mode and such municipality formed as aforesaid, except during the months time of sale of July, August, September or October; and the advertisement for arears of

Rev. Stat. c. 193, ss. 164-165.

Notices, time of the proposed sale, which under sections 164 and 165 of The Assessment Act is required to be published in the Ontario Gazette and in a local newspaper, shall, when lands are to be sold in any such municipality for arrears of taxes, be published also once a week, for at least four weeks, in such newspaper published in the city of Toronto as the Lieutenant-Governor in Council may designate. R. S. O. 1877, c. 175, s. 31.

Council to relicenses. Rev. Stat. c. 194.

35. The council of any municipality formed under this Act gulate tavern shall have the like authority in respect to taverns and shops within the municipality and the licenses therefor as the councils of townships possess under The Liquor License Act. R. S. O. 1877, c. 175, s. 32.

36. Except in the cases of townships and villages attached Townships and Villages or belonging to a county for municipal purposes, the conneils in Districts to of townships and incorporated villages in provisional judicial, have power to license auc. temporary judicial, and territorial districts shall have power tioneers, etc. to pass by-laws for the purposes mentioned in sub-sections 2 Rev. Stat. c. and 3 of section 495 of *The Municipal Act*. R. S. O. 1877, 184, s. 495 (2) c. 175, s. 33. & (3).

Appointment and removal of constables.

37. The council shall have the power to appoint one or more constables within the municipality, whose duty it shall be to enforce and maintain law and order, and who shall perform all duties appertaining to constables; and the said council shall have power, from time to time, to remove the same, for any misconduct in their office, and shall also regulate the fees to be paid said constables: but such appointment and tariff of fees shall be subject to the approval and ratification of the Stipendiary Magistrate of the said district. R. S. O. 1877, c. 175, s. 34.

Fees to constables.

Council may establish a lock-uphouse.

house within the municipality, and may establish and provide for the salary or fees to be paid the constable to be placed in charge of such lock-up house: but the appointment of said Appointment of a constable constable shall be ratified by the Stipendiary Magistrate of the district; and the said council shall have power to remove or suspend such constable for neglect of duty or other misconduct. R. S. O. 1877, c. 175, s. 35.

38. The said council may establish and maintain a lock-up

Appointment thereto.

Certain sections of Rev. Stat. c. 184, to apply.

39. In addition to the powers conferred upon said township or village municipalities by this Act, the following sections of The Municipal Act, shall be applicable to the said municipalities, so far as they can be adapted to the same, viz.: sections 245, 247, 248, 249, 250, 258, 263, 265, 266, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 277, 289, 291, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 338, 339, 348, 414, 419, 421, 422, 423, 479, 527 and 531. R. S. O. 1877, c. 175, s. 36.

th

11 9 th tlı ρl

th

Cl tal in

tario

e sold

d also

pub-

s Act

shops

coun-

Act.

ached

ncils

licial.

ower

 $\begin{array}{c}
\text{lons } 2 \\
1877.
\end{array}$

more be to

m all

shall

r any

to be

f the

77, c.

ek-up

pro-

olaced

f said

of the

duct.

town-

o the

o the 5, 266,

, 332, 7 and

ELECTIONS AFTER THE FIRST.

- 40. The persons qualified to vote at every election after the Who qualified first shall be:
- 1. Every male freeholder and resident householder whose Real property name appears in the revised assessment roll upon which the voters' list used at the election is based, for said municipality, and who is of the full age of 21 years, and a naturalized or natural-born subject of Her Majesty;
- 2. Every male person who resides at the time of the election Income. in the municipality in which he tenders his vote, and has resided therein continuously since the completion of the last revised assessment roll of the municipality, and derives an income from some trade, calling, office or profession of not less than \$400 annually, and is assessed for such income in and by the revised assessment roll of the municipality, upon which the voters' list used at the election is based, and possesses the qualifications required by law other than in respect of property;
- 3. Every person who is a farmer's son within the meaning Farmers' sons of *The Municipal Act*, and entitled as such to vote at municipal elections, under the provisions of said Act. R. S. O. 1877, Rev. Stat. c. 17, s. 375.
- 41.—(1) The persons qualified to be elected as members of Qualifications the council in any municipality after said first election, shall, in of Councillor, addition to the qualification required for voters, be assessed in the said assessment roll for at least \$200 freehold or \$400 leasehold. R. S. O. 1877, c. 175, s. 38.
- (2) Section 77 of *The Municipal Act* shall apply to mem-Disqualifiers of a municipal council to be elected under this Act. 42 V. cation.
- 42. All elections after the first shall be conducted in the Place and consame manner as is provided for municipal elections in town-duct of elections in Ontario, except so far only as otherwise enacted by tion. this Act. R. S. O. 1877, c. 175, s. 39.
- 43. A meeting of the electors shall take place for the nomination of nation of candidates for the offices of reeve and councillors of Reeve and the municipalities formed in accordance with the provisions of Councillors. this Act, on the last Monday in December, annually, at such place therein as may from time to time be fixed by by-law of the council. R. S. O. 1877, c. 175, s. 40.
- 44. When the last Monday in December happens to be Nomination Christmas Day, the nomination of candidates for the office of day falling on reeve and councillors in each of the said municipalities, shall Christmas take place on the preceding Friday, at the times and places, and Day. in the manner prescribed by law. R. S. O. 1877, c. 175, s. 41.

Clerk to preside at nomination.

Returning officer

45. The clerk of the municipality shall preside at the meeting for the nomination of candidates for the offices of reeve and councillors for such municipality, and shall be the returning officer at all elections after the first election. R. S. O. 1877. c. 175. s. 42.

Polling day.

46. The electors of every such municipality shall elect annually, on the first Monday in January, the members of the council of the municipality, except such members as may have been elected by acclamation on the nomination day. R. S. O. 1877, c. 175, s. 43,

Term of office.

47. The persons so elected shall hold office until their successors are elected and sworn into office. R. S. O. 1877, c. 175, 8. 44.

Trial of controverted elections.

48. The provisions of law for the trial of controverted elections, applicable to councillors of townships in counties, shall apply to the members of the council of any municipality formed under this Act. R. S. O. 1877, c. 175, s. 45.

Vacancy in Council, how filled.

49. In case the seat of any member of the council becomes vacant by death, resignation or a continued absence from meetings of the council for a period of six months, it shall be the duty of the council to direct a new election to be held for the purpose of supplying such vacancy. R. S. O. 1877, c. 175, s. 46.

Who to preside at meetings of the Council.

50. The reeve shall preside at all meetings of the council, and in the event of his absence the council shall choose from among their number, a person to preside, and, in such case, the said person so presiding shall have all the powers and exercise all the functions appertaining to the reeve. R. S. O. 1877, c. 175, s. 47.

Reeves to be Justices of the Peace.

51. The reeves of the various municipalities shall be, ex officio, Justices of the Peace, and shall have the like powers as are exercised by other Justices of the Peace in this Province. R. S. O. 1877, c. 175, s. 48.

POLICE VILLAGES.

Erection of police villages.

52. On petition of thirty of the inhabitants of a village in any of the said territorial districts containing one hundred inhabitants at least, the Licutenant-Governor in Council may, by proclamation, erect the same into a police village and assign thereto such limits as seem expedient. R.S.O. 1877, c. 175, s. 49.

Rev. Stat. 670, to apply to police villages.

53. The provisions of The Municipal Act relating to police c. 184,ss. 638 villages or their officers shall apply to the police villages erected under the preceding section, except where inconsistent with this Act. R. S. O. 1877, c. 175, s. 50.

54. The electors of any such police village shall be required Qualification to have the same qualification in respect to such village as the of electors, electors of the said township municipalities; and the elections in police vilfor police trustees shall be held on the same days and in the lages. same manner as elections for councillors. R. S. O. 1877, e. 175, s. 51.

- 55. Any elector of such police village resident therein may Qualification be elected as a police trustee, unless disqualified on account of of police holding an office inconsistent with the position of police trustee. trustees. R. S. O. 1877, c. 175, s. 52.
- 56.—(1) The Lieutenant-Governor in Council may, by pro-Lieutenant-clamation, annex to any municipality, formed as aforesaid, any Governor in territory lying adjacent thereto, and may upon the application annex to cerof two or more adjacent municipalities, form the same, either tain municipality with or without additional area, into one municipality.
- (2) In any such case the Lieutenant-Governor may fix the thereto, and time at which the annexation or union shall take effect, and one. also the time when the first election shall take place, and the name by which the municipality shall be called. R. S. O. 1877, e. 175, s. 53.
- (3) The provisions of this section shall apply to any municipality or municipalities created by Act of the Legislature in any provisional judicial, temporary judicial or territorial district, and to any territory lying adjacent thereto. 47 V. c. 33, s. 2.

ALGOMA AND THUNDER BAY.

57. If any dispute at any time arises as to the validity of Judge to deany by-law, or resolution, or order of any municipality in the cide disputes provisional judicial districts of Algoma and Thunder Bay, the of by-laws, same shall be referred to the Judge of the district, whose etc. decision thereon shall be final, and the said Judge shall have the power of enforcing his decision, if necessary, by a writ or writs under his hand and seal, to be directed to the proper sheriff adapted to the purposes intended. R. S. O. 1877, c. 180, s. 128.

sue-

175.

f the

have

53

eleeshall ality

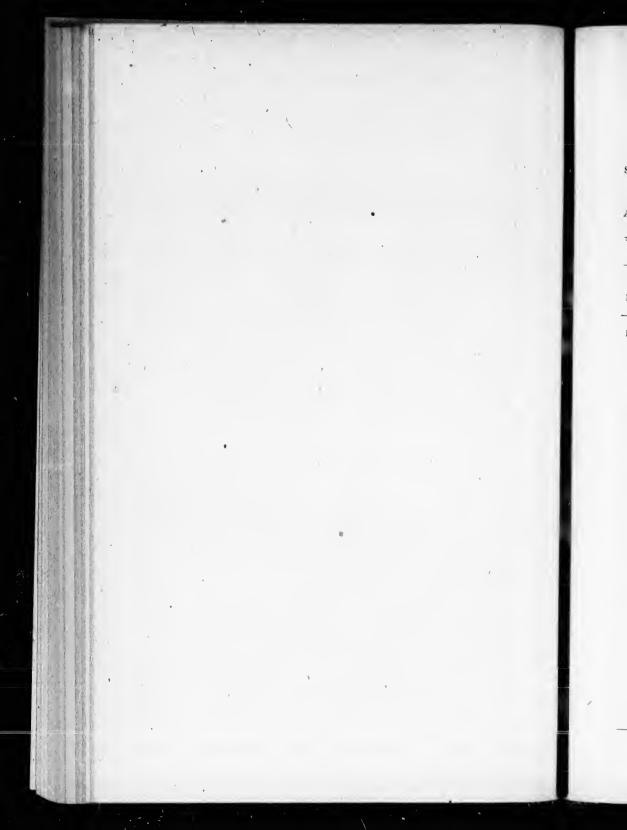
omes neete the or the s. 46.

shall id, in owers eeve.

ers as vinee.

illage ndred may, assign s. 49.

police llages istent

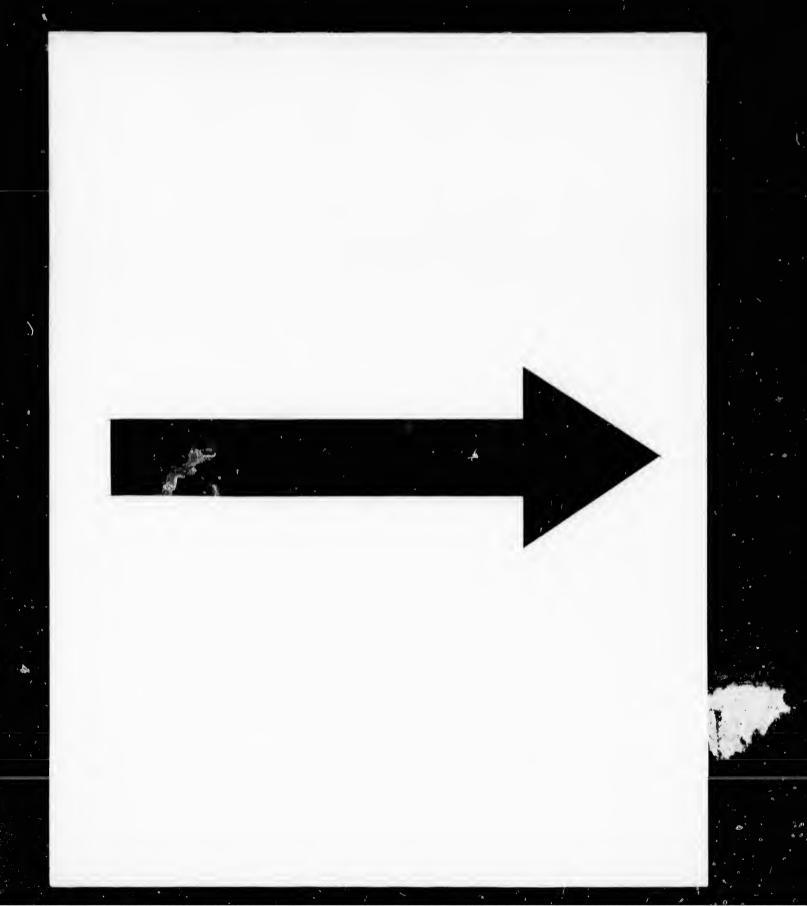


APPENDIX A.

SHEWING ACTS AND PARTS OF ACTS CONSOLIDATED IN THE REVISED STATUTES OF ONTAR1O, 1887, SINCE AND INCLUDING 46 VIC. 1883, CAP. 18. THE CONSOLIDATED MUNICIPAL ACT, 1883.

ABREVIATIONS:—J. A. R., Judicature Act, 1881, Rules; C.R., New Consolidated Rules; H. C. J., High Court of Justice Rules; Sup., Superseded; Rep., Repealed.

	46 V	VICT.	1883.				46	VICT.	1883.	
Sec.	Co	NSOLIDA	TED.		Chap.		Co	NBOLID	ATED.	
Sec.	Chap.	Sec.	Page,	REMARKS	CP	Sec.	Chap.	Sec.	Page.	REMARK
3 1 2 3 4 5 6 7 8 9 100 111 123 114 115 116 117 118 120 122 223 425 26 7 28 29 30 132 334 335 336 337 338 340 411 4243		1 2 3 4 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 18 19 22 1 22 3 24 6 27 28 29 30 31 32 23 33 40 41 24 43	1759 1760 "" 1761 "" 1762 "" 1763 "" 1764 "" 1768 "" 1768 "" 1769 1770 "" 1771 "" 1772 "" "" 1773 "" "" 1774 "" "" "" "" "" "" "" "" "" "" "" "" ""			45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 67 58 59 60 61 62 63 64 66 67 70 71 72 73 74 75 77 77 77 77 78 79 80 81 82 83 84 84 85 86 86 87 77 77 77 77 78 78 78 78 78		45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 55 66 61 62 66 67 70 71 72 72 74 77 78 79 80 81 82 83 84 84 84 84 84 84 84 84 84 84 84 84 84	1774 1775 1776 1777 1777 1778 1780 1781 1782 1783 1784 1785 1787 	Rep. 48 V c. 39, s. 2.



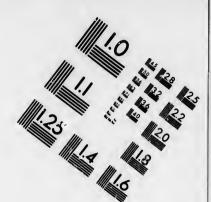
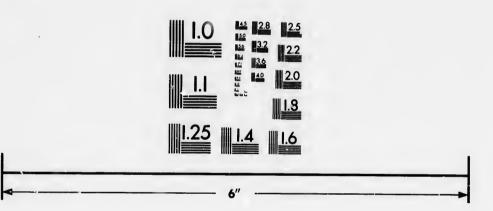


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



STANDAM SEMINATION OF THE SEMI

Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503 SIM STATE OF THE S



1		Con	SOLIDA	TRD.				Con	SOLIDA	TRD.	
Chap.	Sec.			1	REMARKS.	Chap.	Sec.			1	REMARKS
_		Chap.	Sec.	Page.				Chap.	Sec.	Page.	
18	86	184	86	1788		18	144	184	145	1806	
	87		87	"	1		145		146		
	88 89		88 89	1789			146 147		147 148	1807	
П	90		90	"			148		149	44	
- 1	91		91	44			149		150	1808	1
	92		92	1790		}	150		151	"	
	93		93	16			151		152	1809	
	94 95	-	94 95	1 44			152 153		153 154	1009	
	96		96		İ		154		155	44	
1	97		97	"		1	155		156	1811	
	98		98	1791			156		157	1812	
	99 100	İ	99 100	66			157		158 159	1012	
	101		101	1792		ĺ	159		160	6.	ļ
	102		102	11			160		161	1 "	
	103 104		103 104	1793			161 162		162 163	1813	
	105		105	1794			163		164	1815	
	106		106	1795	1 2		164		165	44	
	107		107	1796			165	1	166	1816	
	108 109		108	"			166 167		167 168	64	
	110		110	44			168		169	1817	
	111	1	112	"			169		170	"	
	112		113	1797			170		171	"	
	113		114 115	"			171 172		172 173	1818	
	115		116	"		1	173		174	11	
	116			;	Rep. 47 V.	1	174		175	66	
	117	104	110	17700	c. 32, s 5.		175		176 177	1819	
•	118	184	118 119	1798			176 177		178	1019	
	119		120	"			178		179	**	
	120		121	"	1		179		180	"	1
	121 122		122 123	1799	1		180 181		181	1820	
	123	1	124	1800		1	182		184	1020	
	124		125	46			183			1 §	Rep. 48
	125 126		126	66			184	184	186	1820	c. 39, s.
	127		127 128	1801			185	194	187	1821	1
	128	_	129	6.	,		186		188	66	
	129		130	- 6			187		189	1000	
	130 131		131 132	1802			188 189		190 191	1822	
	132		133	1002			190		192	64	1
	133		134	"		1	191	1:	193	44	
	134		135	1000			192	1	194	"	
	135		136	1803			193 194		195 196		
	136 137		137 138	1 44		1	195		197	**	
	138		139	"		1	196		198	1823	
	139		140(1) 1804			197		199	66	1
	140		141	1905			198 199		200 201	"	
	141 142		142 143	1805			200		201	1824	
	143	1	144	1806		11	201		203	66	

		VICT.	1883.				46	VICT.	1883.	
Chap.		Consolid	ATED.		.d		Co	NSOLIE	TED.	
Cha Sec.	Ch	ap. Sec.	Page.	REMARKS.	Chap.	Sec.	Chap	. Sec.	Page.	REMARKS
18 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 24 225 236 237 238 239 240 241 242 252 263 274 275 276 277 278 278 279 279 279 279 279 279 279 279	184	205 206 207 208 209 211 212 213 214 215 216 217 218 229 220 220 220 220 230 230 231 232 233 234 235 236(1) 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247	1830 c 1831 c c	ep. 49 3. 37, s. V. 29, s. 9. tSup, 49 .38, s. S	2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	96 97 99 99 90 00 01 02 33 84 77 8 9 9 0	284	283 283 283 285 286 287 285 286 287 288 289 290 291 292 291 292 291 292 294 1 294 295 296 297 298 299 200 1 200	1838 	Rep. 50 V c. 29, s. 11 Rep. 50 V c. 29, s. 9.

Rep. 48 V. s. 39, s. 7.

REMARKS.

		46 V	ICT. 18	883.	-			46 V	CT. 18	383.	
á	 .	Con	SOLIDAT	TED.		ġ.		Con	SOLIDA'	red.	
Chap.	Sec.	Chap.	Sec.	Page.	REMARKS.	Chap.	Sec.	Chap.	Sec.	Page.	REMARKS.
18	313	184	311	1851		18	369 (2)	184	367 (2)	1869	
	314	1	312	1852			370		368	66	
	315		313	"	,		371		369	66	
	316		314	1853			372		370	1870	
	317		315	;;			373		371	1071	
	318		316	1854			374 375	•	372	1871	
	319 320		317 318	1004			376		373 374	16	
	321		319	"					314		Rep. 47 V
- 0	322		320	".			377	• • • • • • •		}	c. 32, s. 9.
ĺ	323		321	1855			378	184	- 376	1872	,
	324		322	"			379		377	66	
	325		323	"			380		378	46	
	326		324	1856			381		379	1873	
	327 328		325 326	"			382 383		380		
	329		327	"		1	384		381 382	1874	
	330	İ	328	66			385		383	1074	
	331	1	329	1857			386		384	"	1
	332		330	66		ļ	387		385	1875	
	333		331	"	d	li	388		386	"	
	334		332	"			389	1	387	"	
	335	1	333	1858			390 391	1	388		
	336 337		334 335	**			392		389 390	1876	
	338	1	336	"		il .	393		391	10,10	
	339		337	1859			394		392	- 66	1
	340		338	"			395		393	66	
	341		339	**			396		394	1877	١.
	342		340			1	397		395	66	,
	343 344	1	341 (1) 342	1861			398 399		396 (1)	1878	
	345		343	1862		11	400	1	397 398	10/0	
	346		344 (1,2)	1			401	i	399	66	
	347		345	1863	1		402		400	"	
	348		346	"			403		401	1879	1
	349		347				404	1	402	"	
	350 351		348 349	1864	1		405		404	1	
	352		350	"			407	Į.	405	1880	
	353		351	"			408	i	407	"	
	354		352	1865			409		408	1881	
	355		353	"			410		409	66	1
	356		354	"			411		410	1882	
	357 358		355 356	1866			412 413	}	411	"	
	359		357	1867			414		412	44	
	360		358	1007			415	1	414	66	
	361		359	"			416		415	1883	
	362		360	"			417		416	**	
	363		361	"		1	418		417	1883	
	364		362	1000			419		418	1884	
	365		363	1868			420 421		419	**	
	366 367		364	1		1	421		420 421	;;	
			300		Rep. 47 V.		423		421	**	
	368			···· }	c. 32, s. 8.		424		423	1885	
	200 11			1	Rep. 50 V.		425		424	66	
	309 (l)		1 1	с. 29, в. 16	11	426	1	425	66	

REMARKS.

_		46	VICT.	1883.				46 T	VICT.	1883.	,
ď.		(Consoli	DATED.	REMARKS.			Co	N30LID	ATED.	
Chap.	Sec.	Cha	p. Sec.	Page.	1	Chap.	Sec.	Chap.	Sec.	Page.	REMARKS
18	427 428 429	18	4 426 427 428	1885 1886		18	477 478 479	184 242	476	1899 2587	
	430 431 432		429 430 431	1887 1888			480 481 482(1-9)	184	477(1) 478	1899	Effete.
	433 (1) (2) (3)	1	432 30 2 25	792 791			(10-15)		479(1-9) (10-15)	1901 1903	Unnecessary
	(4) (5) 434		28 26 433	**			(17)		·	}	See c. 199,s.4. Rep. 50 V. c. 29 s. 20.
1	435 436 (1)	184		1889	Rep. 50 V.		(18-20) (21)	184 {	479 (17-19) 521 (12)	1904-5 1944	
-	(2) 437	184	435(4)	1890	c. 8, Sched Rep. 49 V.		(22) (23) (24)	184	479 (20) 479 (21)	1905	Unnecessary
1.	438 439	184	438	1890	c. 37, s. 9.		483 484 485		480 (1) 481 482	1906 1907	0
1	440 441 442 443		439 440 441	1891			486 487 488	14	183 184 185	1908	
4	144 145 146		442 443 444	"			489 490 (1) (2)			1910 1911	
4	147 148 149		445 446 449	1892			(3-9) (10-21) (22)		$6.11a) 1 \\ 13.34) 1$	911-3	
4	50 51 52	*	450 451 452 453	1893		1.	(23-31) (32) (33-37)		(26)	1916	
4	53 54 55		454 455 456	1894			(38) 191 192		(56) 91	1919 1920 1919	
4.	56 57 58		457 458 459	"		4	193 194	184 49	94]	{ s	ub· See 47 V. 38, s. 12(1).
4	59 60		460 461 462	1895		49	(3) (4)	47	(3)	922	
46	32 33		463 464 465	1896			(5-11) 6 (1st part.)	49	1	924 926	
46 46	55 . 66	43	466	444 1897			(1)	184 48	9 (3) 1		ep. 47 V. 32. s. 13.
46 46 47	8 9	184	468 469 470	"			(3, 4) (5) 1	184 49		{ R.	ep. 47 V. 32, s. 13.
47 47:	1 2		471	898		((3-6) 19	26 c.	ep. 47 V. 32, s. 13.
476	4 5	- 1	474	899 N	t con-		(13) 4-16) 7-31)	489 496	(55) 19 (7-9) 19 (7-9) 11	919 926 927 928	

		46 V	ICT. 18	883. 🔍				46 V	ICT. 18	383.	
		Con	SOLIDA'	FED.				Con	soLIDA'	red.	
Chap.	Sec.	Chap.,	Sec.	Page.	REMARKS.	Chap.	Sec.	Chap.	Sec.	Page.	REMARKS
18	(36)	184	(31) (32,33)	1829 1930		18	(9-11) 522		(16-18) 522 (1)	1945	
	(39-41)		(- , -,	5	Rep. 47 V.		523			{	Sup. 48 v
	1	104		1930	c. 32, s. 13.		524	184	524	1946	c.23, s.2(3)
	496 (42) (43)	184	496 (34) (35)		Rep. 50 V.		525 526	104	525 526	1947	. \
	(44)			[c. 29, s. 27.		527		527	"	
	(45)			{	Rep. 47 V.		528		528 529		
	(46-48)		(38-40)	1931	c. 32, s. 14		529 530		530	1948	
	, ,		(30-10)	1001	Rep. 47 V.		531		531 (1,2)	66	- 1
	(49)			}	c. 32, s. 13.		532		532	1949	
	(50)		1	}	Unnecessary See c. 189.		533		533 534	1949	
	497	184	497	1932	Dec el 100.		534			(Rep. 48 V
	498	101	498	1933		1	535			}	c. 39, s. 2
	499	1	499	1934			536	184	536 537	1950	
-	500		500	1935			537 538		538	66	
	501 502		501 • 502	1330	2		539		539	1951	!
	503(1-3))	503 (1.3)	"	,		540		540	66	
	(4)	589 (51)	1918			541		541 542	"	
	(5,6	?	503 (4, 5				542 543		543	"	
	(7		(6)	"			544		544 (1)	1952	
	(9		(8	"			545		545	"	
	(10-12)	(9-11	1010			546		546 (1-4 547	1953	
	(13)1 }	489 (52) 503 (12)			1	547 548		548	1954	
	FO4 /3	, ,	303 (12)	1000	Rep. 50 V.		549		549	, "	
	504 (1	1			c. 29, s. 30.	1	550(1-7)	550 (1-7	1956	
	(2-5) 184	504 (2.5	1937	Rep. 47 V.				,	(1990	Rep. 48
	(6)		$\cdot \cdots \langle$	c. 32, s. 16.		(8	1		1 {	c. 39, s. 2
	(7-13) 184	{ 504(6	1937			(9	184	550 (9	1956	
						ll .	551 552	}	, ,2	1957	
	505)	505 (13	1938		11	553	4	553	"	
	506		506	66		I	554	1	554	1958	
	507		507	1939		ll	555		555	66	1
	508		508	"		l	556 557		556 557	"	1
	509 510	1	509 510	"		ll .	558		558	1959	1
	511		511 (1.9	1940		1	559		559	"	
	512		512	1941		1	560	1	560	"	
	513		513	"			561 562		561 562	"	
	514 515	1	514 515	1 "			563		563	"	
,	516		516	"			564		564	1:460	
	517		517	"			565	1	566 (1-0	3) 1961-	
	518		518	1942			566 567		567 565	1963 1960	
	519 520		519 520	64			568		568	1964	
					2 *		569		568	"	
	-21(1-6	1	521 (1-	(101		1	570	1	569 (1- 16)	1965-	9
	(7-8	3)	(9-10) 1943					16)	,	

		46	VICT.	1883.				46	VICT.	1883.	
ď.		C	ONSOLII	ATED.	-			C	ONSOLID	ATED.	
Chap.	Sec.	Chap	Sec.	Page.	REMARKS.	Chap.	Sec.	Chap	Sec.	Page.	REMARK
18	571	184		2) 1870-	2	18	613	184	614	1988	
	572	\\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\	Sch. I 571	3. 389 1972			614	10	617	1989	
	573	1,10	572	1973			615				Rep. 50 V
	574 575		573 574	"			616	184		1990	c. 29, s. 42
	576		575	"			617 618		621	1991	
	577		576	1974			619		$\begin{array}{c} 622 \\ 623 \end{array}$	1992 1994	
	578 579		577 578	"			620		625 (1, 2) "	-
	580		579	"			$621 \\ 622$		626 627	1995	
	581 582 (1-3)		580 581	16			623		628	1996	1
	(4)	361	1975	Effete.		624 625	1	629 (1,2) "	
	583	184		1975	Ishete.		626		631 632	1998	10
	584 (1		583 (1) ",	D 45 37		627		633 (1,6	"	
	(2			$\{\cdots\}$	Rep. 47 V. c. 32, s. 18.		628 629		634 635	2000	
1	585 587	184	584 585	1976			630		636	2001	
1	587 (1,2)		586 (1,2				631		637	66	
- 1	(3)			1	Sup. 50 V.		632 633		638 639	2002	
	588	184	588 (1, 2	1978	c. 29, s. 41.	1	634		640 °	66	
	589		589	13,0			635 636		64? 642	"	
	590 591		590 591	1979			637		643	2002	
-4	592		031		Rep. 49 V.		638 639		644	"	
1	092			{	с. 37, в. 31.		340		645 646	2003	
1	503	 		}	Rep. 48 V.		341		647	"	
	594	184	594	1980	c. 39, s. 28.		342 343		648 649	"	
	595 596		595 596	"	1	6	344		650	**	
1	597		597	1981			45 46		651	"	
	598 599		598	"			47		652 653	2004	\'
	500		599 600	"			48		654	"	
	501		601	1982	U		49 50		655 656	"	
	502 503		602 603	1983	11		51		657	"	
6	04		604	1984	i		52 53		658	"	
	05 06		605	"		6	54	~	659 660	2005	
	07		606. 607	"			55		661		
	08		608	1985	.		56 57		662 663	. "	
	09 10		609 610	"		6	58		664	"	
	11		611				59 60		665	2006	*
6	12 part				Sup. 50 V.	66			666		Sup. 47 V. c.
	(1)				29, s. 48. Rep. 47 V.	- 1	32	10.			38, s. 12 (1,2).
	(1)		• • • • •) (a, 32, s. 20.		33		668	2006	
1	(2-7)	184	612 (2-7)	1986-7	. 1	66	34		669	2008	
	(8)	• • • • • •		}	Rep. 50 V. 32, s, 42.	66			670 671	"	

REMARKS.

Sup. 48 v. c.23,s.2(3).

Rep. 48 V. c. 39, s. 22.

Rep. 48 V. c. 39, s. 23.

		46 V	ICT. 18	883.	1			48 V	ICT. 1	885.	
Chap.	Sec.	Con	SOLI DA	red.	REMARKS.	Chap.	Sec.		SOLIDA		REMARKS.
	02	Chap.	Sec.	Page.				Chap.	Sec.	Page.	
18	667 668 Schedá.	184	672 Scheds	2009 { 2009	Repealing clause.	39	1 2 3, 4,	184	56	1777	Short title. Rep. 49 V. c. 37, s. 2.
		47 V	ICT. 1	884.			5 6 7	184	111 182 185	1820	
.d		Con	SOLIDAT	ED.	REMARKS.		8 9 10	72	268 396 (2) 4	1838 1877 787	
Chap.	Sec.	Chap.	Sec.	Page.			11 12 13	184	466 496 466	1896 1897 1896	
32	1 2 3	184	77 (1) 79	1784 1785	Short title		14 15 16 17		511 (3) 495 (4) 521 (11) 496(25a)	1923 1944 1928	
	4 5 6 7 (1) (2) (2,3) (4) (5) 8 9 10(1,2) (3) 11 12 13 (1) (2) (3) (4-6) (7-9) (10) (11) (12) 14 15 (1) 16 17 18 19 20 21 22	184	102, 103 104 117 236 (2) 260 (1) 262 264 261 260 (2) 366 375 403 16 (2) 495 (3) 496,26,489(42) (50) (41)	1792-3 1794 1797 1831 1837 1838 1837 1868 1872 1879 2057 1922 1929 1917 1918 1917 1918 1918 1919 1918 1931 1948 1976 1985	9	41	18 19 20 21 22 23 24 25 26 (1) (2) 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39(1-3) (4) 1 2 3	184	(31) (37) 521 (7,8) 523 531 (3) 535 550 (8) 566 (7) 583 (3) 586 (4) 585 593 612 (10) 629 (3) 630 (18) 615 612 (1a) 	1931 1943 1945 1948 1950 1956 1962 1969 1977 1976 1980 1988 1995 1997 1989 1990 1988 1986	Not consolidated. Not consolidated. Repeals R. S. O. 1877.
33	23 (1) 24 1 2		448 113 1 (1) 56 (3)	2124 2020							

REMARKS.

Short title.

Rep. 49 V.
c. 37, s. 2.

Not consolidated.

Not consolidated. Repeals R. S. O. 1877. c. 175.s. 18.

-		49 V	ICT. 1	886.				50	VICT.	1887.	
Chap.	Sec.		SOLIDA		REMARKS	Chap.	Sec.	Co	NSOLIDA	TED.	REMARKS
37	1	Chap.	Sec.	Page.			00	Chap	Sec.	Page.	
91	2 3	104		}	Short title. Rep. 50 V. c. 29, s. 2. Rep. 50 V. c. 29, s. 8.	29	4 5 6 7	184	99 138 140 (2) 227	1791 1803 1804 1829	Danaski
	5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16, 17 18 19 20 21 22 23 22 24 25 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 (1-2) (4) . (4) .	184 ((9) (18-20) (70 (3) (1,2)	1856 1862 1899 1915 1936 1945 1945 1962 1962 1962 1962 1972 1972 1972 1973 1978 1978 1978 1986 1981 1998 1998 1998 1998	Rep. 50 V. c. 29, s.36. Part not con- solidated. Effete.	4	8, 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 41 41 41 41 41 41 41 41 41	184 5	263 (2) 252 248 248 248 252 248 252 367 (1) 3 25 30 (16) (22,3) (17,5) (25,5) (57,58) 496 (31 a-d) (42) (50) (42) (42) (50) (42) (42) (50) (42) (42) (50) (42)	1833 1833 1833 1833 1835 1868 786 791 792 1901 1913 1905 1910 1913 1936 1937 1936 1937 1948 1949 " FR	Repealing clause.
		50 VIC	T. 1887	7.		4	13 14			989 992	ause.
Curap.	Sec.		ec. Pa		EMARKS.	4	15 16 7	184 { 58 58 34	29 (1) 1 (4) 1 83 (3) 1 86 (4) 1 11 (2) 18	996 997 976 977 861	
	1	184 73		Sh. Sh.	ort title	4:	8	61	$\begin{array}{c ccccccccccccccccccccccccccccccccccc$	911 921 985 988	

		-50 VI	CT. 18	387.		50 VICT. 1887.					
-d		Cons	SOLIDA	fed.	REMARKS.	Chap.	.,	Con	REMARKS		
Cha	Chap.	Chap.	Sec.	Page.		ප 	Sec	Chap.	Sec.	Page.	
29	48 {		618 (1) 620 622 (1) 625 (1,2) 628 629 (1) 630 2 37, 38 46 47	1990 1992 1994 1996 4 1997 2067		29	49 50 51 52 53 54 55	184	613 521(13) 48 49 50 569(21)	2081 2082	

0

t

MUNICIPAL AMENDMENT ACT 1888.

51 Vict. Cap. 28.

[Assented to 23rd March, 1888.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Commence-Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts ment of Act. as follows:—

- 1. This Act may be cited as *The Municipal Amendment* Rev. Stat. c. Act, 1888, and shall come into force on the 1st day of August, 184 s. 24, 1888, except as to section 16, which shall come into force on the 1st day of November, 1888.
- 2. Section 24 of *The Municipal Act* is amended by adding thereto the following sub-sections:
- (4) In case a petition signed by one hundred and fifty qualified municipal electors of any town or incorporated village, be presented to the council of such town or incorporated village asking that a by-law be submitted for the annexation of such town or incorporated village to an adjacent village, town or city, either unconditionally or upon such terms as may be set out in said petition, it shall be the duty of such council to submit a by-law for the annexation of the said incorporated village or town to the vote of the municipal electors of the said town or incorporated village, and said council shall forthwith prepare a by-law directing the submission of the question in accordance with the prayer of the petition, and shall submit the same to the said municipal electors for approval or otherwise within four weeks after the receipt of the petition by the said council.
- (5) A by-law which is duly carried, under the provisions of the last preceding sub-section, by the vote of the municipal electors of said town or incorporated village shall, within a reasonable time, but not exceeding one month thereafter, be adopted by said council.
- (6) Thereupon the council of such adjacent village, town, or city may, by resolution, assent to the annexation of such town or incorporated village afcresaid.
- (7) In the event of the annexation of any such town or incorporated village as aforesaid having been approved of and assented to in manner hereinbefore provided, the same may be carried into effect by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, as hereinbefore provided.
- 3. Section 48 of the said Act is hereby amended by adding Rev. Stat. thereto the following sub-section:

Delivery of books to treasurer.

(2) The treasurer of the senior county shall, upon being requested so to do, deliver to the treasurer of the new county the books relating to the municipalities within the new county required to be kept under section 152 of The Assessment Act.

Rev. Stat. c. 184, s. 49 amended.

4. Section 49 of the said Act is hereby amended by adding thereto the following sub-sections:

Execution of writs.

(2) This section shall not be held to authorize the sheriff of the senior county to execute within the new county any writ which is not in his hands at the time the dissolution takes effect, unless such writ depends for its priority upon a former writ executed by such sheriff or in his hands at the said time

Pending actions.

(3) All actions and proceedings in any Court which may be pending at the date the establishment of the new county takes cffect, may be prosecuted, continued and completed, and all writs of execution and other processes, and all acts and proceedings subsequent thereto, may (subject to any order to the contrary being made) be taken, issued, and had in the county in which such actions and proceedings were originally commenced as fully and effectually as if the junior county had dot been separated from the senior county; and subject to the provisions of the next sub-section, no writ or other process or proceeding shall lose its priority by reason of no entry thereof appearing or being in the proper office in that behalf in the new county; and all officers who would have had power or authority to execute such writ, process or proceedings, if the new county had not been formed, shall, for the purpose of all pending suits, actions and proceedings, have the same power and authority in respect of the same as if the dissolution had not taken place.

Continuation of writs in

(4) No unsatisfied writ against lands or goods in the hands of the sheriff of the union on the day the dissolution takes effect shall sheriff at time bind lands or goods situate within the limits of the new county, of dissolution, or have any effect upon such lands or goods after one year from the said day, unless the person entitled to the benefit of such unsatisfied writ before the expiration of the said year shall have placed a writ against lands or goods (as the case may require) in the hands of the sheriff of the new county, indorsed with a notice that priority is claimed by virtue of this Act, in which case his writ in the hands of the sheriff of the senior county, if it, at the said time, did bind lands or goods within the territory included in the new county, shall continue to bind such lands or goods and shall retain its priority so long as such indorsed writ remains in force; provided such person shall not in the meantime have permitted his writ in the hands of the sheriff of the senior county to expire, or shall not have otherwise lost his priority.

Division Courts.

(5) The Lieutenant-Governor may, in the proclamation establishing the new county, or in a subsequent proclamation, fix and determine the number, limits and extent of the Division Courts for the new county, to take effect from a day to be

eounty county ent Act.

adding

heriff of ny writ n takes former id time may be ty takes and all

and pror to the ecounty ly comhad 20th the protor prothereof if in the ower or

ower or s, if the se of all e power ion had

hands of ect shall county, ne year enefit of iid year the case county, e of this ff of the or goods continue so long a person

amation mation, Division y to be

ie hands

ot have

named, subject to be thereafter altered under the provisions of The Division Courts' Act, and may by such proclamation Rev. Stat. c. direct that suits and proceedings which at the said day are 51. pending or being in any Division Court therein specified, shall become suits or proceedings of any other Division Court therein specified, and thereupon such suits or proceedings may be continued in such last mentioned Court as if they had been commenced therein.

(6) All chattel mortgages relating to property within any of Chattel the townships, cities, towns or incorporated villages forming the Mortgages. new county, at the date the proclamation takes effect, shall until their renewal becomes necessary to maintain their force against creditors, continue to be as valid and effectual in all respects as they would have been if the new county. Id not been formed, but in the event of a renewal of any such chattel mortgage after the date the proclamation takes effect, the renewal shall be filed in the proper office in that behalf in the new county as if the mortgage had originally been filed therein, together with a certified copy under the hand of the clerk and seal of the County Court, and no chattel mortgage in force at the said date shall lose its priority by reason of its not being filed in the new county prior to its renewal.

5. Section 65 of the said Act is hereby repealed, and Rev. Stat. c. l84, s. 65, re

65.—(1) No reeve or deputy reeve shall take his seat in the Certificates as county council until he has filed with the clerk of the county to election and council a certificate of the township, village or town clerk, voters to be under his hand and the seal of the municipal corporation, that filed by reeves such reeve or deputy reeve was duly elected, and has and deputy made and subscribed the declarations of office and qualification, as such reeve or deputy reeve; nor, in case of a deputy reeve, until he has also filed with the clerk of the county an affirmation or declaration of the clerk or other person having the legal custody of the last revised voters' list for the municipality which he represents, that there appear upon such voters' list the names of at least 500 persons, entitled to vote at municipal elections, for the first deputy reeve elected for the municipality, and that no alteration reducing the limits of the municipality, and the number of persons on said list entitled to vote at municipal elections, below 500 for each additional deputy reeve, has taken place since the said voters' list was last revised.

(2) In counting the names of voters referred to in this section and in sections 69, 70 and 71 the name of the same person shall not be counted more than once in any municipality, whether the name of such person appears upon the voters' lists only once or more than once.

6. Section 67 of the said Act is hereby repealed, and the Rev. Stat. c. following substituted therefor:—

184, s. 67, repealed.

67. The declaration in section 65 mentioned may be in the Form of declaration as to following form :--

number of voters.

Gentleman, Clerk of the Township, (Town or I, A. B., of Village, as the case may be) of , in the County of

do hereby declare and affirm as follows

(1) That I am the person having the legal custody of the last revised voters' list for the said Township (Town or Village as the case may be.) (2) That there appear upon the said list the names of at least hundred (500 for each Deputy Reeve), persons entitled to vote atmunicipal

elections in the said Township (Town or Village as the case may be.)
(3) That no alteration reducing the limits of the said municipality, and

the number of persons entitled to vote at municipal election, below hundred (500 for each Deputy Reeve), has taken place since the said list was last revised.

(4) That in counting the names of the voters on the said list, the names of the voters thereon have not, to the best of my information, knowledge or belief, been counted more than once, whether they appear upon the said list once or more than once.

Rev. Stat. c. 184, s. 69 (1), amended.

3. Sub-section 1 of section 69 of the said Act is amended by striking out all the words in the said sub-section from the word "and," in the seventh line thereof, to the word "deputy reeve," in the thirteenth line thereof, both inclusive and substituting the following words in lieu thereof: "and if the town had the names of 500 persons entitled to vote at municipal elections on the last revised voters' list, then a deputy reeve shall be added, and for every 500 additional names of persons so entitled to vote on such list there shall be elected an additional deputy reeve."

8. Sections 70 and 71 of the said Act are hereby repealed Rev. Stat. o. 184, ss. 70 and and the following substituted therefor: 71 repealed,

Incorporated village coun-

70. The council of every incorporated village shall consist of one recve, who shall be the head thereof, and four councillors, and if the village has the names of 500 persons entitled to vote at municipal elections on the last revised voters' list, then of a reeve, deputy reeve and three councillors, and for every additional 500 names of persons entitled to vote on such list there shall be elected an additional deputy reeve instead of a councillor.

Township councils.

71. The council of every township shall consist of a reeve, who shall be the head thereof, and four councillors, one councillor being elected for each ward, where the township is divided into wards, and the reeve to be elected by a general vote; but if the township had the names of 500 persons entitled to vote at municipal elections on the last revised voters' list, then the council shall consist of a reeve, deputy reeve and three councillors, and for every 500 additional names of persons entitled to vote on such list, there shall be elected an additional deputy instead of a councillor.

Vict.
in the

own or

revised be.)

unicipal

ity, and w said list

e names owledge pon the

. *B*.

Act is section e word aclusive 'and if vote at then a l names elected

epealed

consist or counentitled ers' list, and for on such estead of

a reeve, me counriship is general sons end voters' eeve and s of perau addi9. Section 73 of the said Act is hereby amended by adding Rev. Stat. c. thereto the following sub-sections:

184, s. 73, amended.

(2) No person who has, or whose wife has, property duly When alienarated on the last revised assessment roll, sufficient to qualify tion of prohim as in the preceding sub-section required, shall be deemed not to distorbe disqualified by the alienation by sale or other wise of the qualify. said property between the date of the return of the assessment roll and the time of his election, provided that at the time of his election such person is resident within the municipality and has, or his wife har, as proprietor or tenant, a legal or equitable freehold or leasehold, or partly freehold and partly leasehold, or partly legal and partly equitable estate of sufficient assessed value to qualify him for election under the preceding sub-section.

(3) In the case of the election of a person qualified under the preceding sub-section, the oath of office under sub-section 2 of section 270 of this Act may be taken, striking out all the words thereof after the word "occupation" in the thirteenth line of the said sub-section, and inserting in lieu thereof the words "and I had such an estate actually rated on the last revised assessment roll of this township (naming it) at an amount not less than \$2,000."

10. Section 107 of the said Act is hereby amended by adding Rev. Stat. c. thereto the following sub-sections:

(2) The council of any incompated to the said Act is hereby amended by adding Rev. Stat. c. 184, s. 107, amended.

(2) The council of any incorporated town, divided into Nomination of wards may, by by-law, provide that the nomination for coun-councillors in cillors for the several wards shall be held at the same time and towns. place as the nomination for mayor, reeve and deputy reeve.

(3) Where no such by-law is passed the nomination of councillors in such town shall take place as provided by section 109 of this Act.

(4) Notwithstanding any hing herein contained, the council of any incorporated town or village may by by-law provide that the nomination for mayor, reeve, deputy reeve or reeves and councillors may be held at half past seven o'clock in the evening instead of at the hours and times in this Act mentioned.

11. Section 109 of the said Act is amended by adding Rev. Stat. c. thereto the following: "And the hour for the nomination of 184, s. 109, candidates for the offices of aldermen in cities, may, in and amended. by the by-law fixing the places for such nomination, be fixed at half-past seven o'clock in the evening, instead of at noon."

12. Section 167 is amended by adding to sub-section 1 the Rev. Stat. c. following article:

(a) Apply for a hellot paper in the paper of amended.

(e) Apply for a ballot paper in the name of some other person, whether that name is of a person living or dead, or of a fictitious person, or having voted once

and not being entitled to vote again at an election shall apply at the same election for a ballot paper in his own name. This provision is not to be construed as including a person who applies for such ballot paper believing that he is the person intended by the name entered on the voters' list in respect of which he so applies for a ballot paper.

Rev. Stat. c. 13. Section 263 of the said Act is amended by adding the 184, s. 263, following sub-sections thereto: amended.

Publication of liabilities.

- (3) The council of every town, township and incorporated statements of village shall hold a meeting on the fifteenth day of December in each year, or if such day happen to be a Sunday, then on the Monday following, and shall immediately thereafter publish a detailed statement of receipts and expenditure for the portion of the year ending on the day of such meeting, together with a statement of assets and liabilities and uncollected taxes. The said statement shall be signed by the mayor or reeve and by the treasurer, and shall be published forthwith in one or more newspapers of the municipality (if any) and in such other newspapers circulated in the municipality, as the council may direct.
 - (a) Instead of publishing the said statement in any newspaper, the council may cause the same to be posted up, not later than the twenty-fourth day of December, in the offices of the clerk and of the treasurer, as well as at all the post offices in the municipality, and at not less than twelve other conspicuous places therein.
 - (4) The clerk shall procure not less than one hundred copies of the said statement and shall deliver or transmit by post to the electors who first requested him to do so, one of such copies not later than the twenty-fourth day of December in each year, and shall also see that copies of the said statement are produced at the nomination.

tl

m

ar of

14. The provisions of the preceding section shall not apply Application of s. 13 limited. of the township municipalities situated in the electoral districts of East Algoma, West Algoma, North Renfrew, Muskoka, Parry Sound, or Haliburton.

15. Section 271 of the said Act is hereby repealed, and the Rev. Stat. c. 184, 8. 271. following substituted therefor:repealed.

271. Every member of a municipal council, every mayor, and Declaration of office to be made by certain officers. of works and street overseer or commissioner appointed by t paper to be ies for person voters'

ng the

corated cember chen on creafter ure for ceting, uncolmayor forth-(if any) ipality,

y newsposted
lay of
of the
in the
e other

l copies post to copies ch year, re pro-

t apply listricts uskoka,

and the

or, and or clerk

a council, shall also, before entering on the duties of his office, make and subscribe a solemn declaration to the effect following:—

- I, A. B., do solemaly promise and declare that I will truly, faithfully Form of declarand impartially, to the best of my knowledge and ability, execute the ration of office. office of (inserting the name of the office), to which I have been elected (or appointed) in this township (or as the case may be), and that I have not received, and will not receive, any payment or reward, or promise of such, for the exercise of any partiality or malversation or other undue execution of the said office, and that I have not by myself or partner, either directly or indirectly, any interest in any contract with or on behalf of the said corporation.
- 271 (a). Every returning officer, deputy returning officer, Declaration of poll clerk, constable and other officer appointed by a council returning offishall, before entering upon the duties of the office, make and cers and subscribe a solemn declaration to the effect following:—
- I, A. B., do solemnly promise and declare that I will truly, faithfully and impartially, to the best of my knowledge and ability, execute the office of (inserting the name of the office), to which I have been elected (or appointed) in this township (or as the case may be), and that I have not received, and will not receive any payment or reward, or promise of such, for the exercise of any partiality or malversation or other undue execution of the said office.
- 16. The said Act is amended by adding thereto the following as section 320 (a):—
- 320 (a)—(1) Notwithstanding anything contained in the pre- Aid to manuceding section of this Act the vote of two-thirds in the affirm-facturers. ative of the ratepayers who are entitled to vote upon any by-law granting aid to or for promoting the establishment of a manufactory or manufacturing establishments, or for lending money to such company, person or establishment, or guaranteeing the payment of money borrowed in any municipality, shall be necessary in order to the carrying of the by-law, and the words "two-fifth," where they appear in the said preceding section shall not apply to the passage of such by-law, and for the purposes hereof the said section shall be read as if the words "two-thirds" instead of "two-fifths" were inserted therein.
- (2) No municipality shall grant a bonus to a manufacturer under this section who proposes to establish an industry of a similar nature to one already established in such municipality without any such bonus;
- (3) No bonus shall be granted by a municipality to secure the removal thereto of an industry already established elsewhere in the Province;
- (4) No municipality shall grant a bonus in aid, of any manufacturing industry, where the granting of such bonus would, for its payment, together with the payment of similar bonuses already granted by said municipality, require an annual levy for principal and interest, exceeding ten per cent. of the total annual municipal taxation thereof

Rev. Stat. c. 184, s. 436, amended.

296

2. 17. Section 436 of the said Act is amended by adding the following sub-section thereto:—

(3) The board of commissioners of police shall also regulate and control children engaged as:

- (a) Express or despatch messengers;
- (b) Vendors of newspapers and small wares;
- (c) Bootblacks;

Rev. Stat. c. 18. Section 460 of the said Act is amended by adding 184, s. 460, thereto the following sub-sections:

- (4) Any two or more local municipalities shall have the same powers and rights as to acquiring, holding and maints ining an industrial farm, or acquiring, erecting and maintaining a house of industry or refuge as any county or city or united or contiguous counties or city or town and county now have under and by virtue of this Act or otherwise, and may arrange with any other local municipality or municipalities for the admission upon such terms and conditions as may be agreed upon between them, of such other local municipality or municipalities to a joint ownership or occupancy or right of user by said other municipality or municipalities in or of said farm, house of industry or refuge. Any purchase or grant to or acquisition by two or more local municipalities of any such farm, or the erection of any such house of industry or refuge, or any agreement or by-law therefor or any agreement or by-law for the admission of any other local municipality to such joint ownership or right of user or occupation made, entered into or passed before the passing of this Act shall be as valid and binding for all purposes as though made, entered into or passed after the passing hereof.
- (5) All the provisions of this Act relating to industrial farms, houses of industry or houses of refuge respectively, shall apply to any such local municipalities and to any industrial farm, house of industry or house of refuge acquired, erected, occupied or maintained thereby as fully as to any other municipality or municipalities in the preceding sub-section mentioned, or to any industrial farm, house of industry or house of refuge acquired, owned, erected, occupied or maintained by them, or any of them.

Rev. Stat. c. 184, s. 462, amended

- 19 Section 462 of the said Act is amended by adding the following sub-sections thereto:
- (3) For erecting and establishing within a city having a population of 50,000 and upwards an institution for the reclaination and cure of habitual drunkards.

luskoka, o any of heretobonds or

ding the

regulate

adding

ave the iaints inntaining r united ow have arrange the aded upon nicipaliby said n, house quisition i, or the y agreefor the t owneror passed ding for after the

al farms, ill apply al farm, occupied oality or d, or to fretuge them, or

ling the

aving a reclain-

(4) For committing and sending with or without hard labour to the institution for the reclamation and cure of habitual drunkards by the mayor, police magistrate or justice of the peace, while having jurisdiction in the municipality, such drunkards as arc set forth or referred to in section 369 of chapter 48 of the Acts passed in the thirty-sixth year of Her Majesty's reign, and as may by the council be deemed and by by-law be declared expedient.

(5) In the event of any city establishing an institution for the reclamation and cure of habitual drunkards under the provisions of this Act, sections 97 to 108, both inclusive, of chapter 246 of the Revised Statutes of Ontario, 1887, shall be applicable thereto as if such institution had been named in said Act.

- 20. Sub-section 15 of section 479 of the said Act is hereby Rev. Stat. c. amended by inserting after the word "land" in the fifth line 184, s. 479 thereof the words "in or adjacent to the municipality," and by (15), amended siriking out the word "subject," in the sixth line thereof, and inserting in lieu thereof the following words "and for entering upon taking or using any land not adjacent to the municipality for the purpose of providing an outlet for any sewer, but subject always."
- 21. The said section 479 of the said Act is further amended Rev. Stat. c. by adding thereto the following as sub-section 16a: amended.
 - (a) For regulating the size and strength of walls, beams, joists, rafters, roofs and their supports of all buildings to be erected or repaired within the municipality, and for compelling the production of the plans of all buildings for inspection, and for enforcing observance of such regulations.
- 22. Sub-section 11 of section 489 of the said Act is hereby Rev. Stat. c. amended, by inserting the words "or cemetery or the cemetery 184, s. 489, company owning any burying-ground or cemetery" after the (11), amended words "burying-ground," in the twelfth line of the said subsection.
- 23. The said section 489 of the said Act is hereby further Rev. Stat. c. amended by adding thereto the following sub-section as sub- 184, s. 489, section 9 (a) thereof: section 9(a) thereof:—
- 9 (a) Or for requiring all transient traders who occupy pre. Regulating mises in the municipality, and are not entered upon the assess-traders. ment roll in respect of income or personal property, and who may offer goods or merchandise of any description for sale by anction, or in any other manner, conducted by themselves or by a licensed auctioneer, or by their agent or otherwise, to pay before commencing to trade a sum, in cities, not to exceed \$100, and in other municipalities not to exceed

\$50 by way of license, and for providing that the sum so paid as license shall be credited to the trader paying the same upon and on account of taxes for the unexpired portion of the then current year, as well as any subsequent taxes, should such trader remain in the municipality a sufficient time for taxes to become due and payable by him, and in any other event to be taken and used by the municipality as a portion of the license fund of such municipality: but no such by-law shall affect, apply to, or restrict the sale of the stock of an insolvent estate which is being sold or disposed of within the municipality in which the insolvent carried on business therewith, at the time of the issue of a writ of attachment or of the execution of an assignment.

Rev. Stat. c. 184. s, 505, amended.

45 V. C. 25.

24. Section 505 of the said Act is hereby amended by adding thereto, at the end thereof, the words following:-"Provided always that where any city having a population in excess of fifty thousand shall have constructed gas or water works under the authority of this Act, or under the authority of The Municipal Water Works Act 1882, or under the authority of any special Act or Acts, or shall hereafter construct such works under the authority of the said Acts or any future amendments of the same, and shall have raised the money for the purchase or construction of such works, or shall hereafter so raise the same by a general rate on the whole of the assessable property of the said corporation under a by-law or bylaws lawfully passed or to be passed, it shall be lawful for the council of the city to raise on the credit of the said corporation such further sums as may be necessary to extend or improve the said works from time to time on the whole ratable property of the said corporation by by-laws to be passed as required by sub-section 14 of section 504 of this Act, and without complying with the requirements of this section, and it shall not be necessary to obtain the assent of the electors or ratepayers to such by-law or by-laws, provided the same shall first be approved of by the Lieutenant-Governor in Council, it being first shewn to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council that the proposed extensions are necessary, and that a sufficient additional revenue will be derived therefrom to meet the annual special rate required to pay the new debt and interest; and provided also that on the final passing of such by-law or by-laws, three-fourths of all the members of the council shall vote in favour of the same.

re

of

po

ce

sus

the

 $d\mathbf{a}$

is

ser

the

Rev. Stat. c. 184, s. 509, amended.

- 25. Section 509 of the said Act is amended by adding thereto the following sub-section:—
- (2) For making grants in aid of any high school or collegiate institute, or to build, preserve, enlarge or improve any high school or collegiate institute in any adjacent or other municipality.

sum so
ne same
n of the
ild such
axes to
nt to be
e license
t, apply
which is
nich the

of the

assign-

ded by wing: ation in r water uthority the auonstruct y future oney for ereafter assessor byfor the corporatend or e whole to be his Act, ection, electors e same rnor in e Lieuons are

adding

will be

uired to

that on

irths of

of the

or colove any or other 26. The said Act is amended by adding thereto the following County counts as section 511 (a):—

by-law regu.

511 (a)—(1) The council of any county may pass a by-law lating that no sled, sleigh, or other vehicle upon runners (except cutters or pleasure sleighs) drawn by horses or other animals, shall be used by any person residing within the county for the conveyance of persons or goods, on any of the roads or highways within the county, unless the runners thereof shall be apart from each other at the bottom, at least, three feet, nine inches; Provided that no such by-law shall apply to any sled, sleigh or other vehicle upon runners owned or used by any person not resident within the said county.

- (2) The council in passing such by-law may exempt from Power to exits operation all sleds, sleighs or vehicles on runners owned at empt from the time of the passing of such by-law by any persons by-law. resident within the county.
- (3) The by-law shall not come into force until the expira-When by-law tion of one year from the time of the passing thereof, or such to come in further time as the council may determine upon.
- 27. Section 521 of the said Act is hereby amended by Rev. Stat. c. adding thereto the following sub-sections:—

 184, s. 521, amended.
- (19) For regulating the distance from any public highway within the municipality within which unenclosed portable steam-engines may be used for running a saw mill or shingle mill, and preventing the use of the same for either of such purposes within such distance.
- (20) For imposing penalties on parties setting up or operating a portable steam-engine for either of such purposes in contravention of such by-law.
- 28. Sub-section 1, of section 522, of the said Act is amended Rev. Stat. c. by adding thereto the following words: "And if the council 184, s. 522 (1) receiving such notice shall neglect the said duty, and by reason amended. of such neglect any public road, street, bridge or highway in either of the said townships shall be out of repair, the corporation in default, but not the corporation that served the notice, shall, besides being subject to any punishment or proceeding provided by law, be civilly responsible for all damages sustained by any person by reason of such want of repair; but the action must be brought within three months after the damages have been sustained."
- 29. Sub-section 2 of the said section 522 of the said Act Rev. Stat. c. is hereby repealed.
- 30. Section 532 of the said Act is hereby amended by in-Rev. Stat. c. serting in the seventh line thereof, after the word "streams," 184. s. 532, the words "or ponds or lakes," and also by inserting in the eleventh line of said section after the word "rivers," the words "or ponds or lakes."

31. Section 535 of the said Act is amended by adding the 184, s. 535, following sub-sections thereto:amended.

(3) Where a river or stream forms a boundary line between When County countwo or municipalities within a county, it shall be the cil to keep duty of the council of the county to keep such river or stream river or stream free of free from all accumulation of driftwood or fallen timber now driftwood. or hereafter accumulated.

When Councils of counties, to keep stream free from driftwood.

(4) In the case of any river or stream which forms a boundary line between two or more counties, or a county, city, or cities or sep-separated town, it shall be the duty of the councils of the arated towns county or counties, city and separated town respectively to keep such river or stream free from all accumulation of drifted or fallen timber now or hereafter accumulated; and in case the councils fail to agree as to the respective portion of the expense to be borne by the municipalities interested, the same shall bedecided by arbitration under the provisions of this Act, and the award made shall be final.

Rev. Stat. c. 32. Sub-section 1 of section 550 of the said Act is amended 184, s. 550, (1) by inserting after the word "contained," in the seventh line thereof, the words "for setting apart and laying out such portions of any such roads, streets, squares, alleys, lanes, bridges or other communications, as the council may deem necessary or expedient for the purposes of carriage ways, boulevards and sidewalks, or for the improvement or beautifying the same."

Rev. Stat. c. 184, s. 613, amended.

- 33. Section 613 of the said Act is amended by adding thereto a sub-section as follows:-
- (2) In any case where in order to afford an outlet for the sewerage and drainage of real property other than that fronting or abutting upon the street in which a sewer shall hereafter be constructed, such sewer shall be constructed of a larger capacity than that required for the efficient sewerage and drainage of the real property fronting or abutting upon the street, then, and in every such case, the council may impose a special assessment upon the other real property benefited by the construction of such sewer in the manner hereinafter provided by sections 618 and 619 of this Act.
- 34. The said Act is amended by adding thereto the following as section 635(a):

Aid to railways by portions of townships.

635 (a)--(1) In addition to the powers conferred by section 634 a portion of a township municipality which may be interested in securing the construction of a railway, or through or near which any such railway may pass or be situated, may aid the said railway by granting money or debentures by way of bonus or gift, or by way of loan to such railway under and subject to the provisions hereinafter contained, provided always that such aid shall not be given except after the passing of a by-

οf

th

pr th fro lding the

between Il be the or stream aber now

a bound-, city, or ls of the ctively to of drifted case the f the exthe same of this

amended enth line out such s, lanes, ay deem ge ways, beautify-

ng there-

et for the nat frontnall hereted of a sewerage ing upon noil may property uner here-

he follow-

oy section interested or near y aid the of bonus d subject ways that g of a bylaw for the purpose, and the adoption of such by-law by the qualified ratepayers of the said portion of the municipality in the manner provided in respect to granting aid by way of bonuses to railways.

- (2) Before a by-law is submitted under this section to the vote of the ratepayers a petition shall be presented to the council expressing the desire to aid the railway, and stating in what way and for what amount, and defining the portion of the township to be charged by metes and bounds, or lots and concessions, and shall be signed by fifty freeholders resident in such portion of the township, being duly qualified voters under this Act.
 - (3) The by-law shall in each instance provide:
 - (a) For raising the amount petitioned for in the portion of the municipality mentioned in the petition by the issue of debentures of the municipality, and shall also provide for the delivery of the debentures or the application of the amount to be raised thereby as may be expressed in the said by-law.
 - (b) For assessing and levying upon all ratable property lying within the portion of the municipality defined in said by-law, an annual special rate sufficient to include a sinking fund for the repayment of the said debentures within twenty years with interest thereon payable yearly, or half yearly, which debentures the councils, reeves and other officers of the municipality are hereby authorized to execute and issue in such cases.
- 35. Sub-section 3, of section 569 of the said Act, is hereby Rev. Stat. amended by adding after the word "individuals," in the seventh c. 184, s. 569 line thereof, the words "and including roads held by counties [3], amended. or county councils."
- 36. Section 618 of the said Act is amended by striking out Rev. Stat. c. the words "the extension, opening up and improving such 184, s. 618, street, lane, or alley," occuring in the eleventh and twelfth lines amended. of the said section, and inserting in lieu thereof the words "such works or improvements."
- 37. Section 619 of the said Act is amended by adding Rev. Stat. c. thereto the following sub-section:—
- (2) Or, in the case of a township, the council may, by by-law, Assessment provide that the cost of the works therein specified, may be for local imassessed and levied by a special rate upon the lands benefited townships. thereby, according to the proportion of benefit received therefrom instead of by a frontage rate, as hereinbefore provided; and where the owners of real property have constructed works or mprovements which might have been constructed by the

municipality as local improvements, the council may, upon the petition of three-fourths of the owners of lands to be benefited by the acquisition of such works or improvements, representing at least two-thirds in value thereof, acquire the same at a price to be fixed by agreement or by arbitration pursuant to this Act, and the purchase money therefor may be raised, assessed, and levied, as for local improvements, upon the real property benefited thereby, as above provided.

(a) The number of the owners petitioning for the said assessment, and the value of the real property which they represent, may be ascertained and finally determined in such manner and by such means as are provided by by-law in that behalf, subject to an appeal to the judge of the County Court as in the case of other special assessments for local improvements.

Power to acquire water rights. Rev. Stat. c. 192.

38. In addition to the powers given by The Municipal Water Works Act and subject to all the provisions of the said Act, including those relating to the making of compensation and otherwise, every municipal corporation may acquire by purchase, demise or gift the right or title to any stream, river, creek, waters, water power, water course or lands situate, being or flowing in or through any such municipality, or within three miles thereof, and build, erect, make, preserve, improve, renew, widen or alter any dam or dams, water gates, waste gates, weirs or flumes upon, over or across any such stream, river, creek, waters, water course or lands, and make, dig, widen, preserve, alter or improve any raceway or raceways leading to or from any such dam or dams, for the purpose of obtaining power to run or drive the necessary machinery for supplying electric light within the municipality.

School secships divided by special Act.

39. When any township municipality is divided by Act of tions in town this Legislature for municipal purposes, all school sections which may, by such division, be situated partly in each of the newly formed municipalities, shall be deemed union sections until otherwise altered under the provisions of The Public Schools Act.

Rev. Stat. c. 225.

40. When any portion of a township municipality is annexed to a city or town by proclamation, the portion so annexed shall tory added to for all school purposes, be deemed to be part of such city or a municipal- town, provided always that when the portion annexed does not include the whole of any contiguous school section, the respective municipalities shall appoint an arbitrator, who, with the senior County Judge of the county, shall value and adjust, in an equitable manner, the rights and claims of all parties affected

Provisions as to schools when terriity.

upon the benefited esenting at a price t to this assessed, property

the said property ned and by such behalf, County essments

unicipal
the said
ensation
quire by
stream,
or lands
munici, erect,
ny dam
ss upon,
er course
ove any
dam or
rive the
thin the

y Act of sections th of the sections Public

annexed ced shall city or does not e respecwith the ast, in an affected by such annexation, and who shall determine by what municipality or portion thereof the same shall be settled, and the award of said arbitrators shall be final and conclusive.

41. The preceding two sections of this Act shall apply to all Applications townships divided by Act of this Legislature, and to all procla- of ss. 39, 40. mations issued since the first day of January, 1887.



INDEX.

Absence-	
See MUNICIPAL OFFICERS AND ELECTIONS.	PAG.
ACCOUNTS-	
See Finance	
Action—	118
For damages caused by neglect to keep roads in repair	
Limitation of	195
Limitation of	198 201
21 BOURNMENT—	-0.
Of meeting of Municipal Council.	78
AGENTS—	•
See Elections.	
Voting on by-laws—to be appointed by head of Municipality Declaration by—form of	94
To produce authority before admission 4	94
Provision for absence of	94 95
May vote where engaged as. Certificate to entitle same	95
AGRICULTURAL ASSOCIATIONS—	95
By-laws for granting aid to	
ALDERMEN-	149
Three for each ward	
Three for each ward	28
May resign—when Declaration of qualification of	30 66
of office of	86
" before whom to be made	87
Penalty for refusing to accord - @	87 87
To be a Justice of the Peace on office recessary declarations	88
	131 130
ALGOMA, MUSKOKA, PARRY SOUND, NIPISSING THUNDED DAY	100
Act respecting	267
Township Municipalities—organization of Union Townships in Rainy River.	$\frac{267}{267}$
" " " " " " " " " " " " " " " " " " " "	267
Assessments	$\frac{273}{270}$
Arrears of Toyes collection of	271
Liquor Licenses Auctioneers, hawkers and pedlars	$\frac{273}{274}$
Constables	$\frac{274}{274}$
Lock-up houses	274
Elections after the first	$274 \\ 274$
	275
20	276

ALGOMA, MUSEORA, PARRY SOUND, NIPISSING, THUNDER BAY AND RAINY	
	AGE.
Annexation of adjacent territories to Municipalities Union of Municipalities Disputes as to validity of By-laws in Algoma and Thunder Bay—how decided, And see Municipal Amendment Act, 1888.	277 277 277
Almshouses-	
By-laws for establishing and regulating.	185
Act respecting, not affected	255
AMUSEMENT / Places of)—	
By-laws for regulating and licensing	162
Animals—	161
By-laws for preventing cruelty to	165
Annexation—	
Of Villages and Towns to adjacent Villages, Towns or Cities—when and how. See Municipal Amendment Act, 1888.	15
Anticipatory Appropriation—	
Provident respecting	117
Arbitrations-	
Appointment of Arbitrators.	
In writing, under hands of appointers	122
By-law To be appointed by the Council	$\frac{122}{122}$
To be appointed by the Council	$\frac{122}{122}$
at it commissions to be given to the head of the Corporation	122
Either party may appoint a third.	122
The arbitrators to appoint a third	$\frac{122}{122}$
	$\frac{122}{123}$
Lieutenant-Governor in Council may appoint, in case of neglect to appoint.	123
When real property is taken or injured	123
(9) When owner does not appoint an arplifator	123
In case several nersons have distinct interest in the property	$\frac{123}{124}$
In default County Judge may appoint an arbitrator in certain cases Award to be made within one month after appointment of third arbitrator	124
Corporation officers disqualified from acting as arbitrators	124
Procedure.	
Arbitrators to be aworn	125
Form of oath	125
Time of Meeting	128 128
Award to be made in writing	125
	$\frac{125}{125}$
One copy to be met with careful. If it relates to drainage works, one copy to be registered. Costs in discretion of arbitrators.	125
. L. I	12
A majority to decide	125
	$\frac{120}{120}$
To be filed with Clerk together with documents	120
IT SPRINGEREDES ACE OH BHEIR OWN KILOWICUKE OF SKILL, MICH WE CO SMILE SKILL	

NY

PAGE. 277 ... 277 ded, 277

> 185 255

... 162

... 161 165

15

117

122

125 125 125

.... 125 125 126 126

ow.

as a ... 122 ... 122 ... 122 ... 122

Arbitrations.—Continued.	
Award to be adopted by by law in contain	PAGE.
Award to be under the hands of all or two of the arbitrators. To be subject to jurisdiction of High Court of Latitudes.	. 126
To be subject to jurisdiction of High Court of Justice	. 126 . 126
May be referred back or provided by 11 (19	. 126
Powers of the Court May be referred back as provided by the "Common Law Procedure Act"	. 126
TRESTRATORS—	
Persons disqualified to act as See Arbitration—By-Laws—and Local Improvements—	. 124
AREA—	
Of new Towns and Villages Enlargement of—	. 9
Towns and Villages	
Cities and Towns. Mode of reckoning.	9
Reducing area of existing Villa	14
Mode of reckoning. Reducing area of existing Villages and Towns—when and how made	11
Arrest—	
Without warrant for alleged breach of the peace	100
ARIS ASSOCIATIONS—	139
By-laws for granting aid to	140
ASHES-	149
By-laws for regulating the removal and keeping of Regulations respecting in Police Villages.	175
ASSESSMENT—	254
For Local Improvements	
For Local Improvements Complaints against to be tried at Court of Revision Court of Revision to be constituted in same manner and have the same powers as under "The Assessment Act" Copy of Roll to be transmitted to Appeal to County Judge	$\begin{array}{c} 213 \\ 215 \end{array}$
as under "The Assessment Act"	215
Appeal to County Judge. Power of County Judge on appeal Variations in Roll on complaint or appeal—how to be made By-law to be amended if assessment altered on complaint or appeal	215
Power of County Judge on appeal	215
Project to be arrested in the second of the	$\begin{array}{c} 215 \\ 216 \end{array}$
For repairs to works paid for and for	219
Complaints against assessment and D 1	225
of Minor Municipality to be lodged with County Clerk. For Local Improvements in Cities, Towns and Village	000
For Local Improvements in Cities, Towns and Villages Appeal as in cases of ordinary assessment	$\begin{array}{c} 228 \\ 232 \end{array}$
An equitable assessment may be made in contain	232
See By-Laws and Local Improvements.	235
Assessment Commissioners—	
See Municipal Officers.	
Assessment Roll—	
When to be considered finally revised and corrected	50
Assessors—	90
See MUNICIPAL OFFICERS.	
Auctioneers—	
By-laws for regulating and licensing	
AUDIT-	169
Provisions relating to	
	P ()

Auditors-	PAGE
See Municipal Officers. and see Municipal Amendment Act 1888.	
Avenues-	
By-laws for acquiring	194
Award—	
Time within which it must be made	124
To be in writing	125
BAGATELLE TABLES—	
By-laws respecting	158
BAILIFF—	138
See High Bailiff	
Ballot Boxes—	
See Elections.	
BALLOT PAPERS—	
For voting on By-laws	94
See Elections.	
D	
Bathing— By-laws for preventing and regulating	164
Bathing and Boat houses, Inspection of	
Bays—	
By-laws respecting	148
Beacons-	149
By-laws respecting	14
Begging-	
By-laws for preventing	16
Brils-	
By-laws respecting ringing of	16
by-laws respecting ringing of	
BILLIARD TABLES—	
By-laws for licensing and regulating	15
BILLS OF MORTALITY-	
By-laws for keeping and returning	17
By-laws for keeping and returning	17
Birds-	
By-laws for preventing the destruction of	16
Blasphemy—	16
By-laws for preventing	
BOARD OF AUDIT-	
Appointment of members of	18
Board of Assessors -	
See Municipal Officers.	
Boat-nouses-	
See Bathing. "	
Boilers-	
By-laws for regulating	1

PAGE	Bonuses—	
	See Manufactories and Railways.	rg:
	and see Municipal Amendment Act 1888,	
	Booms	
. 194	By-laws for protecting and regulating	
	Doom ma	18
. 124	Boot-blacks— See Municipal Amendment Act 1888.	-
125		
	Boundaries—	
4.50	By-laws for ascertaining and establishing May be maintained by County Council	16
. 158	Bowling Alleys—	19
	By-laws for regulating and licensing	`
. 138	Bread-	163
	By-laws respecting for regulating assize of for seizing bread made contrary to by-law	
94	Bribery—	.00
	See Corrupt Practices.	
	Bridge Companies—	
. 164	By-laws for granting privileges to	
. 177	Bridges—	03
	By-laws respecting dangerous driving an	
148		51 94 94
149	Liability for repairs. 1: Belonging to Dominion, not to be interfered with without consent of Dominion Government. 1: By-laws for aiding adjoining Manisian II.	95
16	"for making repairing etc. 20	$\frac{98}{05}$
-		80 00
16		10
	Buildings—	
15		
10		48
4 100	to compet plans to be illement	51
17		51 74
11	And see Municipal Amendment Act, 1888. Burning Stumps, etc.—	
	By-Laws for regulating	
16	Bureau of Industries, Returns to be made to	52
	by Clerk of Municipality	
16	By Auditors.	30 32
10	DUTCHERS	35
18	By-laws for regulating	
	By-Laws-	2
	Council may reneal alter and amount	
		0
	Certified copy of, may be used in evidence. 9 By-laws requiring assent of Lieutenant Governor by 9	$\frac{2}{2}$
	By-laws requiring assent of Lieutenant-Governor, how to be authenticated. 9 Objections to by rate payors, bow to be mode. 9	
17	a second of the	

By-Laws—Continued.	PAGE
Voting on.	L AUL
TR I C 1 I	
If assent of electors required	93
by-law shall ux time and place of voting	93
SUBLI DE DUDUSDEC.	02
with notice signed by Clerk.	94
what notice shall state	94
Ballot papers to be printed	94
Form of.	94
Day for attending at polling places and summing up votes to be appointed	d 94
Appointment of agents by head of the Municipality	94
To make declaration	94
Form ofAgents to produce authority before admission to polling place	94
Provision for absence of agent	94
Who may be present in polling place.	95
Deputy-Returning Officers, Poll Clerks and agents, if qualified, may	vote
where engaged	95
Uertificate to entitle same	OF
Who may administer oath to Deputy-Returning Officer	QF.
In Municipalities divided into wards, Clerk to furnish Deputy-Retur	ning
Officers with voter's lists.	95
Officers with voter's lists	elec-
tion for whole Municipality	96
The Poll.	
110 1000,	
When to be held	96
Votes to be by ballot	96
Votes to be by ballot	76 to
rorm of directions for guidance of voters	96
who may vote on By-laws	96
Freeholders	9€
In case of new Municipality	96
Form of oath of	97
Leaseholders	97
For local improvements under section 625	99
Form of oath of	99
In case of new Municipality	99
Form of oath of, under Sec. 625.	99
Unmarried women and widows may vote if qualified.	96
No enquiries to be made of voter except as to facts specified in oath	99
Statement to be made by Deputy-Returning Officer at close of poll	99
What it shall contain	99
Objections to ballots. To be noted and numbered.	100
Duties of Deputy-Returning Officer after votes are counted	100
Deputy-Returning Officer to—	100
Certify on voters' list number of persons who have voted	100
Make declaration as to use of voters' list—Form of	100
Give certificates of state of poll	100
Return ballot box to Clerk.	101
Clerk to cast up votes—and declare the result.	101
To certify the result to the Council.	101
Clerk or other officer not to have casting vote—when.	101
By-laws which require the assent of two-fifths of ratepayers—what	101
Clerk to certify respecting	101
Disputes may be determined by County Judge	101
Who may petition the Judge	101

		311
PAGE.	By-LAWS—Continued.	-
	Secrecy of Proceedings.	PAGE.
93	To be maintained at the any	
00	To be maintained at the polling	. 102
0.0	Voters not to be interfered with. No information to be given as to how any one rotal	100
0.4	No information to be given as to how any one voted	. 102
	To be maintained at counting ballots Voters not to be induced to disclose how they voted	. 102
94	Voters not to be induced to disclose how they voted	. 102
94	Penalty for contravention Declaration of secrecy.	. 102
94	Declaration of secrecy. Before whom to be made	. 102
94	Before whom to be made	102
94	Form of.	102
94		102
94	G	
94	Scrutiny.	
95	May be obtained an attendance	
95	May be obtained on petition to the County Judge	102
ote	Security required Time and place for, to be appointed Notice to be given	100
95	Time and place for, to be appointed	102
0.2	Notice to be given	103
	Clerk to attend with ballot papers Proceedings upon.	103
	Proceedings upon Judge to have same powers as upon the trial of and the same powers as upon the trial of and the same powers as upon the trial of and the same powers as upon the trial of and the same powers as upon the trial of and the same powers as upon the trial of and the same powers as upon the trial of and the same powers as upon the trial of and the same powers as upon the trial of and the same powers as upon the trial of and the same powers as upon the trial of and the same powers as upon the	105
ing	Judge to have same powers as upon the tall a second	103
95	tion	
lec-	Costs in discretion of Judge	103
96	Council shall not pass the her law world of	103
	Council shall not pass the by-law until after the petition is disposed of	103
	Council shall pass by-law to which the electors have assented, within six weeks	103
		100
	`Confirmation of By-Laws.	
96	Promulgation of, to be by publication in the public press	
96	Notice to be appended	104
6 to	Notice to be appended	
96	Form of notice	104
96	To be valid if no application be made to quash it, within three months from third publication	-01
0.0	third publication	104
0.0		104
0.0	Quashing By-laws.	
97	Proceedings to quash by-law Who may apply	
97	Who may apply. What applicant must show	104
99	What applicant must show Copy of by-law to be produced	104
99	Copy of hy-law to be produced	104
\dots 99	Copy of by-law to be produced Four days' notice of the rule to quash required	104
99	Four days' notice of the rule to quash required To be made within one year	104
96	To be made within one year Except by-laws requiring the assent of the electors which	105
99	Except by laws requiring the assent of the electors which has not been obtained, which may be made at any time.	100
99	obtained, which may be made at any time electors which has not been To be made within three months from prompted to the contraction of the contrac	105
, 99	To be made within three months from promulgation of by-law imposing a rate	105
100	a rate	
400	Obtained by bribery, etc Enquiry may be directed to be made before the G	105
4.0.0	Enquiry may be directed to be made before the County Judge	105
100	Witnesses to be examined orally on oath	105
***	Witnesses to be examined orally on oath. Evidence taken before County Judge to be reduced by the second of the county Judge to be reduced by the second or	105
100	Justice Justice	
100	Justice Proceedings thereon	105
101	Proceedings thereon. Costs in discretion of Judge	105
101	Costs in discretion of Judge Proceedings under the by-law to be stayed after service of	106
101	Proceedings under the by-law to be stayed after service of a copy of order directing the enquiry	200
101	directing the enquiry Stay of Proceedings may be removed—when	100
101	Stay of Proceedings may be removed—when Action for illegality to be brought against Corporation alone	106
101	Action for illegality to be brought against Corporation alone Not to be brought until after by law has been quashed	106
4.04	Not to be brought until after by-law has been quashed	106
	And one month's notice of action required	106
401	And one month's notice of action required. Tender of amends. Costs	106
101	Costs	106

By-Laws—Continued.

By-laws Creating Debts.

PAGE.

Council may pass by-laws for borrowing money and leying rates for payment thereof	106
Terms of—	100
To name a day in the financial year when it is to take effect	107
Except for creating a debt for purchase of public works	107
To be repayable in twenty years at furtheat	107
To be repayable in twenty years at furthest If the debt be for gas or water-works to be repayable in thirty years at	101
furthest	107
The yearly rate	107
Interest not to exceed five per cent, per annum, to be capitalized yearly	107
The special rate to be levied annually on all the ratable property	107
If for Local Improvements on all property ratable under the By-law	107
What by-law shall recite (unless for work payable by local assessment)—	
Amount and object of debt	107
Amount to be raised annually	107
Value of the ratable property	107
The amount of existing debt	107
Amount (if any) in arrear	107
Not necessary to recite the debt secured by local assessment in by-law	
for borrowing on credit of Municipality at large	243
What by-law for work payable by local assessment shall recite, amount and	
object of debt	108
Amount to be raised annually	108
Value of the ratable property	108
That the debt is created on security of the special rate only	108
Principal may be made repayable in equal annual instalments	108
What the by-law shall recite	108
Special rates to be a charge on property	109
Collectable as ordinary taxes	109
Must receive assent of electors	109
Exceptions—	
For drainage under section 569	109
For work payable by local assessment	109
In Counties not exceeding \$20,000 in any one year	109
For crection of Court House and offices by County and City united for	
judicial purposes As to payment by City or Town of share of County debt	109
As to payment by City or Town of share of County debt	109
By County Council—	
For extraordinary expenditure not exceeding \$20,000 in any one year.	110
Special meeting to be called	110
Three months' notice to be given	110
Form of notice	110
Cannot be repealed or altered until debt paid	110
Except as to residue when only part of money raised	110
Council shall not apply to any other purpose moneys directed to be applied for	111
payment of the debt	111
No Municipal Officer to neglect to carry out By-law on ground of its repeal	111
by an illegal by-law	111
Municipal Councils may purchase public works	111
And contract debts to rier majesty though no special or annual rate	111
settled	111
To be valid though the rate be less than is required by sections 340 to 342	111
These sections to apply so far as applicable	111
Those seemens to apply so lat as applicable	*11
Registration of.	
negistration of.	
What By-laws shall be registered	111
By whom to be registered	111
by whom to be registered	1.1.1

I	PAGE.	By-Laws—Continued.	0.0
			PAGE.
		Within two weeks of the final passing	. 111
mont		Application to set aside registration To be within three months from registration	. 112
ment	106		
• • • • •	100		
	107	Form of By-law to be valid after three months from registration unless quashed. Certificate of dismissial may be registrated.	. 113
• • • • •	107	Certificate of dismissial may be registered	. 112
	107	Certificate of dismissial may be registered	. 112
rs at	101	Form of	. 113
	107	Form of notice By-laws relating to Local Improvement	. 112
	107	By-laws relating to Local Improvements may be registered, but registration not required	. 112
early	107	not required	n
	107	Registrar's fees	. 112
v	107		. 113
-	10.	Respecting yearly rates.	
	107		
	107	Council shall levy each year a sufficient sum to pay all valid debts of the Cor-	-
	107		
	107	To be levied on all ratable property Not to exceed an aggregate of two cents in the dellah and	114
	107	Not to exceed an aggregate of two cents in the dollar, exclusive of school rates	114
y-law			
	243	the year	114
and		Mode of calculating the rates	114
	108	Mode of calculating the rates Annual estimates to be made Councill may pass by-laws to raise the suns required or council.	114
	108	Goungill may pass by laws to make	114
	108	Gouncill may pass by-laws to raise the sums required on such estimates	114
	108	When amount collected is less than amount required on such estimates When amount collected exceeds the amount required	114
	108		
	108	Yearly rates to be due from 1st January nuless otherwise provided	115
	109		
	109	How rates for paying them to be calculated To be applied solely to the payment issued and a solely to the payment is a solely to t	$11\tilde{o}$
	109		
	109	Rate for sinking fund, if required to be levied The rate imposed by a hy-law may be reduced as a superior of the rate imposed by a superior of the rate imposed by a superio	115
	109		
	109	The state of the contract of t	116
d for		Anticipatory Appropriations.	
	109	Colincia may make anticipatory appropriation for the	110
	109		116
		What the by-law shall recite	116
ear	110		117
	110		117
	110	Junior Municipality	117
	110	Offences Against.	117
	110	By whom may be tried	
	110	By whom may be tried	131
d for			131
	111		
epeal			132
	111	2.21 Se compened to attend.	132
	111		133
rate		Compliance with may be compelled in a su: mary manner in certain cases	134
	111	(1) OF MUNICIPAL COUNCILS.	
	111		
	111	Agricultural Associations.	
	111	For granting aid to	1.10
		3	149
		Almshouses.	
		For establishing and regulating	105
	111		190
	111	Animals.	
• • • •	111	For preventing cruelty to	161
		r or restraining and regulating the running at large of	

LAWS—Continued.	PAGE.
Arts Associations.	
For granting aid to	149
Ashes,	. 120
For regulating the removal and keeping of	. 175
Auctioneers,	. 110
For regulating and licensing	. 169
Avenues.	. 100
For acquiring property for	. 194
Bathing.	. 101
For preventing and regulating	. 164
Bays.	. 104
For preventing the fouling of, etc	140
For removing obstructions to	149
For maintaining, etc	. 149
Beacons,	
For granting aid for construction of	: 149
Assent of electors required. Security may be taken	. 149
Begging.	
For preventing begging	. 164
Billiard and Bagatelle Tables.	
For licensing and regulating	. 158
Bills of Mortality.	. 100
For keeping and returning	. 173 . 173
Birds.	
For preventing the destruction of	. 161
Blasphemy.	
For preventing	. 164
· Boilers.	
For regulating	154
	. 174
Booms.	
For protecting and regulating	. 187
Boundaries.	
For ascertaining and establishing	. 166
Bowling Alleys.	. 200
For regulating and licensing	. 163

		•	219
	PAGE.	By-Laws—Continued	_
	. AUE.	Bread.	PAGE.
	•		
• • • • •	149	For seizing and forfeiting, when of light weight. For regulating the assize of . For seizing bread made contrary to by-laws.	165 183 185
	175	Bridge Companies.	
• • • • •		For granting aid to, by taking stock in, lending money to, or granting bonuses to. Assent of electors required. For granting privileges to	147
• • • • •	169	For granting privileges to	150 203
		Bridges.	
• • • • •	194	For regulating the driving on. For acquiring by Village, bridge under jurisdiction of County. Liability of Village for repairs For aiding adjoining Municipalities to construct and project.	151 194
• • • • •	164	For building, repairing, etc. By County for aiding Municipalities within the County for aiding Municipalities	205 208
	148		209 210
	149	See Highways and Roads,	
• • • • •	149	Buildings,	
		For recting and disposing of.	
	149		
		For regulating the erection and construction of	174
		Burning Stumps, etc.	
	164	For regulating	162
		· Cabs.	
• • • • •	158	For regulating and licensing For regulating fares	186
_	- 0	Cab Stands.	190
	173	For assigning stands for cabs, etc.	
	173	2 of occoming covered bootins	178 178
		Canada Thistles.	
• • • • •	161	For preventing growth of	162
	104	·	
	164	For regulating and licensing	186
	•		
· · · · ·	174	For preventing or regulating the keeping of	166
		. $Cellars$.	
	187	For requiring levels of, to be furnished to Council. For regulating the construction of. For cleaning of	
		Cemeteries.	
	166	For selling or leasing portions	
	163	For preventing the violation of For enlaregment of.	

В	Y-LAWS—Continued.	PAGE
	Census.	
	For taking a census of the inhabitants	151
	Charities.	
	For granting aid to	185
	Chimneys.	
	For regulating the construction of	174
	Circus Riding.	
	For regulating and licensing	162
	Colleges	
	For supporting students at	171
	For endowing fellowships	
	${\it Cov-Byres}.$	
	For preventing or regulating	165
	Cranes,	
	For erecting and maintaining	149
	Dangerous Places.	
	For making regulations respecting	202
	Debentures.	
	For guarenteeing by County	209
	Derricks.	
	For erecting and maintaining	149
	Dirt.	
	For compelling the removal of	175
	Disorderly Houses.	
	For suppressing. Disorderly Persons.	164
	For restraining and punishing	164
	Distilleries.	101
	For preventing or regulating	156
	Docks.	
	For preventing incumbering of	148
	For removing of obstructions to For maintaining	149 149
	For regulating	149
	For granting aid to	
	Assent of electors required	149 149
	Dogs.	
	For regulating and taxing	161
	For killing those running at large contrary to by-law	161
	Doors.	
	For regulating the size and number of, in Public Buildings	151

By-Laws-Continued.	PAGE.
Fire.	
For renting fire appliances. For regulating the burning of stumps. For preventing or regulating the use of, in stables, shops, etc For making provisions against For inspecting premises For demolishing houses to prevent spreading of For enforcing assistance at.	175
Fire-arms and Fire-works.	
For preventing the firing of	173
Fire Companies.	
For establishing and regulating	
Footpaths.	
For setting aside portion of highway for	$\frac{211}{211}$
Gambling.	
For suppressingFor seizing and destroying devices for	164 164
Gardens.	
For acquiring property for and managing	
Gas and Gas Works.	
For permitting the laying down of gas pipes, etc	163 163 163 163 185 185 185 185
Gravel.	
For preserving or selling on road allowances	203
Graves.	
For preventing violation of	161
Habitual Drunkards.	
See MUNICIPAL AMENDMENT ACT, 1888	
Harbours.	
For preventing encumbering of, etc. For removal of obstructions. For maintaining. For regulating. For granting aid to Assent of electors required. Security may be taken. For regulating vessels arriving in	148 149 149 149 149 149 149
For regulating harbour dues	$\frac{149}{149}$

_		By-Laws-Continued.	
F	PAGE.		PAG
		Hawkers.	
	153	For regulating and licensing	
	162		. 16
	174	Health.	
		For providing for	
• • • • •		For providing for	. 16
	175 175	High Schools.	
• • • • •	110		
		For acquiring property for and aiding For supporting pupils at	. 17
	173		. 17
	.,,	Highways,	
		For regulating the driving and widing and	
	174	For regulating the driving and riding on	15
	174	For opening and making, etc., across railway lands	15
		Horses.	
	211	For regulating the riding and driving of	.15
	211	For preventing horse-racing. For regulating and licensing.	164
			184
		Horticultural Associations,	
		For granting aid to	
	164		149
		Houses.	
	104	For numbering	
	184		176
	104	Houses of Ill-fame.	
		For suppressing.	104
	169		164
		Hydrants.	
		For renting	150
		Turney to the state of the stat	100
ent	185	Importuning Travellers.	
	185	For preventing.	172
		Indiana D.	110
		Indigent Persons.	
• • • •	185	For granting aid to	150
		Industrial Farms.	100
	203	For acquiring property for	
• • • • •	200	For acquiring property for	184
		For selling same when no longer required. For erecting buildings and managing	184
	161		184
	101	Intelligence Offices.	
		For licensing, regulating, or prohibiting	
		o b mand, or promotenty	184
		Interments.	
		For regulating	
	148	T	173
		Intoxicating Drinks.	
	149	For preventing sale of, to children, etc	104
		Inequation of D. II.	104
	149	Inspection of Bathing and Boat Houses.	
• • • •		For providing for	15-
• • • •	149 149	7	177
	149	Inspection of Provisions.	
es to		For providing for	
03 00		For providing for	173

Bs	z-Law.—Continued	PAGE
	Inspectors of House of Industry.	
	For appointing	142
	Insulting Language.	
	For preventing use of	164
	Junk Stores,	
	For Licensing and regulating.	172
	Ladders.	
	For compelling the erection of	175
	Landmarks.	
	For erecting, to mark concessions, etc	167
	Lands.	
	For acquiring, in anothey Municipality for the purposes of drainage, etc For acquiring, for exhibition purposes	184 184 202
	Lights.	
	For preventing or regulating the use of	174
	Livery Stdbles.	
	For regulating and licensing	186
	$Local\ Improvements,$	
	See LOCAL IMPROVEMENTS.	
	Manufactories.	
	For granting aid by way of bonuses to. Assent of electors required. Shareholder in company or person interested in not to vote. Security may be taken. For preventing or regulating. For preventing or regulating dangerous manufactures. Exemption of from taxation.	150 150 150 165 174
	Markets.	
	Market regulations may be made and fees imposed, subject to certain re	-
	strictions. Eor establishing and regulating. For regulating the sale by retail of articles in the public streets. For regulating the buying and seiling of animals, produce, meat, etc For preventing forestalling. For regulating hucksters. For regulating the mode of measuring, and weighing of certain articles. For imposing penalties for light weight, etc. For regulating the vehicles, vessels, etc., used in the market. For seiling meat distrained for rent of stalls. For preventing the assize of bread. For preventing use of deleterious materials in bread. For seizing bread made contraty to by-law.	182 182 183 183 183 183 183 183 183 183 183
	Mechanics' Institutes.	
	For granting aid to	. 149

PAGE

142

164

172

175

167

178 184

184

 $\begin{array}{c} 202 \\ 202 \end{array}$

174

150

150 150

150

 $\frac{165}{174}$

 $179 \\ 182 \\ 182$

182

183 183

183

183 183

183

 $\begin{array}{c} 165 \\ 165 \end{array}$

149

in re-

. . . . 186

By-Laws—Continued.	PAGE
Property.	
For obtaining, for use of Corporation. For selling. For school purposes For cemeteries For preventing the destroying of . For acquiring for exhibitions, parks, etc For selling when no longer required. By Township for acquiring or renting a Town Hall For avenues and sidewalks and increasing width of roads. Public Fairs. For authorizing the holding of Racing.	148 148 159 159 161 184 190 194
For preventing	164
$\it Railways.$	
For aiding—by subscribing for stock in, or lending money to, or guaranteeing payment of money by For guaranteeing payment of debentures by For levying a rate for payment For issuing debentures in aid of For granting bonuses to For issuing debentures in aid of. For granting bonuses to or issuing debentures to meet bonuses Form of debentures Assent of electors necessary For authorizing building of railways or tramways on Municipal property.	247 247 247 247 247 247 247 247 247
Reservoirs.	-10
For establishing	164
For offering, for the apprehension of criminals	168
For regulating	. 151
For regulating	. 178
For preventing the fouling of	. 148
For granting privileges to	. 203
For aiding—by taking stock in, lending money or granting bonuses to Assent of electors required For preventing obstructions to For acquiring property to widen For opening or stopping up, and for taking lands therefor For opening, etc., on railway lands For searching for and taking materials for repairing. For selling certain read allowances For aiding adjoining Municipalities to open and maintain	. 150 . 176 . 194 . 202 . 202 . 203

PAGE

168 174

.... 148 148 149

....

....

ntee-

V. T. A. W. C	
Y-LAWS—Continued.	PAG
For granting aid to County for making new roads. For stopping up and sale of road allowances by County Council	20
For cropping up and sale of road allowances by County Council	208
By County to aid Municipality	208
For opening and altering roads By County to aid Municipalities within the County in making, etc. For requiring the opening or repair of County roads in local Municipalities.	209
For requiring the opening or repair of County in making, etc. By Township for aiding County or adjoining County in the multiple of the county	209
For stopping up and calling of the stopping of the stopping up and calling up and ca	216
For stopping up and selling original road allowances in Villages or hamlets When Village is in two Townships	211
When Village is in two Townships	211
Sand.	
For preserving or selling on road allowances	203
Schools.	200
For obtaining property for use of	
For support of	159
For support of For acquiring lands for, and aiding High Schools.	159 171
Scuttles.	171
For compelling the erection of	
Garage and A R	175
Sewers and Sewerage.	
For preventing fouling of	148
For removing obstructions to For opening, making, etc.	149
For making regulations many to	151
For making regulations respecting For charging rent for	176
For acquiring land in another Municipality for	177
For charging rent for For acquiring land in another Municipality for purposes of See LOCAL IMPROVEMENTS.	178
Shows.	
For regulating and licensing	
For imposing fines for infringing	162
For imposing fines for infringing Where and when licenses not to be granted.	162
Shore.	162
For preventing engumbering of	
For preventing encumbering of For removing obstructions to	148
For removing obstructions to. For maintaining.	148
	149
Sidewalks.	
For preventing driving on For removing snow, etc., from	173
	175
Signs.	-,0
For preventing the destroying of	
For preventing the destroying of	163
Sinks.	
For regulating the construction of	165
Stanahter Houses	100
For preventing or regulating	105
Slips.	165
For preventing engage best	
For preventing encumbering of	148
or maintaining	149
or granting aid to	149
Assent of electors required Security may be taken	149
	149 149

Y-LAWS—Continued. Smoke,	Page.
For compelling the consumption of	
Snow.	
For compelling the removal of	
Snow Fences.	
For requiring owners to take down fences, etc.,	
ing Snow Fences"	
Snow Roads.	
For keeping open double tracks on	209
Stairs.	
For regulating the size and structure of, in public	buildings 151
Statute Labour.	
For regulating and enforcing. For increasing or reducing number of days of, or a	
Stone.	•
For preserving or selling on road allowances	203
. Stoves.	
For regulating	
Streams.	
For preventing and removing obstructions to For levying expense of clearing obstructions For imposing penalties for obstructions	199
Streets.	
For preventing the throwing of dirt, etc., into For cleaning of For preventing obstructions to For naming and changing names of. By-law changing name to be registered For regulating the user of. For aiding adjoining municipality to open and manual See Highways and Roads.	
Surgeons of the Goal	
For appointing	169
For appointing one for Corporation	
Surveys.	
For providing for	
Swearing.	*
Swine,	164
For preventing or regulating the keeping of	

Dom	Dynam	
Pagi	• 🔳	325
17	By-Laws—Continued.	AGE.
	Taintea Provisions.	
17	For seizing and destroying	165
11	Tanneries.	
	For preventing or regulating	165
ct respect	Taxes.	
10	For disqualifying electors for non-payment of	400
0.0	Telegraph Pales	198
20	For regulating the erection and maintaining of	
	For regulating the erection and maintaining of	178
15	Tires,	
	For regulating the width of	178
18	Timber.	
19		203
19	Tolls.	200
	For raising money by, on bridges, roads, etc	
20	For granting the right to, for not longer than twenty-one years	$\frac{202}{202}$
	Town Halls.	.02
17	By Township, for acquiring or renting in Town or Village	190
19	That are a second	.90
19		
	2	48
16	Transient Traders.	
17	For licensing and regulating	59
17	Trees.	
17	For removing of	* 0
17	not to be cut down without many it.	52 52
20	For encouraging the planting of)Z
	For clearing highways of)8
16	Unusual Noises.	
10	For preventing	
10	Vacant , $Lots$,	Ð
18	For enclosing of	
	For enclosing of	3
$ \begin{array}{ccc} $	Vagrants, 178	Э
10	For restraining and punishing	
16	77.1 164	4
10	Vehicles.	
16	For regulating and licensing 186	3
16	Vice.	
	For preventing.	

By-Laws -Continued.	PAGE.
Victualling Houses.	1 202.
For limiting and regulating. For licensing. Walks.	. 159 . 159
For acquiring property for and managing. For selling when no longer required. For acquiring property for	. 184
Water and Water Companies.	\
For preventing the fouling of. For preventing the obstruction of. For maintaining, etc. For the supply of. For permitting laying down pipes, etc. For aiding water companies. Assent of electors required Head of Corporation to be a Director in certain cases.	. 148 . 148 . 149 . 153
Water Courses.	
For opening, making, etc	. 109 . 162
	104
For constructing and maintaining. For constructing and levying annual special rate for payment Assent of electors required. Estimates, etc., to be published To be passed within three months after poll. If rejected, no other to be submitted within the current year.	. 185 . 185 . 185
For fixing price to offer for works or stock of company incorporated for the	1e
Municipality Not to effect provisions of any special Act	. 186
For preventing growth of	162
Wells.	
For establishing public wells	. 164
For purchasing, draining and disposing of. May raise money by loan for May apply unappropriated funds to. Terms and conditions of sale. Proceeds of sale. Wharves.	191 191 191
For preventing encumbering of	148
For removal of obstructions to. For maintaining. For regulating. For granting aid to. Assent of electors required Security may be taken	148 149 149 149
Wheels.	
For regulating the width of	178
Works.	007
For entering upon municipal works jointly with another Municipality	205

..... 159 159

.... 184 184 184

..... 109 162

..... 164 185

.... 185
.... 185
.... 185
.... 185
or the
.... 186

..... 162 164

..... 191 191 191 191

..... 148 148 149 149 149 149 149

..... 178

..... 205

185 185

.

India,	327
By-Laws—Continued.	-
Yards.	PAGE
For cleaning, draining, etc	. 165
(2) OF POLICE COMMISSIONERS.	. 100
Power to make	
Power to make For licensing cabs, etc. How authenticated and proved. May be enforced by penalties. Recovery of same.	. 137 . 137
(3) REGULATIONS OF TRUSTEES OF POLICE VILLAGE.	
See Police VILLAGES.	
CABS—	
Licensing of	400
Cabstands—	186
By-laws for assigning stands for cabs, etc	178
OASADA THISTLES-	
By-laws to prevent growth of	162
See Elections.	
CABRIAGES—	
Licensing of	186 186
By-laws for preventing or regulating the keeping of	166
By-laws for requiring levels of, to be furnished to Council for regulating the construction of. for requiring the cleaning of.	177
CEMETERIES—	177
By laws for acquiring property for. "for preventing violation of. for enlargement of. and see Municipal Amendment Act, 1888.	159 161 160
Census—	
Of Town or Village may be taken under by-laws of Council	13
Certificates—	151
Of compliance with regulations of Council	91
CHARCOAL—	
Regulations of Police Village respecting	254
By-laws for aiding	185
By-laws for preventing. CHATTEL MORTGAGES—	173
See MUNICIPAL AMENDMENT ACT, 1888.	

	AGE.
May be appointed in Cities and Towns having Police Commissioners See POLICE.	139
CHILDREN—	
By-laws to prevent sale of intoxicating drinks to	
CHIMNEYS-	
By-laws respecting	174
CIGARS-	
Regulations of Police Village respecting smoking of	050
	400
CIRCUS RIDING—	
By-laws respecting	162
Cities—	
Liability of, for maintenance of Court House, etc "To contribute to cost of Court House and Gaol To have a voice in selection of a sitc Compensation for use of Court House New agreement respecting compensation may be made, when and how See New Corporations.	145
Clerk- ·	
See Elections and Municipal Officers.	
CLERK OF POLICE COURT—	
Clerk of Municipality to be, until another appointed When entitled to fees or salary	$\begin{array}{c} 136 \\ 136 \end{array}$
CLERK OF THE PEACE-	
Appointment of, for new Counties Copies of voters' lists may be obtained from Fees for same	$\frac{22}{49}$
CLOSING ROADS—	
See Roads.	
COAL-	
Weighing of, may be regulated	183
Collectors	
If roll not returned, to prepare and verify on oath list of defaulters in payment of taxes on or before nomination day	45
Colleges—	
By-laws for supporting students at	171 171
Collegiate Institutes—	
See Municipal Amendment Act 1888.	
Commission—	
To enquire respecting finances Powers of commissioner Expenses	121 121 121
COMMITMENT—	
See Fines and Penalties.	
Compensation-	
For lands taken. For mistakes in opening road allowances	$\begin{array}{c} 154 \\ 201 \end{array}$

PAGE. 139

 $\begin{array}{ccc} \dots & 164 \\ \dots & 178 \end{array}$

..... 174

..... 253

..... 162

..... 144 145 145 145 ad how 145

..... 136 136

..... 22 49 49

..... 183

n pay-..... 45

..... 171 171

 $\begin{array}{ccc} \dots & 121 \\ \dots & 121 \\ \dots & 121 \end{array}$

 $\begin{array}{ccc} \dots & 154 \\ \dots & 201 \end{array}$

	Constables—	D
	Appointment of	PAGE
	Appointment of To be appointed to take charge of Lock-up houses See Police.	. 139
	Contageous Diseases—	
	By-laws for preventing	
	Contracts—	. 160
	Between Members of Council and Corporation void in actions against Corporation	4-
		. 135
	CONTROVERTED ELECTIONS—	
	Trial of contested elections	ce
	" of right to elect By whom	. 68 . 68
	By whom	. 68
	Who may be the relator. Time within which proceedings to be compared.	. 68
	Security	. 68
	Writ in nature of quo warranto to be issued. By whom to be issued.	. 68
	By whom to be issued	68
	Service of, how to be made Evidence on return of writ	. 69
	Evidence on return of writ. When the seat is claimed by the relator, what the write half.	69
	May proceed by one writ against governed what the writ shall be to try	• 69
	May proceed by one writ against several persons When more than one writ to try the right to elect, all to be tried by Judge who is to try the first	69
	who is to try the first	CO
	Returning Officer or Deputy Returning Officer may be made a party Judge may allow any person entitled to be a rolly	69 69
	Judge may allow any person entitled to be a relator to intervene and defend	69
	Production of documents may be required.	69
	Evidence may be viva voce or by affidavit	69
	Except to prove a corrupt practice which is to be proved by riva roce evidence Issues may be framed and tried	69
î		
	If election found invalid, person properly elected to be admitted	70
	Wri, for new election to be directed to St. 100	70
	Defendant may disclaim when and how	70
	Form of Disclaimer To be posted and registered	70
	To be posted and registered. Person elected may disclaim before election contact.	70 70
	Person elected may disclaim before election contested, how and effect of	71
	Costs of persons disclaiming	71
	To operate as a resignation	71
	Who is to be entitled to seat. Person disclaiming to deliver duplicate thereof.	71
	Person disclaiming to deliver duplicate thereof to Clerk Costs in discretion of Judge	$\frac{71}{71}$
	Judgment to be final. The Judges of the High Court of Justice may make make	71
	Existing rules to remain in force until vessioned as the	71
		71
	corrupt practices	74
	Conviction—	1.4
	Form of	
	Form of	133
	Corpwood	137
	Measurement of, may be regulated	100
'	Coroners-	183
	Appointment of, for new Counties	-

Corrupt Practices—	PAGE.
What to be deemed Giving or lending money to voters. Procuring office, place or employment for voters. Gifts, promises or agreements to influence voters Influencing or engaging to influence voters Advancing money for the purpose of bribery Voter receiving money for vote, or agreement to vote, before or during election After the election. Hiring teams to convey voters to the polls Undue influence defined Expenses of candidates, what lawful. Viva voce evidence required to prove Penalties for Recovery of penalties Judge to report to Clerk of Municipality, if candidate or persons convicted of corrupt practices Entries to be made of same by Clerk of Municipality Witnesses not excused from answering on ground of self-crimination or privi-	72 72 72 72 72 72 73 73 73 73 73 74 74 74
lege in proceedings for	75 75
No penalty after prosecution of party jointly liable	75
Except principal offender Copies of sections relating to, furnished by Clerk and posted up by Deputy	75
Returning Officers Returning Officers	75
	10
Costs—	
Of re-count, in discretion of Judge. Taxation and recovery of	62 63
Quo warranto proceedings upon disclaimer	71
Generally in discretion of Judge. Of commission to enquire respecting finances.	$\frac{71}{121}$
Of arbitration	125
Oil prosecution for penalties, may be awarded	131
Of conveying prisoners to Gaol and Lock-up	146
Of local improvements, what shall be deemed to be	$\begin{array}{c} 167 \\ 213 \end{array}$
Councillors—	210
In Towns.	
Number of, for each ward	28
Provision for reduction of the number by by-law	28
Provision for repealing such by-law	28
In Incorporated Villages.	
Number of	29
In Townships.	
Number of	29
Property qualification of	29
May resign, when	66 86
of office	86
before whom to be made	87
Penalty for refusal to accept office or make the necessary declarations	88
Council	
See Municipal Council.	
See Municipal Amendment Act, 1888.	
Counties-	

See New Corporations:

75

28 28 28

29

....

ection
ed of

COURT HOUSE-	PAGE,
County Council may pass by-laws for erecting, repairing, etc	
County Council may aequire land in City for Court House.	. 140
County Council to have care of.	. 141
To provide fuel, furniture, etc.	. 143
To provide offices, etc., for the Courts. May be used by Maritime Court	143
City Council to have care of Court House belowing to City	. 143
Upon separation of Union of Countries, rules and regulations respecting to	. 144
Liability of Cities and Towns for erection and maintenance of G II	144
authorized person	r
Liability of City to contribute to cost of. Difference may be referred to arbitration. City to have a voice in the	
Compensation for use of, by City or Town After five years Lieutenant-Governor in Council may order existing arrangements to coarse	
ments to cease, and new ones may then be made	145
COURT OF REVISION-	110
Constitution and powers of, on appeal against assessment for local improve-	
When by-law for local improvements passed by County on application of	215
Minor Municipality	228 228
CORPORATION-	
See Municipal Corporation.	
Cow-Byres-	
By-laws for preventing or regulating	165
Cranes—	
By-laws respecting	149
DANGEROUS PLACES—	
By-laws for making regulations respecting	202
Dead—	
By-laws respecting interment of	173
Deaf Persons— By-laws for aiding and maintaining	150
Death-	150
See Elections and Municipal Officers.	
Debentures-	
Those issued before first January, 1867, to have the priority which they had	
on that day	115
1.0	115

DEBENTURES - Continued.	AGE.
How to be calculated To be applied solely to payment of debentures To be scaled with Common Seal.	115 115 127
To be signed by head of Corporation and some other person authorized by the	127
Dy-law to sign	127
Duty of Treasurer respecting Certain debentures valid without Common Seal.	127
Certain debentures valid without Common Seal	127
Defects in form not ratal	127
Those on which payments have been made for two years to be valid	128
Unless proceedings pending.	128
Unless proceedings pending. For local improvements to be so stated on face of debenture	128
2 To vision for consolidation of	128
Tansier of—	
Notice with respect to ownership may be endorsed	129
Form of . Debenture Registry Book to be kept . Cartificator of .	129
Debenture Registry Book to be kept	129
Certificates of Ownership to be entered	129
Also subsequent transfers Written authority for entries required	129
Written authority for entries required	129
211to continuate of ownership has been given, depending a transferred only	
Dy entry in Depending Registry Book	129
By-laws for guaranteeing by County	187
By-laws for guaranteeing by County. Debentures of one of United Counties for improvements in that County, how	
to be issued. To bind that County as though it were a separate Municipality	189
To bind that County as though it were a separate Municipality	189
	210
Troubling though not strictly in accordance with hy-law	220
For portions of local improvements to be paid for out of general finds	242
For aiding Railways	247
Debts-	
By-laws execting	
By-laws creating	106
Declarations—	
Of~Office,	
To be made by elected candidate	59
To be made by members of County Council before any business is transacted	76
FORM OI	86
Before whom to be made	87
Certificate thereof to be given	87
TO be made by trustees of Police Village	252
And see Municipal Amendment Act 1888.	
Of Qualification.	
To be made by elected candidate	59
To be made by elected candidate To be made by members of County Council before any business is transacted Form of	76
	86
Defore whom to be made,	87
Certificate thereof to be given To be made by Trustees of Police Village	87
To be made by frustees of Police Village	252
Of Secrecy.	
At Municipal Elections	0.4
Form of	64
At voting on by-laws	$\frac{64}{102}$
	102
Form of	102
Of destruction of ballot papers	60
Of anditor	8"
Before whom declaration may be made	8
To be subscribed by declarant.	88
To be subscribed by declarant. Person administering shall certify and subscribe same.	88
be deposited with Municipal Clerk	88

y the

l only

129

129 129 $\frac{129}{129}$ 129 $\begin{array}{c} 129 \\ 187 \end{array}$

189 189

64

88 88

..... 106

acted

....

acted

	DEFAULTERS' LISTS-	000
		PAGE.
	DEPUTY REEVE	
	Election of, in Incorporated Villeges and T	
ı	Declaration of qualification. of office.	29 77 86
ı	Before whom to be made. May administer oaths and declarations Penalty for refusing to accept office, or to make the necessary declarations, or to administer oaths or declarations See Reeve.	86 87 88 88
	DEPUTY RETURNING OFFICER-	00
	Duties of, on voting on by-laws	100
	Derricks-	100
	By-laws respecting	
	By-laws respecting DIRECTIONS FOR THE GUIDANCE OF W	49
	DIRECTIONS FOR THE GUIDANCE OF VOTERS— See BY-LAWS and ELECTIONS.	
	D _{IRT}	
	By-laws for compelling the removal of	
	DISCLAIMER-	175
	See Controverted Elections	
	DISORDERLY HOUSES-	
	By-laws for suppressing	
	By-laws for suppressing Disorderly Persons—	164
	May be committed to House of Correction. By-laws for restraining and punishing Disqualification—	
	DISQUALIFICATION—	164
	See QUALIFICATION.	
	Dissolution—	
	An Incorporated Village may become unincorporated	
	An Incorporated Village may become unincorporated, when and how 10, By laws for proposition	11
	By-laws for preventing or regulating Division Courts—	165
	See Municipal Amendment Act 1888.	100
	DOCKS-	
	By-laws respecting Belonging to Dominion not to be interfered with without consent of Dominion Government	l48
	DOCUMENTS—.	198
	Used before arbitrators to be filed with Clerk	
	Dogs-	26
	By-laws for regulating and turing c	C1
	"for killing those at large contrary to by-law. 1 DOMINION LANDS— 1	61 61
	Not to be interfered with her as	
		98
	By-laws respecting	

Door Steps—	PAGE.
By-laws for removal of, when obstructing streets, etc	149
Drains and Drainage— By-laws respecting	148
to require cleaning of. for making regulations respecting for charging rent for for acquiring land in another Municipality for purposes of for borrowing money for	176 176 177 178 186 227
Into adjoining lots or along or across highways	225
Driving-	
By-laws for regulating	151 173
Drunkards—	
May be sent to House of correction May be confined in Lock-up	142 142
Drunkenness -	
By-laws for preventing "for restraining and punishing persons found drunk	$\begin{array}{c} 164 \\ 164 \end{array}$
Dumb Persons	
By-laws for aiding and maintaining	150
Duties—	
Of Election Officers.	
See Elections Of Municipal Officers.	
See Municipal Officers.	
EGRESS FROM BUILDINGS.	
See Buildings.	
ELECTIONS.	
Of members of Municipal Council	
To be held annually on first Monday in January	36
Time of holding in case of newly erected corporations	36 36
Place where election to be held	30
ships	36
To be in the municipality	37 37
Not to be held in tavern. See also the several provisions for the erection of new corporations under New Corporations.	37
To be by general vote in townships and incorporated villages not divided into	
wards In cities and towns elector may vote in each ward in which he has necessary	37 50
property qualification	50
Where he shall vote in these cases	53
In townships elector not to vote more than once	50 51
, ,	OI
Agents,	F 1
May vote where engaged as, if qualified	51 51
To be present when ballot of incapacitated voter marked. May be present at poll.	54 54

- 1	N	n	F	v	

	INDEX.	335
GE.	Elections—Continued.	000
149	At counting C	PAGE.
	210 COUNTING OF VOTES	55
148	At re-count of votes. To maintain secrecy of the voting	
	To maintain secrecy of the voting. Penalty of contravention.	61
76	Penalty of contravention. To make declaration of secrecy.	64
176	To make declaration of secrecy. Non-attendance of	64
177	Non-attendance of	64
178	Non-attendance of	65
L86	Candidates may undertake duties of	64
227		65
25	Ballot Boxes.	
	To be procured and furnished by Clerk to Deputy Returning Officers	
	How to be mado	45
	After election to be boot by CV.	45
	Penalty for neglecting to furnity	46
.51	If not furnished Deputy Potuming Off	46
73	To be shewn at opening of real rining Omeer may procure	46
	To be shewn at opening of poll. Offences relating to	52
	Offences relating to	63
42	Ballot Papers.	00
.42	To be printed by Cl. 1	
	To be printed by Clerk	46
	Contents and form of In cities, towns and townships divided into wards to be in different.	
164	In cities, towns and townships divided into wards to be in different sets	46
64	To be furnished by Clerk to Deputy Returning Officer. Name or initials of Deputy Returning Officer to be signed.	46
	Name or initials of Deputy Returning Officer to be signed on back of	47
	Delivery of to voter	53
.50	Mode of marking	53
	Not to be taken away by voter	54
	Deputy Returning Officer to verify initials before depositing in ballot box	54
	Proceedings when water and the state depositing in pallot box	54
	Proceedings in case hallot paper connect to	54
	Counting the hallots	55
	Rejected ballots. Objections to be noted and numbered. Statement of to be made and signed by Deputy Returning Occ.	55
	Objections to be noted and number 1	56
	Statement of to be made and in 11. The	56
	Statement of to be made and signed by Deputy Returning Officer.	56
	To be seeded up in posterior by Deputy Returning Officer	56
	To be sealed up in packets. To be returned to Clerk of municipality	57
	To be returned to Clerk of municipality. Statement respecting, to accompany the return	57
36	Statement respecting, to accompany the return. To be kept for one month, and then destroyed and a supply the return.	
36	To be kept for one month, and then destroyed, unless otherwise ordered by Court or Judge	58
36	Court or Judge	0.0
	Inspection of not allowed except by order of Court or Judge	60
36	Re-count of and precedings thereon. Offences relating to	60
37	Offences relating to.	60
37	0	63
37	Certificates,	
•	As to Assessment Roll, Clerk to give, stating when returned by Assessor, and when finally revised	
	when finally revised	
	Penalty for neglect. To be evidence for Deputy Returning Officers of data to the control of the	49
37	To be evidence for Donuty Potential Con	50
01	When Assessment Roll to be deemed finally revised and corrected in oath And seo Deputy Returning Officer and Poly Corner.	50
50	And see Deputy Regulation Officers in the Property Regulation of the Proper	50
50	And see Municipal Amendment Act, 1888.	
50		
50	Clerk (of Municipality).	
50	To be Returning Off	
51	In municipalities not divided into wards to perform duties of Returning and Deputy Returning Officers at the first election	38
	Deputy Returning of the little wards to perform duties of Returning and	50
	Deputy Returning Officers at the first election	48
51	To preside at nomination in cities and towns	
51	If absent, electors may choose a chairman. At nominations in townships, Township Clerk to preside	43
54	At nominations in townships, Township Clerk to preside. To give six days' notice of nomination.	43
54	To give six days' notice of nomination. Duties of, at nomination.	44
	Duties of, at nomination.	44
		44

town-

under

d into

E	LECTIONS—Continued.	PAGE.
	To post up names of candidates	44
	Duties on resignation of candidates. Duties of, with respect to ballot boxes and papers, and compartment for marking ballot.	42
	Duties of, with respect to voters' lists	47 48
	marking ballots	49
	To give certificate to enable Agents, Deputy Returning Officers and Poll Clerks to vote where engaged	51
	panot papers to be transmitted to	57
	To settle disputes as to written statement to be made by Deputy Returning	
	Officer To cast up votes and declare candidates elected	58 58
	To vote in case of a tie	58
	Otherwise not to vote	59
	To retain ballot papers for one month, and then destroy them	60
	Unless otherwise ordered by a Court or Judge. Not to allow inspection of ballots except by order of a Court or Judge. May be present at a re-count. Production of documents by an order of Judge—effect of.	60 60
	May be present at a re-count	61
	Production of documents by an order of Judge—effect of	63
	I disally for within act of difficult in contravention of sections (19 to 167).	63
	To maintain the secrecy of the voting. Penalty for contravention.	64 64
	To make declaration of secrecy.	64
	Duties of, on valancies in Council occurring	67
	Duplicate disclaimer to be delivered to Judges to report persons guilty of corrupt practices to	71
	Entries to be made of same	74 74
	Entries to be made of same To furnish to Deputy Returning Officers copies of Sections 207 to 220	75
	To preside at election of Warden	76
	Candidates.	
	To be proposed and seconded seriatim	44
	May resign before polling day. If nominated for two or more offices, may elect for which he will run	44
	In default of election, to be taken as nominated for office for which first	44
	proposed	44
	Names of to be posted up	44
	Resignation provision for	44
	May be present in polling stations. May be present at counting of votes.	55
	Clerk to declare those elected	56 58
	Those elected shall take the necessary declarations and assume office	59
	May be present at re-count. May undertake duties of agent	61
	Not to be present at marking of ballots by incapacitated voter	64 65
	Disclaimer by	70
	Expenses of—what lawful	73
	Penalty for bribery by	74
	Deputy Returning Officer.	
	To be appointed by by-law	37
	To make returns to clerk	38
	Upon death or absence of, to be chosen by electors To be a conservator of the peace on election day	38 38
	May swear in special constables	39
	To administer oaths	42
	To procure ballot boxes, if not furnished	46
	To provide compartment for marking ballots. To post up directions to voters.	47 47
	Certificate to enable to vote where stationed	51
	May vote on production of certificate, if dualified	51
	Oath required to be taken by voters may be administered, and by whom	51

nt for

Poll

ırning

42

47

48

49

51

57

58

59

60

60

61 63

64

64 64 67

 $\frac{71}{74}$

75

44

44

44

56

58

59

61

64

65

70

38 38 38

42

46 47

first

· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
Elections—Continued.	PAGE.
Time for holding After quo warranto proceedings. Writ for to be issued to Sheriff, when	67 70 70
Nomination.	
Place for holding to be appointed by by-law	. 43
Copy to be transmitted to Township Clerks. To be held by Returning Officer appointed for each ward. Or the Municipal Clerk. And in their absence the electors may choose a chairman. Clerk or Returning Officer to give six days' notice of meeting.	. 44 . 44 . 44 . 44
Procedure at nomination	,
Oaths.	
Of freeholder Of householder Of income voter Farmer's son To be administered by Returning and Deputy Returning Officers Refusal to take	. 40 . 41 . 41 . 42
Poll Clerk.	
Certificate to entitle him to vote where stationed. Right to vote if qualified, and oath. To explain mode of voting. Penalty for contravention of sections 118 to 166. To maintain secrecy of the voting Penalty for contravention. To make declaration of secrecy.	. 51 . 53 . 63 . 64 . 64
Polling Place.	
Where electors may vote	. 50
Re-count.	
Ot votes by County Judge—when. Deposit by applicant. Who may be present at Opening of packets and counting votes. Care to be taken that way in which particular voter has voted be not disclose To be proceeded with continuously Procedure on. Not to take away any other remedy Costs in discretion of Judge Taxation and recovery of costs. Production of documents	. 61 . 61 d 61 . 61 . 61 . 62 . 62
Returning Officer.	
To be appointed by by-law to hold nomination for each ward. Clerk to be for whole municipality Upon death or absence of, one to be chosen by electors To be a conservator of the peace on election day May swear in special constables. To administer oaths	. 38 . 38 . 38

- 1	N	n	E?	v

P	AGE.	Elections—Continued.	339
	67		D
	70 70	To post up at Clerk's office the appointed	PAGE 43
		May be made a party to writ of que war anto. And see Deputy Returning Officer and Clerk.	44 69
38,	42	Special Constables.	
	43		
n last	43	May be sworn in by Returning and Deputy Returning Officers Penalty for refusing to serve	39
	44	The Poll,	39
• • • •	44		
	44 44	Places where to be held to be appointed by by-law To be held on first Monday in January	
 . .	44	To be held on first Monday in January In each ward or polling subdivision.	37
	44	In each ward or polling subdivision	44
44,	45	From 9 a.m. to 5 p. m	44
44,	40	Votes to be by bell-t	44
		Mode of procedure at	45
		Name of voter must be entoyed on	52
	39	municipality	0.4
	40	If so entered no question of qualification to be raised at. Name and addition of voter to be recorded	34
	41	Name and addition of voter to be recorded. Oath to be administered to voter if required	34 52
	41	Oath to be administered to voter if required. Objections to be noted.	52
	42	Objections to be noted. Refusal to take oath or to affirm to be noted	52
	53	Refusal to take oath or to affirm to be noted. Vote not to be received after such refusal	53
	00	Vote not to be received after such refusal. Deputy Returning Officer to sign his name or initial.	53
		Deputy Returning Officer to sign his name or initials on back of ballot papers, and deliver same to voters	93
		Panalty for manifest	53
	51	Penalty for neglect. Mode of voting to be explained. Deputy Returning Officer to note in voters' list to whom ballot report in the state of the st	53
• • • •	51	Deputy Returning Officer	53
	53	Deputy Returning Officer to note in voters' list to whom ballot papers given.	53
• • • • •	63	Mode of marking ballots Mode of depositing same in ballot box	53
	64	Mode of depositing same in ballot box No one but voter allowed in voting compartment	54
	64	Voter not to take away hall to the state of	54
• • • •	64	If taken away to forfoit might	54
		If taken away to forfeit right to vote. If voter declines to vote, entry thereof to be made by D.	54
		Officer De made by Deputy Returning	01
	50	Proceedings in case of incorposity to the state of the st	54
OLL.		Proceedings in case hallot paper spoiled hand papers	55
		Who may be present at	55
		Counting the votes	55
	60	Who may be present at counting the roter	55
	'61	Netected ballots	55
	61	Objections to be noted and	55
	61	Deputy Returning Officer to make and simple.	56
losed	61	of state of the poll	
	61	Not more than two accepts of	56
	61	Duties of Deputy Potuming Off	56
	62	Disputes to be settled by Clouds of the votes	57
	62	Clerk to cast up votes	58
	63	Clerk to have the continue and	58
	63	Otherwise Clerk not to vote	58
		Deputy Returning Officers and D.B. Co.	59
		Procedure if election not commenced or interrupted by riot, etc	59
	38	If interrupted for four days, to be new election	59
	38	of Mon Cloudoff	59
	38	Votes.	
	38	The state of the s	
· · · · ·	39	To be by ballot	
	42	Counting the	15
		Re-count of	55

18.

Elections—Continued.	PAGE.
Voting.	
Mode of, to be explained	. 53 . 53
. Voters' and Defaulters' Lists.	1
List of persons in default for payment of taxes to be prepared	1 45
Certified copies to be furnished	. 45
In new municipality When new territory added to city, town or village. When assessment roll but no voters' lists, under "The Voters' Lists Acts Copies of voters' and defaulters' lists to be delivered to Deputy Returning	. 48
Officers. May be prepared by Clerk Or may be procured from Clerk of the Peace.	. 49 . 49
His fecs for same	49
of taxes. When voter tenders his vote, his residence and addition shall be recorded on the Donath Recognity Officer.	
by Deputy Returning Officer. Name or initials of Deputy Returning Officer to be placed in proper columns of, to denote that elector has received ballot paper.	. 52 s
Entrics to be made by Deputy Returning Officer upon, at close of poll Declaration of Deputy Returning Officer respecting To be returned to Clerk of municipality May be inspected in hands of Clerk.	. 57 . 57
Electors—	. 01
Who may vote on by-laws	96 158
Elevators—	
By-laws respecting	149
Engineer—	
By-laws for appointing EQUALIZATION OF REAL PROPERTY—	. 167
Basis of	. 86
ESTIMATES—	
See FINANCE.	
EVIDENCE-	
Endorsements on ballot papers, etc On return of writ of quo warranto Vira voce required to prove a corrupt practice Of by-laws, certified copy To be filed with Clerk by arbitrators. See Witnesses—	68 73
EXPOSITION OF WRITE	

See MUNICIPAL AMENTMENT ACT 1888.

PAGE,	EXECUTIONS AGAINST MUNICIPAL CORPORATIONS.	
	May be endorsed with direction to Shoriff to love the	PAGE,
⊭ o.		
53 53	If claim not paid in one month Sheriff to strike a rate	133
5		
	Proceedings thereon	134
45	Surplus to be paid to Treasurer	134 134
45 45	Exemptions—	101
48	Persons exempted from serving in Municipal Council	32
48 48		113
48	EXHIBITIONS—	
49	By-laws respecting	162
49	EXISTING CORPORATIONS—	
49	To be continued Existing Police Villages to be continued	7
49		248
49	Expenses—	
52	See Costs and Elections.	
02	FAIRS—	
53	By-laws for authorizing the holding of	171
57 57	FARES—	171
57	By-laws for regulating	100
57	FARMERS' SONS—	186
	See QUALIFICATION,	
96	Fees-	
158	Of Police Court Clerk	
	Gaoler not entitled to any	136 . 143
	FELLOWSHIPS—	
149	By-laws for endowment of	171
120	Fences—	111
	By-laws for regulating the height, etc., of	161
167		
	for regulating the construction of as to snow fences	
86	Fence Viewers-	162
	See Municipal Officers,	
	Ferries-	
	Privileges of, Council may grant, when	
	By-laws for regulating and licensing	91 170
63	Filth—	110
68	By-laws to prevent throwing of, into streets	160
73 92	FINANCE-	104
126	Annual estimates to be made	114
		114 114
	When amount collected exceeds amount required	114
	How rates for paying debentures to be calculated Anticipatory appropriations.	115
	Allicipatory appropriations.	

red

FINANCE—Continued.	PAGE
Two separate accounts to be kept	11
Surplus after payment of annual interest, how applied	113
In what securities Or Lieutenant-Governor in Council may order it to be used in payment or redemption of debt Surplus moneys may be credited to sinking find	
Surplus moneys may be credited to sinking fund account and invested Surplus derived from Corporation work, etc., may be similarly applied and invested	
invested Surplus from "The Ontario Municipalities' Fund" may be set apart for— Educational purposes Investment of sense	119
May be loaned to school trustees Or granted to poor school sections	$\frac{120}{120}$
authorized by law	
Treasurer of Municipality indebted to Consolidated Municipal Loan Fund to make annual returns to Provincial Treasurer	120 120
	120
Council to make annual report to Lieutenant-Governor. Penalty for default Commission of inculry into	121
When it may be granted	121 121
Powers of Commissioner Expenses of Commissioner	121 121
FINES AND PENALTIES-	
How to be applied By-laws for inflicting, not exceeding \$50, for—	131
(a) Neglect of duty or refusal to accept office (b) Breach of by-laws	151 151
(b) Breach of by-laws For collecting penalties and costs by distress For imprisonment in default of payment and distress	151
Not longer than twenty-one days	152
Except for breach of City Dy-laws	$\begin{array}{c} 152 \\ 152 \end{array}$
Or keeping house of ill-fame	152
FIRE-ARMS AND FIRE-WORKS-	
By-laws for preventing the firing of, etc	173
FIRE COMPANIES—	
By-laws respecting	174
FIRES—	
Council may rent fire appliances.	153
By-laws for regulating the burning of stumps, etc. 'for preventing or regulating the use of, in stables, etc.	162
for making provisions against	174 174
for mapecing premises	175
for enforcing assistance at	175 175
Regulations of Police Village respecting	253
rish—	
By-laws for regulating the sale of	182
COOTPATHS—	
By-laws for setting aside portion of highway for	211
" for imposing penalty for driving thereon	211

ayment

ayment
...... 119
l...... 119
ed and
...... 119
or--..... 119
...... 120

or than

..... 120 120 121 121

..... 121 121 121

. 131

. . . . 173

..... 174

..... 182

.... 211 211

	INDEA.	4	343
Forestalling-	•		
By-laws for preventing	g		PAGE. 183
Forms—	•	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	. 100
	Ballot Papers.		
	y words		
In Villages and Towns For voting on By-laws	into wards	•••••••••••••	. 258 . 259 . 266
	By-law.		
For local improvement	ts		. 217
	Certificates.		
Of qualification to sit i	in County Council for Reeve	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	. 27
Of lis pendens	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	271
Of dismissal	••••••	•••••••••	113
Of Deputy Returning (Officer respecting incapacitated		263
	Conviction.	voter	263
For offences against D.			
" " " " "	r-laws of Police Commissioners.		133 137
	Declarations.		191
Of qualification		••••	86
Of auditor		• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	86
Of person promoting or	opposing by-law	· · · · · · · · · · · · 64, 102,	264 266
Dire	ections for the Guidance of Vo	ters.	
At elections		•••••	260
	Disclaimer.		265
By defendant named in	writ of our summer		
By elected candidate, be	efore election complained of	•••••••	70 71
	Notice.		
Of passing of by-law Of by-law to be consider	red at special meeting of Count	y Council104,	112 110
	Oaths.		
At elections, of freehold	lerlder or tenant		20
of househol	lder or tenant		39 40
of farmer's	son	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	41
Voting on by-laws, of fr	recholder		41 264 98
of le	agahaldar (in mannat . Cl		98
Of voter on by:law for lo	ocal improvements	iprovements)	99 229
Or police officer	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	$\frac{125}{138}$.

Forms—Continued.	PAGE
Voters' List.	- 402
Of list to be furnished to Deputy Returning Officers	. 26
Freeholders-	
Who may vote on by-laws	. 90
F ;uir—	
By-laws for regulating the sale of	. 185
FUEL-	
To be provided for Court House	. 140
Furnaces-	
Regulations of Police Village respecting	253
FURNITURE—	
To be provided by County Council for Court House. Liability of Council for, when. Corporation has an insurable interest in	143
Corporation has an insurable interest in	144
Gambling—	
By-laws for suppressing	164
GAME INSPECTOR—	
By-laws for appointment and removal of	148
GAOLER-	
To be appointed by Sheriff	143
Not to receive fees	143
Gaols—	
County Council may pass by-laws for erecting, repairing, etc	140
The Council of a City may provide for the erection and maintenance of	140
To be houses of correction in Counties in which such houses have not been	140
	142
Sheriff to have care of Keepers of, to be appointed by Sheriff. Appointment and dismissed of	$\frac{143}{143}$
Appointment and dismissal of To be subject to approval of the LieutGovernor. City Council to have expect of Greek belonging to the City Council to have expect of Greek belonging to the City Council to have expect of Greek belonging to the City Council to have expected to the City Council to have expected to the City Council to have expected to the City Council to have expected to the City Council to t	143
	$\frac{143}{144}$
On separation of third of the tribe and regulations means at an a	144
tinue, and apply to Gaol in Junior County. Liability of Cities and Towns for erection and maintenance of	144 144
	144
Corporation has insurable interest in Liability of City to contribute to cost of	144
Differences may be referred to arbitration	$\frac{145}{145}$
	145
Compensation for use of, by City or Town After five years Lieutenant-Governor in Council may order the existing	145
	145
Expenses of conveying persons to By-laws for appointing surgeon	146
Gardens—	169
By-laws for acquiring property for, and managing	184
By-laws for selling, when no longer required	184

262

140

253

143 144

144

164

148

143

143

143

140 140

140

142

143

143 143

143

. o con-

isting

.

.

144

144 144

144

144 145

145 145

145

146 169

184

184

.

ernor.

High Schools—	PAGE
By-laws for acquiring property for, and aiding	171 171
Highways-	
What are to be deemed Original allowances Laid ont by Statute On which public money expended or statute labour performed Passing through Indian Lands Freehold in Crown Municipality to have jurisdiction over Possession to be in Municipality May be increased in width Right to use vested in Municipality Boundary lines may be assumed and maintained by County By-laws respecting	193 193 193 193 194 194 194 194 196 151
Conditions precedent to passing certain By-laws.	
By-laws affecting public roads not to be passed until— Notices of passing by-law have been posted up for one month And published in newspapers. And Council has heard any one whose property is prejudically affected and petitions to be heard. Expenses of notices, etc	199 200 200 200
County Bridges.	200
May be assumed by Villages Village liable for repairs County Council to have exclusive jurisdiction over Bridges assumed by County to be placed in repair. To be maintained in Villages to connect highways through County Between certain Municipalities to be erected and maintained jointly Differences referred to arbitration	194 195 196 196 196 197
Mistakes in Opening Road Allowances.	
No action to be brought against Municipalities, their officers or servants, for mistakes in opening road allowances	201 201 201
Powers of Magistrates in General Sessions.	
Transferred to County Council	198
Registration of Road By-laws.	
By-laws under which roads are opened on private property to be registered. To be certified under hand of Clerk and Seal, and to be registered without further proof. By-laws passed before twenty-ninth March 1873, and orders and resolutions of General Sessions may be registered, and how.	200 200 200
Repairs.	
Approaches to bridges to be maintained. Roads to be kept in repair by Corporation Neglect to be a misdemeanor. Action for damages for default Limitation of action. Not applicable to roads laid out by private persons unless assumed by Corporation	195 195 195 195 195

199

200 200

fected

..... 194 195 196 196 197 197

s, for 201 201 201

..... 198

red.. 200
with.... 200
tions
.... 200

.... 195
.... 195
.... 195
.... 195
d by
.... 195

II-	OI
Highways—Continued.	PAGE
Roads assumed by County Council to be placed in repair, and gravelled, etc., Roads not assumed by Council to be opened and maintained by Townships Except bridges between Municipalities Township boundaries being County boundaries, but not assumed by County, to be maintained by Townships.	196
Except bridges between he	197
be maintained by Townships Except bridges between Municipalities. Mode of enforcing repairs When Township Council neglect or refuse, ratepayers may petition County Council to open and repair roads	197 205
County Council may determine the arm the county Court at which presented	205 206
appoint Commissioners to enforce order of Council. Sums determined on to be paid by County Treasurer and deducted from Township moneys. Differences to be referred to arbitration	206
Who to be arbitrators	206 206 206
	207
Roads necessary for Ingress and Egress.	
Not to be closed without making compensation and providing other road	199
Roads on Dominion Lands.	
Not to be interfered with by municipalities without consent of Dominion Government	198
Roads under Joint Jurisdiction.	
When road lies between two Corporations, Councils to have joint jurisdiction	
over	197 198 198 205
Roads vested in Her Majesty.	200
Not to be interfered with by Municipalities. After proclamation declaring same no longer under control of Department, to be under the control of Municipalities.	198
Width of Roads.	198
Not to be greater than 100 or less than 66 foot subject to	199
Horses-	
	137 151
By-laws for regulating and licensing	l64
Horticultural Associations—	86
By-laws for granting aid to	40
Houses	49
By-laws for numbering of 1	76
HOUSES FOR THE POOR, AGED, AND INFIRM—	10
To be deemed within the Municipality for cortain properties.	42 .
10USE OF CORRECTION	42
County Council may pass by-laws for erecting, repairing, etc	
14	EU .

House of correction— Continued.	PAGE.
City Council may erect and maintain Council of City and Town may establish Who liable to be committed to By whom may be committed To be deemed within the Municipality for certain purposes Gaols to be, in Counties where houses of correction have not been erected	142 142 142 143
House of Ill-fame-	
By-laws for suppressing	164
County Council may pass by-laws for erecting, repairing, etc To be provided with fuel, etc. City Council may erect and maintain Council of Town separated from County may erect and maintain Keepers, etc., to be appointed Rules and Regulations to be made One may be provided for several Corporations Inspector may be appointed Duties of Who liable to be committed to By whom may be committed to By whom may be committed To be deemed within the Municipality for certain purposes By-laws for appointing Inspectors.	142 141 142 142 142
House of Refuge—	
Council of County, City, and Town separated from County may erect and maintain. Keepers, etc., to be appointed. Rules and Regulations to be made One may be provided for several Corporations Inspector may be apppointed Duties of. Who liable to be committed to By whom may be committed To be deemed within the Municipality for certain purposes. By-laws for establishing and regulating And see Municipal Amendment Act, 1888.	$\frac{142}{142}$
Householders— See Qualifications.	
Hucksters-	
By-laws for regulating	183
Hydrants— Council may rent	153
Immorality-	200
By-laws for preventing	164
Importuning Travellers— By-laws for preventing	173
Imprisonment —	
See Fines and Penalties.	
Improvements—	
See Local Improvements.	
INCOME VOTERS—	
See By-Laws, Election, and Qualification.	
200 DI MANS, EMEGIZOR, MICE GUALIFICATION.	

142

 $\frac{142}{142}$

142 141 142

141

142

142

142

143

183

153

164

173

..... 143

cted .. 143

. 164

..... 142

rect and

INTERPRETATION		PAGE
Bridge		
Council		. 6
County		6
County Town		6
Election		. 33
Electors		. 6
Farm Farmer's Son or Farmers' Sons	• • • • •	. 33
Father	,	. 33
Highway.		. 33
Householder		25
Land		G
Leaseholder		30
Local Municipality		6
Municipality		6
Next day		. 6
Owner		. 34
Real estate		. 6
Reeve	• • • • • •	. 6
Road		. 6 . 6
Son or Sons		. 33
To vote	•	22
Township		. 6
Intimidation—		
See Corrupt Practices.		
8		
Intoxicating Drinks—		
By-laws for preventing sale of, to children		164
, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,		101
Investigation-		
Respecting conduct of officers, etc		146
, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,		
Investment—		
Of surplus moneys		110
Of sinking fund	• • • • • •	119 119
Of sinking fund		119
Loans to school trustees		120
Only those authorized by law to be made		120
Joint Owners—		
See Qualification.		
I-mana (Clausery)		
Judges (County)—		
Re-count of votes by		60
Scrutiny on petition to		102
Third arbitrator may be appointed by in certain cases	• • • • • •	123
To be a Police Commissioner	3 3	136
government of Municipality	a good	
TO PEDOPE TO COURCIL		146 146
If no person who can convey lands taken by Corporation, County Judg	re man	140
appoint che		155
Appeal to, against assessment for local improvements		215
Powers of		215
May appoint arbitrator in arbitrations between Counties respecting loc	cal im-	
provements in certain cases		231

Who are ratepayers or municipal officers, liable to challenge unless the Corporation be a County. 5	
JUSTICES OF THE PEACE— To be appointed for Junior County. May administer oaths and declarations. Jurisdiction of, over offences against by-laws, where there is no Police Magisturis, and the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of May compel attendance of witnesses. May toold Police Court for, at the request of Mayor. Heads of Municipalities, Revers and Aldermen to be ex officio. May compel attendance of witnesses. May toold Police Court for, at the request of Mayor. Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities. JUNK STORES— By-laws for licensing and regulating. KEEPER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws for eventing, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money, To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for selling same when no longer required for. "for selling same when no longer required for. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDEES— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. "final separation of Provisional County. "May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual	PAGE.
To be appointed for Junior County May administer oaths and declarations May administer oaths and declarations Jurisdiction of, over offences against by-laws, where there is no Police Magistrate Lunder by-laws of Police Commissioners. May try offences against by-laws not specially provided for Heads of Municipalities, Reeves and Aldermen to be ex officio. May compel attendance of witnesses. May hold Police Court for, at the request of Mayor. Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities. JUNE STORES— By-laws for licensing and regulating. KEFFER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the crection of Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDERS— By-laws for erecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LAND MARKS— By-laws for eventing, in another Municipality. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc." "for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDEES— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation "final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report represent payment or redemption of municipal debt instead of investment.	
To be appointed for Junior County May administer oaths and declarations May administer oaths and declarations Jurisdiction of, over offences against by-laws, where there is no Police Magistrate Lunder by-laws of Police Commissioners. May try offences against by-laws not specially provided for Heads of Municipalities, Reeves and Aldermen to be ex officio. May compel attendance of witnesses. May hold Police Court for, at the request of Mayor. Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities. JUNE STORES— By-laws for licensing and regulating. KEFFER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the crection of Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDERS— By-laws for erecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LAND MARKS— By-laws for eventing, in another Municipality. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc." "for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDEES— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation "final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report represent payment or redemption of municipal debt instead of investment.	132
Jurisdiction of, over offences against by-laws, where there is no Police Magistrate Under by-laws of Police Commissioners. May try offences against by-laws not specially provided for. Heads of Municipalities, Reves and Aldermen to be ex officio. May compel attendance of witnesses. May hold Police Court for, at the request of Mayor. Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities. By-laws for licensing and regulating. KEFFER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of. Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money, To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc "for acquiring, for opening roads." LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and QUALIFICATION. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May procalam Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report remecting fusicas to be academ to the county. Annual report remecting fusicas to be academ.	
Jurisdiction of, over offences against by-laws, where there is no Police Magistrate Under by-laws of Police Commissioners. May try offences against by-laws not specially provided for. Heads of Municipalities, Reves and Aldermen to be ex officio. May compel attendance of witnesses. May hold Police Court for, at the request of Mayor. Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities. By-laws for licensing and regulating. KEFFER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of. Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money, To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc "for acquiring, for opening roads." LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and QUALIFICATION. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May procalam Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report remecting fusicas to be academ to the county. Annual report remecting fusicas to be academ.	
Under by-laws of Police Commissioners. Under by-laws of Police Commissioners. May try offences against by-laws not specially provided for. Heads of Municipalities, Reeves and Aldermen to be ex officio. May compel attendance of witnesses. May hold Police Court for, at the request of Mayor. Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities. JUKS STORES— By-laws for licensing and regulating. KEEPER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of. Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LAND MARKS— By-laws for exclusing and regulation. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. In presson who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to by-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc." "for acquiring, for opening roads." "for acquiring, for opening roads." LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and QUALIFICATION. LIEUTENANT-GOVERNOR— May attorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report remecting funesces to be needed.	22
Under by-laws of Police Commissioners. May try oftences against by-laws not specially provided for. Heads of Municipalities, Reeves and Aldermen to be ex officio. May compel attendance of witnesses May hold Police Court for, at the request of Mayor. Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities. JUNK STORES— By-laws for licensing and regulating. KEPPER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of. Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money, To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for acquiring, for opening roads." "for acquiring, for opening roads." "for acquiring, for opening roads." "for acquiring, for opening roads." "for acquiring, for opening roads." "Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report remecting fusices to be added.	87
May try oftences against by-laws not specially provided for. Heads of Municipalities, Reeves and Aldermen to be ex officio. May compel attendance of witnesses May hold Police Court for, at the request of Mayor. Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities. JUNK STORES— By-laws for licensing and regulating. KEEPER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of. Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. " for acquiring, for opening roads. " for selling same when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be when no longer required for. " for selling may be the provisional County into a new County by Proclamation. LIEUTENANT-GOVERNOR— May sutherize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report requesting functors to be available.	131
Heads of Municipalities, Reeves and Aldermen to be ex officio May compel attendance of witnesses May hold Police Court for, at the request of Mayor Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities. JUNK STORES— By-laws for licensing and regulating. KEEFER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of, Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for selling same when no longer required for. "for selling same when no longer	137
May compel attendance of witnesses May hold Police Court for, at the request of Mayor Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities. JUNK STORES— By-laws for licensing and regulating. KEEPER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of. Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. " for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. " for selling same when no longer required for. " for selling same when no longer required for. " for selling same when no longer required for. " for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. " final separation of Provisional County into a mey vestment. Annual report requesting funance to be available. Annual report requesting funance to be available.	131
May hold Police Court for, at the request of Mayor Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities JUNK STORES— By-laws for licensing and regulating. KEEPER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of. Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LINDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. for selling same when no longer required for. for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finances to be read-to.	130
Powers, duties and liabilities of, in General Sessions with respect to highways transferred to Municipalities. Junk Stores— By-laws for licensing and regulating. Keeper of Gaol and House of Correction— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See Gaoler. By-laws to compel the erection of. Regulations respecting, in Police Villages. Land Marks— By-laws for erecting, to mark concessions. Lands— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc., for selling same when no longer required for for acquiring, for opening roads. 'for acquiring, for opening roads. Leaseholders— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finances to be read-to.	132
Junk Stores— By-laws for licensing and regulating. KEEPER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. By-laws to compel the erection of Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc "for selling same when no longer required for. "for acquiring, for opening roads. "for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. "final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finances to be readed.	135
By-laws for licensing and regulating. KEEPER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc "for selling same when no longer required for. "for acquiring, for opening roads "for acquiring, for opening roads "for acquiring, for opening roads "for acquiring, for opening roads LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation May proclamation of Provisional County. "final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment Annual report respecting finances to be made to	100
By-laws for licensing and regulating. KEEPER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of. Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for selling same when no longer required for. "for acquiring, for opening roads. "for acquiring, for opening roads. "Any form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation May proclaim Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finences to be made to	198
KEEFER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc for selling same when no longer required for. "for acquiring, for opening roads. "for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDERS— See BY-LAWS, ELECTIONS AND QUALIFICATION. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation May proclaim Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report reprecting finances to be made to	
KEEFER OF GAOL AND HOUSE OF CORRECTION— To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See GAOLER. LADDERS— By-laws to compel the erection of Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc for selling same when no longer required for. "for acquiring, for opening roads. "for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDERS— See BY-LAWS, ELECTIONS AND QUALIFICATION. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation May proclaim Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report reprecting finances to be made to	172
To receive into the County Gaol and House of Correction persons committed from Cities and Towns. See Gaoler. Ladders— By-laws to compel the erection of. Regulations respecting, in Police Villages. Land Marks— By-laws for erecting, to mark concessions. Land Marks— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for selling same when no longer required for. "for acquiring, for opening roads. "" "To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for acquiring, for opening roads. "" "To be subject to same when no longer required for. "for acquiring, for opening roads. "" "To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for acquiring, for opening roads. "" "To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for acquiring, for opening roads. "" "To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "" "To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "" "To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "" "To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, for p	
See Gaoler. Ladders— By-laws to compel the erection of. Regulations respecting, in Police Villages. Land Marks— By-laws for erecting, to mark concessions. Lands— Compensation to be made for Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, in another Municipality. for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. for selling same when no longer required for. for acquiring, for opening roads. Leaseholders— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finances to be readed to	
By-laws to compel the erection of Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for Differences to be referred to arbitration Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent If no person who can convey, County Judge may appoint one Application of purchase money To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc gardens, etc for selling same when no longer required for for selling same when no longer required for for acquiring, for opening roads LEANEHOLDERS— See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation May proclaim Provisional County final separation of Provisional County May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment Annual report respecting finances to be readeted.	
By-laws to compel the erection of Regulations respecting, in Police Villages. LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for Differences to be referred to arbitration. Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, in another Municipality. for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. for selling same when no longer required for for acquiring, for opening roads. for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment Annual report respecting finances to be readete.	141
By-laws to compel the erection of	
LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for	
LAND MARKS— By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for	175
By-laws for erecting, to mark concessions. LANDS— Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. for selling same when no longer required for. for acquiring, for opening roads. for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finances to be made to	253
Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. for selling same when no longer required for. for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report reprecting figuroes to be made to	
Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. for selling same when no longer required for. for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report reprecting figuroes to be made to	
Compensation to be made for. Differences to be referred to arbitration Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for selling same when no longer required for. "for acquiring, for opening roads. "for acquiring, for openin	167
Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. for selling same when no longer required for. for acquiring, for opening roads. for acquiring, for opening roads. Leaseholders— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting figuraces to be made to	
Trustees, etc., to have power to act for those whom they represent. If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. for selling same when no longer required for. for acquiring, for opening roads. for acquiring, for opening roads. Leaseholders— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting figuraces to be made to	154
If no person who can convey, County Judge may appoint one. Application of purchase money. To be subject to same charges as property was subject to. By-laws for acquiring, in another Municipality. for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc for selling same when no longer required for. for acquiring, for opening roads. Leaseholders— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting figuroes to be mede to.	154
To be subject to same charges as property was subject to By-laws for acquiring, in another Municipality. "for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. "for selling same when no longer required for "for acquiring, for opening roads. "on railway lands. Leaseholders— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. "final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finances to be made to	154
By-laws for acquiring, in another Municipality. for acquiring, for purpose of exhibition, industrial farms, parks, gardens, etc. for selling same when no longer required for. for acquiring, for opening roads. for acquiring, for opening roads. LEASEHOLDERS— See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finances to be made to	155
119 119 119 119 119 110 110 120 12	155
gardens, etc. '' for selling same when no longer required for. '' for acquiring, for opening roads. '' on railway lands. Leaseholders— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. '' final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finances to be made to	155
for selling same when no longer required for. 'for acquiring, for opening roads. 'no railway lands. Leaseholders— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. 'final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finances to be made to	178
for acquiring, for opening roads. "" "" "" "" "" "" "" "" ""	184
on railway lands. Leaseholders— See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finances to be made to	
See By-Laws, Elections and Qualification. Lieutenant-Governor— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. County by Proclamation. May proclaim Provisional County. "final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting finances to be made to	202
See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting figuraces to be made to	202
See By-Laws, Elections and Qualification. LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation. May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting figuraces to be made to	
LIEUTENANT-GOVERNOR— May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting furgices to be made to	
May form Townships not within limits of incorporated County into a new County by Proclamation May proclaim Provisional County. final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting fuguress to be made to	
123 May proclaim Provisional County. 'if final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting figuress to be made to	
123 May proclaim Provisional County. 'if final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting figuress to be made to	
final separation of Provisional County. May authorize the payment or redemption of municipal debt instead of investment. Annual report respecting figuraces to be made to	19
vestment	20
Annual report respecting finances to be made to	22
TATE	l 18 l 21
	121 122
	170
	170
army appoint and out and the strict s	
provements in certain cases	231

Lights-	PAGE
To be provided for Court House. By-laws for preventing or regulating the use of, in stables, shops, etc Regulations of Police Village respecting	
Lime—	
Regulations of Police Village respecting	254
LIMITATION OF ACTIONS—	
For penalties under Sections 209 and 210 For damages caused by neglect to keep roads in repair	$\begin{array}{c} 75 \\ 195 \end{array}$
LIVERY STABLES—	1.3
Licensing of. By-Laws for regulating and licensirg	$\begin{array}{c} 137 \\ 186 \end{array}$
LOCAL ASSESSMENT—	
See By-Laws,	
LOCAL IMPROVEMENTS—	
Debentures for, to be so stated Provision for consolidation of debentures for Upon a petition of a majority in number of the ratepayers whose property will be benefited—	128 128
Engineer or Surveyor to report thereon	212
draining property, etc. For borrowing the necessary funds and issuing debentures.	212
THICK' I HAV BE INCHIGED IN THE SIMONUT DEVENDE IN HOUR OF BOING poid anymall-	213 213
ror levving a special rate for payment	213
What costs of the work shall be deemed to include. Persons whose property is assessed may pay the amount of their assessment,	213
Not to be paid by tenant under an agreement to pay taxes unless specially	213
mentioned. For regulating times and manner of payment.	214
For ascertaining the property hable to the rate	$\frac{214}{214}$
Mode of assessing property to be beneated	214
Mode of shewing proportion of benefit. Powers of Council shall include embanking, pumping and mechanical opera-	214
And works of Louislatures Policianitaining the works.	214
And works of Legislature or Parliament completed	$\frac{214}{216}$
POTH OF DV-law	217
10 De alliended if assessment aftered on complaint or appeal	219.
Copies may be served on owners of property to be benefited instead of being	219
To be published before final passing. Copies may be served on owners of property to be benefited instead of being published. By-law to be valid unless notice of intention to move to quash be given to	219
Cierk within ten days after final passing.	220
If quashed in part the rest to be valid. By-law may be amended in order to complete the work	$\frac{220}{220}$
Provisions respecting	220
Debentures not invalid though not strictly in accordance with the by-law When work may be extended beyond limits of Municipality	220
When lands in adjoining Municipality may be charged though works not	220
earried into same	221
	$\frac{221}{221}$
Municipality beginning the work to notify adjoining Municipality to be bene-	
Adjoining Municipality to raise the necessary amount	$\frac{221}{221}$
Or may appeal and refer the matter in difference to arbitration	222

174

253

254

195

137

186

128

128

212

212

213

lly 213

213

213

213

214

214

214

214

214 214

214

 $\frac{216}{217}$

219 219

219

220

220

220

 $\frac{220}{220}$

220

221

221

221

221

221

to

ot

nd

ıt,

LOCAL IMPROVEMENTS—Continued	PAGE
In case number of arbitrators is even, Lieutenant-Governor may appoin	
one Arbitrators to apportion the cost of work Decision of majority to be binding An application may be made to High Court of Justice when arbitrators unabl	. 231
to agree Minor Municipalities interested may appear at arbitration By-laws not to be passed pending appeal After the making of the award or time for appeal has elapsed, by-laws fo	. 231 232
raising the sums required to be bassed	232
Certain provisions to apply If works are to be carried across or along railway, provisions of "The Rail way, Streets and Drains Act 1882," to apply County of Cities Toward Language William Toward Villege Toward Vil	. 232 - . 232
Councils of Ottles, Towns, and Incorporated vinages may pass by-laws to	Г
ascertaining property to be benefited Appeal in case of ordinary assessment Assessing and levying upon the property to be benefited the costs of the world	. 232
Not to apply to repairs or maintenance of the work The special rate to be an annual rate according to the frontage of the propert	. 233
to be benefited	. 233
property to be benefited may petition against the works In which case no second assessment for the same work to be made within two	. 233
years	. 234
by-law If first assessment too low another or others may be made	. 234
If first assessment too great excess to be refunded ratably	. 234
One-third of the cost of sewers in certain cases to be provided by the Connci	1 234
An equitable assessment of corner lots may be made	. 236
Private owners may be allowed to build or improve sidewalks, and be fre from assessment for works of a like nature	e
Temporary loans may be made	. 238
Time of repayment of loans and maturing debentures	. 238 s
provided	. 238 e
the improvements not to be assessed for general rates for same purpose. Period of exemption may be stated in petition and agreed to by Council	. 241
Or determined by arbitration	. 241
No money raised by general rat to be applied by any work of same character in Municipality until by-law passed	r . 241
But notice of sitting of Court of Revision to be given What notice shall contain	. 239 . 239 239
How it may be served By-laws may be passed directing that all future expenditure for certain im	239
provements shall be raised by special rate Not to be repealed except upon assent of electors.	241
Consequences of repeal. Houses of worship may be assessed for local improvements in certain cases.	. 241
Certain portions of improvements may be paid for out of general funds Assent of electors to, not required.	242
How debentures may be raised By-laws may be passed without assent of electors for raising the funds re	. 243
quired for the share of the work to be charged to the Municipality	243

oint

the control of the co

es.

re-... 243

· ·	355
LOCAL IMPROVEMENTS—Continued.	
Debentures issued underlocal improvement	t 243
County may pass by laws for in streets by special rate	243
Proceedings preliminary thereto County may pass by laws for accounts	$245 \\ 245$
by special rate What by-laws shall state.	245
10 De submitted to the retenesses	245
To apply only to Municipalities in which it receives majority of votes If carried in some Municipalities only, may be passed and order to the control of th	246
If Carried in some Municipalities and	246
General provisions to apply. and see Municipal Amendment Act 1888	246
AND STANDING AMENDMENT ACT 1888	-10
LOCK-UP HOUSES-	
County Council may establish and maintain To provide for salary of Constable to be placed in charge	
To provide for salary of Constable to be placed in charge. Constable to take charge of, to be appointed at General Society	141
May be established by Old, to be appointed at General Sessions	141
May be established by Cities, Towns, Townships and Villages. Who may be committed to and for what periods	141
Two or many Municipalities	141
Who liable to be committed to and by whom To be deemed within the Municipality for certain purposes	141
Existing to continue	$\begin{array}{c} 141 \\ 142 \end{array}$
Existing to continue. Expenses of conveying prisoners to	146
	146
Mandamus-	
Municipality neglecting to make repairs to local improvements may be com- pelled to make them by	
pelled to make them by	223
May be exempted from ton-	
May be exempted from taxation By-laws for granting aid to. for preventing or regulating.	113
" for preventing or regulating	150
and see Municipal Amendment Act 1889	165 174
and see Municipal Amendment Act 1888.	1/4
Maritime Court—	
May use Court House	
Market Fees-	143
Not to be imposed on certain articles	
Not to be imposed on certain articles Not to be charged on butter, eggs or poultry unless convenient place provided for sale of same	179
NOT TO be charged on antial.	179
When not to be changed it.	179
Durchaser degree it	179
Ocale of market foor	179
Scale of tees for weighing and	180
When by-law allows sale except at market, without payment of fees May impose fees for voluntarily using or taking advantage 1	180
Not to interfere with	.80 .81
rees not to be greater than the	81
NOT DO Imposed in norman of the state of 1 to 1 to 1 to 1 to 1 to 1 to 1 to 1	81
Sales and places of sale may be married 1 to	81 81
provisions	
1	01

MARKET FEES-Continued.	PAGE
Enactments inconsistent with sections 497 and 498 respectively shall not be in force, while they are in force	182 182
Markets-	
Council may make regulations and impose fees subject to certain restrictions Sale of articles not required to be at market after certain times	179 180 182 182
Mayor-	
To be head of City and Town Corporations	79 30 66 77 78 86 87 87 88 130 130
To hold Police Court when no Police Magistrate, or in his absence To be a Police Commissioner	136 146
MECHANICS' Institutes— By-laws for granting aid to	149
Medats— May be given to persons distinguishing themselves at fires	174
MEAT— By-laws for regulating the sale of	182 182 183
Menageries-	
By-laws respecting	162
Mendicants— By-laws for restraining and punishing	164
Messengers— See Municipal Amendment Act, 1888.	9
MILITARY LANDS— Not to be interfered with by Municipalities without consent of Dominion Government	198
MINERALS— On Corporation lands may be sold or leased Notice of sale or lease to be given	207 207 207
MISTAKES	
In use of election forms not to invalidate election	$\begin{array}{c} 65 \\ 201 \end{array}$
Money-	
Council may borrow to meet current expenses	129
Monorquies— Prohibited	91

182

ons 179 ... 180 ... 182

30

78

86 87

87 88 130

130 135

136 146

149

174

182

 $\frac{180}{183}$

162

164

198

207

207

207

65

201

129

91

ion

e in

. 28 79

MUNICIPAL COUNCIL—Continued.	PAGE
(Special.)	
Head of Corporation may summon. When head of Corporation shall summon. Where to be held. May be held openly or closed.	78 78 78 78
Members of	
•	
In Counties. Certificates of election and qualification of Reeves and Deputy Reeves. In Cities. In Towns. In Incorporated Villages In Townships In Provisional Corporations Qualification of. Persons disqualified "exempted. Term of office of. "members elected to fill vacancies in	26 26 28 28 29 29 30 31 31 36 66
Vacancies in—	66
By crime, insolvency, absence, etc	66 66 67
Contracts between members and Corporation to be void in action against Corporation	135
Remuneration of Members.	
Of Members of Township and County Councils Of head of City, Town or Village Corporation	77 77
Municipal Officers—	
By-laws for appointing and removing	148 201
The Council shall settle same unless provided by statute Of treasurer Of solicitor:	88 81 88 88
Of counsel. Costs of actions, recovery of, when salary paid to solicitor. Gratuity may be given after twenty years' service	88 89
Not by tender or to applicants at the lowest remuneration Tenure of office— To hold office until removed by Council	88 89
Duties of officers— Those assigned by the Municipal Act Those imposed by any other statute By by-law of the Conneil. By-laws for regulating. Security— Bonds of guarantee companies may be accepted.	89 89 89 148
By-laws for regulating.	148

I	PAGE	MUNICIPAL OFFICERS—Continued.	PAGE
		Assessment Commissioner.	I AUE.
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	78 78 78 78	May be appointed in cities. May appoint assessors and valuators. Commissioner, assessors and valuators to constitute a Board of Assessors. Tenure of Office. Declaration of office, form of Before whom to be made.	83 83 83
		Assessors and Collectors.	
e	26 26 28 28 29 29 29 30 31 31 36 66 66 66 67	The Council of every City, Town, Incorporated Village and Township shall appoint. Not to be members of the Council. May be appointed for more than one ward. Collectors to make returns on oath of persons in default for payment of taxes on 15th December. Collectors in junior Counties to be collectors for the Townships of the provisional County. To pay over to the provisional treasurer the money collected under by-law of provisional Council. Collectors and their sureties to be responsible to the union for the moneys collected. The union to pay to the provisional treasurer the moneys belonging to the provisional County, less the costs of collection. In Cities Assessment Commissioner may appoint Assessors. "Council may limit number of collectors and prescribe their duties. Declaration of office. Before whom to be taken. Penalty for refusal to accept office or make the necessary declaration Collectors to collect rates to pay executions against Municipal Corporations	82 82 82 83 83 83 83 83 83 87 87 88
		To be officers of the Court for the purpose of carrying into effect provisions relating to executions	133 134
	77	Auditors and Audit.	
	77 148 201	Two auditors to be appointed by Council at first meeting. One shall be nominated by the head of the Council Persons disqualified as auditor Duties of auditor To make abstract of receipts, etc. To make out and file in office of the Clerk, a statement of receipts, expenditure, etc.	84 84 84 85 85
	00		85
	88 81 88 88	Statement may be inspected in Clerk's office Auditors' abstract to be published The statement to be published in such form as the Council directs Clerk of a minor municipality shall transmit a copy of abstract and statement	85 85 85
	88 89	Clerk to make return to Bureau of Industries. Final audit to be made on report of the auditors	85 85 85
• • • •	88	County Council shall have the regulation of money to be paid by County Treasurer Audit of accounts in Cities and Treasurer	
	89	In other Municipalities	85 85 85
	89 89	In Toronto. Vacancies provided for. Audit of all accounts before payments.	84
	89		84
	148	Auditors' declaration of office form of	85 85 87
• • • •	89		
• • • •	148	Payment of members And see Municipal Amendment Act 1888.	188

UNICIPAL OFFICERS—Continued.	PAGE,
Board of Assessors.	
In Cities—Commissioners, assessors and valuators to constitute	. 83
Engineers.	
By-laws for appointing	167
Fence Viewers.	
By-laws for appointment and removal of	148
Game Inspectors.	
By-laws for appointment and removal of	148
Inspectors of House of Industry.	
By-laws for appointing	141
Overseers of Highways.	
By-laws for appointment and removal of	148
Pound Keepers.	
By-laws for appointment and removal of	148
Road Commissioner.	110
By-laws for appointment and removal cd	148
Road Surveyors.	
By-laws for appointment and removal of	148
Surgeons of the Gaol.	
By-laws for appointing	169
Surveyors.	
By-laws for appointing	185
The Clerk.	
To enter names of persons adjudged guilty of corrupt practices. Every Council shall appoint Duties of. Provision for absence, etc., of Clerk. Minutes of Council, documents, etc., in possession of Clerk to be open for inspection Copies to be furnished, if required Fees for same. To make yearly return of number of resident ratepayers to Bureau of	74 79 79 80 80 80 80
Industries Penalty for default Returns to be laid before Legislature at commencement of each Session Moneys payable to Municipality to be retained if returns not made List of persons in default for payment of taxes to be transmitted to . Clerk of minor Municipality to transmit to County Clerk abstract and statement of auditors	80 80 80 80 81

I	PAGE.	MUNICIPAL OFFICERS—Continued.	_
			PAGE
		Declaration of office, form of Before whom to be made	. 87
	83	Before whom to be made. May administer oath, and declarations.	. 87
		T CHIEFLY TOT HERE THE	0.0
		To sign by lew. To furnish comified contex of by laws	. 88
	167		
		To sign notice to be a payded to by law.	92
		To sign notice to here sended to by-law. Voting on hy-laws—	. 94
	148	To print ballet papers for voting on by-law	
	140		
	148 .		
		and the top votes and decime the regular	101
	141	To certify the result to the Council Not to have casting vote, when To certify respecting by lower which	101
		To certify respecting by-laws which require the assent of two-fifths of	101
			101
	1.40		
	148		102
			111
		Copy of award to be filed with Evidence and documents to be filed with	125
	148	To keep a Dehenture Registry Rook	126
		To give certificates of ownership of debautures	129
			129
	4.40	20 be all officer of the Court for the purpose of carring into effect amorisisms	129
	148		134
		- o det as cicia di i dice Court ii no other person appointed	136
			136
	148	To dot as Deputy Returning Officer when vote on hydray for local improve	
		ments County Clerk to act as Returning Officer. Clerk of Township to formick list	230
			230
	169	THIS CONTRACTOR OF THE PARTY OF	951
	109	See Elections,	251
		The Head,	
	185	Remuneration of	77
		Of County Of Provisional Corporation Of City and Town	79
			79
	74		79
	79	To issue writs for new elections, when	79
	79		$\frac{67}{78}$
	80		78
ı for	22		78
• • • •	80	On death or absence of, who to preside. May vote with the other members of Council. Duties of	78
	80 80	Duties of	78
ı of	-		79
	80		84 87
	80		92
	80		122
	80		122
	81		
ate-	85	To sign debeutures	123
	00	To be a Justice of the Peace en officia	127

MUNICIPAL ()FFICERS—Continued.	D
To be a director of gas, water and railway companies in which Corporation holds stock in certain cases	PAGE
holds stock in certain cases	3, 247 201
The Treasurer.	
Cannot be a member of the Council To prepare and verify on oath list of defaulters in payment of taxes on or before nomination day.	31
To pay election expenses.	45
Mode of payment	81
Annual enquiry to be made as to sufficiency of conviter	81
Duties of	81 81
Limitation of his liability. Death of County Treasurer provided for To make statements of assets each helf year	81 81
To transmit to Clerk lists of persons in default for named to	81 81
Declaration of office—	82
Form of	87 87
Municipal Loan Fund Penalty for default Annual returns to be made respecting finance to Lieutenaut-Governor in Council	$\frac{120}{120}$
	121
Demand of costs of commissioner who has enquired into formation	
at office of	121
To see that money collected under by-law applied in payment of the de- bentures. Copy of execution and endorsement, with statement of amount required to be given to	127
be given to	133 134 253
Trustees of Police Villages.	
See Police Villages.	
Valuators,	
May be appointed by Assessment Commissioner County Council may appoint	83
Duties of Declaration of office, form of	86 86
Defore whom to be made	86 87
By-laws for appointment and removal of	148
See Algoma.	
MUTUAL INSURANCE COMPANIES—	
When Town Hall of Township is situate in a Town or Village, meetings of may be held at	190
New Corporations—	
City.	
Town may be erected into, when and how	13 14 14

Operation of by-law uniting Townships in adjacent Counties to cease on dissolutiont of the union of Counties.....

PAGE

201

31

45

65 81

81

81

81

81

82

87

87

. . . 120

120

. . . . 121

121

127

.... 133

86

86

86 87

148

190

13

14

у..

ation

.... n or

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

ated

r in

nade 121 e de-

d to

0.001134 0.001134

. 163, 247

NEW CORPORATIONS—Continued.	PAGE
Village.	2
To be erected by County Council, when and how	. 8
Disposition of property and payment of debts on separation. When it lies within two or more Counties to be approved by the Councils to	. 9
one of them. Mode of procuring such annexation Mode of adjusting and collecting the amount of the County liabilities to b borne by the Village. If the Councils do not agree respecting such adjustment the incorporation may be annulled when and how.	
Additions of area to Villages, when and how made	. 10
Reducing area of villages, when and how made Annexation to adjoining municipality upon unincorporation Setting apart unincorporated village By-Laws as to 12	. 11
and see Municipal Amendment Act 1888.	2, 13
Effect of formation of New Corporations.	
By-laws to continue in force until altered by new Corporation	8
of Municipality to which it is added apply Liability of new Corporation for debts Provision for payment of debts when territory added to Municipality Debentures to be issued by capital Court of The Court of the	- 00
before dissolution, and are to hind old and now Municipalities	1
Special races to be collected and paid over to senior Municipality If imper County pays more than its share of the liabilities of the	$\frac{24}{24}$
recover excess from senior County Former Council and officers to exercise jurisdiction until new ones appointed Public officers of the union to be public officers of the senior County or Town-	25
Sureties to remain liable	25 25
When incorporation to take effect. On separation of a union of Counties, rules and regulations respecting Court House and Gaol to apply to junior County	36
Newspapers—see Municipal Amendment Act 1888.	177
Nipissing—see Algoma,	
Noises— By-laws for preventing	165
Nomination— See Elections.	100
Non-compliance with Rules— Not to avoid election	65
Notices— By-laws for preventing the defacing of property by	163
Nuisances-	200
By-laws for preventing and abating Regulations of Police Village respecting	$\frac{164}{254}$
Numbering of Houses— By-laws to provide for	176

OF

OF

Ом

On

	D	Oaths—	
	PAGE	Who may administer	PAGE.
		Who may administer To be subscribed by denought	87
		To be deposited with Clerk	88
	. , 9	Of police officers. Of voter on by-law for local improvements Head of Corporation may administer, in discuss a site	138
cils to)	Hand of Grant for local improvements	229
	. 9		201
	. 9	See Elections.	201
s to be	е	OBJECTIONS TO BY-LAWS-	
	. 10		
ration		By ratepayers, when and how made	92
	. 10	OFFENCES AND PENALTIES—	02
	. 10		
		For refusing to serve as special constable	00
		For neglecting to furnish ballot boxes For neglecting to give crytificate with respect to	39
	12		
12			50
	, 10		51
			53
		Relating to ballot papers For contravention of Sections 119 to 167	53
			63
			63
roads			74
-laws	1	For undue influence	74
	23	Recovery of	74
	24	Recovery of. For non-attendance of witness Limitation of proceedings for penalties under Sections 207 and 200	74
		Limitation of propositions for parallil	74
urred		Limitation of proceedings for penalties under Sections 207 and 208	75
	24	After prosecution of person jointly liable For neglecting to make yearly returns to Busen of Laboratory	75
	24	For neglecting to make yearly returns to Bureau of Incustries For refusing to accent office	80
	24		88
may			88
	25		88
inted		For contravention of section relating to secrecy at voting on by laws	102
own-			102
	25	dated Municipal Loan Fund For neglect to make annual returns respecting finance to the Consoli-	120
	25	For neglect to make annual returns respecting finance to Lieutenant-Governor in Council	120
	34	in Council	120
	36	Recovery and enforcement of penalties In default of payment, imprisonment	
Court		In default of payment, imprisonment Whole or part of penalty may be awarded with costs	131
		Whole or part of penalty may be awarded, with costs To be levied by distress	131
• • • • •	144	To be levied by distress. In default of distress, imprisonment	131
		In default of distress, imprisonment. How fines to be applied	134
		How fines to be applied For offences against by laws of Police Commissioners	131
		For offences against by-laws of Police Commissioners How recovered	132
		How recovered For light weight, etc.	137
	107	For light weight, etc. For obstructing dreas.	137
• • • • •	165	For obstructing dress For contravention of regulations of Police Villege	183
		For contravention of regulations of Police Village. For neglect ? duty by Trustees of Police Village.	225
		For neglect f duty by Trustees of Police Village See FINES AND PERMATTES.	254
		See FINES AND PENALTIES.	255
		And see MUNICIPAL AMENDMENT ACT, 1888.	
	0=	Officers—	
	65		
		See Municipal Officers.	
	100	Off((ES	
	163	To be worth 1 for O	
		To be provided for Courts of Justice.	149
	101	Omniby sees—	143
	164		
	254	Licensing of By-laws for regulating and licensing.	136
			186
	41-0	Ontario Municipalities Fund—	100
	176	Sou Thursday one	

ORNAMENTAL TREES-	Pagi
By-laws respecting for preventing destroying of	15 16
Orphans—	
Aid may be granted to, of persons killed at fires	17
Ovens-	
By-laws for regulating Regulations of Police Villages respecting.	$\frac{17}{25}$
Overseers of Highways -	
By-laws for appointment and removal of	14
Parks—	
By-laws for acquiring property for and managing "for selling when no longer required	18- 18-
Parry Sound-	
See Algoma.	
Party Walls-	
By-laws for regulating the erection of	1 17
	178
Pedlars—	
By-laws for regulating and licensing	169
Penalties— See Offences and Penalties.	
Piggeries-	
By-laws for preventing or regulating	165
Pipes	
Regulations of Police Villages respecting smoking of	253
Places of Worship—	
May be assessed for local improvements in certain cases	242
Роцев—	
In Cities and Towns having Police Commissioners, shall consist of chief con-	
stable, and as many constables and officers as Council deems necessary	138
Not to be less in number than the Board reports to be necessary Not to affect any special Act	138 138
To note once at pleasure of Doard	138
Oath of office, form of	138
Regulations for government of To be subject to the Board	138
Duties of police	138 138
Renumeration	138
Expenses of, for offices, etc. In Towns in which there is no Board, Council shall appoint chief constable	139
and one or more constables.	1: 9
and one or more constables. In Villages, Council may appoint chief constable and one or more constables	1 9
When arrest may be made without warrant for an alleged breach of the peace	39
Suspension— Mayor or Police Magistrate may suspend, when	140
May report case to Council and recommend dismissal	$\frac{140}{140}$
Officer not to act during suspension	140
Except by written permission of Mayor	140
Not to be entitled to salary during suspension	140 184
By-laws for establishing, regulating and maintaining for aiding and assisting superannuation and benefit funds	184

PAGE.

152

163

174

174

253

148

184 184

175

169

165

253

. . . . 242

 $\frac{138}{138}$

138

138

138

able 1: 9

140

140

140

140

140

184

184

consary 138 ... 138 ... 138

bles 1 9

eacc 39

Police Villages—Continued.	PAGE
Poll.	
Time and place of holding Notice of persons proposed to be posted up List of voters to be furnished by Township Clerk. Proceedings at Returning Officer to have casting vote. Powers of Returning and Deputy Returning Officers Ballot boxes to be returned to Township Clerk.	250 250 251 251
Regulations.	
For providing ladders to houses 'f fire buckets Ovens and furnaces, how to be constructed Stovepipes not to be passed through wooden floors except with space of four inches.	253 253
inches. Lights in stables, etc., to be properly enclosed. Lighted pipes and cigars persons not enter stables, etc., with. Fires in wooden buildings to be properly protected. Fire carried through streets, etc., to be properly protected. Not to be lighted in streets.	253 253
Not to be lighted in streets. Hay, straw and fodder not to be placed in dwelling house. Ashes, lime, etc., how to be kept. Charcoal furnaces not to be erected. Gunpowder, how to be kept. Not to be sold at night.	254 254 254
Nuisances prohibited. Penalties for default	254 254 254 255
Poll	
See By-Laws, Elections, and Police VILLAGE.	
Polling Places—	
By-laws for establishing	157
Polling Subdivisions—	
By-laws for dividing Municipality into	157
Poor Persons—	
By-laws for aiding	150
PORTABLE STEAM ENGINES—	
See Muncipal Amendment Act, 1888.	
Posse Comitatus—	
Mayor may call out when	146
Pound Keepers-	
By-laws for appointment and removal of	1.40
Pounds—	148
By-laws respecting	166

T	MID	mw

PAGE.

 $\begin{array}{c} 250 \\ 250 \\ 250 \\ 251 \\ 251 \\ 251 \\ 251 \end{array}$

 $253 \\ 253 \\ 253$

255

.. 157

.. 157

.. 150

.. 146

148

166

INDEX.	960
Prisoners—	369
Expenses of conveying to God and T	PAGE
Expenses of conveying to Gaol and Lock-up	. 146
By-laws for proposition	
By-laws for preventing or regulating "for regulating the construction of "For draining of	. 164
For draining of	. 165
PRODUCTION OF DOCUMENTO	. 165
By Municipal Class	
By Municipal Clerk . For the purposes of <i>quo warranto</i> proceedings By Clerk, for inspection	. 63
By Clerk, for inspection Professions—	. 69 . 80
Regulation of, license fees	91
Property.	31
By-laws for obtaining and disposing of. "for preventing the destroying of for acquiring for exhibitions, etc."	140
"for acquiring for exhibitions of	$\frac{148}{161}$
for selling, when no longer required	184
for acquiring for exhibitions, etc. for selling, when no longer required by Township for acquiring or erecting a Town Hall. Provisions—	184
By-laws for regulating sale of	
PROVINCIAL TREASURER—	. 182
To retain moneys payable to Municipality in default of making returns	
	80
Name of	
Name of See New Corporations and Unions.	7
Public Buildings—	
By-laws for regulating doors, etc., of	
Public Fairs	151
By-laws for authorizing the holding of	171
1 CROHASE MONEY	
Of lands taken by Corporation, application of. To be subject to same charges as those to which property was arbition.	155
property was subject	155
QUALIFICATION—	
Of Members of Municipal Council.	
See the several Manager	
In case of new Townships in which there is no assessment roll. In case only one person qualified for each seat in the Council provided in the Council	
Devond that of an elector	31
Persons disqualified	31
	31
Form of, which may be taken by Posser, D	31 86
Declaration of, form. Form of, which may be taken by Reeve, Deputy Reeve, or Councillor of any Township And see Municipal Amendment Act, 1888.	00
And see MUNICIPAL AMENDMENT ACT, 1888.	87
$Of\ Electors.$	
Freeholders	
Freeholders Householders and tenants Income voters	33
Income voters Farmers' Sons	33
Farmers' Sons	33 33

QUALIFICATION—Continued.	PAGE.
Necessary amount of rating Persons whose taxes are in arrear. Voters' name must appear in voters' list, except in case of new Municipality	. 34.
for which there is no assessment roll If name so appears, no question of qualification to be raised at the poll In new Municipalities in which there is no assessment roll If owner and occupant be rated severally, both shall be deemed rated	34 34
When two or more are rated jointly, who to vote. In Police Village	35 249
Quashing By-Laws—	
Notice of intention to apply to quash by-law for local improvements to be given to Clerk within ten days after final passing of the by-law	. 220 . 220 . 220
QUAYS	
Belonging to Dominion not to be interfered with without consent of Dominion Government	
Quorum—	
See Municipal Council.	
Quo warranto Proceedings-	
See Controverted Elections. Proceedings by, on member of Municipal Council omitting to vacate seaf after forfeiture.	
Racing—	
By-laws for preventing	164
RAILWAYS—	
By-laws for aiding by subscription for stock in, or lending money to, or guar-	
anteeing payment of money by	247
For guaranteeing payment of debentures by	
For levying a rate for paymentFor issuing debentuares in payment of	$\begin{array}{c} 247 \\ 247 \end{array}$
For granting bonuses to	247
Issuing debentures to meet bonuses	247
Form of debentures	
Assent of electors necessary	247
Provisions of Acts passed prior to 5th March, 1880, for grouping Municipalities for granting aid to railways repealed	
And see Municipal Amendment Act 1888.	
RAINY RIVER—	,
See Algoma.	
RATES-	
See By-Laws, Finance, Yearly Rates.	
Re-count-	
See Elections.	

PAGE. . 34 . 34

be ... 220 ... 220 ... 220 ... 238

ion

eat ... 66

ar-

... 164

REEVE AND DEPUTY REEVE-	0,1
To be members of County County	PAGE.
To file certificate of election and qualification with County Clerk	26
Form of, for Reeve	26 27
OI Municipalities in innion County	97
May resign, when and how. Remuneration of	66
Remuneration of	77 78
OIDCO	86
May administer cethe and delay	86 87
to administer cother and to make the necessary declaration or	87
Neeve to be a Justice of the D	88
After having taken oath as Reeve no other qualification necessary as Justice. And see Municipal Amendment Act, 1888.	130 130
REGISTRAR—	
Appointment of for junior Country	
Appointment of for junior County	22
See By-LAWS	
Of award, if it relates to desire	
Of debentures Of by-laws changing names of streets	125 129
Of by-laws changing names of streets	177
For government of police force, may be made and enforced by Trustees of Police Village	
Remuneration—	253
Of members of County and Township Councils. Of the head of County, City, Town, and Incorporated Village. Of Municipal officers Of Treasurer. Of Solicitor and Counsel. Gratuity may be given to Municipal officer after twenty years' service. Of gooler	77 77 88 81 88 89 138
Repairs-	143
See Highways and Roads.	
Report—	
Annual, respecting finance, to be made to Lieutenant-Governor in Council	
REPEAL—	121
Of provisions of Acts passed prior to 5th March, 1880, for grouping Municipalities for granting aid to railways Exceptions from repeal	248
Exceptions from repeal Reservoirs—	255
By-laws for establishing, etc	164
See Elections.	
RETURNING OFFICERS—	
See By-Laws and Frances	

Returns—	PAGE
See Bureau of Industries.	
Rewards	
May be offered for apprehension of criminals	. 168
Riding-	
By-laws for regulating for preventing riding on cars, etc., by children	. 151 178
Riors	
Interruption of elections by	59
Rivers-	
By-laws respecting	148
ROAD COMMISSIONERS—	
By-laws for appointment and removal of	148
ROAD COMPANIES—	140
By-laws for aiding for granting privileges to	
ROADS-	
By-laws for preventing obstructions to. What to be deemed highways. Freehold in Crown Jurisdiction of Municipal Council over. Possession to be in Municipality By-laws for acquiring land to widen. """ for opening or stopping up and acquiring lands therefor. """ """ """ """ """ """ """	193 194 194 194 194 202
lands "for selling certain road allowances "for searching for and taking materials for repairing When road substituted for original allowance without compensation, if person whose land is taken has land adjoining original road allowance, to be en-	203 203
titled to it When person whose land is takeu has no land adjoining original allowance. Possession of unopened to be deemed legal until by-law opening it. Person in possession to receive notice before passing of by-law. By-laws for aiding adjoining Municipalities to open and maintain roads, etc. "granting aid to County for making new roads. "for stopping up and sale of road allowances. "for opening and altering. "by County for aiding Municipalities within County in making, etc. "for requiring the opening or repair of County roads in local Municipalities "by Townships for aiding County and adjoining County in making, etc. In incorporated Village or Hamlet original road allowance may be stopped up	204 204 205 205 208 208 209 209
In incorporated vinage of Hamlet original road allowance may be stopped up and sold When and how When Village or Hamlet in two Townships. Earth obtained in making local improvements may be spread on roads And paid out of general funds of Municipality On making ditches along road allowances the road may be made and paid for out of general funds of the municipality See Highways. And see Municipal Amendment Act, 1888.	211 211 211 227 227

154

 $\frac{168}{174}$

151

59

148

148

150

203

176 193

194

194

194 194

... 202 way

 $\frac{202}{203}$

203

e.. 204 204

204

etc. 205

 $\frac{208}{208}$

c.. 209

209

.. 211

211

... 227

227

son

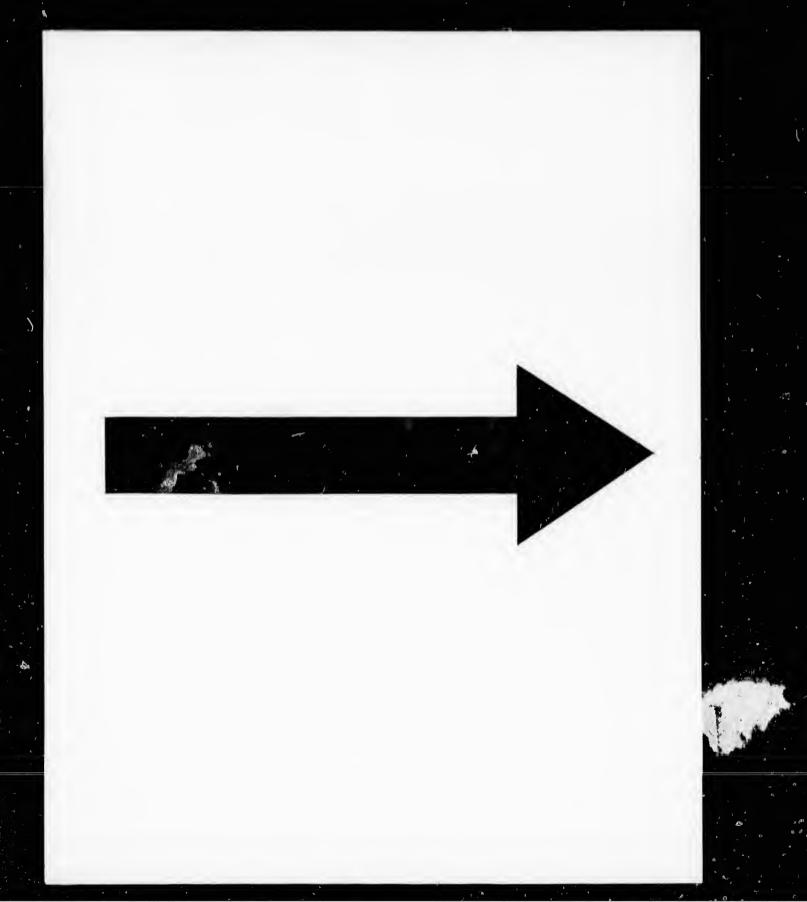
en-

ici-

etc. 209

l np 211

for ... 227



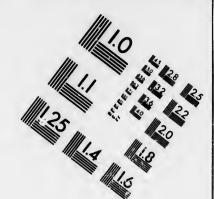
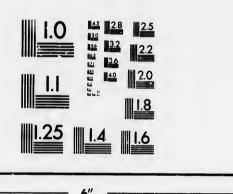


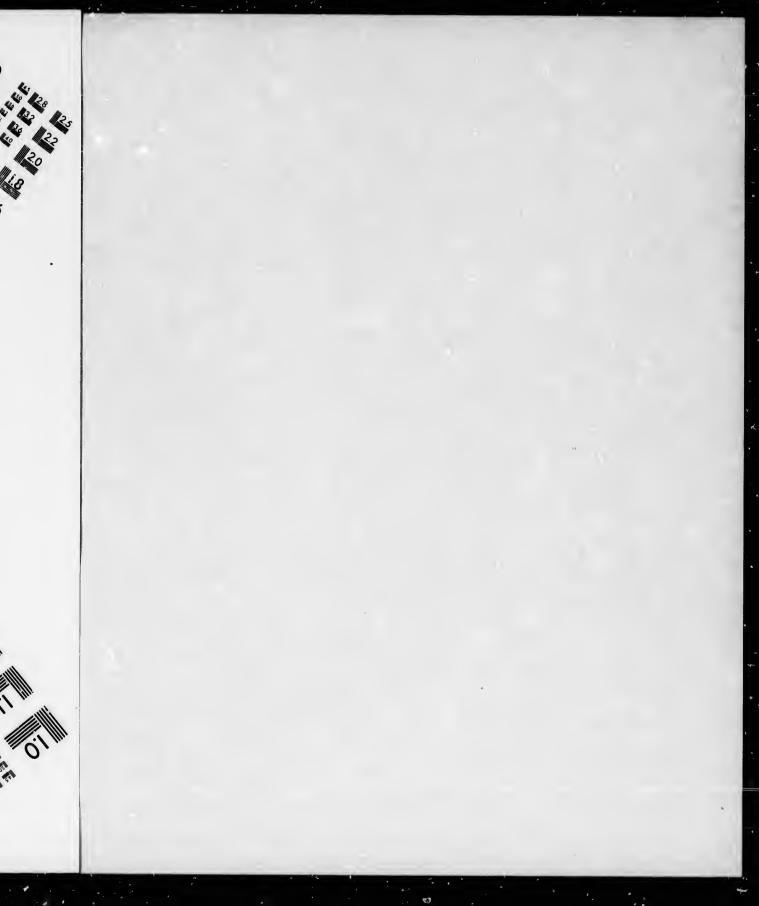
IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503

STATE OF THE STATE



SHINGLES—	
By-laws for regulating measurement of. Short title of Act	. 18
Shows-	. 5
By-laws respecting.	
SIDEWALKS.	
By-laws for preventing driving on	1
for removing snow, etc., from. Private owners may be permitted to make and improve.	173 178
Signs—	237
By-laws for preventing the destroying of	
SINKING FUND ACCOUNT—	163
To be kept	
To be kept	116
By-laws for regulating the construction of	
By-laws for regulating the construction of	165
By-laws for preventing or regulating SLEIGHS, WIDTH OF— See MUNICIPAL AMENDMENT ACT, 1888.	165
SLIP9—	
By-laws respecting	
By-laws respecting	149
By-laws to compel the consumption of	174
By-laws to compel the removal of	100
Snow Fences—	175
By-laws respecting	
	162
By-laws for keeping double tracks open in	209
SPECIAL CONSTABLES—	200
See Elections.	
SPECIAL MEETINGS— See MUNICIPAL COUNCIL.	
SPECIAL RATE ACCOUNT—	
To be kept	110
Special Tax— Prohibited	116
Squares—	91
See Streets.	
STAIRS—	
By-laws for regulating the size and structure of, in public buildings	151

..... 183 54

.... 162

.... 173 175 237

.... 163

.... 116

.... 165

.... 149

... 174

... 175

... 162

... 116

... 151

9<u>1</u>

209

165 ·

STATUTE LABOUR—	PAGE.
By-laws for commuting 'for regulating and enforcing for measuring or reducing number of days of, or abolishing	190
STEAM ENGINES, PORTABLE—	
See Municipal Amendment Act, 1888.	
Stone—	
By-laws for preserving or selling on road allowances	. 203
STOVEPIPES—	
Regulations of Police Villages respecting	. 253
STOVES-	
By-laws for regulating	. 174
STERAMS—	
	100
By-laws for preventing and removing obstructions	192
imposing penaities for obstructions	192
When streams cleared to town-line of another Township, notice may be give and that Township shall clear it within six months	n 192
See Local Improvements, and see Municipal Amendment Act 1888.	
STREETS—	
By-laws to prevent throwing of dirt, etc., into	162 175
Dreventing obstructions to	175
" naming and changing names of	176
By-law changing name to be registered "for regulating the user of	178
sale of articles in	. 182
Possession of in Municipality By-laws for granting aid to adjoining Municipality to open and maintain	194
Earth obtained in making local improvements may be spread on	227
And paid for out of the general funds of the Municipality	. 227 . 243
	. 243
Summary Relief—	
For non-compliance with by-laws	154
SURGEONS OF GAOL—	
By-laws for appointment of	169
Surplus-	
See Finance.	4
Survagor—	
By-laws for appointing one for Corporation	185
Surveys—	
By-laws for providing for	166
Costs of	167
Swearing-	
By-laws for preventing	164

SWINE—	_
By-laws for preventing or regulating the keeping of	PAGE
TAINTED PROVISIONS—	16
By-laws for seizing and destroying	,
Tanneries—	
By-laws for preventing or regulating	411
Tax-	. 16
Special, prohibited	. 91
TAXES—	6
Assessments for year preceding dissolution of unions Collection of special rates after such dissolution. List of persons in arrear to be furnished by Treasurer on or before nomins tion day	. 24
Copies of lists to be furnished to December 1	. 45 . 45
In Cities, Council may require taxes to be paid by a given day, and in defaul	. 49
By-laws for disqualifying electors who have not paid their taxes before 14th	. 83
For local improvements not to be paid by terant under an agreement to pay taxes unless specially mentioned	158
Telegraph Poles-	214
By-laws for regulating erection and maintenance of	
Tender of Amends—	178
Council may make, on claim being made or action brought	
THUNDER BAY-	6, 135
See Algoma,	
TIME—	
Liolidays excluded in computing, when	62
By-laws for preventing the obstruction of streams by reserving or selling on road allowances.	192
Tires—	203
By-laws for regulating the width of	
Tolls—	178
By-laws for raising money by, on bridges, roads, etc	202
Toronto—	202
Appointment of auditors in city of Vacancies provided for. Provisions relating to audit.	84 84
Town Hall—	84
Township may acquire or rent in Town or Will-	100
and other meetings may be held at	190 190
Notices may be posted at	190
Liability of, for maintenance of Court House and Gaol	144

7	N	n	P.	•

PAGE. 165

165

165

91

24 24

45 45

... 24
... 24
... 45
evi
... 49
ault
... 83
l4th
... 158
pay
... 214

... 178

.106, 135

... 62

.. 192 .. 203

... 178

.. 202 rs 202

.. 84 .. 84

. 190 . 190 . 190

. 144

. . . .

and the contract of the contra	1 27
Townships-	37
See New Corporations.	PAG
TRADES-	
By-laws for fixing license fees for exercising	9:
By-laws for authorizing building of	248
By-laws for licensis	
Transient Traders— By-laws for licensing and regulating And see Municipal Amendment Act 1886.	159
Travellers-	
By-laws for preventing importuning TREASURER—	
Treasurer—	173
See MUNICIPAL OFFICERS.	
Trees-	
By-laws respecting for encouraging the planting of for clearing highways of	152
" for clearing highways of.	163
INCOMES—	
Of Police VillageSee Schools.	
	249
UNDUE INFLUENCE—	
See Corrupt Practices.	
Unions-	
Of Counties.	
Seniority of how reculated	
Seniority of, how regulated. Application of laws to. Provisional separation of.	20
Mode of adjusting and district the second se	20
Final separation of	$\begin{array}{ccc} \cdots & 20 \\ \cdots & 21 \end{array}$
Application of laws to. Provisional separation of Mode of adjusting and dividing liabilities and property of union. Final separation of Improvements may be made by the individual Counties. Reeves and Deputy Reeves of Counties interested alone to yote.	22
Reeves and Deputy Reeves of Counties interested alone to vote.	188
Utilitial Drovigions for Laws	100
Property in the County without deduction or percentage	188
Dependings of County interest 1	190
separate Municipality issued and to bind it as if it wer	e a
Of Townships.	189
See New Corporations—	
UNMARRIED WOMEN	
May vote on by-laws if qualified	
Unusual Noises-	96
By-laws for preventing	
UNUSUAL NOISES— By-laws for preventing	165
By-laws for the enclosure of	. 173
VAGABONDS-	175
May be sent to House of Correction	
Leader of Correction	. 143

VAGRANTS—	PAGE.
May be sent to House of Correction	142
" of Industry	142 164
VALUATORS—	
Appointment of	83
Vegetables—	•••
By-laws respecting sale of	182
Vehicles—	
By-laws for regulating and licensing	186
Vessels-	
By-laws for regulating, in harbours	148
VICE—	
By-laws for preventing	164
VICTUALLING HOUSES-	
By-laws for limiting and regulating	. 159
" for licensing	. 159
VILLAGES-	
Unincorporated, setting aparo By-laws for stopping up and sale of original road allowances in See New Corporations.	. 10 . 211
Voters' and Defaulters' Lists— See Elections.	
Voters— See Elections.	
Votes—	
To be by ballot. Counting of. Re-count	. 55
Warden-	
One of the Reeves or Deputy Reeves to be. May rosign, when. Election of. ho to preside at. Who to have casting vote. Remuneration of. May and when, shall call special meeting of Council. To be head of County and provisional County.	. 66 . 76 . 76 . 76 . 77
To be a Justice of the Peace ex officio. After having taken declarations of qualification and office no other declaration necessary as Justice.	. 130 on
Wards-	
New division of Cities and Towns into	37
Walks-	
By-laws for acquiring property for and managing. for selling when no longer required. for acquiring	184

		INDEX.	379
P	AGE.	Water-	010
	142		PAGE
• • •	142	By-laws respecting	148
• • •	164	By-laws for permitting laying down of pipes	153
		for aiding water companies. Assent of electors required.	163
	183	Assent of electors required Head of Corporation to be a director in company in cortain cases.	163 163
	•	The state of the s	163
	182 .	WATER COURSES-	
• • •	102 .	By-laws for openining, making, etc. By-laws to prevent obstructions to etc.	
		By-laws to prevent obstructions to, etc	149
• • •	186	See Local Impovements. 162,	192
		WATER WORKS-	
	148	May be exempted from taxationBy-laws for construction of	
		By-laws for construction of	115
	164	"for constructing and levying annual special rate for payment	185
• • •	104	Estimates, etc. to be published	185
		10 be passed within three months often mall	185
	159	If rejected, no other to be submitted within 11.	185 185
	159	Not to affect provisions of any special Act. By-laws for fixing price to offer for works are stocked.	
		for the Municipality	
	10	Not to collect water rates until this he den-	186
		Differences to be referred to arbitration	186 186
		WAX WORK EXHIBITIONS—	100
		By-laws for preventing or regulating and licensing	162
		By-laws to prevent growth of	162
		Wells-	102
		By-laws for establishing public wells	
	45	Wet Lands-	164
• • • • • • • •	55 60		
• • • •	•	Council may purchase, drain and dispose of	191
		W HARVES—	
• • • •		By-laws relating to Belonging to Dominion, not to be interfered with without constant	140
		Belonging to Dominion, not to be interfered with, without consent of Dominion Government.	148
	76		196
		WHEELS-	
• • • •		By-laws for regulating the width of	170
		WIDOWs—	178
	130	May vote on by-laws if qualified Aid may be granted to, of persons killed at fires	
ation		Aid may be granted to, of persons killed at fires	96
••••	. 130	Witnesses-	174
		Bound to attend on Inday's and	
		Bound to attend on Judge's order Not excused from answering on grounds of self-crimination Such answer not to be used against witness.	74
• • • •		Such answer not to be used against witness	75
• • • •	. 37	On prosecutions for offences against by laws—	75
		Also wife or husband	132
	. 184	Also wife or husband	132
'			132
• • • •	. 184	Receiving award for apprehension of persons guilty of horse stealing not to	132
		disqualify 1	.68

Women (Unmarried)—	PAGE.
May vote on by-laws if qualified	
Woop—	
By-laws for regulating the mode of measuring, etc	183
Wooden Buildings—	1
By-laws for regulating the erection of	174
Wooden Fences	-1.2
By-laws for regulating or preventing the erection of	174
Works-	7.1
By-laws for entering into municipal work jointly with another Municipality.	205
Workhouse-	
Council of City and Town may establish May pass by-laws to regulate the government of. Who may be committed to By whom may be committed	142 142 142 142
YARDS-	
By-laws for cleaning, draining, etc	165
Yearly Rates—	200
See By-Laws	114

